

Ecrits d'exil II

Dođan Özgüden

2021 - 2022



ECRITS D'EXIL II

2021-2022

Doğan Özgüden

Traduction

Ariane Willems

Bruxelles 2025

Mise en page et couverture:
Inci TUGSAVUL
©Fondation Info-Turk

D/2025/2198596

INFO-TURK
Rue de Pavie 53 – 1000 Bruxelles
Tél: 32-2-215 35 76

<http://www.info-turk.be>
<https://www.facebook.com/fondation.info.turk>
fondation@info-turk.be

Impression: Identic
ISBN 978-2-96032589-5-0

PROLOGUE

Quatre ans ont passé depuis la publication du premier volume des Écrits d'exil comprenant des articles que j'ai écrits, des articles rédigés à propos d'İnci Tuğsavul et de moi-même, ainsi que d'interviews réalisées avec nous de nos années de lutte en Turquie aux 40 premières années de notre exil qui a débuté en 1971.

La traduction des articles que j'ai écrits ces quatre dernières années prennent place dans le volume 2 que vous tenez en main ainsi que dans les volumes 3 et 4 qui suivront.

Le premier volume des Écrits d'exil s'achevait sur ces mots qui faisaient partie de mon article intitulé "50 ans en exil, 4 ans dans Artı Gerçek...":

«Lorsque je regarde en arrière, Artı Gerçek occupe une place de choix dans les quatre dernières années de ma vie de journaliste qui a duré 69 ans jusqu'à présent, dont 50 années en exil. Nous avons mené notre lutte socialiste en Turquie au journal Akşam en 1964-1966, et dans la revue et les éditions Ant de 1967 à 1971. Une fois en exil à la suite du coup d'État du 12 mars 1971, j'ai essayé de continuer ce combat par des articles dans de nombreux journaux, revues ou agences de presse en Turquie et à l'étranger, outre les bulletins d'information, les livres et brochures publiés en plusieurs langues par İfo-Türk, notre propre entreprise. Artı Ger-

çek est celle qui a duré le plus longtemps, et qui est la plus durable... Dans la prochaine période de notre exil, si nos jours et notre santé nous le permet, nous continuerons İnci et moi à être avec vous par le contenu combatif, comme au premier jour, d'*İnfo-Türk* et dans *Artı Gerçek*.»

Comme je l'ai promis dans cet article, notre lutte par voie d'écrits a continué dans *İnfo-Türk* et dans *Artı Gerçek*. Mes articles sont partagés dans le journal *Avrupa Demokrat* publié en Allemagne et dans la revue *Sürgün*, organe de presse de l'Assemblée des exilés en Europe.

Ce volume 2 que vous tenez en main commence par mon article intitulé "Au 60^{ème} anniversaire de la lutte commune de la classe ouvrière et du peuple kurde..." publié dans *Artı Gerçek* à l'anniversaire de la fondation du Parti ouvrier de Turquie, qui représente une des étapes les plus importantes de la lutte pour la liberté, la justice sociale et l'égalité des peuples en Turquie.

Effectivement, ce parti créé en 1961 par les leaders syndicaux s'opposant au syndicalisme collaborateur en Turquie, bientôt renforcé par la participation des intellectuels socialistes et des leaders kurdes, et qui a réussi à entrer au parlement, a mené un combat réellement cohérent contre l'impérialisme des USA et le capitalisme monopolistique. Le parti a été fermé avec le coup d'État du 12 mars 1971 et ses dirigeants condamnés. Une analyse de ce coup d'État et de ses conséquences néfastes, rédigée au 50^{ème} anniversaire de l'événement, se trouve également dans le présent ouvrage.

J'ai aussi tenu à partager un article sur le grand romancier de renommée mondiale Yaşar Kemal. Dans les années soixante, j'ai mené le combat dans les rangs du Parti ouvrier de Turquie aux côtés de ce grand auteur dont j'avais lu et admiré, enfant, le roman *Mémed le mince*. Nous avons publié ensemble l'hebdomadaire socialiste *Ant*.

Deux noms se distinguent particulièrement dans ce livre: Deniz Gezmiş et Harun Karadeniz, leaders de la jeunesse ré-

volutionnaire de la génération de 68... Deniz Gezmiş ainsi que ses deux camarades Yusuf Arslan et Hüseyin İnan ont été exécutés le 6 mai 1972 par la junte militaire, Harun Karadeniz, pour sa part, est mort jeune d'un cancer dont le traitement avait été empêché par les militaristes. Je porte en permanence la douleur de ces deux pertes dans mon coeur.

Dans mes articles publiés en 2021-2022, j'accorde une place importante à l'islamisation dans la période du pouvoir de l'AKP des commandants de l'armée turque intégrés depuis les années soixante à la classe capitaliste, aux agressions commises par cette armée en Irak, en Syrie et en Arménie au nom de la turcité et de l'islam, et au soutien accordé à la Grande Assemblée nationale de Turquie par le principal parti d'opposition, le CHP, à ces agressions.

J'ai donné de plus amples informations sur les jeux sordides menés par les ambassadeurs et autres diplomates qui représentent l'État turc, particulièrement à Bruxelles, capitale de l'Union européenne et de l'OTAN, les effets réactionnaires sur la vie politique de la Belgique des associations et mosquées turques contrôlées et manoeuvrées par ceux-là, ainsi que sur le rôle douteux du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, membre de l'Organisation des États turques, et des leaders européens du même acabit au bénéfice de Tayyip Erdoğan.

Je me suis fait un devoir de rappeler souvent aux pays occidentaux, qui ne manifestent pas de solidarité à l'égard de la résistance nationale kurde qu'Erdoğan tente d'anéantir en exerçant toutes sortes de pressions étatiques de même que des opérations transfrontalières, qu'ils sont redevables à la guérilla kurde d'avoir vaincu le terrorisme islamiste en Syrie.

L'accent mis sur la communauté de lutte entre les peuples kurde, palestinien et catalan de même que mes partages avec nos amis arméniens avec qui nous luttons en Belgique depuis pratiquement 40 ans, font partie des sujets prédominants de ce volume.

Les problèmes de santé qui se multiplient et les effets

prolongés du sérieux accident que j'ai subi en 2023, alors que je me rapproche de mes 90 ans, ont certes ralenti mon rythme, mais je souhaite une Bonne Année à mes lecteurs avec la même détermination à poursuivre le partage des réalités dans mes articles publiés dans les médias et les volumes suivants d'Écrits d'exil.

Doğan Özgüden

Le 10 janvier 2025

ECRITS D'EXIL II

Au 60ème anniversaire d'une lutte historique

Artı Gerçek, le 11 février 2021

Après demain, le 13 février, marquera le 60ème anniversaire de la création par 12 syndicalistes du Parti ouvrier de Turquie – *Türkiye İşçi Partisi (TİP)*, l'organisation la plus significative, la plus justifiée et la plus efficace de l'histoire de la république. En ce jour furent jetées les fondations de l'unité dans la lutte de la classe ouvrière de Turquie et du peuple kurde.

Six ans plus tard, le 13 février 1967, les leaders syndicaux fondateurs du Parti ouvrier de Turquie (TİP) prirent une autre initiative importante, celle de fonder la Confédération des Syndicats révolutionnaires de Turquie – *Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (DİSK)*, rejetant la mentalité collaboratrice et le syndicalisme piloté par les USA de la *Türk-İş*.

Bien que fondé un an après le coup d'Etat du 27 mai 1960, à la suite de la levée de l'interdiction de créer des partis politiques, le TİP ne put devenir un véritable parti de gauche avec le concours des intellectuels socialistes et des leaders d'opinion kurdes qu'avec l'accession à la présidence de Mehmet Ali Aybar.

Comme le Parti Communiste de Turquie – *Türkiye Komünist Partisi (TKP)* avait cessé d’exister illégalement en Turquie à la suite des arrestations et des condamnations de 1951 et ne tentait de faire entendre sa voix que par les émissions de *Bizim Radyo* à l’étranger, les jeunes dont nous faisons partie qui luttait dans les médias et les syndicats contre le “diktat parlementaire” du Parti Démocrate au pouvoir à l’époque; étaient en recherche d’un parti de gauche, légal ou pas, auquel ils pourraient adhérer.

La nouvelle de la création du TİP nous avait rempli d’espoir, mais malheureusement le parti n’avait aucunement pu faire entendre sa voix en matière d’organisation et de lutte politique, et n’avait même pas pu participer aux élections législatives qui s’étaient tenues neuf mois plus tard, en 1961. À tel point que le premier président du parti, *Avni Erakalın*, s’était présenté comme candidat du Parti de la nouvelle Turquie – *Yeni Türkiye Partisi (YTP)*, un parti de droite.

En ces jours de quête, je m’étais rendu en Angleterre pour gagner ma vie, étant donné que j’avais été mis sur liste noire par tous les patrons des médias après avoir été licencié parce que j’avais, en tant que représentant du Syndicat des Journalistes d’Izmir – *Izmir Gazeteciler Sendikası*, obtenu une augmentation considérable du salaire minimum des journalistes en poste. Juste le jour où j’allais signer un contrat pour aller travailler comme comptable en Australie, je reçus un message de mes compagnons de lutte à Izmir qui bouleversa tout et fit que je rentrais en Turquie.

Une fois que le tumulte suscité par les événements du 22 février s’était calmé, Mehmet Ali Aybar, qui avait été amené à la présidence du parti en 1962 par les syndicalistes fondateurs du *Türkiye İşçi Partisi*, avait lancé un appel à l’adhésion des intellectuels socialistes pour organiser le parti à l’échelle du pays.

Dès mon retour en Turquie, je rencontrai mes amis qui avaient adhéré au parti: les syndicalistes *Rahmi Eşsizhan* et *İsmet Demiruluç*, le journaliste *Mehmet Ressamoğlu* et les avocats *Nuran Yuluğ*, *Suha Çilingiroğlu* et *Nurullah Tuksavul* pour discuter longuement des possibilités de s'organiser à Izmir et des besoins que cela impliquait.

Une attitude anti-impérialiste était particulièrement importante vu les comportements insupportables du personnel militaire américain à Izmir où était installé le quartier général du sud-est de l'OTAN depuis 1952. Suite à une décision commune, *Suha Çilingiroğlu* et moi nous rendîmes à Istanbul pour en discuter avec *Mehmet Ali Aybar*. Celui-ci, qui avait des années auparavant publié à Izmir le quotidien *Zincirli Hürriyet*, dans les pages duquel il avait pris position contre l'impérialisme américain, ne se contenta pas de nous renforcer dans notre conviction, mais nous inspira confiance par sa personnalité et sa connaissance des sujets.

Dans le cadre de ce mouvement de formation, une participation notable survint de la part des Kurdes installés dans la municipalité de Gültepe à Izmir. Grâce aux relations chaleureuses ainsi nouées, la question kurde à propos de laquelle nous n'avions jusque là aucune connaissance approfondie devint un des points prioritaires de notre lutte organisée.

Je n'ai jamais oublié... Les articles des intellectuels kurdes *Sait Kırmızıtoprak* dans la revue *Yön* et ceux de *Musa Anter* dans la revue *Barış Dünyası*, qui exprimaient des avis différents, faisaient l'objet de vives discussions parmi les adhérents kurdes, discussions qui étaient pleines d'enseignements pour nous en matière de question nationale.

C'est grâce aux efforts déployés par les adhérents kurdes de Gültepe que, pour la première fois en Turquie, *Mehmet Günay*, candidat indépendant aux élections municipales de 1963 soutenu par le TİP, fut le premier maire socialiste de

Turquie, remportant le scrutin par 49,69% contre 47,78% au candidat du Parti de la Justice – *Adalet Partisi*.

Début 1963, je quittai Izmir pour Istanbul à la demande d’Aybar pour d’une part diriger le journal *Gece Postası* et d’autre part travailler dans les conseils de presse, et scientifique et de recherche du TİP tout en menant la lutte syndicale au sein de la Fédération des Syndicats de Journalistes de Turquie – *Türkiye Gazeteciler Sendikaları Federasyonu*.

À l’époque, Istanbul était secouée par la grève légendaire des ouvriers de l’usine de fabrications de câbles *Kavel Kablo Fabrikası* membres du syndicat *Maden-İş* dont *Kemal Türkler*, fondateur et dirigeant du TİP était le président.

Le 27 février, 23 présidents de syndicat et 45 dirigeants se séparèrent de la *Türk-İş* en raison de l’attitude négative manifestée par la confédération tout au long de la grève chez Kavel. Cette grève qui est inscrite en lettres d’or dans l’histoire de la classe ouvrière du pays pavait en quelque sorte le chemin qui mena à la création de la DİSK.

Alors que notre lutte de classe acquérait rapidement une nouvelle dimension sous l’égide du *Türkiye İşçi Partisi*, l’Assemblée générale présidée par Aybar, prenant une nouvelle initiative, se réunit le 12 mai 1963 à *Gaziantep*, ville possédant une importante population kurde. L’honneur de cette initiative revient en grande partie aux intellectuels kurdes *Reşit Güçkiran* et *Galip Ataç*.

Entre-temps, les intellectuels kurdes d’Istanbul étaient en permanence en contact avec le parti... Nous travaillions ensemble à l’élaboration du nouveau programme du parti au sein du Conseil scientifique et de recherche avec deux d’entre eux: l’éditeur *Enver Aytakin* et le philosophe *Selahattin Hilav*.

À ces deux intellectuels kurdes, il faut ajouter *Musa Anter* et *Sait Kırmızıtoprak* qui collaboraient continuellement à la revue *Sosyal Adalet* (Justice sociale) publiée sous la di-

rection de *Turhan Tükel* pour soutenir le parti, et à la rédaction de laquelle je travaillais avec *Süleyman Ege*.

À l'annonce du lieu de la réunion de l'AG du parti, en l'occurrence Gaziantep, la mise en garde à vue du chef de la rédaction de la revue bilingue turco-kurde Deng, *Yaşar Kaya*, et de l'écrivain *Medet Serhat* était destinée à intimider ceux qui mettaient la question kurde à l'ordre du jour.

En dépit de quoi tous les membres de l'Assemblée générale tinrent une première réunion à Ankara d'où ils se rendirent à Adana, où ils rencontrèrent les membres du parti malgré les agressions orchestrées par les gros propriétaires terriens. Le groupe se mit ensuite en route vers Gaziantep. À 20 kilomètres de la ville, les membres locaux du parti vinrent à la rencontre du groupe pour lui faire fête. L'AG se réunit enfin à Havuzlubahçe le dimanche 12 mai avec la participation des membres venus d'*Urfa, Diyarbakır, Maraş, Adana* et *Mersin*.

La réunion ne manqua pas de faire l'objet d'agressions de la part de groupes corrompus. Le président du parti, *Mehmet Aybar*, qui prit la parole à la suite du secrétaire général du TİP, le syndicaliste *Kemal Sülker*, de l'avocat *Orhan Arsal* et du sénateur du parti *Niyazi Ağırnaslı*, exposa en ces termes l'attitude du parti à l'égard de la question kurde:

“Nous sommes face à une question importante: des millions de compatriotes parlant plutôt kurde et arabe, et de culte alévi vivent dans nos provinces de l'Est et du Sud-Est. Nous sommes confrontés aux problèmes ardues que cela suscite. Trouver les solutions les plus humaines et les plus conformes à nos intérêts nationaux est un devoir citoyen.

La question a de nombreux aspects: historique, ethnologique, juridique... Et par dessus tout le respect que commandent l'humanité et les intérêts suprêmes de la Turquie. Ces concitoyens ont jusqu'à présent payé leurs impôts à l'Etat, ont versé leur sang pour la défense de la patrie, tout en

n'épargnant pas leurs efforts. Ils ont travaillé avec ardeur. Mais on ne leur a pas fait profiter comme il se devait des avantages citoyens auxquels ils avaient droit. Reconnaître ces réalités comme elles sont est la première condition pour régler la question au bénéfice du pays et de ses citoyens.”

Dix jours à peine après cette réunion, l'état de siège proclamé après la tentative de coup d'État de Talat Aydemir et de ses amis le 21 mai 1963 ferma la revue *Sosyal Adalet* et procéda à l'arrestation d'*Enver AYTEKIN, Musa ANTER, Medet SERHAT, Edip KARAHAN, Sait ELÇI, Yaşar KAYA* avec lesquels nous travaillions à la revue et au parti, ainsi que d'autres intellectuels kurdes.

En parallèle, le processus de formation du parti se poursuivaient avec davantage de vigueur depuis la réunion de Gaziantep dans les provinces kurdes qui n'étaient pas en état de siège.

Tarik Ziya EKINCI et *Canip YILDIRIM*, qui avaient mis sur pied l'organisation provinciale du TİP à Diyarbakır furent élus, en même temps que *Reşit GÜÇKIRAN* de Gaziantep, membres de l'assemblée générale du parti au 1er Grand Congrès tenu en 1964.

Des intellectuels kurdes bien connus comme *Naci KUTLAY, Hasan AKKUŞ, Edip KARAHAN, Mehmet Ali ASLAN, Tahsin EKINCI* et *Kemal BURKAY* rejoignirent les rangs du TİP et exposèrent les problèmes et les revendications du peuple kurde.

Le parti avait opéré son organisation dans les provinces à population kurde prédominante de *Kars, Ağrı, Muş, Hakkari, Tunceli, Diyarbakır, Bingöl* et *Urfa*, ce qui lui permit de participer aux élections générales de 1965. La condition pour se présenter à ces élections était en effet qu'un parti possède une structure complète dans 15 provinces au moins.

C'est grâce à cela que le TİP put obtenir 15 sièges de député au Parlement aux élections de 1965 en vertu de la mét-

hodie des plus forts restes et réussit à orienter l'agenda politique de la Turquie en renforçant la lutte socialiste et anti-impérialiste. Deux des quinze députés du TİP, *Mehmet Ali Aybar* et *Çetin Altan* avaient été élus par suffrage direct à Istanbul, les treize autres étaient entrés au Parlement grâce au calcul électoral respectant la méthode des plus forts restes.

L'éveil politique initié par le TİP dans les provinces kurdes trouva un écho plus retentissant avec l'organisation en 1967 des meetings de l'Est – *Doğu mitingleri* à *Silvan, Diyarbakır, Siverek, Batman, Dersim, Ağrı* et *Erzurum*. Les meetings de l'Est et les nuits de l'Est – *Doğu Geceleri* organisés en 1969 furent couronnés par la création des Foyers culturels révolutionnaires de l'Est – *Doğu Devrimci Kültür Ocakları (DDKO)* qui représentèrent une étape importante dans l'histoire politique kurde.

La cohérence de l'attitude du Parti ouvrier de Turquie à l'égard de la question kurde, en dépit des divisions survenues au sein du parti, atteint son apogée avec l'adoption, à l'insistance des délégués kurdes, au 4ème Grand Congrès du parti en 1970 d'un projet de résolution reprenant en les nommant clairement pour la première fois en Turquie les droits et revendications du peuple kurde.

Cette résolution allait devenir le motif avancé après le coup d'État du 12 mars 1971 par la Cour constitutionnelle aux ordres des putschistes pour fermer le parti.

Nous avons toujours soutenu l'union dans la lutte de notre classe ouvrière avec le peuple kurde et dans le quotidien *Akşam* et dans la revue *Ant* que nous dirigeons.

C'est dans ce même esprit qu'en exil nous nous sommes rangés aux côtés du deuxième *Türkiye İşçi Partisi* créé sous le leadership de *Behice Boran* en 1976.

Ce deuxième TİP a été fermé par la junte militaire fasciste au lendemain du coup d'Etat du 12 septembre 1980. En

dépit de cela, l'Union pour la Démocratie – *Demokrasi İçin Birlik (DİB)* fondée en Europe par les membres du parti poursuit la lutte... Dans le but de protester contre la junte fasciste sur le plan international, elle organisa une grande soirée à l'*Ancienne Belgique* à Bruxelles le 14 février 1981, à l'occasion du 20ème anniversaire de la création du TİP et au 14ème anniversaire de celle de la DİSK.

Behice Boran, présidente du TİP en exil et *Yücel Top*, représentant en Europe de la DİSK, prirent la parole lors de cette soirée où *Pierre Galand*, président du *Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNAPD)*, tint, au nom des forces démocratiques en Belgique, un discours qui fustigeait le régime de la junte.

L'organisation des travailleurs et étudiants kurdes en Belgique *TEKOŞER* participa à la soirée avec sa compagnie de danses folkloriques kurdes, confirmant dans un message l'union dans la lutte de notre classe ouvrière et du peuple kurde.

60 ans ont passé depuis la création du TİP et plus de 40 ans depuis cette soirée de célébration de la fondation du parti.

Et aujourd'hui, c'est encore un régime fascisant qui fait régner dans notre pays une obscurité s'épaississant de jour en jour.

Malgré cela, voir que tous les partis de gauche, à commencer par le HDP, résistent aux pressions et complots du diktat islamo-fasciste et mènent avec la même détermination la lutte commune initiée par le TİP il y a 60 ans me remplit d'espoir.

En cette importante date anniversaire, je commémore tous les camarades du parti et les amis kurdes qui ont contribué à donner vie à cette lutte commune et qui sont décédés et je salue cordialement ceux qui sont toujours présents, même si nous ne vivons pas dans un même lieu.

Une sixième question, cette fois à Kılıçdaroğlu...

Artı Gerçek, le 18 février 2021

La photo que je publie sur cette page figurait dans la presse turque du 13 septembre 2021... Elle représente une vue de la manifestation de protestation organisée devant l'Université d'Istanbul à la suite de l'annonce d'une nouvelle publication des caricatures de Mahomet par Charlie Hebdo, qui avait perdu ses meilleurs auteurs et caricaturistes dans l'attaque sauvage commise par le terrorisme islamiste cinq ans auparavant. Les jeunes dont la tenue islamique était complétée par le masque de la pandémie de Covid arboraient, devant un panneau reprenant un verset de la sourate Al-Hijr "Nous avons fait descendre le Coran, et nous le conservons avec soin", un panneau plus grand portant, en anglais: "Charlie Hebdo paiera un plus grand prix encore"...

Rien d'étonnant... Cela faisait plusieurs jours que le leader de la conquête islamique Erdoğan rendu furieux par les critiques émises par Emmanuel Macron, son homologue français, sur son attitude à l'égard des questions de la Libye et de la Méditerranée orientale, avait fini par lancer, dans son discours à l'occasion du 40ème anniversaire du coup d'Etat du 12 septembre 1980:

"Je ne veux pas prononcer de nom, mais j'y suis obligé, parce qu'il s'en prend à moi. Il dit: ' Nous n'avons pas de problème avec les Turcs mais bien avec Erdoğan'. Mon cher Macron, tu auras encore bien des problèmes avec moi. Tu auras d'ailleurs bientôt fait ton temps. Tu es sur le départ..."

La victime qui a payé 'le prix fort' annoncé par les jeunes filles militantes d'Erdoğan ne fut pas cette fois un de nos collègues de *Charlie Hebdo* mais le professeur d'histoire-géographie et d'éducation civique au collège de Conflans-Sainte-Honorine à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Paris, assassiné le 16 octobre 2020.

La faute de cet enseignant avait été de montrer les cari-

captures de Mahomet publiées dans *Charlie Hebdo* dans la cadre d'un cours sur la liberté d'expression.

Abdoullakh Abouyezidovich Anzorov, d'origine tchéchène, qui avait décapité Samuel Patti avec un couteau de 20 centimètres de long en criant "*Allahou akbar*" n'en était pas resté là pour conserver le Coran, il avait publié sur Twitter la photo de la tête de l'enseignant avec, pour commentaire: "Au nom de Dieu, le tout Clément, le très Miséricordieux... à l'attention de Macron, chef des mécréants... j'ai tué un de vos chiens de l'enfer qui a osé insulté le Prophète".

Il n'est guère étonnant que les réactions contre l'obscurantisme islamiste qui s'était rapidement organisé à l'impulsion des *Frères musulmans* et de leur disciple *Recep Tayyip Erdoğan* se soient intensifiées dans les pays européens après cet assassinat. Le pays qui réagit de la manière la plus radicale est la France. Macron annonça aussitôt qu'une loi prévoyant de lourdes peines à l'encontre des individus qui exerçaient des pressions ou affichaient sur les réseaux sociaux des fonctionnaires de l'Etat comme les enseignants ou les membres des forces de l'ordre serait bientôt édictée.

Bien évidemment, Erdoğan ne tarda pas à réagir. Or lui-même, exerçant une oppression inhumaine sur toutes les parties de la société qui ne soutiennent pas le réactionnisme islamiste par des lois, des décrets-lois, des directives présidentielles et des sentences émises par des juges à lui inféodés, s'en prenait au gouvernement français dans un message vidéo adressé à la réunion consultative des ministres/présidents/muftis des Affaires religieuses des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique organisée en ligne le 20 octobre de la même année par la Présidence des Affaires religieuses – *Diyanet İşleri Başkanlığı*:

"Ceux que la montée de l'islam dérange prennent pour prétexte les crises qu'ils ont provoquées eux-même pour aggraver notre religion. Les discours contre l'islam et les musulmans constituent actuellement le procédé le plus pratique

auquel ont recours les politiciens occidentaux pour dissimuler leurs échecs. Des notions comme celles de ‘l’islam français’, ‘l’islam européen’, ‘l’islam australien’ mises récemment à l’ordre du jour en sont les derniers exemples. Le but véritable de ces démarches entreprises sous l’égide du président français Macron est de régler ses comptes avec l’islam et les musulmans. ‘Lutter contre les extrémismes’ vise, plutôt que lutter contre le terrorisme, le profil des citoyens musulmans qui ne réagissent pas à l’oppression et ne s’élèvent pas contre l’opresseur, des musulmans passifs, craintifs, poltrons, sans prétention.”

Malgré les réactions d’Erdoğan et de ses acolytes, l’Assemblée nationale française a adopté il y a deux jours par 347 voix contre 151 la loi confortant le respect des principes de la République, qui prévoit des sanctions sévères à l’encontre de ceux qui tentent d’exercer des pressions sur les fonctionnaires de l’État comme les enseignants et les policiers ou qui les affichent sur les réseaux sociaux.

La loi, soumise une deuxième fois au vote de l’Assemblée nationale après avoir fait l’objet d’un débat au Sénat, vise à faire obstacle à la polygamie, au mariage forcé et à la pratique du rapport de virginité et prévoit de punir de 5 ans d’emprisonnement et d’une amende de 75.000 euros le ministre du culte qui, sous des prétextes religieux, menacerait, insulterait ou aurait recours à la violence contre des agents de l’État, de même que la fermeture des mosquées et associations religieuses qui appelleraient à la violence ou exerceraient une ségrégation sur base du sexe.

On discute encore au niveau politique et dans les médias pour savoir si, par les mesures et les conditions d’application qu’elle implique, cette loi est conforme à la Déclaration universelle des Droits de l’Homme et à l’acquis communautaire. Les Républicains (LR), La France insoumise (LFI), le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste français (PCF) se sont abstenus lors de son vote à l’Assemblée.

Il n'est guère étonnant que cette loi ait été retoquée ou considérablement modifiée par le Sénat où La République en marche (LREM), parti du président Macron, est en minorité. On est en France, où la vie politique réserve bien des surprises.

Quel que soit le sort de cette loi, certaines organisations islamistes ne se considérant plus en sécurité en France ont entrepris de se réfugier dès à présent dans les pays voisins.

Un de ces pays est sans nul doute les Pays-Bas... où les musulmans, y compris des Turcs, ont fondé le parti NIDA qui, le 13 février 2021, pend en scandant des prières rituelles à la porte de la Salle des Chevaliers du Binnehof où se trouve le Parlement néerlandais un panneau présentant la pétition réclamant que toute insulte à l'égard de Mahomet soit considérée comme un délit et soit punie, pétition qui avait recueilli 124.000 signatures.

Un autre de ces pays est la Belgique, où se trouve la capitale de l'Union européenne... Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), fondé en France et dissous le 2 décembre 2020 par le conseil des ministres pour mener "avec constance une action de propagande islamiste encourageant les actes de terrorisme en France et à l'étranger" a jeté son dévolu sur la Belgique... D'après une information donnée par RTL, les fondateurs du Collectif avaient créé en Belgique, le 1^{er} novembre 2020, avant même la dissolution de l'organisation en France, un Collectif contre l'Islamophobie en Europe (CCIE).

À la question qui lui est posée de savoir si une mesure analogue à celle prise en France est envisagée en Belgique, *Vincent Van Quickenborne*, ministre belge de la Justice, signale que ceci n'est pas possible en Belgique en raison de la législation nationale mais qu'au lieu d'une interdiction qui contreviendrait à la liberté d'association, on pourrait poursuivre les membres d'une organisation extrémiste dont il est prouvé qu'elle représente un danger, comme il en avait été le cas avec l'organisation *Sharia4Belgium* qui soutenait le ter-

rorisme de Daech en Syrie, qui n'avait pas pu être dissoute, mais dont 39 membres avaient été condamnés.

Si l'on observe le passé, la Belgique est un pays où n'importe quelle mouvance islamiste peut facilement s'organiser... Il y a deux ans, le 29 novembre 2018, je l'avais écrit dans *Artigerçek*. La coupole et le minaret de la Grande Mosquée de Bruxelles, dans le parc du Cinquantenaire, financée par l'Arabie saoudite et gérée des années durant par la Ligue islamique mondiale *Al Rabita al-alam el-islami*, est la voisine des institutions de l'Union européenne.

La construction dans le style arabe et datant de 1897 était à l'origine le Pavillon dit 'oriental' de l'exposition internationale de cette année-là. En 1967, le roi Baudouin la cède gracieusement pour 99 ans au roi d'Arabie Saoudite *Faycal ben Abdelaziz Al Saoud*. Elle devient dès lors une mosquée gérée par les *wahhabites*, fréquentée notamment par les Marocains et les Turcs qui arrivent en grand nombre en Belgique.

Kenan Evren, le chef de la junte au pouvoir en Turquie après le coup d'État du 12 septembre 1980 ayant accepté que les professeurs de religion turcs soient rémunérés par l'Arabie saoudite, l'ambassadeur de Turquie à Bruxelles a fait partie un temps de l'organe de gestion de cette mosquée.

En mai 2018, l'*Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM)*, une des institutions sécuritaires belges, publie un rapport dans lequel il est indiqué que l'enseignement dispensé dans la mosquée appelle les candidats imams au djihad armé, tout en les incitant à des brutalités envers les juifs et les homosexuels.

Sur ce rapport, la gestion de la Grande Mosquée du Cinquantenaire est confié à l'*Exécutif des Musulmans de Belgique (EMB)* au sein duquel la *Diyanet* turc est influent, au motif qu'il s'agit d'une institution musulmane sous le contrôle de l'Etat.

J'avais averti dès cette époque: "Rien ne changera tant que cette mosquée sera sous le contrôle des mollahs formés

au sein de Ligue islamique mondiale, et de plus par la *Diyanet* aux ordres de Tayyip ainsi que par le Conseil supérieur des Oulémas de la communauté marocaine aux ordres de Mohammed VI, et tant qu'elle sera soutenue par les socialistes qui en espèrent des voix”.

Deux années ont passé et rien n'a guère changé... Au sein de la capitale de l'Europe, les institutions de l'UE et de l'OTAN qui s'élèvent comme des bâtiments cauchemardesques et les méga-mosquées gérées de l'étranger continuent à cohabiter en paix.

Que les institutions communautaires accordent une aide financière tout en ouvrant tout grand leurs portes à la conquête islamiste que les 'conquérants' du 21ème siècle -qui foulent constamment aux pieds les droits de l'Homme dans leurs propres pays- mènent par le truchement de leurs acolytes 'européens' sous couvert de 'lutte contre l'islamophobie' est un autre scandale...

La SETA, qui est l'organe de lavage de cerveau et de diffamation de Tayyip, après la publication de son '*Rapport 2018 sur l'islamophobie en Europe*' organise le 22 janvier 2020 au Parlement européen un panel sur '*la lutte contre le racisme anti-musulman en Europe*'.

Tenez-vous bien... il n'y a pas que l'AKP et son allié le MHP qui soutiennent le djihad contre l'*islamophobie en Europe*...

Voici l'information publiée hier par *Anadolu Ajansı*: "L'AKP, le MHP et le CHP ont décidé en commission parlementaire des droits de l'homme de créer une sous-commission d'enquête sur le racisme et l'islamophobie croissants en Europe."

Cela est-il vraiment étonnant? Tant d'exemples ont été publiés sur ce site depuis des années... Laissons la parole à notre ami *Koray Düzgören*, qui s'exprimait en ces termes dans le numéro d'*Artıgerçek* du 14 février 2021:

"En répondant du tac au tac aux critiques émises à l'ét-

ranger à l'égard de la Turquie, le CHP ne nous a à nouveau pas surpris. Cette fois, il a sévèrement réagi à la lettre signée par 54 sénateurs américains, adressée à Biden et relative aux violations des droits de l'Homme en Turquie.

“Les dirigeants du CHP réagissent plus que le pouvoir face aux critiques venant de l'Occident en ce qui concerne les violations des droits de l'Homme ou du droit international de la part de la coalition AKP-MHP. La dose de nationalisme dans ces réactions est particulièrement forte. Ils redoutent terriblement les accusations des milieux du pouvoir.

“Le responsable de la situation déplorable dans laquelle se trouve le pays en raison d'une politique étrangère complètement erronée du Palais est uniquement le pouvoir. L'opposition n'a pas à défendre la situation face à une critique venant de l'extérieur. Et même si elle n'approuve pas la critique, elle ne doit pas soutenir le pouvoir.

“Notre opposition n'est pas de ce genre-là. Elle défend le pouvoir corps et âme et se range derrière lui. Elle se considère comme le propriétaire de l'Etat, voire comme le pouvoir lui-même. Nous avons pratiquement une opposition qui déclare ‘Ne fais pas de concessions, continue à enfoncer le pays dans la boue aux yeux de l'étranger, nous ne soutiendrons de toutes nos forces...’ Quel pouvoir ne voudrait pas d'une telle opposition!”

Il reste un espoir...

Après avoir été traité de ‘grossier personnage’ par Tayyip à l'occasion des polémiques qui ont suivi le massacre de Gare, Kılıçdaroğlu va peut-être reprendre ses esprits et, renonçant à être l'opposition toute dévouée au pouvoir, sauver et lui-même et son parti et se ranger aux côtés du HDP dans la lutte pour la démocratie.

Aux agressions insultantes de Tayyip, il répond: “Je continuerai à défendre jusqu'au bout le droit de nos 16 martyrs. J'obtiendra absolument de toi la réponse à ces cinq questions.”

Il faut toutefois qu'il réponde lui-même, sans tarder, à

une sixième question, en supplément aux cinq questions parfaitement justifiées qu'il réitère avec insistance sur la raison pour laquelle les otages n'ont pas été sauvés à temps...

A quand l'autocritique sur le soutien accordé au sein de l'Assemblée à toutes les agressions menées sur trois continents et deux mers par Tayyip dans un esprit de conquête, principalement en Syrie et dans le Caucase, ainsi même qu'à la levée de l'immunité parlementaire des dirigeants et des députés du HDP et par conséquent de leur emprisonnement?

Nous attendons... Si bien entendu le fameux 'esprit de Yenikapı' ne se réveille pas une fois la tempête passée!

Agression contre l'intellectuel kurde Medeni...

Artı Gerçek, le 25 février 2021

En un demi-siècle d'exil, j'ai eu l'occasion de rencontrer des milliers de personnes forcées à s'éloigner de leur pays en raison des pressions fascistes en Turquie, et qui menaient là où elles étaient la lutte pour leurs convictions avec la même détermination et la même fermeté. *Alévis, Syriaques, Arméniens, Ezidis, Grecs, Kurdes, Lazes, Turcs...* L'un des plus éminents est sans nul doute l'intellectuel kurde Medeni Ferho, notre cher ami, avec qui nous partageons le même combat depuis une trentaine d'années en Belgique...

Il y a quatre jours, à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, tous ceux qui dans le monde en sont privés ont rappelé leur révolte et leur combat face à l'injustice de ne pas bénéficier de leur droit à s'exprimer et à avoir un enseignement dans leur langue.

99 organisations composant le Réseau d'observation, de documentation et de rapport des droits de la Langue (*Dil Hakları İzleme Belgeleme ve Raporlama Ağı - DHİBRA*) en Turquie a publié en 19 langues (*abkhaze, adygué occiden-*

tal, adygué oriental, arabe, albanais, bosniaque, tchéchène, arménien occidental, géorgien, homshetsi, kurmandji, ladin, laze, ossète, grec, grec pontique, syriaque, turc et zazaki) un communiqué commun dans lequel elles proclament: “La levée des obstacles dressés devant les droits de la langue est une condition incontournable de la démocratie”.

Un des pionniers de ce combat en exil est sans nul doute *Medeni Ferho*, dont la langue maternelle est le kurde, qui a publié une trentaine d’œuvres ainsi que des articles dans des journaux et revues kurdes, et fait journallement des programmes télé- et radiodiffusés en langue kurde...

En lieu et place de recevoir une récompense pour son travail et sa productivité exceptionnels à l’occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, *Medeni Ferho* a été désigné, en une vile provocation, comme cible pour les coupe-jarrets turco-islamistes à l’étranger, par un des destroyers des médias de Tayyip, qui ont déclaré la guerre à l’ensemble du patrimoine de la Nation kurde.

Le quotidien *Sabah* titre: “Voici la voix de l’organisation terroriste en Belgique” et publie un article illustré de la photo de *Medeni Ferho*. Cet article, après avoir déclaré: “*Sabah* a étudié la structure du PKK en Belgique, comme l’avait indiqué le ministre de l’Intérieur Soylu”, prétend que les instructions des leaders du PKK retranchés sur la montagne sont communiquées aux militants en prison par la voix de la radio *Denge Welat* émettant en kurde en Belgique.

La diaspora kurde en Belgique de même que tous les démocrates belges et les exilés politiques solidaires ont, des époques des juntes du 12 mars et du 12 septembre au régime actuel de Tayyip, en ce compris lorsque le pouvoir était aux mains de Özal, Demirel, Yılmaz, Çiller, Erbakan et Ecevit, été la cible de provocations et agressions de la SETA, de la Diyanet, des missions diplomatiques, des associations turco-islamistes et des médias qui se font un devoir national de jouer le porte-parole du pouvoir quel qu’il soit.

Je n'entrerai plus dans les détails que j'ai évoqués dans mes articles dans le *Artı Gerçek* du 21 septembre 2017 et du 12 février 2020 sous le titre 'La bataille rangée en Belgique de la Nation kurde'.

Il ne fait aucun doute que les associations de la diaspora kurde en Belgique se chargeront du règlement sur les plans politique et judiciaire de cette vile agression.

Je souhaite, dans le présent article, vous faire connaître mon compagnon de lutte, mon ami proche: *Medeni Ferho*.

Medeni Ferho vient au monde dans le village de *Mizîzex* non loin de Midyat en 1947... il va à l'école primaire dans son village et poursuit ses études à Midyat, Diyarbakır et Mardin, et devient instituteur. Au cours de sa carrière professionnelle, il participe à la création du Syndicat des Instituteurs de Turquie – *Türkiye Öğretmenler Sendikası (TÖS)* et publie dès sa jeunesse des articles dans les journaux *Turan Şehir, Diyarbakır'ın Sesi, Mücadele* et *Mardin'in Sesi*. C'est en raison de ses positions combatives qu'il est muté huit fois en sept ans de carrière. À la suite du coup d'État du 12 mars 1971, *Medeni* est arrêté par l'armée et licencié en 1972.

Les poèmes qu'il compose à cette époque sont publiés dans les quotidiens *Cumhuriyet* et *Yeni Ortam* ainsi que dans la revue *Varlık*. *Medeni* commence à travailler à temps plein pour le *Cumhuriyet* à partir de 1973. Il publie ses premiers livres à cette époque: *Kaytan Osman* et *Toprağın Türküsi*. Ses reportages remportent des prix de l'Association de Soutien et d'Aide aux villageois de Turquie – *Türkiye Köylüleri Destekleme ve Yardım Derneği*.

À la suite du coup d'Etat du 12 septembre 1980, *Medeni* est arrêté au même titre que tous les intellectuels kurdes et passe six ans et demi derrière les barreaux. C'est à cette époque que j'entends son nom, à défaut de faire sa connaissance.

Dans les années 70, alors que nous menons notre combat au sein d'*İnfo-Türk* et des *Ateliers du soleil*, le frère de *Medeni*, *Derwich Ferho*, qui étudie en Belgique, et ses amis fon-

dent la première organisation kurde dans ce pays, le *Tekoşer*. Cette organisation, comme les autres organisations démocratiques de Turquie et les syndicats belges prend sa place dans la lutte commune contre la junte.

Tekoşer, avec un message et la participation de son équipe folklorique, avait fait entendre sa voix lors de la soirée organisée à Bruxelles le 14 février 1981 par l'Union pour la Démocratie – *Demokrasi İçin Birlik* dont j'étais le président, pour manifester notre opposition à la junte.

À cette époque où le kurde écrit n'était guère utilisé, *Derwich Ferho* écrivait les articles en kurde de la revue *Tekoşer*. J'avais appris par *Derwich* que *Medeni* était en prison.

Nous n'avons pu faire connaissance qu'au moment de son arrivée en Belgique comme réfugié politique dans les années 90.

À la suite de l'arrestation de certains députés kurdes et la fermeture du DEP, *Yaşar Kaya*, son président, et les députés du parti *Remzi Kartal*, *Zübeyir Aydar*, *Nizamettin Toğuş*, *Ali Yiğit* et *Mahmut Kılınç* étaient arrivés en exil à Bruxelles où ils créèrent le Parlement kurde en exil – *Sürgündeki Kürt Parlamentosu (SPK)* puis le Congrès national kurde – *Kürt Ulusal Kongresi (KNK)*. Ce fut l'époque où fut créée la première chaîne de télévision kurde *Med TV*.

Medeni, en tant qu'intellectuel kurde, écrivait à Bruxelles des livres en kurde à la suite l'un de l'autre tout en réalisant des programmes pour *Med TV* et la radio *Dengê Welat* et publiant des articles dans les journaux *Özgür Politika* et *Yeni Özgür Politika* édités en Europe, ainsi que dans *Ronahî* éditée en Rojava.

J'ai été témoin de deux grands chagrins qu'ont vécu mes amis *Medeni* et *Derwich*.

Le 9 septembre 1998, Öcalan, qui se trouvait alors en Syrie, avait été forcé par le gouvernement de Hafez al-Assad de quitter ce pays. Sur quoi, alors qu'il séjournait en Italie, les discours agressifs des dirigeants turcs et les émissions

provocatrices des médias turcs avaient provoqué une série de manifestations violentes non seulement en Turquie mais également dans les grandes villes européennes?

Le 17 novembre 1998 au soir, le local de l'Institut kurde de Bruxelles dont *Derwich* était le président et qui était soutenu par Medeni, avait été incendié devant les yeux même de la police belge, par un groupe d'enragés arborant des drapeaux aux trois croissants et au loup gris.

Une agression analogue s'est produite 18 ans plus tard, sous Tayyip cette fois, le 17 novembre 2016: une attaque à la bombe incendiaire s'était produite contre le nouveau local de l'Institut kurde de Bruxelles par les partisans d'Erdoğan dans des dizaines de véhicules ornés du drapeau turc, qui scandaient des slogans fascistes.

Le deuxième chagrin de Medeni et Derwich que nous avons partagé fut l'ignoble assassinat de leurs parents, leur papa Ferho Akgül, âgé de 85 ans, et leur maman Fatma Akgül, âgée de 80 ans, le 2 mars 2006 dans leur maison du village de *Mizîzex* où ils vivaient.

C'était justement au moment où nous préparions une conférence de presse au Parlement fédéral et un colloque à l'Hôtel de ville de Bruxelles sur le thème: "L'influence des régimes d'oppression sur l'émigration de masse vers les pays européens", dans une collaboration entre *İnfo-Türk*, les associations des Assyriens de Belgique – *Belçika Asuri Dernekleri*, l'Association des Arméniens démocrates de Belgique – *Belçika Demokrat Ermeniler Derneği* et l'Institut kurde de Bruxelles, au 35ème anniversaire du coup d'Etat du 12 mars 1971.

Les frères *Ferho* contribuèrent énormément, avec une force de caractère exceptionnelle, au succès de ces deux manifestations en dépit de ce crime.

Medeni Ferho, dont la vie a été jalonnée de souffrances, continue malgré toutes les difficultés à produire et à écrire. Il a publié à ce jour 30 oeuvres, 4 en turc, le reste en kurde. Je joins ci-dessous la bibliographie complète.*

Medeni, qui maîtrise de la même manière ses deux langues maternelles: le kurde et le turc, m'a apporté en cadeau à la suite de l'opération que j'avais subie aux yeux une belle surprise: un roman en turc de 410 pages '*Masalya Ülkesi*', livre qui a fait l'objet d'une de mes premières lectures une fois la vue recouvrée...

À la fin des années 60, j'avais publié en tant qu'éditeur et directeur d'édition plusieurs articles et reportages ainsi que 4 livres de *Yaşar Kemal*. J'ai vécu des années plus tard en lisant le livre de *Medeni* le plaisir et l'enthousiasme que j'avais vécu en lisant les brouillons de *Yaşar Kemal* avant de les mettre à l'impression.

Medeni avait en fait écrit ce livre lorsqu'il était en prison après le coup d'État fasciste du 12 septembre. Il avait réussi à exfiltrer l'ouvrage mais avait appris après sa libération que ses écrits avaient été perdus... Il en avait été navré, choqué, mais pas vaincu.

Il a écrit le même livre en kurde sous le titre "*Berxwedan Jiyane*".

L'original en turc de ce livre a été retrouvé 24 ans plus tard, avec quelques pages et quelques parties finales manquantes...

Dans son livre *Masalya Ülkesi*, *Medeni* utilise une langue poétique qui reflète la cohérence dialectique de la légende avec le réalisme en plongeant à nouveau dans le monde mystérieux des contes.

Il y raconte la lutte d'un moineau contre le despotisme...

À la base du combat que *Medeni* mène depuis des décennies, il y a la lutte pour la paix et la liberté, contre le despotisme de *Tayyip* et de ses semblables...

Être solidaire avec *Medeni*, dont l'association a été incendiée à Bruxelles après des années d'emprisonnement, dont les parents ont été sauvagement assassinés dans leur village, et cible à présent d'un destroyer des médias à la solde du pouvoir est un devoir qui incombe à tous les démocrates...

Soyons solidaires, afin que le moineau courageux et créatif du pays de *Masalya* ne disparaisse pas!

* OEUVRES DE MEDENİ FERHO

Romans: Hades İş Başında (Hadès au travail); Xaltıka Zeyno - *Zeyno Hala* (Tante Zeyno); Beranê Kozi - *Kozeli Koç* (Le bouc anguleux); Xewnên Pînekîrî - *Yamalı Rüyalar* (Les rêves rapiécés); Berxwedan jîyan e - *Yaşamak Direnmektir* (Vivre, c'est résister); Marê Di Tur de - *Torbadaki Yılan* (Le serpent dans le sac); Geliyê Girî - *Ağlama Vadisi* (La vallée des larmes); Mîrza Mihema - *Prences Mthema* (La princesse Mihema); Dora Bacinê Bi Dar e - *Bacın Koyu Ağaçlıdır* (Au milieu des bois); Çiroka Me - *Bizim Hikayemiz* (Notre histoire); Selwa Birîna Daxdayî Şingal - *Şingalın Dağlanmış Yarası* (La plaie cautérisée de Şingal); *Masalya Ülkesi* (Au pays de Masalya).

À paraître: *Nisebin (Nusaybin)*

Nouvelle: Kaytan Osman

Poésie: Mapusluk Gerçeğim (Ma vérité carcérale); Toprağın Türküsü (Le chant de la terre); Destegul (Bouquet de fleurs); Hey Gerila (Hé, guérilla); Stranên Jîyanê - *Yaşam Şarkıları* (Chants de vie); Banga Hawarê - *Çağrı* (Au secours!); 3 Gul (3 roses); Roboskê (Roboskî); Lebşêrîna Ezda.

Légende: Destanê Efrînê - *Efrin Destanı* (La légende d'Afrin)

Divers: Sayın Başkan - Mektuplar (Monsieur le Président-Lettres); Rojnîvîsên Girtîgehê - *Cezâevi Günlükleri* (Journaux de prison); Rewşa Romana Kurdî - *Kürt Romanı'nın Durumu* (État des lieux du roman kurde); Roj Baş Qendil - *İyi Günler Qendil* (Bonjour Kandil); Romana Kobanê - *Kobane Üzerine* (À propos de Kobanê); Medya Ziman û Cîvak - *Medya-Dil ve Toplum* (Médias-langue et société); Cihana Zîmane Kurdî - *Kürt dili dünyası* (Le monde de la langue kurde)

Yaşar Kemal, mon collègue et camarade du parti

Siyasi Haber, 28 février 2021

Yaşar Kemal, un des grands noms de la littérature turque que nous avons perdus il y a six ans est une des personnalités de premier plan qui ont marqué leur époque de leur empreinte, tant dans les médias que dans la formation des structures socialistes que dans sa vie privée...

Bien que 13 ans plus âgé que moi, nous avons commencé tous les deux à travailler pour la presse quotidienne au début des années 50. Alors que je commençais au seul journal d'opposition présent à Izmir, le *Gece Postası*, *Kemal Sadık Göğ-*

celi, qui s'était fait un nom dans la littérature dès les années 40 avec les nouvelles qu'il avait écrites, commençait à publier des reportages et des articles humoristiques dans un des journaux d'opposition d'Istanbul, le *Cumhuriyet*, pour la première fois sous le pseudonyme de *Yaşar Kemal*.

Mais ce qui m'avait ébloui, comme cela avait ébloui tous les jeunes en recherche de l'époque, c'est son roman *İnce Memed* (Mèmed le mince), qui avait été publié en feuilleton dans le *Cumhuriyet* et édité en tant que livre en 1955.

Il y avait une raison personnelle à cela: j'avais passé mon enfance dans des villages où j'avais été envoyé pour pouvoir aller à l'école primaire, mon père étant en fonction dans des gares secondaires durant la Seconde Guerre mondiale.

Un beau jour, à cette époque, un villageois que les gendarmes, qui le qualifiaient de 'bandit', recherchaient partout, s'était réfugié au beau milieu de la nuit dans la salle des pas perdus de la gare où nous nous trouvions au pied du mont *Erciyes*, et y avait dormi avec son Mauser comme oreiller. Mon père, qui était chef de gare, l'avait réveillé et écouté son histoire douloureuse. Il avait retrouvé ensuite les pentes enneigées de l'*Erciyes* avec le casse-croûte que ma mère lui avait préparé.

Lisant *İnce Memed* et me remémorant ce passé, mon respect pour l'auteur s'en trouvait accru. Nous avons enfin fait connaissance en 1963, au siège central du Parti ouvrier de Turquie – *Türkiye İşçi Partisi* (TİP), qui avait entamé un processus accéléré de formation, juste à côté du Gouvernorat provincial d'Istanbul sur la pente de Bâbiâli

J'avais émigré vers Istanbul à la demande du premier président du parti, Mehmet Ali Aybar, alors que je faisais partie des responsables de la structuration du parti à Izmir. Le matin, je préparais *Gece Postası* à l'édition ; l'après-midi, je travaillais à la Confédération des Syndicats des Journalistes de Turquie – *Türkiye Gazeteciler Sendikaları Konfederasyonu* et le soir, j'exerçais la fonction de secrétaire des conseils scientifique et de presse du TİP.

C'était à l'époque où les intellectuels et artistes de gauche affluaient au parti à l'appel d'Aybar... Rencontrer les auteurs que j'avais admiré lors de mes lectures quand j'habitais en province, pouvoir m'entretenir avec eux sur le ton de la camaraderie, nouer des amitiés avec eux fut parmi les événements les plus heureux de ma vie.

Ce qui renforçait l'admiration des jeunes du parti à l'égard de Yaşar était qu'en dépit du fait qu'il avait désormais acquis une renommée internationale, il agissait avec discipline et modestie au sein du parti. C'était au moment où il avait l'intention d'aller en Angleterre pour y apprendre l'anglais. En tant que membre du parti et avant de finaliser son voyage, il avait rendu visite à Aybar pour solliciter son autorisation. Celui-ci l'y avait encouragé. Cette attitude militante avait été pour les jeunes comme moi un exemple impressionnant.

Notre présence commune au sein du TİP avait acquis une dimension nouvelle avec notre élection tous les deux au conseil général d'administration au 1^{er} Grand Congrès du parti en 1964, après notre collaboration au Conseil science et presse.

Toutefois, le fait que les travailleurs du secteur intellectuel n'aient pas été considérés comme travailleurs lors des élections des organes administratifs et que les sections de la jeunesse n'avaient pas pu être représentées au conseil général d'administration avait suscité des réactions à la base du parti.

Comme j'étais en même temps syndicaliste et bien que je fus élu au conseil général d'administration et au comité exécutif général dans le contingent de la section des travailleurs, j'avais appuyé sans réserve la campagne de signature initiée pour corriger cette erreur.

İsmet Sungurbey, Fethi Naci, Muzaffer Buyrukçu, Edip Cansever, Demir Özlü, Nurettin Akan, Ömür Candaş et le président des sections de la jeunesse *Ali Yaşar* et moi-même avons été traduits devant le conseil de discipline. İsmet et Demir ont démissionné, nous, nous avons été exclus du parti.

C'est ce qui explique que notre collaboration avec *Yaşar Kemal* dans le parti n'ait guère duré.

Ce qui n'empêcha pas que notre amitié personnelle persiste, comme notre collaboration dans le domaine des médias, qui se renforça encore lorsque je devins éditeur en chef du journal *Akşam* en 1964. J'avais ouvert les pages du journal aux écrivains de gauche afin de faire d'*Akşam* la voix quotidienne de la gauche. Ce qui explique que les agressions de la presse de droite envers *Akşam* se sont intensifiées et que se profila bientôt la menace que les grandes entreprises cessent d'alimenter le journal en publicité en dépit de l'augmentation continue de son tirage. Le patron du journal, *Malik Yolaç*, qui avait été ministre d'État dans le gouvernement İnönü s'était installé en permanence à Istanbul à la suite de la chute du gouvernement et intervenait souvent dans la ligne éditoriale du journal, s'efforçant de freiner l'ouverture du journal à gauche.

C'est à ce moment que *Yaşar Kemal* me rendit visite pour me proposer de publier son *Köroğlu* en feuilleton dans le journal avant de l'éditer. J'acceptai cette proposition avec enthousiasme.

Çetin Altan écrivait depuis longtemps des histoires humoristiques pour le journal *Milliyet* mais depuis qu'il avait eu des divergences de vues avec son éditeur en chef *Abdi İpekçi*, ses articles n'étaient plus publiés.

Lors de sa visite, *Yaşar Kemal* me parla de la situation de *Çetin Altan*. *Yaşar* et lui étaient voisins dans le quartier dit 'de la presse' à *Küçükçekmece*, et se voyaient souvent. *Yaşar* me dit: "Çetin est en grande difficulté pour le moment. Tu as fait de ton journal un quotidien de gauche. D'après moi, Çetin n'a plus sa place au *Milliyet*, il ne reviendra à lui que s'il écrit pour *Akşam*. Je ne suis qu'un intermédiaire. Si tu veux, je lui en parlerai et lui dirai de te téléphoner." Je connaissais Çetin depuis 1952, avant même qu'il devienne auteur de textes humoristiques, du temps où il était le correspondant à Ankara du *Sabah Postası* où je travaillais à

Izmir. Quand il me téléphona, je lui dis que je serais très heureux qu'il écrive pour *Akşam* mais qu'il fallait que j'obtienne l'accord du patron du journal.

Mais le patron s'y opposa fermement étant donné que Çetin, dont il avait été un condisciple au Lycée de Galatasaray, et qui écrivait dans *Akşam*, l'avait mis dans une situation difficile en quittant brusquement le journal après avoir reçu une proposition plus avantageuse d'un autre quotidien. Je réussis toutefois à le faire réintégrer à la suite de longues discussions. C'est ainsi que *Akşam* commença à publier les textes humoristiques qui furent chacun un succès, en même temps que le feuilleton *Köroğlu* de Yaşar Kemal et les éditos hebdomadaires d'*Aziz Nesin*.

Alors que le gouvernement et les patrons augmentaient leurs pressions, à l'été 1966, moi, la rédactrice de la une *İnci Tuğsavul*, le directeur de l'info *Cengiz Tuncer* et le directeur des informations de l'étranger *Hüseyin Baş* fûmes écartés du journal parce que le patron, Yolaç, s'étant présenté comme candidat aux législatives de 1965, nous avions ouvertement soutenu dans le journal Çetin Altan, candidat indépendant d'Istanbul sur la liste du TİP.

Fin 1966, İnci et moi traduisions des livres pour assurer notre subsistance... Le 2^{ème} Grand Congrès du TİP donna lieu à de nombreux événements fâcheux. L'opération menée pour écarter les sympathisants de *Mihri Belli* et *Hikmet Kıvılcım-lı* a perturbé la base du parti. *Halit Çelenk*, un des premiers dirigeants du TİP, a exposé en détail et de manière très documentée cette deuxième opération de liquidation dans son livre intitulé 'La démocratie interne du Parti ouvrier de Turquie – *Türkiye İşçi Partisi'nde İç Demokrasi*. Des membres du parti dérangés par la dernière liquidation vinrent me voir pour partager leur point de vue bien que j'aie été moi-même écarté lors du 1^{er} Congrès... *Yaşar Kemal* vint un jour nous voir chez nous, dans la Ülker Sokak.

Il venait d'être élu au Comité exécutif central, mais était

dérangé par les développements négatifs survenus au sein du parti. “Tu as peut-être entendu ce qui s’est passé à Malatya. J’ai parlé avec Aybar. Je lui ai dit que cela ne pouvait pas continuer comme ça. Il faut remettre le parti sur pied. Il est devenu indispensable de publier un hebdomadaire indépendant qui soutienne le parti sans se laisser instrumentaliser par un clan.”, a-t-il dit en m’indiquant que, comme fondateurs de cette revue, il avait pensé à *Fethi Naci* et moi ensemble avec lui-même.

J’avais été étonné de voir que *Fethi Naci* avait fait partie de ceux qui avaient été écartés du parti comme moi après le 1^{er} Congrès tenu à Izmir deux ans auparavant. “Je ne comprends pas vraiment. Le parti entame une deuxième vague de liquidation et toi, tu préconises de collaborer avec les victimes de la première vague pour remettre le parti sur pied?”, lui répondis-je.

“Oublions le passé”, rétorqua-t-il. “*Naci* et toi, tout écartés du parti que vous avez été, avez fait preuve d’une attitude véritablement socialiste: vous avez continué à soutenir le parti de l’extérieur. Comment oublier le soutien d’*Akşam* que tu dirigeais, au TİP lors des élections? Je ne parle pas d’éditer un organe du parti, mais une revue socialiste indépendante... Certes, je suis membre du Comité exécutif central du parti, mais je collaborerais à la revue en tant que *Yaşar Kemal*, l’écrivain, comme toi, comme *Naci*... Tu dirigerais la revue comme tu l’as fait pour *Akşam*, personne ne pourra intervenir de l’extérieur”.

Après avoir discuté avec *Fethi Naci* aux éditions *Gerçek*, nous avons décidé de publier un hebdomadaire sous le nom de *Ant* (Le serment). La direction générale et l’éditorial m’incombaient, la direction technique revenait à *İnci*, *Fethi Naci* se chargeait des articles théoriques et de la page ‘Arts’. Nous avons loué un bureau dans le building Tan où se trouvait le journal *Tan* des Sertel qui avait été victime de groupes fascistes excités par le CHP en 1945. Le premier numéro de *Ant* parut le 3 janvier 1967 avec la collaboration d’un considérable groupe d’auteurs.

Les articles de ce premier numéro portaient les signatures de *Abidin Dino*, *Aziz Nesin*, *Çetin Altan*, *Fakir Baykurt*, *Feruh Doğan*, *Hüseyin Baş*, *İdris Küçükömer*, *Kemal Sülker*, *Mahmut Makal*, *Memet Fuat*, *Nadir Nadi*, *Rauf Mutluay*, *Refik Erduran*, *Selahattin Hilav* aux côtés de *Yaşar Kemal*. Le financement de ce premier numéro avait été assuré par la prime d'ancienneté touchée par İnci et moi au journal *Akşam*.

Des hommes d'affaires islamistes ayant acheté l'imprimerie Tan et interdit la mise en page et l'impression de Ant, nous avons commencé à éprouver des difficultés à assurer les frais de mise en page et d'impression de la revue. Au stade de la création de la revue, *Yaşar* avait dit qu'en cas de nécessité, il pourrait assurer une aide financière en important les droits d'auteur qu'il touchait à l'étranger. Ceci n'a jamais pu se réaliser pour des raisons que nous avons toujours ignorées...

Nous nous sommes retrouvés avec *İnci* chez *Yaşar* pour décider de l'avenir de la revue. L'épouse de *Yaşar*, *Tilda Gökçeli* lança tout à coup cette idée: "Dites, et pourquoi n'éditez pas des livres pour financer la revue?" À quoi je répondis: "Oui, fort bien, mais il faut aussi un capital pour éditer des livres. Nous ne sommes même pas en mesure de financer une revue."

Cette fois, ce fut au tour de *Yaşar* d'intervenir: "Mon nom représente un capital suffisant pour éditer des livres. Si vous êtes d'accord, nous annoncerons que mes livres épuisés et mes nouveaux romans seront désormais édités par Ant. Nous n'aurons pas besoin de capital préalable, les frais de papier, de mise en page et d'impression seront assurés par le revenu de la première distribution." Nous étions étonnés... En 1967, lorsque nous commençons à publier Ant, *Ramazan*, un neveu de *Yaşar*, était venu d'Adana pour fonder les éditions Ararat afin de publier les livres de son oncle. Il avait loué comme nous un local dans le *Tan Hami*. C'est *Tilda* qui était chargé des travaux de traduction et de rédaction.

“Et Ramazan? et les éditions Ararat?”, ai-je demandé.
“Je ne compte plus sur Ramazan”, répondit Yaşar “Une fois qu’il a fait son trou à Bâbîâli, il m’a roulé. Je me dispose à faire éditer mes livres par une autre maison, et pourquoi par *Ant*, si nous nous entendons sur ce point?”

Tilda était pleine d’enthousiasme. Depuis des mois, à force d’aller des éditions *Ararat* à la revue *Ant*, elle s’était prise de passion pour le travail d’édition. *İnci* et elle étaient devenues de bonnes amies. *Tilda* appréciait énormément les graphiques et mises en page d’*İnci*.

“Nous ferons ça très bien avec *İnci*”, reprit *Tilda*. “Je me chargerai de trouver les traducteurs et je m’occuperai des relations commerciales et financières de la maison d’édition. *İnci* préparera les livres à l’édition et fera les couvertures.” Nous avons créé une association et loué dans le même building que celui où se trouvait *Ant* un deuxième bureau destiné à accueillir les activités des éditions *Ant*, où *Tilda* allait travailler.

Peu de temps après, pour rendre notre collaboration plus productive en matière d’édition de livres, *Tilda* et Yaşar emménagèrent dans la *Bol Ahenk Sokak* tout près de la *Kazancı Yokuşu* où nous habitons.

Nous procédions avec Yaşar et *Tilda* au choix des livres à éditer. À l’époque, le mouvement anti-impérialiste se développait dans le monde entier, les guerres de libération nationale et les révolutions sociales portait des coups répétés au colonialisme et à l’hégémonie yankee.

Nous avons déterminé en tant qu’une des deux lignes conductrices de la politique éditoriale à la fois de la revue et des éditions *Ant* la diffusion de ces combats auprès des peuples de Turquie. L’autre ligne conductrice était la publication de livres reflétant les réalités du pays.

En tête des livres venaient évidemment les œuvres de Yaşar: les volumes 1 et 2 de *Ince Memed*, ainsi que *Ortadirek*, *Yer Demir Gök Bakır*, *Ölmez Otu* ve *Üç Anadolu Efsanesi*.

Nous avons vécu ensemble, *İnci*, Yaşar, *Tilda* et moi,

l'éveil de 68, la résistance des travailleurs et la lutte antifasciste, et nous nous sommes efforcés ensemble de les refléter dans les revues et livres que nous éditions.

Le 3^{ème} Grand Congrès du parti qui officialisa la schisme entre *Mehmet Ali Aybar* d'une part, *Sadun Aren* et *Behice Boran* d'autre part, se tint le 9 novembre 1968 à Ankara. La direction élue à cette occasion ne tarda pas à se montrer inefficace, ce qui provoqua la tenue d'une assemblée extraordinaire à la fin de l'année à l'appel de l'opposition.

La structure d'Istanbul du parti, qui n'était en faveur d'aucune des deux tendances et les considérait toutes deux responsables au même titre de la situation avait appelé à une *troisième voie* avec la signature des structures de *Kars*, *Maras*, *Ordu* et *Çanakkale*. Nous avons soutenu cet appel venant de la base du parti en lui accordant une place importante dans la revue *Ant. Yaşar Kemal*, qui avait été élu au conseil général d'administration avec un nombre de voix venant juste après celui obtenu par Aybar, et ensuite élu membre du conseil d'administration central, était fortement incommodé par les querelles au sein du parti.

“Que pouvons-nous faire?” disait-il. “Ce sont des cadres du parti. Ils ne valent pas mieux l'un que l'autre.” “Prenez les jeunes auprès de vous dans la direction” répondis-je. “Qu'on n'insiste pas à reproduire les erreurs du passé, cessez d'écarter les jeunes.”

À l'époque, le bureau de Ant était devenu un des centres névralgiques pour les jeunes du parti. Emplis d'un sentiment d'infériorité face aux déclarations radicales de *Deniz Gezmiş* et de ses compagnons, ils discutaient de savoir comment faire à nouveau acquérir au TİP sa mission de pionnier dans le mouvement révolutionnaire.

La date du congrès approchant, Yaşar arriva au bureau tout exalté: “J'ai parlé avec Aybar” dit-il. “Cette fois-ci, nous allons prendre des jeunes dans la direction. Pourrais-tu me conseiller des noms?” “Pourquoi demandes-tu mon avis?” répondis-

je. “Tu connais autant que moi les jeunes restés fidèles au parti. Tu les rencontres et discutes avec eux lors des réunions.” Yaşar dit qu’il allait faire tout ce qui était en son pouvoir et assura que certains jeunes que nous connaissions bien soient désignés candidats. Mais à l’occasion de ce congrès extraordinaire qui fut le théâtre de violentes prises de bec entre les partisans d’Aybar et ceux de Boran, ces jeunes ne purent accéder aux organes de direction, faute de voix.

Yaşar et moi avons malgré tout continué huit mois encore à mener le combat qui nous unissait au sein de la revue et des éditions *Ant*. Nous scrutions l’actualité en Turquie et défendions l’union de la gauche, moi dans mes éditoriaux hebdomadaires, lui dans ses articles hebdomadaires en page 5 de la revue.

Nous avons fait preuve d’une analyse et d’une attitude communes à l’occasion du *Dimanche sanglant* le 26 février 1969, des agressions à l’encontre des représentations de la pièce de théâtre *Pir Sultan Abdal* en septembre 1969 à Dersim, des assassinats des jeunes révolutionnaires et des actes de résistance des travailleurs.

Nous travaillions à maintenir l’unité du parti à Istanbul en dépit des fractions Aybar et Boran, à ce point qu’İnci et Tilda avaient lancé une campagne de dons en tant que membre du TİP.

Mais malheureusement, nos relations se sont interrompues à partir de septembre 1969 en raison des problèmes sévissant dans le parti.

Le 9 septembre 1969, j’avais critiqué en ces termes dans mon éditorial le comportement antidémocratique de l’organe central du parti dans le choix des candidats députés pour les élections législatives: “Les scientifiques élus en tête de liste par la base ont été écartés d’un geste de la main uniquement parce qu’ils ne pensaient pas comme le président du parti. Une série de propriétaires terriens ont été mis à leur place parce qu’ils représentaient une source de voix.”

Yaşar Kemal, furieux de ces critiques, déclara qu'il n'écrirait plus pour *Ant*.

"J'essaie de comprendre ta réaction" lui dis-je "mais je ne peux te donner raison. Tu es *Yaşar Kemal*, l'auteur de *İnce Memed*, un des livres qui m'a le plus influencé dans ma prime jeunesse... Je trouve incroyable que tu me culpabilises parce que je critique le fait que l'on mette des gros propriétaires terriens comme têtes de liste aux élections dans un parti socialiste. Tu es dirigeant du parti. Tu peux être importuné par mes critiques, mais en tant que *Yaşar Kemal*, écrivain, non..."

Mais *Yaşar* était déterminé. Disant: "Je suis de ceux qui ont soutenu que la personne que tu qualifies de propriétaire terrien soit tête de liste. Et je suis persuadé que c'est opportun, et que cela rapportera des voix au parti. Il m'est désormais impossible d'écrire pour une revue qui s'y oppose", il quitta *Ant* pour ne plus y revenir.

Ce qui est consternant, c'est que *Yaşar*, qui avait quitté *Ant* parce que je critiquais le direction du TİP dont il était membre, allait démissionner du parti en accusant sévèrement sur ses actions la fraction *Boran* qui avait accédé à la direction au 4^{ème} Congrès du parti le 29 octobre 1970. Dans sa déclaration publiée le 21 février 1971 dans le journal *Cumhuriyet*, il s'exprimait en ces termes: "Les dirigeants actuels du TİP sont devenus le centre même du séparatisme au sein du parti. Je démissionne du TİP, qui, tournant le dos aux travailleurs, est devenu un bastion de la bureaucratie."

Peu de temps après le départ de *Yaşar*, son épouse *Tilda*, avec qui nous avons créé la maison d'édition, quitta *Ant* en l'empêchant désormais par la voie juridique de publier les ouvrages de son mari. Malgré les difficultés financières provoquée par ces départs, nous avons poursuivi le même combat, jusqu'à leur interdiction par les acteurs du coup d'État du 12 mars 1971, grâce à la collaboration de scientifiques de qualité, d'écrivains socialistes et des leaders de la jeunesse révolutionnaire.

Le départ de *Yaşar* nous a ébranlés, *İnci* et moi, dans

notre humanité et nos sentiments. Nous ne nous sommes plus jamais rencontrés.

Je n'ai jamais oublié son accueil chez lui au soir de ma première condamnation pour un de mes articles dans *Ant*, et qu'il avait dansé le *lorke* avec son impressionnante stature, pour nous redonner le moral.

Je n'oublie pas non plus sa solidarité quand j'ai été jugé à la caserne de Selimiye comme 'traître à la patrie' parce que j'avais révélé dans *Ant* le projet de déploiement de mines en Anatolie orientale... De même que notre résistance commune face aux islamistes au pouvoir aujourd'hui qui avaient tenté de saboter *Ant* en mettant la main sur l'imprimerie Tan.

Oui, *Yaşar Kemal* est un auteur que nous aimons et respectons beaucoup, c'était un homme exceptionnel.

Il a toujours été une de nos plus importantes références dans notre lutte pour défendre les droits et libertés de l'Homme dans nos années d'exil.

Il a toujours été également de ces amis dont nous avons souffert de la séparation dans nos cœurs.

Au sixième anniversaire de sa mort, nous revivons, İnci et moi, cette même douleur.

Danses macabres des puissants...

Artı Gerçek, 3 mars 2021

Je me préparais à traiter des minauderies de Tayyip Erdoğan avec le président français *Macron* lors de leur vidéoconférence sur la querelle de bateliers qu'ils mènent depuis des mois à propos de la Méditerranée, lorsque je vis apparaître sur l'écran sur toutes les unes des médias les détails du *Plan d'Action des Droits de l'Homme*.

Le seigneur qui se prend non seulement pour le leader de la communauté turque mais encore pour celui de toute la

communauté musulmane, sous l'effet de l'effondrement économique et social de la Turquie et surtout acculé par le changement de présidence aux États-Unis, s'efforce de renouer le dialogue avec *Macron* et ses semblables, alors que jusque là il les insultait copieusement.

Si on peut parler de dialogue, évidemment! Après avoir procédé à un petit cabotinage historique en évoquant la lettre adressée par Soliman le Magnifique à François 1er, il a fini par dire: "Nos pays pourraient agir de concert pour combattre les organisations terroristes qui menacent les biens et les personnes de nos concitoyens. Nous souhaitons que la France et la Turquie agissent en toute solidarité sur tous ces points". Ceci en tentant d'imposer à *Macron* la *Diyanet* et la *SETA*.

Mais ce qui est vraiment ridicule, c'est le fameux *Plan d'Action des Droits de l'Homme* comportant "9 objectifs, 50 cibles"... Personne ne pourrait être privé de liberté pour les opinions qu'il exprime... Chacun serait égal devant la loi sans considération de langue, de religion, de race, de couleur, de sexe, de tendance politique, de conviction philosophique, de doctrine religieuse et de toute autre élément analogue...

La pièce qu'*Erdoğan* met en scène n'a rien à voir avec une quelconque démocratisation, il s'agit d'une nouvelle version d'une pièce jouée depuis la fondation de la république par tous les présidents qui s'y succèdent depuis près d'un siècle.

Ce jeu fait penser au poème symphonique de *Camille Saint-Saëns*: la fameuse 'Danse macabre'.

Selon la légende, la mort s'invite au Bal des sorcières, ressuscite les morts du cimetière et commence à jouer du violon. Les fantômes, les sorcières et toute sorte de créatures effrayantes participent à la ronde infernale. Au lever du jour et au chant du coq, les morts regagnent leurs tombes et la mort quitte le monde pour y revenir l'année suivante.

Je continue à écrire en écoutant la *Danse macabre* sur YouTube.

Seize personnalités ont occupé le fauteuil présidentiel

depuis la fondation de la république de Turquie, dont 4 ad interim... Les présidents de plein exercice sont, en l'occurrence: *Mustafa Kemal Atatürk, İsmet İnönü, Celal Bayar, Cemal Gürsel, Cevdet Sunay, Fahri Korutürk, Kenan Evren, Turgut Özal, Süleyman Demirel, Ahmet Necdet Sezer, Abdullah Gül* et *Recep Tayyip Erdoğan*.

Les présidents ad interim sont: *Mustafa Abdülhalik Renda*, qui a exercé cette fonction un seul jour à la mort d'Atatürk, *İbrahim Şevki Atasagun* après Gürsel 54 jours durant, *Tekin Arıburun* après Sunay durant 9 jours et *İhsan Sabri Çağlayangil* après Korutürk durant 159 jours...

En mes 85 ans de vie, je les ai tous connus... À ma naissance en 1936, *Mustafa Kemal Atatürk* était à Çankaya. Comme il mourut deux ans plus tard, je ne me souviens de rien en relation avec lui. A partir du locataire suivant de Çankaya, *İsmet İnönü*, j'ai été témoin de tout ce qu'ont fait les présidents, y compris ad interim, d'abord comme jeune citoyen et ensuite comme journaliste d'opposition 69 ans durant.

J'ai pu voir comme tous ces lutteurs se sont présentés sur le terrain politique vêtus du costume des droits de l'Homme et oints des promesses de liberté, et comment, une fois habitués au pouvoir, leur première tâche a été de massacrer les droits et libertés. C'est ce que j'explique en long et en large dans mes articles et mes livres depuis 69 ans.

Je n'ai pas été le témoin direct de ce qu'a fait *Mustafa Kemal* puisque je n'avais pas l'âge. J'en ai pris connaissance dans les années 60 lorsque le mystère a pu tant soit peu commencer à se résoudre une fois levée l'interdiction imposée à l'accès aux documents.

Vous en voulez un exemple? Par un heureux hasard, nous sommes aujourd'hui le 4 mars... C'est précisément le 4 mars 1925 qu'a été promulguée par le pouvoir kémaliste la Loi sur le Maintien de l'ordre – *Takrir-i Sükkûn Kanunu* afin d'écraser la résistance de la classe ouvrière dont les droits sociaux n'étaient pas reconnus ainsi que celle du peuple kurde dont les

droits nationaux étaient bafoués, et qui a déclenché le terrorisme d'Etat qui s'était déclaré bien avant la proclamation de la république avec la noyade en mer Noire des dirigeants du Parti communiste de Turquie (TKP). En vertu de cette loi, qui signa le début d'une nouvelle ère sanglante, les oppositions ont été complètement jugulées, les organisations et les journaux ont été interdits, les tribunaux de l'indépendance ont condamné à mort ou à des peines d'emprisonnement des milliers de personnes figurant sur la liste noire du kémalisme.

Le même scénario a de nouveau été appliqué par le pouvoir kémaliste en 1937 et 1938. Le massacre des Kurdes qui a débuté avec l'adoption des Décisions de banissement de Dersim – *Dersim Tenkil Kararları* ont fait, selon les sources officielles, 16 000 victimes, 70 000 selon les témoignages de la population de *Dersim*. Hommes, femmes, vieillards et enfants ont été bombardés, fusillés, brûlés, intoxiqués par les gaz dans les villages, les grottes, le long des cours d'eau, ou précipités des falaises.

C'est encore à la fin de la présidence de Mustafa Kemal que des intellectuels turcs de premier plan, à commencer par le grand poète Nazım Hikmet ont été condamnés et emprisonnés à l'occasion des parodies de procès de l'École de Guerre et de la Marine.

Que dire de la présidence d'İnönü? À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, İnönü qui, tout comme Tayyip, était à la fois président du CHP et président de la république, annonça à grand bruit que l'on respecterait les droits et libertés fondamentaux en adoptant le 'multipartisme'... Nous étions en plein débat à l'aide de nos instituteurs de la dernière année de l'école primaire pour comprendre ce qui se passait en politique, que nous avons appris qu'un groupe de nationalistes incités par le CHP avait attaqué le 4 décembre 1945 le journal *Tan* dirigé par les Sertel ainsi que les autres maisons d'édition de gauche et y avaient tout démoli.

Et alors que les incitateurs et les perpétrateurs de cette odi-

euse agression auraient dû être arrêtés et jugés, les trois administrateurs du journal *Tan* réduit au silence par la force: *Sabiha Sertel*, *Zekeriya Sertel* et *Cami Baykut* ont été condamnés à un an de prison pour insulte à l'Assemblée et au Gouvernement dans leurs articles critiques parus auparavant dans *Tan*.

En outre, les partis et syndicats de gauche nouvellement créés dans la cadre du 'multipartisme' ont été fermés en vertu de la loi martiale proclamée. 45 dirigeants et militants du Parti socialiste ouvrier et paysan de Turquie – *Türkiye Sosyalist Emekçi Köylü Partisi*, à commencer par le Dr *Şefik Hüsnü Deymer*, ont été condamnés le 14 juillet 1948 à cinq ans d'emprisonnement, ou à l'exil.

Le Parti démocrate – *Demokrat Parti* avait remporté les élections de 1950 avec la promesse de respecter pleinement des droits et libertés fondamentaux. Une fois arrivé au pouvoir et *Celal Bayar* installé à la présidence de la république, les droits et libertés fondamentaux ne tardèrent pas à être foulés aux pieds.

J'étais journaliste depuis peu... La première tâche qui m'avait été assignée était d'écouter les émissions en turc des radios dans le monde et de rédiger des nouvelles sur base des messages téléphoniques des chefs-lieux de province et des arrondissements de la région égéenne ainsi que de nos représentants à Ankara et Istanbul.

La première information que je reçus fut l'opération dans la ligne de McCarthy menée par le *Parti démocrate*, nouveau sous-traitant des USA en Turquie, à l'encontre des intellectuels du pays. C'est ainsi que 118 intellectuels et leaders des travailleurs de premier plan dont le leader du TKP, le Dr *Şefik Hüsnü Deymer*, ainsi que les membres du comité central du parti *Zeki Baştınar*, *Reşat Fuat Baraner*, *Mehmet Bozışık*, *Halil Yalçınkaya* ve *Mihri Belli* furent condamnés le 17 octobre 1954 par le tribunal militaire, à des peines d'emprisonnement de un à dix ans et des peines d'éloignement de un à trois ans.

Sous les présidences de *Cemal Gürsel* et de *Cevdet Sunay* qui succédèrent à *Celal Bayar*, les nouvelles relatives aux ar-

restations, condamnations et pratiques visant la gauche et la résistance kurde ne firent jamais défaut. J'ai été moi-même jugé, condamné et, menacé dans les états-major généraux, j'ai été obligé de choisir la voie de l'exil après le coup d'État du 12 mars 1971.

Sous la présidence de *Sunay*, alors que nous étions déjà en exil, des dizaines de milliers de démocrates et de progressistes ont été soumis à la torture et emprisonnés, et trois jeunes révolutionnaires ont été exécutés.

À l'époque des présidences de *Kenan Evren* et *Turgut Özal* conséquences du coup d'État du 12 septembre 1980, ce sont des centaines de milliers de citoyens qui ont été torturés en embastillés. 50 citoyens ont été exécutés.

Les présidences de *Süleyman Demirel*, *Ahmet Necdet Sezer*, *Abdullah Gül* et *Recep Tayyip Erdoğan* qui ont tous fait le serment de respecter les droits et libertés fondamentaux en accédant au pouvoir n'ont certes pas eu recours à la peine capitale mais bien aux arrestations de masse visant la résistance kurde, aux opérations de commandos, aux massacres de masse, aux licenciements dans les médias et les universités, et la nomination de curateurs en lieu et place des maires élus. Surtout sous la présidence d'Erdoğan, qui, accédé au pouvoir en 2014, non content de s'installer à Çankaya, s'est fait construire des palais, s'est chargé de la présidence de son parti parallèlement à la présidence du pays comme au temps du parti unique, et a créé officiellement un diktat en prétextant le simulacre de coup d'État de 2016!

Durant toutes ces époques dont nous avons été témoins pour la plupart, tous les présidents de la république se sont livrés à des manifestations parodiques de "Plan d'Action pour les Droits de l'Homme" sous tel ou tel nom pompeux.

C'est Erdoğan qui se livre à ce type de manifestation les plus fausses et les plus audacieuses...

Comme l'a bien souligné *Mehmet Y. Yılmaz* sur t24, "Le plan '11 principes fondamentaux et 9 objectifs' proclamé par

Tayyip Erdoğan en 2021 avait en fait été publié pour la première fois en Turquie dans le Journal officiel n° 7217 du 27 mai 1949, portant comme titre ‘Déclaration universelle des Droits de l’Homme’ adoptée le 10 décembre 1948 par l’Assemblée générale des Nations Unies. Les droits fondamentaux de l’Homme qu’Erdoğan semble venir de découvrir avaient été garantis par la Convention européenne des droits de l’homme signée le 4 novembre 1950 à Rome. La Turquie est partie à cette convention depuis le 18 mai 1954. Et maintenant, le 2 mars 2021, ils nous présentent nos droits garantis par ces textes sous l’intitulé de ‘Plan d’action pour les droits de l’Homme’.

Tout le monde se rend donc compte du piège tendu derrière ces paroles prononcées par un individu qui, avec son complice Bahçeli, a eu recours à tous les moyens pour fermer le HDP, qui était le troisième parti représenté à l’Assemblée nationale, et qui a fait persécuter par la main de l’Etat, dans les tribunaux et les prisons, les présidents, les députés, les maires élus par le vote populaire, les journalistes, les écrivains, les penseurs, les artistes et les juristes.

Le leader de l’AKP, qui, selon la constitution actuelle, ne peut se représenter une troisième fois comme candidat aux élections présidentielles, compte bien maintenir quatre années de plus son règne en modifiant les termes de cette constitution par ce verbiage... Il compte par ailleurs pouvoir fermer le HDP, la seule force déterminante du résultat des prochaines législatives...

Cette nouvelle version de la danse macabre des puissants fera encore beaucoup parler d’elle, et sera l’objet de polémiques...

L’important, c’est ce que feront tous les partis d’opposition, dont l’ensemble des voix égale ou dépasse, selon les sondages d’opinion, l’ensemble des voix acquises à l’alliance AKP-MHP pour déjouer cette stratégie et mettre une fois pour toutes fin aux danses macabres des puissants...

Ce qu'il faut faire dans un premier temps pour réussir cette épreuve est très clair:

Ne faire qu'un seul corps face aux tentatives de levée de l'immunité parlementaire des députés du HDP et d'interdiction de ce parti, et, s'il le faut, boycotter l'Assemblée et retourner aux urnes...

Accusés, civils et militaires, levez-vous!

Artı Gerçek, 11 mars 2021

Demain, c'est le 12 mars... Le 50ème anniversaire d'une des pages les plus sombres de l'histoire de la république... Les 23 années du diktat du parti unique, le CHP; les 10 années de la parodie de démocratie du DP suivies des 2 ans du régime de coup d'Etat du 27 mai sous le sceau de l'OTAN et du CENTO... 35 ans d'obscurité totale... Durant les années 60, l'éveil et la résistance historique menée pendant des années par notre classe ouvrière, dans laquelle ont pris place le paysan démuné, la jeunesse révolutionnaire et le peuple kurde... et le 12 mars de l'an 1971, où un coup odieux a été abattu sur cet éveil et cette résistance...

50 ans ont passé, certes, mais en tant que journaliste visé par les affiches portant les photos des *Recherchés* collées aux murs, aux postes frontières, par les communiqués continuellement répétés à la radio, il m'est impossible d'oublier le jour où ce coup d'État fut proclamé.

Le 12 mars 1971, j'avais rassemblé les derniers documents et coupures de presse pour préparer le numéro d'avril de la revue Ant; je travaillais chez moi dans notre appartement de la Kazancı Yokuşu et je n'écoutais pas la radio.

Peu après 13h., İnci téléphona du bureau de Ant. "Tu as entendu la radio? L'armée a présenté un memorandum au gouvernement. Nous avons écouté la nouvelle avec les porteurs de Niğde qui étaient venus chercher la matrice. Ils

m'ont dit: 'Les militaires arrivent, on va de nouveau être dans la merde'."

"Ils ont raison", ai-je répondu, "Prends les mesures de sécurité qui s'imposent. De mon côté, je vais essayer de compléter les articles de la revue".

En réalité, il était évident qu'un coup d'État approchait... Un peu avant le memorandum du 12 mars, dans le cadre des préparatifs du coup d'État, un avertissement avait été adressé de la part des 'officiers radicaux' liquidés le 9 mars à *Ant* comme à tous les groupements de gauche.

Süleyman Üstün, membre du comité de rédaction de *Ant* et président de la branche d'Istanbul du Syndicat des Enseignants de Turquie (TÖS) est venu me voir un jour pour me dire que les officiers radicaux qui avaient contacté le mouvement des enseignants suivant avec intérêt la lutte anti-impérialiste de notre revue, mais qu'ils hésitaient à nouer des contacts directs avec elle en raison de notre attitude vis-à-vis de la question kurde, ajoutant: "Ils m'ont dit qu'il serait utile et pour leur propre mouvement et pour *Ant* de ne pas mettre la question en épingle au moins pour un temps".

"Non", avais-je répondu, "Nous ne nous tairons pas sur cette question et nous ne ferons pas de concessions. Dis-leur, s'il-te-plaît, de s'adresser à Doğan Avcıoğlu, la revue *Devrim* leur suffit. Ils ont d'ailleurs des relations étroites avec des types pas très recommandables comme *Mahir Kaynak*. Ils organisent ensemble des réunions assez provocatives. Nous n'en sommes pas, et nous continuerons dans la voie que nous nous sommes tracée."

Süleyman Üstün était du même avis... "Je partage entièrement ton point de vue. Je le transmettrai tel quel à ceux qui ont envoyé le message."

La hiérarchie militaire en voulait à *Ant* dès ses premiers numéros lorsque en 1967 la revue avait critiqué le déploiement de mines atomiques en Anatolie orientale. J'avais été traduit devant le tribunal militaire à la caserne de Selimiye

pour répondre de “trahison à la patrie” sous les ordres du Commandant en chef de l’État-major général *Cemal Tural*.

Mais ce qui les avait rendus vraiment furieux, c’est que nous avons révélé les dessous du Fonds d’Entraide de l’Armée – *Ordu Yardımlaşma Kurumu (OYAK)* qui avait pour objectif d’intégrer tous les officiers à la classe capitaliste d’une part, et d’autre part la réaction de la revue lorsque les leaders des travailleurs avaient été jugés par un tribunal militaire à la suite de la proclamation de la loi martiale répondant à la résistance des 15 et 16 juin [1970], avec, comme slogan en couverture: “Les officiers à la solde du capitalisme ne peuvent pas juger les travailleurs”.

Après avoir exposé de manière documentée le processus d’élaboration de l’intervention militaire dans le numéro d’avril 1971 de *Ant*, nous avons lancé l’appel suivant, opinion commune de notre comité de rédaction: “La tentative des généraux de renverser par ultimatum le gouvernement Demirel et de le remplacer par un gouvernement ‘suprapartite’ a fortement accentué la contradiction entre les classes dominantes et leurs représentants à l’Assemblée et par ailleurs, la liquidation des éléments radicaux aux points clés de l’armée a mis fin aux espoirs de la petite bourgeoisie de voir se réaliser des réformes... Toute forme de régime fasciste est condamnée à l’échec...La libération du peuple réside dans le pouvoir des travailleurs et des paysans.”

Nous donnions également rapport du pogrom du 5 mars à *Kırıkhan* où les commerces et demeures des révolutionnaires et des Alévis avaient été pris pour cible. Nous publions en outre intégralement le communiqué de *Deniz Gezmiş* et de ses compagnons concernant l’Armée de libération du peuple de Turquie – *Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu (THKO)*, qu’aucun quotidien ni revue n’avait publié.

Les milieux de gauche interprétèrent différemment le Mé-morandum du 12 mars. Le gouvernement Demirel ayant démissionné après la proclamation du memorandum et un ‘gouvernement réformiste’ dont le Premier ministre était *Nihat*

Erim du CHP et auquel participaient des personnalités comme *Attila Karaosmanoğlu*, *Attila Sav* et *İhsan Topaloğlu*, spécialistes du Plan, était appuyé, si prudemment que ce soit, par de nombreuses organisations progressistes dont la DİSK.

Le vrai visage du ‘gouvernement réformiste’ ne tarda cependant pas à se révéler. Sur ce, la gauche commença à discuter de moyens alternatifs de solution. La DİSK estima nécessaire d’organiser une réunion d’évaluation avec le TÖS et divers syndicats progressistes ainsi que les représentants d’organisations professionnelles.

Il fut décidé de présenter un contre-memorandum au gouvernement nouvellement formé. Le texte en était le suivant: “Nous déclarons que nous sommes déterminés à lutter contre toute attitude anticonstitutionnelle visant à écraser -sous prétexte de ‘prévenir l’anarchie’- la lutte anticapitaliste de la classe ouvrière ainsi que les efforts déployés pour conscientiser les masses en matière d’anti-impérialisme.”

Mais il était trop tard... Le ‘gouvernement réformiste’, jouet de l’armée, une fois la confiance votée à l’Assemblée par tous les partis y compris le CHP, principal parti d’opposition, commença à exercer, étape par étape, le ‘terrorisme d’État’ imposé par l’impérialisme américain et le capital collaborationniste en Turquie.

Dans le numéro de la revue *Ant* de mai 1971, après avoir révélé le vrai visage du ‘*Plan de réforme et d’apaisement*’ que la junte se disposait à appliquer par l’intermédiaire du gouvernement *Erim*, nous avons souligné que le nouveau pouvoir était en fait le pouvoir du ‘complexe militaro-industriel’, appelant les forces révolutionnaires de Turquie à employer toutes ses possibilités pour s’opposer audit pouvoir.

Une fois *Ant* mis en page et envoyé à l’imprimerie, nous avons décidé de manger convenablement à la maison, ce que nous n’avons plus fait depuis des semaines. Ma soeur *Çiğdem*, qui était directrice de programme à Radio Istanbul (TRT), allait nous rejoindre. Elle-même avait été interrogée

des jours durant à la Première Direction pour avoir diffusé la chanson française ‘Monsieur le Président’ de Serge Reggiani.

Les courses nécessaires accomplies, nous avons été voir les fleuristes derrière la mosquée *Yeni Cami*. Nous étions mariés depuis plus de 6 ans. J’avais 35 ans, et İnci, 31... Il y avait longtemps que nous espérions faire du grand balcon de notre appartement de la Kazancı Yokuşu un petit jardin. Nous avions eu envie d’acheter des plantes, mais nous ne l’avons pas fait. Nous étions conscients que des jours difficiles nous attendaient, la Turquie et nous. Ce n’était pas vraiment de moment de faire de notre balcon une oasis de verdure...

Çiğdem arriva dans la soirée et nous dressâmes une belle table. Nous allions juste nous mettre à table lorsqu’un ami nous téléphona de la maison d’édition. “Il se passe quelque chose ici”, dit-il, “Les patrouilles se multiplient en rue.”

Nous écoutions en permanence la radio pour comprendre ce qui se passait. Tout avait l’air tranquille. A 21 heures, des informations habituelles furent données sur les ondes. Nous allions tout juste éteindre le poste quand un discours du Premier ministre *Nihat Erim* commença à être diffusé. L’état d’urgence était proclamé dans 11 provinces, dont Istanbul, Ankara et Izmir. L’Opération Massue – *Balyoz Harekatı* venait d’être lancée.

İnci et moi passâmes immédiatement dans la pièce à l’arrière du bâtiment, où nous pensions que nous ne pourrions être écoutés, pour discuter de ce que nous allions faire. La revue allait-elle pouvoir être distribuée dans les conditions de l’état de siège? L’armée ayant déjà une dent contre *Ant*, il était clair que le numéro allait être confisqué et que nous allions être arrêtés. Mais il fallait que la revue soit absolument distribuée aux lecteurs pour que la Turquie et l’opinion publique mondiale soient au courant des raisons qui avaient amené au coup d’État. Il fallait donc prendre toutes les mesures de sécurité jusqu’à ce que la revue paraisse, et que nous préparions nos collaborateurs pour que la maison d’édition puisse rester en place.

Je remplis une vieille valise de cuir datant de mon père

les documents et les correspondances importants pour les envoyer en dehors d'Istanbul.

Le lendemain matin, nous sommes passés par l'imprimerie... La police l'avait perquisitionnée dès la proclamation de l'état de siège mais n'avait rien pu trouver. Tous ceux qui étaient impliqués dans la publication de *Ant*, non seulement le comité de rédaction mais aussi ceux qui en assuraient la mise en page, l'impression et la distribution partageaient une même opinion politique. Apprenant que l'état de siège avait été proclamé, les travailleurs de l'imprimerie avaient dissimulé les formats de la revue sous des formats du Coran, ce qui explique que la police n'avait pas pu les trouver.

Les formats avaient été immédiatement expédiés à la reliure. Ceci avait aussitôt été réalisé, et les revues étaient prêtes à la distribution. Les étiquettes et emballages avaient, comme d'habitude, été préparés à l'avance pour assurer une distribution rapide. Nous avons pris deux exemplaires du numéro de mai et avons fait nos adieux avec le propriétaire de l'atelier et ses ouvriers.

Ce dernier numéro de *Ant* fut distribué sans anicroche aux quatre coins du pays. Le lendemain matin, la seule publication de gauche disponible aux lecteurs après la proclamation de l'état de siège fut *Ant*, pleine d'explications documentées sur le pouvoir '*complexe militaro-industriel*', le plan de développement du holding de *Vehbi Koç*, et le rôle du gouvernement *Erim* dans l'exécution de ce plan. La revue fut épuisée en quelques heures.

Le matin du 30 avril 1971, alors que nous nous retrouvions chez *Çiğdem* pour la dernière fois, toutes les radios diffusèrent le communiqué du commandement de l'état de siège d'Istanbul, qui annonçait notamment que "la revue *Ant* qui avait violé avec insistance les termes des articles 142, 311, 312, 156 et 159 du Code pénal turc était fermée sans délai" et que "les poursuites judiciaires qui s'imposaient avaient été lancées à l'encontre des responsables".

Ou nous allions nous rendre de nous-mêmes au commandement de l'état de siège, ou bien nous allions nous résoudre à être appréhendés, torturés, voire abattus.

Les membres du comité de rédaction que nous avons pu contacter ainsi que les amis avec qui nous avons tenu une réunion dans la forêt sur les collines du Bosphore partageaient le même avis: "Les officiers qui t'ont interrogé après le 15-16 juin t'ont bien dit que la prochaine fois, tu ne t'en sortiras plus... Après ce qui est paru dans la dernière revue, tu risques de sortir de prison -si tu en sors- handicapé. Il vaut mieux qu'İnci et toi trouviez le moyen de partir en exil... Vous connaissez pas mal de monde à l'étranger... Lancez donc la résistance démocratique contre la junte là où vous serez."

Et oui, à partir de ce jour, nous étions des illégaux. Et nous sommes en exil depuis 50 ans après avoir quitté la Turquie le 11 mai 1971 avec de faux passeports.

Après le coup d'État du 12 septembre 1980, nous avons été dénationalisés pour notre combat à l'étranger. Nos demandes de permis de travail et de séjour en Belgique ont été rejetées des années durant en raison des pressions de l'Etat turc. Nous avons été expulsés d'Allemagne et interdits d'entrer sur le territoire français. Nous avons été désignés comme cible par les missions diplomatiques et les médias à la solde des régimes d'Ankara à cause des publications d'*İnfo-Türk*.

50 ans plus tard, nous poursuivons malgré tout notre combat en dépit de notre âge avancé.

Nous continuerons à rappeler sur les réseaux sociaux d'*İnfo-Türk* les causes de ce coup d'Etat vieux de 50 ans, le terrorisme d'Etat, la résistance démocratique et les réactions internationales.

J'ai exposé en détail notre combat en Turquie et en exil dans mon livre de mémoires 'Journaliste apatride' – "*Vatan-sız*" *Gazeteci* publié il y a dix ans.

Au cinquantenaire du coup d'Etat sont publiés le quatrième volume des *Sürgün Yazıları* reprenant des articles que

j'ai écrits et publiés dans divers journaux et revues en 50 ans d'exil ainsi qu'un livre intitulé *Écrits d'exil* contenant une anthologie de traductions en français d'articles publiés en turc dans ces quatre volumes.

Regardant 50 ans en arrière, je peux dire que, pour les membres de notre génération qui ont vécu les coups d'Etat de 1960, 1971 et 1980, le danger ou la menace d'un coup d'Etat en Turquie n'est pas totalement exclu.

Il ne faut pas oublier que la culture du coup d'État est inscrite dans la nature même de l'armée turque depuis la période *İttihat ve Terakki* – Union et Progrès. Naturellement, la conjoncture et les bouleversements de la vie économique et politique ont modifié les objectifs des interventions militaires, leurs incitateurs et leurs partisans, leurs formes d'organisation, leurs structures hiérarchiques et la forme de pouvoir qu'ils ont suscités.

Mais la mentalité qui domine tous ces coup d'État réside dans le fait de sauver la patrie menacée par des ennemis intérieurs ou extérieurs imaginaires, maintenir l'ordre établi en faveur des classes dominantes et à cet effet, écraser et les organisations de gauche luttant pour la liberté et les droits de l'homme et la résistance kurde.

Pour réaliser ces objectifs, tantôt les partis existants peuvent être associés au coup d'Etat, tantôt jugés indésirables, tous les partis peuvent être interdits et le pouvoir législatif peut paaser exclusivement aux mains de la junte.

Ou alors, comme c'en est le cas aujourd'hui, un régime civil islamo-fasciste peut remplir le même office en soumettant complètement l'armée en prétextant un soit-disant coup d'Etat.

Un des exemples inoubliables de l'association de mal-fauteurs civils-militaires est sans nul doute l'assassinat le 6 mai 1972, avec l'accord des députés de tous les partis, de *Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan*, trois jeunes révolutionnaires condamnés à mort par un tribunal militaire à la suite du coup d'État du 12 mars 1971.

C'est pourquoi en ce funeste anniversaire, tous les révolutionnaires et les démocrates ont le droit de crier: Accusés, civils et militaires, levez-vous!

Décès d'Erol Toy, auteur de la pièce de théâtre Pir Sultan *Info-Türk, 14 mars 2021*

Nous avons appris avec tristesse le décès, à 85 ans, d'Erol Toy, auteur de nouvelles, de romans, d'essais et de critiques. Ayşe Toy, la fille de l'écrivain, a annoncé sa mort sur les réseaux sociaux par ce message: "Mon cher papa, l'écrivain Erol Toy, nous a quittés après une longue maladie. Notre douleur est inexprimable. Mon petit papa, ne t'inquiète pas, la république laïque pour laquelle tu as lutté en la racontant et en la défendant par ta plume durant toute ta vie est entre de bonnes mains. Tes idées sont immortelles. Repose en paix."

Erol Toy est né à Alaşehir en 1936. Nous avons le même âge. Fils d'une famille pauvre, il n'a pas pu suivre de scolarité au-delà du collège. Dès son enfance, il a travaillé: dans un four, dans une banque, dans une société d'assurances s'occupant de pêcheurs d'éponge victimes d'accidents de décompression. Il a fini par s'installer à Istanbul et a publié en 1952 sa première nouvelle dans la revue Çınar.

Notre amitié s'est nouée en 1957, alors que nous étions tous deux au service militaire. J'étais sous-officier chargé de la presse au bureau de représentation du ministère de la défense nationale dans le quartier-général du commandement régional à Izmir. Erol, qui était simple soldat en raison de sa scolarité incomplète était en fonction au même quartier-général comme clerc. Nous nous rencontrions souvent. À l'époque, un groupe d'officiers avait été arrêté à Istanbul à la suite d'une dénonciation concernant un coup d'État contre le gouvernement. L'affaire n'avait pu être révélée au public

que le 16 janvier 1958 en raison de l'interdiction imposée par le commandement de la 1^{ère} Armée.

Parmi les concernés se trouvait le directeur du bureau de représentation du ministère à Istanbul, le pendant dans cette ville de notre bureau d'Izmir. Peu de temps après que l'affaire eut été portée à la connaissance du public, et alors que j'étais en train de préparer la revue de presse du matin, Erol vint me dire: "Mon lieutenant, ne dites pas que c'est moi qui vous l'ai dit, mais l'ordre vient d'arriver d'Ankara. Ils vous envoient à Mamak, à Ankara...". Le major qui était directeur de notre bureau me communiqua cet ordre quelques heures plus tard.

Comme le directeur du bureau d'Istanbul avait été mêlé à l'affaire des neuf officiers, on avait considéré que les bureaux de représentation du ministère de la défense nationale était un foyer de discorde, et on avait décidé de les fermer et de disséminer leur personnel dans diverses unités. J'avais donc été expédié d'Izmir à Mamak.

Dans les années 60, Erol, qui se faisait un nom dans la littérature, faisait partie des fondateurs du syndicat Bank-İş à Istanbul. En 1965, le journal Akşam dont j'étais l'éditeur en chef avait commencé à être la cible de pressions et de menaces en raison de nos positions de gauche. Erol avait fait en sorte que son syndicat manifeste sa solidarité avec nous.

Erol Toy, qui, en dehors de ses romans, essais et critiques, était également dramaturge, avait remporté le 3^{ème} prix Ali Naci Karacan en 1962. A la fois président du conseil d'administration de YAZKO, une coopérative d'auteurs et de traducteurs, Erol traitait dans ses romans des questions socio-économiques et politiques de la Turquie. Son roman intitulé İmparator (L'empereur), publié en 1974, et qui racontait la vie de Vehbi Koç, avait fait grand bruit. Erol collaborait également à la revue Ant. Le 21 août 1969, il y a donc 52 ans, sa pièce intitulée Pir Sultan avait été mise en scène à Elazığ par les acteurs du théâtre populaire. Le gouvernorat de la province interdit les représen-

tations. Des attaques aux cris de Allahu Akbar avaient été dirigées contre des spectateurs qui avaient acheté un biller!

Le même scénario s'était reproduit quelques jours plus tard à Dersim. A la réaction populaire, des policiers avaient été appelés de Diyarbakır et d'Erzincan pour lancer une chasse à l'homme. C'est à cette occasion que Mehmet Doğan Kılan et Aziz Günel avait péri sous le feu de la police. Une centaine de citoyens avaient été interpellés, dont 22 des acteurs du théâtre populaire, et torturés à la Sûreté.

Après des jours d'interrogatoire d'inquisition, parmi les personnes arrêtées se trouvaient les acteurs Aşık Nesimi Çimen, Ayberk Çölok, Tuncer Necmioğlu et Yüksel Topçugiller, et les dirigeants du Parti ouvrier de Turquie (TİP) l'avocat Kemal Burkay, Ali Gültekin, Ali Erdoğan et Hasan Ali Arslan.

Exposant dans tous ses détails ce terrorisme d'Etat, la revue Ant du 2 septembre 1969, avait partagé ces vers écrits il y a quatre cents ans par Pir Sultan Abdal face aux tyrans, ennemis du peuple, du régime despotique ottoman:

Va donc hé Hızır Pasha

Tu feras ton temps toi aussi

Le sultan en qui tu as confiance

Sera lui aussi un jour renversé

Nous partageons de tout cœur la peine de la famille et des amis de notre cher Erol, qui s'en est allé vers l'éternité.

Les communes kurdes 150 ans après la Commune!

Arti Gerçek, 18 mars 2021

Aujourd'hui, c'est le 18 mars... Le 150ème anniversaire de la création dans la capitale française, pour la première fois au monde par la classe ouvrière victorieuse des classes dominantes d'un pouvoir révolutionnaire, même s'il n'a duré que 72 jours... Il ne fait aucun doute que nos médias révolu-

tionnaires-démocrates accorderont à cet anniversaire autant de place qu'aux révolutions en Russie en 1917, en Chine en 1949 et à Cuba en 1959.

Comment ne serait-ce pas le cas, alors qu'en Turquie dans les années 60, pour notre génération, après des années d'unipartisme et le simulacre de "démocratie" qui l'a suivi, la pensée et le mode d'organisation socialiste dont la classe ouvrière a été la pionnière, la Commune de 1871 fut une de nos références historiques principales.

Dans la période de famine, de pauvreté et de régression qui suivit la défaite de la France sous le diktat de Napoléon III face à la Prusse, le peuple a occupé le bâtiment de la municipalité de Paris et établi une administration révolutionnaire élue démocratiquement, causant peur et panique dans toutes les administrations non seulement en France mais dans toute l'Europe. Une armée de 130.000 hommes formée par le gouvernement des rétrogrades réfugiés à Versailles et possédant la supériorité des armes, est entrée pas Paris le 21 mai et mis fin dans un bain de sang inédit jusqu'alors l'administration révolutionnaire dont la force était de 30.000 hommes. Cette opération fit 25.000 morts. Des centaines de résistants furent exécutés par les armes, 40.000 personnes furent arrêtées et un grand nombre d'autres furent envoyés dans des camps de travail forcé en Algérie ou en Nouvelle-Calédonie.

Qu'est-ce qu'une commune? C'est le nom donné aux municipalités en France et dans la partie francophone de la Belgique, y compris à Bruxelles, ville bilingue. Ces communes sont administrées par un bourgmestre/maire et un conseil communal démocratiquement élus.

La France compte 36.681 communes, la Belgique 581, dont 19 à Bruxelles, la capitale.

Les municipalités en Turquie sont donc, en bon français, des communes. Au 31 mars 2019, après les élections locales qui se sont déroulées en Turquie, le nombre d'administrations communales est de 30 au niveau des métropoles, 51 au

niveau provincial, 519 dans les arrondissements et 397 au niveau cantonal, soit 1.397 communes.

Toujours selon le résultat de ces élections, on dénombre 65 communes où le Parti démocratique des peuples – *Halkların Demokratik Partisi (HDP)* représente la volonté du peuple kurde: 3 métropoles, 5 provinces, 45 arrondissements et 12 cantons.

Pour résumer, il s'agit de 65 communes kurdes.

Mais le diktat de la synthèse turco-islamique qui détient les rênes du pouvoir, ignorant la convention des droits de l'homme signée par la Turquie de même que l'Acquis communautaire qu'elle s'est engagée à respecter a occupé 48 communes kurdes (3 métropoles, 5 provinces, 48 arrondissement) et y a nommé des curateurs dociles en lieu et place des bourgmestres kurdes.

Une autre réalité tout aussi effrayante... Selon le rapport 'Usurpation de la volonté populaire et réalités de la curatelle' publié le 24 avril 2021 par le HDP, depuis le 19 août 2019, 72 co-maires kurdes ont été placés en garde à vue, 37 co-maires dont 19 femmes ont été maintenus en détention à diverses dates; 15 maires dont 7 femmes se trouvent actuellement en otage dans diverses prisons.

Il y a des précédents... le même scandale de nomination de curateurs dans les communes kurdes et l'arrestation de maires kurdes par le même gouvernement a débuté avec les décrets-lois de 2016.

Le 30 mars 2014, 89 co-maires élus sur la liste du Parti démocratique des régions – *Demokratik Bölgeler Partisi (DBP)* qui présentait des candidats kurdes ont été arrêtés l'un après l'autre, et des curateurs ont été nommés dans 83 des 103 communes remportées par ce parti.

Le peuple kurde n'a pas courbé l'échine sous ce procédé terroriste, il a accordé sa voix aux candidats kurdes des listes du HDP aux élections locales 5 ans plus tard, et le HDP, qui, manifestant une abnégation démocratique, n'avait pas

présenté de candidat dans des métropoles comme Istanbul, Ankara et Izmir pour éviter la dispersion des votes d'opposition et assurer que ceux-ci aillent au principal parti d'opposition, avait asséné un coup considérable au despotisme de l'alliance AKP-MHP dans ces communes.

Considérant tous ces éléments, j'envisageais d'écrire davantage sur cette résistance historique des communes kurdes au 150^{ème} anniversaire de la Commune de Paris. Au même moment, apparaît sur la partie de mon écran d'ordinateur que je consacre aux sites d'information turcophones la nouvelle que l'immunité parlementaire d'*Ömer Faruk Gergerlioğlu*, député HDP de Kocaeli, avait été levée à la suite de la sentence prise par un tribunal à son encontre.

La raison pour laquelle *Gergerlioğlu*, qui a défendu des années durant les droits de l'homme en tant que président de l'association *Mazlum-Der*, était devenu la cible du pouvoir islamo-fasciste est qu'il s'était également approprié le combat du peuple kurde, comme celui de tous les opprimés du pays, pour la liberté et la paix.

Gergerlioğlu a été condamné le 21 février 2018 par la justice injuste de Tayyip à 2 ans et 6 mois de prison pour avoir partagé sur Twitter l'information ubliée en 2017 sur t24 et intitulée 'Si l'État fait un pas, la paix sera faite en un mois'. 33 dossiers de demande de levée de l'immunité parlementaire de notamment 25 députés du HDP ont été soumis à la présidence de l'Assemblée, dont celui de Pervin Buldan, co-présidente du HDP.

Tout en supprimant la présence de représentants élus par la voix populaire de la résistance kurde en nommant des curateurs dans les communes et en procédant à des arrestations, on tente de réaliser la même opération indigne par la vertu des voix de la majorité AKP-MHP à l'Assemblée législative.

Les co-présidents du HDP *Selahattin Demirtaş* et *Figen Yüksekdağ* arrêtés au cours de la législature précédente, et dont l'immunité parlementaire a été levée avec l'appui du

principal parti d'opposition, le CHP, sont toujours incarcérés en dépit de la décision contraignante de la Cour européenne des droits de l'homme. Vouloir lever l'immunité parlementaire de 25 autres députés du HDP et les arrêter a pour but unique d'affaiblir le front de l'opposition en sortant du jeu le HDP, le seul parti à défendre réellement la paix et la démocratie, avant les élections de 2023 où il est évident que la voix populaire mettra fin au diktat AKP-MHP.

Les réactions justifiées des députés du HDP sous le toit de l'Assemblée à l'opération Gergerlioğlu se poursuivant, une autre information apparaissant sur les écrans démontre que le but de cette opération est bien celui-là... Le Parquet de la république de la Cour de Cassation intente une action auprès de la Cour constitutionnelle pour fermer le HDP et ainsi mettre fin juridiquement parlant à l'existence de ce parti.

Maintenant que le combat politique glisse de plus en plus hors de la plateforme législative, les initiatives créatives et fédératrices des forces de la démocratie et de la paix en dehors du parlement sont plus que jamais importantes.

Une de ces initiatives est sans nul doute la campagne de signatures lancée pour que 'le kurde devienne une langue officielle et langue d'enseignement' qu'*Artı Gerçek* soutient en en faisant l'annonce depuis plusieurs jours.

Voici le texte de cette campagne lancée par la Plateforme de la langue kurde sur Change.org:

“Notre langue est notre richesse, notre langue est notre identité, notre langue est notre honneur. Mais il y a bientôt un siècle que la politique dominante prive par la force les Kurdes de ce droit légitime. Autrement dit, l'intention est d'éloigner les Kurdes de leur richesse et de leur culture et de les déposséder de leur identité.

“Aujourd'hui au Moyen-Orient, des millions de Kurdes sont face à face avec une politique d'assimilation. La politique dominante dans notre géographie vise à éliminer les Kurdes et leur langue, mais cette attitude ne peut s'accorder avec

la démocratie et l'humanité. Elle est tout autant opposée au principe de l'égalité. Il faut mettre au plus tôt un terme à cette politique erronée, et reconnaître les droits des Kurdes à leur langue et à leur identité. La langue kurde doit avoir un statut officiel, la langue kurde doit être une langue d'enseignement.

“C'est pourquoi il faut que les pressions exercées sur la langue kurde prennent fin et que tous les obstacles qui s'opposent à son usage soient levés. Le kurde doit devenir une langue officielle dans toutes les institutions, à tous les niveaux de l'Etat. Elle doit prendre sa place à toutes les étapes de l'enseignement, de la maternelle à l'université. Chacun doit pouvoir suivre, s'il le souhaite, l'enseignement dans sa langue maternelle et doit pouvoir utiliser celle-ci dans toutes les institutions officielles. Tous les obstacles officiels doivent dès lors être levés et ces droits garantis par la constitution. Nous, dont le nom et le prénom sont inscrits ci-dessous, signons cette pétition pour qu'en Turquie, le kurde devienne une langue officielle et langue d'enseignement”

Selon moi, deux des applications pratiques du principe “Le kurde doit devenir une langue officielle dans toutes les institutions, à tous les niveaux de l'Etat” doivent être l'usage, dans les villes et localités dont la population est majoritairement ou en grande partie kurde, de mentions bilingues turc-kurde sur les plaques signalant le nom des rues, places et avenues, les administrations officielles et les services sociaux, ainsi que l'usage du bilinguisme dans les correspondances officielles.

Je sais par expérience combien le diktat AKP-MHP qui applique toute sorte de pression sur les communes kurdes et tient en permanence les députés kurdes sous la menace de la prison, voire bien des députés d'opposition dont la nationalisme l'emporte sur le sens démocratique, seraient dérangés par cette proposition.

Il y a 28 ans, à l'initiative d'un de mes amis révolutionnaires *Kemal Uzun*, un livre consacré à la question kurde intitulé ‘Que disent les intellectuels?’ avait été préparé. J'y

avais collaboré de Belgique par un article intitulé ‘La question n’est pas la question kurde, c’est la question du diktat turc’. Je m’étais exprimé en ces termes:

“Il faut assurer que les nations déterminent leur propre sort par des référendums et des élections auxquels participeraient librement toutes les organisations politiques. Maintenir l’Etat unitaire, adopter une structure fédérale, cohabiter ou être totalement indépendants? Les peuples concernés par ces questions doivent être libres d’y répondre eux-mêmes.

“Même à Bruxelles, capitale de l’Union européenne, où les gens d’Ankara ont recours à toutes les acrobaties pour s’accrocher à cette institution et bien que les Flamands ne représentent que 10 % de la population, ils participent avec leurs partis respectifs au parlement et au gouvernement régionaux sur la base d’une égalité totale et d’un respect mutuel. Le drapeau au lion de la Flandre, le drapeau au coq de la Wallonie et le drapeau à l’iris jaune de Bruxelles flottent tous les trois devant la façade des institutions publiques à Bruxelles.

“Si c’est cela qu’ils envient dans la capitale de l’Europe, pourquoi tous les partis kurdes sans exception ne pourraient-ils pas librement se présenter aux élections et être représentés dans les assemblées et les institutions municipales?

“Faut-il croire que les ministres et les députés qui battent du matin au soir le pavé de Bruxelles sont stupides au point de ne pas remarquer que tous les panneaux de cette ville sont rédigés en deux langues: le français et le néerlandais?” (Aydınlık ne diyor?, *Ortadoğu Verlag*, décembre 1993)

Je reviens aux communes kurdes.

Quand j’écrivais cet article, nous luttions, avec nos camarades marocains, algériens, tunisiens et palestiniens pour que les immigrés, même non encore naturalisés, puissent acquérir le droit d’élire et d’être élus en Belgique.

À la fin, ce droit a été reconnu et mieux, des réformes ont été réalisées pour que les individus qui conservaient la nationalité de leur pays d’origine puissent être élus aux con-

seils communaux, aux assemblées régionales voire à la Chambre des Représentants et au Sénat?

Grâce à cela, les personnes possédant la double nationalité oeuvrant pour le lobby turc purent faire leur campagne électorale avec des tracts et des affiches en turc et, recueillant les voix de préférence des électeurs d'origine turque, ont pu accéder aux assemblées que j'ai citées plus haut et ont même pu accéder aux fonctions ministérielles et maïorales.

Mais alors que ceux et celles-là occupent des hautes fonctions officielles en Belgique, en Turquie, on continue à relever de leurs fonctions des maires kurdes de communes kurdes, à les enfermer dans les prisons, et à installer à leur place des curateurs turcs tout acquis au pouvoir.

Oui, aujourd'hui, c'est le 150ème anniversaire de la Commune de Paris...

Le 18 mars est aussi l'occasion de manifestations de solidarité de par le monde à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques commémorée chaque année depuis les années 20 après une décision prise par le Komintern.

La plateforme Voix des Prisonniers en Europe organise aujourd'hui un certain nombre de manifestations de solidarité avec les prisonniers politiques dans de nombreux pays, et lance cet appel en ce qui concerne la Turquie: "Depuis 2015, le leadership fasciste d'Erdoğan cible tout particulièrement les prisonniers politiques dans le cadre du concept agressif d'élimination physique, de contrainte idéologique et psychologique et d'anéantissement de l'opposition patriote, révolutionnaire et progressiste et de ses dirigeants. Le terrorisme des sentences des tribunaux qui procèdent à des arrestations et prononcent des peines de prison lourdes et longues suit le terrorisme des gardes à vue perpétré par la police et la gendarmerie. On fait vivre à nos peuples et à nos travailleurs la menace permanente d'être mis en garde à vue et jetés en prison. En prison, tout en confisquant tous les droits humains

et politiques acquis, on a pour objectif de balayer et les dirigeants révolutionnaires et les organisations collectives qui sont leur raison d'être. Les prisons deviennent chacune un centre de torture."

Aujourd'hui, je soutiens les manifestations de solidarité avec les prisonniers politiques, et je salue d'une part les dizaines de milliers de travailleurs français qui ont péri dans la résistance historique de la Commune de Paris il y a 150 ans, et je commémore d'autre part avec nostalgie nos deux amis Kurdes créateurs-révolutionnaires, Yılmaz Güney et Ahmet Kaya, qui reposent au cimetière du Père Lachaise aux côtés des membres de la Commune, contraints à l'exil par le fascisme turc.

Mihri Belli, jeune communiste pour l'éternité

Info-Türk, 18 mars 2021

J'ai entendu le nom de Mihri Belli pour la première fois en 1952, l'année où j'ai commencé à travailler comme journaliste, lorsque, à la suite des arrestations de membres du TKP en 1951, le nom des accusés traduits devant le tribunal militaire a été révélé. Et par la même occasion le nom de Sevim Tari, qui devint son épouse par la suite... Pour un jeune journaliste de 17 ans qui avait connu la réalité de l'Anatolie en souffrant du déracinement pendant les années difficiles de la Seconde Guerre mondiale, tous les noms mentionnés dans l'affaire du TKP étaient des personnalités exemplaires. J'ai rencontré la plupart d'entre elles personnellement à Izmir après la fin de leur emprisonnement ou de leur exil, nous avons noué des amitiés chaleureuses, j'ai beaucoup appris d'eux... En plus d'être journaliste dissident à un jeune âge, dans la lutte syndicale et depuis 1962 dans les rangs du Parti ouvrier de Turquie (TİP), ces relations sont passées au-delà de

l'amitié, à la camaraderie. Dans la seconde moitié des années 60, j'ai publié des articles et des livres de la plupart d'entre eux, en tant que dirigeant du journal *Akşam* d'abord, de la revue *Ant* ensuite.

Cependant, il ne m'a été possible de rencontrer Mihri Belli, l'un des noms légendaires de la gauche, qu'en 1968, lorsqu'il est venu me rendre visite à la revue *Ant*.

La raison en est la suivante: Lorsque je suis arrivé à Istanbul pour prendre des fonctions au siège central du TİP en 1963, Les représentants de la génération précédente tels que Mehmet Ali Aybar, Behice Boran et Nihat Sargin, qui pesaient dans l'administration du parti, étaient en froid avec Mihri Belli et le Dr Hikmet Kıvılcımlı. Cependant, cette attitude distante n'était pas encore assez nette pour empêcher leurs amis proches de rejoindre les rangs du parti ou même d'occuper des postes de dirigeant.

Lors des élections de 1965, j'étais rédacteur en chef du journal *Akşam*. Le seul journal qui soutenait ouvertement la campagne électorale du TİP était *Akşam*. Je suis témoin de la sincérité avec laquelle mes amis sympathisants de Belli et de Kıvılcımlı ont soutenu cette campagne.

À l'été 1966, lorsque j'ai été écarté du journal *Akşam* sous la pression du gouvernement et des patrons, des signes que cette union au sein du TİP allait prendre fin étaient apparus. Après un article intitulé 'Où va le TİP?' paru dans la revue *Yön*, un article de Mihri Belli paru dans la même revue sous le pseudonyme E.T.Tüfekçi et intitulé 'La révolution démocratique: contre qui et avec qui?', la liquidation des sympathisants de Belli et Kıvılcımlı au sein du Parti ouvrier de Turquie a commencé avec les décisions du deuxième grand congrès tenu à Malatya en 1966.

En fait, ce n'était pas la première opération de purge au sein du Parti ouvrier de Turquie. Lors des élections des dirigeants qui se sont tenues lors du 1er grand congrès du parti à Izmir en 1964, le fait que les travailleurs intellectuels, les pe-

tits commerçants et les paysans n'aient pas été comptés parmi les ouvriers, et de plus, que la représentation des sections de jeunesse du parti dans le comité exécutif général ait été empêchée, ont conduit aux premières dissensions au sein du parti.

Bien qu'élu en tant que syndicaliste au comité exécutif général et au comité exécutif central avec un grand nombre de voix, je me suis également opposé à ces pratiques. Malheureusement, la liquidation de ceux qui ont participé à ce premier mouvement d'opposition au sein du parti a également été soutenue par des membres du parti sympathisants de Belli et de Kılıçlı.

À mon avis, une des principales raisons pour lesquelles les jeunes se sont progressivement éloignés du parti dans la seconde moitié des années 60 a été l'exclusion des sections de la jeunesse de la direction du parti, résultant d'une certaine méfiance à l'égard de la jeunesse.

La cible des grandes purges qui ont commencé après le Congrès de 1966 a cette fois-ci été les partisans de Belli et de Kılıçlı. Malgré le fait qu'ils étaient idéologiquement rassemblés autour de la thèse de la Révolution démocratique nationale (MDD), l'équipe du siège dirigée par Aybar et Boran s'efforçait de mener à bien l'organisation sur la base de la thèse de la Révolution socialiste.

Au début de l'année 1967, lorsque ces dissensions se produisaient, nous soutenions, avec Yaşar Kemal et Fethi Naci, le Parti ouvrier de Turquie. Nous avons commencé à publier la revue hebdomadaire *Ant*, destinée à faire écho à tous les mouvements et pensées anti-impérialistes, antifascistes et révolutionnaires en Turquie et dans le monde.

À notre avis, il était inévitable que le processus révolutionnaire qui conduirait à l'établissement de l'ordre socialiste passe par différentes étapes, y compris l'étape démocratique. Cela devait toutefois se réaliser sous la direction idéologique, politique et organisationnelle de la classe ouvrière.

Nous avons défini ce processus révolutionnaire comme processus de la “Révolution ininterrompue” au comité de rédaction, que nous avons élargi à la participation de membres révolutionnaires du corps professoral et des leaders de la jeunesse après le départ de Yaşar Kemal d’Ant.

En tant que revue Ant, nous étions opposés à la Révolution démocratique nationale (MDD) lancée par la revue Yön et dont la revue Türk Solu deviendra par la suite le porte-parole, qui attendait de l’armée qu’elle en prenne l’initiative comme dans les pays du Moyen-Orient, voire avait été fondée avec d’anciens officiers putschistes aux tendances fascistes.

Türk Solu donnait les noms de Suphi Karaman et Sami Küçük, qui faisaient partie des putschistes du 27 mai, pour former le noyau du “front national” en plus de certains anciens dirigeants du TKP. Ce rapprochement avec des membres de la junte aboutira bientôt à la création de l’Union de la Force révolutionnaire – *Devrimci Güç Birliği* sous la présidence de Mucip Ataklı, un des anciens putschistes dont les tendances anticommunistes étaient bien connues.

Une autre observation en relation avec l’époque: les dirigeants du TKP, dont les activités en Turquie avaient pris fin avec les arrestations de 1951, comme Mihri Belli, Reşat Fuat Baraner, Hikmet Kıvılcımlı et Erdoğan Berktaş, s’opposaient aux dirigeants TİP et soutenaient la Révolution démocratique nationale (MDD) alors que les anciens leaders du TKP réfugiés à l’étranger comme Zeki Baştımar, İsmail Bilen, Aram Pehlivanian et leurs amis soutenaient les dirigeants du TİP.

Mais alors que les dirigeants du TİP avaient recours à toutes sortes de moyens pour éliminer les partisans du MDD, le groupe du TKP à l’étranger faisait, à travers les émissions de Bizim Radyo et des brochures qu’il nous faisait parvenir, la propagande de la Révolution nationale démocratique (UDD) qui n’avait pour l’essentiel guère de différence avec le MDD. Il régnait une confusion totale de concepts et d’attitudes.

Pour nous, il était extrêmement important de dénoncer l'intégration de l'armée à la classe capitaliste par le truchement d'OYAK, les politiques anticommunistes et anti-kurdes mises en œuvre par le kémalisme tout au long de la république. Nous critiquions les manifestations organisées autour du slogan 'Armée-Jeunesse main dans la main'. L'imposition de la loi martiale contre la résistance des 15 et 16 juin [1970] et le coup d'État du 12 mars [1971] ont révélé à quel point nos critiques étaient justifiées.

Malgré la différence de ligne entre nous, Mihri Belli est venu un jour me rendre visite à la revue Ant sans se faire annoncer, alors que nous prenions position contre la purge des partisans du MDD au sein du TİP à Istanbul.

Dans le Ant du 21 novembre 1967, j'avais averti la direction du TİP en ces termes: "Une discipline qui unit plutôt que de repousser donnera certainement des résultats plus positifs dans la préservation de l'intégrité du parti et la réalisation de la démocratie au sein du parti." Il avait été ému par l'article et avait voulu faire connaissance avec moi.

Ce fut une rencontre chaleureuse en dépit des deux générations qui nous séparaient. Nous nous étions entendus pour poursuivre le dialogue. Je ne l'oublierai jamais: Yaşar Kemal, qui faisait à l'époque partie du comité exécutif central du TİP s'était fort énervé lorsqu'il avait appris que Mihri Belli était venu rendre visite à Ant.

Après la création des Centres culturels révolutionnaires de l'Est – *Doğu Devrimci Kültür Ocakları*, nous avons commencé à utiliser l'expression "peuples de Turquie" utilisée par nos amis kurdes dans tous les numéros et livres de Ant.

C'était à l'époque où le MDD se divisait entre Rouges et Blancs... Mihri Belli nous avait accusés dans un article publié dans la revue rouge Aydınlik de 'provoquer la division des forces révolutionnaires' parce que nous avons utilisé les termes 'peuples de Turquie'. Dans notre réponse, nous lui avons rappelé que toute démarche qui ignore la réalité kurde

et ne reconnaît pas sa place dans la lutte révolutionnaire ne peut pas être révolutionnaire.

Il ne fut possible de rencontrer Mihri Belli une nouvelle fois qu'en exil, trois ans après le coup d'État du 12 mars.

Nous étions constamment la cible de l'État turc en raison des activités et des publications dans différentes langues du mouvement de Résistance démocratique que nous avons créé contre la junte du 12 mars. Le Livre blanc publié en turc et en anglais par la Présidence du conseil à l'été 1973 dirigeait de lourdes accusations contre nous, en utilisant à notre encontre certaines critiques émises auparavant par Mihri Belli.

C'était à l'époque où je menais mes activités sous le pseudonyme de Mehmat Taşkın... Le 18 juin 1973, Mihri Belli m'envoya une lettre qui commençait par 'Mehmet, mon frère'. Lettre dans laquelle il disait exactement ceci: "Je suis tes travaux. Ils sont très utiles. Dévoiler la terreur fasciste dans tous ses aspects et éclairer l'opinion publique en la matière est, dans les conditions actuelles, le devoir de tout révolutionnaire et de tout patriote. C'est pour cela que les fascistes turcs vous en veulent, à ta femme et à toi. Une nouvelle preuve que nous sommes sur la bonne voie sont les insultes qu'ils dirigent contre toi dans le Livre blanc, en ayant recours à des falsifications."

Peu de temps après, Bülent Ecevit, le président du CHP, qui tentait d'accéder au pouvoir, avait déclaré dans une interview accordée à un journal que Mihri Belli était un agent de la CIA. Nous trouvant à Genève, nous avons, à l'issue d'une réunion qui comptait notamment Gençay Gürsoy, Bülent Tanör, Öget Öktem, Yücel Sayman et Nurkalp Devrim, publié un communiqué pour défendre Mihri Belli.

En 1974, un beau jour, nous reçûmes un coup de téléphone d'Allemagne. C'était Mihri Belli... Après les échanges d'usage, il demanda: "J'ai entendu dire qu'il est possible d'obtenir un permis de conduire en Belgique sans examen. J'ai un permis de conduire turc, pouvons-nous le changer en permis de conduire belge si je viens là-bas?"

Ce procédé n'existait plus en Belgique depuis longtemps. Il souhaitait évidemment nous rencontrer, et nous nous rencontrâmes.

Nous avons désormais devant nous un leader communiste qui n'était plus dérangé par l'expression 'peuples de Turquie', qui avait noué des liens avec les révolutionnaires kurdes, et qui était convaincu que la lutte révolutionnaire ne pouvait se faire qu'ensemble avec la lutte de ces peuples.

Nous avons eu des conversations-fleuve des jours durant. Nous nous sommes remémorés le passé. Nous avons débattu de l'avenir. Nous nous sommes bien baladés dans Bruxelles.

L'un des endroits qui a le plus impressionné Belli, ainsi qu'Inci et moi, fut le musée historique Erasme dans le quartier d'Anderlecht où nous vivions. Le grand penseur des Lumières, auteur de l'Eloge de la Folie avait vécu dans ce quartier en 1521. En regardant les originaux des manuscrits qu'il a rédigés à l'époque, le pouvoir de production et de création de cette personnalité qui a vécu il y a 450 ans, et ses capacités cérébrales nous ont tous les trois fascinés. Et surtout l'Eloge de la Folie... Malgré la différence d'âge et de génération qui nous séparait, l'une des caractéristiques qui déterminait la vie de Belli et la mienne était probablement nos explosions de folie de temps en temps. Dans le court laps de temps que nous avons été ensemble, nous avons beaucoup aimé Mihri Belli.

Au cours des années suivantes, nous nous sommes rencontrés à chaque fois qu'il passait par Bruxelles, lorsqu'il venait participer aux émissions de Med TV et de Roj TV, et lors de l'une de nos dernières rencontres, Sevim Belli, dont les mémoires venaient d'être publiées, était avec lui.

Un souvenir que je n'oublierai pas est notre rencontre à Mihri Belli, Vedat Türkali et moi dans les années 90 à l'occasion d'une conférence kurde internationale à Bruxelles.

Mihri Belli, qui avait été vexé par un livre de Türkali, ne voulait pas le rencontrer. J'ai insisté et les ai fait se rencontrer autour d'un petit-déjeuner. Les vieilles amitiés se sont ranimées.

Vous devez aux combattants de la guérilla kurde

Artı Gerçek, 25 mars 2021

Le deuxième grand événement d'actualité en Belgique cette semaine a été la commémoration de l'attentat qui a fait 32 morts et 340 blessés à l'aéroport de Zaventem et à la station de métro Maelbeek le 22 mars 2016.

Le Premier ministre belge, Alexander De Croo, a souligné que toutes les forces de sécurité belges sont en état d'alerte contre toute attaque similaire. Il a tenu ces propos lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté tous les représentants de l'État, dont le roi Philippe et la reine Mathilde. De Croo a tenté de rassurer les citoyens du pays.

Cependant, ni dans les discours prononcés lors des commémorations officielles ni dans les médias belges, nul n'a mentionné les forces qui ont effectivement vaincu l'organisation terroriste islamique DAECH en Syrie.

Oui, il y a exactement deux ans, le 23 mars 2019, Baghouz, le dernier morceau de terre assiégé par DAECH en Syrie était libéré par les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui comprennent des unités de résistance kurdes, arabes, assyriennes et arméniennes. Les Unités de protection du peuple kurde (YPG) constituaient la principale force des FDS.

Le Parti de l'union démocratique (PYD) a joué un rôle déterminant dans l'établissement de l'administration autonome démocratique de la Syrie du Nord et de l'Est (AANES) dans toutes les régions qu'il a libérées des terroristes de l'État islamique. Non seulement les peuples de Syrie, mais aussi les peuples du monde entier, et en particulier ceux d'Europe, qui ont souffert des terribles massacres de Paris et de Bruxelles, doivent un immense "merci" au PYD. La récompense de ce service distingué aurait dû être une reconnaissance, un remerciement, voire une cérémonie.

Cependant, personne ne l'a fait

Ces pays poursuivent leurs relations étroites avec la Tur-

quie et cette dernière qualifie ces trois organisations de “terroristes”. La Turquie tente maintenant de faire fermer le Parti démocratique des peuples (HDP), car ce parti a soutenu les Kurdes en Syrie.

Le sommet de l’UE des 25 et 26 mars n’aboutira pas à une décision de sanctions appropriées contre la Turquie, même après que ce pays se soit retiré par une seule signature d’Erdoğan, de la Convention d’Istanbul, le traité qui protège les femmes contre la violence

C’est ce qui ressort des propos de Josep Borrell lorsqu’il a déclaré: “La Turquie est un pays voisin important et nous voulons établir de bonnes relations avec elle. Nous continuerons à suivre de près l’attitude de la Turquie.”

Cela signifie qu’il n’y aura pas de sanctions contre la Turquie...

Même le président français, Emmanuel Macron, qui a eu les relations les plus tendues de l’UE avec la Turquie, a fait un pas en arrière après avoir formulé une série de critiques dans son discours sur France 5 Télévision mardi soir.

Le message était le suivant: “Nous allons continuer avec Tayyip”

“La Turquie est un allié important dans la question de l’immigration. Si la Turquie ouvre sa frontière, l’UE pourrait soudainement être confrontée à un problème de 3 millions de réfugiés”, a déclaré Macron.

Par ailleurs, alors que Macron parlait à la télévision, d’autres nouvelles étaient partagées sur les réseaux sociaux. Au moins 9 personnes ont été arrêtées aux premières heures du matin dans la ville de Marseille, avec des raids simultanés à leurs domiciles et au centre démocratique kurde.

La police a cassé les portes du centre et a même utilisé des chiens policiers pendant les quatre heures qu’a duré la fouille du centre.

Dans une déclaration écrite sur ces opérations, le Parti communiste français a demandé à juste titre: “Macron nor-

malise-t-il ses relations avec Erdoğan en sacrifiant les Kurdes?”

Je n'ai pas été surpris lorsque j'ai lu la nouvelle... C'était il y a 36 ans, je me souviens que le socialiste Mitterrand était le président de la France. J'avais été invité de Bruxelles à Paris pour intervenir dans une émission de télévision sur la Turquie.

J'ai alors dit: “Nazım Hikmet à Moscou, Yılmaz Güney à Paris, tous deux sont morts loin de leur pays à cause de la politique oppressive de la Turquie. C'est une honte pour la Turquie. La Turquie opprime les Kurdes, les Arméniens, les Assyro-Chaldéens et les gens de gauche.” Dans l'émission, j'ai également appelé l'Europe à élever sa voix contre ces politiques répressives.

Immédiatement après la diffusion de l'émission, les médias turcs ont commencé à m'attaquer. Le lendemain, les titres du journal *Hürriyet* disaient que j'étais “un ennemi de la Turquie” et ils m'accusaient de dire “de très mauvaises choses sur la Turquie à la télévision française.”

Sans surprise... Le gouvernement français m'a imposé des sanctions quatre ans plus tard.

En 1989, une réunion du Parlement européen s'est tenue à Strasbourg. J'allais y assister en tant que journaliste et j'allais également partager de nouvelles informations concernant les violations des droits de l'homme. Cependant, je n'ai pas pu entrer en France. J'étais interdit d'accès au territoire. Deux semaines avant la réunion, je me suis adressé au consulat général de France à Bruxelles pour demander un visa. Étant détenteur d'une carte de presse officielle de la Belgique et également journaliste accrédité par le Parlement européen et la Commission européenne, il était tout à fait naturel pour moi d'assister à une réunion du Parlement européen à Strasbourg.

Bien que j'aie attendu plusieurs jours, que j'aie téléphoné aux autorités à de nombreuses reprises et que je me sois même rendu en personne au consulat, ma demande de visa est restée

sans réponse. Un jour avant le début de la réunion à Strasbourg, ma demande a été rejetée. Je ne recevrais plus de visa à partir de cet instant, car je représentais une menace pour la France. Mes amis en France ont découvert, grâce aux recherches qu'ils ont effectuées, que la France m'avait mis sur liste noire en raison de la pression de l'État turc. Le discours que j'avais prononcé à la télévision française en était la raison.

Tout cela s'est passé sous le président socialiste Mitterrand ...

De plus, l'épouse du président, Danielle Mitterrand, était une des figures clés de la lutte contre l'oppression que subissent les Kurdes en Turquie. La Fondation France Libertés dirigée par Madame Mitterrand, avait organisé une conférence intitulée "Kurdes: Identité nationale et droits de l'homme" dans les locaux du ministère français des Affaires étrangères les 14 et 15 octobre 1989, en collaboration avec l'Institut kurde de Paris.

J'ai reçu une lettre d'invitation personnelle de Madame Mitterrand, la directrice de la fondation, pour assister à la conférence et y prendre la parole. Cependant, je n'ai pas pu assister à cette réunion en raison d'une nouvelle interdiction de visa.

Ce n'est que six ans plus tard, après avoir obtenu la nationalité belge le 3 avril 1995, que j'ai pu entrer en France.

Comme toujours, la politique belge vis-à-vis d'Ankara était basée sur la capitulation. Dans les années 70, nos tentatives d'obtenir un permis de séjour et de travail pour établir l'agence Info-Türk à Bruxelles n'ont pas été agréées pendant quatre ans en raison des pressions de l'État turc.

Des années plus tard, lorsque nous avons demandé la nationalité belge pour pouvoir voyager librement, nous avons dû à nouveau nous battre pendant plusieurs autres années. Cela s'est également produit en raison des interventions de l'État turc. Il a fallu des années pour que nous obtenions la nationalité belge

Dans l'un de ses rapports au parquet, la Sûreté de l'État

a affirmé que nous étions une “menace” pour la Belgique car nous avons assisté à des conférences de presse et à des “activités terroristes bien connues” du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Ce problème a toutefois été résolu grâce à la lutte déterminée des députés progressistes et démocrates. Lors de la session de l’Assemblée fédérale belge du 3 avril 1995, notre demande a été inscrite d’urgence à l’ordre du jour et nous avons été acceptés comme citoyens belges.

En tant que journaliste ayant vécu tout cela, je ne suis pas étonné que les dirigeants européens inventent mille et une excuses pour maintenir leurs relations avec Recep Tayyip Erdoğan, malgré toutes les violations des droits de l’homme qu’il a commises, malgré le fait qu’il ignore les décisions de la Cour européenne des droits de l’homme et se soit retiré de la Convention d’Istanbul.

Neuf partis politiques se tiennent aux côtés du HDP contre les tentatives d’interdiction de ce parti: le Parti révolutionnaire uni, le Parti des régions démocratiques, le Parti du travail, le Parti du mouvement ouvrier, le Parti socialiste des opprimés, le Parti de la refondation socialiste, le Parti de la liberté sociale, le Parti ouvrier de Turquie et le Parti de la gauche verte. Ils ont publié une déclaration commune de soutien au HDP, ce qui donne de l’espoir.

Qu’en est-il du CHP (Parti républicain du peuple), du İYİ (Bon Parti), du SP (Parti de la Félicité), du DEVA (Parti de la Démocratie et du Progrès) et du GP (Parti jeune)? Ce sont les partis d’opposition en Turquie qui soutiennent les attaques de l’armée de Tayyip et de ses mercenaires contre le peuple kurde en Syrie et les Arméniens dans le Caucase.

Quand allez-vous venir à bout de votre paresse embarrassante?

N’oubliez pas que s’il reste un peu d’honneur au Parlement, vous le devez à la résistance courageuse du HDP.

Vous devez également la dignité humaine aux combattants de la guérilla qui ont sauvé l'humanité des terroristes de DAECH en Syrie.

L'islamisation de l'armée capitaliste...

Artıgerçek, 1er avril 2021

SUTASAK... ASTTASAK... Il y a deux jours que ces deux mots provoquent un séisme... SUTASAK est l'abréviation de l'intitulé du "Cours de base pour la compréhension des concepts de service militaire et du grade d'officier" que les candidats officiers de l'armée turque doivent suivre et réussir. ASTTASAK est l'abréviation de l'intitulé du "Cours de base pour la compréhension des concepts de service militaire et du grade de sous-officier" que les candidats sous-officiers de l'armée turque doivent suivre et réussir.

Un petit rappel... Après le 15 juillet, le gouvernement AKP avait fermé les académies militaires et créé une université appelée Université de la défense nationale (MSU). L'historien Erhan Afyoncu, connu pour sa proximité avec l'AKP, en avait été nommé recteur.

Selon *Saygı Öztürk* du journal *Sözcü* dans son article publié il y a deux jours, en vertu des dernières modifications apportées aux décrets-lois pertinents, pour s'inscrire à l'Université de la Défense nationale et dans les écoles militaires qui lui sont rattachées, il ne sera pas exigé de "ne pas adopter de vues fondamentalistes ou de ne pas être impliqué dans ces activités", et les cours SUTASAK et ASTTASAK à dispenser aux candidats officiers et sous-officiers n'incluront plus la ligne des "principes et réformes d'Atatürk".

Une analyse publiée le même jour sur le site *Sol* donne des informations détaillées sur les mesures prises pour transformer l'armée turque en "armée de l'islam" depuis l'arri-

vée au pouvoir de l'AKP, en particulier depuis le coup d'État du 15 juillet:

“L'AKP, qui avait confié de nombreux niveaux critiques de l'armée à son ancien partenaire, la Cemaat (de Fetullah Gülen), avant le 15 juillet, accélère son propre projet en ce qui concerne cette institution après la liquidation de la confrérie. Le gouvernement, qui a pris sous son contrôle le niveau de commandement de l'armée, la chaîne de commandement et les décisions de nomination, tente de finaliser sa nouvelle conception par les décisions qui ont été prises récemment les unes après les autres.

“L'introduction du grade d'officier des affaires religieuses dans les forces armées turques, l'abolition de l'expression “ne pas être impliqué dans des activités fondamentalistes” dans les conditions d'admission aux académies militaires et aux écoles de sous-officiers qui forment des officiers et des sous-officiers pour les forces armées turques, la poursuite de la même politique avec la suppression de l'expression “réformes d'Atatürk” dans les cours d'officiers et de sous-officiers, le rattachement de l'ensemble du niveau de commandement de l'armée au ministère de la Défense nationale, la nomination d'un membre de l'AKP nommé Erhan Afyoncu à la tête des académies militaires, la conférence du président des Affaires religieuses, le professeur Ali Erbaş, devant des officiers de l'Université de la Défense nationale d'Istanbul ont été les étapes importante de ce processus d'élaboration.

“Le Conseil militaire suprême (YAŞ), composé du Premier ministre, du chef d'état-major général, du ministre de la Défense nationale, des commandants des forces, des commandants de l'armée, du commandant général de la gendarmerie, du commandant de la marine et des généraux et amiraux des forces armées, qui était une structure essentiellement militaire, est totalement passée sous le contrôle du gouvernement avec l'intégration en son sein du vice-président, des ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires

étrangères, de l'Éducation nationale et du Trésor, et l'éviction de la plupart des militaires de cette institution.

“Ensuite, avec une autre mesure radicale, l'état-major général a été rattaché au ministère de la Défense nationale. Alors que l'autorité du chef d'état-major général était largement défaussée, les nominations et les promotions ont été transférées au ministre de la Défense de l'AKP, Hulusi Akar.”

Le fait qu'une étudiante portant le voile ait participé pour la première fois à la cérémonie d'ouverture de l'année académique 2017-2018 de l'Académie militaire turque, affiliée à l'Université de la Défense nationale, à laquelle le ministre de la Défense nationale Nurettin Canikli était également présent, était un nouvel indicateur de l'orientation islamique de l'armée.

Cependant, le fait que l'armée turque ait commencé à se débarrasser de l'étiquette d'"armée laïque" n'est pas un processus qui a commencé avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002... Lorsque la résistance armée contre la répression de la nation kurde a commencé après le coup d'État du 12 septembre 1980, des avions militaires survolant les villages kurdes du sud-est, avant de commencer à bombarder des innocents, distribuaient des tracts appelant au soutien de la "dernière armée de l'Islam" afin d'inciter le peuple contre les insurgés.

Dans un article publié dans le quotidien *Evrensel* à l'occasion de l'anniversaire du coup d'État du 12 septembre, *Kemal İnal* explique clairement comment l'armée turque a fait de l'islamisme une politique d'État depuis 1980:

“Les généraux du 12 septembre décidèrent de substituer à l'idéologie de gauche qu'ils avaient écrasée avec le coup d'État, deux idéologies: le nationalisme raciste et le religionisme réactionnaire, afin d'établir un modèle fasciste d'État et de société. C'est pour cette raison que la formule appelée "synthèse turco-islamique" a été adoptée comme politique d'État à l'époque et a été largement mise en oeuvre dans l'enseignement.

“Un florilège des propositions adoptées lors d’un congrès en 1979 par le centre Aydınlar Ocağı, connu pour ses idées ultranationalistes, a constitué l’essence de la Constitution de 1982. Ce centre avait le dessein de combiner deux éléments: la turcité et l’islam auxquels est venu s’ajouter l’Occident par la suite, pour formaliser, nationaliser et légaliser l’islam dans le cadre d’une nouvelle interprétation de l’idéologie officielle kémaliste.

“À cette fin, les généraux du 12 septembre ont mis en œuvre les pratiques suivantes: 1) Intensification des activités religieuses, institutionnalisation et discours, 2) rendre les cours de religion obligatoires en parallèle avec les Principes d’Atatürk et l’Histoire de la Révolution turque, 3) Restructuration autoritaire des processus pédagogiques à l’école.

“Après le coup d’État, on a assisté à une intense institutionnalisation religieuse. L’un des indicateurs les plus importants de cette situation est la multiplication rapide du nombre de lieux de culte (mosquées, salles de prière, etc.). Environ deux fois plus de mosquées ont été construites qu’en 1971-1981 en seulement deux ans (1981-1982). Ainsi, la fréquentation des lieux de culte s’est intensifiée. Civils et militaires se sont précipités dans les mosquées et les salles de prière.

“L’événement le plus symbolique de la période intérimaire en termes d’augmentation des institutions et des discours religieux est toutefois que les militaires, en particulier les cinq généraux, ont fait un usage abondant de versets et de hadiths comme de références au Coran lorsqu’ils s’adressaient au public (en particulier à la population) lors de rassemblements, de conférences et de réunions diverses. Ces discours à coloration religieuse n’étaient évidemment pas seulement utilisés par les militaires, mais également par les gouverneurs et les chefs d’arrondissement qui avaient recours à la même méthode à l’époque.

“Toujours au cours de cette période, la junte a demandé une fatwa à la présidence des affaires religieuses, a participé

à la Conférence islamique au niveau du chef de l'État et a tenté de réconcilier Atatürk avec l'islam. Les communications présentées au 1er Séminaire d'enseignement de la religion organisé en 1981, qui a été suivi par les militaires, ont apporté une nouvelle définition à la laïcité: "La laïcité est le principe le plus important que nous ayons dans la protection des valeurs fondamentales de la religion islamique." Evren lui-même a ressenti le besoin de dire qu'Atatürk n'était pas un ennemi de la religion, mais une personne qui respectait la religion, que la laïcité ne signifiait pas l'athéisme, que l'islam était conforme à la raison, à la science et à la logique, qu'il n'y avait pas de conflit entre la laïcité et l'éducation religieuse, qu'au contraire, l'éducation religieuse était un résultat naturel et une nécessité de la laïcité.

"Jusqu'au 12 septembre, la religion et la morale étaient enseignées comme des matières distinctes. Après le coup d'État, en 1981, ces deux cours ont été combinés et rendus obligatoires sous le titre de "Culture religieuse et connaissances morales" à partir de la 4e année jusqu'à la fin du lycée. Depuis 1982, les non-musulmans et les alévis ont également été contraints de suivre ce cours et même de suivre des cours pratiques de prière dans les mosquées." (*Evrensel*, 14 septembre 2008)

Examinant le processus de transformation de l'armée turque en "Armée de l'Islam" depuis le coup d'État de 1980 et l'officialisation de cette transformation pendant la dictature de l'AKP, il ne faut pas perdre de vue que cette armée est de facto "l'armée du capitalisme" depuis le coup d'État de 1960. L'armée du capitalisme est devenue "l'armée du capital islamiste" qui est progressivement devenu dominant dans l'économie turque sous le règne de l'AKP.

Rappelons qu'après la Seconde Guerre mondiale, les officiers de l'armée turque, qui sont passés sous la discipline des États-Unis puis de l'OTAN sous leur commandement dans le cadre du Plan Marshall et de la doctrine Truman, sont

dépendants de l'OTAN et du CENTO en raison de la formation qu'ils ont reçue et de la discipline à laquelle ils ont été soumis. En termes de classe, ils étaient encore du côté des personnes à faible revenu, et ils étaient dès lors à la fois contre le gouvernement du Parti démocrate, représentant du capitalisme collaboratif, et ouverts à certaines réformes sociales.

Au cours de ces années, en tant que représentant du journal *Milliyet* pour la région égéenne, j'ai été témoin des conditions difficiles dans lesquelles vivaient non seulement les officiers du 2^{ème} Commandement régional national, à la base aérienne militaire de Gaziemir et à la 57^{ème} Division à Manisa, mais aussi les officiers en poste à l'OTAN, en raison de leurs faibles salaires. Ils souffraient de ne pas pouvoir répondre aux invitations bien arrosées des officiers américains, italiens et grecs au siège de l'OTAN avec leurs propres budgets serrés.

Le grand patron de l'OTAN, le Pentagone, en était conscient, c'est pourquoi, immédiatement après le coup d'État de 1960, il a fait accepter au Comité d'union nationale un projet qui permettrait d'améliorer rapidement la situation économique des officiers turcs et de prendre progressivement leur place au sein des classes dirigeantes. Après que des milliers d'officiers aient été purgés dans l'opération EMİNSU au motif d'assurer la pyramide hiérarchique dans l'armée, ceux qui sont restés ont obligatoirement été nommés membres du Fonds d'entraide de l'armée (OYAK) nouvellement créé sous le prétexte d'améliorer leur situation économique et de s'assurer qu'ils recevraient de grosses sommes d'argent à leur retraite.

Bénéficiant de nombreux privilèges et prérogatives, OYAK devint rapidement l'un des conglomérats qui ont leur mot à dire dans tous les secteurs économiques, et les officiers partenaires de cette holding devinrent peu à peu des membres de la classe capitaliste.

Alors que la section pro-nationaliste de la résistance ré-

volutionnaire qui s'est soulevée en 1968 scandait encore "Armée-Jeunesse main dans la main!" dans les rassemblements et les marches de protestation, nous avons expliqué dans la revue *Ant* du 5 août 1969 le piège tendu par OYAK ourdi contre la classe ouvrière dans une critique de deux pages intitulée "L'armée est poussée vers le capitalisme". Sur la couverture de ce numéro portant le titre de "Vers une Holding des officiers", nous avons révélé les partenaires de capitaux étrangers d'OYAK, dont *Good-Year* et *Renault*, avec leurs logos.

L'armée, qui changeait rapidement de classe, a fait la première répétition du coup d'État de 1971 en faisant usage de ses armes lors de la légendaire résistance ouvrière des 15 et 16 juin 1970 à Istanbul et dans la région de Kocaeli et en arrêtant ensuite les dirigeants syndicaux et les travailleurs et les révolutionnaires qui la soutenaient et en envoyant ceux-ci devant les tribunaux militaires.

Comme nous avons encore protesté contre ces méthodes dans un article de la revue *Ant* intitulé "Les officiers devenus capitalistes ne peuvent pas juger les travailleurs", j'allais être interrogé pendant des heures par neuf officiers des forces terrestres, aériennes et navales du bureau du procureur militaire de la 1ère armée, et je serais ouvertement menacé.

Moins de neuf mois après cette répétition, le vrai coup d'État aura lieu le 12 mars 1971...

La junte militaire composée du chef de l'état-major général et des commandants des quatre forces, renversera le gouvernement avec un mémorandum et le remplacera par un gouvernement de bureaucrates soutenu par tous les partis sauf le Parti ouvrier de Turquie (TİP). Deux mois plus tard, il proclamerait la loi martiale et lancerait une campagne de terreur d'État de trois ans à travers le pays sous le nom d'Opération Massue – *Balyoz Harekâtı*.

Le 12 mars 1971 était un coup d'État planifié par l'OTAN,

soutenu par les partis de l'establishment et exécuté par des officiers devenus capitalistes.

Le coup d'État du 12 septembre 1980 était un coup d'État plus brutal et plus sanguinaire, également planifié par l'OTAN, mené par l'équipe d'officiers devenus capitalistes appelée "Our Boys" par les États-Unis, qui avait exclu les partis de l'establishment.

Quant à OYAK, il reste l'un des géants du capitalisme turc avec ses 28 filiales opérant dans les domaines du complexe militaro-industriel, de la finance, de l'industrie et des services, avec 89 entreprises sous leurs ordres.

À la différence avec les périodes post-coup d'État de 1971 et 1980, la Turquie est aujourd'hui livrée à l'exploitation et au diktat non seulement des "compradores" du capitalisme occidental, mais aussi du capitalisme islamiste, qui entretient avec succès des relations favorables avec le capitalisme occidental.

Et l'armée turque, en tant que force de frappe du capitalisme islamiste, non seulement inflige la terreur d'État au peuple turc, mais court également de conquête en conquête avec ses drones de combat sur trois continents et en Méditerranée au nom de l'Islam.

La même mentalité putschiste, 40 ans après!

Artı Gerçek, 8 avril 2021

J'ai suivi de près pendant 50 ans les relations houleuses avec la Turquie à Bruxelles et à Strasbourg, où se trouvent les centres de décision communautaires, et j'ai souvent exprimé avec indignation mes réactions par écrit et verbalement dans tous les milieux en entendant parler de leur flirt avec les régimes des juntes de 1971 et 1980. Que le 6 avril 2021, deux hauts dirigeants de l'Union européenne se soient déplacés

jusqu'en Turquie et aient fait de nouvelles concessions au despote du régime islamo-fasciste ne m'a guère surpris.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, et la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, qui s'est vu refuser un siège probablement parce qu'elle était une femme et a été forcée de participer aux pourparlers en occupant un canapé disposé à distance, ont fait une ou deux remarques "inoffensives" sur les violations des droits de l'homme, ils ont rendu le sultan de Tayyip Erdoğan extrêmement heureux en lui offrant "cinq branches d'olivier", comme l'ont dit les médias à la solde du pouvoir.

Selon leurs déclarations, les deux dirigeants étaient venus pour donner une impulsion aux relations avec la Turquie. Ils ont souligné que ces relations étaient dans l'intérêt stratégique de l'UE. Bien que les violations des droits de l'homme n'aient pas ralenti, ils ont fait une série de promesses en matière de renforcement de la coopération économique, d'actualisation de l'union douanière et d'augmentation du flux de fonds vers la Turquie pour les demandeurs d'asile.

En regardant les informations sur cette visite et les images du trio Michel - Von der Leyen - Erdoğan, une photographie d'il y a 83 ans, qui constitue une des pages les plus noires de l'histoire de l'humanité, que je partage dans cet article, ne quitte pas mes yeux.

Nous sommes en 1938... C'est le moment où l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste se préparent à une guerre sur trois continents en procédant à un armement rapide... Tout comme c'est le cas aujourd'hui, les deux superpuissances de l'Europe, la Grande-Bretagne et la France, sont capables de s'asseoir à la table des négociations avec deux dictateurs fascistes, sachant pertinemment qu'Hitler sera un fléau pour le monde entier.

Le 29 septembre 1938, le Premier ministre britannique *Neville Chamberlain* et le Premier ministre français *Edouard Daladier* se rendent à Munich, le bastion du nazisme allemand, et signent avec *Hitler* et *Mussolini* l'accord honteux

qui cède la région tchécoslovaque des *Sudètes* à l'Allemagne. Les *Sudètes* n'étaient pas seulement un morceau de terre, mais aussi une zone d'importance stratégique, où se trouvait *Skoda*, une grande usine d'armement.

Malgré cette capitulation honteuse *Chamberlain*, qui a signé le traité, est accueilli à son retour en Grande-Bretagne comme le héros national, qui a réalisé "l'accord du siècle". Et moins d'un an plus tard, le 1er septembre 1939, l'Allemagne d'Hitler a lancé son invasion de la Pologne et la Seconde Guerre mondiale a éclaté. Bilan de six années de massacres: 60 millions de morts, dont 20 millions de soldats.

83 ans après les accords de Munich, se préparant à se rendre à Ankara, les dirigeants de l'UE qui sont allés jusqu'aux pieds d'un despote islamo-fasciste sous prétexte de "raviver les relations", sont bien au courant de ce qui se passe en Turquie au jour le jour grâce à leurs solides réseaux diplomatiques et de renseignement.

Voici quelques-uns des incidents dont nous avons informé les institutions de l'UE en anglais et en français par le biais des bulletins et des partages d'*Info-Turk* sur les réseaux sociaux:

- Le député HDP Ömer Faruk Gergerlioğlu, dont l'immunité a été levée par le parlement, a été arrêté et jeté en prison à Ankara.

- Devlet Bahçeli, le leader du Parti d'action nationaliste (MHP) au pouvoir, a annoncé que non seulement le HDP devrait être fermé, mais aussi la Cour constitutionnelle, qui n'a pas été assez rapide pour le fermer.

- Dix amiraux à la retraite ont été arrêtés après que cent quatre amiraux à la retraite ont fait une déclaration commune sur la Convention de Montreux.

- La Cour européenne des droits de l'homme a annoncé que la Turquie était l'un des trois pays ayant enregistré le plus grand nombre de condamnations pour violations des droits en 2020 avec 85 condamnations, et que la Turquie se

classait au deuxième rang dans la liste des pays accusés avec 19 % des 62 000 dossiers de violation en attente de décision.

- Reporters sans frontières (RSF) a déclaré que la loi antiterroriste en Turquie avait été instrumentalisée pour intimider les journalistes, citant en exemple Melis Alphan, Canan Coşkun, Sibel Hürtaş et Erol Önderoğlu, dont le procès est en cours.

- L'Institut international de la presse (IIP) a annoncé que 678 journalistes sont derrière les barreaux en Turquie et a appelé les autorités de l'Union européenne à intervenir.

- Le député CHP d'Eskişehir, *Utku Çakırözer*, qui a une formation de journaliste, a annoncé en mars que 6 journalistes avaient été condamnés à 15 ans et 2 mois de prison.

- Un procureur turc a intenté une action en justice contre quatre employés du magazine *Charlie Hebdo*: *Alice Petit*, *Gérard Biard*, *Julien Sérignac* et *Laurent Sourisseau*, pour outrage à Erdoğan, réclamant une peine pouvant aller jusqu'à quatre ans de prison.

- On a indiqué que le *ministère de la communication* avait annulé les cartes de presse de 1238 journalistes au cours des deux dernières années.

- Le *Barreau de Diyarbakır* a annoncé qu'au moins 78 enquêtes et poursuites avaient été engagées l'année dernière contre 69 avocats, dont d'anciens présidents de barreau, en raison de leurs activités institutionnelles et professionnelles.

- Après que de nombreux responsables du meurtre de Hrant Dink n'aient pas eu de condamnation, sa famille et ses amis ont déclaré: "*Nous n'abandonnerons jamais notre lutte juridique. Jusqu'à ce que tout le mécanisme soit révélé et rendu inopérant.*".

- Dans une lettre ouverte adressée aux présidents du Conseil européen et de la Commission européenne, 48 membres du Parlement européen ont appelé à ce que des mesures soient prises contre les menaces de mort auxquelles sont confrontés les opposants au régime turc à l'étranger.

- On a appris que *Tuna Altinel*, professeur de mathématiques en France, a été retenu en otage en Turquie alors qu’il avait été acquitté lors d’un procès politique en Turquie et n’a dès lors pas été autorisé à reprendre son travail en France.

Cela ne me surprend pas que les dirigeants de l’UE aillent aux pieds de Tayyip et l’assurent qu’ils développeront les relations UE-Turquie en dépit des violations constantes des droits de l’homme par le gouvernement de Tayyip, de son mépris pour les décisions de la Cour européenne des droits de l’homme et de son rejet de la Convention d’Istanbul

Le gouvernement de Tayyip, sûr de la passivité de l’UE, ne tardera pas à prendre de nouvelles mesures audacieuses concernant les violations des droits de l’homme après cette visite marquée par un scandale protocolaire.

En voici le dernier exemple: les avoirs de 377 personnes et organisations en Turquie ont été gelés en vertu d’une nouvelle décision publiée au Journal officiel.

La décision de 12 pages, signée par le ministre de l’Intérieur Süleyman Soylu et le ministre du Trésor et des Finances Lütfi Elvan, dont il a été déclaré qu’elle avait été prise conformément à la *loi sur la prévention du financement du terrorisme*, a abouti notamment au gel des avoirs de 377 personnes et organisations parmi lesquelles il y a des gens que je connais depuis des années et qui sont mes amis.

Par exemple, *Remzi Kartal* et *Zübeyir Aydar*, députés kurdes à la Grande Assemblée nationale turque dans les années 90 et qui font toujours partie des dirigeants du *Congrès national du Kurdistan (KNK)* à Bruxelles, et l’auteur et journaliste *Bahar Kimyongür*, récompensé par *Info-Türk* en 2008 pour ses recherches sur “Les effets des coups d’État militaires de 1971 et 1980 sur l’émigration en provenance de Turquie”...

Le gouvernement AKP-MHP, qui n’arrête pas de se déclarer contre les juntes et les coups d’État, a récemment accusé de putschisme et de conjuration, et arrêté certains des ami-

raux à la retraite qui avaient publié une déclaration commune sur *l'Accord de Montreux* révèle clairement une fois de plus avec cette décision de “gel des avoirs”, que le putschisme et les conjurations sont dans sa propre nature.

Oui, la pratique consistant à dénaturiser les opposants au régime qui résident à l'étranger et à confisquer leurs biens a été initiée il y a exactement 40 ans par la junte fasciste du 12 septembre dirigée par Kenan Evren.

Mais il ne faut pas croire que l'idée de priver les dissidents à l'étranger de leur citoyenneté et de confisquer leurs biens dans leur pays d'origine appartient à la junte militaire fasciste dirigée par Evren. Loin de là...

La première initiative du genre a été prise par le CHP, dirigé par Bülent Ecevit, bien avant le coup d'État. Dans une déclaration faite en avril 1979, le ministre de la Sécurité sociale, Hilmi İsgüzar, indique que les mesures nécessaires seront prises contre “ceux qui opèrent à l'étranger et ne sont pas jugés dignes d'être membres de notre nation ni avec leur sang et ni avec leur tête”. Le ministre de l'Intérieur, Hasan Fehmi Güneş, avait alors affirmé que les pays européens soutenaient les terroristes turcs et exigé que des mesures urgentes soient prises à leur encontre. Par la suite, la proposition du député CHP de Kastamonu Sabri Tıgılı de “priver de citoyenneté ceux qui agissent contre la sécurité de l'État” est adoptée par la Commission des affaires étrangères de la Grande Assemblée nationale de Turquie, mais le coup d'État de 1980 n'a pas permis à la proposition d'être adoptée en séance plénière du Parlement.

Mettre en pratique cette idée scandaleuse revint à la Junte d'Evren en 1981... Les deux premières personnes visées par l'opération qui consiste à faire de citoyens des apatrides sont *Behice Boran*, présidente du Parti ouvrier de Turquie, qui est partie à l'étranger après le coup d'État, et *Gültekin Gazioğlu*, président du syndicat TÖB-DER et dirigeant du Parti socialiste ouvrier de Turquie.

La présidence de coordination des services militaires de

l'état de siège au sein de l'état-major général a émis un communiqué publié dans les journaux le 27 janvier 1981 en relation avec la dénaturalisation et la confiscation des biens de Behice Boran quelques jours après son arrivée à Bruxelles pour participer à la réunion internationale de protestation contre la junte que nous organisons dans la capitale européenne le 14 février 1981.

La nouvelle que Boran et Gazioğlu avaient été dénaturalisés a été rapportée par le journal *Hürriyet* le 5 mars 1981 avec le titre suivant. "*Triste destin: Boran et Gazioğlu ne sont plus Turcs*" !

Je me souviens très bien de l'amertume que je lus alors dans les yeux de Boran -qui s'était battue toute sa vie pour que le peuple turc ait une vie plus libre et plus humaine- après avoir lu cette nouvelle. Cette décision, prise contre une personnalité politique de 71 ans souffrant d'une maladie cardiaque, était une honte pour l'humanité.

L'opération de dénaturalisation ne se limita pas à *Boran* et *Gazioğlu*. Immédiatement après, un appel fut lancé à *Şanar Yurdatapan* et *Melike Demirağ*, qui étaient en exil à l'époque, ainsi qu'aux dirigeants de la DİSK pour qu'ils rentrent en Turquie. La raison pour laquelle *Şanar* et *Melike* étaient une des leurs premières cibles est qu'ils avaient fait des déclarations publiques critiquant la junte lorsqu'ils étaient venus à Bruxelles pour recevoir le prix décerné par la Fédération belge de la critique de cinéma au film "Le troupeau" de *Yılmaz Güney*, qui était depuis peu emprisonné en Turquie.

Au bout d'un moment, des centaines d'entre nous, dont *Yılmaz Güney*, qui s'est évadé de prison en Turquie, est arrivé en France et a remporté la Palme d'or au Festival de Cannes avec son film "La route", *Cem Karaca*, *Ali Baran*, *Mehmet Emin Bozarıslan*, *Nihat Behram*, *Mahmut Baksı*, *Şah Turna*, *Fuat Saka*, *Demir Özlü*, *Yücel Top*, *İnci* et moi-même, avons été accusés d'être des "dégénérés" par le chef de la junte, Evren, et avons été déchus de notre nationalité.

Et pas que nous! Selon une information publiée dans le *Cumhuriyet* du 6 avril 1987, au cours des sept années qui ont suivi le coup d'État du 12 septembre, 26 000 personnes ont été appelées à "rentrer en Turquie" pour des raisons diverses, notamment le refus de servir dans l'armée, et 14 000 personnes ont été déchues de leur nationalité turque. Le nombre de personnes qui ont perdu leur citoyenneté à l'étranger au motif qu'elles avaient "agi contre la sécurité intérieure et extérieure de la République de Turquie" fut de 81 sous le gouvernement d'Ulusu, contre 120 sous le gouvernement Özal, soit un total de 201 personnes qui ont perdu leur citoyenneté pour des raisons politiques.

Le Premier ministre Özal, furieux que nous lui ayions posé des questions sur les violations des droits de l'homme en Turquie lors d'une conférence de presse à Bruxelles le 4 mars 1988, nous a fait notifier une seconde fois par lettre recommandée contre signature datée du 26 mai 1988 et provenant du Consulat général de Turquie à Bruxelles qu'İnci et moi-même avions été déchus de notre nationalité turque.

L'opération du gouvernement islamo-fasciste de "dénaturaliser" ou de "déposséder de leurs biens" ses opposants à l'étranger n'est pas nouvelle... Le 5 juin 2017, le ministère de l'Intérieur avait annoncé que 130 personnes qui faisaient l'objet d'une enquête judiciaire et qui ne se trouvaient pas dans le pays, dont les députés du HDP *Faysal Sarıyıldız* et *Tuğba Hezer*, l'ancien député du HDP *Özdal Üçer* et le chef de la confrérie guléniste *Fethullah Gülen*, seraient déchues de leur nationalité si elles ne rentraient pas en Turquie dans les 3 mois.

Cependant, au bout de trois mois, cette menace n'a plus été évoquée, l'appel du ministère de l'Intérieur étant probablement entré en hibernation.

Avec la nouvelle décision publiée hier au Journal officiel, la pratique inhumaine d'il y a 40 ans a été réactivée, une nouvelle pression et de nouvelles menaces contre les dissi-

dents à l'étranger par le biais de missions diplomatiques, d'associations de droite et de tueurs à gages sous le commandement des services secrets turcs s'ajoutent à une liste déjà longue.

Les exilés politiques et les dissidents à l'étranger luttent contre ces pratiques terroristes de l'État turc depuis 40 ans, et leur combat ne s'arrêtera pas.

Avec mes cinquante ans d'expérience, je dis et répète à mes amis et connaissances que si la lutte pour la démocratie et la liberté en Turquie doit aboutir à un résultat, cela n'est possible qu'avec une lutte convaincue et déterminée des partis politiques représentant le peuple turc, se souder et créer une force commune pour renverser le régime islamo-fasciste actuel.

N'attendons pas trop de l'Europe, dont l'histoire est frappée au sceau de la honte de Munich !

Du fléau de Dieu au fléau de l'Islam...

Artıgerçek, 15 avril 2021

Alors que j'essayais de connaître les détails des débats au Parlement européen sur le scandale fauteuil-canapé au palais de Tayyip, un message de Gargnano, sur les rives du lac de Garde, en Italie, nous a profondément secoués, İnci et moi: *Bruno Ducoli*, l'une des figures éminentes de l'immigration italienne en Belgique, était mort, victime du fléau du Covid.

Dans la géographie européenne des années 70, non seulement la Turquie, mais aussi l'Espagne, le Portugal et la Grèce étaient sous l'emprise de gouvernements fascistes. Nous nous battions ensemble avec nos amis espagnols, portugais et grecs en exil pour la libération et la démocratisation de nos pays.

Dans cette lutte, nous avons reçu un grand soutien de la part de nos amis progressistes et démocratiques belges, qu'ils soient flamands ou wallons, ainsi que de nos amis italiens, qui constituent la plus grande masse d'immigrants du pays, et qui ont toujours été avec nous.

Oui, l'Italie avait vaincu le fascisme de Mussolini, qui causait la désolation depuis des années. Elle était devenue l'un des six fondateurs de la Communauté économique européenne en tant que pays libre et économiquement puissant. Cependant, les travailleurs italiens avaient été contraints d'émigrer aux États-Unis et dans les pays d'Europe du Nord afin d'échapper à l'emprise du chômage et de la pauvreté persistants. Et jusqu'au 8 août 1956, date à laquelle une explosion dans les mines du *Bois du Cazier* en Wallonie coûta la vie à 136 mineurs italiens.

Depuis, ils ont été remplacés dans les mines belges par des immigrants d'Afrique du Nord et de Turquie. Mais les immigrants italiens, en particulier ceux qui continuaient à travailler dans les mines, dans la sidérurgie et d'autres secteurs de l'industrie lourde, et qui avaient également une grande expérience organisationnelle, ont continué à conduire la lutte pour les droits sociaux et politiques.

En 1974, *Bruno Ducoli* était le président de l'organisation d'immigrants italiens *CASI* lorsque nous avons fondé *Info-Turk* à Bruxelles dans le prolongement du *Mouvement de résistance démocratique*, puis les *Ateliers du Soleil*. Nous étions ensemble dans la lutte pour que les immigrés puissent voter et être élus, et pour la structuration des relations interculturelles. C'est à la suite de cette lutte que le *Centre bruxellois d'action interculturelle (CBAI)* a été créé dans la capitale, qui avait acquis le statut de région autonome au sein de l'État belge. Bruno a dirigé expertement ce centre jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite à la fin des années 90 et retourne dans son pays d'origine, l'Italie.

Le 14 février 1981, lors de la soirée internationale de pro-

testation que nous avons organisée à Bruxelles après le coup d'État du 12 septembre en Turquie, le groupe *Bella Ciao* du *CASI*, dont Bruno était le président, est monté sur scène et a interprété des chants de la résistance italienne, ce qui est un de nos souvenirs d'exil les plus impressionnants à İnci et à moi.

Parlant de l'Italie, la semaine dernière, le Premier ministre italien *Mario Draghi* a qualifié le président turc *Recep Tayyip Erdoğan* de "dictateur". Est-il possible de ne pas se rappeler comment le ministre des Affaires étrangères *Mevlüt Çavuşoğlu* s'est exclamé: "Nous condamnons fermement l'expression scandaleuse et insultante de Draghi à l'égard de notre président élu, et nous la lui retournons"?

Cependant, Draghi n'a exprimé ses regrets que sur l'aspect protocolaire de l'incident fauteuil-canapé au palais de Tayyip, où le président du Conseil européen, *Charles Michel*, et la présidente de la Commission européenne, *Ursula von der Leyen*, s'étaient rendus à ses pieds. En réalité, il a exprimé son soutien total à la ligne capitulatrice de ces deux-là: "Il y a une chose sur laquelle nous devons nous concentrer: nous avons aussi besoin de ces gens que nous pouvons appeler des 'dictateurs', il faut bien le dire. Nous devons être ouverts dans l'expression de nos différences d'opinions, d'idées, d'attitudes et de visions de la société, mais nous devons également être prêts à coopérer dans l'intérêt de notre pays."

Malgré tout le tumulte médiatique qui s'est produit après ce scandale, un fait reste le même: quel que soit le régime en Turquie, qu'il s'agisse d'une junte militaire ou d'un despotisme islamo-fasciste, l'Union européenne tente toujours de ménager la chèvre et le chou.

Les organisations de la société démocratique dans les États membres de l'UE, certains partis politiques, en particulier les organisations féminines, ont réagi vivement à juste titre à l'humiliation de la présidente de la Commission européenne, Mme *Ursula von der Leyen*, devant un despote machiste qui a déchiré la Convention d'Istanbul... Face à cette

humiliation, il y en a aussi eu pour exiger la démission de *Charles Michel*, ex-Premier ministre belge et actuel président du Conseil européen, qui n'avait pas montré la réaction de solidarité nécessaire avec *von der Leyen*.

Mardi soir, les présidents du Conseil et de la Commission de l'UE ont été interrogés sur ce scandale diplomatique par les chefs des groupes des partis politiques représentés au Parlement européen. Résultat: il leur a été conseillé de prendre dès maintenant les mesures nécessaires pour éviter que de tels scandales protocolaires ne se reproduisent et porter la question devant la session plénière du Parlement européen du 26 au 29 avril 2021.

Cependant, malgré toutes les critiques et les décisions de la *Cour européenne des droits de l'homme*, peu ont mentionné la nécessité de couper complètement les relations, ou d'imposer des sanctions sévères au régime d'Ankara, qui continue de violer les droits de l'homme. Tout comme le Premier ministre italien *Mario Draghi*, tout le monde s'accorde à dire que l'UE a besoin des gens que l'on peut qualifier de "dictateurs" ; tout en exprimant des divergences en termes de points de vue, d'idées, de comportements et de vision de la société, on semble s'accorder sur la nécessité d'être prêt à coopérer dans l'intérêt des États membres.

Il est illusoire de penser que *Charles Michel*, qui a précédemment été Premier ministre MR, parti représentant politique des classes dirigeantes en Belgique, et *Ursula von der Leyen*, qui a dirigé l'armée allemande pendant six ans en tant que ministre de la Défense dans le cabinet Merkel au nom du parti de droite allemand CDU, présentent une proposition différente sur les relations avec la Turquie lors de la réunion plénière du PE du 26-29 avril 2021.

De plus, étant donné que la décision de rompre radicalement les relations avec la Turquie nécessite l'unanimité au Conseil et à la Commission de l'UE, il ne semble pas possible de parvenir à une telle concordance dans les conditions actuelles.

En raison de l'augmentation de l'immigration en provenance des pays du sud au cours de la dernière décennie, suivie de la pandémie de Covid, qui a créé divers problèmes sociaux et psychologiques chez les citoyens, on vit actuellement une montée de l'extrême droite dans les États membres de l'UE qui admire et adopte les méthodes despotiques de Tayyip et qui, tout comme lui, ne tiennent pas compte de l'acquis communautaire.

La dernière manifestation de ce changement est le discours hebdomadaire du Premier ministre hongrois *Viktor Orbán* sur la radio publique hongroise Kossuth le 20 mars 2021 où il annonce être en contact permanent avec le Premier ministre polonais *Mateusz Morawiecki* et *Matteo Salvini*, ancien ministre italien de l'Intérieur et chef du parti d'extrême droite *Legha*, pour réorganiser la droite européenne. Moins de dix jours plus tard, le trio, surnommé le “*gang des affreux*” par les démocrates européens, a jeté les bases d'une nouvelle coalition de la droite radicale lors d'une réunion à Budapest le 1er avril 2021. Devant les caméras, ils ont promis de se rencontrer à nouveau à Varsovie le mois prochain pour approfondir leur alliance. *Orbán* a décrit la réunion comme “le premier pas d'une longue route en commun”.

Le parti *Fidezs* de Viktor Orbán, qui a quitté avec fracas le groupe du Parti populaire européen (PPE) le mois dernier, prévoit de former le deuxième plus grand groupe parlementaire avec 146 eurodéputés au Parlement européen, ensemble avec le parti d'extrême droite polonais *PIS* et le parti d'extrême droite italien *Legha*. Si l'on ajoute à cela le *RN*, le parti de Marine Le Pen, qui semble être le candidat le plus fort face à Macron aux élections présidentielles de 2022, le nouveau groupe parlementaire d'extrême droite sera encore plus fort.

Nul besoin d'être prophète pour deviner à quel point Tayyip Erdoğan, qui a déjà su exploiter les exécutifs de l'UE en les amenant à ses pieds, en recourant au chantage d'influer sur le résultat des élections par l'ouverture des portes aux

migrants malgré les violations incessantes des droits de l'homme qu'il commet depuis des années, en créant des difficultés aux monopoles multinationaux ayant d'importants investissements en Turquie, en endoctrinant en matière d'islamisme et d'ultranationalisme les immigrés turcs, qui ont le droit d'élire et même d'être élus dans les pays où ils vivent, est heureux de ces développements dans l'UE.

Mais un autre développement important qui rend Tayyip heureux est que Viktor Orban, qui dirige le mouvement pour unir et renforcer l'extrême droite au sein de l'UE, ne dirige pas seulement une initiative au sein de l'Union européenne qui affaiblira celle-ci, c'est qu'il a intégré la Hongrie dans les rangs d'une autre union internationale conduite par la Turquie.

Oui, la Hongrie, membre de l'UE, est également depuis longtemps membre du *Conseil de coopération des États turcophones*, abrégé en *Conseil turc*.

Viktor Orban, qui a jeté les bases de la nouvelle coalition de droite radicale au sein de l'UE lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté des dirigeants d'extrême droite polonais et italiens à Budapest le 1er avril 2021, a participé la veille, le 31 mars 2021, à la réunion au sommet en ligne du Conseil turc sous la présidence du président du Kazakhstan *Kassym-Jomart Tokaïev*, avec le président turc *Tayyip Erdoğan*, le premier président du Kazakhstan *Noursoultan Nazarbaïev*, le président de l'Azerbaïdjan *Ilham Aliyev*, le président du Kirghizistan *Sadyr Japarov*, le président de l'Ouzbékistan *Shavkat Mirziyoyev* et le président du Turkménistan *Serdar Gurbangulyýewiç Berdimuhamedow*.

Lors de cette réunion destinée à déterminer les objectifs et l'ordre du jour du sommet du Conseil turc qui se tiendra en Turquie à l'automne 2021, l'opération d'occupation du Haut-Karabakh menée conjointement par les unités militaires azerbaïdjanaises et turques a également fait l'objet de multiples félicitations.

Mais que fait la Hongrie, pays européen, au sommet des États turcs?

La thèse historique selon laquelle la nation hongroise a des liens de sang et de langue avec la nation turque, et que le hongrois, comme le turc, appartient au groupe des langues ouralo-altaïques fait l'objet de discussions dans les cercles universitaires depuis des décennies. En outre, l'empereur des Huns Attila, qui terrorisait les peuples d'Europe au Vème siècle, est considéré comme l'un des ancêtres les plus importants de leur nation par certains Hongrois, ainsi que par tous les Turcs.

Dans la liste des plus grands dirigeants turcs que l'on nous a enseignés à l'école primaire et secondaire en Turquie, *Atilla* figure aux côtés de *Mete Han*, *Alp Arslan*, *Osman Bey*, *Mehmet le Conquérant*, *Soliman le Magnifique* et *Mustafa Kemal*.

Dans l'histoire récente, l'invasion du nord de Chypre par l'armée turque en 1974 a fièrement reçu le nom de code "*Opération Atilla*".

Pour autant que je sache, l'adoption de l'empereur des Huns Attila comme ancêtre commun des deux nations a été officialisée pour la première fois le 18 août 2015, lors de la "*Journée des ancêtres*" organisée conjointement par la Fondation hongroise Turan et l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) à Bugac, en Hongrie.

Lors de la 6e session du Conseil turc en septembre 2018, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, qui a participé au Sommet des chefs d'État, a souligné qu'il existe un lien entre la langue hongroise et la langue turque et a annoncé qu'il intensifierait la recherche à ce sujet. L'Institut hongrois de recherche a été créé le 1er janvier 2019 à cet effet.

Bien que le turc, l'azerbaïdjanais, le kazakh, le kirghize et l'ouzbek aient été utilisés comme langues de communication lors du sommet en ligne du Conseil turc de cette année, auquel a également assisté Viktor Orbán, il ne serait pas surp-

renant que le hongrois soit également utilisé dans les futures réunions au sommet.

En résumé, le régime islamo-fasciste de Tayyip Erdoğan a obtenu un soutien important dans ses relations avec l'Europe avec la participation au Sommet turc de *Viktor Orbán*, qui forme un bloc d'extrême droite au sein de l'Union européenne.

Atilla, symbole de la fraternité et de la coopération turco-hongroises, est toujours connu comme le "fléau de Dieu" par les peuples d'Europe en raison des conquêtes sanglantes et de la terreur qu'il a infligées en tant qu'empereur des Huns il y a 17 siècles.

Par un coup du sort, il semble que ce "*fléau de Dieu*" sera le soutien le plus important au sein de l'Union européenne au régime islamo-fasciste qui cherche au XXI^{ème} siècle à conquérir et sème la terreur dans une géographie s'étendant des Balkans à l'Asie centrale et sur trois mers.

Cela ne se limitera probablement pas là: au XXI^e siècle, ce sera Tayyip, le "fléau de l'islam" qui montera, avec le soutien des descendants d'Atilla en Hongrie, sur le trône du "fléau de Dieu" qui terrorisait l'Europe au nom du chamanisme à une époque où l'islam n'existait pas encore!

Le billard Tayyip-Poutine!

Artıgerçek, 22 avril 2021

J'étais sur le point d'écrire l'article d'aujourd'hui quand j'ai été secoué par un message de la TÜSTAV qui a atterri sur mon écran: "*Abdullah Nefes*, membre du TİP, donateur de notre Fondation, poète qui a consacré sa vie à la lutte pour le socialisme, est décédé. Nous nous inclinons respectueusement devant son combat et sa mémoire."

Bien qu'il soit né cinq ans après moi, le 20 octobre 1941,

nous avons partagé le même combat en tant que militants du Parti ouvrier de Turquie, journalistes et éditeurs socialistes pendant les années d'éveil social des années 60.

En 1963, alors que j'exerçais des fonctions dans l'organisation d'Izmir et au siège du parti, Abdullah était à la tête des sections de jeunesse d'Ankara et du district central d'Ankara. Il avait commencé sa carrière d'éditeur en 1964 en tant que rédacteur en chef de la revue *Sosyal Adalet* (Justice sociale), qui était publiée par le TİP et dont je faisais partie du comité de rédaction. En 1965-66, alors que je dirigeais le journal *Akşam*, Abdullah publiait le magazine *Dönüşüm* (Transformation) avec ses jeunes amis du parti à Ankara. Abdullah, qui a dirigé la branche d'Ankara de l'Association de la cinémathèque turque pendant 3 ans à partir de 1968 et a participé à la création des éditions *Ser*, a été arrêté et emprisonné jusqu'en 1974 dans les prisons de Mamak, Ulucanlar et Adana après le coup d'État du 12 mars 1971.

Des années plus tard, j'ai partagé en détail sur sa page Facebook en 2016, l'histoire de nos retrouvailles avec notre collègue socialiste, et notre chagrin suite à sa mort:

D'où vient le "billard Tayyip-Poutine", le sujet principal de l'article de cette semaine?

Dans son article intitulé "Erdoğan essaie-t-il de se dbarrasser de Poutine?" publié le 20 avril, *Armağan Kargılı*, l'un des distingués commentateurs d'*Artı Gerçek* et d'*Artı TV*, indiquant qu'Erdoğan, qui a pris soin de maintenir les relations avec Poutine en tant qu'élément de chantage contre les exigences des États-Unis et de l'UE, malgré leurs positions opposées sur *la Syrie, la Libye, le Karabakh* et plus récemment *l'Ukraine*, se trouve maintenant acculé. Il poursuit en ces termes;

"Avec la perspective qu'une éventuelle guerre civile en Ukraine se transformerait probablement en conflit entre la Russie et l'OTAN, la Turquie a déjà commencé à prendre position. À cet égard, il attend probablement un signe des États-Unis. La question est maintenant de savoir si les États-Unis et

l'OTAN accorderont à Erdogan le même soutien que Poutine en politique intérieure. Sans quoi, personne ne pourra s'opposer au dépérissement du gouvernement AKP."

En effet, au cours des 18 années de pouvoir de l'AKP, les relations de Tayyip avec Poutine se sont transformées en une partie de billard.

Il y a environ 6 ans, un article de *Global Politics*, qui publiait des documents importants sur la politique étrangère, le "*modèle de la boule de billard*" était mentionné comme un des types de relations internationales. Selon ce modèle, toutes les armes n'ont pas la même taille, c'est pourquoi les intérêts et le comportement des 'grandes puissances' prédominent dans la politique internationale. "Les États sont des boules de billard qui se cognent. La souveraineté est la coque extérieure dure de la balle, qui ne se déchire pas ni ne se fissure, ce qui lui permet de résister à l'impact de la collision. Mais toutes les boules n'ont pas la même taille, c'est pourquoi les intérêts et le comportement des 'grandes puissances' prédominent dans la politique internationale."

Oui, les relations entre la Russie du XXI^e siècle et la Turquie du XXI^e siècle ressemblent à une interminable partie de billard entre deux mégalomanes passionnés de ce jeu, le *tsar Poutine* et le *sultan Tayyip*.

Cependant, la mise en œuvre du *modèle de la boule de billard*, qui a laissé sa marque sur les relations entre les deux pays, n'a pas réellement commencé avec Poutine et Tayyip.

Le rôle du soutien politique, militaire et économique du régime communiste établi en Russie en 1917, deux ans seulement avant le succès de la "lutte nationale" lancée contre l'Angleterre, la France, l'Italie et la Grèce sous la direction de Mustafa Kemal en 1919, est incontestable. En dépit de quoi les dirigeants du Parti communiste de Turquie (TKP), membre de l'Internationale communiste dirigée par le Parti communiste soviétique, qui regagnaient la Turquie, ont été assassinés en mer Noire le 29 janvier, une semaine après le

discours provocateur de Mustafa Kemal à la Grande Assemblée nationale de Turquie le 22 janvier 1921.

L'administration soviétique ne réagit pas à ce massacre, et n'hésita pas à maintenir son soutien au régime kémaliste en signant le "Traité d'amitié et de fraternité Turquie-Russie soviétique" avec une délégation d'Ankara accueillie à Moscou le 6 mars 1921, moins de deux mois plus tard.

La Turquie, bien que passée sous le contrôle inconditionnel des États-Unis à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et, après être devenue membre de l'OTAN, ayant entrepris la mission d'être l'avant-poste du Pentagone à la frontière soviétique, ds parties de billard turco-russes n'ont jamais cessé, même dans les années qui ont suivi les coups d'État fascistes de 1971 et 1980 dirigés par l'OTAN...

Un an après le coup d'État de 1971, alors que *Deniz Gezmiş*, *Yusuf Arslan* et *Hüseyin İnan* comptaient les jours qui leur restaient dans le couloir de la mort, *Podgorny*, président du praesidium du Soviet suprême, se rendit en Turquie le 12 avril 1972 et tint des réunions amicales non seulement avec les politiciens mais aussi avec les généraux du coup d'État.

L'une des boules du billard turco-russe de l'époque nous a frappés dans la 7ème année de notre exil et nous a empêchés de rentrer définitivement en Turquie.

Lorsque le chef de "centre gauche", Bülent Ecevit, est devenu Premier ministre pour la deuxième fois après le coup d'État de 1971, il a effectué une visite en fanfare en Union soviétique. Le 23 juin 1978, il signa à Moscou un accord visant à renforcer les relations entre les deux pays.

Après la signature de cet accord, les livres de gauche auraient dû être publiés plus librement en Turquie. İnci et moi nous disposions à mettre fin à notre vie d'exil et à nous préparer à un retour définitif en Turquie. Les livres et brochures que j'avais écrits ou traduits depuis 1974 et publiés par l'Agence *Info-Turk* à Bruxelles commençaient à être publiés les uns après les autres en Turquie par les éditions *Günçel Ya-*

yınları, fondées par ma sœur *Çiğdem Özgüden*. Parmi ces livres figuraient les deux volumes de ‘La Science militaire marxiste-léniniste’ écrits par des experts militaires soviétiques.

Peu de temps après qu’Ecevit soit rentré au pays sous les applaudissements en tant que “conquérant de Moscou”, mon avocat en Turquie m’a informé que le bureau du procureur militaire de la Marine avait intenté des poursuites à mon encontre après la publication de ‘La science militaire marxiste-léniniste’ à Istanbul, et que dès lors nous devrions reporter notre retour définitif au pays pendant un certain temps.

Là-dessus, nous sommes restés à Bruxelles et avons continué notre travail avec les publications d’*Info-Türk*, les syndicats et les organisations d’immigrants, et d’autre part, nous nous sommes chargés d’organiser le Parti ouvrier de Turquie en Europe.

Alors que nous attendions les résultats de l’appel contre les poursuites engagées contre nous par le bureau du procureur militaire, le deuxième coup d’État militaire fasciste du 12 septembre 1980 a complètement empêché notre retour en Turquie. Comme tous les dissidents en exil, que Kenan Evren a décrits comme des “dégénérés”, nous avons également été déchus de notre nationalité turque.

Les coups-surprise du billard turco-russe se succédaient sans cesse... En ces jours sombres du fascisme du 12 septembre, alors que toutes les organisations de gauche qualifiaient le régime établi par les généraux de “fasciste”, le Parti communiste de Turquie (TKP) et ses organisations annexes s’opposait à l’utilisation de ce mot sur toutes les plateformes au motif qu’il nuirait à la cause de la paix. soutenant que cela nuirait aux relations de l’URSS avec la Turquie. À tel point que le journal *Kurtuluş*, publié à Berlin par une organisation filiale du TKP, a publié les photographies d’Evren et de Brejnev côte à côte sur la première page de son numéro du 15 avril 1981, sous le titre “L’amitié turco-soviétique a 60 ans”.

Comme si cela ne suffisait pas, le chef de la junte Evren

devait recevoir l'ordre de la "Grande étoile balkanique" lors de sa visite en Bulgarie du 25 au 28 février 1982 !

Cependant, il y a un autre fait dont j'ai été témoin de près pendant des décennies... Le modèle de la *boule de billard* est tout à fait valable non seulement pour les relations entre la Turquie et la Russie, mais aussi pour les relations entre *la Turquie et l'Europe*.

Je n'ai jamais joué au billard de ma vie et je n'en connais pas les règles... En 1967, alors que nous commençons à ne publier que la revue *Ant*, j'ai assisté à des parties de billard au célèbre café *Meserret*, près de l'imprimerie *Tan* qui imprimait la revue, où nous avons rencontré et interviewé des écrivains et illustrateurs célèbres de l'époque, à commencer par *Orhan Kemal*.

Dans le contexte politique, j'ai eu l'occasion de connaître le billard pour la première fois avec le livre *Billard à neuf heures et demie (Billard um halbzehn)*, écrit en 1959 par le célèbre écrivain allemand antifasciste *Heinrich Böll*, prix Nobel de littérature en 1972.

1972 fut pour nous une date charnière dans notre exil. Nous avons documenté les violations des droits de l'homme, les chasses à l'homme, les tortures, les procès de masse, les condamnations, les exécutions et les pressions exercées sur la presse et le monde intellectuel en Turquie après le coup d'État du 12 mars dans un livre volumineux intitulé *File On Turkey*.

Heinrich Böll en Allemagne fut une des personnalités que nous avons personnellement contactées et à qui nous avons remis le livre, que nous avons par ailleurs présenté à toutes les organisations internationales, en particulier au *Conseil de l'Europe* et à la *Communauté économique européenne*,

L'année 1972 a été extrêmement importante pour *Heinrich Böll* pour deux raisons... Son domicile a été perquisitionné lors d'une opération antiterroriste en Allemagne, et malgré ce scandale, il a reçu le prix Nobel de littérature.

Heinrich Böll a lancé une lutte successive contre les viola-

tions des droits de l'homme perpétrées à l'époque non seulement en Allemagne, mais aussi *en Turquie, en Espagne, au Portugal et en Grèce*, qui étaient sous régime fasciste en Europe à l'époque, ainsi qu'aux États-Unis et dans les pays d'Amérique latine, de même que dans les pays du *Pacte de Varsovie*.

Bien qu'immédiatement inclus dans la liste des "ennemis des Turcs" en Turquie, lorsqu'il a reçu le prix Nobel de littérature, le livre de Böll Billard à neuf heures et demie a été publié en turc par les éditions *Milliyet* en 1972, comme ses autres livres.

Ce livre fut un des premiers que j'ai fait venir de Turquie aux Pays-Bas dès l'obtention d'un statut légal en 1973... Il racontait l'histoire dramatique, sur trois générations, de la famille Fahmel, qui vivait dans la région du Rhin en Allemagne, et de ses conflits internes. Ces conflits au sein de la famille étaient en fait une projection des conflits au sein de la société allemande.

Böll, qui a donné un tel titre au livre parce qu'une partie importante de sa querelle interne a eu lieu dans la salle de billard de l'*hôtel Prince Heinrich* à Cologne, y a également exprimé ses propres souffrances... Lui-même né et ayant grandi à Cologne, il a vécu de première main ce que la ville a souffert sous la dictature nazie, et vers la fin de la guerre, il a été témoin des bombardements et de la destruction de la part des Alliés

Les efforts de centaines de personnalités de renommée internationale, dont Böll, et de parlementaires démocrates et progressistes européens pour obtenir l'exclusion du régime turc du *Conseil de l'Europe*, tout comme la dictature des colonels en Grèce, n'ont malheureusement pas donné de résultats conformes au modèle de la boule de billard, notamment en raison des interventions obstructionnistes d'Ecevit.

Les jeunes générations sont également témoins du fait que le même modèle a été appliqué à plusieurs reprises au cours des 18 années de règne de Tayyip, comme il l'a été après le coup d'État fasciste de 1980.

Dernier exemple en date, le 6 avril 2021, deux hauts dirigeants de l'Union européenne se sont dérangés jusqu'aux pieds du despote islamo-fasciste en Turquie et ont fait de nouvelles concessions...

Le président du Conseil européen, *Charles Michel*, et la présidente de la Commission européenne, *Ursula Von der Leyen*, qui a subi l'humiliation de se caser sur un canapé voisin parce qu'on lui avait refusé un fauteuil, ont souligné que la poursuite des relations avec la Turquie était dans l'intérêt stratégique de l'UE. Bien que les violations des droits de l'homme n'aient pas ralenti, ils ont fait une série de promesses de renforcer la coopération économique, d'actualiser l'union douanière et d'augmenter le flux de fonds vers la Turquie pour les demandeurs d'asile.

Pendant ce temps, la danse des balles frappées par les queues se poursuit sur la table de billard Tayyip-Poutine... avec toutefois les risques qu'*Armağan Kargın* souligne très bien...

Espérons que si Tayyip, qui a commencé à vaciller dans la crise ukrainienne, ne peut pas obtenir le soutien qu'il a reçu de Poutine en politique intérieure de la part des États-Unis et de l'OTAN, il sera cul par-dessus tête avant d'attendre le rendez-vous de 2023, et que le peuple turc pourra respirer un peu mieux!

La pépinière de génocidaires des négationnistes...

Artı Gerçek, 29 avril 2021

Je n'avais jamais eu l'occasion de lire ce texte auparavant. En faisant une recherche sur l'histoire de la presse turque sur Internet, je suis tombé sur la recherche de Funda Cantek intitulée "*La presse dans les années soixante*".

Dans cette recherche, qui figure dans le livre intitulé "*Les années 60 de la Turquie*" publié par İletişim en 2017, Funda

Cantek a notamment donné des informations détaillées sur le magazine socialiste *Ant*, que nous publiions alors avec *Yaşar Kemal* et *Fethi Naci*. Parlant de *Ant*, elle en souligne cette spécificité: “Tout en soutenant ouvertement le TİP, *Ant* critiquait féroce­ment le CHP et les partis de droite et les clas­sait dans la catégorie des partis bourgeois. Mais *Ant* était surtout en désaccord avec le CHP.”

Juste au moment où je lisais cet article, une nouvelle in­formation est apparue dans la section d’information conti­nue sur mon écran, confirmant à quel point nous avions raison dans ce combat. Quatre partis de la Grande Assem­blée nationale de Turquie, dont le CHP, se déclaraient extrê­mement indignés par l’utilisation du terme *génocide* par le nouveau président américain *Biden* lors des commémorati­ons du génocide arménien de 1915. Dans le communiqué commun qu’ils ont publié, ils n’ont pu s’empêcher “avec reg­ret et véhémence” de condamner la déclaration, qu’ils ont re­poussée comme étant “nulle et non avenue à nos yeux”.

Je me rends compte, à cause des messages qu’ils envoient de temps en temps ou des commentaires qu’ils font sous mon article, que le fait que je critique fréquemment le CHP dé­range certains de mes lecteurs, qui fondent encore de grands espoirs dans ce parti.

Tout d’abord, permettez-moi d’insister sur un point... Le CHP n’est pas un parti que je critique uniquement pour ne pas avoir rempli sa mission d’être le principal parti d’op­position pendant les 18 dernières années du règne de l’AKP, et pour avoir toujours soutenu le “mouvement de conquête is­lamique” de *Tayyip*. Au cours de mes 85 années de vie, j’ai personnellement été témoin du mépris du CHP pour les dro­its de l’homme et les libertés fondamentales, non seulement pendant le régime du parti unique, mais aussi avec les gou­vernements de coalition...

Il m’est impossible d’oublier la persécution exercée par la gendarmerie, dont j’ai été témoin de près lors de mes étu-

des dans les écoles primaires de village pendant la Seconde Guerre mondiale, comment les partis et des syndicats de gauche ont été fermés lorsque le système dit “multipartite” a été introduit après la guerre et comment le journal *Tan* des Sertel, le *Zincirli Hürriyet* d’Aybar et le *Marko Paşa* de Sabahattin Ali et Aziz Nesin ont été réduits au silence... J’ai raconté tout cela en détail dans le premier volume de mon livre ‘Journaliste apatride’.

Effectivement, pendant la période de l’opposition dans les années 60, nous avons critiqué le CHP de la manière la plus dure dans la revue *Ant*. Parce que, pour la première fois dans l’histoire de la Turquie, afin d’empêcher le développement du Parti ouvrier de Turquie (TİP), qui a laissé sa marque sur l’agenda politique en entrant au Parlement dans le cadre du processus d’éveil social mené par la classe ouvrière, était-il possible de ne pas critiquer un CHP qui mettait en avant la supercherie du “centre gauche” et de plus, déclarait par la bouche d’İnönü lui-même que le TİP était son plus grand ennemi?

Mais venons-en à aujourd’hui... On peut lire l’avenir dans les événements du passé.

La période 2020-21 n’est pas seulement une période au cours de laquelle le fléau du Covid a répandu la mort dans le monde entier, c’est un moment qui restera également dans l’histoire comme une période sombre au cours de laquelle la version XXIème siècle des génocides de 1895 et 1915 a été mise en scène sous le toit même de la Grande Assemblée nationale de Turquie (GANT) avec le soutien de quatre partis négationnistes.

Le premier signe de ce dernier génocide a commencé il y a exactement neuf mois avec les manœuvres militaires conjointes menées par des unités militaires turques et azerbaïdjanaises au Nakhitchevan le 28 juillet 2020. L’Arménie a réagi à juste titre au fait que ces manœuvres, auxquelles ont participé trois brigades turques et des drones de combat, me-

naçaient son intégrité territoriale. À la suite de cela, quatre partis politiques de la GANT, l'AKP, le CHP, le MHP et l'IYIP, ont publié le 28 septembre 2020 une déclaration commune, “en tant que partis politiques de notre Assemblée vétérane”, pour tenter d'intimider l'Arménie.

Attirant l'attention sur le danger imminent de génocide, j'ai écrit dans mon article intitulé ‘Les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse de l'Assemblée vétérane’, publié sur Artı Gerçek le 1er octobre 2020:

“Ce n'est pas la première fois qu'on fait référence à un Parlement vétérane à la GANT... Dans la déclaration conjointe publiée immédiatement après la parodie de coup d'État du 15 juillet 2016, alors que l'IYIP n'avait pas encore été créé, l'AKP, le MHP, le CHP et le HDP ont déclaré: ‘Tout le monde doit savoir que, aujourd'hui comme dans le passé, quiconque s'en prendra à notre nation, à la volonté nationale, au Parlement vétérane, se heurtera à la volonté d'acier de la Grande Assemblée nationale.’ Cette fois-ci, le communiqué ne porte pas la signature du HDP, et c'est une bonne chose... D'ailleurs ce n'est pas possible, car les dirigeants, les élus et les militants du HDP, qui se bat pour la démocratisation en Turquie et des relations pacifiques à l'étranger, sont arrêtés les uns après les autres dans le cadre de l'opération Kobané. Des complots incessants sont tramés pour mettre fin à son existence, comme ce fut le cas avec les partis kurdes précédents, le HEP, l'HADEP, le DEHAP et le DTP, et l'empêcher de participer à l'élection qui se tiendra en 2023 ou avant.”

Moins de deux mois plus tard, les quatre cavaliers de l'apocalypse du Parlement vétérane, l'AKP, le CHP, le MHP et l'IYIP, ont approuvé à l'unanimité la motion prévoyant d'“d'envoyer des troupes en Azerbaïdjan”, soumise par Tayyip à la Grande Assemblée nationale de Turquie le 17 novembre 2020, agréant ainsi volontiers un troisième génocide arménien après ceux de 1895 et de 1915.

N'était-ce que ces quatre partis qui avaient eu le droit de

s'exprimer sur la motion uniquement parce qu'ils avaient des groupes au Parlement qui apportaient de l'eau au moulin de Tayyip? Non, certes... Il y avait aussi les autres partis de l'establishment qui n'ont que quelques députés au Parlement ou qui cherchent à en transférer... Toutes les déclarations faites au nom du Parti de la Grande Unité (BBP), du Parti démocrate (DP), du Parti de la félicité (SP), du Parti de la démocratie et du progrès (DEVA), du Parti du futur (GP), du Parti de l'innovation (YP) applaudissaient à tout rompre la conquête des terres arméniennes dans le Caucase au nom de l'identité turque, et la perpétuation de l'armée turque sur ces terres, tout comme à Chypre.

Heureusement, il y avait un parti au parlement qui a sauvé l'honneur du pouvoir "législatif", le *Parti démocratique des peuples (HDP)*. S'exprimant au nom du groupe HDP, le député d'Adana, *Tulay Hatimoğulları Oruç*, a clairement indiqué en ces termes que ses députés diraient "non" à la motion:

"En tant que HDP, nous ne disons pas 'oui' aujourd'hui, tout comme nous n'avons pas dit 'oui' hier à l'opposition des peuples les uns aux autres, à l'aggravation des conflits régionaux et au conflit de nos peuples voisins les uns avec les autres, pour quelque raison que ce soit. Depuis le jour où le HDP a été actif dans ce Parlement, il n'a dit "oui" à aucune motion militaire, nous les avons toutes rejetées parce que nous avons toujours exprimé notre détermination à ne pas reléguer au second plan la politique étrangère, notre insistance sur le dialogue, la paix et une solution par les voies politiques."

Contrairement à la position de principe et déterminée du HDP, le principal parti d'opposition, le CHP, a maintenu sa loyauté envers "l'esprit de Yenikapı". Lors de cette séance, au moment où le président du parti *Kemal Kılıçdaroğlu* entrait dans la salle de l'assemblée générale et était accueilli par les députés du CHP par une ovation debout, les mots du

porte-parole du groupe du CHP, le député d'Istanbul *Ahmet Ünal Çeviköz*, monté à la tribune au nom de son parti, furent tout simplement exemplaires:

“Le Parti républicain du peuple a toujours été aux côtés de l’Azerbaïdjan, ami et frère, dans la fierté et la sollicitude. Nous voulons réaffirmer que nous nous félicitons de la libération des territoires de l’Azerbaïdjan occupés par l’Arménie et de leur réintégration dans la patrie. Nous adressons également nos félicitations à l’armée azerbaïdjanaise, qui a couronné son droit à l’autodéfense par une grande victoire qui a commencé le 27 septembre. À présent, la tâche de la Turquie n’est pas seulement de libérer les territoires occupés, mais aussi de lancer une forte offensive diplomatique pour le retour du Haut-Karabakh à l’Azerbaïdjan et la connexion du Nakhitchevan et de l’Azerbaïdjan.”

Tout comme le souhaite le CHP, l’armée turque, renforcée par des terroristes islamistes recrutés en Syrie comme mercenaires, participe en fait depuis le sol et les airs à cette guerre qui s’est traduite par l’occupation complète, le 10 novembre 2020, du territoire du Haut-Karabakh par l’Azerbaïdjan et l’ouverture d’un corridor qui offre un accès direct à l’Asie centrale pour la Turquie.

Alors qu’après la guerre, le peuple d’Arménie et les descendants des victimes du génocide de 1915 versent des larmes de sang dans le monde entier, le 10 décembre 2020, des cérémonies de célébration extravagantes sont organisées à Bakou, dont le dictateur azerbaïdjanais Aliyev ainsi qu’Erdoğan sont les invités d’honneur, de même que des défilés militaires turco-azerbaïdjanais auxquels des drones participent.

Le 12 avril 2021, un parc d’exposition honteux commémorant la guerre du Karabakh a été inauguré à Bakou par le président azerbaïdjanais Aliyev. Loin de susciter des réactions en Turquie, cette nouvelle consécration du troisième génocide a été applaudie par tous les partis négationnistes, y compris le CHP.

Aliyev effectue une marche de la victoire en uniforme militaire dans un couloir où les casques des soldats arméniens morts sont accrochés à gauche et à droite. Des mannequins en cire figurant des soldats arméniens morts ou blessés sont exposés sur des chars délabrés. Dans cette démonstration de barbarie, les jeunes enfants azerbaïdjanais sont encouragés à serrer la gorge de ces personnages avec leurs petites mains, comme s'il s'agissait d'un jeu amusant.

Les principaux défenseurs de la paix et de la démocratie et les organisations démocratiques de masse de la Turquie ont publié une déclaration commune le 23 avril 2021, juste au moment où le 101e anniversaire de la création de la Grande Assemblée nationale de Turquie était célébré, condamnant les images à caractère inhumain exhibées à Bakou et exigeant l'extradition immédiate des prisonniers de guerre arméniens retenus en otage.

Qui les écoute?

Tout au contraire, un jour plus tard, le 24 avril 2021, à l'occasion du 106ème anniversaire du génocide de 1915, tous les partis de l'establishment, à l'exception du HDP, ont beuglé lorsque le nouveau président américain Biden utilisa le mot génocide. Le porte-parole du CHP, *Faik Öztrak*, s'est montré le plus rapide et a critiqué le gouvernement en disant: "On a permis que l'histoire de notre pays soit ternie".

Et alors qu'Imamoglu, qui a obtenu le siège de maire de la ville métropolitaine d'Istanbul grâce au soutien des électeurs du HDP, s'exclamait: "Ces décisions et d'autres similaires visant à menacer la République de Turquie sont nulles et non avenues pour nous", le maire d'Ankara Yavaş déclarait: "Je condamne fermement ces déclarations."

Le président Kılıçdaroğlu demeurera-t-il en reste? "Ils pensaient qu'il allait rugir, il a miaulé comme un chat", a-t-il déclaré, accusant le gouvernement de ne pas avoir réagi assez durement face à Biden, révélant ainsi qu'il était plus déterminé et résolu qu'Erdoğan dans le négationnisme. Puis

est venue la déclaration des quatre cavaliers de l'Apocalypse à l'Assemblée vétérane en réponse à la déclaration de Biden selon laquelle celle-ci est "nulle et non avenue à nos yeux".

Heureusement, il y a le HDP qui tient bon dans ce nouvel environnement délirant génocidaire et négationniste... Dans une déclaration publiée le 24 avril, le Comité exécutif central du HDP a déclaré: "La Turquie ne s'est pas confrontée avec le génocide arménien depuis 106 ans. Le crime qui n'a pas été confronté s'est répété, le crime qui n'a pas été confronté se reproduit aujourd'hui. Les crimes graves sont restés impunis, la discrimination et les crimes de haine sont devenus monnaie courante."

Les dirigeants et les députés du HDP résistent fièrement à l'esprit génocidaire et au négationnisme du génocide face au propos de Devlet Bahçeli selon lequel "Le HDP est arménien", et à la menace adressée par Ümit Özdağ au député arménien du HDP Garo Paylan: "Quand viendra le tour, tu vivras ce que Talat Paşa a vécu, et tu le dois".

Il est également intéressant de noter que ces attaques ont coïncidé avec le début du procès de Kobanê contre 108 politiciens, dont les anciens coprésidents du HDP Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ, comme le souligne *Koray Düzgören*, chroniqueur pour Artı Gerçek, dans son récent article...

Face à la déclaration du porte-parole du CHP selon laquelle "l'histoire de notre pays a été ternie", Düzgören fait des rappels très importants:

"Le porte-parole n'a pas besoin d'aller bien loin pour chercher des événements qui ont entaché notre histoire. Le génocide de Dersim, l'impôt sur la fortune, la Thrace et le pogrom des 6 et 7 septembre, le massacre de Maraş, le massacre de Sivas, le massacre de Roboski et de bien d'autres événements que je ne cite même pas. Il lui suffirait de regarder le procès de Kobanê qui se déroule à côté de lui. Mais il ne le peut pas. Puisqu'il considère le génocide arménien comme 'une tache sur notre grande histoire', comme il le dit, il ne veut

pas voir le génocide politique visant à effacer les Kurdes de la vie politique. Le génocide est une réalité de la Turquie. Comme l'a dit le HDP, la confrontation doit commencer à partir d'ici"

Cependant, je ne pense pas que les quatre cavaliers de l'Apocalypse pourront entamer une confrontation...

N'oublions pas que Demirel a infiltré les *Frères musulmans* dans les plus hauts cadres de l'État dans les années 60, et qu'après le coup d'État du 12 mars, le CHP a fait des *Frères musulmans* des partenaires du pouvoir, qu'après le coup d'État du 12 septembre, Kenan Evren a récité des versets du Coran et a décrit l'armée turque comme "la dernière armée de l'islam", et que d'autre part, le processus de conditionnement des masses à la synthèse turco-islamique avait déjà commencé en Turquie, le pays étant équipé un peu partout de minarets et les cours de religion islamique rendus obligatoires.

C'est sur cette base que le gouvernement de Taysyip, avec la contribution du capitulationnisme du CHP, a formé dans le pays une génération conditionnée au négationnisme, à la conquête de l'islam et à la domination turco-islamique sur trois continents 18 ans durant, en utilisant copieusement tous les médias à cet effet.

Dans les séries historiques les plus regardées à la télévision, on ne compte plus les bruits d'épées, les décapitations, les énucléations, les tortures, les insultes "infidèle" et "mécéant".

Un simple exemple est cette photo d'une cérémonie de circoncision publiée le 24 avril 2018, au 103ème anniversaire du génocide arménien de 1915, dont j'utilise la photo sur cette page.

Si les enfants musulmans du pays font leurs premiers pas vers la vie d'homme en brandissant des épées en criant comme les héros conquérants "Allahu Akbar", cette géographie s'est d'ores et déjà transformée en une pépinière de génocidaires négationnistes du génocide.

Pourquoi s'étonner que dans un tel pays, les partis de l'establishment, qui sont à la chasse aux votes, soient unis dans le négationnisme du génocide?

Les ambassadeurs, janissaires de Tayyip!

Artı Gerçek, 6 mai 2021

Le 3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse, lors d'une conférence en ligne organisée conjointement par la *Fondation Rosa Luxemburg* et le Think thank interculturel de Hambourg, nous avons débattu de la question des violations de la liberté de la presse et d'expression en Turquie avec mes estimés collègues *Aykan Sever* et *İrfan Uçar*.

Le modérateur du débat était mon cher ami *İrfan Cüre*, avec qui je partage le même combat en exil depuis des années. Notre sort commun avec Irfan a commencé avec le coup d'État de 1971, lorsque nos photos figuraient sur les mêmes affiches collées en vertu de la loi martiale sur toutes les places et dans tous les aéroports, indiquant ceux qui étaient recherchés avec l'ordre de "tirer".

Le jour où Irfan m'a suggéré de participer au programme de cette année tomba le 24 avril juste au 106e anniversaire du génocide arménien et assyrien,... J'étais indigné de voir que la déclaration négationniste honteuse publiée par les quatre partis du Parlement, y compris le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), que j'ai décrits comme les "quatre cavaliers de l'apocalypse", avait été soutenue presque unanimement par les médias turcs.

Par la suite, les interdictions et les obstacles imposés aux célébrations du 1er mai, et la brutalité appliquée à ceux qui descendaient dans la rue pour célébrer cette date marquèrent évidemment l'actualité. C'était la première mise en œuvre du Plan d'action pour les droits de l'Homme que Tayyip Er-

doğan avait annoncé pour abuser le monde... À l'exception d'un ou deux journaux d'opposition, les médias grand public et les médias à la solde du pouvoir ont passé ces violences sous silence.

En fait, le 3 mai, qui est la Journée internationale de la liberté de la presse, n'est pas pour nous l'occasion de célébrer la liberté de la presse, mais bien de commémorer le fait que la liberté de la presse a été foulée aux pieds par tous les gouvernements pendant 156 ans depuis l'Empire ottoman.

Pourquoi 156 ans?

Bien que le premier journal turc de la période ottomane, le *Takvim-i Vekayi*, ait été publié en 1831, le premier journal d'opposition à aller à l'encontre du diktat du sultan a été le *Tasvir-i Efkar*, publié par les néo-ottomans en 1865.

Est-ce tout? Tout en évoquant le passé de la presse turque, il est nécessaire de rappeler quelque chose à ceux qui tiennent absolument à nier le fait du génocide arménien et assyrien du 24 avril.

On dit toujours que l'imprimerie, qui est le moyen de production des journaux et des livres, a été utilisée pour la première fois en Turquie en 1719 par Ibrahim Müferrika, près de trois siècles après son invention par Gutenberg. Or l'imprimerie a commencé à être utilisée dans l'État ottoman par les Juifs en 1493, les Arméniens en 1567 et les Grecs en 1627.

Le premier journal turc publié en Turquie a certes été le *Takvim-i Vekayi* publié en 1831, mais le premier journal, plus ancien, a été le *Bulletin de nouvelles* français, publié en 1794. À côté de cela, en plus des 308 journaux turcs, 109 journaux grecs et 34 journaux arméniens ont été publiés pendant la période ottomane.

Ceci étant un fait historique avéré, le fait que le nombre total de journaux grecs, arméniens et hébreux en Turquie aujourd'hui ne puisse même pas atteindre la dizaine est une indication du fait que la population non turque et non musulmane

a été anéantie par le génocide et les déportations au cours de la période de 106 ans allant de 1915 à nos jours.

Comme je l'ai mentionné lors de la réunion, je suis un journaliste qui a vécu la deuxième moitié des 156 ans de lutte pour la liberté de la presse et d'expression qui a commencé en 1865 avec le *Tasvir-i Efkar*. J'ai certes commencé ma carrière de journaliste il y a 69 ans, en 1952, à *Sabah Postası*, le seul journal d'opposition à Izmir, mais je suis un lecteur de journaux depuis les années de la Seconde Guerre mondiale, avec les encouragements de mon père, cheminot, alors que j'allais encore à l'école. En tant que lecteur pendant les années de transition vers le soi-disant "régime multipartite", j'ai été témoin de la façon dont le journal *Tan* des Sertel, le journal *Zincirli Hürriyet* de Mehmet Ali Aybar, l'hebdomadaire *Markopaşa* de Sabahattin Ali et Aziz Nesin, que j'ai suivis avec intérêt, ont été réduits au silence sous les pressions scandaleuses du gouvernement CHP.

Et pour ce qui s'est passé avant ma naissance?

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, les journaux des Néo-Ottomans et des Jeunes-Turcs sont fermés les uns après les autres et leurs écrivains exilés... Bien que la première monarchie constitutionnelle déclarée en 1876 et la deuxième monarchie constitutionnelle déclarée en 1908 aient semblé accorder un répit aux médias d'opposition, le coup d'État du *Comité Union et Progrès*, l'entrée ultérieure du pays dans la première guerre impérialiste de partage et les génocides arménien, assyrien et pontique ont complètement anéanti la liberté de la presse.

Les kémalistes, qui ont pris le pouvoir à partir des années 20, n'ont jamais eu un bilan positif en matière de liberté.

Deux exemples frappants: l'assassinat du chef du Parti communiste de Turquie, *Mustafa Suphi*, qui était aussi un bon journaliste, et de ses camarades en mer Noire dans la nuit du 28 au 29 avril après un discours provocateur de Mustafa Kemal devant la Grande Assemblée en janvier 1921, et

le lynchage du journaliste *Ali Kemal* à Izmit le 4 novembre 1922.

Puis, sous le prétexte de la rébellion kurde, en 1925, non seulement la résistance kurde, mais aussi la gauche et l'opposition libérale seraient déclarées illégales en vertu du décret *Takrir-i Sükûn*, c'est-à-dire qui impose le silence. Avec la loi sur la presse promulguée en 1931, tous les journaux d'opposition devaient être fermés. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la presse dissidente serait complètement réduite au silence.

La Turquie s'étant transformée après la fin de la Seconde Guerre mondiale en avant-poste de l'impérialisme américain à la frontière soviétique avec le Plan Marshall et la doctrine Truman, le Parti démocrate, qui est arrivé au pouvoir en 1950 avec ses chants de liberté, n'a pas hésité à mettre en œuvre à la lettre le maccarthysme en Turquie.

Après avoir envoyé une brigade de 4500 hommes en Corée et remis le commandement de l'armée turque aux généraux américains à Izmir, le gouvernement du Parti démocrate (DP) s'est lancé dans une grande chasse aux communistes. L'élite intellectuelle et les dirigeants ouvriers du pays, ainsi que les journalistes de gauche, ont été condamnés à de lourdes peines de prison et à l'exil dans le procès du Parti communiste de Turquie.

Après le pogrom des 6 et 7 septembre 1955, de nombreux journalistes de gauche et progressistes ont été arrêtés, mais pas les auteurs de ces atrocités.

L'un des événements les plus méprisables de la période DP a été, tout comme l'avait été la perquisition de l'imprimerie Tan sous le gouvernement CHP, l'incendie et la destruction de l'imprimerie du journal *Demokrat İzmir*, un des deux journaux d'opposition à Izmir, par des membres du Parti démocrate.

Une caractéristique des années 50 fut que nous avons mené notre lutte pour la liberté contre le gouvernement du

Parti démocrate, qui a emprisonné les journalistes dissidents les uns après les autres, non seulement dans les journaux pour lesquels nous travaillons mais aussi au niveau des syndicats de journalistes que nous venions de commencer à organiser, et à la *Fédération des syndicats de journalistes de Turquie* qui les chapeautait..

De fait, après le coup d'État de 1960, les journalistes ont pu respirer tranquillement pendant une courte période. Cependant, même à cette époque, notre bien-aimé *Aziz Nesin*, qui a toujours été la cible des gouvernements, a été arrêté sur ordre du *Comité d'union nationale* en raison d'un article qu'il a écrit en 1961.

La répression de l'État contre la presse recommence et s'intensifie en 1965 après que Demirel soit devenu Premier ministre avec le soutien des États-Unis.

Le fait que le réveil de la gauche en Turquie se développe, que la classe ouvrière, la paysannerie et la jeunesse réclament de plus en plus leurs droits, et que le Parti ouvrier de Turquie laisse son empreinte sur l'agenda politique du pays, la police et les assassins fascistes étaient à la chasse aux révolutionnaires et les procureurs utilisaient les articles 142, 311, 312, 156 et 159 du Code pénal turc pour tenter des actions les unes après les autres contre les journalistes.

Dans les années 60, les rédacteurs et responsables du journal *Akşam* que je dirigeais, puis de la revue *Ant*, passaient toute leur journée dans les tribunaux, et la plupart du temps, nous devions écrire nos articles dans les couloirs du tribunal.

Dans la loi martiale décrétée après la résistance historique des 15 et 16 juin 1970, nous étions la cible directe non seulement du gouvernement Demirel, mais aussi de l'armée. J'ai été interrogé et menacé par neuf officiers au quartier général de l'armée parce que nous proclamions sur la couverture de *Ant*: "Les officiers devenus capitalistes ne peuvent pas juger la classe ouvrière".

Lorsque l'Opération Massue a été lancée après le coup

d'État du 12 mars, notre magazine a été immédiatement fermé et nous sommes partis en exil pour rejoindre la résistance contre la junte à l'étranger parce que des centaines d'années d'emprisonnement avaient été réclamées à notre rencontre. Mais les pressions exercées sur nous en tant que journalistes d'opposition ne se sont pas arrêtées là.

Empêchés de nous installer dans les pays européens ou de voyager librement en raison des pressions exercées par l'État turc pendant des années en raison du travail que nous avions accompli, nous avons été accusés après le coup d'État du 12 septembre 1980 d'être des "dégénérés" et dénaturalisés par décision de la junte d'Evren.

Derrière toutes ces pratiques répressives, que les maîtres du régime fasciste dans le pays soient militaires ou islamistes, il y a des ambassadeurs qui exécutent fidèlement la mission de renseignement et de pression qu'ils leur ont confiée.

En 1974 déjà, lorsque nous avons fondé *Info-Turk* à Bruxelles, nous n'avons pas pu obtenir de permis de séjour et de travail en Belgique pendant trois ans en raison de l'opposition de la Sûreté à cause des pressions exercées sur le gouvernement belge par l'ambassade, qui était perturbée par l'émergence d'une voix dissidente permanente dans la capitale de l'Europe.

Alors que nous poursuivions nos activités journalistiques en Belgique, on a eu recours à mille et un trucs pour empêcher les activités sociales et culturelles dont nous nous étions chargés.

Avant le coup d'État du 12 septembre, *İnci Tuğsavul* avait été chargée par la Commune de Bruxelles-Capitale d'enseigner la langue maternelle et la culture turques aux enfants turcs dans les écoles primaires. Mais le 11 novembre 1982, l'ambassade de Turquie adressa une lettre au bourgmestre de Bruxelles, *Hervé Brouhon*, demandant "la cessation immédiate de la fonction d'enseignante d'*İnci Tuğsavul*, qui exerçait des activités contre l'État turc". À la suite des

protestations du CLOTI, le comité de liaison des organisations des travailleurs immigrés, contre cette intervention, Hervé Brouhon répondit à l'ambassadeur qu'il faisait confiance à *Inci*, déclarant de plus qu'ils ne toléreraient jamais l'ingérence d'un État étranger dans les affaires intérieures de la municipalité.

Le 25 mars 1982, Ernest Glinne, bourgmestre de Courcelles, a organisé une conférence sur la situation des droits de l'homme en Turquie à l'hôtel de ville avec la contribution d'*Info-Türk*. L'ambassadeur turc a envoyé une lettre sévère au bourgmestre pour protester contre "le discours des ennemis de la Turquie dans une ville où les Turcs résident en grand nombre". mais *Glinne*, un socialiste qui était également vice-président du Parlement européen à l'époque, lui a donné la réponse qu'il méritait.

L'ambassade fut à l'origine d'un autre scandale l'année suivante. Face aux affirmations selon lesquelles la Turquie se démocratisait, *Amnesty International* organisait une conférence à l'Université libre de Bruxelles le 22 février 1989, avec la participation de scientifiques et de défenseurs des droits de l'homme belges. Ils m'avaient invité, ainsi que l'ambassade de Turquie, pour exprimer nos points de vue opposés. L'ambassadeur déclina l'invitation, déclarant qu'il ne pourrait prendre à la tribune la même place qu'un dissident déchu de sa nationalité turque.

Comme j'étais interdit d'entrée en France avec un passeport de réfugié au moment où nous avons été déchus de la nationalité turque, l'acceptation de notre demande de nationalité belge afin d'obtenir la liberté de voyager a été bloquée par le Parquet pendant cinq ans, de 1990 à 1995, à nouveau à la suite de pressions exercées par l'ambassade.

Alors que la répression fasciste se poursuivait en Turquie, il fut annoncé qu'*Europalia*, un des célèbres festivals internationaux en Belgique, serait dédié à la Turquie en 1996. Le 23 décembre 1994, *Le Soir* publiait une de mes chroni-

ques intitulée “*Europalia '96: Festivités de la honte?*”. Ceci aussi déclencha un tollé.. Dans un article publié dans *Le Soir* du 30 décembre 1994, le conseiller de presse de l’ambassade de Turquie a tenté de me dépeindre comme un “partisan du terrorisme”: “Dans son article, M. Özgüden évite une fois de plus d’aborder le véritable problème auquel la Turquie est confrontée aujourd’hui, à savoir les activités terroristes du PKK. Ce n’est pas avec de telles attaques, que quiconque sera en mesure de diminuer l’importance de l’État turc ou de le rayer de la carte!”

Même après que nous soyons devenus citoyens belges, l’ambassade a fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher les activités des *Ateliers du Soleil*, que nous avons créés pour défendre les droits des immigrés à Bruxelles, pour assurer leur intégration dans la société et mettre leurs cultures en valeur, sans parler de notre travail journalistique.

Le 22 février 1999, nous avons organisé une grande exposition dans les salles de la Commune de Schaerbeek, où les gens en provenance de Turquie se trouvent concentrés, à l’occasion du 25ème anniversaire de la création des *Ateliers du Soleil*. Le matin même du jour de l’ouverture de l’exposition, l’ambassadeur turc a appelé le bourgmestre *Francis Duriau* et lui a demandé “d’annuler l’exposition organisée par les ennemis des Turcs dans une commune où les Turcs vivent en grand nombre”. Duriau, pour sa part, a immédiatement rejeté cette pression, et dans son discours lors de l’ouverture de l’exposition, a fièrement déclaré qu’il rejetait la pression de l’ambassadeur turc, louant la lutte d’*Info-Türk* pour la démocratisation de la Turquie et la qualité des œuvres exposées.

Les campagnes contre les opposants que mènent la Fondation religieuse turque *Diyanet*, qui est aux ordres de l’ambassade de Turquie, de même que des associations de droite et les journaux et sites d’information porte-paroles du lobby turc sont devenues encore plus audacieuses et ouvertes après l’arrivée au pouvoir de *Tayyip Erdogan*.

Le 24 janvier 2006, un site d'information d'opposition en langue turque à Bruxelles donnait cette information: "Gaffe colossale du nouvel ambassadeur de Turquie à Bruxelles, *Fuat Tanlay*, qui a tenté d'étouffer la voix du Parlement francophone belge (Wallonie-Bruxelles) dans une de ses premières lettres officielles: arrivé en Belgique le 24 décembre dernier, Son Excellence, prenant la plume sans perdre de temps, écrit une lettre au président du Parlement francophone, le socialiste *François Istasse*, concernant le projet de résolution présenté par *Christine Defraigne* (MR) d'inscrire la mémoire du Génocide arménien dans les manuels scolaires. (...) Il demande que le Président du Parlement adopte une position ferme afin d'éviter une tentative similaire de représentants de la communauté francophone à l'avenir."

Après que les fascistes turcs ont attaqué les locaux et entreprises kurdes et arméniennes de Saint-Josse, le bourgmestre *Jean Demannez* a préparé un projet de dialogue et de pacifisme entre les Turcs, les Kurdes, les Assyriens et les Arméniens vivant dans cette commune. Le 21 avril 2007, dans les pages du journal *Hürriyet*, l'Ambassadeur *Fuat Tanlay* attaquait le bourgmestre élu en Belgique en ces termes: "Eh l'ami, qui es-tu donc? Qui t'a confié cette mission? Comment peux-tu dire de mes citoyens qu'ils sont Turcs, Kurdes, Arméniens, Assyriens? Comment peux-tu inviter leurs représentants et les faire débattre? Personne ne peut établir de discrimination à l'égard de mes concitoyens de cette manière, et encore moins sur des bases ethniques. Dire "J'ai rencontré les Kurdes aujourd'hui, je reçois les Turcs demain et les Arméniens et les Assyriens après demain" est, à notre avis, du séparatisme. Nous ne permettrons pas que nos citoyens soient divisés de cette manière."

Comme que nous avons rapporté aux médias belges à l'époque l'agression d'une famille kurde à Saint-Josse, et que cette information avait également été couverte par l'agence

de presse belge *Belga*, *Fuat Tanlay* n'a pas pu s'empêcher de provoquer contre nous des associations turques en attaquant *Info-Turk* dans *Hürriyet*: "L'agence de presse nationale belge a pris pour référence un site appelé *Info-Turk*, qui est connu pour son opposition à la République de Turquie et mène des activités anti-turques en Belgique depuis des années. Il se passe des choses bizarres en Belgique. Les organisations de la société civile restent silencieuses. Tout est clair. Cette mission n'incombe pas qu'à Fuat Tanlay comme ambassadeur. Nous devons lutter ensemble contre le terrorisme, les terroristes, les nouvelles mensongères et la calomnie. Malheureusement, je me suis retrouvé seul. On veut voir les organisations civiles de son côté dans ce genre de lutte."

Les attaques que l'ambassade turque mène contre *Info-Turk* et moi-même depuis des années se sont muées en une campagne de lynchage vers la fin de 2008. Lors de la commémoration d'Atatürk qui s'est tenue à l'ambassade de Turquie le 10 novembre, le ministre de la Défense nationale, *Vecdi Gönül*, indiquant qu'une initiative très importante d'Atatürk, dont on ne se souvient pas beaucoup aujourd'hui, avait été l'échange de populations entre la Turquie et la Grèce, a déclaré: "Aujourd'hui, si les Grecs se trouvaient encore dans la région égéenne et les Arméniens dans de nombreuses régions de la Turquie, le même État-nation aurait-il pu exister aujourd'hui?"

L'ambassadeur *Fuat Tanlay*, n'étant pas en reste avec le ministre, récitait le poème ultra-nationaliste *Bayrak* (Le drapeau) d'*Arif Nihat Asya*, qui devait être mémorisé par tous les enfants dans les écoles: "Ô ornement rouge et blanc du ciel bleu, je creuserai la tombe de celui qui ne te regarde pas avec mes yeux. Je détruirai le nid de l'oiseau qui vole sans te saluer."

Alors que je critiquais ces discours dans *Info-Turk* le 12 novembre 2008, la première attaque vint d'un site turc: "Vous voyez, les ennemis des Turcs et de la Turquie ne dorment pas."

Selon eux, commémorer et faire l'éloge de vos propres dirigeants, leur dire que vous leur êtes loyal et être fier de votre histoire est presque un acte criminel. Il n'est pas difficile de comprendre à quel point ceux qui avancent cette opinion sont éloignés de l'amour de la patrie et de la nation..."

À cette époque, je faisais partie des organisateurs de la première conférence internationale sur le massacre de Der-sim au Parlement européen, et lors de la soirée de lancement du documentaire "*Seyfo*", qui traite des massacres subis par le peuple assyro-chaldéen, j'avais prononcé un discours sur l'oppression nationale en Turquie.

Sur ce, une campagne de lynchage a été lancée simultanément contre moi le 22 novembre 2008, par un site d'information turc situé à Bruxelles et par le journal turc *Yeni Çağ*. En conséquence, une campagne de solidarité a été lancée en ma faveur tant en Turquie qu'en Europe, et le gouvernement belge a dû me mettre sous protection.

En 2011, l'ambassadeur *Fuat Tanlay* a été promu conseiller en chef pour les affaires étrangères du Premier ministre Tayyip Erdogan en récompense de ses services en Belgique.

Après cela, les ambassadeurs qui ont été en poste dans la capitale de l'Europe ont continué dans la même ligne.

Les exemples sont nombreux, mais venons-en à aujourd'hui...

C'était il y a deux ans... Le 13 octobre 2019, un des principaux sujets de l'émission de débat hebdomadaire de la populaire chaîne de télévision belge RTL-TVi était l'entrée de l'armée turque en Syrie et les pressions auxquelles le peuple du *Rojava* était soumis et la possibilité que les tueurs de l'EI, déboussolés à cause de cette occupation, relancent la terreur à la fois en Syrie et dans les pays européens. Pour que toutes les parties puissent avoir leur mot à dire *Rhodi Mellek*, représentante du PYD à Bruxelles et en poste à l'Université catholique de Louvain (UCL), avait été invitée au nom des *Kurdes du Rojava*, et l'ambassadeur de Turquie *Levent Güm-*

rükçü pour défendre la position de la Turquie. Mais l'ambassadeur a déclaré dans sa réponse à la direction de la télévision qu'il ne rencontrerait jamais un intervenant kurde.

Étonnée par cette réponse, la direction de la télévision a finalement trouvé une solution intermédiaire. Tous deux ont été invités à l'émission, mais *Rhodi Mellek*, qui attendait à l'extérieur pendant que l'ambassadeur parlait dans le studio, n'a pu entrer dans le studio qu'après que celui-ci ait terminé son intervention.

La performance de *Hasan Ulusoy*, l'actuel ambassadeur de Turquie à Bruxelles, à l'occasion du 106e anniversaire du génocide arméno-assyrien de 1915, restera probablement dans l'histoire de la diplomatie.

La Libre Belgique, un des plus grands quotidiens de Belgique, a publié dans son édition du 24 avril 2021 un article de *Nicolas Tavitian*, président du *Comité des Arméniens de Belgique*, critiquant l'indifférence de l'Europe sur cette question. Deux jours plus tard, le 26 avril 2021, le rédacteur en chef du journal, *Dorian de Meeûs*, a lancé l'appel suivant: "Ce génocide a existé. Il est resté impuni, en inspirant un autre. Dites-le à vos enfants... Parce que nos écoles n'en parlent pas. Dans notre pays, la négation de ce génocide n'est toujours pas sanctionnée. Le Parlement belge n'en voyait pas la nécessité... Pourtant..."

L'ambassadeur, indigné par ces deux articles, adressa à l'administration de *La Libre Belgique* une lettre dans laquelle, après avoir énuméré les thèses négationnistes d'Ankara sur cette question, négligeant toute règle diplomatique, donna des instructions à la direction du journal: "Nous demandons à votre journal de ne pas autoriser de telles publications biaisées qui servent à une propagande."

Mes collègues belges n'ont évidemment pas publié cette exigence scandaleuse, mais l'ont placée à sa juste place dans les archives en tant que document exemplaire.

Il n'y a qu'une seule expression que l'on puisse utiliser

pour un ambassadeur et tous ceux du même genre, qui donnent des instructions au rédacteur en chef de l'un des journaux les plus en vue du pays où ils sont en poste et tentent d'imposer la censure sur le ton d'un gouverneur des colonies alors que la liberté de la presse et d'expression est bafouée tous les jours, que des journaux sont fermés, que les médias dominants doivent parler d'une seule voix dans le *pool* de Tayyip, et que des journalistes sont jetés en prison en Turquie:

Les ambassadeurs, janissaires de Tayyip...

Test pour Tayyip à Bruxelles le 19 mai

Artı Gerçek, 13 mai 2021

Je n'oublierai jamais la première célébration du 19 mai que j'ai vécue à l'école primaire du village, où cinq classes étudiaient ensemble dans une seule pièce avec une photo d'Atatürk sur les murs et une immense carte des "routes migratoires" alors que je n'étais qu'un enfant haut comme trois pommes... Comme tous les matins, nous avons commencé par la récitation du serment "*Je suis Turc, je suis droit*". L'unique instituteur de l'école a ensuite fait un discours passionné sur le "sens et l'importance" du 19 mai. Et puis nous avons entonné à pleine voix la marche "*Le sommet de la montagne est enfumé...*".

Comme mon père était cheminot en poste à la gare de Kunduz, j'avais plus de connaissances et d'expérience sur les célébrations du 19 mai que mes camarades de classe. Un an avant de commencer l'école, en mai 1941, alors que la Seconde Guerre mondiale s'intensifiait, il m'emmena avec lui en allant à Samsun en train pour faire les achats mensuels, des médicaments, des livres, etc. J'étais excité de voir une grande ville pour la première fois... Et surtout la célébration du 19 mai... Comme j'allais commencer l'école pri-

mairie l'année suivante, ce qui a le plus attiré mon attention, c'était le passage d'élèves, garçons et filles, en blouse noire et col blanc, chantant des marches en défilant sur un rythme militaire.

Dans les écoles primaires des villages et des villes où j'ai étudié les années suivantes, le 19 mai, tout comme le 10 novembre, anniversaire de la mort d'Atatürk, a continué à être le plus grand rituel de notre éducation en tant que jeunesse turque uniforme.

Au cours de mes études supérieures, dans ma vie de journaliste, et même dans les rangs du *Parti ouvrier de Turquie* en tant que militant socialiste, le 19 mai a conservé une place indiscutable dans notre calendrier révolutionnaire en tant que jour où *Mustafa Kemal* avait mis le pied en Anatolie pour sauver notre pays de l'occupation.

À tel point que l'une des actions les plus importantes de la résistance historique de la jeunesse révolutionnaire a été la *Marche Mustafa Kemal pour une Turquie totalement indépendante*, qui a commencé à Samsun le 30 octobre et s'est terminée par le dépôt d'une gerbe au mausolée d'Atatürk le 10 novembre. Parmi ceux qui défilaient en tête du cortège se trouvaient *Deniz Gezmiş*, *Cihan Alptekin* et *Hüseyin Cevahir*, qui ont fait partie de nos révolutionnaires lâchement assassinés par la junte atatürkiste après le coup d'État du 12 mars.

J'apprendrais seulement des années plus tard, après être parti en exil, un autre aspect du 19 mai: il s'agissait de l'un des tournants les plus importants du génocide *grec pontique* en Turquie, qui s'est produit tout comme les génocides *arménien et assyrien*, dont j'ignorais tout. La raison en est que la réalité des génocides en Turquie était considérée comme taboue par toutes les générations de la gauche ; de ces crimes contre l'humanité, pas seul mot dans les documents de base, les déclarations et les publications du *Parti communiste de Turquie* illégal, comme du *Parti ouvrier de Turquie*, créé légalement dans les années 60.

J'ai été confronté pour la première fois à la réalité du génocide arménien au début de notre exil, lorsqu'un journaliste belge, à qui j'avais fait un exposé sur les pratiques fascistes en Turquie, m'a demandé ce que je pensais du génocide, j'avais été dépité de ne pas avoir pu répondre. Ce n'est que lorsque j'ai rencontré d'abord la première génération de la diaspora arménienne et, dans les années 80, la dernière génération et que j'ai établi avec elles des relations organisationnelles que j'ai pu apprendre la question en profondeur et participer activement à la lutte contre le négationnisme.

J'ai pu apprendre par ailleurs en détail la vérité sur le génocide *grec pontique* lors des conférences de presse, des conférences et des événements culturels que nous avons organisés à Bruxelles avec des organisations assyriennes, arméniennes et kurdes à l'occasion du 90e anniversaire du génocide de 1915 en 2005.

D'après les informations données, en 1908, le Comité Union et Progrès arrivé au pouvoir quelque temps après la proclamation de la 2ème monarchie constitutionnelle, a lancé l'*Opération de purification de l'Anatolie des non-musulmans* en premier lieu contre les Grecs en 1911. Près de 500 000 Grecs d'Asie Mineure et de Thrace furent forcés à l'exil.

Après le génocide et la déportation des Arméniens et des Assyriens de 1915-1916, qui ont coûté la vie à au moins 2 millions de personnes, plus de 150 000 Grecs pontiques ont été massacrés dans la région de la mer Noire jusqu'en 1919.

L'une des premières choses que Mustafa Kemal a faites après son arrivée à Samsun le 19 mai 1919 en tant qu'inspecteur de l'armée avec l'approbation du gouvernement d'Istanbul et des Britanniques, a été de contacter les gangs locaux pour lancer une opération d'extermination contre les Grecs pontiques.

Le 23 mai 2019, Recep Maraşlı, l'un de mes chers amis qui est un expert en génocides, donne sur le site *HyeTert* les informations suivantes dans son article intitulé "19 mai 1919:

Pas un ‘jour férié’, mais un jour de commémoration du génocide du Pont”:

“Lorsque Mustafa Kemal a débarqué à Samsun le 19 mai, il a rencontré le Capitaine Hurst, le commandant d’une nouvelle unité indienne de 100 Gurkha qui venait d’y arriver. Le 22 mai, il expédia 3 rapports à Istanbul. Dans ces rapports, il était indiqué qu’il y avait environ 40 unités de guérilla grecques dans la région, dont 33 à Samsun, alors qu’il n’y avait que 13 bandes turques, et que si quelques-unes de celles-ci défendaient les villages turcs contre les Grecs, la majorité d’entre elles étaient engagées dans des actes de banditisme ordinaire.

“Mustafa Kemal adressa une lettre à Kazım Karabekir, commandant de la 3^{ème} armée à Erzurum. Il déclare que les Grecs du littoral de la mer Noire sont susceptibles de se révolter, et qu’il a l’intention de la réprimer toute tentative en armant les villages turcs et en utilisant la gendarmerie. En fait, il avait immédiatement commencé à faire arrêter les leaders grecs dans diverses localités..

“En se rendant à Samsun le 19 mai 1919, l’objectif principal de Mustafa Kemal était de briser la résistance du Pont dans la région. À la base de toutes les réunions et de tous les procès-verbaux après cette date se trouvait le principe ‘anti grec’. La lutte ‘anti-grecque et anti-arménienne’ est confirmée et organisée dans la circulaire d’Amasya, ainsi qu’aux congrès d’Erzurum et de Sivas. La conquête de l’Arménie occidentale et la répression de la rébellion kurde à Koçgiri ont constitué les autres piliers de cette lutte de libération nationale”.

“Le 9 décembre 1920, le gouvernement d’Ankara créa une armée appelée l’Armée centrale pour réprimer les mouvements pontique et kurdes de Koçgiri. Le commandant de l’armée centrale, *Sakallı Nurettin Pacha*, et *Topal Osman*, chef d’une bande affiliée à l’Organisation spéciale sont les figures les plus importantes de cette armée. Nurettin Pacha, qui dirigeait l’opération Koçgiri, s’est défendu face aux critiques

pour la persécution qu'il a infligée aux femmes et aux enfants grecs pontiques en ces termes: "*Dans nos régions, les Grecs sont des serpents, et le venin de ces serpents, ce sont les femmes*". Nourettin Pacha est également célèbre pour avoir incendié la ville d'Izmir afin d'effacer toute trace des Grecs une semaine après son entrée dans la ville le 9 septembre 1922.

"À la demande de Nourettine Pacha, le 12 juin 1921, le Conseil des ministres déclara la mer Noire zone de guerre, sous prétexte que la Grèce allait procéder à un débarquement sur les côtes de la mer Noire. Le 13 juin, le chef d'état-major général, Fevzi Pacha, informa Nourettin Pacha que le Conseil des ministres avait décidé d'éloigner les Grecs capables de se servir d'une arme du littoral de la mer Noire. Exigant également que 'les Grecs soient empêchés de se disperser pour rejoindre les bandes'. La décision officielle fut prise le 16 juin 1921.

"À la suite de cette décision, l'ensemble de la population masculine âgée de 15 à 50 ans a été arrêtée dans les villes de Samsun, Bafra et Alaçam. Et le premier convoi de déportés est organisé. Ce convoi a été passé par les armes par les forces de sécurité qui l'encadrait. Les autres caravanes qui ont suivi ont presque toutes subi le même sort. Entre-temps, depuis qu'Eskisehir et Kütahya étaient tombées aux mains de l'armée grecque, Ankara retira toutes ses forces, y compris l'armée centrale et Topal Osman, sur le front occidental. En route vers l'Ouest, Topal Osman entre dans Merzifon et y commet un grand massacre entre le 21 et le 23 juillet 1921.

"À partir de septembre 1921, le champ de la déportation s'élargit et tout le monde commença à être déporté, personnes âgées, femmes et enfants compris. La tribunal de l'Indépendance d'Amasya passa à l'action pour intimider les Grecs. 174 personnes, pour la plupart d'éminents notables grecs, ont été condamnées à mort par ce tribunal et exécutées.

"Des intellectuels pontiques, journalistes, écrivains-illustrateurs, artistes, enseignants, étudiants, athlètes, com-

merçants patriotes pontiques ont été exécutés sur l'échafaud. Pas une seule créature ne resta vivante dans les villages qui avaient aidé les partisans. Les résistants capturés furent brûlés vifs dans les grottes, les églises et les chaudières des navires.

“Si l'on ajoute les quelque 50 000 personnes qui ont été massacrées sur le chemin de l'exil après 1921, le nombre total de personnes qui ont perdu la vie dans le génocide des Grecs pontiques est estimé à 353 000.”

Cent ans se sont écoulés depuis... Tout comme le génocide arméno-assyrien de 1915, tout comme le génocide de Dersim de 1938, c'est l'un des crimes contre l'humanité qui est ignoré et nié.

Et la Turquie, gouvernement et opposition conjugués, se prépare à commémorer le 19 mai d'il y a 102 ans, comme l'une des pages les plus importantes de l'histoire turco-islamique, tout comme la victoire de Manzikert en 1071, tout comme la conquête d'Istanbul en 1453.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mehmet Muharrem Kasapoğlu, annonce en ces termes les festivités du 19 mai, en dépit de la pandémie de Covid: “Le 19 mai, commémoration d'Atatürk, Journée de la jeunesse et des sports, est un jour béni qui symbolise notre position contre ceux qui pensent que la patrie est sans défense, et notre unité contre ceux qui veulent que nous soyons divisés et démembrés. L'esprit du 19 mai, que nous portons fièrement et fièrement dans notre conscience nationale depuis 100 ans, a inspiré notre nation par son caractère incontournable et invincible. La garantie de notre unité qui joindra le présent et l'avenir, ce sont nos jeunes à qui Atatürk a confié ce pays.”

Ümit Uysal, maire CHP de la municipalité de Muratpaşa dans la province d'Antalya, fait l'annonce suivante: “Le mercredi 19 mai, qui coïncide avec le 102ème anniversaire de l'arrivée de Gazi Mustafa Kemal Atatürk à Samsun, 30 bateaux décorés de drapeaux turcs et de portraits d'Atatürk

croiseront vers les eaux bleues de la Méditerranée au départ de la marina de Kaleiçi. Et lorsque l'horloge indiquera 19 h19, l'hymne national s'élèvera de tous les bateaux.”

Il ne serait pas étonnant que le sultan Tayyip, qui semble décliner dans les sondages d'opinion, organise le 19 mai un nouveau show pour doper son prestige à l'occasion du 102ème anniversaire, tout comme il a amené à Samsun tous les chefs de parti: Kılıçdaroğlu, Bahçeli, Akşener et même Perinçek il y a deux ans.

Mais quel que soit le succès du spectacle en Turquie, le sultan Tayyip sera confronté à un autre spectacle, ou plutôt à un test difficile, le 19 mai au Parlement européen à Bruxelles.

Le rapport de progrès 2020-21 de la Turquie, préparé par le rapporteur espagnol *Nacho Sánchez* et approuvé par la commission des affaires étrangères avec des amendements importants par 49 voix contre 4, sera discuté lors de la session plénière du Parlement européen le 18 mai. Compte tenu des amendements qui interviendront, le texte final sera voté mercredi le 19 mai, probablement en même temps que des discours défiant le monde entier seront prononcés à Ankara au nom du monde turco-islamique.

Lors de la réunion de la commission des affaires étrangères du PE, les violations des droits de l'homme en Turquie ont été énumérées point par point, et cette fois-ci, le tableau des ‘reculs réguliers dans le domaine du droit’ a été ajouté à la liste des ‘reculs’. Il a été souligné que l'effondrement du droit se dresse comme un mur contre l'objectif de l'adhésion à l'UE.

Le texte, qui remplace le mot “préoccupation” par “grave préoccupation” et “politique étrangère de la Turquie” par “politique étrangère agressive de la Turquie”, indique que les préoccupations concernant les droits de l'homme et l'État de droit n'ont pas été prises en compte. Indiquant que la Turquie s'éloigne rapidement des valeurs de l'UE et soulignant que cette situation a mené les relations entre Bruxelles et Ankara au

point mort, il est déclaré que “le Parlement recommande à la Commission européenne et aux États membres de suspendre officiellement les négociations d’adhésion avec la Turquie”.

En résumé, à l’heure où le négationnisme du génocide arméno-assyrien est à son apogée avec le consensus unanime de tous les partis hormis le HDP, et alors que le 19 mai est la date où le génocide pontique-grec est commémoré dans le monde entier, ce sera un jour où le sultan Tayyip sera sévèrement condamné à Bruxelles par la plus haute instance législative de l’Union européenne.

En substance, ce résultat ne sera pas seulement la condamnation de Tayyip, mais aussi la condamnation des quatre cavaliers de l’Apocalypse, l’AKP, le MHP, le CHP et l’İYİP, qui ont soutenu à l’unanimité toutes ses pratiques négationnistes et conquérantes islamistes sous le toit de la Grande Assemblée nationale.

Le sort commun des peuples kurde et palestinien

Artı Gerçek, 20 mai 2021

Au moment où j’entamais la rédaction de cet article, deux questions importantes qui sont d’un grand intérêt pour la population en provenance de Turquie étaient discutées dans deux institutions différentes de l’*Union européenne* à Bruxelles. Alors que le rapport 2019-2020 sur la Turquie du rapporteur sur la Turquie *Nacho Sanchez Amor* était débattu lors de la session plénière du Parlement européen, les ministres des Affaires étrangères de l’UE discutaient en ligne de la manière de gérer le conflit armé entre Israël et le Hamas, qui en est maintenant à sa deuxième semaine.

Tout d’abord, la question de la Turquie... Comme je l’ai mentionné dans mon dernier article, le rapport de cette année était extrêmement sévère par rapport aux années précédentes.

Dans un long entretien accordé à l'Agence Europe avant la réunion, *Sanchez Amor* a déclaré: "Nous devons adopter une position plus claire à l'égard de la Turquie. Nous ne voulons plus être abusés par des promesses de projets de réforme. Nous voulons voir ce qui se fait réellement, pas des lettres d'amour..."

Cependant, dans son discours de présentation à l'Assemblée générale, il a baissé la dose et a déclaré qu'ils voulaient voir une Turquie plus proche de l'État de droit et de la démocratie et que l'UE devrait soutenir la société civile en Turquie: "Nous pouvons être critiques, mais nous devons laisser la porte ouverte et favoriser une relation positive."

Les porte-paroles du Conseil européen et de la Commission européenne qui ont pris la parole après lui, après s'être loués de ce que les faits étaient exprimés dans le rapport, n'ont pas hésité à mettre l'accent sur le fait que "la porte était ouverte". S'exprimant au nom du Conseil de l'UE, *Augusto Santos Silva*, chef de la présidence tournante et ministre des Affaires étrangères du Portugal, tout en faisant part des préoccupations exprimées dans le rapport, a affirmé que la tension en Méditerranée orientale avait diminué récemment et que les pourparlers entre la Turquie et la Grèce étaient encourageants, pour rappeler que les relations feraient à nouveau l'objet de discussions lors du sommet des dirigeants de l'UE en juin.

S'exprimant au nom de la Commission européenne, le commissaire à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, *Oliver Varhelyi*, a déclaré que le rapport du Parlement était conforme au rapport de la Commission européenne, et que bien que les relations avec la Turquie soient tendues, les tensions en Méditerranée orientale avaient diminué ces derniers mois, que des pourparlers sur la question chypriote avaient eu lieu à Genève, que tout cela était satisfaisant et que l'UE souhaitait la poursuite de relations constructives.

En revanche, 30 des 35 députés de différents pays et groupes politiques qui se sont exprimés sur le rapport ont prononcé des discours critiquant le régime d'Erdoğan en Turquie et ont sévèrement critiqué le Conseil et la Commission pour leur soutien indirect à ce régime.

En fin de compte, le rapport, qui a été adopté par 480 voix contre 150 abstentions et 64 voix contre, appelait à la suspension officielle des négociations d'adhésion avec la Turquie si l'administration d'Ankara ne mettait pas fin de toute urgence et de manière cohérente à la tendance négative actuelle.

Cependant, quoi qu'en dise le Parlement européen, les décisions qui lient l'Union européenne appartiennent à la Commission européenne et au Conseil de l'UE. Malgré l'humiliation qu'ils ont subie dans le palais de Tayyip lors de la visite de la présidente de la Commission européenne, *Ursula von der Leyen*, et du président du Conseil, *Charles Michel*, en avril, il ne fait guère de doute que lors du sommet du Conseil européen des 24 et 25 juin, toutes les violations des droits de l'homme en Turquie et les attaques contre ses voisins seront passées sous silence, et une déclaration ménageant la chèvre et le chou en résultera.

Les capitales européennes sont aussi insensibles à l'oppression du peuple palestinien par Israël qu'elles le sont à l'égard des violations des droits de l'homme et des libertés en Turquie. Elles envisagent toutes les relations avec ces deux pays du seul point de vue des "calculs stratégiques, des intérêts économiques et commerciaux".

La réunion en ligne des ministres des Affaires étrangères de l'UE, qui s'est tenue à l'initiative du haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, *Josep Borrell*, n'a pas abouti à une décision de sanctions appropriée contre le gouvernement israélien agressif et répressif. On s'est contenté d'appeler les deux camps à "cesser le feu"...

Tayyip Erdogan, qui s'attribue volontiers la direction du

monde islamique, fulmine parfois bruyamment contre Israël mais fait de son mieux pour s'assurer que les relations économiques et commerciales avec Israël ne soient pas interrompues.

L'article de *Bülent Falakaoğlu* intitulé "Le commerce est toujours solide même si la Palestine brûle" publié dans *Evrensel* le 13 mai 2021 est assez instructif:

"Il y a une règle immuable: les relations commerciales ne doivent pas pâtir des crises politiques et diplomatiques entre la Turquie et Israël. Ni la sortie 'one minute' au sommet de Davos en 2009... Ni la période de rupture des relations diplomatiques et politiques qui a suivi l'attaque du Mavi Marmara en mai 2010... n'ont réussi à modifier les règles selon lesquelles 'le commerce n'est pas affecté'.

"En 2011, lorsque les relations politiques ont été réduites au minimum après l'attaque du Mavi Marmara, les importations en provenance d'Israël ont explosé. Cette année-là, les achats de biens et de services de la Turquie à Israël ont augmenté de 51 % par rapport à l'année précédente. Comme pour récompenser Israël, à la suite de cette augmentation, le chiffre des importations a atteint 2 milliards de dollars.

"En 2014, le gouvernement turc a fait toute une histoire lors de l'opération israélienne *Bordure protectrice* à Gaza, qui a duré environ 80 jours. Au milieu de ce chahut, les relations commerciales ont atteint leur plus haut niveau des dernières années. C'est au cours de la période 2009-2016 que les crises politiques et diplomatiques ont été les plus intenses.

"Les données commerciales entre la Turquie et Israël au cours des 10 dernières années révèlent que le volume du commerce extérieur n'est jamais descendu en dessous de 4,5 milliards de dollars. Aujourd'hui, malgré la crise économique mondiale et la pandémie, ce chiffre s'élève à quelque 6,5 milliards de dollars. Les intérêts passent avant tout le reste. Les peuples paient le prix de l'hostilité alimentée entre les peuples, de l'occupation et de la guerre."

Face à cette attitude manipulatrice et hypocrite, la déclaration faite par les *Forces du travail, de la paix et de la démocratie*, y compris la DİSK, devant le consulat général d'Israël à Istanbul le 17 mai est entièrement justifiée:

“Malgré les derniers développements, le gouvernement Palais-AKP, d'une part poursuit sa coopération militaire, économique et politique avec Israël, et d'autre part, il continue de gérer la situation avec des condamnations symboliques. Il tente également de consolider sa base qui est en train de se désintégrer en exploitant le sentiment antisémite traditionnel de sa base islamiste politique. Nous sommes aux côtés de la juste lutte de la Palestine. D'ici, nous lançons une fois de plus un appel au gouvernement Saray-AKP: il faut mettre fin à toutes les relations politiques, militaires, économiques et culturelles entre la Turquie et l'occupant israélien.”

En lisant cette déclaration avec fierté, ma mémoire m'a ramené 54 ans en arrière, à la guerre des 6 jours en 1967, lorsqu'Israël, soutenu par l'impérialisme américain et britannique, a occupé les territoires de l'Égypte, de la Syrie et de la Jordanie.

Dans un éditorial de la revue *Ant* datée du 13 juin 1967, j'avais dit:

“Le voile de brouillard autour des événements au Moyen-Orient, qui ont entraîné toute l'humanité au bord d'une guerre mondiale, n'est pas encore levé. Ce que l'on sait avec certitude, c'est qu'Israël, agissant avec le soutien des États-Unis et de la Grande-Bretagne, a remporté une victoire au prix de la vie de milliers de personnes en occupant les territoires de trois pays arabes. Après qu'Israël aura cessé le feu sur l'ultimatum de l'Union soviétique et de ses alliés, le conflit israélo-arabe sera discuté dans des pourparlers diplomatiques et des solutions seront recherchées pour rétablir la paix au Moyen-Orient. Cependant, quels que soient les gains qu'Israël obtiendra à la suite de ces négociations, l'opération militaire impérialiste au-delà des limites de sa légitime dé-

fense a terni sa victoire et l'a transformée en une 'dangereuse victoire' dans le vrai sens du terme."

Dans le même numéro de *Ant*, notre rédacteur en politique étrangère *Haluk Tansuğ* donnait un diagnostic très précis des développements de l'après-guerre: "Aujourd'hui, les dirigeants de Washington et les dirigeants d'Israël sont confrontés aux problèmes politiques qui ont émergé après la victoire militaire parce que le danger d'être battu par la victoire plane comme un spectre sur Washington et Tel-Aviv. En bref, le Moyen-Orient s'est littéralement vietnamisé dans la sphère politique."

Toujours dans ce même numéro de la revue, *Fethi Naci* exposait la versatilité et l'hypocrisie des islamistes en Turquie face à l'agression israélienne:

"La guerre israélo-arabe a mis les vendeurs de sacré dans une position très difficile et ridicule. Ceux qui parlent de religion et d'islam tous les jours ne savent pas quoi dire et quoi défendre lorsque l'Amérique se range du côté des Juifs contre les Arabes. Tout comme la droite, qui a utilisé le nationalisme pour nier les classes existantes, a abandonné la bannière du nationalisme lorsque le nationalisme a acquis une nouvelle nature en raison du capital étranger et de l'indépendance, ils doivent à présent abandonner le caractère sacré qu'ils utilisent pour tromper les masses et maintenir le système d'exploitation, au moins pour un temps. C'est le résultat inévitable de la conformité à l'impérialisme et du manque de personnalité."

Les panislamistes, dont nous avons montré la servitude à l'impérialisme, n'ont pas tardé à se venger. Quatre mois plus tard, lorsque le numéro 41 de *Ant* daté du 10 octobre 1967 a été publié avec une couverture avec le slogan "Go Home" contre l'arrivée de la 6ème flotte américaine à Istanbul, le groupe d'hommes d'affaires panislamistes qui avait acheté l'imprimerie historique *Tan* a interdit à notre magazine d'être mis en page et imprimé dans cette imprimerie.

Puis, le journal *Ittihad* des panislamistes a énuméré de

nouvelles menaces: “Attendez, le meilleur est à venir. Maintenant, que vous le vouliez ou non, nous avons mis la main sur Bâbiâli. Les rotatives travailleront à la publication du Coran et des vérités de la foi. Le nombre de journaux musulmans augmentera encore plus; les imprimeries et les sociétés de distribution les plus récentes et les plus modernes seront au service des musulmans. Tout ce qui se trouve dans les limites de ce qui est licite en matière de technique servira l’Islam et ses serviteurs.”

Mehmet Şevket Eygi, un des chefs de file du panislamisme, est allé encore plus loin dans le journal *Bugiin*, dont il est le propriétaire, publiant ouvertement une fatwa encourageant au massacre: “Nous avons devant nous un exemple nouveau et prometteur: le massacre des communistes en Indonésie. Des centaines de milliers de communistes ont été tués. Les animaux sauvages sur terre et les poissons dans la mer ont pu se nourrir de chair humaine à satiété. Il y a eu un horrible massacre de communistes. Mais l’Indonésie a été sauvée.”

Ce n’était pas surprenant... Comme je l’ai écrit en détail dans *Artı Gerçek* le 12 novembre 2020, l’exploitation de l’islam par l’impérialisme américain pour consolider son contrôle sur la Turquie a commencé en 1957 avec l’approbation de la célèbre *doctrine Eisenhower* par le Congrès américain. Les nouveaux régimes en Égypte et en Syrie prenant position contre l’impérialisme américain et britannique et établissant des relations avec l’Union soviétique et d’autres pays socialistes, et surtout après la nationalisation du canal de Suez par le président Nasser le 26 juillet 1956, Eisenhower a décidé que pour protéger les intérêts américains au Moyen-Orient, la seule solution pour tenir les dirigeants des pays musulmans dans la paume de sa main était de politiser l’islam.

Conformément à cette doctrine, l’islamiste *Süleyman Demirel* est devenu Premier ministre en 1965 avec le soutien ouvert des États-Unis. Immédiatement après, les *Frères mu-*

sulmans ont été placés à des postes clés dans l'État, en particulier au sein de l'Organisation de planification de l'État. Les zéloteurs furent organisés en force de frappe et attaquèrent les travailleurs et les étudiants anti-impérialistes lors des *Dimanches Sanglants*.

C'est dans le cadre de ce processus que des islamistes tels que Turgut Özal, Necmettin Erbakan et enfin Recep Tayyip Erdoğan deviendraient premiers ministres, et même que deux d'entre eux jetteraient les bases d'un régime islamofasciste en Turquie en tant que présidents.

Dans les années 1960, les islamistes, cinquième colonne de l'impérialisme américain, s'opposaient non seulement à la résistance de gauche et anti-impérialiste en Turquie, mais aussi à la juste lutte de tous les peuples opprimés du Moyen-Orient, y compris le peuple palestinien.

Ce fait a été documenté par notre cher ami *Mehmet Emin Bozarслан*, intellectuel kurde distingué, dans ses articles dans la revue *Ant* et dans son livre de 392 pages intitulé "Le problème du califat et du panislamisme" publié en septembre 1969.

La même année, soulignant dans *Ant* la nécessité d'établir un *cercle révolutionnaire au Moyen-Orient*, nous avons ouvert la proposition à la discussion des révolutionnaires turcs, kurdes, iraniens, chypriotes et palestiniens afin de protéger tous les peuples de la région de l'agression de l'impérialisme américain comme d'Israël, et d'assurer la coexistence pacifique de ces peuples.

Yusuf Arslan, arrêté alors qu'il revenait de Palestine en février 1970, a écrit dans un message à *Ant*: "Dans les conditions actuelles, en particulier au Moyen-Orient, que l'impérialisme a transformé en zone de guerre chaude, tous les peuples, de Turquie, d'Iran, les Arabes, les Chypriotes et les Kurdes, doivent établir un front anti-impérialiste. La formation du Cercle révolutionnaire du Moyen-Orient est une des conditions essentielles pour porter un coup dévastateur à l'impérialisme."

En mars 1970 furent créés à Istanbul les *Centres culturels révolutionnaires de l'Est (DDKO)*. Notre cher ami *Necmettin Biyyükkaya*, qui dirigeait le DDKO, a publié une déclaration adressée aux "peuples de Turquie" à l'occasion de la Semaine de l'indépendance: "Désormais, les peuples opprimés du monde et en particulier du Moyen-Orient doivent prendre leur place dans les guerres d'indépendance contre l'impérialisme. La guerre contre l'impérialisme au Moyen-Orient sera gagnée par les luttes véritablement fraternelles et conjointes des peuples de Turquie au sein du Cercle révolutionnaire du Moyen-Orient."

À cette époque, pour que la lutte révolutionnaire du peuple palestinien soit mieux connue en Turquie, *Mehmet Emin Bozarslan* a traduit le livre de *Nayif Havatme*, leader du Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine, intitulé 'Guerre populaire en Palestine et au Moyen-Orient'. La deuxième partie du livre, que nous avons publié en juin 1970, comprenait une étude sur le Moyen-Orient et Israël par *Jacques Couland*, l'un des penseurs marxistes français.

Ceci a été suivi par la publication de l'étude d'*İsmail Beşikçi* intitulée 'La formation de l'arriération en Anatolie orientale' dans le numéro de février 1971 de *Ant*. Puis *Mehmet Emin Bozarslan* a apporté une nouvelle lumière sur l'histoire du peuple kurde en traduisant le *Şerefname*. Nous avons été en mesure de publier cet important livre documentaire dans le secret après la proclamation du mémorandum du 12 mars.

Cependant, comme tous les intellectuels courageux qui ont soutenu la lutte pour la liberté des peuples palestinien et kurde lors de l'*Opération Massue* lancée la même année, *Bozarslan* et *Beşikçi* ont été arrêtés et emprisonnés pour des années.

De fait, il y a 50 ans, le peuple kurde de Turquie et le peuple palestinien des territoires occupés par Israël étaient sous l'oppression et l'exploitation de l'impérialisme et de ses régimes col laborateurs. Aujourd'hui, la même oppression et la même exploitation continuent contre les peuples kurde et palestinien.

Mais la lutte n'a pas cessé... Le message envoyé de sa prison par *Selahattin Demirtaş*, privé de liberté dans les geôles de Tayyip depuis cinq ans, mais qui a toujours courageusement démontré sa détermination à se battre, qui s'exprime en ces termes: "Je condamne les attaques contre le peuple palestinien opprimé. J'exprime mes sentiments de solidarité à tous les peuples du Moyen-Orient qui résistent à l'oppression, et au peuple palestinien en particulier", en dit beaucoup aux tyrans...

Quatre dictateurs en Europe, dont un en Turquie...

Artı Gerçek, 27 mai 2021

Alors que les violations des droits de l'homme et les agressions de la Turquie étaient discutées au Parlement européen et celles d'Israël au Conseil de l'UE, deux événements complètement inattendus sont tombés comme une bombe dans l'ordre du jour de Bruxelles...

Jürgen Conings, un sous-officier qui a servi pendant des années comme tireur d'élite de l'armée belge en Yougoslavie, en Bosnie, au Kosovo, au Liban, en Irak et en Afghanistan, s'en est allé le 17 mai avec un grand nombre de lance-roquettes, de mitrailleuses, de pistolets et de munitions subtilisés de l'arsenal de *Leopoldsborg*... Le sous-officier entré dans la clandestinité après avoir déposé sur les tombes des aînés de sa famille décédés dans le cimetière de *Peer* les médailles du mérite qui lui avaient été données à l'armée, laissait trois lettres d'adieu où il annonçait qu'il allait commettre des actes terroristes, notamment pour protester contre les mesures mises en œuvre en raison de l'épidémie de Covid.

Une "chasse à l'homme" a été lancée à l'échelle nationale par l'armée et la police afin d'appréhender Jürgen Conings

avant qu'il ne puisse commettre des actes terroristes, ou de le tuer s'il engageait le combat. À tel point que l'opération contre le sous-officier, dont le nom a été ajouté à la liste rouge d'Interpol, ne se limite à l'armée et à la police belges: des unités des armées de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la France et du Luxembourg, membres de l'OTAN, sont également engagées dans la "chasse à l'homme".

En raison des publications sensationnelles dans les médias audiovisuels et la presse écrite, Jürgen Conings a soudainement été considéré comme un "héros" par les milieux d'extrême droite du pays. Alors qu'il ne cesse d'être salué sur les réseaux sociaux et que des groupes de soutien auxquels participaient des dizaines de milliers de personnes se créent, des manifestations de rue se succèdent pour protester contre la "chasse à l'homme".

Ce n'est pas étonnant... Tous les sondages d'opinion récents montrent que lors des prochaines élections, le parti nationaliste flamand N-VA et le parti d'extrême droite VB remporteront ensemble la majorité absolue dans la région flamande, qui forme la majorité du pays.

Un autre fait grave fut la révélation qu'il y avait beaucoup d'officiers et de sous-officiers dans l'armée belge qui sympathisaient avec l'extrême droite, mais qu'aucune mesure n'avait été prise à leur encontre...

Au moment où j'écris ces lignes, *Jürgen Conings* n'a toujours pas été retrouvé.

Certes, il est certain que l'image de ce sous-officier, qui a reçu des médailles du mérite pour ses services en tant que "sniper" non seulement en Belgique mais aussi dans six autres pays, même s'il est capturé et jugé, ou abattu lors d'une fusillade, sera exploitée comme l'une des plus grandes armes de propagande de l'extrême droite jusqu'aux élections municipales et régionales, et fédérales en Belgique, aux élections du Bundestag et du Parlement européen en 2024.

Il n'y a pas que le gouvernement belge qui est profondé-

ment troublé par cet événement, mais aussi les dirigeants des trois principales institutions de l'Union européenne, à savoir le Conseil de l'UE, la Commission européenne et le Parlement européen, qui sont en état de panique en raison de la force croissante des partis d'extrême droite dans les États membres.

L'augmentation de l'immigration en provenance des pays du sud au cours de la dernière décennie et la pandémie de coronavirus qui a suivi et qui a créé divers problèmes sociaux et psychologiques pour les citoyens, ont suscité dans tous les États membres de l'UE une montée de l'extrême droite qui ne tient pas compte des principes et obligations de base de l'*acquis communautaire*.

Le parti du Premier ministre hongrois Viktor Orban, *Fidesz*, qui a fait beaucoup de bruit en quittant le groupe du *Parti populaire européen (PPE)* en mars dernier, le parti d'extrême droite polonais *PIS* et le parti d'extrême droite italien *Legia* sont en train de former le deuxième plus grand groupe parlementaire au Parlement européen avec 146 euro-députés... Si l'on y ajoute le RN, le parti de Marine Le Pen, qui semble être la candidat la plus forte face à Macron à l'élection présidentielle française de 2022, le nouveau groupe parlementaire d'extrême droite sera encore plus puissant.

Les dirigeants de l'UE, qui sont en consultation constante pour freiner l'élan vers l'extrême droite impulsé par l'affaire du sous-officier belge, s'en sont pris à l'unisson à *Loukachenko*, le dictateur de la Biélorussie, après qu'un avion de ligne de Ryanair survolant ce pays a été forcé d'atterrir à Minsk dimanche dernier et que le journaliste d'opposition biélorusse *Roman Protasewitsch*, qui se trouvait dans l'avion, ait été arrêté.

Déclarant: "Il s'agit d'une attaque contre la démocratie, d'une attaque contre la liberté d'expression et, de plus, d'une attaque contre la souveraineté européenne.", la présidente de la Commission européenne, *Ursula von der Leyen*, a annoncé

qu'un paquet économique de 3 milliards d'euros pour la Biélorussie serait suspendu jusqu'à ce que ce pays devienne démocratique.

Le président du Conseil européen, Charles *Michel*, qui a fait l'objet de sévères critiques il y a un mois pour avoir eu une conversation fauteuil contre fauteuil avec Tayyip sans réagir à l'humiliation d'*Ursula von der Leyen* reléguée sur un canapé, s'est exclamé cette fois: "Nous ne tolérerons jamais aucune tentative de jouer à la roulette russe avec la vie de civils innocents."

Il a ensuite été annoncé que les avions au départ des pays de l'UE étaient interdits de passage dans l'espace aérien biélorusse, et que les avions biélorusses étaient interdits d'atterrissage dans les aéroports de l'UE.

En fait, l'Union européenne, qui a si durement réagi à la piraterie aérienne de Loukachenko, n'a pas un casier judiciaire vierge en la matière... Comme annoncé dans le journal *Evrensel* du 25 mai 2021, un acte de piraterie similaire a été effectué dans l'avion du président bolivien *Evo Morales*, qui revenait d'une conférence à Moscou dans la nuit du 2 au 3 juillet 2013. L'espace aérien de la France, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, membres de l'UE, avait été fermé, sous prétexte que l'expert en informatique Edward Snowden, mis sur liste noire pour avoir divulgué aux médias des documents de la CIA et de la NSA, faisait partie des passagers. L'avion avait été forcé d'atterrir à l'aéroport de Vienne. Ce n'est qu'après que la vérification au sol a révélé que Snowden n'était pas dans l'avion que le président Evo Morales avait été autorisé à rentrer dans son pays.

Le scandale vieux d'il y a huit ans a été oublié depuis longtemps, et maintenant la piraterie aérienne de *Loukachenko* est à l'ordre du jour... Même s'il n'avait pas créé ce scandale, le régime de Loukachenko en Biélorussie figure en permanence sur la liste noire de l'Union européenne et de ses États membres, pas tellement parce qu'il bafoue les droits de

l'homme et viole constamment la liberté de la presse et la liberté d'expression mais surtout parce qu'il soutient la Russie et en reçoit le soutien dans les relations internationales.

Avant la dissolution de l'URSS, dont la Biélorussie faisait partie, *Alexandre Loukachenko*, âgé de 67 ans, a travaillé comme officier dans l'armée soviétique entre 1975 et 1982, comme directeur de ferme collective et d'usine entre 1982 et 1990, puis comme député au Parlement de la République socialiste soviétique de Biélorussie.

Élu président avec 80,1 % des voix lors de l'élection présidentielle du 10 juillet 1994, après que la Biélorussie soit devenue un État indépendant, Loukachenko a toujours été réélu depuis lors. Il ne fait aucun doute que la réintroduction par Loukachenko des acquis et des garanties sociales de l'ère soviétique a joué un rôle majeur dans ce succès, les masses s'appauvrissant après la transition du pays vers une économie de libre marché. Il fait cependant toujours face à une forte opposition dans son propre pays parce qu'il a mis en place un régime despotique qui ne tient pas compte des droits de l'homme et des libertés, notamment parce qu'il a remporté frauduleusement les dernières élections présidentielles... Il est souvent qualifié dans les médias occidentaux de "dernier dictateur d'Europe".

Il est vrai que Loukachenko est un dictateur, mais est-il vraiment le seul dictateur en Europe? Et de quelle Europe?

D'abord, une précision... Il y a tellement de critères différents pour qu'un pays soit considéré comme "européen" !

Par exemple, d'une part, l'*Union européenne* compte 27 États, d'autre part, le *Conseil de l'Europe* en compte 47.

La Biélorussie, en plein cœur de l'Europe, n'est membre ni de l'une ni de l'autre.

L'adhésion à l'*Union européenne* est déjà extrêmement limitée... Depuis l'effondrement du système socialiste, *l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la*

Tchéquie, la Slovaquie, la Slovénie, la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie ont été admises dans l'Union européenne. *L'Albanie, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Moldavie et l'Ukraine* attendent leur tour...

En ce qui concerne le Conseil de l'Europe, il n'y a plus de condition d'appartenance géographique pour être membre de cette organisation.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, 37 pays, dont la *Turquie*, ont été acceptés comme membres du Conseil de l'Europe, qui a été créé le 5 mai 1949 par *la Belgique, l'Angleterre, le Danemark, la France, les Pays-Bas, l'Irlande, la Suède, l'Italie, le Luxembourg et la Norvège* afin de garantir les droits de l'homme et les libertés.

Parmi eux se trouvent encore l'Azerbaïdjan et l'Arménie, qui ne sont pas situés sur le continent européen. La Russie, dont la majeure partie du territoire se trouve sur le continent asiatique, est membre du Conseil de l'Europe depuis 1996... Mais la Biélorussie n'en fait pas partie non plus.

Effectivement, le régime de la Biélorussie est une dictature...

Qu'en est-il de la *Hongrie*, qui est à la fois membre du *Conseil de l'Europe* et de l'*Union européenne*? Qu'en est-il de la *Turquie* et de la *Russie*, qui restent membres du *Conseil de l'Europe*? Qu'en est-il surtout de la *Turquie*, qui est membre du *Conseil de l'Europe* depuis 70 ans, et qui frappe à la porte de l'*Union européenne* depuis 60 ans, d'abord en tant que 'partenaire' puis en tant que 'candidat à l'adhésion'?

Quel que soit le type de régime répressif au pouvoir, l'adhésion de la Turquie au Conseil de l'Europe ne peut en aucun cas être compromise puisqu'après la Seconde Guerre mondiale, elle a eu pour mission de devenir l'avant-poste de l'impérialisme américain à la frontière soviétique, et qu'elle a la deuxième armée la plus puissante de l'OTAN.

Rappelons-nous... Lorsqu'en Grèce, membre du Conseil

de l'Europe au même titre que la Turquie, launte fasciste des colonels a organisé un coup d'État le 21 avril 1967 et a foulé aux pieds les droits de l'homme, le pays a été expulsé du Conseil de l'Europe sans considération pour le fait qu'il s'agissait du "berceau de la civilisation européenne". Mais quatre ans plus tard, lorsque les généraux fascistes turcs ont organisé le coup d'État du 12 mars 1971, piétiné les droits de l'homme et même assassiné trois jeunes révolutionnaires, l'expulsion de la Turquie du Conseil de l'Europe a été empêchée par mille et une manœuvres.

N'hésitons pas à le dire... Alors que le mois de mai 2021 touche à sa fin, il n'y a pas seulement la Biélorussie, mais aussi trois autres pays dirigés par une dictature sur le continent européen... Par ordre d'ancienneté au Conseil de l'Europe, *la Turquie, la Hongrie et la Russie*... Et quatre dictateurs: *Alexandre Loukachenko, Recep Tayyip Erdoğan, Vladimir Poutine et Victor Orban*...

En outre, la *Hongrie* est membre non seulement du *Conseil de l'Europe*, mais aussi de l'*Union européenne* depuis 18 ans...

Le Premier ministre hongrois *Viktor Orban* ne se contente pas de mettre en place une administration d'extrême droite dans son propre pays, mais il a mobilisé tous ses moyens pour que l'extrême droite domine l'ensemble de l'*Union européenne*... Le 20 mars 2021, dans son allocution hebdomadaire à la radio d'État hongroise, il a annoncé qu'il était en contact permanent avec le Premier ministre polonais *Mateusz Morawiecki* et *Matteo Salvini*, ancien ministre italien de l'Intérieur et chef du parti d'extrême droite Lega, pour réorganiser la droite européenne.

En outre, il est également actif non seulement dans l'*Union européenne*, mais aussi dans la communauté des pays turcophones... À tel point que, comme je l'ai déjà précisé dans un de mes précédents articles, il a assisté en septembre 2018 au *6ème Sommet des chefs d'État du Conseil*

turc et lancé le 1er janvier 2019 l'*Institut de recherche hongrois* à Pest tout cela sous le prétexte que les nations turque et hongroise étaient les descendants de l'empereur Hun Attila.

Allant encore plus loin cette année, le 31 mars 2021, le président turc Tayyip Erdoğan a assisté au sommet du Conseil turc organisé en ligne sous la présidence du président du Kazakhstan *Kassym-Jomart Tokaïev*, en présence du premier président du Kazakhstan, *Noursoultan Nazarbaïev*, du Président de l'Azerbaïdjan *Ilham Aliyev*, du Président du Kirghizistan *Sadyr Japarov*, du Président de l'Ouzbékistan *Shavkat Mirziyoyev*, et du Président du Turkménistan *Gurbangulu Berdimuhamedow*. Les objectifs et l'ordre du jour du sommet du Conseil turc qui se tiendra en Turquie à l'automne 2021 ont été déterminés lors de cette réunion pendant laquelle a également été saluée l'opération d'occupation des unités militaires azerbaïdjanaises et turques au Haut-Karabakh.

L'*Union européenne*, qui a réagi si vivement à la dictature de *Loukachenko* et à son soutien international qui est la dictature de *Poukine*, sera-t-elle en mesure de dire quoi que ce soit à la dictature d'*Orban* dans sa propre structure?

Et sera-t-elle capable de réagir de la même manière à la dictature d'Erdoğan, qui, parallèlement aux violations incessantes des droits de l'homme qu'elle commet depuis des années, a souvent utilisé le chantage contre les dirigeants de l'UE, menaçant d'ouvrir les frontières aux immigrants, de créer des difficultés aux monopoles multinationaux ayant d'importants investissements en Turquie et d'influer sur les immigrants turcs pour les utiliser d'une manière qui puisse affecter les résultats des élections des pays européens dans lesquels ils vivent?

Et combien de temps le Conseil de l'Europe, qui occupe le territoire de l'*Arménie*, tolérera-t-il les agissements de la dictature d'*Aliyev* en Azerbaïdjan?

Tayyip provoque la brouille dans la politique belge!

Artı Gerçek, 3 juin 2021

Alors que le monde politique belge est secoué par des débats sur la question de savoir si les mesures nécessaires ont été prises contre le fléau du Covid d'une part et la structure d'extrême droite au sein de l'armée d'autre part, ont été déclenchées les polémiques sur la question de savoir si les femmes dans la fonction publique pouvaient porter le hijab ou non, non seulement entre les partis, mais aussi entre les dirigeants d'un même parti, au point d'en arriver aux insultes.

En 2015, la *STIB*, la société de transport public dépendant du gouvernement régional de Bruxelles, a rejeté la candidature à un emploi d'une femme portant le hijab, citant la disposition de la réglementation actuelle sur le lieu de travail selon laquelle "le port de symboles de croyances religieuses, politiques et philosophiques" est interdit dans la société. Le tribunal a statué sur l'action intentée le 25 mai 2021, soit exactement 6 ans plus tard. Qualifiant l'obstruction imposée par la réglementation de "discrimination fondée sur le sexe", il a statué que les femmes portant le hijab devaient être embauchées.

Il y a des années, une action en justice a été intentée sur le même sujet contre *Actiris*, l'agence pour l'emploi du gouvernement régional de Bruxelles. Après que le tribunal a donné raison à la plaignante, l'institution a immédiatement modifié le règlement de travail et a commencé à embaucher des femmes portant le hijab sans faire appel de la décision devant le tribunal supérieur.

Cette fois-ci, le conseil d'administration de la *STIB*, composé de six membres représentants de partis politiques, était divisé sur l'opportunité de faire appel de la décision du tribunal. Tandis que deux directeurs de la *STIB* et le représentant du parti bruxellois DEFI ont demandé que la décision de justice soit portée en appel, les représentants du Parti socialiste francophone (PS) et des écologistes francophones et flamands

(ECOLO et GROEN) n'ont pas fait appel et ont insisté pour que la décision de justice soit immédiatement appliquée. Le représentant de GROEN étant le président du conseil d'administration et que le vote du président compte pour deux voix, l'appel contre la décision du tribunal a été rejeté et l'embauche de femmes portant le hijab a reçu le feu vert.

Cependant, cette décision ne peut pas être appliquée immédiatement, car cette fois-ci, l'Open VLD, le parti des libéraux flamands, est intervenu. Le membre de ce parti, qui est impliqué dans la gestion de la STIB en tant qu'inspecteur, s'est opposé à la décision du conseil et a exigé que la question soit discutée directement avec le gouvernement régional bruxellois et qu'une décision contraignante y soit prise.

Dans ce cas, le gouvernement régional bruxellois doit prendre position sur la décision de justice ordonnant l'emploi de femmes portant le hijab à la STIB au plus tard le 25 juin, date à laquelle le délai d'opposition d'un mois prend fin. Si le gouvernement ne soulève aucune objection d'ici la fin de cette période, la décision de justice deviendra définitive et les femmes portant le hijab commenceront à travailler à la STIB.

Cependant, il semble extrêmement difficile pour le gouvernement de coalition, qui a été formé il y a deux ans à la suite de longues négociations, de se prononcer à l'unanimité pour ou contre cette question. Tandis que les partis écologistes francophone et flamand (ECOLO et GROEN), qui détiennent les ministères des Affaires sociales et du Bien-être citoyen au sein du gouvernement, sont favorables à la libéralisation complète du travail du hijab, au sein du Parti socialiste francophone (PS), qui détient le cabinet du Premier ministre et le ministère de l'Égalité des chances, il existe de sérieuses divergences d'opinion sur cette question. Le troisième partenaire de la coalition, la leader du parti bruxellois DEFIL, qui détient le ministère des Finances et de la Fonction publique, non seulement s'oppose à la moindre concession

aux partisans du hijab sur cette question, mais aussi insiste sur une modification de la Constitution pour le respect sans compromis de la laïcité dans les institutions publiques.

Si les défenseurs de la laïcité l'emportent au sein du gouvernement bruxellois et que la décision de justice sur la question du hijab est contestée d'ici le 25 juin, vu la lenteur des mécanismes judiciaires, la décision finale ne pourra sortir de la plus haute juridiction qu'en 2024 et comme les élections fédérales, régionales et communales auront lieu à cette date, on estime que les différends sur le hijab domineront l'agenda politique belge pour les trois prochaines années et pourraient même conduire à de nouvelles crises gouvernementales

L'une des raisons qui renforce cette possibilité est que, contrairement au gouvernement régional bruxellois, 7 partis avec des points de vue opposés coexistent dans la coalition qui forme le gouvernement fédéral, et les partis d'opposition, pour leur part, ont des points de vue différents sur le hijab.

Alors que l'harmonie et la stabilité relatives de la vie politique causées par exigences du fléau du coronavirus depuis plus d'un an ont diminué à la suite du déploiement intensif de la vaccination, et de nouvelles élections approchant, il semble inévitable qu'elles cèdent progressivement la place à des conflits violents et à des polémiques sur diverses questions politiques, économiques et sociales.

Selon les déclarations faites jusqu'à présent, le parti nationaliste N-VA, le parti d'extrême droite VB, le parti libéral Open VLD du côté flamand, le parti libéral MR et le parti bruxellois DEFI du secteur francophone sont ouvertement opposés à la liberté de porter le hijab au travail. Rappelons que lors des premières élections à venir, N-VA et VB devraient obtenir plus de la moitié des voix dans la Région flamande, formant ainsi la plus grande force en nombre non seulement à l'Assemblée régionale flamande, mais aussi à l'Assemblée fédérale.

La liberté du port du hijab est défendue avec le plus de

véhémence par le parti écologiste flamand GROEN, la gauche radicale flamande PVDA, l'écologiste francophone ECOLO et la gauche radicale PTB. Les positions du parti socialiste francophone PS et du parti socialiste flamand VOO-RUIT, qui ont traditionnellement été les porte-étendards de la laïcité, n'ont pas encore défini leur position sur cette question, mais on sait qu'une partie importante de ces deux partis soutient l'autorisation du port du hijab au travail.

Il ne fait aucun doute que la tendance de la gauche à faire des compromis sur la laïcité est due à l'évolution de la structure démographique de la Belgique au cours du dernier demi-siècle. Des travailleurs migrants venus après la Seconde Guerre mondiale de pays où l'islam est prépondérant tels que le Maroc et la Turquie pour être mis au travail dans les mines de charbon et les industries les plus dangereuses et la construction, et leurs familles, en particulier les deuxième, troisième et même quatrième générations qui sont nées et ont grandi ici, constituent une partie du corps électoral qui peut influencer le résultat des élections en tant que citoyens belges, en particulier dans les métropoles...

Selon les données de 2018, la population totale de la Belgique est de 11.322.088 de personnes... Les 2 318 807 personnes d'origine étrangère de cette population en représentent 20,48 %. Parmi eux, 311 772 personnes sont d'origine marocaine et 155 488 d'origine turque... De plus, 229.186 des personnes d'origine marocaine et 119.321 de celles d'origine turque ont également la nationalité belge, de sorte que non seulement elles ont le droit de vote lors de l'élection des dirigeants de ce pays mais aussi, lors des élections où le vote préférentiel est utilisé de manière intensive, elles peuvent être élues à la fédération, aux conseils régionaux ou municipaux grâce aux votes préférentiels de leurs propres compatriotes, voire même devenir ministres.

Rappelons-nous ceci: dans les années 80, la junte d'Evren avait qualifié ses opposants à l'étranger de "traîtres" et

les avait déchu de la nationalité turque, mais avait d'autre part appelé les Turcs pro-régime à obtenir immédiatement la nationalité belge, à participer aux élections et à suivre strictement les ordres du lobby turc.

Malheureusement, jusque-là, les partis politiques belges, y compris les plus progressistes, n'avaient pas fait de travail préliminaire pour la participation des immigrants turcs à la vie sociale et politique du pays, les livrant ainsi au contrôle et à la direction de l'État turc... Une fois que les immigrants turcs ont acquis la nationalité belge et obtenu le droit d'élire et d'être élus, prenant la solution de facilité pour attirer les voix de nouveaux électeurs, ces partis ont négocié avec les mosquées et les associations sous le contrôle de celles-ci, en particulier la Fondation religieuse turque (Diyanet), et ont placé sur leurs listes de candidats les personnes qu'elles proposaient.

C'est à cause de ces concessions que les candidats turcs ont utilisé toutes sortes de jargon nationaliste et religieux pour attirer les voix des électeurs soumis au lavage de cerveau des médias turcs au service du régime d'Ankara depuis les premières élections auxquelles ils ont participé. Ils sont allés jusqu'à organiser des campagnes pour la démolition du mémorial du génocide arménien érigé à Bruxelles.

Face à ces développements incongrus, la gauche et les partis écologistes ont non seulement gardé le silence, mais ont également soutenu les campagnes électorales des candidats turcs afin d'augmenter le nombre de voix dans certaines municipalités des métropoles. Ainsi, Emir Kır, présenté comme candidat par le Parti socialiste en 2000, deviendra d'abord échevin à la Commune de Saint-Josse, membre du Parlement régional de Bruxelles en 2004 et ministre d'État au sein du Gouvernement bruxellois en 2012. Depuis 2013, il a pu remporter largement les élections municipales à Saint-Josse grâce aux votes préférentiels des électeurs d'origine turque.

Selon un sondage d'opinion réalisé par l'Université libre

de Bruxelles (ULB) le 26 mai 2019, dans la capitale belge, 49,4 % des électeurs musulmans ont voté pour le parti socialiste PS, 24,4 % pour la gauche radicale PTB et 10,2 % pour le parti vert ECOLO. (Le Vif/L'Express, 30 mai 2019).

Un point important qui attire l'attention dans cette enquête est que si les partis de gauche ou écologistes sont devenus des partis bénéficiant d'un grand soutien de la part des électeurs musulmans, le Centre démocratique humaniste (CDH), qui a reçu beaucoup de votes de cet électorat lors des élections de 2007 et 2010, a complètement perdu ce soutien lors des élections de 2019.

La raison pour laquelle ce parti avait recueilli un nombre considérable de voix lors des élections de 2007 et 2010 est qu'il portait encore le nom de Parti social-chrétien (PSC) à l'époque, mais qu'à l'initiative de sa dirigeante Joëlle Milquet, il s'est débarrassé de l'étiquette "chrétienne" et a mené des campagnes qui plaisaient aux électeurs musulmans, tout comme les partis de gauche et écologistes...

Lors des élections régionales du 24 juin 2009, Milquet a fait un choix choquant dans la vie politique belge et a nommé Mahinur Özdemir, fille portant le hijab d'une famille turque sympathisante du MHP, candidate au Parlement régional de Bruxelles.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan sera tellement touché par l'entrée de Mahinur Özdemir, facilement élue au Parlement régional de Bruxelles grâce aux votes préférentiels des électeurs turcs, en tant que "première députée portant le hijab", et assistera avec toute sa famille à son mariage au Pavillon du Khédive à Istanbul le 30 novembre 2010 et la déclarera sa "fille spirituelle".

Joëlle Milquet, très satisfaite que le Premier ministre turc apprécie une femme portant le hijab soigneusement sélectionnée et amenée au Parlement, voulut également développer davantage de relations chaleureuses avec le gouvernement turc, fit de Mahinur Özdemir son assistante exécutive en plus

d'être membre du parlement, et soutint constamment toutes les politiques répressives et négationnistes du gouvernement islamiste en Turquie.

Cependant ces relations ont causé des problèmes à Milquet lors des élections du 25 mai 2014... Milquet qui avait recruté Mahinur Özdemir au cabinet ministériel lorsque elle était ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de coalition, s'était entourée de certains individus du milieu d'Özdemir dans le seul but de garantir les votes préférentiels des électeurs d'origine turque. Lorsqu'il a été révélé que ces individus n'avaient été affectés qu'à sa campagne électorale personnelle, ce fut le tollé, et une action en justice a été ouverte à ce propos.

Mahinur Özdemir, quant à elle, sera expulsée du parti en 2015 par Benoît Lutgen, qui avait remplacé Milquet à la tête du cdH, pour avoir nié le génocide arménien. En récompense de son négationnisme, elle sera nommée ambassadrice de la République de Turquie en Algérie le 12 septembre 2010, sur instruction d'Erdoğan.

Cependant, Joëlle Milquet, protectrice d'Özdemir et grande amie du régime d'Erdoğan, n'hésita pas à émettre des propos sensationnels sur la question du "hijab" dès qu'elle en eut l'occasion, même en ciblant les personnalités les plus éminentes de son propre parti.

Lors de la polémique sur la question de savoir si les femmes portant le hijab pouvaient être employées à la STIB, que j'ai expliquée en détail dans l'introduction du présent article, un fameux coup de gueule est venu de Georges Dallemagne, l'un des parlementaires les plus respectés du cdH.

Dallemagne est une personnalité qui non seulement défend les droits démocratiques en Belgique, mais lutte aussi constamment contre les régimes de tous les pays où les droits de l'homme sont violés, y compris la Turquie, tant au parlement belge que dans les organisations de défense des droits de l'homme et les médias. Afin de rendre compte à l'opinion

publique internationale des crimes commis par les terroristes islamistes en Syrie et des conséquences terribles de l'attaque conjointe turco-azerbaïdjanaise dans le Haut-Karabakh, ce politicien intrépide a affronté toutes sortes de risques et s'est rendu sur place pour y mener des enquêtes pour faire part de ses observations au Parlement belge.

Dans une interview accordée au journal *Le Soir*, Dallemagne a souligné que réduire la question des droits des femmes à la "liberté du port du hijab" était une grave erreur, et a déclaré: "À mon avis, le principal problème est la pleine égalité des hommes et des femmes. Par exemple, que fait-on des mariages forcés? D'après les informations que j'ai reçues, les salafistes et les Frères musulmans intensifient leurs activités organisationnelles à Bruxelles et recrutent de nouveaux adeptes. Le port du foulard ne poserait pas de problème s'il ne s'agissait que d'une expression d'appartenance religieuse. Mais il ne faut pas oublier que le foulard est aussi utilisé comme une exigence politique qui rejette notre modèle de société et nos valeurs."

Mais après qu'il a exprimé son opinion sur la question du hijab, Joëlle Milquet, l'ancienne présidente du CDH, s'est courroucée bien qu'elle n'en ait eu aucun droit et a tenté d'accuser Dallemagne en des termes utilisés pour désigner les extrémistes de droite. Elle n'est bien entendu pas restée seul dans cette attaque... Le Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique (CCIB), soutenu par la Turquie, a pour sa part publié une déclaration accusant Dallemagne de parler d'une manière qui incite à la haine, appelant le président du cdH, Maxime Prévot, à prendre des mesures disciplinaires à l'encontre du député démocrate.

En ce moment, la vie politique belge, qui tourne autour des campagnes électorales se trouve confrontée aux problèmes suscités par les brouilles causées par Recep Tayyip Erdoğan qui, chaque fois qu'il vient dans ce pays, dispense des discours provocateurs à l'attention non seulement des immigrés turcs, mais aussi de tous les musulmans, qui utilise les

candidats turcs comme gros-bras du lobby de la république de Turquie lors des élections belges et dont le parti AKP fait scander des slogans tels que “C’est la guerre du croissant contre la croix”.

Tout comme en Turquie et dans les pays voisins occupés par l’armée turque, soutenue par des terroristes islamistes...

Non à l’OTAN... Oui à Lumumba...

Artı Gerçek, 10 juin 2021

La Belgique, qui a commencé à assouplir les mesures contre le fléau du Covid à l’approche des vacances d’été, se prépare à vivre deux événements importants dans les prochains jours. Tout d’abord, le lundi 14 juin, le sommet de l’OTAN sera convoqué avec la participation du nouveau président américain *Biden*, ensuite, lors d’une grande cérémonie qui se tiendra à Bruxelles le lundi 21 juin, le seul organe restant du leader indépendantiste congolais *Patrice Lumumba*, assassiné il y a 60 ans, sera remis des mains du roi *Philippe* au président congolais *Tshisekedi*.

Entre-temps, la controverse sur le hijab, que j’ai détaillée la semaine dernière et qui est en grande partie le résultat des œuvres de *Tayyip*, continue d’ébranler le gouvernement de coalition actuel en prenant une nouvelle dimension chaque jour qui passe. Que les femmes portant le foulard puissent ou non être employées à la STIB, la société bruxelloise des transports publics, à des postes impliquant un contact direct avec les citoyens d’une part, ces tensions entre les partis se sont intensifiées d’autre part après qu’une ministre du parti écologiste *Ecolo* au sein du gouvernement fédéral a nommé une femme portant le hijab au poste de commissaire du gouvernement à l’Institut pour l’égalité des femmes et des hommes (IEFH) sans consulter les autres partenaires de la coalition.

Il ressort des déclarations faites jusqu'à présent que l'écologiste ECOLO et la gauche radicale PTB du secteur francophone défendent la liberté du travail du hijab, tandis que l'écologiste GROEN, la gauche radicale PVDA, la CDV chrétienne défendent la liberté du travail du hijab dans le secteur flamand... D'autre part, le libéral NV-A, le parti d'extrême droite VB, le libéral Open VLD du secteur flamand, le libéral MR, le centriste cdH et le parti bruxellois DEFI du secteur francophone s'opposent à la liberté du port du hijab au travail.

On sait qu'une partie importante du parti socialiste francophone PS et du parti socialiste flamand VOORUIT, qui ont toujours été les porte-drapeaux de la laïcité depuis leur création, soutiennent également le port du hijab au travail.

Au sein du cdH, parti francophone du centre, le député *Georges Dallemagne*, que certains membres musulmans du parti ont voulu traduire devant le conseil de discipline pour s'être opposé au hijab, a été défendu par le chef du parti, *Maxime Prévot*, et la majorité du conseil de direction.

Alors que le gouvernement régional bruxellois devrait prendre position sur cette question dans les deux semaines, le parti d'opposition libéral francophone MR a pris une autre initiative. Il a présenté au Parlement un projet de loi qui indique que le principe de laïcité doit être strictement suivi dans le recrutement du personnel dans tous les services publics.

*

À l'occasion du sommet de l'OTAN qui se tiendra le lundi 14 juin, les chefs d'État et de gouvernement des 30 États membres afflueront à Bruxelles avec des délégations extrêmement nombreuses et, comme chaque année, la vie dans la capitale sera largement paralysée. Il ne fait aucun doute que l'un des événements qui sera suivi avec intérêt dans ce barnum sera celui des spectacles que *Tayyip Erdoğan* mettra en scène afin de neutraliser au moins certains chefs d'État et de gouvernement critiques à l'égard du régime en Turquie, en particulier le président américain *Joe Biden*.

Tout aussi intéressante que cette réunion de l'OTAN, qui sera suivie avec attention dans les pays africains et par la diaspora africaine en Belgique, est la remise le 21 juin au président congolais *Tshisekedi* par le roi *Philippe*, d'une dent, la seule partie qui reste du corps de *Patrice Lumumba*, assassiné par les forces de sécurité belges sous le commandement de l'OTAN le 17 janvier 1961. Après cette cérémonie, la dent sera emportée au Congo et enterrée près de la Tour de l'Echangeur à Kinshasa, où se trouve la statue de *Lumumba*.

Selon l'agenda initialement prévu, cette cérémonie devait se tenir le 30 juin dans la patrie de *Lumumba*, en présence du roi *Philippe de Belgique*, à l'occasion du 61ème anniversaire de l'indépendance du Congo. Cependant, le roi *Philippe*, qui avait promis d'assister à la cérémonie de célébration, a fait une annonce surprise avant hier pour préciser qu'il n'assisterait pas à cette réunion en raison des inquiétudes suscitées par la pandémie.

En effet, à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance du Congo, une grande fête devait avoir lieu le 30 juin de l'année dernière, toujours avec la participation du Roi des Belges. Cependant, à ce moment-là, les cérémonies ont été reportées à un an plus tard, invoquant à nouveau la pandémie.

Ne voyant aucun inconvénient à organiser une réunion de l'OTAN à Bruxelles avec une large participation, le fait que la Couronne belge avance la pandémie comme excuse pour la deuxième fois pour ne pas participer aux cérémonies d'anniversaire de l'indépendance du Congo à Kinshasa est un manque de respect non seulement envers le peuple congolais, mais aussi envers tous les peuples africains qui ont souffert du colonialisme pendant des années...

Moi aussi, je me révolte contre cet échappatoire. Comment pourrais-je ne pas me révolter alors que la révolte du continent africain contre l'exploitation de l'impérialisme était l'un des principaux points de l'agenda internationaliste de notre génération dans les années 50 et 60.

Alors que je travaillais pour le journal d'opposition *Sabah Postasi* à Izmir, j'avais accueilli avec enthousiasme et raconté aux lecteurs l'entrée des révolutionnaires cubains dirigés par *Fidel Castro* à La Havane en janvier 1959 après avoir renversé la dictature de Batista. C'est avec le même enthousiasme qu'en juin 1960, j'ai annoncé aux lecteurs du journal la déclaration d'indépendance des combattants de la liberté dirigés par *Patrice Lumumba* après avoir mis fin à la domination coloniale belge au Congo.

C'était à l'époque où la *Doctrine Eisenhower* prévoyant de politiser rapidement l'islam et de l'utiliser contre les mouvements révolutionnaires et le système socialiste était mise en œuvre dans tous les pays du Moyen-Orient, y compris la Turquie...

Après avoir envoyé une brigade de 4500 personnes en Corée, le gouvernement Menderes est entré dans l'OTAN, a entrepris la mission de former un avant-poste du Pentagone contre l'Union soviétique et a inclus la Turquie dans le Pacte de Bagdad le 24 février 1955 afin d'être encore plus dépendant des États-Unis.

Quelques mois plus tard, à la *Conférence de Bandung* qui allait aboutir à la création du mouvement des *pays non-alignés* le 17 avril 1955, la Turquie s'est comportée comme une cinquième colonne en s'opposant à ce que les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine participant à la Conférence suivent une politique impartiale indépendant du monde occidental...

Un autre comportement honteux: le 20 décembre 1958, à l'Assemblée générale des Nations unies, une décision est prise dans en faveur de l'autodétermination du peuple algérien, qui lutte pour son indépendance, à laquelle s'oppose la Turquie, entraînée dans le sillon des États-Unis et de la France...

Rien n'a changé après le coup d'État du 27 mai 1960, mené avec un serment d'allégeance à l'OTAN et au CENTO... L'administration militaire et les gouvernements CHP qui l'ont sui-

vie de même que les médias sous leur influence ont maintenu la même attitude indifférente à l'égard du réveil du tiers-monde et de la résistance s'y développant...

Dans cette ambiance d'insensibilité, l'assassinat de Patrice Lumumba, le premier chef de gouvernement du Congo qui avait acquis son indépendance en 1960, un an seulement après cette date, est un des crimes internationaux face auxquels les dirigeants de la Turquie n'ont manifesté aucune réaction...

Lumumba, le leader légendaire de l'Afrique noire, arrêté à la suite d'une conspiration conjointe de la CIA et des services secrets belges, dirigée par l'OTAN, parce qu'il avait immédiatement initié des réformes sociales dans son pays et établi des relations avec les pays du système socialiste, a été emmené de force au Katanga et passé par les armes, ligoté à un arbre le 17 janvier 1961. Son corps sera démembré et dissous dans un bidon d'acide sulfurique.

Alors même que cet horrible plan était mis en œuvre, Paul Henry Spaak, l'un des célèbres dirigeants du Parti socialiste de Belgique, qui avait été ministre des Affaires étrangères et Premier ministre belge pendant de nombreuses années, était le secrétaire général de l'OTAN.

Pourquoi *Lumumba* a-t-il été si sauvagement assassiné?

Parce que le 30 juin 1960, lorsque le Congo s'est libéré du colonialisme belge et est devenu indépendant, *Lumumba* a condamné l'administration coloniale dans son discours devant le roi *Baudouin* en tant que premier Premier ministre du pays:

“Congolais et Congolaises, Combattants de l'indépendance aujourd'hui victorieux, je vous salue au nom du gouvernement congolais. Cette lutte, qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force. Ce fut notre sort en 80 ans de régime colonialiste ; nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire,

car nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou nous loger décentement, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des "nègres" (...) Nous avons connu que nos terres furent spoliées au nom de textes prétendument légaux qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort. Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un blanc ou d'un noir (...)"

En effet, lors de la conférence de Berlin de 1884-1885, la souveraineté belge sur le Congo est reconnue, et le roi Léopold II de Belgique fait du pays sa propriété privée. Léopold, qui prétendait civiliser l'Afrique, a établi diverses règles d'ordre colonial afin d'exploiter les richesses telles que l'ivoire et le caoutchouc au Congo

Des ouvriers congolais employés dans la production de caoutchouc qui tentaient de se révolter ont eu une main et un pied opposés coupés pour assurer leur obéissance. Lorsque les hommes congolais qui n'atteignaient pas leur quota de production ne pouvaient pas être attrapés, les soldats coupaient les mains de leurs femmes ou de leurs enfants. On estime qu'entre 1880 et 1920, la population du Congo est passée de 20 millions à 10 millions en raison de ces procédés.

En 1962, l'année qui a suivi l'assassinat de Lumumba, je suis allé en Angleterre pour travailler comme migrant parce que j'étais mis sur liste noire par les patrons des journaux à cause de ma lutte syndicale à Izmir. Dans ce pays, j'ai eu de longues conversations avec des immigrants politiques africains afin d'en apprendre davantage sur le drame de leur pays de leur propre bouche.

Un jour, alors que je visitais le célèbre British Museum, j'ai été choqué de voir les artefacts et les pièces d'architecture pillés dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Alors que j'exprimais ma réaction aux autres visiteurs, deux

Noirs se sont approchés de moi avec intérêt et sont intervenus en ces termes: “Ce musée est en fait un musée de rapines. De l’ancienne civilisation égyptienne à nos jours, ils ont pillé tout ce qu’ils ont trouvé en Afrique et l’ont stocké ici...”

L’un de mes interlocuteurs était un militant du Congrès national africain (ANC), dirigé plus tard par *Nelson Mandela*, et l’autre était un militant du Congrès panafricain (PAC), formé par ceux qui avaient quitté l’ANC parce qu’ils avaient adopté des formes de lutte plus radicales.

Quand je rentraï en Turquie peu de temps après, et luttant dans les rangs du Parti ouvrier de Turquie (TİP), puis en dirigeant *Gece Postası*, *Akşam* et *Ant* à Istanbul, l’Afrique, la plus grande zone de brigandage de l’impérialisme et du colonialisme, a été l’un des sujets qui m’ont le plus intéressé.

Parmi les livres que nous avons publiés à *Ant* sur les luttes de libération et les révolutions internationales, le livre de Stokely Carmichael “Black Power”, traduit par Can Yücel en 1968 dans un turc exquis, occupe une place particulière.

Peu de temps après, İnci et moi avons croisé la route des *Black Panthers* à Paris, où nous nous trouvions en exil illégal en 1972. Des militants du mouvement des *Black Panthers* à Paris, dont certains dirigeants importants avaient dû se réfugier en Algérie en raison de l’intense répression policière aux États-Unis, nous ont aidés avec un grand dévouement à corriger la version anglaise du Dossier sur la Turquie que nous avons écrit cette année-là pour le présenter à l’Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe et à d’autres institutions internationales. Ils nous ont également présenté de nombreux représentants des mouvements de libération nationale et de résistance sur le continent africain.

Un de ceux-là est sans nul doute l’écrivain *Breyten Breytenbach*, un des militants blancs de la résistance sud-africaine. Un des plus fiers souvenirs de ma vie est que, moins d’un an plus tard, le livre de *Breytenbach* ‘South African Resistance’ et mon livre ‘Turkey, Fascism and Resistance’ ont

été publiés ensemble par la célèbre maison d'édition de gauche *Van Gennep* aux Pays-Bas.

Au cours de nos 50 années d'exil en Belgique, nous avons eu beaucoup d'amis et de compagnons de lutte venus du Congo et du Rwanda, autrefois colonies belges.

Aujourd'hui, ils se battent pour une reconnaissance réaliste de l'histoire de leur pays. Ils ne se contentent pas de ce que des cérémonies histoire d'en faire pour Lumumba, comme cela se produira la semaine prochaine, ni de ce que quelques rues ou places en Belgique porteront le nom de celui-ci, mais aussi que Léopold II, le roi colonial de l'époque, soit reconnu en tant que tel et que ses statues et monuments dans toutes les villes et villages de Belgique soient démolis...

Ils luttent pour que le Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren, fondé principalement sur le pillage du Congo, devrait également être nettoyé de tous les éléments qui célèbrent le grand colonisateur Léopold II comme une idole et pour la restitution au Congo de toutes les œuvres et objets précieux qui ont été arrachés à leur pays et amenés jusqu'ici.

Oui, la mémoire de *Patrice Lumumba*, victime d'un complot pro-OTAN, continuera à éclairer la lutte des peuples pour l'indépendance et la liberté après le sommet de l'OTAN qui se tiendra à son siège.

L'itinéraire de Tayyip en quatre ans

Artı Gerçek, 17 juin 2021

Lors du sommet de l'OTAN à Bruxelles, le nouveau président américain Biden a imposé le patronage de son pays non seulement à cette alliance militaire de 30 États, mais aussi à l'Union européenne qui compte 27 États.

Recep Tayyip Erdoğan, le président de la Turquie, qui

possède la plus grande armée de l'alliance de l'OTAN après les États-Unis, se positionnant à l'opposé des fanfaronnades et des bravades qui avaient fait les gros titres des médias à sa solde avant la réunion a, grâce à l'obéissance dont il a fait preuve au cours de la réunion, mérité à la fois la complaisance de Joe *Biden* et une tape affectueuse dans le dos de la part du secrétaire général de l'OTAN, *Jens Stoltenberg*.

Inoubliable: il y a quatre ans, un grand sommet de l'OTAN s'était tenu au nouveau siège de l'OTAN avec la participation du président américain *Trump*. Recep Tayyip Erdoğan était arrivé à Bruxelles tel un bélier, clamant: "Les pays avec lesquels nous sommes dans l'OTAN coopèrent avec le PYD/YPG. C'est tout à fait inacceptable. Quand on soutient le PYD/YPG, on soutient le PKK. Nous allons porter la question de A à Z à l'ordre du jour de l'OTAN.", provoquant ainsi un tollé.

De plus, le député AKP Metin Külünk, impliqué dans des relations avec des gangs louches, afin d'encourager les Turcs de Belgique à accueillir en terre païenne d'une manière digne de sa gloire le leader islamique Erdoğan, parti en campagne pour l'OTAN, avait orchestré sa publicité en utilisant les affiches "*C'est le combat du Croissant contre la Croix*", imprimées avant le référendum pour la constitution en 2017.

Le djihad de Tayyip contre l'OTAN était observé avec un grand étonnement non seulement en Europe mais aussi en Turquie.

Comment se faisait-il que la Turquie, le membre le plus loyal de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, créée contre l'Union soviétique après la Seconde Guerre mondiale sous la direction des États-Unis, prenait soudainement des décisions de son propre chef, sans tenir compte de la discipline de cette organisation?

Comment se faisait-il qu'un État dont l'armée, son joyau, était équipée depuis 70 ans de A à Z des instruments de mort produits par les monopoles américains des armes, renonçant à acheter des missiles Patriot américains décide d'acheter des

missiles S-400 de fabrication russe, produits pour frapper les pays de l'OTAN le cas échéant?

Et comment se faisait-il que ce même État introduit au nord de la Syrie, sans obtenir l'accord de l'OTAN, des commandos, des tanks, des jets et des bandes de terroristes recrutés parmi les islamistes du monde entier qu'il entretient lui-même, afin de procéder au massacre et à la déportation des Kurdes... et en outre créer un système de patrouilles mixtes à la frontière côté syrien avec les unités militaires de la Russie qui constitue encore l'ennemi principal de l'OTAN?

Dans les années 60 et 70, lorsque les révolutionnaires turcs se battaient contre l'impérialisme américain et l'OTAN au mépris de leur vie et de leur liberté, comment ceux qu'on dressait contre eux comme des chiens de garde qui, après avoir pris les navires américains mouillant dans le Bosphore comme qibla et fait leur prière, ont perpétré les massacres du *Dimanche Sanglant 16 février 1969*, ont pu devenir des ennemis des USA et des amis de la Russie?

Derrière toutes ces déclarations fracassantes, il y avait le fait que les problèmes sociaux et économiques en Turquie devenaient de plus en plus graves et que l'opposition était en train de se renforcer de façon que les prochaines élections signent la défaite de l'AKP et du MHP. Face aux réactions croissantes des citoyens, Tayyip n'avait d'autre choix que de faire des déclarations alarmantes et flamboyantes en politique étrangère.

L'affaiblissement des relations entre l'*Union européenne* et l'OTAN avec les États-Unis surtout au cours des quatre dernières années de l'administration *Trump*, a permis à Tayyip de déplacer son cheval à sa guise en politique étrangère.

Cependant, depuis l'élimination de *Trump* avec la dernière élection présidentielle et l'élection de *Biden* à la tête des États-Unis avec la volonté de renforcer les relations avec l'Union européenne et l'OTAN, les chances de Tayyip de jouer comme il le souhaite sur ce plan se sont affaiblies.

En particulier à l'occasion de son 106e anniversaire, la reconnaissance officielle du génocide arménien de 1915 par le président américain *Biden*, malgré les objections d'Ankara, a été un véritable tournant dans les relations d'Erdoğan avec l'Occident.

Immédiatement après cette reconnaissance, il a déclaré: "Le président américain Biden a fait des déclarations sans fondement, injustes et contraires à la réalité sur des événements tragiques qui se sont déroulés il y a un siècle. Je suis convaincu que nous ouvrirons les portes d'une nouvelle ère en discutant de ces questions en face à face lors de notre réunion de juin." Et, dans un dernier sursaut avant le sommet de l'OTAN, il a tenté de se donner des airs en disant: "Le 24 avril a malheureusement été un processus très négatif pour nous. Nous sommes sérieusement contrariés par cette approche. Il n'est pas possible pour nous de passer sans évoquer la question."

Mais le résultat est connu... À la question qui lui a été posée lors de la conférence de presse organisée à l'issue de sa rencontre bilatérale avec *Biden* de savoir si le 24 avril avait fait l'objet d'une discussion, il a répondu sans vergogne: "Dieu merci, la question n'a pas été évoquée."

La même impuissance est apparue lors de la rencontre de Tayyip avec le président français *Macron*, qu'il attaquait hier encore avec des expressions insultantes.

L'alliance entre les États-Unis et l'UE, qui a recommencé à se renforcer après le voyage de *Biden* à Bruxelles, affaiblit également les chances de Tayyip de maintenir désormais des relations différentes avec ces deux puissances.

Erdoğan, qui a perdu de sa propre faute la chance que la Turquie adhère à l'Union européenne en raison des violations constantes des droits et libertés humains, ne peut maintenir les relations diplomatiques que grâce aux investissements en Turquie des monopoles multinationaux, à la présence en nombre d'immigrants en provenance de Tur-

quie dans les pays européens et à l'existence en Turquie d'immigrants du sud, dont l'entrée en Europe est bloquée en échange de grosses sommes d'argent.

La question de la Turquie sera de nouveau traitée lors du sommet européen qui se tiendra à Bruxelles les 24 et 25 juin prochain, en particulier l'appel du *Parlement européen* à "suspendre immédiatement et officiellement les négociations d'adhésion tant que les violations des droits de l'homme se poursuivront". Mais on ne doit s'attendre à aucune sanction résultant de ce sommet étant donné l'attitude de soumission de Tayyip lors de la dernière réunion de l'OTAN.

Yalçın Doğan expose très bien la position future de l'administration Tayyip au sein de l'OTAN dans l'article de t24 d'hier intitulé "Erdoğan joue le rôle du gentil petit garçon face à Biden":

"Je regarde les vues montrées à la télévision et certaines photographies. Erdoğan adopte la pose de quelqu'un d'accommodant, de tolérant, prêt à faire des compromis, essayant de restaurer la confiance de dirigeants avec la plupart desquels il est en désaccord, et essayant même de réaffirmer son rôle dans l'OTAN.

"Pourquoi, mais pourquoi?"

"La livre turque fond de manière inquiétante, le chômage et l'inflation augmentent, les réserves en devises sont pratiquement à zéro. Il faut qu'il trouve des prêteurs, mais personne ne semble prêt à jouer ce rôle. À l'intérieur, le pouvoir s'affaiblit de jour en jour. Il faut qu'il s'entende avec eux en raison d'une série d'autres problèmes dans le pays et à l'étranger.

"Et uniquement pour cela:"

"En pleine activité d'exploration de gaz naturel en Méditerranée orientale, et ayant proclamé des prétentions sans bornes en la matière, il met y soudainement et silencieusement fin,

"Il oublie, ou plutôt il est forcé d'oublier depuis belle lu-

rette ses discours à l'intention de tel ou tel commerçants par 'Eh, toi',

“Voire, tentant de se faire accepter à nouveau au sein de l'OTAN, prenant une initiative destinée à faire passer l'idée 'je suis un bon allié', propose ; 'Une fois les forces de l'OTAN retirées d'Afghanistan, nous pouvons assurer le contrôle de l'aéroport de Kaboul'.

“C'est comme 'envoyer des troupes en Corée' en 1950. À l'époque, nous avons envoyé des troupes en Corée pour devenir membre de l'OTAN, aujourd'hui, pour obtenir le soutien de l'OTAN, nous proposons le contrôle de l'aéroport de Kaboul au nom de l'OTAN.”

Nous savons parfaitement bien que la proposition de Tayyip d'assurer le contrôle de l'aéroport de Kaboul ne résulte pas seulement du désir d'apparaître incontournable à l'OTAN et à l'UE, mais qu'elle correspond également au calcul de légitimer la conquête islamique avec des drones et des UCAV, qui menacent constamment toute la région, de la Libye au Caucase, de l'Asie centrale aux Balkans, de la Syrie à la péninsule arabique.

Tout comme après la Seconde Guerre mondiale l'armée américaine a établi des bases et des installations dans presque tous les pays du monde dans le but de 'combattre le communisme', l'armée turque, sous le commandement en chef de *Recep Tayyip Erdoğan*, a également établi des bases et des installations militaires dans 15 pays sur trois continents du monde pour s'engager dans des opérations militaires 'contre les ennemis de la Turquie et de l'islam' si nécessaire ; en Afghanistan, en Albanie, en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, en Irak, au Qatar, au Kosovo, à Chypre du Nord, en Libye, au Liban, au Mali, en République centrafricaine, en Syrie, en Somalie et au Soudan.

Les opérations transfrontalières de l'armée turque ne se limitent pas à la terre et à l'air...

Le 24 mars 2019, le journal Milliyet annonçait fièrement:

“Les descendants de Barberousse dominent les mers... Leurs navires de guerre protégeant les droits de la Turquie en Méditerranée orientale, qui attire l’attention des multinationales avec ses ressources en hydrocarbures, mènent avec succès des opérations internationales dans la zone maritime s’étendant de l’océan Arctique à l’océan Indien. La flotte turque, forte de 103 navires de guerre impressionne le monde avec toute sa puissance de feu dans une zone maritime de 462 mille kilomètres.”

Pour atteindre son objectif de conquête turco-islamique, Erdoğan ne se contente pas de sa force de frappe militaire, il faut également que soient en place dans les pays cible des dirigeants-marionnettes qui respectent à la lettre les directives d’Ankara.

Il y en a un comme ça depuis 18 ans dans l’Azerbaïdjan voisin de la Turquie...

İlham Aliyev y joue le rôle de bélier de Tayyip dans le Caucase, avec le slogan enjôleur de ‘Une Nation, Deux Etats’... À Chypre du Nord, après les cinq ans de présidence de la république honorable de Mustafa Akıncı, se trouve à présent *Ersin Tatar*, installé sur le trône présidentiel pour appliquer à la lettre les ordres de Tayyip.

L’armée turque, dont les agressions ne connaissent pas de limites, a attaqué le territoire de l’Arménie aux côtés de l’armée azerbaïdjanaise, avec les terroristes islamistes mercenaires qu’elle a emmenés avec elle.

Le 10 novembre 2020, cette invasion s’est traduite par l’occupation complète du territoire du *Haut-Karabagh* par l’Azerbaïdjan et l’ouverture d’un corridor qui offre un accès direct à l’Asie centrale pour la Turquie. Le 10 décembre 2020 étaient organisés à Bakou un défilé de la victoire exagéré dont le dictateur azerbaïdjanais *Aliyev* et *Erdoğan* étaient les invités d’honneur ainsi que des défilés militaires turco-azerbaïdjanais avec l’exhibition de drones turcs dans les airs.

Le 12 avril 2021, un scandaleux parc d’exposition com-

mémorant la guerre du Karabagh a été inauguré à Bakou par le président azerbaïdjanais *Aliyev*. Cette célébration du troisième génocide, loin de provoquer des réactions en Turquie, a été applaudie par tous les partis négationnistes, y compris le CHP.

Aliyev fait une marche de la victoire en uniforme militaire dans un couloir où les casques des soldats arméniens morts sont accrochés à des crochets à gauche et à droite. Des mannequins de cire représentant des soldats arméniens morts ou blessés sont exposées sur des chars détruits. Et en plus, les petits enfants azerbaïdjanais étaient encouragés à serrer la gorge de ces horribles personnages avec leurs petites mains, comme s'il s'agissait d'un jeu amusant dans cette démonstration de barbarie.

Tayyip, qui a trompé *Biden* et d'autres dirigeants de l'OTAN en jouant au 'gentil petit garçon' lors du sommet de l'OTAN le 15 juin 2021, a sauté dans un avion de fonction pour reprendre son souffle à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan. Immédiatement après, il effectue une visite provocatrice à Chouchi occupée avec *Aliyev* et pose un acte d'intimidation à l'intention de l'Arménie en signant un document intitulé "*Déclaration de Chouchi sur les relations d'alliance entre l'Azerbaïdjan et la Turquie*".

Une des raisons de ce dernier voyage de Tayyip en Azerbaïdjan était certainement le calcul d'utiliser pour sa propagande personnelle la victoire possible de l'équipe nationale, qui allait jouer son deuxième match du groupe A de l'EURO 2020 contre le Pays de Galles à Bakou devant un large public turc et azerbaïdjanais.

Mais l'équipe nationale, qui avait perdu 3-0 contre l'Italie lors du premier match du tournoi, a également perdu 2-0 contre le *Pays de Galles* malgré l'avantage du public à Bakou, décevant Erdoğan, qui a suivi le match avec son ami *Aliyev* dans la tribune d'honneur.

Il est certain que Tayyip continuera malgré tout à pour-

suivre sa conquête islamique en utilisant toutes sortes d'armes létales et de propagande destructrice dans toutes les régions autour de la Turquie, y compris le Caucase.

Face à ces agressions de Tayyip, il est affligeant de constater que non seulement aucune voix ne s'élève de l'OTAN ni de l'Union européenne, mais que le CHP et l'İYİP, complétant 'les quatre cavaliers de l'Apocalypse' avec l'AKP et la MHP à la GANT, n'élèvent aucune protestation...

Que du contraire: les porte-paroles de ces partis applaudissent sans relâche les agressions perpétrées par 'Une Nation, Deux Etats' dans le Caucase, et de plus s'en prennent seulement à Tayyip parce qu'il n'a pas demandé des comptes à Biden sur la reconnaissance du génocide de 1915, lors de la réunion de l'OTAN.

Pour toutes ces raisons, le principe selon lequel "*ce combat est celui du Croissant contra la Croix*" continue d'être la ligne de conduite essentielle de Tayyip en matière de politique étrangère.

La cause commune des nations kurde et catalane

Artı Gerçek, 24 juin 2021

Les Kurdes d'Anatolie et les Catalans d'Ibérie partagent le même sort depuis près d'un siècle, ou plus précisément, depuis 96 ans. Effectivement, en 1925, lorsque les Kurdes d'Anatolie se trouvaient confrontés à une terreur d'État sans fin avec la tristement célèbre loi sur le maintien de l'ordre *Takrir-i Sükûn*, la même année, le général fasciste *Miguel Primo de Rivera* mettait fin à au régime autonome de la Catalogne dans la péninsule ibérique.

Depuis 1925, les Kurdes d'Anatolie ont toujours été la cible numéro un du terrorisme d'État, non seulement sous la

dictature du parti unique du CHP, mais aussi sous les régimes multipartites après la transition vers la soi-disant démocratie, pendant les périodes de loi martiale qui ont suivi les coups d'État militaires de 1960, 1971 et 1980, et enfin pendant le processus d'établissement du régime islamo-fasciste qui dure depuis près de deux décennies.

Les Catalans, pour leur part, après une courte période d'émancipation, ont été sous l'emprise du fascisme franquiste pendant 38 ans, de 1939 à 1977

Au cours des six premières années de notre exil au début des années 70, quatre pays européens, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et la Turquie, étaient sous un régime fasciste. Les *Catalans* occupaient une place spéciale et respectable parmi les exilés politiques espagnols avec lesquels nous avons lutté contre les antifascistes. En effet, dans les années 30, ils avaient mené le plus grand combat contre les assauts du fascisme franquiste.

Tout comme en Grèce et au Portugal, après l'effondrement du régime fasciste en Espagne, surtout après l'adhésion du pays à l'Union européenne en 1986, la Catalogne a retrouvé son administration autonome, et la lutte historique pour l'indépendance de la nation catalane a pris une nouvelle dimension.

Il ne fait aucun doute que lorsque les peuples opprimés retrouvent leur liberté dans une certaine mesure, ils veulent l'autonomie, plus d'autonomie, voire l'indépendance afin de réparer les injustices qu'ils ont subies dans le passé et d'assurer leur avenir. Est-ce qu'au sein de l'Union européenne, actuellement bastion des droits de l'homme et des libertés, il n'y a que les *Catalans* qui font la leçon au monde entier? Il y a par exemple, les *Basques* en Espagne, les *Corses* en France, la *Padanie* au nord de l'Italie, les *Hongrois* en Roumanie...

Et qu'en est-il de la Turquie, membre constitutif du *Conseil de l'Europe* et de l'*OTAN*, et candidate à l'adhésion à l'*Union européenne*?

Les villes et les villages de la nation kurde sont sous occupation, leurs dirigeants, journalistes et artistes sont soit en prison, soit en exil, et leurs frères du nord de la Syrie et de l'Irak sont sous la menace constante d'une invasion par l'armée turque...

Il y a tout juste une semaine, cette nation a perdu la jeune Deniz Poyraz sous les balles de l'un des tueurs formés avec soin par le gang AKP-MHP à Izmir.

Ce qu'on lui a fait subir tout au long de l'histoire de la République, 1925, Dersim n'a pas été oublié... Depuis le coup d'État de 1980, quatre générations de Kurdes sont nées sous la terreur d'État et n'ont connu que cela toute leur vie.

Les Catalans n'ont jamais cessé d'exprimer leur solidarité avec la nation kurde dans leur lutte pour les droits et la liberté, sur leurs propres terres comme en exil.

Carles Puigdemont, président de la généralité de Catalogne, a déclaré dans une interview accordée au site d'information *Rudaw* avant le référendum sur l'indépendance en 2017: "Il y a une similitude entre les nations catalane et kurde. Les deux nations ont le droit à l'autodétermination. Je tiens à dire que le peuple du Kurdistan n'est pas seul. C'est de vous que nous apprenons ce qu'est la résistance. Il n'y a qu'un seul avenir pour les deux nations: la liberté."

Après que les électeurs catalans ont approuvé la "déclaration unilatérale d'indépendance" lors du référendum d'octobre 2017, le Sénat espagnol à Madrid a transféré les droits et les pouvoirs autonomes de la Catalogne au gouvernement central par une décision à caractère franquiste. Face à cette violation des droits, Puigdemont et 6 politiciens catalans ont quitté le pays, tandis que des membres du gouvernement autonome et des représentants de deux organisations non gouvernementales étaient arrêtés et envoyés en prison.

En octobre 2019, 9 des personnes arrêtées ont été condamnées par la Cour suprême espagnole à des peines allant de 9 à 13 ans d'emprisonnement pour "incitation à l'émeute".

Commentant ces sentences, le professeur *Lois Lemkow* du Département de sociologie de l'Université autonome de Barcelone a déclaré:

“Les pressions exercées sur les Catalans et les Kurdes sont très similaires... L'une des plus frappantes est l'utilisation répressive et sévèrement punitive des tribunaux. C'est ce que l'on peut appeler cela un constitutionnalisme oppressif. Cette similitude attire particulièrement l'attention. Le recours aux tribunaux dans l'ensemble de ce processus témoigne en même temps non seulement de la politisation du système judiciaire, mais aussi de la menace qui pèse sur la démocratie. La démocratie, c'est avant tout le débat, le dialogue et les concessions mutuelles. Au lieu de cela, le recours aux tribunaux pour punir sape le fondement de la démocratie.”

Les gouvernements ou les tribunaux d'Espagne et de Turquie sont-ils seuls en cause?

Face aux justes causes de la nation catalane et de la nation kurde, l'attitude de l'Union européenne, qui prétend être la protectrice de la démocratie et des libertés, est-elle très différente?

À la fois le deuxième volume de mes mémoires “Journaliste apatride”, qui décrit les années d'exil, et les quatre volumes des *Écrits d'Exil*, qui contiennent les articles que j'ai écrits pendant un demi-siècle et des entretiens réalisés avec moi regorgent d'innombrables exemples des pressions auxquelles ont été soumis nos amis parlementaires kurdes, qui sont venus à Bruxelles en exil après la fermeture du DEP en 1994, les organisations démocratiques et les médias qu'ils ont fondés... avec les péripéties du silence du gouvernement et du parlement belges ainsi que des institutions de l'Union européenne face à l'oppression de la nation kurde en Turquie.

Je suis un témoin direct des activités de résistance de la nation catalane à Bruxelles, qui se bat depuis novembre 2017 contre l'administration de Madrid nostalgique de Franco, et dont certains dirigeants ont été jetés en prison et d'autres

contraints à l'exil, de même que de leurs justes actions au sein des institutions de l'Union européenne.

L'installation de *Carles Puigdemont* en Belgique en tant qu'exilé politique a été longtemps empêchée par les interventions de Madrid, tout comme cela en a été le cas pour nous en 1974-76 en raison des pressions de l'État turc. Il a même encouru le risque d'être déporté en Espagne.

Le plus grand scandale a éclaté après les élections européennes de 2019, lorsque *Carles Puigdemont*, *Toni Comín* et *Oriol Junqueras* ont été élus au Parlement européen, mais que l'administration de cette institution a refusé d'accorder une accréditation à ces trois eurodéputés au motif qu'ils étaient considérés comme des "criminels" par Madrid.

Heureusement, la Cour de justice de l'Union européenne a statué que les trois eurodéputés catalans avaient le droit d'assister aux réunions du Parlement européen, donnant au gouvernement espagnol et à la direction du Parlement européen une claque bien méritée.

Le capitulationnisme du Parlement européen face au régime de Madrid n'allait toutefois pas se limiter à cela... À la demande des autorités espagnoles, ce parlement dira "oui" le 9 mars 2021 à la levée de l'immunité de *Clara Ponsati*, élue eurodéputée en 2020 avec *Carles Puigdemont* et *Toni Comín*, ouvrant ainsi la voie à leur extradition vers l'Espagne. Alors que 248 membres du Parlement européen ont voté "non" à cette résolution honteuse, 400 eurodéputés appartenant à des groupes socialistes, conservateurs et libéraux ont voté "oui" !

Dans un contexte de tensions dans la capitale de l'Union européenne, le gouvernement de coalition de gauche espagnol a orchestré un autre scandale la semaine dernière, annonçant qu'une "amnistie partielle" serait accordée aux 9 politiciens catalans emprisonnés depuis 1.328 jours pour avoir organisé le référendum sur l'indépendance le 1er octobre 2017. Les neuf prisonniers politiques en question seraient libérés, mais ils

continueraient à être soumis à l'interdiction de faire de la politique et à des restrictions d'accès aux droits sociaux.

De plus, il a été annoncé que cette "amnistie partielle" n'incluait pas *Carles Puigdemont*, ex-président de la généralité de Catalogne et membre du Parlement européen, de même que 6 anciens membres du gouvernement catalan.

Lorsque le Premier ministre socialiste *Pedro Sánchez* a annoncé la veille l'"amnistie partielle" comme une "bonne nouvelle" lors d'une réunion avec des dirigeants d'ONG à Barcelone, capitale de la Catalogne, une réaction justifiée de la part des Catalans était inévitable.

Alors que des manifestations avaient lieu à Barcelone contre cette déclaration, le président du gouvernement autonome de Catalogne, *Pere Aragonès*, a promulgué une loi d'amnistie générale pour couvrir tous les politiciens catalans qui ont fait l'objet d'une enquête ou de poursuites pour avoir participé à des tentatives d'indépendance et a également déclaré qu'à partir de 2023, une base juridique devrait être élaborée pour un référendum sur l'indépendance au cours duquel la Catalogne aura le droit de décider de son propre avenir.

Alors que ces pressions et ces sales manœuvres sont menées contre la nation catalane en Espagne, à l'extrémité occidentale du continent européen, à l'extrémité orientale, en plus des arrestations et des meurtres incessants contre la nation kurde en Turquie, le processus de fermeture du HDP a été mis en œuvre à un rythme soutenu.

Comme l'a indiqué *Koray Düzgören* dans son article d'hier, "Le mouvement politique kurde et les partis fondés par les Kurdes ont toujours été la cible de l'État et des gouvernements. L'histoire de la fermeture des partis, l'une des pages les plus sombres du pays, est jonchée des épaves des partis kurdes qui ont été fermés ou de partis de gauche suspendus parce qu'ils s'intéressaient à la question kurde. Dans les années 90 particulièrement, près de 10 partis kurdes ont été fermés."

La Cour constitutionnelle, qui est très probablement composée des “juges islamiques” d’Erdogan fermera également un 11^{ème} parti kurde, interdira aux dirigeants et aux députés de ce parti le droit de fonder de nouveaux partis, de s’engager en politique et d’être élus députés, et les tribunaux pénaux condamneront la plupart d’entre eux à de lourdes peines de prison et les enverront en prison comme leurs camarades qui sont toujours emprisonnés ou condamnés.

L’Union européenne, dont la Turquie est candidate à l’adhésion, ne devrait-elle pas prendre une position immédiate face à ces développements contemporains de l’assassinat ignoble d’une jeune membre du HDP par un homme armé formé par l’État, lors de l’assaut dirigé contre le siège du HDP à Izmir? Mais les présidents du Conseil européen et de la Commission européenne, d’une part, et les dirigeants des principaux pays de l’Union, d’autre part, se préparent à un marché de bons échanges, sans parler de la complaisance provoquée par les démonstrations de “soumission” de Tayyip lors du sommet de l’OTAN la semaine dernière.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen qui, il y a deux mois à Ankara, a été forcée d’attendre debout avant de prendre place sur un canapé situé un peu plus loin, a eu, selon ses propres mots, un appel téléphonique positif avec Erdogan avant le sommet de deux jours des dirigeants de l’UE, qui commence aujourd’hui.

Selon *Dana Spinant*, porte-parole de la Commission, cet entretien a porté sur la lutte contre le coronavirus, l’union commerciale et douanière, la situation en Méditerranée orientale, l’augmentation du soutien financier à la Turquie pour empêcher davantage de migrants de venir dans l’Union européenne et les développements en Afghanistan.

La chancelière allemande Angela Merkel, qui avait déjà tenu une conférence de presse conjointe avec Ursula von der Leyen à Berlin, soulignant que la Turquie accueillait un

grand nombre de réfugiés, avait indiqué: “L’accord est important et devrait être développé. La Turquie fait un excellent travail en accueillant 3,7 millions de réfugiés syriens. La Turquie mérite notre soutien.”

Le président français Emmanuel Macron a réaffirmé, après sa rencontre bilatérale avec Merkel avant le sommet, son approche chaleureuse envers Erdogan lors du sommet de Bruxelles, précisant qu’il partageait pleinement l’opinion de la chancelière allemande sur la Turquie.

Quant au nouveau président, *Joe Biden*, qui, lors du sommet de l’OTAN à Bruxelles la semaine dernière, a de nouveau dicté le patronage des États-Unis non seulement à cette alliance militaire de 30 États, mais aussi à l’Union européenne, qui se compose de 27 États.

Il est entendu qu’il ne contrariera pas Erdoğan, qui l’approche avec une attitude de “gentil petit garçon” et qui garde le silence sur de nombreuses questions dont il avait affirmé “Je demanderai des comptes”, surtout après sa promesse d’envoyer des troupes turques en Afghanistan, et ne donnera pas beaucoup d’occasions à ses partenaires de l’UE et de l’OTAN de le contrarier.

Après avoir constaté une fois de plus l’indifférence et la trahison auxquelles les deux nations, les *Catalans* et les *Kurdes*, aux extrémités occidentale et orientale de l’Europe, ont été simultanément soumises, comme je l’ai écrit à maintes reprises auparavant, tout ce que je peux dire est ceci:

La seule façon de mettre fin à la dictature islamo-fasciste de Tayyip et de ses complices dans notre pays passe par l’unité marquée au sceau des principes de la nation kurde et de toutes les forces démocratiques qui partagent le même sort, et surtout par la préparation cohérente des prochaines élections générales. La tâche prioritaire est de s’opposer de toutes nos forces à l’ignoble conspiration contre le HDP... Avant qu’il ne soit trop tard, tout de suite...

L'impérialisme collectif de nouveau à l'ouvrage!

Artı Gerçek, 1er juillet 2021

Après l'ambitieux voyage du nouveau président américain *Joe Biden* pour relancer les relations avec les alliés des États-Unis en Europe, gravement atteintes voire rompues à certains endroits pendant l'ère Trump, Le secrétaire d'État *Antony Blinken* est en campagne pour accélérer le marquage diplomatique.

Lors de la réunion au Royaume-Uni du sommet du G7 réunissant les sept plus grandes puissances impérialistes, à savoir *les États-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et le Canada*, une déclaration manifestant l'hostilité à l'égard de la Chine et de la Russie a été adoptée, et l'Australie, l'Inde et la Corée du Sud, les principaux concurrents de la Chine en Asie, ont été prompts à signer cette déclaration.

Le sommet de l'OTAN, qui s'est tenu avec la participation de *Biden* à Bruxelles immédiatement après la réunion du G7, a également émis une déclaration mettant l'accent sur "l'agressivité de la Russie" et "les problèmes stratégiques posés par la Chine".

L'un des résultats de la réunion de l'OTAN est qu'*Erdoğan*, qui a longtemps joué le rôle de "vilain garçon" dans l'alliance, s'est efforcé de prouver qu'il était un gros bras incontournable du camp impérialiste en jouant la soumission face au grand patron Biden et en promettant d'envoyer un contingent turc en Afghanistan, d'où tous les pays membres de l'OTAN allaient retirer leurs troupes.

Les entretiens bilatéraux de Biden avec les dirigeants du Conseil et de la Commission de l'Union européenne à Bruxelles ont également montré que les relations entre les deux côtés de l'Atlantique, qui étaient presque à un point de rupture pendant l'ère Trump, se retrouvent relancées avec beaucoup d'enthousiasme

Mais s'il a fait des progrès considérables dans le rétablissement du patronage des États-Unis lors de ses sommets du G7 et de l'OTAN et lors de ses entretiens bilatéraux avec les dirigeants de l'UE, Biden n'a pas réussi à convaincre pleinement les pays puissants de l'Union, tels que la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, d'adopter une position plus dure contre la Russie et la Chine en raison de leurs relations économiques existantes.

Quel que soit le résultat des initiatives de politique étrangère américaine, y compris les contacts de Blinken, la réalité qu'il ne faut jamais oublier est la suivante: le nouveau président, Biden, est un combattant de la "guerre froide" qui a construit son bilan impérialiste en défendant les intérêts internationaux de l'Amérique pendant des décennies.

Comme le précise le site américain Revolution, "Sous l'administration Biden, certains changements de ton et de tactique peuvent être observés dans la politique étrangère des États-Unis et les explosions géostratégiques dans le monde. Il n'en reste pas moins que les fascistes républicains de Trump et le Parti démocrate sont tous deux des représentants des cercles capitalistes-impérialistes. Leur principale priorité est de protéger et de promouvoir les intérêts des États-Unis, le premier exploiteur et oppresseur dans le monde. "

Notre génération a fait connaissance avec l'impérialisme américain en avril 1946, il y a 75 ans... Le célèbre cuirassé Missouri des années de la 2ème guerre mondiale a jeté l'ancre dans le Bosphore pour effectuer une visite très médiatique sous prétexte d'apporter le corps de l'ambassadeur turc décédé aux États-Unis. C'était la fameuse visite de l'amitié, dont nous apprendrions plus tard que les bordels d'Istanbul avaient repeints leurs murs afin d'accueillir correctement les marins américains... À peu près tous les journaux qui sont parvenus à notre école primaire de Konya faisaient l'éloge du "grand ami" américain, et l'image de l'Union soviétique devenait à l'inverse de plus en plus laide et effrayante de jour en jour.

La première fois que j'ai rencontré le mot "impérialisme" sur le papier, c'était il y a 67 ans, en 1954... C'était l'époque où les travailleurs et les intellectuels communistes arrêtés lors de la célèbre arrestation de 1951 étaient jugés par un tribunal militaire... Même le mot 'gauche' était tabou, sans parler des mots 'communisme' ou 'socialisme'...

Il y avait un bouquiniste qui vendait des livres anciens près de la rue Beyler à Izmir, qui a beaucoup contribué à satisfaire ma soif de connaissance. Un beau jour, passant par là, parmi les piles de vieux livres aux couvertures délavées, l'un d'eux a immédiatement attiré mon attention avec son titre en couverture: Impérialisme - Capitalisme crevard... Nom de l'auteur: Hikmet KIVILCIM (ou KIVILCIMLI). Il a été publié en 1930 et a dû être interdit, car 24 ans plus tard, il était arrivé ici en provenance du grenier poussiéreux ou du sous-sol d'une maison.

Une partie importante des cours d'économie d'entreprise à l'École supérieure d'économie et de commerce, où j'ai étudié tout en faisant du journalisme, portait sur la façon de mieux exploiter les travailleurs afin d'accroître l'efficacité de l'entreprise. Les leçons d'histoire des doctrines économiques s'étendaient sur Adam Smith et David Ricardo, pas un mot sur Marx ou Engels.

Jeune étudiant en économie, j'ai lu le livre de KIVILCIMLI, dont j'avais entendu le nom pour la première fois, animé par une grande soif d'apprendre. C'est ce livre qui a suscité ma position anti-impérialiste, que j'ai maintenue sans compromis en tant que militant du *Parti ouvrier de Turquie* dans les années 60, en tant que directeur du journal *Akşam* et de la revue *Ant*, puis en exil politique pendant un demi-siècle.

Le principal livre qui a élargi nos horizons dans cette lutte a été '*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*' de Lénine, donné au lectorat turc par deux collègues que j'appréciais beaucoup. Cet ouvrage de 164 pages, traduit de main de maître par *Cemal Süreya*, qui nous a quittés il y a 31 ans, a

été publié en 1969 par *Muzaffer Erdost*, le fondateur des éditions *Sol*, à qui nous avons fait nos adieux pour l'éternité l'année dernière.

Pour notre part, nous publions des articles, des interviews et des livres présentant les luttes anti-impérialistes dans le monde, à la fois dans la revue et les éditions *Ant*. En 1970, nous avons édité le livre de 416 pages intitulé 'Mouvements de libération nationale à l'Est', qui compile les écrits et les discours de Lénine sur ce sujet, traduits par notre cher *Tektaş Ağaoğlu*, décédé il y a trois ans.

Un demi-siècle tout juste est passé là-dessus... Deux autres coups d'État militaires fascistes organisés par le Pentagone et l'OTAN ont eu lieu en Turquie, qui est sous l'emprise de l'impérialisme américain. Et avec la disparition de l'Union soviétique, l'une des deux superpuissances de l'époque de la guerre froide, et la dissolution du Pacte de Varsovie, le champ a été entièrement laissé libre à l'impérialisme américain et à ses partenaires.

Samir Amin, l'un des penseurs marxistes les plus importants du XXI^{ème} siècle, décédé il y a deux ans, décrit l'impérialisme actuel comme "l'impérialisme collectif" ou "l'impérialisme de la triade" formé par le trio États-Unis, Europe et Japon. Dans une interview intitulée "Comment vaincre l'impérialisme collectif de la Triade", il a lancé l'appel suivant:

"Le monde est en grave danger en ce moment. L'impérialisme collectif des États-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon est géré par les dirigeants américains. Ils ne reconnaissent pas l'indépendance des autres pays afin de maintenir le monopole du contrôle sur la planète entière. Ils ne respectent pas l'indépendance de la Chine et de la Russie. C'est pourquoi nous sommes constamment confrontés à des guerres dans le monde entier. Les islamistes radicaux sont des alliés de l'impérialisme parce qu'ils sont soutenus par les États-Unis pour déstabiliser. Il s'agit d'une guerre qui va durer. Je

crois que la meilleure réponse à cela est le projet eurasien. La Russie devrait s'unir à la Chine, aux pays d'Asie centrale, à l'Iran et à la Syrie. Une telle alliance pourrait également être très attrayante pour les pays d'Afrique et d'Amérique latine. Ce n'est qu'ainsi que l'impérialisme pourra être isolé."

Dans une interview publiée l'année dernière, *Fikret Başkaya*, l'un des penseurs estimés de notre mouvement de gauche, a jugé l'*impérialisme collectif* du point de vue de la Turquie comme suit:

"Après 1952, la Turquie est devenue un satellite des États-Unis... L'impérialisme étant devenu un impérialisme collectif après la guerre, la Turquie dans son ensemble devint un satellite de l'impérialisme collectif [États-Unis, Royaume-Uni, France-Allemagne, Japon, etc.]... Elle a perdu non seulement la capacité de mener une politique étrangère indépendante, mais aussi la capacité de mener une politique économique nationale indépendante... L'industrialisation s'est éloignée de la perspective de la planification... Bien sûr, ce n'est pas l'unique facture de l'adhésion à l'OTAN. L'influence de l'OTAN a également joué un grand rôle dans la contamination de l'État et de la société par l'obscurantisme religieux. Bien entendu, il n'y avait pas que les composantes des États-Unis et de l'impérialisme collectif qui voulaient imposer l'islam politique. C'était aussi le choix des classes possédantes de Turquie... Le but indiscutable des coups d'État militaires pro-américains du 12 mars et du 12 septembre était de faire obstacle à la gauche et à la démocratisation. C'était pour ouvrir la voie à l'obscurantisme religieux..." (*Politikoyol*, 22 janvier 2020)

L'une des études les plus documentées et les plus complètes sur l'impérialisme collectif en Turquie appartient sans aucun doute au *Dr Ergün Sönmez*... Dans ses ouvrages intitulés "Impérialisme collectif" publié par les éditions Belge en 2016 et "L'impérialisme collectif et la position de la Turquie" publié en 2019, il offre aux lecteurs l'occasion d'examiner ce

phénomène de catastrophe mondiale à la fois du point de vue de tous les peuples opprimés et exploités du monde, et du point de vue de la Turquie.

Décrivant l'exploitation et l'oppression auxquelles les peuples de Turquie ont été soumis pendant la phase de l'impérialisme collectif sur base de documents indiscutables et posant une analyse du point de vue marxiste des événements qui se sont produits en Turquie de 1950 à nos jours, les coups d'État des 27 mai, 12 mars et 12 septembre, le pogrom des 6 et 7 septembre, les arrestations de Kurdes, le Dimanche Sanglant, la Résistance des 15 et 16 juin, les gouvernements du Front nationaliste, le gouvernement Turgut Özal et enfin les réalités révoltantes de la période AKP, et la position des partis politiques à l'égard de l'Impérialisme collectif. Il lance cet appel:

“De nombreux partis et mouvements de gauche en Turquie qui prétendent faire de la politique de classe n'ont pas été en mesure de vaincre le kémalisme et le nationalisme qu'ils abritent encore. Dans le processus de l'Impérialisme collectif, tant en Turquie que dans les pays capitalistes du monde, il n'y a pas seulement la bourgeoisie locale contre la classe ouvrière et les ouvriers, mais aussi la bourgeoisie des monopoles collectifs... L'alternative indispensable à l'impérialisme collectif est le socialisme collectif international.”

İbrahim Varlı, chroniqueur au journal *BirGün*, pose un diagnostic précis de la nouvelle orientation de l'impérialisme collectif sous le commandement de Biden: “Après le choc des années Trump, l'impérialisme collectif de la Triade cherche une nouvelle restauration avec Joe Biden. Il s'agira plutôt de la restauration de l'impérialisme américain... L'effort de la Triade pour remodeler, ou plutôt partager, le monde d'une manière qui convienne à ses propres intérêts a déjà commencé à se faire sentir.

“Le système mondial capitaliste-impérialiste en est au stade d'une nouvelle phase d'expansion sur la base de la

mondialisation néolibérale. Les projections de ce phénomène peuvent être observées au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. Les développements axés sur l’Iran, l’accord saoudo-qatari, l’engagement d’Israël sur une nouvelle voie avec les monarchies du Golfe et les développements en Syrie et en Irak sont tous des signes avant-coureurs de ce qui va arriver.

“Le capitalisme est un système de crise. En raison de la nature du système, quand une crise se termine, une autre commence. La structure caractéristique du système ne fait pas évoluer la reproduction économique vers un équilibre général. Pour le dire comme Amin, *‘L’ordre économique libéral mondialisé exige des guerres constantes - des interventions militaires successives et sans fin. C’est la seule façon d’assujettir les pays périphériques en fonction de leurs propres besoins.’* La crise structurelle du système capitaliste-impérialiste entraînera la “*Triade impérialiste*” dans un nouveau type d’aventures dans la nouvelle période. Le laboratoire de cette nouvelle agression “restaurée” sera le Moyen-Orient et l’Asie-Pacifique.” (*BirGün*, 8 décembre 2020)

La guerre permanente et les interventions militaires interminables et successives requises par l’ordre économique libéral mondialisé trouvent des exemples concrets au Moyen-Orient avec les attaques perpétrées *en Syrie, en Irak et dans le Caucase* pendant des années, avec les interventions militaires s’étendant *à la Libye et aux pays des Balkans*, avec les opérations en Méditerranée orientale, proclamée ‘*Patrie bleue*’, soit ‘*Mare nostrum*’, en mer Noire et dans le golfe Persique, et les pressions politiques et militaires dans le nord de Chypre que le diktat islamo-fasciste d’Erdoğan continue à imposer.

Tout cela sans même faire l’objet d’aucune prévention ou sanction lors des sommets de l’OTAN et de l’UE qui se sont tenus le mois dernier...

Parce que les intérêts de l’*Impérialisme collectif* l’exigent!

Les béliers de Tayyip dans l'Union européenne...

Artı Gerçek, 8 juillet 2021

Mardi après-midi, dans le parc Josaphat à Bruxelles, j'ai respiré le délicieux parfum que les tilleuls ont commencé à répandre, puis je suis vite rentré pour ne pas rater les discussions sur la Turquie qui vont débiter au siège du Parlement européen à Strasbourg...

La plupart de mes amis immigrés de Turquie, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Europe de l'Est, que je rencontrais presque tous les jours dans le parc et qui parlaient de la Belgique et du monde, sont rentrés dans leur pays, profitant du fait que les interdictions de voyager étaient en grande partie levées...

Un de mes amis, qui n'était pas encore parti, n'a pas pu s'empêcher de demander comme d'habitude en me disant au revoir: "Que puis-je te rapporter de Turquie?" Je lui ai donné la réponse que je donne à ceux qui me posent cette question depuis des années, je lui ai souhaité d'aller et de revenir sans incident, en ajoutant: "Apporte-moi de l'espoir... Apporte-moi l'espoir que la fin de la dictature est proche !

Traversant à toute vitesse le grand boulevard portant le nom de Voltaire, symbole de la liberté de pensée, et attendant devant un écran d'ordinateur le début du débat du Parlement européen sur la Turquie, ma mémoire m'a ramené il y a un demi-siècle, à l'époque où les possibilités de communication d'aujourd'hui n'existaient pas encore et où nous ne pouvions suivre les événements que sur place.

À l'époque, un des collaborateurs de la revue *Ant, Mekin Gönenc*, et moi-même prenions position à Strasbourg quelques jours à l'avance avec divers documents que nous avions préparés au nom du *Mouvement de résistance démocratique*, et nous avions l'habitude de communiquer avec les eurodéputés de divers pays pour nous assurer que des sanctions soient imposées au régime du 12 mars. Une partie impor-

tante de nos relations était assurée par notre amie, la résistante grecque *Maria Becket*, qui en 1969 avait réussi à écarter la Grèce du *Conseil de l'Europe* sous la dictature des colonels fascistes.

La douleur de voir *Mekin* partir en 2011 et *Maria* en 2012 est toujours dans nos cœurs...

Dix ans après cette période où nous combattions avec eux contre la junte fasciste du 12 mars 1971, nous nous sommes retrouvés dans la lutte contre la junte fasciste du 12 septembre 1980, tant à Strasbourg qu'à Bruxelles, avec beaucoup d'autres exilés politiques.

Et exactement 40 ans plus tard, nous luttons contre la dictature islamo-fasciste dirigée par Recep Tayyip Erdoğan...

Il y a tout juste un mois et demi, le 19 mai 2021, la plénière du Parlement européen approuvait le *rapport de suivi 2020-21 sur la Turquie*, préparé par le rapporteur espagnol *Nacho Sanchez*.

30 des 35 députés de différents pays et de différents groupes politiques ont prononcé des discours critiquant le régime d'Erdoğan en Turquie et ont vivement critiqué le Conseil et la Commission pour leur soutien indirect à ce régime. En fin de compte, le rapport, qui a été adopté par 480 voix pour, 150 abstentions et 64 voix contre, demandait la suspension officielle des négociations d'adhésion avec la Turquie si l'administration d'Ankara ne mettait pas fin de toute urgence et de manière cohérente à la tendance négative actuelle.

Mais le sommet de l'OTAN réuni à Bruxelles le 14 juin dernier sous le patronage du nouveau président américain, Joe Biden, comme le sommet du Conseil européen, la plus haute instance de l'UE les 24 et 25 juin, il a été décidé de donner 3 milliards d'euros à Ankara en échange de l'accueil de réfugiés syriens, au mépris de toutes les violations des droits de l'homme en Turquie et les attaques de ce pays contre ses voisins.

On s'en souvient, la chancelière allemande *Angela Mer-*

kel, qui a tenu une conférence de presse conjointe avec *Ursula von der Leyen* à Berlin avant le sommet des dirigeants, soulignant que la Turquie accueillait un grand nombre de réfugiés, s'était exclamée: "L'accord est important et devrait être développé. La Turquie fait un excellent travail en accueillant 3,7 millions de réfugiés syriens. La Turquie mérite notre soutien."

Le diktat d'Erdogan, qui est très confiant que l'*impérialisme collectif*, que j'ai essayé de dépeindre en détail dans mon dernier article, le tolérera, continue de fouler aux pieds les droits et les libertés de l'homme avec les méthodes les plus brutales et avec une audace sans précédent. Un homme armé formé par le gouvernement fait une descente dans un local du HDP et assassine une jeune femme kurde. Les préparatifs pour fermer le HDP et interdire les députés du HDP de faire de la politique progressent rapidement.

En réponse à cela, le Parlement européen a dû tenir une réunion extraordinaire à Strasbourg le 6 juillet 2021 sur la "répression de l'opposition en Turquie, en particulier du HDP".

Dans les interviews que j'ai regardées sur Internet, les eurodéputés qui se sont exprimés au nom de tous les groupes politiques du Parlement européen, à l'exception de Witold Jan Waszczykowski, le porte-parole polonais du groupe de droite ECR, se sont prononcés contre le régime répressif d'Erdogan.

Le projet de résolution qui a ensuite été adopté, a mis l'accent sur l'inquiétude suscitée par les attaques dirigées contre les partis d'opposition en Turquie et de la répression dont ils sont victimes, en particulier par le ciblage croissant du HDP par les autorités turques. Le gouvernement Erdoğan a été appelé à mettre immédiatement fin à cette situation et à veiller à ce que tous les partis politiques du pays soient en mesure de mener librement et pleinement leurs activités légitimes, conformément aux principes fondamentaux d'un système pluraliste et démocratique.

Cependant, contrairement à la décision du 19 mai 2021, la résolution adoptée cette fois ne comprend pas d'appel à la suspension officielle des négociations d'adhésion avec la Turquie si la tendance négative actuelle n'est pas stoppée de toute urgence et de manière cohérente par l'administration d'Ankara.

Le vice-président de la Commission européenne et haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, *Josep Borrell Fontelles*, qui a prononcé les discours d'ouverture et de clôture de cette réunion, avait critiqué le gouvernement nicaraguayen de la manière la plus sévère lors d'une session précédente, et pris soin de ne pas utiliser de déclarations sur la Turquie susceptibles de déranger Erdogan.

Le président du Conseil européen, *Charles Michel*, dans son discours sur les résultats du sommet des dirigeants de l'UE qui s'est tenu les 24 et 25 juin lors de la session de cette semaine du Parlement européen, a souligné que, malgré certaines situations inconfortables, le maintien des relations avec la Turquie resterait l'une des politiques fondamentales de l'UE.

Le transfert de la présidence tournante de l'*Union européenne* à la *Slovénie* pour six mois à compter du 1er juillet 2021 constitue un développement très important pour l'avenir proche des relations entre l'UE et la Turquie. Le Premier ministre slovène *Janez Jansa*, qui a succédé au Portugal à la présidence, a clairement indiqué dès le début qu'il n'autoriserait aucune sanction contre le régime d'Erdoğan en déclarant dans son premier discours: "La Turquie est en train de devenir l'un des acteurs les plus importants de la Méditerranée", indiquant clairement dès le départ qu'il n'autoriserait aucune sanction contre le régime d'Erdogan.

Avec la présidence tournante de la *Slovénie*, Erdoğan dispose d'un nouveau bélier au sein de l'Union européenne.

Pourquoi?

Parce que le Premier ministre slovène *Janez Jansa*, qui est le président du Conseil européen, est connu pour sa proxi-

mité avec le Premier ministre hongrois *Viktor Orbán*, qui représente l'aile la plus à droite de l'Union.

En Slovénie, pays qui a été créé après l'effondrement de la Yougoslavie et qui est l'un des plus petits États de l'UE, les pratiques du gouvernement *Janez Jansa*, qui violaient les droits et libertés de l'homme, suscitaient déjà de vastes réactions dans l'opinion publique internationale. Ces réactions ont également été exprimées par le président de la Commission européenne lors d'une conférence de presse conjointe après l'accession de la Slovénie à la présidence tournante.

Le Premier ministre hongrois *Viktor Orbán* ne se contente pas de mettre en place une administration d'extrême droite dans son propre pays, il mobilise tous ses moyens pour que l'extrême droite domine l'ensemble de l'Union européenne...

Juste avant le sommet du 24 juin, les dirigeants des 17 États membres ont envoyé une lettre ouverte aux dirigeants de l'Union européenne après l'adoption par le parlement hongrois d'une loi anti-LGBT pour appeler à une lutte contre la discrimination anti-LGBT. Le fait que 10 pays d'Europe centrale ne se soient pas joints à cet appel a encore accentué la polarisation au sein de l'UE.

Dans ce processus de polarisation, 16 partis de droite de 14 pays ne se contentent pas d'en appeler à une "union de pays membres souverains" au lieu d'un "bloc fédéral", ils se mobilisent pour former le deuxième groupe le plus puissant au sein du Parlement européen... Ce mouvement est dirigé par le *Fidesz* de Viktor Orbán en Hongrie, le *Rassemblement national* de Marine Le Pen en France, la *Lega* de Matteo Salvini en Italie et *Droit et Justice* de Mateus Morawiecki en Pologne.

Il ne sera pas surprenant que le *Parti démocrate de Slovénie* du président de l'UE, Janez Jansa, se joigne à ce mouvement.

Il ne faut pas oublier que Viktor Orban, qui dirige cette nouvelle formation, est tout aussi actif non seulement dans l'Union européenne, mais aussi dans la *Communauté des pays turcophones*.

J'ai expliqué dans un de mes précédents articles qu'au motif que les nations turque et hongroise sont les descendants de l'empereur hun Attila, il avait assisté au 6^{ème} Sommet des chefs d'Etat du Conseil turcique en septembre 2018, et qu'il avait inauguré un *Institut de Recherches de Hongrie* à Pest le 1^{er} janvier 2019.

La convergence de points de vue entre Orban et Erdoğan a également été renforcée par le retrait de la Turquie de la *Convention d'Istanbul*, qui protège les droits des femmes, malgré toutes les protestations qui se sont élevées dans le pays.

Après Viktor Orban, qui occupe une place importante à la fois dans l'Union européenne et dans la Communauté des pays turcophones, avec l'accession à la présidence de l'UE du Premier ministre slovène Janez Jansa, Tayyip a le confort de pouvoir diriger le navire terroriste en recourant à toutes sortes de manœuvres et de chantage dans les relations internationales.

Du moins jusqu'au 1^{er} janvier 2022 quand la France prendra la présidence tournante de l'UE...

Cependant, ce qui se passera dans la défense des droits de l'homme et des libertés en Turquie après la chute de son deuxième bélier dans l'UE ne dépend pas seulement de la façon dont la nouvelle présidence française réagira à Ankara...

Plus important encore, cela dépend de la constance dont feront preuve les forces d'opposition en Turquie dans leur lutte pour la démocratie avant les prochaines élections de 2023, peut-être des élections anticipées surprise, et de leur capacité à se permettre une alliance véritablement démocratique avec le HDP, qui représente non seulement la nation kurde, mais tous les citoyens démocrates et progressistes...

Cela dépend aussi du fait que l'İYİP, dont il semble certain qu'il va franchir le seuil d'après les sondages d'opinion, puisse se permettre une alliance démocratique avec le HDP, sans parler de "périr", et que le principal parti d'opposition, le CHP, oblige l'İYİP à le faire...

Comme *Koray Düzgören* l'a dit à juste titre à la présidente de l'İYİP dans son article d'hier: "Vous n'avez pas besoin de périr, Mme Akşener, ayez simplement un peu de détermination ! Voulez-vous la fin de ce régime tyrannique d'un seul homme ou non? Êtes-vous contre ce régime ou non? C'est le vrai problème... Le reste n'est que vain bavardage..."

Ce n'est que si une alliance démocratique de ce genre s'opère que le souhait que j'exprime face à mes amis immigrés qui me demandent: "Que puis-je te rapporter de Turquie?", et que je leur répons: "Apporte-moi de l'espoir... Apporte-moi l'espoir que la fin de la dictature est proche !", se réalisera...

La conquête islamique de la Belgique par Tayyip...

Artıgerçek, 15 juillet 2021

Aujourd'hui, nous sommes au cinquième anniversaire de la parodie de coup d'État du 15 juillet 2016... Il était évident que cette contrefaçon de tentative de coup d'État, une des supercheries les plus énormes et les plus audacieuses de l'histoire récente, a été tramée lorsqu'il est devenu clair que le gouvernement AKP avait commencé à perdre le soutien des masses lors de deux élections générales consécutives en 2015, afin d'ouvrir la voie pour gouverner le pays avec une dictature présidentielle.

L'état d'urgence, décrété immédiatement après la parodie de tentative de coup d'État sous le prétexte de celle-ci, le ré-

férendum constitutionnel du 16 avril 2017 et l'élection présidentielle du 24 juin 2018, ont institutionnalisé le régime islamo-fasciste, dont les bases ont été posées depuis 2012, et a rendu plus brutale et impitoyable encore la terreur d'État contre la nation kurde et toutes les institutions et citoyens progressistes et démocrates.

Selon la déclaration officielle faite hier, 4 890 citoyens ont été condamnés à la prison, dont 3 000 à perpétuité, dans divers procès tenus au cours des cinq dernières années. Le ministre de la Défense nationale, Hulusi Akar, a annoncé qu'"un total de 23 364 personnes avaient été écartées des forces armées turques jusqu'à présent dans le cadre de la lutte contre l'organisation guléniste FETÖ". En outre, selon les déclarations de la HRA et de la HRFT, près de 140 000 fonctionnaires ont été licenciés arbitrairement et privés de leur "droit d'avoir des droits" dans le cadre de l'état d'urgence.

Erdoğan, qui a vu son soutien de masse s'éroder rapidement dans les sondages d'opinion, est sur le point de faire passer un paquet de lois qui consolidera davantage le régime de l'état d'urgence afin de perpétuer le terrorisme d'État à la fois dans le pays et à l'étranger...

Comme ce fut le cas après les coups d'État du 12 mars 1971 et du 12 septembre 1980, après la parodie de tentative de coup d'État de 2016, les dissidents à l'étranger ont également eu leur part de terrorisme d'État. Les preuves les plus récentes de ce terrorisme à l'étranger sont l'agression à coups de couteau et à coups de poing chez lui le 7 juillet à Berlin de *Erk Acarer*, un collaborateur d'*Artı Gerçek*, et la révélation de l'existence d'une liste d'exécution comprenant 21 journalistes, artistes, intellectuels et écrivains dissidents vivant en Europe...

Le député HDP de Tunceli, *Alican Önlü*, a porté à l'ordre du jour du Parlement les allégations selon lesquelles le gouvernement est à l'origine des attaques et des menaces qui se sont intensifiées contre l'opposition en exil. D'autre part, nos

collègues, qui ont été la cible d'agressions et de menaces, ont tenu une conférence de presse hier au siège berlinois de Reporters sans frontières (RSF) et ont démontré, preuves à l'appui, la responsabilité du gouvernement Erdoğan dans ces attaques.

Alors que les réactions de l'opinion publique européenne à ces attaques se multiplient, l'ambassadeur turc dans la capitale de l'Europe, *Hasan Soysal*, lors d'une conférence de presse le 13 juillet, a accusé les "pays alliés" parce qu'ils accordent l'asile aux dissidents à l'étranger:

"Il est regrettable que les demandes d'asile présentées par les sympathisants de FETÖ à certains pays alliés continuent de recevoir une réponse positive, en violation des principes du droit international et de la coopération judiciaire. Je suis sûr que nos concitoyens, qui ont apporté des contributions significatives à la vie sociale, économique et politique en Belgique et qui ont donné le bon exemple de la culture du vivre ensemble avec la solidarité dont ils ont fait preuve pendant la pandémie de Covid-19, seront conscients de cette situation et feront preuve de la sensibilité qui s'impose."

Lors de la conférence de presse, l'ambassadeur a également annoncé que des célébrations auraient lieu en 2023 à l'occasion du 185^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Turquie et la Belgique, et en 2024, à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la vente officielle de travailleurs turcs à la Belgique, et a appelé les citoyens turcs à contribuer dès à présent à ces célébrations.

L'Ambassadeur, qui n'a pas mâché ses mots à l'égard des opposants gulénistes afin de plaire au *Palais de Beştepe*, comme toutes les Excellences avant lui, a délibérément passé sous silence un fait qui s'est passé il y a 10 ans et que les immigrants résidant en Belgique depuis des années n'oublieront jamais.

Rappelons-le: au cours des 12 premières années du règne d'Erdoğan, de 2003 à 2015, le mouvement Gülen, avec ses

diverses organisations socio-culturelles et ses écoles, a été le plus grand soutien et collaborateur du ministère turc des Affaires étrangères dans toutes ses relations dans les métropoles européennes. Tout comme la SETA aujourd'hui, ils avaient l'habitude de mener le djihad d'Etat contre les organisations et les personnalités kurdes en Europe à l'époque avec les organisations de Fethullah.

À tel point qu'en 2012, l'organisation du programme des célébrations du 50^{ème} anniversaire de l'arrivée des immigrants turcs en Belgique a été confiée à l'organisation güleniste *Fedactio*. Lors de la réunion du 10 février 2012, lorsque le programme a été dévoilé, l'ambassadeur turc de l'époque, *Mehmet Hakan Olcay*, a fait l'éloge des Fethullahistes.

L'année suivante, le quotidien du mouvement güleniste rapportait un discours prononcé par le même ambassadeur, *Mehmet Hakan Olcay*, lors d'une réunion du *Réseau des professionnels européens (EPN)* rattaché à *Fedactio*: "L'ambassadeur de Turquie à Bruxelles, *Mehmet Hakan Olcay*, a déclaré que la Belgique est désormais plus déterminée à coopérer avec la Turquie dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Rappelant le procès du PKK, qui devrait s'ouvrir en Belgique l'année prochaine, il a noté que "la vision du terrorisme contenue dans la législation belge pourrait être considérablement remodelée et devenir plus catégorique". (Zaman, 4 avril 2013)

Indépendamment des démonstrations d'"innocence" que le ministère des Affaires étrangères a tenté de faire par l'intermédiaire de ses ambassadeurs dans les métropoles européennes à l'occasion de l'anniversaire de la parodie de coup d'Etat du 15 juillet 2016, il est indéniable que *Recep Tayyip Erdoğan* et *Fethullah Gülen*, qui semblent aujourd'hui être dans des "rangs ennemis", ont agi ensemble en alliance totale pendant des années dans l'organisation et l'activation de la "conquête islamique", qui est toujours observée avec inquiétude dans tous les cercles démocratiques du monde.

Alors que le mouvement guléniste s'est développé et renforcé à l'étranger avec le soutien ouvert du gouvernement AKP et des Affaires étrangères, Erdoğan a jeté les bases du régime islamo-fasciste en Turquie non seulement avec l'aide des *Frères musulmans* dont il est proche, mais avec le soutien du personnel et des écoles du mouvement bien organisé *Hizmet*, et a formé les détachements "*Kızıl Elma*" de la conquête en Europe.

Il était inévitable que le mouvement Gülen, qui avait établi un large réseau de relations avec ses cadres bien formés et une ouverture au dialogue, entre en conflit avec le mouvement Erdoğan, dont le pouvoir est hypothéqué par les *Frères musulmans* et qui est devenu de plus en plus conservateur et despotique au fil du temps... S'appuyant sur ses membres et ses partisans, qui ont commencé à occuper des postes importants dans les cadres civils, judiciaires, militaires et policiers, le mouvement Gülen a entamé la lutte pour le pouvoir avec les opérations de corruption du 17-25 décembre 2013.

Il ne fait aucun doute que le mouvement Gülen a perdu beaucoup de son efficacité pendant l'état d'urgence qui a été imposé après la parodie de coup d'État du 15 juillet 2016. Depuis lors, le régime Tayyip est seul à œuvrer dans le processus de conquête islamique dans les pays européens en utilisant toutes les institutions de l'Etat.

Ce faisant, Erdoğan ne cache pas le fait qu'il est membre des *Frères musulmans* dans le monde islamique, qui se compose de diverses écoles et sectes. Dans de nombreuses réunions et même cérémonies officielles, en tant que Président, il n'hésite pas à saluer la foule avec le signe de ralliement *rabia* des Frères musulmans.

Erdoğan a non seulement apporté le plus grand soutien à l'éphémère règne des Frères musulmans en Égypte, mais a également fourni de grandes opportunités aux représentants de ce mouvement pour mener l'opposition à l'extérieur du pays de la manière la plus efficace après le renversement de

ce gouvernement par un coup d'État militaire en les autorisant à se baser à Istanbul.

Rien d'étonnant à tout cela... Le mouvement islamiste dirigé par *Necmettin Erbakan*, dont Erdoğan a rejoint les rangs alors qu'il était encore étudiant au lycée imam-hatip, a commencé à s'organiser avec le soutien des Frères musulmans dans les années 60. Ce mouvement, organisé sur la base des Associations de diffusion de la science, des Instituts islamiques, des écoles secondaires imam-hatip, des cours de Coran, des associations anticommunistes, de l'Union des étudiants musulmans de Turquie (MTTB), du Croissant vert et des associations *Hademe-i Hayrat* présentait Necmettin Erbakan, secrétaire général de l'Union des chambres de Turquie, comme "futur Premier ministre" dès 1968.

Malgré les coups d'État militaires qui ont suivi, Erbakan est devenu Premier ministre à deux reprises grâce à la participation aux coalitions de partis tels que le Parti du salut national (MSP) et du Parti de la prospérité (RP), qu'il avait fondés. Depuis 2003, c'est Recep Tayyip Erdoğan, à la tête de l'AKP, qui est l'"homme" des *Frères musulmans*.

Au cours des 18 années au pouvoir d'Erdoğan, le mouvement islamiste aligné sur les *Frères musulmans* a rapidement gagné des adeptes non seulement parmi les musulmans turcs en Europe, mais aussi parmi les immigrants nord-africains.

Une autre raison pour laquelle le mouvement des *Frères musulmans* a gagné en influence parmi les immigrants musulmans en Europe, en particulier en Belgique et en France, sont les conférences données par l'islamologue *Tariq Ramadan*, petit-fils de *Hassan al-Banna*, qui a fondé cette organisation en Égypte en 1928, qui ont profondément influencé les deuxième et troisième générations de la jeunesse musulmane.

Une autre raison importante pour ce qui est de la Belgique est que, pendant des années, aucun parti politique, y compris les partis de gauche, n'a fait le moindre effort pour rendre digne la vie sociale et politique du pays pour les im-

migrants et les membres de leur famille, employés par le capital belge comme main-d'œuvre bon marché. De plus, lorsque ceux-ci ont obtenu le droit de citoyenneté, d'élire et d'être élus, ces partis ont négocié avec les associations islamistes et ultranationalistes contrôlées par les gouvernements turc et marocain afin de gagner des voix dans les municipalités à forte concentration d'immigrants musulmans, et de placer ceux qu'ils proposaient ou soutenaient en tête de leurs listes de candidats.

C'est pour toutes ces raisons qu'il existe deux tensions politiques importantes en Belgique depuis des semaines. La première s'est déclarée le 25 mai 2021: en 2015, la *STIB*, la société de transport public affiliée au gouvernement régional de Bruxelles, a rejeté la demande d'emploi d'une femme portant le hijab, citant la disposition de la réglementation en vigueur sur le lieu de travail selon laquelle "ceux qui portent des symboles de croyances religieuses, politiques et philosophiques ne peuvent pas être embauchés". Six ans plus tard exactement, le tribunal a donné son verdict sur l'affaire et décidé que la femme portant le hijab devait être embauchée.

Bien que certains partis politiques du gouvernement régional bruxellois aient voulu s'opposer à cette décision de justice, l'objection a été abandonnée pour l'instant, notamment à la suite de la pression de partis de gauche et écologistes.

Quant à la deuxième tension, juste au moment où la poussière semblait retomber, le feu de l'enfer s'est déchaîné au sein du gouvernement fédéral belge lorsqu'un ministre d'État écologiste a nommé *Ihsane Haouach*, une Marocaine portant un foulard, au poste de commissaire du gouvernement de l'Institut pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Alors que le parti libéral francophone au sein du gouvernement, le MR, et certains membres du parti d'opposition bruxellois Défi et du cdH chrétien se sont opposés à cette nomination au motif qu'il s'agissait d'une "violation de la laïcité", d'autres partis, en particulier les écologistes et les partis

de gauche, ont fait valoir que le fait que Haouach, qui a fait des études supérieures, porte un hijab ne l'empêche pas d'assumer le poste de "commissaire du gouvernement".

Les tensions se sont toutefois intensifiées lorsqu'il a été divulgué aux médias qu'il y avait un rapport des services de sécurité de l'État selon lequel Haouach avait été en contact avec des membres des *Frères musulmans*, et Haouach a démissionné de son poste de commissaire du gouvernement au motif qu'elle était la cible d'"attaques personnelles".

L'étendue des relations de Haouach avec les *Frères musulmans* est susceptible de revenir de multiples fois avec de nouvelles déclarations et de nouveaux rapports.

Le débat sur le port du hijab en Belgique a eu lieu il y a des années, peu de temps après que la fille d'une famille turque conservatrice, *Mahinur Özdemir*, diplômée de l'université, ait été élue membre de l'Assemblée régionale de Bruxelles sur la liste cdH lors des élections régionales du 24 juin 2009.

À cette époque cependant, la relation étroite d'*Özdemir* avec l'une des figures les plus éminentes des *Frères musulmans* sur terre, non seulement au niveau politique, mais aussi au niveau familial, était patente, mais personne n'en a parlé.

Après son entrée à l'Assemblée régionale de Bruxelles en tant que "première députée portant le foulard", le Premier ministre turc Erdoğan a assisté avec toute sa famille à son magnifique mariage tenu au pavillon du khédivé à Istanbul le 30 novembre 2010 et l'a déclarée sa "fille spirituelle".

Dans la vie politique belge, *Mahinur Özdemir* a toujours été dans la ligne du despote islamiste turc, pas dans la ligne de son propre parti. Elle l'a clairement montré en 2015 lorsqu'elle s'est opposée à la reconnaissance du *génocide arménien* dans les assemblées belges. Elle a été expulsée du cdH, dont elle était membre, non pas parce qu'elle continuait à porter le hijab, mais à cause de son négationnisme.

Lors des élections suivantes, elle n'a été désignée candi-

date par aucun parti, mais, le 12 septembre 2019, elle a été nommée à l'ambassade de la République de Turquie en Algérie sur les instructions d'Erdoğan en personne.

Oui, la vie politique belge est actuellement confrontée aux problèmes créés par la discorde instillée par Recep Tayyip Erdoğan, qui prononce des discours provocateurs non seulement à l'attention des immigrants turcs mais aussi de tous les musulmans chaque fois qu'ils viennent dans ce pays, et dont le parti, l'AKP, fait crier le slogan "C'est la guerre du croissant contre la croix" dans les campagnes électorales belges, et qui utilise les candidats turcs aux élections belges comme gros bras du lobby turc.

Et Erdoğan, formé par les *Frères musulmans*, aujourd'hui leur grand protecteur, continue, malgré ses violations incessantes des droits de l'homme, d'être un interlocuteur de choix de l'État belge, un des membres les plus anciens et les plus respectés de l'Union européenne ...

Kemal Türkler, inoubliable victime du fascisme...

Artı Gerçek, 22 juillet 2021

Aujourd'hui, c'est le 22 juillet... le 41^{ème} anniversaire du lâche assassinat devant chez lui, attaqué à l'arme à feu à l'approche du coup d'État du 12 septembre 1980, du syndicaliste Kemal Türkler, qui a mené la lutte sociale et politique de la classe ouvrière turque dans les années 60 et 70.

À l'instar des innombrables assassinats politiques commis dans notre pays, les forces obscures qui ont organisé l'assassinat de *Türkler* n'ont jamais été mises en lumière, car le procès, qui a duré des années en raison de décisions successives de non-lieu, a été classé en 2010 pour prescription des faits.

J'ai rencontré *Kemal Türkler* au début des années 60

alors que je le regardais parler en tant que président du syndicat Maden-İş à Izmir. Le *Parti ouvrier de Turquie* n'avait pas encore été créé. C'était l'époque où nous explorions les possibilités de réaliser l'unité de lutte entre les ouvriers et les travailleurs intellectuels au sein de la *Fédération des syndicats de journalistes de Turquie*, dont je faisais partie de la direction, et nous avons eu une longue conversation à ce sujet. *Türkler* a précisé qu'ils discutaient souvent de cette perspective avec *İbrahim Güzelce*, le chef du Syndicat turc de la presse, qui représente les travailleurs de l'imprimerie dans le secteur de la presse.

Quelques mois après le retour de *Türkler* à Istanbul, le 13 février 1961, on apprit que lui et des dirigeants syndicaux progressistes, dont *Güzelce*, avaient fondé le Parti ouvrier de Turquie *Türkiye İşçi Partisi (TİP)*... Cependant, pendant près d'un an, le parti ne bougea pas d'un pied. De plus, lors des premières élections, le président du parti, *Avni Erakalın*, avait été présenté comme candidat du parti de droite YTP.

Le TİP prit sa place en tant que véritable parti de gauche dans la politique turque après que l'intellectuel socialiste *Mehmet Ali Aybar* en ait pris la présidence en 1962 à la demande des fondateurs du parti.

À l'été 1962, nous, à Izmir, avons décidé de rejoindre le TİP. Izmir était le plus grand port d'exportation de Turquie et un centre où les secteurs industriels et des services se sont rapidement développés. De plus, comme c'était là que se trouvait le quartier général de l'OTAN au sud-est, il était d'une importance particulière pour les perspectives de notre lutte anti-impérialiste. Il a été décidé que nous irions à Istanbul et rencontrerions le président du TİP, *Mehmet Ali Aybar*, pour en savoir plus sur la position que le TİP allait adopter dans la lutte anti-impérialiste.

La rencontre que nous avons eue avec *Aybar* dans son bureau avec *Süha Çiligirolu*, un de mes plus anciens amis dans la lutte, nous a donné confiance à tous points de vue. Le

même soir, au siège du parti avenue Nuruosmaniye, nous avons rencontré les dirigeants syndicaux fondateurs du TİP, *Kemal Nebioğlu*, *Kemal Türkler*, *İbrahim Güzelce* et *Salih Özkarabay*, et nous avons longuement discuté du potentiel de l'organisation à Izmir et dans la région égéenne.

À cette époque, le représentant de Türk-İş à Izmir était *Burhanettin Asutay*. C'était un dirigeant syndical très compétent et combatif. Je pense qu'il était le dirigeant syndical qui a organisé la première marche des travailleurs pieds nus en Turquie. Je le connaissais bien parce que j'étais l'un des journalistes qui suivaient de près l'actualité ouvrière et syndicale. Parlant de la façon dont le parti gérerait ses relations avec *Asutay* et *Türk-İş*, *Türkler* a confié: "Ne comptez pas du tout sur lui. Ce sera peut-être le plus grand obstacle organisationnel auquel vous serez confronté. Notre plus grande chance est d'avoir un syndicaliste comme *Rahmi Eşsizhan* avec nous à Izmir. Essayons de gagner d'autres jeunes syndicalistes et représentants des travailleurs."

Dès notre retour à Izmir, *İsmet Demiruluç*, le représentant du syndicat *Maden-İş* à Izmir, a immédiatement rejoint nos rangs. Aussitôt après, nous avons lancé une campagne pour l'abolition des articles 141 et 142 du Code pénal turc, qui constituent une grande menace pour la pensée et l'organisation de gauche.

Dans les années qui ont suivi, comme au siège du Parti ouvrier de Turquie, nous avons toujours été ensemble avec *Kemal Türkler* dans la lutte initiée par les syndicats progressistes contre la domination de Türk-İş, sous-traitant des États-Unis, sur la classe ouvrière.

Un tournant important dans l'histoire des luttes de classe dans notre pays eu lieu lorsque les syndicats *Maden-İş*, *Lastik-İş*, *Press-İş* et *Gıda-İş* se sont séparés de Türk-İş et ont créé la Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires (DİSK) le 13 février 1967, juste à la date anniversaire de la création du TİP.

Nous avons annoncé les premiers la nouvelle de la création de la DİSK dans la revue *Ant*. Quatre dirigeants syndicaux, *Kemal Türkler*, *Rıza Kuas*, *İbrahim Güzelce* et *Kemal Nebioğlu*, ont ensuite dévoilé les raisons et les objectifs de cette nouvelle formation dans des interviews exclusives publiées dans le numéro de la revue *Ant* du 14 février 1967.

En 1968, après la résistance historique des étudiants en Turquie comme dans le monde entier, *Kemal Türkler* a apporté une grande contribution à l'établissement d'un lien plus chaleureux entre le mouvement syndical et le mouvement de la jeunesse. Nous l'avons souvent rencontré, ainsi que *Şinasi Kaya* de Maden-İş et *Rıza Kuas* de Lastik-İş, soit dans les locaux des syndicats et soit dans le bureau de *Ant*. En tant que dirigeants ouvriers, ils observaient, posaient des questions et discutaient attentivement la dynamique qui se développait.

Alors que les manifestations étudiantes se déroulaient dans les universités, les ouvriers occupaient l'usine de pneus Derby à Istanbul contre le syndicalisme jaune. Le deuxième jour de l'occupation, le Conseil d'occupation de l'Université technique d'Istanbul était également présent. *Harun Karadeniz*, le président de l'Union des étudiants, s'est adressé aux travailleurs en ces termes: "Nous, les fils de ce peuple, travaillerons jusqu'à ce que nous établissions l'ordre du peuple. Nous sommes ici avec vous aujourd'hui. Nous reviendrons quand il le faudra et nous serons avec vous dans chacun de vos mouvements !" Les camps se dessinaient.

Le 9 juillet 1968, *Ant* titrait en couverture "*Ouvriers-jeunesse main dans la main !*"...

La résistance ouvrière des 15 et 16 juin, qui a commencé à l'initiative de la DİSK contre la loi syndicale antidémocratique approuvée en 1970 avec le soutien du CHP, allait conduire à des changements majeurs dans l'agenda de la gauche.

L'article intitulé "Ils ne pourront pas vaincre notre classe ouvrière !", que nous consacrons à cette résistance dans *Ant*,

qui commençait par un extrait du poème de *Nazım Hikmet*, “Salut à la classe ouvrière de Turquie”, reflétait le plus complètement possible les manœuvres du gouvernement pour saper le syndicalisme révolutionnaire et la résistance à celles-là.

Sur la couverture du numéro de septembre 1970 de *Ant*, que nous avons publié sur la torture des travailleurs résistants et des dirigeants syndicaux envoyés devant les tribunaux de la loi martiale, figurait le slogan “*Les officiers devenus capitalistes ne peuvent pas juger les travailleurs*”.

En conséquence de quoi, en tant que directeur de la revue, j’ai été interrogé et menacé pendant des heures par neuf officiers au quartier général de la 1^{ère} Armée.

Jusque-là, le véritable caractère de classe et la fonction de l’armée, dont une mission révolutionnaire était attendue par une partie de la gauche, se sont révélés dans toute leur nudité pendant la période de la loi martiale qui a suivi cette résistance. La jeunesse révolutionnaire, qui avait été conditionnée par le slogan “Armée-Jeunesse main dans la main” pendant des années, cherchait maintenant des liens plus chaleureux avec la classe ouvrière.

Cependant, en raison des conflits internes qui commençaient à se faire jour au sein du comité exécutif central, le Parti ouvrier de Turquie n’était pas en mesure de gérer ce nouveau développement et les syndicalistes fondateurs du parti étaient extrêmement dérangés par cette faiblesse du parti

Un soir, *Kemal Türkler* et *Şinasi Kaya* sont venus chez nous à Kazancı Yokuşu et nous avons longuement parlé de la division dans laquelle le mouvement socialiste avait été entraîné. Quand j’ai expliqué que les jeunes syndicalistes, en particulier *Dev-Genç*, qui représente la jeunesse révolutionnaire, et les *Centres culturels révolutionnaires de l’Est (DDKO)*, qui représentent la résistance kurde, trouvaient que le TİP et la DİSK étaient passifs, *Türkler* avait dit: “Nous, en tant que représentants de la classe ouvrière au plan syndical, voulons vraiment faire une grande percée révolution-

naire. Je prends cette question au sérieux. Je vais certainement revenir vers vous.”

Lorsque j’ai rapporté cette réunion au comité de rédaction de *Ant* et que j’ai demandé ce que nous pouvions faire pour accélérer le processus, *Faruk Pekin*, qui était un expert en éducation pour la DİSK dans les années 70 et est devenu plus tard conseiller à la présidence pendant l’ère Baştürk, a suggéré: “Mettons la résistance à la grève générale contre l’évolution fasciste en Turquie à l’ordre du jour.”

J’ai donc appelé Kemal Türkler et je lui ai dit que nous voulions lui parler d’une “grève générale”. Il a immédiatement accepté. Nous nous sommes rendus à la réunion avec le maître de conférences *Çetin Özek* et *Faruk Pekin*. Türkler nous a indiqué: “La grève générale n’est pas inscrite à notre ordre du jour. Comme vous le savez, nous menons la lutte syndicale dans un grand nombre d’entreprises. Nous sommes toutefois conscients que la Turquie se dirige vers un régime fascisant. Parlez de l’idée de grève générale dans *Ant*, ouvrez le débat. Nous, nous allons en parler avec nos conseils. Si les conditions sont favorables, et si l’équilibre des forces le permet, c’est réalisable.”

Après cet entretien, nous avons publié le numéro de janvier 1971 de *Ant* avec, en couverture, le slogan “1971 doit être l’année de la grève générale” et à l’intérieur un long article contenant l’analyse et les propositions de *Çetin Özek* à ce sujet.

Le mois suivant, dans un communiqué publié à l’occasion de son 4^{ème} anniversaire, l’administration de la DİSK, précisant sa détermination dans la lutte, a annoncé qu’elle s’engagerait dans des actions de résistance contre le fascisme par des marches, 3 ou 7 jours de grève générale et des rassemblements: “La DİSK, sous quelque forme que ce soit, ne permettra pas que le fascisme assassin des libertés, qui protège la domination du capital monopoliste, sous quelque forme que ce soit, et qui écrasera la classe ouvrière, domine

totalemment en Turquie. La contestation de ceux dont on veut qu'ils soient transformés en troupeau privé de liberté triomphera certainement dans la ligne de souveraineté absolue de la constitution. La DİSK n'est pas seule dans ce combat, et ne le restera pas." (*Ant*, 183/10, mars 1971)

Un mois après la publication de ce communiqué, le mémorandum du 12 mars 1971 sera publié par la junte militaire fasciste et à la fin du mois d'avril de la même année, la loi martiale fut imposée. Une terreur d'État sanglante commença, culminant avec l'exécution de trois jeunes révolutionnaires, *Deniz*, *Yusuf* et *Hüseyin*.

Le fascisme allait fermer, pendant la junte du 12 septembre, la DİSK qu'il n'avait pas pu fermer pendant la junte du 12 mars, torturer tous ses dirigeants et militants et les jeter dans des cachots.

Kemal Türkler, fondateur de la DİSK et du TİP, alors président du syndicat Maden-İş, sera assassiné le 22 juillet 1980, deux mois avant le coup d'État du 12 septembre.

Nouvelle effronterie des hypocrites!

Artı Gerçek, 31 juillet 2021

L'hypocrisie de l'islamo-fascisme devenu pouvoir absolu en 2022 après avoir cheminé sur le tapis rouge déroulé par la junte d'Evren et des gouvernements de coalition qui ont suivi, dont les bases avaient été posées par la doctrine Eisenhower dans les années 50 et les premiers cadres formés par le gouvernement Demirel dans les années 60, et dont Ecevit a fait un partenaire de pouvoir et dans les années 80 et 90 après le coup d'État de 1971, n'est un secret pour personne...

Voici un nouveau chef-d'œuvre d'hypocrisie mis en scène sous prétexte de commémorer le cinquième anniver-

saire de la parodie de tentative de coup d'État de 2016: l'Association du 15 juillet a organisé à Istanbul du 12 au 18 juillet 2021, avec le soutien du ministère du Tourisme, de la TRT et de la Direction générale du cinéma, une semaine du film appelée 'On5zero7', afin de sanctifier le régime islamo-fasciste sur le grand écran et les écrans d'ordinateur.

Alors que 17 films sélectionnés de Malaisie, du Pakistan, d'Azerbaïdjan, de Bosnie, de Palestine, de Libye, d'Algérie, du Nigeria, des États-Unis, d'Argentine et d'Égypte ont été projetés au cours de la semaine, aucun des dizaines de documentaires et de films sur les coups d'État militaires fascistes de 1971 et 1980 en Turquie n'a été inclus dans le programme.

En revanche, le célèbre film de *Costa-Gavras*, *Missing*, qui traite du coup d'État chilien de 1973, a été projeté deux fois au musée du Cinéma d'Istanbul et au Centre culturel Tarık Zafer Tunaya, histoire de faire plaisir aux copains.

Fort bien, mais ce film de Costa-Gavras n'est-il pas le film qui a remporté la Palme d'or au Festival de Cannes 1982 en même temps que le film *Yol* réalisé par le duo *Yılmaz Güney - Şerif Gören*?

Et *Yılmaz Güney* n'est pas seulement un réalisateur de renommée internationale, n'est-il pas en outre un combattant de la démocratie qui a été la cible des coups d'État de 1971 et 1980 en Turquie, qui a passé des années en prison, qui, contraint à l'exil après le 12 septembre, a été déchu de sa nationalité turque, et comme si cela ne suffisait pas, était sous le coup d'ultimatums adressés à plusieurs reprises à la France et à la Grèce par l'État turc pour qu'il soit extradé vers la Turquie pour être renvoyé en prison, jusqu'à ce qu'il décède à Paris le 9 septembre 1984?

Yılmaz Güney, qui a mon âge, a été persécuté en prison non seulement après les coups d'État de 1971 et 1980, mais aussi dans notre jeunesse, au début des années 60.

Güney, qui s'est fait connaître dans le monde du cinéma en jouant le rôle principal dans le film *Alageyik* réalisé

par *Atif Yılmaz* en 1959, s'est également fait un nom avec les nouvelles réalistes qu'il a écrites pour des magazines d'art et de littérature. Arrêté et condamné à un an et demi de prison puis exilé à Konya pour "propagande communiste" dans une de ses nouvelles, il n'a pas pu participer à aux activités menées à l'époque où le Parti ouvrier de Turquie est entré dans un processus d'organisation rapide avec la participation d'intellectuels de gauche.

Une fois sa peine d'exil terminée, *Yılmaz Güney* est revenu à *Yeşilçam* comme un ouragan. Les films qu'il a réalisés ou dans lesquels il a joué étaient des films de truands, c'est pourquoi il est rapidement devenu célèbre sous le nom de "*Vilain Roi*". Mais ce qui a fait de *Yılmaz* une légende du cinéma turc, c'est sans aucun doute le film *Umut* qui a remporté le grand prix au 2^{ème} Festival du film Altın Koza de même qu'à Grenoble.

Umut, qui veut dire espoir, est devenu notre espoir lorsque nous avons fait campagne contre la junte en exil après le coup d'État de 1971. En plus de documenter les analyses politiques et les violations des droits de l'homme, il était également nécessaire de donner des exemples visuels de la culture turque dans les réunions de résistance. Par un coup de chance, une copie d'*Umut* était parvenue en Europe... Lors des soirées de Bruxelles, Amsterdam et Paris, *Umut* a reçu de nombreux éloges de la part des participants européens.

Cependant, pendant que son film était projeté en Europe, *Yılmaz* a été condamné à 2 ans de prison et d'exil pour avoir caché des membres du THKP-C en Turquie, et nous avons organisé des campagnes de solidarité spéciales à l'étranger pour lui, tout comme pour d'autres prisonniers politiques.

La participation de *Yılmaz* aux convois de déportation en provenance de Turquie a coïncidé avec 1981.

Le 12 janvier 1981, alors que je travaillais sur des documents avec *Behice Boran*, venue de Bulgarie à Bruxelles, j'ai reçu un coup de téléphone de la Radio belge francophone

RTB qui m'a informé que le film *Sürü* de Yılmaz Güney, qui était en prison à l'époque, avait reçu le grand prix de l'Union de la critique de cinéma. En tant que journaliste dissident turc, je suis immédiatement intervenu au journal télévisé de 13 heures où j'ai attiré l'attention du public belge sur les pressions exercées sur les intellectuels progressistes et démocratiques en Turquie, à commencer par *Yılmaz Güney*.

Comme *Yılmaz Güney* ne pouvait assister en personne à la cérémonie de remise des prix, l'Union de la critique de cinéma m'a demandé de recommander quelqu'un d'autre. L'actrice principale du film, *Melike Demirağ*, était en exil en Allemagne avec son mari *Şanar Yurdatapan* et sa fille *Zeynep*. Le prix a été remis à Melike au nom de *Yılmaz Güney*.

Le fait que Yılmaz ait réussi à s'évader à l'étranger en octobre 1981 alors qu'il était en permission de la prison semi-ouverte d'Isparta a été un grand événement qui a remonté le moral des exilés politiques et renforcé notre lutte.

Mais ce qui est encore plus important, c'est que le film *Yol* de Yılmaz Güney a partagé la Palme d'or avec *Missing* de Costa-Gavras au Festival de Cannes le 20 mai 1982.

L'inclusion du mot *Kurdistan* dans une séquence de *Yol* a été une grande victoire pour nos amis kurdes, qui luttait depuis des années pour faire entendre leur voix à l'opinion publique mondiale, et un grand coup porté au lobby turc... Cependant, la récompense que *Yılmaz Güney* a reçue de l'État turc pour ce succès international est sa déchéance de sa citoyenneté turque, tout comme nous, après un certain temps.

Yılmaz, dont l'état de santé se détériorait de jour en jour, est décédé à Paris le 9 septembre 1984, quelque temps après la sortie de *Duvar* (Mur), qu'il a réalisé avec beaucoup de difficulté. Il repose au cimetière du Père Lachaise, le cimetière des communards.

Yılmaz a lutté pour la démocratie et le socialisme et pour la liberté des peuples jusqu'au derniers jours d'une vie passée dans la souffrance. Il fut l'orateur le plus puissant des in-

cessantes nuits de résistance à Paris... Je me souviens de son dernier discours, c'était au Newroz de 1984. Il proclamait à la face du monde que la guerre kurde pour la liberté finirait par être victorieuse: *“La fraternité des classes opprimées est l'une de nos armes les plus puissantes. Amis et ennemis, tout le monde doit savoir que nous allons gagner... Nous devons gagner... Il vaut mieux mourir comme champion de la liberté que vivre comme esclave... Vive la fraternité et la solidarité des peuples turc, persan et arabe...”*

Le calvaire de Yılmaz ne s'est pas achevé à sa mort.

35 ans après la Palme d'or, *Yol* de Yılmaz Güney a de nouveau été projeté au Festival de Cannes en 2017, mais cette fois ouvertement censuré. Oui, le mot Kurdistan en avait été coupé...

À la suite de la censure de *Yol*, j'ai immédiatement adressé le message suivant à la direction du Festival de Cannes:

“Nous vous savons gré d'avoir montré le film *YOL* de notre compatriote Yılmaz Güney, victime de l'oppression de l'Etat turc. Cependant, lors de la projection de ce film extraordinaire, primé à Cannes, nous avons appris qu'il avait subi de nombreuses modifications par rapport à l'original montré il y a 35 ans, et que le mot Kurdistan avait été supprimé à certains endroits. Il s'agit là non seulement un grand manque de respect envers ce grand maître du cinéma qui est mort en exil, mais aussi à l'égard du peuple kurde qui se bat depuis des décennies pour la reconnaissance de son identité nationale, de sa culture et de ses droits civils et politiques. J'invite la direction du festival à faire immédiatement une déclaration à ce sujet.”

Malheureusement, il n'y a pas eu de réponse à mon message, et je n'ai entendu aucune réaction des médias turcs à la direction du Festival de Cannes, à l'exception des sites d'information kurdes, face à la censure “universalisée”.

Costa-Gavras, dont les “mercantis du putsch” ont eu l'indécence de montrer le film *Missing*, à l'occasion du 5^{ème} anni-

versaire de la parodie de tentative de coup d'État, est un grand maître du cinéma qui a habilement dévoilé les complots et les meurtres des forces fascistes et les luttes des forces antifascistes contre celles-là dans ses précédents films *Z* et *État de siège*.

Citoyen français d'origine grecque, Costa-Gavras, dépeint magistralement dans son film *Z* réalisé en 1969, l'assassinat du leader de gauche *Grigoris Lambrakis* par l'État profond en Grèce en 1963.

Quatre ans après cet assassinat, des colonels fascistes s'empareront du pouvoir en Grèce par un coup d'État. C'est alors que nous avons publié aux éditions *Ant* le livre de *Constantin Tsoukalas, Le Dossier Grèce*, qui explique comment le coup d'État a été préparé, dans quel but il a été mené et ses conséquences. Mais il n'a pas été possible de voir ce film en Turquie. C'était l'époque où des bandes racistes et islamistes massacraient les jeunes et les travailleurs révolutionnaires les uns après les autres.

Nous n'avons pu voir *Z* qu'en exil, après le coup d'État du 12 mars.

Un autre des chefs-d'œuvre de Costa-Gavras est son film de 1973, *État de siège*, qui relate la lutte des guérilleros *Tupamaros* en Uruguay contre l'impérialisme américain et les collaborateurs de ce dernier dans le pays.

Ce film nous a énormément touchés, tant par son contenu et son message, que par sa réflexion sur la lutte dans leur pays de nos amis uruguayens, que nous avons rencontrés lors de notre fuite à Paris au début de notre exil, et dont nous avons vu la grande amitié et la solidarité dans notre lutte.

Après la résistance des 15 et 16 juin, alors que les attaques de l'armée et des milieux turco-islamistes s'intensifiaient, sans le numéro de décembre 1970 de la revue *Ant*, nous avons publié le "Dernier message" de Ho Chi Minh, le leader de la révolution vietnamienne, ainsi qu'une interview détaillée des *Tupamaros* en Uruguay, initialement publiée dans le journal cubain *Granma*.

L'un de ceux qui nous ont aidés à établir des relations avec les milieux révolutionnaires lors de l'organisation du *Mouvement de résistance démocratique* à Paris en 1972 fut le syndicaliste *Alberto Sendic*, frère de *Raul Sendic*, un des dirigeants légendaires des *Tupamaros*.

Un jour, alors que je rencontrais *Alberto* un jour après la publication de *File on Turkey*, j'ai appris que *Raul Sendic* avait été blessé et capturé lors d'une fusillade. Ce fut un triste jour...

Comme ses camarades capturés, *Raul Sendic* fut torturé pendant 13 ans, transféré de prison en prison, et finalement libéré en mars 1985 dans le cadre d'une amnistie générale.

Raul Sendic, dont l'état de santé s'était fortement détérioré en raison des tortures et des mauvais traitements qu'il avait subis, mourra le 28 avril 1989, après avoir passé les dernières années de sa vie avec son frère *Alberto* à Paris. Sa dépouille mortelle a été transportée en Uruguay et enterrée à Montevideo lors d'une cérémonie à laquelle assistait une foule nombreuse. Notre ami *Alberto Sendic* décédera en 2009.

Le fils de *Raul*, *Raul Fernando Sendic*, a poursuivi la lutte des *Sendic* sur le plan juridique et a été élu vice-président de l'Uruguay avec le soutien de la gauche lors des élections de 2015.

Après la mort des frères *Sendic*, notre exil nous a mis en contact, *Ínci* et moi, avec un autre Uruguayen à Bruxelles, uniquement à cause de nos problèmes de santé: le *Dr Julio César Otero*, spécialiste du système digestif.

Otero, qui n'est pas seulement un des médecins en qui nous avons le plus confiance, mais avec qui nous partageons des souvenirs de la lutte antifasciste des années 60 et 70 sur deux continents différents, avait été arrêté par le gouvernement fasciste uruguayen le 30 mai 1972 lors de l'opération *Tupamaros*, tout comme *Raul Sendic*. Libéré après avoir passé huit ans en prison, il a choisi l'exil politique en Belgique et est rapidement devenu l'un des médecins les plus éminents du pays.

Mais pas seulement *Otero*. Après le coup d'État de 1980, la présidente du TÏP, *Behice Boran*, qui était soignée à Sofia et que nous avons invitée à Bruxelles où elle a passé les dernières années de sa vie, y a été examinée par le médecin personnel du président *Allende*, le cardiologue *Gaston Simon*, qui faisait partie des exilés politiques chiliens en Belgique à l'époque.

Une autre grande œuvre de Costa-Gavras, qui a eu de grandes répercussions tout comme *Z* et *État de siège*, et qui a donc reçu la Palme d'or au Festival de Cannes de 1982 avec *Yol* de Yılmaz Güney, est sans aucun doute le film *Mis-sing*, qui raconte le coup d'État chilien de 1973.

Costa-Gavras, dont le film est projeté aujourd'hui à l'occasion de l'anniversaire de la parodie de tentative de coup d'État de 2016, avait adressé un message de protestation à Tayyip Erdoğan en 2013 en tant que témoin d'une attaque anti-culturelle de la dictature de l'AKP à Istanbul.

Le 8 avril 2013, des journalistes de Turquie et de médias étrangers, des représentants d'organisations non gouvernementales et des artistes du cinéma ont défilé avec le slogan "Emek est à nous, Istanbul est à nous" pour protester contre la démolition du cinéma historique Emek pour faire place au *Grand Pera*. Costa-Gavras était au premier rang. *Costa-Gavras* a été le premier à prononcer un discours de protestation juché sur une chaise dans Istiklal Caddesi parce que la rue où se trouvait le cinéma avait été bloquée par une équipe de police anti-émeute.

Quelles effronteries et quelles hypocrisies n'ont pas eu lieu au cours des 19 années de règne de Tayyip l'hypocrite! Pourquoi donc s'étonner qu'un chef-d'œuvre de Costa-Gavras, victime de brutalités policières anti-émeutes à Istanbul il y a 8 ans, soit si effrontément exploité alors que tous les films anti-coup d'État réalistes des cinéastes turcs sont passés sous silence dans le festival au titre accrocheur de "films anti-coup d'État"?

Histoire de ne fâcher personne...

Artı Gerçek, 7 août 2021

Au cours de mes 69 ans de vie dans la presse, dont l'anniversaire est le 9 septembre, j'ai vécu toutes sortes de surprises désagréables, notamment des poursuites judiciaires, des détentions, des menaces, des licenciements et des exils, tous événements auxquels un journaliste qui a toujours été dans l'opposition peut être confronté. Mais aucun d'entre eux n'a été aussi surprenant que le message que j'ai reçu il y a dix jours, le 28 juillet, alors que j'écrivais ma chronique hebdomadaire pour *Artı Gerçek*.

Oui, mon lecteur, un des lecteurs les plus fidèles d'*Artı Gerçek* et téléspectateur d'*Artı TV* depuis le jour de leur création, demandait avec beaucoup de tristesse et de surprise: "Est-ce vrai? Il paraît qu'*Artı Gerçek* et *Artı TV* se sont séparés... Certains journalistes ont dit qu'ils n'écriraient plus pour *Artı Gerçek*... N'écrivez-vous plus, vous non plus?"

J'étais à un paragraphe ou deux de terminer mon article intitulé "Nouvelle effronterie des hypocrites!" J'ai fait une pause et j'ai essayé de découvrir ce qui se passait à la fois sur les réseaux sociaux et au téléphone. C'était triste, mais c'était vrai...

İnci Tuğsavul, qui fait la première lecture critique de mes articles avant leur publication, avec qui j'ai partagé la responsabilité de la publication d'*Akşam*, *Ant*, *Info-Türk* et *Tek Cephe* pendant des décennies, a été aussi choquée que moi par cette nouvelle.

Comment pourrait-il en être autrement, pour *İnci* et pour moi, *Artı Gerçek* et *Artı TV* étaient les jumeaux médiatiques qui ont élevé la voix des défenseurs de la démocratie et de la liberté de la manière la plus efficace pendant cinq ans contre le diktat de Tayyip, devenu de plus en plus violent après la parodie de tentative de coup d'État de 2016

Au cours de notre demi-siècle d'exil après le coup d'État

du 12 mars 1971, nous nous sommes efforcés de contribuer dans différentes langues à de nombreux journaux, magazines et agences tant en Turquie qu'à l'étranger, en plus des bulletins d'information, des livres et des brochures d'*Info-Türk*, édités par nos soins. Outre les publications de diverses associations et syndicats s'adressant aux immigrants turcs, nous avons exprimé nos opinions dans les journaux *Tek Cephe*, *Demokrat Türkiye* et *Barış / Aşığı* publiés à l'étranger.

Tous ont eu leur place dans l'histoire des luttes. Cependant, en 2017, ce fut une première dans l'histoire de nos médias lorsqu'un grand nombre de journalistes bien connus se sont réunis en exil et ont donné vie à *Artı Gerçek*...

Depuis le premier jour, à Bruxelles, à 220 kilomètres de Cologne, nous avons tous les deux vécu avec beaucoup d'enthousiasme l'excitation de la création d'*Artı Gerçek*.

Nous n'oublions pas le jour où nous avons rencontré à Bruxelles *Celal Başlangıç*, *Ragıp Duran*, *Ahmet Nesin* et *Ayşe Yıldırım*, qui étaient déterminés à poursuivre la lutte à l'étranger. Nos collègues des *Ateliers du Soleil* qui nous ont accueillis, ont également été très touchés de rencontrer quatre journalistes qui, comme İnci et moi, avaient décidé de poursuivre la lutte en exil. Il était très important pour nos amis qui fournissent des services sociaux, éducatifs et culturels dans nos ateliers aux immigrants politiques *assyriens*, *arméniens*, *kurdes* et *turcs* de Turquie depuis près de quarante ans, d'apprendre de ceux qui les avaient vécus personnellement les derniers développements en Turquie, en dehors des nouvelles et des commentaires que nous publions.

Celal Başlangıç et ses amis ont formé une équipe qui comprenait nos amis journalistes *Koray Düzgören* et *Armağan Kargılı*, avec qui nous nous étions battus ensemble pendant des décennies en exil et, surmontant de grandes difficultés financières ils ont réussi la tâche difficile de lancer *Artı Gerçek* en février 2017.

Depuis le premier numéro, 42 de nos amis, qui comptent

parmi les journalistes et écrivains les plus combattifs de Turquie, ont exprimé leur opinion, leurs critiques et leurs suggestions dans les pages d'*Artı Gerçek*.

Dans mon premier article intitulé “Deux nouveaux événements de bon augure dans l’histoire de notre exil” publié le 9 février 2017, je commençais comme suit:

“En cette nouvelle année de mes 65 ans de médias et de mes 46 ans d’exil, voici deux événements majeurs qui ont renforcé mon espoir, tant en tant que journaliste qu’en tant que défenseur des droits de l’homme, que le règne de l’oppression finira par tomber: la réunion de fondation du Congrès démocratique des peuples- Europe s’est tenue à Bruxelles le 4 février, et le début des publications d'*Artı Gerçek* le 8 février, moins de quatre jours plus tard...”

Et en tant que journaliste qui adhère au principe selon lequel un révolutionnaire doit toujours être optimiste, je concluais:

“Les journalistes qui défendent la liberté et la démocratie ne peuvent pas être réduits au silence, quelles que soient les circonstances. Le succès d'*Artı Gerçek* sera la confirmation du proverbe qui dit que le peuple l’emportera toujours sur son tyran.”

Au 50^{ème} anniversaire de notre exil, j’ai déclaré ce qui suit dans mon article publié dans *Artı Gerçek* le 4 février 2021: “Dans la prochaine période de notre exil, si la vie et notre santé le permettent, nous continuerons à être avec vous dans *Artı Gerçek* pendant qu’İnci et moi poursuivons la publication d’Info-Türk avec le contenu combatif de son premier jour. Alors que nous achevons 50 ans d’éloignement de notre patrie, nous souhaitons tous les deux être témoins de l’effondrement du régime islamo-fasciste, qui tente de survivre grâce à la terreur d’État, aux provocations et à l’hypocrisie, et si cela n’est pas possible pour nous en raison de notre âge, de voir que nos collègues d'*Artı Gerçek*, qui ont été contraints à l’exil par ce régime, peuvent poursuivre librement leur travail sur le sol de la Turquie.”

Il n'est guère possible de ne pas être bouleversé de recevoir six mois plus tard à peine une question telle que: "Il paraît qu'*Artı Gerçek* et *Artı TV* se sont séparés... Certains journalistes ont dit qu'ils n'écriraient plus pour *Artı Gerçek*... N'écrivez-vous plus, vous non plus?" Surtout si, en tant que journaliste qui a écrit pour *Artı Gerçek* chaque semaine depuis le jour de sa création, vous n'avez pas été informé d'une telle évolution...

Lorsque nous avons vu les nouvelles et les commentaires sur les réseaux sociaux, notre surprise n'a fait que s'accroître. On annonçait qu'*Artı Gerçek* s'était divisé en deux sociétés distinctes en tant que journal et télévision, et qu'*Ergun Babahan* reprenait le poste de rédacteur en chef d'*Artı Gerçek* sur la démission de Celal Başlangıç, celui-ci assurant désormais uniquement la tâche de directeur éditorial d'*Artı TV*.

Malgré l'annonce de la division en deux sociétés distinctes, au moment même où j'écris ces lignes, *Artı Media GmbH* continue d'apparaître en tant qu'éditeur d'*Artı Gerçek* et d'*Artı TV*.

Celal Başlangıç, dont on avait annoncé il y a quelque temps que le nom figure sur les listes des personnes à exécuter, était en soins intensifs en raison d'une crise cardiaque deux semaines avant ce développement, de sorte qu'il ne pouvait ni écrire dans *Artı Gerçek* ni participer aux programmes d'*Artı TV*.

Après qu'*Ergun Babahan* soit devenu rédacteur en chef, certains de nos amis écrivains ont annoncé qu'ils n'écriraient plus pour *Artı Gerçek*. Peu de temps après, il a été annoncé que de nouveaux amis avaient rejoint la famille *Artı Gerçek*, et une discussion a été lancée sous le titre "La gauche discute de l'avenir de la Turquie".

Nous avons quelque chose en commun avec les deux rédacteurs en chef d'*Artı Gerçek* au niveau du métier de journaliste. Ces deux collègues ont commencé leur carrière de journaliste à Izmir comme moi.

Entre 1952 et 1962, j'ai travaillé dans les journaux *Sabah Postası*, *Milliyet* et *Öncü* à Izmir, et j'ai en même temps été directeur du *Syndicat des journalistes* et de l'*Association des journalistes*.

Celal Başlangıç a commencé sa carrière de journaliste dans les années 70 au journal *Ekspres* à Izmir, et *Ergun Babahan* à *Yeni Asır* à Izmir dans les années 80.

Une autre chose que ces deux collègues et moi avons en commun, c'est qu'ils ont dû poursuivre leur lutte dans les conditions de l'exil après des années à assumer diverses responsabilités dans les médias turcs...

J'en reviens à quatre ans d'ici: dans l'article qu'il avait écrit pour le premier numéro d'*Artı Gerçek*, *Celal Başlangıç* disait ceci: "Le rapport de la Turquie à la réalité est de plus en plus coupé par le gouvernement AKP. Un par un, les médias qui disent la vérité sont fermés. On tente de mettre à terre ceux qui sont encore en mesure de publier par de lourdes amendes et des peines de prison. Face à cette situation, nous avons décidé de viser une diffusion non censurée et non autocensurée. Nous voulons apporter le plus rapidement possible une contribution à ceux qui défendent la démocratie, la paix et les libertés en Turquie, en tant que personnes qui ont travaillé comme journalistes dans ce pays pendant des années. Puisse notre voie être dégagée pour des médias libres et une Turquie démocratique."

Ergun Babahan, qui était un collaborateur régulier d'*Artı Gerçek* au cours de sa première année, a exprimé son enthousiasme dans son article intitulé "Le journaliste est un ambassadeur de la vérité !" le 7 février 2017:

Quatre ans plus tard, *Başlangıç* et *Babahan* ne sont pas sur le même bateau, mais dans la timonerie de deux bateaux distincts, qui portent tous deux le nom d'*Artı*.

Quoi qu'il se soit passé au cours des deux dernières semaines, je crois qu'*Artı Gerçek* et *Artı TV* poursuivront résolument leur lutte pour "des médias libres, une Turquie démocratique" avec la même détermination que *Başlangıç*

et *Babahan* l'ont soulignée dans leurs premiers articles il y a quatre ans.

Je suis d'accord avec ce que mon cher ami *Akın Birdal*, défenseur des droits de l'homme, un des premiers contributeurs à la série d'articles "La gauche discute de l'avenir de la Turquie" initiée par *Artı Gerçek*, a dit dans son article daté du 5 août 2021:

"La Turquie se dirige vers un carrefour très problématique. Je ne peux pas déterminer si le tournant pourra être négocié ou non. Les problèmes fondamentaux de la Turquie sont dissimulés en exploitant l'environnement de tension, de conflit et de chaos. Ces derniers jours, la haine et le langage qui divisent se sont mués en violence et en attaques racistes directes. Actuellement, des attaques se produisent à Afyon, Ankara, Antalya et Konya. Je crains que ce qui peut être fait ensemble en Turquie ne se fasse pas s'il est trop tard. Chacun doit se remettre en question pour sa part puis évaluer ensemble la réponse à la question de savoir ce que nous pourrons faire ensuite. Sinon, ce qui se passera est de la responsabilité de nous tous. Nous sommes en pleine turbulence. Il faut intervenir de toute urgence. Des cris s'élevèrent face au feu. Cette révolte des gens nécessite une volonté organisée. Ensemble... tous ensemble..."

Oui, *Artı Gerçek* et *Artı TV* sont ensemble dans ce combat, tous ensemble... Tous ensemble...

Les deux Deniz révolutionnaires des années 60...

Artı Gerçek, 14 août 2021

Demain dimanche, c'est le 15 août... Le 46^{ème} anniversaire de la mort, dans sa période la plus productive, de *Harun Karadeniz*, l'un des leaders révolutionnaires de la jeunesse de la gauche turque qui a marqué la seconde moitié des années 60... Son assassin fut sans aucun doute la junte fasciste

du 12 mars 1971, qui a organisé un coup d'État sous la directive de l'OTAN et des États-Unis afin d'empêcher le développement de la lutte anti-impérialiste et socialiste en Turquie. Harun, arrêté immédiatement après le coup d'État, est mort à un jeune âge le 15 août 1975. On lui avait diagnostiqué un cancer alors qu'il était dans les geôles de l'armée, et qu'on n'avait pas autorisé son traitement.

Harun a-t-il été le seul? *Hüseyin Cevahir* lors du siège de Maltepe le 1er juin 1971, *Mahir Çayan, Cihan Alptekin, Ömer Ayna, Sinan Kâzım Özüdoğru, Hüdayi Arıkan, Ertan Saruhan, Nihat Yılmaz, Sabahattin Kurt* et *Saffet Alp* dans le massacre de Kızılderle le 30 mars 1972, *Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan* et *Hüseyin İnan* exécutés le 6 mai 1972 et *İbrahim Kaypakkaya* sous la torture le 18 mai 1973.

Harun Karadeniz et *Deniz Gezmiş*, deux de ces jeunes révolutionnaires dont les noms ne seront jamais effacés de notre histoire révolutionnaire, étaient deux révolutionnaires que j'ai connus personnellement bien avant les révoltes de 68 de la jeunesse qui ont secoué la Turquie ainsi que le monde entier.

1965 a été une année au cours de laquelle notre mouvement socialiste a pesé de tout son poids sur la politique turque à la fois qualitativement et quantitativement. Le Parti ouvrier de Turquie (TİP), qui était organisé dans presque toutes les provinces du pays, se préparait à se présenter pour la première fois aux élections législatives

Les dirigeants syndicaux fondateurs du TİP, qui avaient levé les premiers étendards de la rébellion contre le syndicalisme pro-américain de *Türk-İş* à l'occasion des grèves des ouvriers du bâtiment à Karadeniz Ereğlisi en 1962 et des ouvriers de l'usine de câbles Kavel à Istanbul en 1963, posaient les premières pierres de la création de la DİSK.

Parallèlement à cela, la jeunesse révolutionnaire, qui à l'époque avait la charge du TMTF et du MTTB et des syndicats étudiants dans les universités, levait le drapeau de la

lutte anti-impérialiste par des manifestations, des sessions ouvertes et des forums

En 1964, je rendais compte en détail de ces développements dans le journal *Akşam* dont j'assumais la direction, je participais aux sessions ouvertes organisées par les organisations de jeunesse révolutionnaires en tant qu'intervenant et directeur, et j'ai eu de longues conversations avec des leaders de la jeunesse qui venaient souvent au journal pour voir *Çetin Altan*, qui était devenu l'écrivain de gauche le plus lu à l'époque.

J'ai fait la connaissance d'Harun Karadeniz lors de la campagne du TMTF contre les compagnies pétrolières étrangères au début de 1965. À cette époque, il était président de l'Union des étudiants de la Faculté de génie civil de l'Université d'Istanbul et l'un des organisateurs de la campagne. Le 15 janvier 1965, j'ai animé à leur demande la séance publique sur "Le problème du pétrole en Turquie" organisée par *İlhan Selçuk*, *İdris Küçükömer*, *Muammer Aksoy*, *Ahmet Hamdi Başar*, *Ziya Hepbir* et *Ahmet Güryüz Ketenci*. C'était la première fois que Harun et moi nous rencontrions

Né en 1942, Harun Karadeniz avait alors 23 ans.

Lors des élections législatives du 10 octobre 1965, une nouvelle page s'ouvrait dans la vie politique de la Turquie avec l'entrée au Parlement de 15 députés du Parti ouvrier de Turquie.

Parmi ceux qui ont rejoint les rangs du parti le lendemain même des élections, figurait *Deniz Gezmiş*, qui s'était inscrit dans le district d'Üsküdar.

Né en 1947, *Deniz Gezmiş* n'avait que 18 ans à l'époque.

J'étais très fier que *Deniz Gezmiş* et des jeunes gens de son âge aient rejoint les rangs du Parti ouvrier de Turquie. Parce que depuis le premier grand congrès tenu en 1964, il y avait un certain ressentiment parmi la jeunesse contre l'administration du TİP. Lors de ce congrès, il avait d'abord été décidé que le président des sections de la jeunesse participe-

rait au Conseil Général de Direction, mais immédiatement après, certains cadres supérieurs avaient manifesté de la méfiance à l'égard de la jeunesse et fait annuler cette décision.

Avec l'effet du succès aux élections générales de 1965, la jeunesse s'est de nouveau tournée vers le parti. Le 12 novembre 1965, la Fédération des clubs d'idées (FKF) a été créée en tant qu'organisation de jeunesse proche du TIP avec la participation de 126 délégués de 11 établissements d'enseignement supérieur d'Ankara, grâce à l'élan donné par la revue *Dönüşüm* qui avait commencé à être publiée par les jeunes du parti à Ankara le 22 avril 1965.

Cependant, l'opération de liquidation entamée après le 2^{ème} Grand Congrès tenu à Malatya du 20 au 24 novembre 1966, contre les membres du parti qui avaient adopté la stratégie de la Révolution démocratique nationale (MDD) mise en avant dans le magazine *Yön* ne tarda pas à montrer son effet dans le mouvement de la jeunesse.

Deniz Gezmiş bien que membre du parti très discipliné, s'est progressivement éloigné de celui-ci en raison du refus ou de l'incapacité des dirigeants du parti à répondre aux nombreuses questions qui se formaient dans son esprit. Il avait dès lors établi des relations étroites avec les socialistes, que le parti avait refusé d'accepter ou expulsés parce qu'ils défendaient la stratégie du MDD.

Deniz Gezmiş, membre du parti, a vécu sa première garde à vue entre le 15 et le 31 août 1966, lorsque les agents de nettoyage de la municipalité de Çorum, qui marchaient d'Ankara à Istanbul, ont déposé une gerbe au monument de Taksim.

Le 7 novembre 1966, Deniz est entré à la *faculté de droit de l'université d'Istanbul* et, en tant qu'étudiant, a été arrêté pour la première fois le 19 janvier 1967 pour avoir participé aux manifestations contre la mise sous tutelle du bâtiment de la TMTF.

Arrêté le 22 novembre 1967 pour avoir brûlé le drapeau américain avec *Âşık İhsani* lors du meeting sur Chypre mis

sur pied par des organisations étudiantes, a fondé l'Organisation des juristes révolutionnaires avec ses amis le 30 janvier 1968. Le 7 mars 1968, il a été arrêté pour avoir protesté contre le ministre d'État *Seyfi Öztürk*, qui prenait la parole lors d'une réunion dans la salle de conférence de la faculté des sciences de l'université d'Istanbul.

Pour autant que je me souviens, *Harun Karadeniz* n'était pas devenu membre du Parti ouvrier de Turquie, mais en tant que leader de la jeunesse socialiste contre la stratégie du MDD, il était aux premiers rangs de nombreuses manifestations d'ouvriers, de paysans sans terre et d'étudiants.

L'une des principales manifestations étudiantes menées par Harun a été la marche pour "nationaliser les écoles privées", qui a commencé à Istanbul le 7 novembre 1967 et a atteint Ankara 11 jours plus tard. Un autre événement majeur a été la semaine "Non à l'OTAN !", lancée à Istanbul le 14 mai 1968 à l'initiative conjointe de 17 organisations.

Harun et Deniz, qui avaient adopté des stratégies révolutionnaires différentes et pris part à des organisations différentes, sont apparus sur le devant de la scène dans les médias grand public et ont été reconnus par les masses comme deux dirigeants représentant la jeunesse révolutionnaire au moment de l'occupation de l'*Université d'Istanbul* et de l'*Université technique d'Istanbul* par des étudiants en juin 1968.

Alors que des jeunes membres du TİP ou proches du TİP s'organisaient à Istanbul en y créant le secrétariat de la FKF, *Deniz Gezmiş*, avec ses amis proches de la stratégie du MDD, allait fonder le *Syndicat des étudiants révolutionnaires* (DÖB) à Istanbul à la fin de 1968. Le 1er novembre 1968, la TMGT organisera la "Marche Mustafa Kemal de Samsun à Ankara" avec l'Union des étudiants de l'Université d'Ankara (AÜTB) et l'Union des étudiants de l'Université technique du Moyen Orient (ODTÜÖB). Le 28 novembre 1968, il était arrêté pour avoir protesté contre l'arrivée de l'ambassadeur américain *Komer* à l'aéroport de Yeşilköy.

Gezmiş, qui a résisté avec le corps étudiant aux attaques lancées par les forces de droite à l'*Université d'Istanbul* le 16 mars 1969, dirigera l'occupation par les étudiants de la *Faculté de droit de l'Université d'Istanbul* pour protester contre l'échec du projet de loi de réforme le 31 mai 1969. Blessé lors d'affrontements avec la police, et malgré un mandat d'arrêt par défaut, il s'échappera de l'hôpital et se rendra en Palestine pour combattre dans les rangs du Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine. À son retour, il sera arrêté le 23 septembre 1969 par la police qui fera une descente à la faculté de droit sur le rapport de son doyen, le professeur *Orhan Aldıkaçtı*.

Ce même jour, je comparaisais sous le coup d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six ans, devant la 4^{ème} Chambre de la Cour pénale d'Istanbul pour mon article intitulé "Il est temps de se battre", publié dans *Ant*. Alors que j'attendais mon tour comme d'habitude pour l'audience, la police amenait *Deniz* au palais de justice pour commuer la mandat d'arrêt établi à son nom en détention immédiate.

Après que mon procès se soit terminé par un acquittement, je suis descendu et j'ai trouvé *Deniz* à l'étage inférieur. Il était encore menotté et il était inquiet. "Des amis m'ont dit que tu avais été acquitté... mais ces procès contre la presse et la jeunesse révolutionnaires n'ont pas de fin. Nous allons être confrontés à pis que cela... *Mehmet Cantekin* a été tué... qui le sera encore? S'ils me libèrent demain, me laisseront-ils en vie ensuite? Mais nous allons résister..." dit-il.

Il avait raison. Le jour où il avait été arrêté à Istanbul, *Mustafa Taylan Özgür* avait été abattu. La machine à tuer avait été enclenchée.

Nous avons écrit et réécrit sur la suite. Le 6 mai 1972, après le coup d'État du 12 mars, cette machine à tuer conduira *Deniz Gezmiş*, avec *Yusuf Arslan* et *Hüseyin İnan* à l'échafaud.

Le parcours d'*Harun Karadeniz* jusqu'à sa mort prématurée a été différent de celui de *Deniz Gezmiş*.

Harun avait toujours considéré la lutte de la jeunesse comme une composante de la lutte pour la révolution socialiste conduite par la classe ouvrière. Il a expliqué cet objectif dans une interview accordée à *Ant* après le début des résistances de 1968 en Europe: “Les leaders de la jeunesse ont des qualifications différentes selon la structure sociale et économique des sociétés. La jeunesse occidentale et ses dirigeants jouissent d’un certain niveau de prospérité par rapport à la jeunesse des pays sous-développés. Leur façon de se préoccuper des problèmes du pays et du monde dépend de leurs propres aspirations. Les jeunes des pays sous-développés, en revanche, s’inquiètent pour leur avenir et celui de leur pays, contrairement à la jeunesse occidentale. Pour cette jeunesse-là, il est inévitable de s’attaquer aux problèmes du pays et du monde et de les conduire vers une solution.”

Harun a été au premier rang de l’occupation de l’*Université technique d’Istanbul* en 1968. Mais il était aussi à l’avant-garde de la lutte de la classe ouvrière. Par exemple, lorsque l’usine de fabrication de pneus *Derby* à Istanbul a été occupée par des ouvriers, le *Conseil d’occupation de l’UIT* était également présent. Harun, s’adressant aux ouvriers, s’exprimait ainsi: “Nous, fils de ce peuple, travaillerons jusqu’à ce que nous établissions l’ordre en faisant du peuple notre priorité. Nous sommes ici avec vous aujourd’hui. Nous reviendrons quand il le faudra et nous serons avec vous dans chacun de vos mouvements!”

Alors que jusque-là le slogan “*Armée-Jeunesse main dans la main*” était scandé dans les manifestations de la jeunesse, nous décrivions la solidarité de Harun et de ses amis par le slogan “*Jeunesse-Travailleurs main dans la main!*” sur la couverture de la revue *Ant* du 9 juillet 1968. Le même mois, il avait également joué un rôle actif dans les protestations contre la 6^{ème} Flotte. Au cours de cette résistance, il perdit son ami proche *Vedat Demircioğlu*, défenestré du deuxième étage par la police qui effectuait une descente dans le dortoir d’étudiants de l’UIT à *Gümüüşuyu* le 17 juillet 1968.

Un des événements importants de 1969 en termes de lutte de classe a été la célébration du 1er mai, fête du Travail, interdite pendant des années et dont il était même exclu de l'évoquer, par la publication d'une déclaration de la direction de la DİSK. Cette année-là, de nombreuses organisations étudiantes, en particulier l'Union des étudiants de l'UIT, dont Harun était le dirigeant, ont également participé à la célébration de la journée de la classe ouvrière en publiant des déclarations.

La même année, Harun prit une part active à l'*Union des travailleurs de la région d'Istanbul*, fondée par des travailleurs de la région de Kartal, et a également rejoint le comité de rédaction de la revue *Ant* en faisant une critique de classe de l'alphabet enseigné dans les écoles primaires. Dans les numéros suivants, il entreprit de préparer chaque semaine la rubrique "Dictionnaire du révolutionnaire".

Après le coup d'État du 12 mars 1971, Harun Karadeniz, alors qu'il devait être soigné pour un cancer, a été arrêté comme tous les révolutionnaires et jugé d'abord dans l'affaire du *TKP*, dans laquelle j'étais également accusé, puis dans l'affaire *Dev-Genç*.

Harun, dont la maladie s'est aggravée en prison, se rendra en Angleterre après sa libération pour y recevoir un traitement du dernier espoir. Il succombera malgré l'amputation de son bras le 15 août 1975.

Avant son décès prématuré, Harun Karadeniz a écrit les livres *Les années de trouble et la jeunesse*, *L'Education vise à la production*, *Le Dictionnaire du révolutionnaire*, *Tranches douloureuses de ma vie* et *Les capitalistes sans capital*. Peu avant sa mort, il expliquait comment les fascistes avaient attenté à ses jours: "Après être arrivé à Istanbul, j'ai appris que ma femme s'était adressée à Turan Akan, conseiller juridique de l'État de siège d'Istanbul pour lui demander quel était le crime qui m'était imputé. Produisant les rapports cliniques, elle a précisé que ma santé était fragile et que je risquais de mourir. Le

conseiller juridique lui a répondu que mes actes passés à Ankara suffisaient amplement à expliquer la situation...ajoutant 'Nous voulons qu'il meure. Il n'était pas armé, s'il l'avait été, il aurait été très simple de lui faire son affaire. À notre avis, il est plus dangereux que ceux qui prennent les armés, c'est pour cela que nous souhaitons qu'il meure.' Ces paroles ont été prononcées à l'automne 1972. Nous sommes en février 1975. J'ai été amputé du bras droit, et je ne suis pas encore mort..."

Notre cher Harun est décédé le 15 août 1975, trois ans après l'exécution de *Deniz Gezmiş*.

Deniz Gezmiş et Harun Karadeniz... Les deux *Deniz* révolutionnaires des années 60... Ils vivront à jamais dans la mémoire non seulement des générations actuelles mais aussi des générations révolutionnaires du futur...

Notre combat sous la plume de Gençay Gürsoy...

Artıgerçek, 20 août 2021

Lorsque *Artı Gerçek* a commencé en 2017, il a été décidé que mes articles hebdomadaires seraient publiés tous les jeudis. En tant que journaliste engagé dans la discipline professionnelle, j'ai essayé de suivre strictement cette règle pendant plus de quatre ans. Cependant, avec d'une part l'augmentation des problèmes de santé causés par l'âge et, d'autre part, la responsabilité de ne pas perturber les publications d'*Info-Türk*, que nous poursuivons sans interruption dans différentes langues depuis 45 ans et l'intensité du travail d'archivage que nous devons mener à bien pendant que notre santé le permet, me rend impossible de maintenir cette discipline.

C'est pourquoi j'ai écrit à *Artı Gerçek* à différents intervalles au cours des dernières semaines, ce que je pense que mes lecteurs comprendront.

Il y a quatre jours, à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de

sa mort, j'ai partagé les souvenirs que j'ai de *Mihri Belli*, l'une des figures éminentes du mouvement communiste turc, tant en Turquie qu'en exil. Dans une lettre qu'il a envoyée le 18 juin 1973, après que la junte du 12 mars nous a pris pour cible, İnci et moi, Belli a exprimé ses sentiments de solidarité en déclarant qu'il avait reçu des nouvelles à notre sujet de la part du "docteur".

Le "docteur" auquel Belli faisait référence dans cette lettre était le *Dr Gençay Gürsoy*, un de nos amis scientifiques révolutionnaires qui avait apporté de grandes contributions à la lutte contre la junte à l'étranger.

Aujourd'hui, 20 août, notre cher Gençay fête son 82^{ème} anniversaire... Il a comme moi passé son enfance dans la Turquie rurale, où la pauvreté et l'oppression étaient endémiques pendant les années de la Seconde Guerre mondiale et appartient à la génération qui a cherché la gauche dans les années 50, lorsque tous les propos et activités de gauche étaient interdits. Il s'est lancé dans le militantisme de la lutte pour la liberté et le socialisme dans les rangs du Parti ouvrier de Turquie dans les années 60.

C'était début juillet... Dans un message parvenu d'Istanbul, Gençay disait: "J'ai écrit comme on écrit ses mémoires à un âge accompli. *Une vie, trois périodes* a été publié aujourd'hui par *İletişim*. Si vous me communiquez votre adresse postale, je souhaite vous l'envoyer".

J'étais ravi, je lui ai envoyé notre adresse immédiatement et j'ai attendu avec beaucoup d'impatience. Lire de sa propre plume l'histoire de la vie et des luttes de notre ami avec qui nous avons toujours été ensemble dans la lutte pour le socialisme, la liberté et la démocratie en Turquie et en exil allait être un grand cadeau pour moi et pour İnci à l'automne de nos vies.

Je me souviendrai toujours... Lorsque le premier volume de mes mémoires, "Journaliste apatride", sur la période précédant l'expulsion, a été publié en Turquie il y a dix ans par *Belge Yayınları*, Gençay m'avait écrit: "Ragıp m'a finalement donné

le livre, à l'occasion d'une réunion à Cağaloğlu aujourd'hui. Je ne peux pas le lâcher depuis que je suis revenu de la réunion. Devrais-je vous féliciter ou vous demander pourquoi vous avez attendu si longtemps? J'espère qu'avant qu'il ne soit trop tard, nous aurons un dîner calme et triste à Istanbul."

Mon ami *Ragıp Zarakolu*, qui avait publié le livre, a été arrêté quelques jours après cette réunion à la suite d'un complot dans l'affaire du KCK, et le deuxième volume de "Journaliste apatride", qui décrit nos années d'exil, devait être publié en 2012 en l'absence de Ragıp.

Le message de Gençay nous a énormément touchés. La Maria de 90 ans qui était mentionnée dans le message était notre amie grecque *Maria Becket*, qui nous a grandement aidés dans notre lutte pour la résistance démocratique à l'étranger après le coup d'État de 1971. C'est elle qui a joué un rôle primordial dans la formation de l'opinion publique contre la junte à l'étranger après le coup d'État des colonels fascistes en 1967, et dans l'expulsion de la Grèce du Conseil de l'Europe... Comme je l'ai expliqué dans mon dernier article, nous avons envoyé en 1972 par l'intermédiaire de Maria Becket un faux passeport que nous avons préparé en Belgique à *Mihri Belli*, qui était en difficulté en Turquie, pour qu'il se rende à l'étranger.

40 ans plus tard exactement, six mois plus tard, le 29 octobre 2012, nous allions faire nos adieux à Maria, à qui Gençay a offert en Turquie mes souvenirs en cadeau pour son 90^{ème} anniversaire de naissance.

Comme je l'ai écrit en détail dans mes mémoires, *Gençay Gürsoy*, qui s'est rendu en Norvège en 1972 pour sa spécialisation, a été l'une des principales personnes qui ont établi les relations des défenseurs des droits de l'homme en Turquie avec l'étranger. Avec sa position à l'université, sa personnalité respectable et son attitude d'abnégation, c'était une personnalité que tout le monde, turc ou étranger, aimait et en qui tout le monde avait confiance. C'est *Maria* qui nous

a mis en contact avec lui à l'étranger. Une fois la relation établie, les documents relatifs aux actes de torture exfiltrés des prisons turques étaient d'abord transférés à Gençay, puis à nous. Nous les transmettions le plus rapidement possible, avec leurs traductions, aux organisations de défense des droits humains, en particulier à *Amnesty International*.

Après son retour en Turquie, Gençay, devenu professeur à la Faculté de médecine de l'Université d'Istanbul en tant que neurologue, est venu à Bruxelles avec lui en 1980 pour assister au Congrès européen de neurologie... Nous nous retrouvions le jour même du coup d'État du 12 septembre 1980... Alors que nous écoutions ensemble les déclarations de la junte sur La Voix de la Turquie, nous avons insisté pour qu'il reste à l'étranger, mais il a préféré retourner en Turquie et y poursuivre son combat.

En 1983, en vertu des termes de la loi n° 1402 sur l'État de siège, Gençay a été suspendu de ses fonctions "pour ne plus être employé dans la fonction publique". Il recouvrera ses droits en 1990, et reprendra ses fonctions par décision du Conseil d'État. Outre ses réalisations dans le domaine scientifique, il sera constamment actif au sein d'organisations professionnelles et d'organisations non gouvernementales, ainsi que dans le travail visant à assurer l'unité du mouvement socialiste.

Chef du département de neurologie de la faculté de médecine d'Istanbul entre 1996 et 2002, membre du conseil d'honneur de l'Union des médecins turcs pendant deux mandats et président de la Chambre des Médecins d'Istanbul pendant deux mandats, Gençay a été élu président du Conseil central de l'Union des médecins turcs en 2006. Il a fait partie des fondateurs de l'Association des droits de l'homme de Turquie et de la Fondation des droits de l'homme de Turquie, et assuré la présidence de la Fondation pour la recherche sociale, la culture et l'art.

En 1962, alors qu'il est étudiant, Gençay adhère au Parti ouvrier de Turquie et travaille dans les sections de jeunesse et

à divers niveaux de direction jusqu'à la fermeture du parti. Il a été l'un des organisateurs des réunions de *Kuruçeşme* initiées en 1989 pour rassembler les socialistes sous le toit d'un parti, et a contribué à la création du Parti de l'union socialiste (SBP) puis a exercé durant trois mandats des fonctions au sein des organes centraux du Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP).

Il faisait partie des 1128 universitaires qui ont signé la déclaration de l'initiative Académiciens pour la Paix, formée en 2016 par des universitaires et des chercheurs exigeant la fin immédiate des couvre-feux et de la violence qui sévissaient dans les provinces kurdes.

Nous avons pu nous retrouver à Bruxelles 33 ans exactement après le coup d'État du 12 septembre, en l'occurrence le 15 janvier 2013, lorsque *Fatma Gök*, la première coprésidente du HDP, est venue nous rendre visite à Bruxelles. Au cours de cette visite, ils ont également rencontré les directeurs, les animateurs et les étudiants des Ateliers du soleil multiculturels et leur ont apporté la chaleur de la lutte pour la liberté et la démocratie en Turquie.

J'attendais avec impatience le livre de Gençay, *Une vie, trois périodes*, dont il nous avait signalé qu'il avait été posté le 8 juillet 2021, à la fois pour mieux le connaître et pour lire de sa plume les souvenirs de nos années de lutte commune.

Cependant, tous les colis en provenance de pays non-membres de l'Union européenne, y compris les livres, étant soumise aux formalités douanières depuis le 1er juillet 2021, ce livre a mis 42 jours à me parvenir. Dès que j'en ai pris possession hier, j'ai tout mis de côté et j'ai commencé à lire ce qu'écrivait *Gençay*.

Celui-ci est né trois ans après moi, le 20 août 1939, onze jours avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, à Oltu, une sous-préfecture d'Erzurum.

Les souvenirs de son enfance et de sa jeunesse, qu'il commence à décrire dans la première partie du livre, présentent de nombreuses similitudes avec les miens. Mais la

première chose qui m’a secoué, ce sont les lignes suivantes sur la première page de *L’histoire de Levon*:

“Ma curiosité d’en savoir plus sur le passé de notre famille a commencé avec un triste souvenir que j’ai entendu de mon père dans mon enfance. La famille de mon père à l’époque (1917-1918?) vivait dans un vieux village arménien appelé Cücürüs (aujourd’hui Subatik) près d’Oltu. En 1918, lorsque la région est passée sous domination ottomane, les Arméniens ont quitté le village (?). Comment sont-ils parti? Pourquoi sont-ils parti? Nous savons très peu de choses sur ce qui s’est passé dans cette région à l’époque, si ce n’est les récits unilatéraux de l’histoire officielle. (...) Mon père, qui avait environ dix ou douze ans à l’époque, se souvenait que dans le village abandonné par les Arméniens demeuraient de beaux bâtiments en pierre, une petite église et un seul garçon, Levon. Levon, qui était ami avec mon père, était bouvier. Un matin, mon père est tombé sur son cadavre ensanglanté à la fontaine du village. Personne n’a demandé qui avait tué Levon. (...) Ce n’est que des années plus tard que j’ai compris pourquoi les os et les crânes humains, trouvés dans ma petite enfance alors que je jouais dans le lit du ruisseau aux confins du village, et dont on disait qu’ils appartenaient aux Arméniens, étaient dans le lit du ruisseau et pas au cimetière.”

L’histoire racontée par Gençay m’a soudain rappelé le village de *Muncusun*, dans la province de Kayseri, où j’étais en troisième année de l’école primaire. Oui, *Muncusun* était autrefois un village arménien. Cependant, après le génocide et la déportation, les habitants arméniens ont été soit soumis au génocide, soit à la déportation, et ils ont été pour la plupart remplacés par des immigrants rouméliotes... J’ai décrit le drame des villages arméniens de Kayseri que j’ai expliqué en détail dans *Artı Gerçek* le 10 août 2017 dans un article intitulé “*Muncusun... Mancusun... Contrées douloureuses du génocide*”,

C’est une véritable aubaine de lire de la plume d’un scientifique du calibre de Gençay, la lutte de notre génération

pour la liberté et la recherche de la gauche pendant la période du despotisme du DP dans les années 50, et les années d'organisation socialiste qui ont commencé avec la participation au Parti ouvrier de Turquie dans les années 60, avec ses expériences, ses espoirs, ses déceptions, et sa détermination à se battre malgré tout.

Gençay écrit plus en détail l'histoire de la façon dont nous avons fourni un faux passeport à *Mihri Belli*, que j'ai racontée dans mon dernier article. Il raconte également un incident similaire que nous n'avons pas remarqué au milieu du travail intense de ces jours-là:

“En peu de temps, les Doğan ont établi des relations qui leur ont permis de fournir des passeports et des documents à des amis qui devaient quitter la Turquie illégalement... À cette époque, *Mihri Belli* était recherché partout. *Mihri* a séjourné dans notre grenier à *Cihangir* pendant un certain temps pendant ces jours difficiles. Il s'était laissé pousser la barbe et s'était transformé en un bienveillant vieillard. Nous avons fait parvenir ses photos à *Doğan Özgüden* par l'intermédiaire de *Maria*. Celle-ci nous avait transmis le passeport préparé là-bas par l'intermédiaire d'une très charmante personne nommée (ou portant le nom de code d') *Helen*.”

À l'époque, nous offrions, pas seulement à *Belli* mais à tous les révolutionnaires qui en avaient besoin, quelle que soit leur tendance politique, un passeport européen dont nous avons changé la photo. Nous ne savions pas non plus à qui appartenaient les photos qui nous étaient envoyées. La plupart d'entre eux n'étaient d'ailleurs pas des personnes que nous connaissions personnellement en Turquie. Parmi ceux que je connaissais personnellement, je me souviens de *Cihan Şenoğuz*, qui intégrera la hiérarchie du TKP une fois arrivé en Europe.

Notre ami proche *Faruk Pekin*, un ingénieur chimiste avec qui nous avons travaillé à *Ant* avant sa fermeture par la junte du 12 mars, a également apporté une grande contribu-

tion à la résistance à l'étranger, tout comme *Gençay Gürsoy* et notre ami *Onat Kutlar*, le directeur de la Cinémathèque, en fournissant les documents nécessaires à cette résistance. Nous avons fabriqué un faux passeport pour que *Faruk*, qui avait été poursuivi à de nombreuses reprises, puisse quitter la Turquie, mais il avait choisi de poursuivre la lutte dans le pays. Après l'amnistie des prisonniers politiques, *Faruk* est devenu un spécialiste de l'éducation syndicale au sein de la DİSK.

Ce n'est qu'un demi-siècle plus tard que nous apprenons l'identité de trois des révolutionnaires à qui nous avons fourni des passeports sans savoir qui ils étaient: "Nous avons rencontré Maria à Genève et lui avons remis les derniers documents relatif aux actes de torture pour les transmettre à Amnesty International. Entre-temps, les passeports préparés par les Doğan pour Bülent (Tanör), Yücel (Sayman) et Öget (Oktem) en plaçant les photos que nous avons envoyées précédemment étaient parvenus à Maria."

İnci et moi félicitons de tout cœur notre cher ami *Gençay* pour son livre *Une vie, trois périodes*, 526 pages pleines d'observations, de témoignages et de commentaires de première main sur toutes les étapes de l'histoire de la Turquie, et, à l'occasion de son 82^{ème} anniversaire, nous lui souhaitons de nombreuses années en bonne santé.

À la saison des cornouilles, le test électoral de la gauche... *Artı Gerçek, 28 août 2021*

Il y a exactement quatre ans: c'était l'époque au cours de laquelle la Turquie, où le despotisme islamo-fasciste s'enracinait et se ramifiait encore plus en utilisant la parodie de tentative de coup d'État de 2016 comme prétexte, se préparait aux élections présidentielles et législatives qui se tiendraient un an plus tard, le 24 juin 2018... Dans un article partagé le

22 août 2017 par l'Assemblée des Exilés en Europe et intitulé "*Les cornouilles sont-elles mûres? Mûriront-elles?*", j'avais posé cette question:

Quand arrivera le printemps dans cette période sombre qui pèse sur la Turquie?

Lorsque les difficultés d'une série d'opérations chirurgicales que j'avais subies à un âge avancé se sont atténuées et alors que je traversais avec beaucoup de difficulté le *parc Josaphat* de l'autre côté de l'*avenue Voltaire*, j'avais été fasciné par les beaux fruits des cornouillers qui jonchaient le sol.

Les cornouilles me reportèrent un demi-siècle en arrière... Je me souvins. Aux premiers jours de l'organisation du Parti ouvrier de Turquie de la belle chanson folklorique de Keşan compilée par *Erdem Buri*, l'un de nos camarades de parti, et chantée par son épouse *Tülay German* avec sa voix exquise et son rythme nerveux, exprimant la couleur de notre lutte:

*Les cornouilles ont-elles mûri,
Les corbeilles sont-elles remplies,
Les bas que je t'ai envoyés
Conviennent-ils à ton pied?*

Avec sa belle voix, *Tülay* présentera la résistance des révolutionnaires de Turquie au monde entier pendant les années de son exil... Nous avons perdu son grand amour et son mari créatif, *Erdem*, le 2 janvier 1993, et *Tülay* s'est retirée de la scène avec cette douleur...

Il y avait un autre souvenir couleur cornouille de la période TİP en Turquie qu'il est impossible d'oublier...

C'était notre dernier hiver à Istanbul avant notre départ en exil... Les répliques du séisme de la résistance légendaire des 15 et 16 juin se produisaient encore... Peu de temps avant, le Parti ouvrier de Turquie avait tenu son 4^{ème} Congrès qui avait abouti à la division de facto de la direction du parti. Le président de la DİSK, *Kemal Türkler*, un des fondateurs du parti, ainsi que ses amis étaient en faveur d'une nouvelle organisation socialiste unificatrice...

Un soir, *Şinasi Kaya*, un des dirigeants de Maden-İş, est venu chez nous sur la pente de Kazancı Yokuşu, nous avons terminé une soirée consacrée à des heures de débats politiques avec la “vodka aux cornouilles” concoctée par İnci Türkler, que je connaissais bien depuis 1962 et qui conservait toujours la “stature du président” même lors de réunions privées avec ses amis, a tellement apprécié la vodka aux cornouilles qu’ils ont goûtée pour la première fois ce soir-là qu’il ne s’est pas limité à un verre, et que notre conversation s’est poursuivie sur le ton de l’amitié entre proches...

Malheureusement, nous allions perdre *Kemal Türkler* dans l’ignoble attaque des fascistes le 22 juillet 1980, exactement dix ans après.

Quatre ans ont passé depuis 2017... Aujourd’hui, avant de commencer à écrire mon article hebdomadaire pour *Artı Gerçek*, j’étais dans le parc Josaphat pour rencontrer mes amis immigrés de Turquie, du Maroc, d’Algérie et de Macédoine qui sont rentrés de leurs vacances d’été dans leurs villes natales, comme il y a quatre ans... Et les cornouillers avaient éparpillé leurs beaux fruits sur le sol avec la même générosité.

La même question me vient à l’esprit: quand arrivera le printemps dans cette période sombre qui pèse sur la Turquie?

Si les élections législatives de 2018 n’ont pas apporté de printemps, les élections locales de 2019 ont renforcé les espoirs d’un nouveau printemps, au moins avec la défaite de l’AKP dans les métropoles.

Alors que le gouvernement islamo-fasciste s’enlise dans un borbier tant sur le plan socio-économique que sur le plan des relations internationales, les nouvelles élections législatives et présidentielles à venir semblent avoir renforcé les espoirs de sortir de l’obscurité.

Les deux élections devraient certes selon le calendrier prévu avoir lieu en 2023, au 100^{ème} anniversaire de la fondation de la République, il ne serait pas surprenant que des

élections anticipées soient organisées l'année prochaine vu les circonstances.

L'élection présidentielle étant plutôt un duel au niveau individuel, l'élection d'un nouveau président démocratique qui chassera *Tayyip Erdoğan* de son palais de Beştepe dépend avant tout de l'attitude du principal parti d'opposition, le CHP.

Que Kılıçdaroğlu, qui a désigné *Ekmeleddin İhsanoğlu* du front islamo-fasciste lors des élections de 2014 et *Muhamrem İnce* de la section opportuniste de son propre parti aux élections de 2018, se présente cette fois-ci lui-même ou quelqu'un de semblable en disant "Eh bien, je le mérite !", il ne serait pas surprenant que Tayyip soit en tête de l'élection pour la troisième fois.

Ce qui est important dans ces nouvelles élections, c'est la formation d'une majorité parlementaire qui mettra fin au système présidentiel et passera à un système parlementaire renforcé, quel que soit le propriétaire du palais de Beştepe.

Les précisions données par *Hasan Cemal* sur t24 avant-hier sont très importantes:

"Pour changer la constitution au parlement sans avoir besoin d'un référendum, il faut une majorité des deux tiers, soit 401 députés. Cela signifie 57-58 % des voix, il n'est pas facile d'atteindre ce taux ... Le duo Erdoğan-Bahçeli s'apprête à changer le système électoral afin de barrer la route de l'Alliance nationale vers une majorité des deux tiers au parlement. L'Alliance nationale, en particulier Kılıçdaroğlu et Akşener, doit très bien jouer son jeu afin de faire tomber Erdoğan... Dans ce contexte, il est également nécessaire que le HDP ne soit pas exclu."

Ergun Babahan met également en garde dans Artı Gerçek dans son article intitulé "Erdoğan est fini, mais la lumière ne point pas dans l'opposition": "Les sondages d'opinion montrent que l'opposition a perdu des voix en même temps que l'AKP. Le HDP est le seul parti qui a maintenu sa force,

grâce à ses électeurs kurdes disciplinés et à sa présence constante dans les rues et sur les places. Le HDP est actuellement le seul parti à avoir une vision et une histoire pour l'avenir. Le plus gros problème du CHP est qu'il s'agit d'un parti d'État. Le fait que les postes clés de leur cadre soient remplis par ces noms. La bataille secrète entre Kemal Kılıçdaroğlu et Ekrem İmamoğlu sur la candidature à la présidentielle est un autre handicap pour le parti.”

Les partis d'opposition qui devraient participer aux prochaines élections législatives ne sont pas seulement le CHP, l'IYIP et le SP, qui forment l'Alliance nationale... Sur le front de droite, *Gelecek Partisi* et *Deva Partisi*, formés par ceux qui ont soutenu toutes les actions de Tayyip jusqu'à hier et en ont partagé la responsabilité, pourraient également participer aux élections du même côté que l'Alliance nationale.

Ce qui est important, c'est que le HDP, qui a prouvé à plusieurs reprises sa crédibilité et sa fiabilité par sa lutte et ses appels parmi les partis politiques qui ont un groupe au Parlement, puisse participer à ces élections sans être fermé à la suite d'une conspiration menée par la dictature de Tayyip... Et s'il est fermé, il est possible qu'un autre parti de la même ligne puisse prendre sa place aux élections, comme lors des expériences passées.

Il ne faut pas oublier en outre qu'il existe plus de 20 différents partis de gauche autres que le HDP qui peuvent participer directement aux prochaines élections s'ils remplissent les conditions nécessaires ou, si cela n'est pas possible, qui peuvent soutenir un autre parti de gauche ou une alliance de gauche.

D'après un communiqué émanant du bureau du procureur général près la Cour de cassation, à la date du 4 août 2021, il existe 107 partis politiques actifs en Turquie comptant un total de 14.440.900 membres.

Deux critères peuvent révéler le poids quantitatif de tous ces partis dans la politique turque: le premier est le nombre de voix qu'ils ont obtenues lors des dernières élections lé-

gislatives, et l'autre est le nombre de membres qu'ils ont aujourd'hui.

Pourcentages de voix des partis aux élections de 2018:

AKP: 21.338.993 (%42,56), CHP: 11.354.190 (%22,65), HDP: 5.867.302 (%11,70), MHP: 5.565.331 (%11,10), İYİP: 4.993.479 (%9,96), Saadet Partisi: 672.139 (%1,34), Hür Dava Partisi: 155.539 (% 0,31), Vatan Partisi: 114.872 (% 0,23).

Nombre de membres des partis politiques au 4 août 2012:

AKP: 11.000.589, CHP: 1.288.226, MHP: 475.338, İYİP: 408.696, Saadet Partisi: 270.979, HDP: 40.678, Genç Parti: 35.030, Gelecek Partisi: 32.290, Demokratik Sol Parti: 31.045, Büyük Birlik Partisi: 29.192, Vatan Partisi: 19.281, Deva Partisi: 15.862, Hür Dava Partisi: 9.180, Demokratik Bölgeler Partisi: 7.043, EMEP: 5.355, Liberal Demokrat Parti: 5.227, Sol Parti: 5.156, Türkiye Komünist Partisi: 4.700, Türkiye İşçi Partisi: 4.541, Türkiye Komünist Hareketi: 1.083, Yeşiller ve Sol Gelecek Partisi: 1.047, Sosyalist Yeniden Kuruluş Partisi: 490, Ezilenlerin Sosyalist Partisi: 387, Halkın Kurtuluşu Partisi: 348, Emekçi Hareket Partisi: 242, Toplumsal Özgürlük Partisi: 132, İşçinin Kendi Partisi: 105, Birleşik Devrimci Parti: 103, Özgürlük ve Sosyalizm Partisi: 93, Devrimci Sosyalist İşçi Partisi: 81, Türkiye Sosyalist İşçi Partisi: 70, Türkiye İşçi Köylü Partisi: 38, Komünist Parti: 34, Devrimci İşçi Parti: 33, Barış ve Eşitlik Partisi: 20, Sosyalist Emekçiler Partisi: 17.

En donnant ces chiffres officiels, il convient de rappeler que le nombre de membres sur cette liste ne peut en aucun cas refléter le nombre réel de militants d'un parti, ni même le potentiel réel de vote lors d'une élection à laquelle il peut participer.

Par exemple, alors que le nombre de voix de l'AKP en 2018 n'était que de 1,94 fois supérieur au nombre de membres en 2021, on constate que le nombre de voix du CHP en 2018 est 8,81 fois supérieur au nombre de membres en 2021, et que le nombre de voix du HDP en 2018 est 144,24 fois supérieur au nombre de membres en 2021.

Si l'on tient compte de ces exemples, les partis de gauche de la liste ci-dessus ne désignent pas tous leurs militants ou sympathisants comme "membres" parce qu'ils sont constamment soumis au terrorisme d'État. Il ne fait aucun doute que si les partis de gauche sont en mesure de participer aux élections, les voix qu'ils obtiendront seront bien supérieures au nombre de membres annoncé.

Les partis qui formeront l'Alliance pour la démocratie devraient également apposer leur signature sans objection ni réserve au programme de démocratisation qui sera proposé par les partis de gauche qui peuvent participer aux élections, en particulier le HDP, afin que les prochaines élections législatives assurent une majorité des deux tiers au Parlement pour modifier la Constitution sans qu'il soit besoin d'un référendum, et ne devraient pas recourir à des coups bas qui empêcheraient la sélection des candidats désignés par les partis de gauche.

L'existence d'une entente entre les partis de gauche, qui peuvent participer aux élections seuls ou au sein d'une coalition, est une condition sine qua non pour obtenir la majorité des deux tiers au Parlement requise pour modifier la constitution.

Rappelons deux drames électoraux de notre mouvement de gauche dont je me souviens toujours avec tristesse:

Lors des élections de 1965, le Parti ouvrier de Turquie, soutenu par l'ensemble de la gauche, a recueilli 3 % des voix et est entré au Parlement avec 15 députés, marquant l'agenda politique de la Turquie pendant un certain temps. Cependant, d'une part, les purges qui ont commencé après le Congrès de 1966 et les factions internes qui se sont manifestées dans les échelons supérieurs du parti en 1968 ont affecté la sélection des candidats aux élections législatives. En conséquence, le taux de voix du TİP atteindra 2,7 % lors des élections du 22 octobre 1969, et le nombre de députés au Parlement passera de 15 à 2 lorsque le système à la proportionnelle intégrale sera aboli.

Un drame similaire s'est produit dans la seconde moitié des

années 70, lorsque la gauche a commencé à recréer un parti après le coup d'État du 12 mars... Lors des élections du groupe C au Sénat de la République qui se sont tenues le 14 octobre 1979, un an avant le coup d'État du 12 septembre 1980, le Parti ouvrier de Turquie (TİP), le Parti socialiste ouvrier de Turquie (TSİP) et le Parti communiste de Turquie (TKP), qui était illégal à l'époque, ont présenté différents candidats pour un poste de sénateur à Istanbul au lieu de se mettre d'accord sur un seul candidat commun. Le candidat indépendant soutenu par le TKP a obtenu 20.215 voix, le candidat du TİP 12.969 voix, tandis que les voix du candidat du TSIP et d'un autre candidat indépendant de la gauche étaient inférieures à 5.000.

Oui, les élections approchent... Que fera notre mouvement de gauche, organisé en plus de 20 partis politiques, pour contribuer à la fin immédiate de cette période sombre où le fascisme islamiste sévit en Turquie?

À cet égard, l'appel lancé hier par le HDP en faveur d'une "Alliance pour la démocratie" à toutes les parties de la société souffrant du gouvernement actuel est extrêmement important... La réponse des partis de gauche à cet appel est tout aussi importante...

Les cornouilles ont mûri depuis longtemps... Il est maintenant temps de former une "Alliance pour la démocratie" et d'en faire le gouvernement le plus rapidement possible...

Le Mikis Theodorakis des années d'exil...

Artı Gerçek, 4 septembre 2021

Dans mon article de la semaine dernière intitulé "À la saison des cornouilles, le test électoral de la gauche...", j'avais entamé mon propos en parlant de *Tülay German* et d'*Erdem Buri*, qui avaient apporté une grande contribution à l'éveil social des années 60 avec leur musique.

Hier, je m'étais installé devant mon ordinateur pour exprimer ma réaction face à la cérémonie d'inauguration du nouveau bâtiment de la Cour de cassation, cérémonie émaillée de prières et où *Kemal Kılıçdaroğlu*, chef du principal parti d'opposition, faisait de la figuration, lorsqu'une nouvelle apparut simultanément sur plusieurs sites, envahissant mon écran. J'en fus bouleversé.

Le grand compositeur Mikis Theodorakis, jeté en prison pour avoir lutté par sa musique contre l'occupation nazie des années 40 et la dictature des colonels des années 60 dans son pays natal, la Grèce, parti en exil dans les années 70, ayant apporté une grande contribution non seulement à la résistance de son propre peuple, mais aussi à la résistance des peuples de Turquie, d'Espagne, du Portugal et du Chili sous la dictature fasciste, venait de décéder à l'âge de 96 ans.

J'ai découvert le génie de *Theodorakis* pour la première fois en Turquie en 1964 avec la musique qu'il a composée pour le célèbre film *Zorba* de *Michael Cacoyannis*. C'était à l'époque où j'avais la douleur d'être témoin de l'expulsion par la force brutale par le gouvernement İnönü des Grecs de Turquie détenteurs de passeports grecs qui se sont entendu dire "Prenez 20 kilos de vos effets personnels et quittez le pays dans les 12 heures". Ce n'est pas facile, deux de mes amis grecs, *Niko* et *Pavli*, les graphistes les plus précieux d'un studio de publicité où je travaillais à côté, ont dû quitter la Turquie sur cet ordre inhumain sans même pouvoir dire au revoir à leurs collègues.

Je ne sais pas si ces deux chers amis, qui ont discuté de questions politiques et sociales avec moi sans hésitation parce qu'ils savaient que j'étais un militant du Parti ouvrier de Turquie, ont pu s'adapter facilement à leur nouvel environnement une fois en Grèce... Nous n'avons pas eu de contacts par la suite.

Lorsque le 21 avril 1967, les colonels fascistes ont organisé un coup d'État en Grèce, je craignais fortement qu'il

leur soit arrivé quelque chose à cause de leurs tendances de gauche...

Comment ne pas le redouter? Comme des milliers de militants de gauche et de démocrates, *Mikis Theodorakis*, qui avait composé la belle musique de *Zorba*, a été jeté en prison. Alors que nous exposons en permanence les pratiques fascistes de la dictature des colonels dans la revue *Ant*, nous avons également publié un livre de *Constantin Tsoukalas*, *Le Dossier Grèce*, qui explique comment le coup d'État a été préparé, dans quel but il a été mené et ses conséquences.

Sous la pression de la communauté internationale, la junte a été forcée de libérer *Theodorakis* en janvier 1968, mais un certain temps après, il a été exilé à *Zatouna* et ensuite enfermé au camp de concentration de *Oropos* avec sa femme *Myrto* et leurs deux enfants.

Alors que le célèbre compositeur était emprisonné dans ce camp, en 1969, le célèbre film *Z* du producteur franco-grec *Costa-Gavras* est sorti dans les salles dans le monde entier, avec la musique de *Theodorakis*... Comment cela avait-il été possible? Nous nous le demandions. Nous apprendrons plus tard que la musique utilisée dans le film n'était pas une nouvelle œuvre de *Theodorakis*, mais une compilation de compositions précédentes effectuée par *Costa-Gavras* et le directeur musical *Bernard Gérard*.

Avec la sortie de ce film, qui raconte avec maîtrise l'assassinat du leader de gauche *Grigoris Lambrakis* par l'État profond en Grèce en 1963, la solidarité internationale avec *Theodorakis* va prendre de l'ampleur. Après une campagne à laquelle ont participé *Dmitri Chostakovitch*, *Leonard Bernstein*, *Arthur Miller* et *Harry Belafonte*, la junte sera contrainte de libérer le compositeur.

Le 13 avril 1970, *Theodorakis* arrive à Paris dans un avion qui avait décollé dans le plus grand secret de l'aéroport privé du célèbre armateur *Onassis* près d'Athènes. Accueilli par *Costa-Gavras*, *Melina Mercouri* et *Jules Dassin*, il est

immédiatement admis à l'hôpital pour être soigné pour une tuberculose qui s'est aggravée pendant son emprisonnement.

Après avoir recouvré la santé, il participera activement à la lutte de résistance contre la junte grecque en Europe. Il donna des concerts et des conférences dans ce but dans tous les pays où il pouvait aller.

Jusqu'à l'été 1974, lorsque la junte des colonels fut renversée, *Theodorakis* fut amicalement accueilli par les dirigeants en vue de l'époque tels que *Salvador Allende*, *Gamal Abdel Nasser*, *Josip Broz Tito*, *Yasser Arafat*, *François Mitterrand*, *Olof Palme* et *Willy Brandt*. Il allait mettre en musique sous forme d'oratorio le célèbre *Canto General* du grand poète *Pablo Neruda*, composé de 231 poèmes et de 15 mille vers qui exprimaient les réalités de l'Amérique latine.

Le plus important des films dont il a composé la musique en exil est sans aucun doute le célèbre film de *Costa-Gavras*, *État de siège*, qui dépeint une partie de la lutte de la guérilla contre l'impérialisme américain en Amérique latine.

Les principales personnalités grecques de la conférence internationale contre la junte grecque, qui s'est tenue à Paris au Quai d'Orsay le 19 mars 1972, où se trouve le ministère français des Affaires étrangères, et à laquelle nous avons assisté au nom du Mouvement de résistance démocratique, étaient le futur Premier ministre *Andreas Papandreou* de même que *Mikis Theodorakis* et *Melina Mercouri* dans le monde de l'art.

Alors que la Turquie et la Grèce étaient encore sous les griffes de juntes fascistes, se produit au Chili le coup d'État de Pinochet tramé le 11 septembre 1973 par les États-Unis contre l'administration *Allende* au Chili. Cette fois-ci, non seulement les révolutionnaires et les démocrates chiliens, mais aussi les révolutionnaires d'Argentine, du Brésil et d'Uruguay, qui s'étaient réfugiés au Chili en raison des pressions fascistes dans d'autres pays d'Amérique latine, ont commencé à rejoindre les convois d'exilés politiques en Europe.

Juste à cette époque, le 10 décembre 1973, Amnesty International organisait à Paris une Conférence mondiale pour mettre fin à la torture. Parmi les artistes de renommée internationale qui ont participé à la conférence, à laquelle nous avons assisté au nom du Mouvement de résistance démocratique, il y avait *Joan Baez* des États-Unis et *Mikis Theodorakis* de Grèce.

La chanson "Where are you now, my son?" écrite par *Joan Baez*, qui avait pris une position digne contre le militarisme américain pendant la guerre du Vietnam, et enregistrée avec en arrière-plan le bruit de bombardement de Hanoï par des avions américains, ainsi que la musique composée par *Theodorakis* et interprétée par *Los Calchakis* dans le film de Costa-Gavras *État de siège*, récemment sorti, ont suscité beaucoup d'excitation et d'enthousiasme lors de la conférence.

L'événement qui a suscité le plus de réactions dans l'exil politique chilien qui a commencé après le coup d'État de Pinochet a sans aucun doute été l'aventure du *Groupe Quilapayun*... En 1966, *Quilapayun*, qui s'était fait une grande réputation grâce aux concerts qu'ils donnaient dans les mines de cuivre du Chili, dans les usines et les réunions syndicales de Santiago, et dans les résistances étudiantes, quitta le Chili après le coup d'État et s'installa en France. *Victor Jara*, qui était le directeur musical de *Quilapayun* jusqu'en 1969, a été arrêté avec des milliers de personnes après le coup d'État et emprisonné au stade national de Santiago, où il a été assassiné après avoir eu les poignets cassés afin qu'il ne puisse plus jouer de la guitare.

En exil, *Quilapayun*, devenu un symbole de la résistance chilienne, avec ses vêtements noirs et ses œuvres telles que *El pueblo unido jamas sera vencido* (Nul ne peut vaincre un peuple organisé) a chauffé les places et les salles.

Un autre groupe de résistance chilien important était *Isabel* et *Angel Parra*, qui avaient été invités en Turquie en 1976 pour donner trois concerts à l'invitation du Parti ouvrier de Turquie...

Dans son exil après le 12 mars 1971, en tant que musicien qui s'est fait un nom en Turquie, il n'y avait que notre ami proche *Rahmi Saltuk*. Dans le domaine du théâtre, le Théâtre de la Liberté, fondé par *Mehmet Ulusoy* à Paris, a grandement contribué à faire entendre la voix de la lutte antifasciste.

Le *Comité Turquie*, créé aux Pays-Bas, a organisé un congrès sur la Turquie à Amsterdam le 28 avril 1973. Pour que le congrès soit efficace, des amis néerlandais ont insisté pour qu'un musicien donne un concert pendant le congrès afin d'exprimer la culture de résistance de la Turquie. Nous avons immédiatement contacté *Rahmi Saltuk*, qui était à Berlin à ce moment-là, et il a accepté de venir à Amsterdam.

Rahmi Saltuk n'a toutefois pas pu venir à Amsterdam parce que les représentants du TKP à Berlin l'ont empêché d'assister à un événement organisé en dehors de leur propre initiative. Au lieu du concert de *Rahmi*, nous nous sommes dès lors contentés d'écouter les chansons folkloriques de *Ruhi Su* et *Selda* sur cassette.

Un soir, après le coup d'État fasciste de 1973 au Chili, *Gençay Gürsoy*, a téléphoné de Norvège pour échanger des vues sur le travail de l'unité antifasciste. À la fin de la conversation, *Gençay* a dit: "Avant que je ne l'oublie, un jeune ami est venu de Turquie ces jours-ci. Il chante de magnifiques chants de résistance. Il a été arrêté après le 12 mars. À un moment donné, nous l'avons amené en Norvège et l'avons fait participer à une émission à la radio ici. Il est passé en Suède pour demander l'asile."

L'ami dont il parlait était *Zülfü Livaneli*, que nous connaissions en tant qu'un des directeurs des éditions Ekim lorsqu'il était en Turquie... Lorsque je m'étais rendu en Suède pour y rencontrer les *Karabuda* dans le cadre des préparatifs de la création d'*Info-Türk*, *Zülfü* est venu me rendre visite et m'a suggéré d'éditer à Bruxelles un 33 tours des chansons populaires révolutionnaires qu'il interprétait. Nous

avons accepté la proposition après avoir consulté les autres fondateurs.

Alors que l'on se préparait à sortir le 33 tours de *Zülfü Livaneli* avec des explications en trois langues, le Comité Turque à Bruxelles a organisé une soirée de solidarité pour exposer la répression de la junte au public belge.

Ce soir-là, *Zülfü Livaneli* et *Lütfü Gültekin*, qui travaillait dans les mines de charbon de Wallonie, sont montés sur scène l'un après l'autre et ont présenté à nos amis belges les chants folkloriques révolutionnaires de la Turquie.

Zülfü Livaneli, dont nous avons édité le premier disque à l'été 1974, deviendra internationalement célèbre pour ses concerts en Turquie et à l'étranger dans les années suivantes. Avec *Mikis Theodorakis*, à qui nous avons dit adieu pour l'éternité l'autre jour, il formerait un duo exemplaire d'artistes turc et grec.

Dans son message commémoratif sur la mort de *Theodorakis*, *Zülfü* a écrit:

“Que ne s'est-il pas passé depuis qu'il est venu à l'un de mes concerts à Athènes en 1983 et qu'il a fait irruption dans ma loge? Notre décision en 1986, lorsqu'il est venu à Istanbul pour la première fois venu à l'occasion de la cérémonie du disque d'or de l'album Güneş Topla Benim İçin quand le soir, alors que nous mangions du poisson et buvions du rakı au restaurant Urcan à Sarıyer, de créer l'Association d'amitié Turquie-Grèce ; des centaines de concerts ; la soirée inoubliable à Éphèse avec Hadjidakis, Theodorakis et trente mille spectateurs: les voyages, les vacances, les maladies..... J'ai perdu l'un de mes plus grands amis dans la vie et dans l'art, Mikis Theodorakis, qui représente la forme la plus unique de l'esprit humain sublimé par la souffrance, les guerres, les exils, l'amour et la trahison. Cela fait très mal...”

İnci et moi partageons la douleur de *Zülfü*.

Avant sa collaboration avec *Zülfü*, nous avons effectué

la première tentative d'organiser des concerts en Turquie pour *Mikis Theodorakis* en 1978 à la demande du président du TİP, Behice Boran, mais il n'a pas été possible de réaliser ce projet.

Peu de temps après sa refondation, le Parti ouvrier Turque a organisé une soirée de solidarité avec le peuple chilien contre la junte de Pinochet à Izmir, Istanbul et Ankara les 13, 14 et 17 novembre 1976. Nous avons joué les intermédiaires pour inviter les artistes chiliens *Isabel* et *Angel Parra* à participer à cette soirée.

Cependant, après les soirées réussies à Istanbul et à Izmir, *Isabel* et *Angel* ont été expulsés du pays à leur arrivée à l'aéroport Esenboğa d'Ankara, sous prétexte qu'ils n'avaient pas de permis de travail.

Quelques mois plus tard, lorsque deux artistes chiliens sont venus dans la ville universitaire belge de Louvain pour un autre concert, nous leur avons rendu visite avec les membres du Centre culturel des travailleurs de Turquie pour leur transmettre notre amour et notre solidarité.

Deux ans plus tard, le Parti ouvrier de Turquie décida d'organiser des événements dans diverses provinces de Turquie, cette fois auxquels *Mikis Theodorakis* participerait également. J'ai invité le grand artiste en Turquie avec la lettre d'invitation en français ci-jointe qui m'avait été envoyée par la présidente du parti, *Behice Boran*.

Cependant, songeant que les artistes chiliens avaient été expulsés de Turquie, *Theodorakis* préférait qu'un tel concert ait lieu à une date ultérieure.

Moins de deux ans après, un coup d'État fasciste se produira en Turquie le 12 septembre 1980. La présidente du TİP, *Behice Boran*, allait aussi quitter la Turquie et venir en Belgique en tant qu'exilé politique, et immédiatement après, serait déchue de sa nationalité turque par la junte d'Evren, comme des centaines d'opposants au régime.

La grande différence entre les départs d'après 1971 et

d'après 1980 est que, en plus de l'ampleur quantitative de cette dernière, les artistes, journalistes, musiciens et scientifiques les plus précieux de Turquie ont dû s'exiler...

Cela continuera d'être le cas tant que Tayyip et ses semblables resteront à la tête de l'État...

La lampe de Tayyip est éteinte au Maroc...

Artı Gerçek, 11 septembre 2021

Je l'ai écrit un grand nombre de fois: depuis 48 ans, lorsque nous entrons dans la deuxième semaine de septembre, İnci et moi ressentons une tristesse indescriptible. Les généraux fascistes enrégés, sous le commandement de l'impérialisme américain, ont transformé deux beaux pays en une terre d'emprisonnement, de torture et d'exécution avec leurs coups d'État militaires au Chili le 11 septembre 1973 et en Turquie sept ans plus tard, le 12 septembre 1980.

Evidemment, il y a un avant et un après... De même que nous n'avons jamais oublié la douleur du pogrom des 6 et 7 septembre 1955, nous nous souvenons aussi de la tristesse de voir notre bien-aimé *Yılmaz Güney* faire ses adieux à la vie en exil le 9 septembre 1984.

Après mon article sur *Yılmaz Güney* publié il y a deux jours, je me préparais à partager de nouveaux éléments sur l'anniversaire des coups d'État fascistes au Chili et en Turquie mais des nouvelles provenant de la côte atlantique de l'Afrique du Nord ont bouleversé mon programme.

En effet, l'organisation marocaine sœur de l'AKP en Turquie, le Parti islamiste de la justice et du développement (PDJ), a subi une défaite complète aux élections législatives marocaines du 8 septembre.

Selon le ministère marocain de l'Intérieur, le Parti de la justice et du développement (PDJ), qui était le principal par-

tenaire du parti au pouvoir avec 125 députés lors des élections il y a cinq ans, a perdu plus de 90 % de ses sièges à la Chambre des députés, qui compte 395 membres, devenant un parti marginal avec seulement 13 députés. Le Rassemblement national des indépendants (RNI) a remporté 102 députés, le Parti authenticité et modernité (PAM) 87, le Parti de l'Istiqlal 81, l'Union socialiste des forces populaires (USFP) 34, le Mouvement populaire (MP) 28, le Parti du progrès et du socialisme (PPS) 22 et l'Union constitutionnelle (UC) 18.

Comme le précise le journal *Yeni Özgür Politika*, la ligne des Frères musulmans, qui a lancé un nouveau processus appelé le "Croissant des Frères musulmans" utilisant le pragmatisme de l'islamisme politique et du printemps arabe, et qui est influente au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en particulier en Égypte, au Maroc, au Yémen, en Libye et en Tunisie, reçoit à présent des coups l'un après l'autre.

En juillet dernier, après les manifestations organisées en Tunisie sous le nom de "Le peuple contre la dictature et l'oppression des Frères musulmans", le président Saïed a expulsé du parlement *Ghannouchi*, chef du mouvement des Frères musulmans Ennahda et président du parlement, et limogé le Premier ministre *Mechichi*.

Au moment où d'une part, l'arrivée des *Talibans* au pouvoir en Afghanistan, et où d'autre part, la provocation de *Salah Abdeslam*, l'accusé n°1 dans le procès du massacre du 13 novembre 2015 qui a commencé à Paris, qui a défié le tribunal et toutes les victimes du terrorisme au nom d'Allah et du Prophète ont galvanisé les islamistes politiques organisés dans les pays à majorité musulmane mais aussi dans les pays occidentaux, le fait que l'AKP marocain ait été battu par le peuple lors des dernières élections a suscité un nouvel espoir parmi les masses qui se prononcent en faveur de la démocratie et de la laïcité.

Cependant, dans la lutte pour la démocratie et la laïcité,

le Maroc, comme la Turquie, a une histoire douloureuse. Tout comme *Nazım Hikmet, Yılmaz Güney, Ahmet Kaya, Behice Boran*, le peuple marocain a perdu beaucoup de ses citoyens éminents dans les conditions de l'exil.

Mehdi Ben Barka, par exemple...

En 1965, alors que la Turquie venait de sortir des élections législatives du 10 octobre 1965, le Parti ouvrier de Turquie était entré au parlement avec 15 députés et jouait un rôle dans l'agenda politique de la Turquie. Notre écrivain *Çetin Altan*, élu député indépendant de la liste du TİP, a annoncé qu'il était devenu membre du parti parce qu'il n'avait pas été autorisé à s'exprimer au Parlement en tant que député indépendant.

C'était fin octobre... Le propriétaire du journal, *Malik Yolaç*, était dérangé par le fait que notre écrivain le plus populaire était membre du TİP. Il craignait que le gouvernement et les capitalistes qui faisaient de la publicité n'intensifient dès lors leur pressions et leurs manigances contre *Akşam*... Lorsque *Çetin* vint pour la première fois à Istanbul en tant que député, nous discutons avec lui et le patron de ce que nous pouvions faire face à ces menaces variées, lorsqu'une information en provenance de Paris a fait l'effet d'une bombe.

Mehdi Ben Barka, l'un des dirigeants en exil du mouvement d'opposition marocain, avait été enlevé devant la brasserie Lipp sur le boulevard Saint-Germain à Paris par deux hommes qui avaient montré des cartes d'identité de la police sous prétexte de l'emmener au commissariat.

À cette nouvelle, nous avons conseillé à *Çetin*: "On ne sait jamais ce que les bandits vont faire en Turquie, sois prudent, s'il-te-plaît..."

Peu après, les bandits feront ce qu'ils avaient à faire non pas dans les ruelles sombres et les coins isolés, mais en plein Parlement. Dans la nuit du 19 février 1968, *Çetin Altan* sera attaqué par les députés du Parti de la Justice (AP), rendus fu-

rieux par un discours qu'il avait prononcé, et il échappera de peu au lynchage, mais avec de nombreuses contusions.

Kidnapé au cœur de Paris, *Ben Barka* était l'un des principaux dirigeants de l'Union nationale des forces populaires du Maroc, une figure respectée du tiers-monde. Après cet enlèvement, Ben Barka n'a plus donné signe de vie. Ce que l'on sait, c'est qu'immédiatement après l'enlèvement de Ben Barka, deux exécuteurs bien connus du *roi Hassan II*, le général *Oufkir* et *Ahmed Dimi*, sont arrivés à Paris pour préparer la visite du roi, qui était invité en France. Le général Oufkir a même eu une longue réunion avec *Maurice Grimaud*, le directeur général de la sécurité nationale de la France

Un des témoins, *George Figon*, révélera plus tard dans une interview à *L'Express* que Ben Barka avait été poignardé à mort par le général Oufkir lui-même. Cependant, avant qu'il ne puisse témoigner devant le tribunal, cet important témoin serait bientôt retrouvé "mort".

Le fait qu'un réfugié politique ait été victime d'une piraterie aussi ignoble a secoué la France de *De Gaulle* pendant des années.

L'un des ravisseurs de Ben Barka, *Ahmed Dimi*, est mort dans un mystérieux accident de voiture le 25 janvier 1983. Le général *Oufkir*, célèbre pour avoir arraché et mordu le cœur des ennemis du roi qu'il avait tué avec son propre poignard, sera impliqué dans une conspiration contre le même *roi Hassan II* en août 1972. On déclarera officiellement qu'il s'était "suicidé".

Personne n'est immortel... Le *roi Hassan II*, qui a fait kidnapper, torturer et tuer ses opposants, décédera le 24 juillet 1999, laissant à ses princes un héritage plein de sang et de pus.

*

Lorsque je me suis exilé après le coup d'État du 12 mars 1971, j'ai noué des amitiés chaleureuses et une unité de lutte avec les exilés politiques du Maroc en Belgique sous la dictature d'Hassan II, tout comme avec les exilés politiques de

l'Espagne, du Portugal et de la Grèce sous la dictature fasciste.

Si un événement antifasciste était organisé pour l'un de ces pays, les exilés d'autres pays y participaient ou le soutenaient certainement... Jusqu'à ce que les dictatures fascistes de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce soient renversées et que ces pays rejoignent l'Union européenne l'un après l'autre... La plupart des exilés politiques de ces trois pays retourneraient dans leur pays après la transition vers la démocratie, et certains d'entre eux occuperaient des postes importants pour représenter leur pays dans les institutions de l'UE.

Une communauté de sort existait entre les travailleurs marocains et turcs, recrutés comme main-d'œuvre bon marché pour travailler dans les mines où les citoyens belges refusaient de descendre... Après que les immigrants *espagnols, portugais et grecs* aient acquis un statut différent en tant que citoyens des États membres de l'Union européenne, *les Marocains et les Turcs* ont soudainement commencé à se considérer comme isolés dans les pays capitalistes les plus développés d'Europe.

Dans les années 80, les pratiques racistes et xénophobes en Belgique ont atteint un niveau scandaleux, en particulier dans la *commune de Schaerbeek*, où les Turcs et les Marocains vivent en grand nombre. Le maire *Roger Nols* a non seulement mis en place une administration d'extrême droite et discriminatoire dans la municipalité, mais a également noué des relations étroites avec les partis d'extrême droite d'autres pays, qui commençaient tout juste à se renforcer. Le 6 octobre 1986, l'émission Écran témoin de la RTBF a été consacrée aux problèmes de l'immigration et de la xénophobie. Le programme a commencé par la projection du film de l'acteur français *Roger Hanin* "*Train d'enfer*", qui relate une attaque raciste dans un train.

Roger Hanin, moi-même et un ami marocain avons participé au débat qui a suivi. Face à nous, l'extrémiste de droite *Roger Nols*. En réponse à nos critiques concernant ses pra-

tiques xénophobes et racistes, il a tenté de justifier les pratiques xénophobes et discriminatoires dans sa commune en faisant valoir que le nombre croissant de communautés musulmanes représentait un grave danger pour l'avenir de la Belgique.

Avec l'ami marocain, nous avons souligné que les immigrants marocains et turcs, amenés comme main-d'œuvre bon marché et embauchés dans les mines où les travailleurs locaux et même les Italiens refusaient de travailler, n'avaient pas reçu l'infrastructure nécessaire à leur "intégration", et expliqué que la responsabilité de certaines des manifestations de non-intégration exagérées dans les médias incombaient en grande partie aux dirigeants de ce pays.

Nous avons également indiqué que de plus, ces communautés d'immigrants, abandonnées à leur propre sort par les dirigeants belges, avaient été condamnées à la ghettoïsation par les administrations antidémocratiques en Turquie et au Maroc où sévissaient des politiques nationalistes et fondamentalistes, et prouvé, documents à l'appui, que, comme si cela ne suffisait pas, après la grande crise pétrolière, l'éducation religieuse des enfants turcs et marocains avait été confiée à des enseignants payés par l'Arabie saoudite, réactionnaire s'il en est.

Le programme a trouvé un large écho dans le public belge. Dès que les Marocains que je rencontrais dans la rue ou dans le tram me reconnaissaient, ils venaient m'embrasser et nous féliciter chaleureusement, mon ami marocain et moi, d'avoir rivé son clou à Nols.

Sept ans plus tard, fin 1993, un groupe de Kurdes ayant effectué une marche pour la liberté à partir de l'Allemagne, ont été agressés à leur arrivée à Bruxelles par des jeunes turcs endoctrinés, qui faisaient le salut des Loups gris et clamaient: "Saint-Josse est un quartier turc!", "Pas de place pour les Kurdes ici!" et "À mort le PKK!".

Pour la première fois, face à cette attaque, quatre organi-

sations démocratiques de Turquie, *Info-Türk*, l'*Institut kurde de Bruxelles*, l'*Association des Arméniens démocrates de Belgique* et l'*Association culturelle de Mésopotamie* ont publié une déclaration commune. Alors que nous protestions contre l'attitude des dirigeants turcs, le *Regroupement démocratique marocain* (RDM), dirigé par *Mohamed El Baroudi*, nous a également apporté un grand soutien.

Durant le séjour d'Abdullah Öcalan en Italie, les déclarations agressives des dirigeants turcs et les publications et émissions provocatrices des journaux et des télévisions turques ont été la cause non seulement en Turquie mais également dans les métropoles européennes où se concentrent les immigrés turcs, d'incessantes manifestations violentes. Dans la nuit du 17 novembre 1998, l'*Institut kurde de Bruxelles* et la taverne d'une association kurde ont été incendiés devant les yeux de la police belge. Le *Regroupement démocratique marocain* (RDM) nous a immédiatement manifesté sa solidarité.

Lors de la réunion organisée en 2006 à Bruxelles pour marquer le 35^{ème} anniversaire du coup d'État du 12 mars 1971 dans les salons de l'Hôtel de ville de Bruxelles-capitale, un des intervenants les plus importants a encore été *Mohamed El Baroudi*, président du *Regroupement démocratique marocain* (RDM), aux côtés de l'*Association des Arméniens démocrates de Belgique*, de la *Fédération des Assyriens de Belgique*, de la *Fondation Info-Türk*, et de l'*Institut kurde de Bruxelles*,

Nous avons malheureusement perdu *Mohamed El Baroudi* un an plus tard, le 21 juin 2007.

S'il avait été en vie, le résultat des récentes élections au Maroc aurait certainement rendu *Mohamed* extrêmement heureux.

Ce résultat montre que l'AKP, l'organisation des Frères musulmans de l'AKP marocain en Turquie, peut également être évincé du pouvoir par la volonté du peuple lors des prochaines élections.

La grande question est de savoir quel type de coalition les partis qui ont remporté les élections au Maroc formeront après le renversement du PDJ, et quel type de programme cette coalition mettra en œuvre.

Oui, l'après AKP marocain, mais aussi l'après AKP turc, qui, selon les derniers sondages d'opinion, semble susceptible d'être renversé par la volonté du peuple lors des premières élections qui se tiendront, demeurent un mystère...

Soit une coalition *moderne* qui inclura le HDP, unie sur la base des objectifs de paix et de démocratie proposés par le HDP, soit une coalition d'opportunistes qui abandonnera le pays pour les décennies à venir dans les ténèbres du Moyen Âge, au sein de la structure anachronique que l'AKP a créée en vingt ans.

Ô oppression, oppression qui m'anéantit...

Artı Gerçek, 18 septembre 2021

La tâche principale d'un exilé politique qui a dû quitter la Turquie en raison des pressions auxquelles il a été confronté est de faire connaître à l'opinion publique mondiale les violations incessantes des droits de l'homme dans son pays. Essayer de créer une réaction contre elles est une autre tâche tout aussi importante. Et c'est s'opposer à des pratiques similaires, même si ce n'est pas avec la même intensité, dans la géographie où il vit, et prendre une part active à la lutte pour les droits et la justice des citoyens du pays où il vit.

Cette prise de position implique une participation active aux actions des défenseurs des droits de l'homme de son pays, la compréhension profonde de l'histoire des droits de

l'homme dans cette géographie, et s'il existe des périodes sombres dans cette histoire, les apprendre et prendre place dans la lutte réelle pour les révéler aux yeux du monde.

Par exemple, de même qu'il était de notre devoir, en tant qu'exilés politiques turcs en Belgique, de comprendre en détail les crimes commis contre les peuples arménien, assyrien, grec et kurde de notre pays en parcourant les sources à l'étranger auxquelles nous n'avons jamais pu accéder dans notre pays, il était de notre devoir de comprendre comment le capitalisme belge, soutenu par l'aristocratie, à exploiter de manière inhumaine le Congo, y a commis des massacres, des coups d'État, en particulier l'assassinat du premier ministre *Patrice Lumumba* à la demande de l'impérialisme américain et de contribuer pratiquement à la lutte pour demander des comptes à ce sujet.

J'ai évoqué l'importance de cette double tâche il y a trois ans, le 31 mai 2018, dans l'article "Leçons africaines pour briser les idoles..." dans lequel j'ai donné des informations générales sur les meurtres du capitalisme belge au Congo et attiré l'attention sur l'affaire.

Récemment, j'effectuais à nouveau des recherches sur ce sujet et je suis tombé sur une grande surprise. Dans le chapitre intitulé "L'Afrique: le continent pillé" du dernier livre de mon vieil ami de Turquie, le professeur *Cumhur Ertekin*, "Histoire de la persécution - L'homme est un loup pour l'homme", qu'il m'a fait parvenir, il donne les informations détaillées suivantes sur la façon dont le Congo a été exploité par la Belgique:

"Le roi Léopold, en partie par l'intermédiaire du journaliste Henry Morton Stanley, et en partie par d'autres expéditions qu'il envoya secrètement au Congo, acheta les terres congolaises morceau par morceau en trompant les chefs tribaux. Les États européens ont enregistré le Congo comme propriété privée du roi Léopold. Ainsi, le seigneur des 20 millions d'Africains vivant sur ces terres était le roi Léopold

II de Belgique. Léopold, utilisant l'argument de civiliser l'Afrique, a établi divers mécanismes coloniaux afin d'exploiter les richesses telles que l'ivoire et le caoutchouc au Congo. Dans les premières années de la colonisation au Congo, l'ivoire avait une grande importance. En tant que matière première précieuse utilisée à cette époque dans de nombreux domaines tels que la sculpture en ivoire, les bijoux, les touches de piano, l'ivoire a assuré de considérables revenus à la fortune de Léopold.

“Avec le développement de l'industrie en Europe au début des années 1890, le caoutchouc est devenu une nouvelle source de richesse. Le caoutchouc est devenu indispensable dans la production de pneus de vélo et d'automobile. Au cours de cette période, le Congo, le plus grand pays riche en hévéas, a fourni à la Belgique une source importante de revenus

“L'un des aspects les plus importants de la production de caoutchouc était l'emploi impitoyable de la population locale dans cet exercice. Ceux des ouvriers qui, employés dans des conditions difficiles, se révoltaient étaient contraints d'obéir par l'amputation croisée des mains et des pieds. Lors de la collecte d'ivoire ou de caoutchouc, ceux qui en rapportaient moins d'une certaine quantité (c'est-à-dire ceux qui ne pouvaient pas remplir le quota qui leur avait été imposé) étaient punis de l'amputation des mains et/ou des pieds. Si l'ouvrier s'échappait et n'était pas attrapé, l'épouse de l'évadé ou l'un de ses enfants avait les mains coupées. Les indigènes dont le rythme de travail n'était pas satisfaisant étaient punis avec des fouets en peau d'hippopotame appelés *chicotte*. Ces punitions aboutissaient la plupart de temps à la mort.”

Dans la préface de son précieux livre de 387 pages, dans lequel il décrit en détail comment la cruauté brutale a été infligée tout au long de l'histoire de l'humanité et dans diverses régions du monde par ceux qui détiennent la force et sont au pouvoir, *Ertekin* dit:

“Dans la plupart des livres d'histoire que nous étudions

dans nos écoles, nous voyons les attaques des États les uns contre les autres, les grandes batailles rangées et les conquêtes menées par les rois et les empereurs. En bref, nous examinons l'histoire de la guerre entre les États.

Cependant, les atrocités, majeures et mineures, qui se développent dans le cadre d'attaques et d'invasions majeures de l'État sont souvent négligées. Lorsque l'on décrit une période de l'histoire, les tortures et les oppressions infligées par les dirigeants dominants et dictatoriaux à leur entourage et à leur propre peuple sont souvent négligées. Les détails de ce que les gens ont vécu tout au long de l'histoire, de l'esclavage à l'exploitation du travail, n'ont pas beaucoup d'importance, et par conséquent, ces questions doivent être recherchées en dehors des livres d'histoire. Il est possible de rassembler les pressions, la barbarie, les massacres et la torture sous le nom d'"oppression".

"Ce qu'il y a de plus triste dans la question, c'est qu'à notre époque, alors que des pas de géant ont été faits dans le domaine de la science et de la technologie, que les droits de l'homme sont remis en question et que les efforts visant à accorder de l'importance aux valeurs éthiques s'intensifient, nous constatons toujours que l'oppression de l'homme par l'homme et de l'État contre l'homme n'est jamais absente et ne s'arrête jamais. Des États puissants cherchent toujours impitoyablement des moyens d'exploiter les pays sous-développés, que nous appelons "opprimés". Dans certains des pays sous-développés, des dirigeants retors, profitant de l'ignorance du peuple, sont capables de traiter cruellement leurs propres citoyens et peuvent coopérer avec les dirigeants des États impérialistes contre leurs propres pays.

"J'ai donc pensé qu'il pourrait être utile d'examiner l'oppression en détail dans ce livre pour montrer ce que les gens subissent. Bien sûr, je sais qu'un tel livre ne peut pas être une panacée dans mon propre pays. Mais qu'aurais-je pu faire de plus en tant qu'individu capable d'écrire et réfléchir? À tout

le moins, je pense que je fais un travail beaucoup plus humain qu'un dirigeant tyrannique tenant en main une arme à feu."

Le livre d'*Ertekin* présente en détail les atrocités pratiquées au cours de l'histoire de l'humanité jusqu'au XXème siècle, comme on peut le voir dans les titres de ses chapitres:

La Chine et la Grande Muraille

L'Asie centrale: les Huns et les Mongols

La Mésopotamie: Hammourabi et l'esclavage dans l'antiquité

La civilisation égyptienne ancienne

L'Inde

La Grèce antique: Athènes et Sparte

L'Iran

L'empire romain: Droit et Terreur

La Russie

La chrétienté

L'Inquisition et les massacres

Les sorcières et les chasseurs de sorcières

L'Angleterre

L'aventure spatiale d'Aristarque à Galilée

Galileo Galilei,

Les révoltes dans l'histoire de l'islam

Les querelles religieuses et les révoltes

Istanbul: la ville pillée tout au long de l'histoire

L'Amérique avant et après Colomb

L'Afrique: le continent pillé

La Hollande: Oppression et massacre à Batavia

L'Australie et les aborigènes

L'Eglise et les querelles scientifiques en Europe aux Temps modernes

Les instruments d'oppression et de terreur

Les condamnations à mort et leurs modes

L'adultère et la punition des crimes sexuels

L'histoire musulmane et les punitions sexuelles

Le travail humain et son exploitation

Les États-Unis au XIXème siècle: les révoltes des esclaves et les grèves des travailleurs

Cumhur Ertekin, comme le Prof. Dr. Gençay Gürsoy, dont j'ai présenté le livre intitulé *Une vie, trois périodes* dans mon article intitulé *Le combat de notre génération sous la plume de Gençay dans Artı Gerçek* il y a deux mois, est un des scientifiques les plus brillants de notre monde médical et a consacré toute sa vie à la lutte pour les droits de l'homme et les libertés depuis ses années d'études universitaires.

Nous nous sommes rencontrés, *Cumhur Ertekin* et moi, en 1957 à Izmir où nous avons passé les années de notre enfance durant la Seconde Guerre mondiale et sous la dictature du parti unique du CHP...

Cumhur, dont les premières caricatures ont été publiées dans *Akbaba*, le plus grand magazine d'humour de l'époque, alors qu'il n'avait que 16 ans, a ouvert sa première exposition de bandes dessinées en 1954 au lycée *Atatürk d'Izmir*. Alors qu'il étudiait à la faculté de médecine de l'Université Ege, il a apporté une grande contribution à l'opposition contre le gouvernement despotique du Parti démocrate, en dessinant constamment des caricatures pour le journal d'opposition *Sabah Postası*, où je travaillais à Izmir, ville qui était considérée comme le bastion de ce parti.

En plus de notre relation de travail au journal, *Cumhur* était l'un des membres les plus populaires de notre groupe de jeunesse de gauche à l'époque et était toujours à l'avant-garde de la lutte. *Tan Oral*, un de nos célèbres caricaturistes, était l'un de nos amis proches au même titre que *Cumhur* à la même époque, et nous publions ses premières caricatures dans le *Sabah Postası*.

Je me souviens que *Cumhur* et *Tan* ont ouvert leur première exposition commune de caricatures à Izmir en 1960.

Après le renversement du gouvernement du Parti démocrate en 1960 et l'arrivée au pouvoir du CHP, *Cumhur* et moi-même avons été exclus du journal *Sabah Postası* parce

que notre position de gauche dérangeait les patrons qui faisaient partie du CHP.

Alors que *Cumhur* était diplômé de la faculté de médecine en 1961 et se spécialisait en neurologie, j'ai déménagé à Istanbul à la fin de 1962 et assumé des responsabilités à la fois en tant que directeur du journal *Gece Postası* et dans les bureaux de presse et de recherche du siège du Parti ouvrier de Turquie.

Alors que j'étais rédacteur en chef du journal *Akşam* de 1964 à 1966, *Cumhur* s'est rendu au Danemark et en Suède en 1965 et a étudié la neurophysiologie clinique pendant quatre ans. En 1969, il est rentré à l'Université Ege et est devenu professeur dans le domaine de la neurologie.

Après le coup d'État du 12 mars, alors que nous étions en exil, *Cumhur*, qui a ouvert des expositions avec de jeunes caricaturistes à Izmir, est devenu l'une des principales cibles du coup d'État du 12 septembre 1980 dans le monde scientifique. Écarté de l'université par la junte en 1981, il a été jugé en 1984 avec les 54 autres accusés de la fameuse *Pétition des intellectuels*.

Cumhur, qui a travaillé comme scientifique invité à l'Université de Linköping en Suède en 1987-1988, est rentré à l'Université Ege en 1990 et a fondé avec ses collègues l'*Association turque de neurophysiologie clinique EEG-EMG* en 1991.

Cumhur, qui a également été l'un des fondateurs de l'*Association de l'Académie des sciences* à Istanbul en 2011, a obtenu 12 prix scientifiques nationaux et 2 prix scientifiques internationaux.

Cumhur, qui a également travaillé comme consultant pour des revues scientifiques internationales, a poursuivi la recherche scientifique avec ses jeunes collègues dans deux hôpitaux d'Izmir après sa retraite en 2004, a publié 158 articles scientifiques à l'échelle internationale, 165 articles scientifiques au niveau national et 14 livres scientifiques...

45 œuvres de *Cumhur*, qui n'a jamais négligé ni l'art de

la caricature ni ses travaux scientifiques, ont été exposées au musée de la Joie et de la bande dessinée de la municipalité de Konak le 17 février 2016 par la représentation d'Izmir de l'*Association des caricaturistes*.

Avant son livre sur l'histoire de l'oppression, *Cumhur Ertekin* a écrit un autre ouvrage important intitulé *Histoire de la médecine*, publié le 1er avril 2019.

Dans ce nouveau livre, *Cumhur* se concentre sur l'exploitation de l'homme par l'homme... Il écrit:

“Nous avons essayé d'exposer cette exploitation, ces grèves et ces conflits jusqu'au début du XXème siècle. Bien qu'il y ait eu de grands progrès dans la science et la technologie au XXème siècle et au-delà, nous avons observé et expérimenté par nous-mêmes que la persécution continue au même niveau. La perte en vies humaines dues aux guerres mondiales et impérialistes de même qu'aux occupations injustes de pays aux XXème et XXIème siècles sont incomparablement plus grandes qu'au cours des siècles précédents. Cependant, j'ai constaté qu'il n'y a pas beaucoup de livres dans lesquels la cruauté de l'homme ordinaire et de l'Homo sapiens est décrite dans l'ordre chronologique, en commençant par les premières civilisations, et j'ai essayé de combler cette lacune.”

J'espère que notre cher *Cumhur*, faisant un pas de plus sur son long chemin ardu mais fructueux, consacra des recherches méticuleuses aux pratiques oppressives des XXème et XXIème siècles, dans lesquels nous vivons, et que ces recherches constitueront une note inoubliable dans l'histoire de l'humanité. Je le félicite chaleureusement pour ses réalisations dans les domaines de la science, de l'humour et de la lutte pour les droits de l'homme, et je le salue avec les célèbres vers d'un refrain populaire:

*Un grand platane dans la prison
Que se brisent les chaînes, que s'abattent les cloisons
Ô oppression, oppression qui m'anéantit,
(Et toi) mort, va-t'en loin d'ici*

Ils sont interlocuteurs dans le processus de résolution...

Artı Gerçek, 24 septembre 2021

Quelques mots sur le débat sur “Le Parlement ou İmralı?”, qui est au premier plan de l’ordre du jour tant dans le monde politique que dans les grands et petits médias de Turquie... Lorsque l’ancien coprésident du HDP, *Sezai Temelli*, a déclaré: “İmralı est l’adresse et le principal destinataire de la solution démocratique”, il a commis une erreur de formulation importante, comme il l’a lui-même admis dans sa déclaration ultérieure. Bien sûr, comme l’ont souligné l’ancien coprésident emprisonné du HDP, *Selahattin Demirtaş*, et l’actuel coprésident, *Mithat Sancar*, l’“adresse ultime” de la solution est indiscutablement le Parlement.

Cependant, comme *Aydın Engin* l’a souligné à juste titre dans son article paru hier sur t24, compte tenu de l’arithmétique actuelle du Parlement, “cette solution n’est pas possible dans ce Parlement”. Si l’Assemblée qui sera formée lors des premières élections législatives à venir peut être une Assemblée dans laquelle le HDP est représenté proportionnellement à son pouvoir quantitatif et qualitatif, avec une arithmétique qui mettra fin au système présidentiel actuel, garantir le système parlementaire, l’État de droit et l’indépendance du pouvoir judiciaire, elle pourra prouver sa capacité à avoir le “dernier mot”.

En fait, ce n’est pas suffisant. L’élection à la présidence d’un candidat qui aurait le respect et la confiance de tous les partisans de la démocratie et de la liberté lors de la même élection, et l’expulsion d’*Erdoğan* de son palais de verre de Beştepe pour toujours font partie des conditions sine qua non du règlement définitif.

Même si tout cela se produit, comme l’a souligné *Mithat Sancar*: “Si nous voulons une paix durable, il faut un très large consensus social et un pouvoir constitutionnel. Pour cela, il faut prendre en compte tous les acteurs de la ques-

tion kurde. Mettre sur pied une méthode exhaustive en ignorant ces acteurs ne constitue pas une approche réaliste.”

Effectivement, si l’on veut parvenir à une paix durable, la condition préalable est que l’État turc s’assoie à la table des négociations avec le PKK et sa force armée, qu’il n’a pas été en mesure de combattre et de vaincre pendant plus de 40 ans avec sa majorité parlementaire, les gouvernements précédents, l’armée, la gendarmerie, la police, les gardes de village, les drones et les UCAV. L’adresse de ces réunions est, d’une part, *İmraltı*, où Öcalan, le leader fondateur du PKK, est emprisonné depuis des années, et d’autre part, *Qandil*, où se trouve le commandement de la guérilla.

Dans ces négociations, à moins qu’un “cessez-le-feu” ne soit obtenu qui permette la participation des dirigeants et des militants du PKK à la vie politique, sociale et culturelle du pays en tant que citoyens égaux sans être soumis à la menace de poursuites et d’exclusion, et la libération des dirigeants politiques, des élus et des militants kurdes en prison, en particulier Öcalan et Demirtaş, de même que le retour sur leur terre d’origine des centaines de milliers de personnes de la diaspora kurde, il n’est pas possible, même pour un Parlement avec une arithmétique modifiée, de parvenir tout seul à une paix durable.

J’écris ces lignes en tant que journaliste qui, au cours de ses 69 ans de vie professionnelle, a été témoin de l’oppression et de la persécution de la nation kurde, s’est assigné comme devoir de faire entendre la voix de la résistance kurde qui s’élève en Turquie depuis les années 60 avec le TİP et les DDKO, et a partagé la douleur et la détermination de la diaspora kurde en exil.

Comme cela coïncide avec leur anniversaire, j’ouvre aujourd’hui deux pages de l’histoire de la lutte kurde.

La première page concerne la persécution de la nation kurde par l’État...

Il y a exactement 25 ans, le 24 septembre 1996, 11 prisonniers kurdes ont été tués et 23 autres ont été blessés à la suite d'une attaque menée par des soldats, des gardiens et des policiers à l'aide de matraques, de planches et de barres de fer dans la *prison de type E de Diyarbakır*. Les morts étaient *Erkan Hakan Perişan, Cemal Çam, Hakkı Tekin, Ahmet Çelik, Edip Dilekçi, Mehmet Nimet Çakmak, Rıdvan Bulut, Mehmet Kadri Gümüş, Kadri Demir, Mehmet Arslan* et *Hakkı Tekin*. Leurs rapports d'autopsie ont démontré que ces détenus étaient morts sous la torture.

La deuxième page concerne le début de la lutte légendaire de la résistance armée kurde, inscrite sur la liste noire des "terroristes" par l'État turc et ses partisans dans le monde entier, qui a rayé de la carte de la Syrie le fléau de l'État islamique, menaçant non seulement le Moyen-Orient mais aussi le monde entier...

C'était il y a exactement 7 ans, alors qu'Erdoğan continuait à négocier une solution avec Öcalan à İmralı avec ses ministres, le chef de l'Organisation nationale du renseignement (MIT) et ses généraux, et n'avait pas encore officiellement quitté la table pour des calculs électoraux bon marché...

Le plus important quotidien francophone belge, *Le Soir*, donne l'information suivante dans son numéro du 23 septembre 2014:

"Kobané, située à une poignée de kilomètres à peine de la Turquie, est devenue le symbole de ce drame humain et politique. La troisième ville kurde de Syrie résiste pour le moment. "La progression de Daesh sur le front à l'est et au sud de Kobané a été ralentie, car les combattants kurdes ont intensifié leurs attaques contre les véhicules des djihadistes, depuis l'exode des civils, et de violents combats se déroulent, a indiqué de Grande-Bretagne à l'AFP l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Ils ont empêché les djihadistes d'avancer et ont contenu leur offensive ; les Kurdes sont en train de

mener un combat farouche.” Les Kurdes en question sont en majorité membres de... la branche syrienne du fameux PKK.... Le PKK observe depuis trois ans une trêve avec l’État turc et négocie avec lui. Mais Ankara conserve une extrême méfiance envers ce mouvement qui a mené une longue guérilla depuis les années 1980. Le PKK est toujours officiellement une organisation “terroriste” pour la Turquie... Ankara a officiellement demandé aux Occidentaux de ne pas donner d’armes aux Kurdes de Syrie, qui sont donc alliés au PKK.”

Le 23 septembre 2014, *Mazlum Dinç*, son avocat et tuteur, a rendu visite sur l’île d’İmralı au leader du PKK, Abdullah Öcalan qui n’était pas à l’isolement complet. L’agence de presse française AFP rapporte qu’au cours de cette visite, Öcalan, par l’intermédiaire de son avocat, a lancé l’appel suivant au peuple kurde: “Ce qui se passe actuellement est en fait une guerre de forte intensité. Auparavant, j’avais parlé dans ma défense de guerre faiblement intensifiée, moyennement intensifiée moyenne, et fortement intensifiée. Ce qui se passe actuellement est une guerre fortement intensifiée. Notre peuple doit façonner sa vie en ligne avec la guerre intensifiée. Le peuple kurde doit faire ce que le peuple de Gaza en Palestine a fait: façonner sa vie par rapport à la guerre. Il ne doit pas mener une vie ordinaire. Le peuple du Kurdistan doit résister collectivement à cette agression.”

C’est après cet appel que non seulement les Kurdes de Turquie, d’Irak, d’Iran et du Liban, mais aussi les Kurdes de la diaspora du monde entier, hommes et femmes, ont rejoint le mouvement de résistance armée formé par les Kurdes syriens avec la participation des Assyriens et des Arméniens syriens. Ils ont participé avec abnégation à la lutte à mort contre les terroristes de l’EI qui occupaient plus de la moitié de la Syrie, et ils ont donné leur vie dans cette lutte.

Ne l’oublions pas, à cette époque, les services secrets de l’État turc continuaient de fournir armes et formations à ce gang de la mort, il leur était facile d’exporter les carburants

qu'ils extrayaient des puits de pétrole qu'ils avaient confisqués, pour assurer leur propre financement.

Le 22 novembre 2013, j'ai rencontré pour la première fois *Salih Muslim*, le co-président du *Parti de l'Union démocratique* (PYD), qui dirige la résistance contre les terroristes de l'EI au *Rojava*, le Kurdistan syrien, en tant qu'intervenant lors d'une conférence sur "L'avenir des régions kurdes en Syrie" qui se tenait au Parlement belge.

Dans son intervention, il s'était exprimé comme suit: "Depuis le début de la révolution syrienne à ce jour, nous avons décidé de ne pas faire partie de cette guerre sanglante aveugle menée par des organisations islamistes. Nous n'avons jamais soutenu le régime syrien. Nous voulions seulement être une force alternative qui protégerait la région du Kurdistan et sa population d'Assyriens, d'Arméniens, d'Alaouites, de Sunnites, de Turkmènes et de Circassiens."

Sur la question de la Turquie, il utilisait des termes extrêmement pacifistes: "La Turquie est notre voisin et, bien entendu, nous voulons avoir de bonnes relations avec elle si elle respecte nos droits fondamentaux. Cependant, la Turquie a déployé beaucoup d'efforts pour mettre des obstacles à la représentation des Kurdes dans l'opposition syrienne. La Turquie, au même titre que l'Arabie saoudite et le Qatar, soutient les groupes extrémistes religieux. Pour que nous puissions établir de bonnes relations avec la Turquie, Ankara doit cesser de soutenir les groupes islamistes terroristes et les nationalistes arabes fanatiques. Elle doit cesser de menacer le peuple du Rojava et ouvrir la frontière qui sépare les Kurdes."

Un an plus tard, le 19 septembre 2014, nous avons participé à la Semaine kurde organisée par l'*Institut kurde de Bruxelles*, toujours au Parlement belge, avec *Osman Baydemir*, l'ancien maire de Diyarbakir. Dans ce cadre, lors de la conférence sur "*Une solution modèle kurde à l'impasse au Moyen-Orient*", *Salih Muslim* a critiqué plus durement la po-

sition de l'État turc et a insisté sur son appel à de bonnes relations avec les Kurdes syriens.

Mais l'État turc n'avait pas l'intention d'écouter les appels pacifiques et d'y donner une réponse positive...

À l'instar des pourparlers de paix avec le PKK en Turquie, le dialogue avec les Kurdes syriens a été brusquement interrompu après que l'AKP n'a pas réussi à gouverner seul lors des élections du 7 juin 2015. Afin de récupérer les électeurs, Erdoğan a lancé une guerre contre le peuple kurde non seulement dans le sud-est de la Turquie, mais aussi dans le nord de l'Irak et de la Syrie, avec une rhétorique religieuse ultra-nationaliste et extrêmement sectaire.

En particulier, sous le prétexte de la parodie de tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, une guerre d'anéantissement total serait menée non seulement contre le peuple kurde, mais aussi contre toutes les institutions démocratiques du pays et tous les opposants à l'AKP avec des méthodes de répression inimaginables. L'une des armes les plus répugnantes de cette guerre d'anéantissement a été la campagne honteuse de diffamations et de dénonciations contre ceux qui étaient qualifiés de "terroristes" simplement parce qu'ils luttaient contre ces pratiques chauvinistes.

Lorsqu'il a été annoncé que *Müslüm Şahin* tiendrait une conférence de presse à Bruxelles le 14 février 2018 sur l'occupation d'*Afrin*, une province du *Rojava*, par l'armée turque et les terroristes islamistes sous son commandement, Les missions diplomatiques turques, les associations turques et les médias affidés ont lancé une campagne pour l'empêcher de s'exprimer dans la capitale de l'UE.

À tel point qu'ils poussèrent les hauts cris pour que *Müslüm Şahin*, ressortissant syrien, soit inscrit dans la liste des "terroristes recherchés", et même dans la liste rouge, tout comme les porte-paroles de la résistance kurde *Remzi Kartal* et *Zübeyir Aydar*, et privé du droit de tenir une conférence de presse à Bruxelles.

En dépit de quoi *Müslüm Şahin*, qui a tenu sa conférence de presse avec le soutien de politiciens démocrates et de juristes belges, a rappelé que des centaines de civils avaient été tués ou blessés à Afrin à la suite de bombardements incessants. Il a protesté contre le silence de l'OTAN et de l'UE face au massacre de civils à *Afrin* en disant: "Nous voulons une Syrie démocratique, nous proposons une solution fédérale démocratique, mais la Turquie rejette une solution démocratique. La mentalité d'Erdoğan n'est pas une menace uniquement pour les Kurdes et le Rojava, mais aussi pour le monde entier.

Malgré tous les obstacles de l'État turc, et comme on peut le voir sur les cartes de l'image de présentation, les combattants hommes et femmes du *Rojava* ont libéré les terres syriennes occupées par l'EI en 2014, gagnant l'appréciation et la gratitude du monde entier.

Je rappelle tout cela dans le but suivant ;

La question de la démocratisation de la Turquie n'est pas seulement un problème de 783.562 kilomètres carrés sur terre. Au-delà de cela, c'est aussi le problème de toutes les géographies où le terrorisme d'État est pratiqué à travers des missions diplomatiques, des opérations militaires, des mosquées sous le commandement de la *Diyanet* et des associations conditionnées par la *synthèse turco-islamique*.

C'est le problème de plus de 3 millions d'immigrants en provenance de Turquie qui se sont installés dans tous les pays du monde, en particulier les exilés politiques qui ont été séparés de leur pays à cause du terrorisme d'État.

C'est le problème des diasporas arménienne, assyrienne, kurde et grecque qui ont fait de divers pays du monde leur nouvelle demeure en raison des différents génocides et déportations commis depuis l'Empire ottoman.

Cela signifie que la nation kurde, qui a été forcée de vivre dans quatre pays différents à la fin de la première guerre im-

périaliste de partition, *Bakur* au nord, *Rojhilat* à l'est, *Bashur* au sud; c'est le problème des Kurdes du *Rojava* à l'ouest.

C'est le problème de la nation arménienne, comme on l'a vu dans le cas récent de l'occupation du Haut-Karabagh par les armées azéries et turques, avec la participation de groupes terroristes islamistes.

C'est le problème du peuple de Chypre du Nord, dont la volonté a été usurpée par mille ruses et pressions lors des élections de l'année dernière, et qui est forcé de vivre sous l'occupation de l'armée turque pendant de nombreuses années encore.

S'il s'agit vraiment de parvenir à une paix durable, tous ceux repris ci-dessus ont le droit d'être pris en compte dans ce processus de recherche d'une solution. Le règlement définitif, le dernier mot, appartient sans aucun doute au Parlement, s'il parvient à remédier à l'indignité d'être le complice du despotisme présidentiel. Cependant, comme le souligne *Mithat Sancar*, si on souhaite une paix durable, un consensus social très large et une monarchie constitutionnelle sont également nécessaires. Pour cela, il est nécessaire de prendre en compte les points de vue de tous les acteurs qui ont le droit de s'exprimer non seulement dans la question kurde, mais aussi dans tous les problèmes que j'ai énumérés ci-dessus.

Si un tout nouveau Parlement voit le jour dans lequel l'hégémonie fasciste islamiste est détruite et le HDP est représenté avec son poids quantitatif et qualitatif lors des prochaines élections, cette Assemblée ne peut devenir une véritable Assemblée constituante que si elle parvient à une solution en tenant compte des points de vue de tous les acteurs.

C'est ce que l'on a toujours attendu des nouveaux Parlements élus après chaque coup d'État militaire dans le passé, mais nous avons toujours été déçus.

Nous verrons bien ce qui va se passer cette fois-ci...

Elle n'est pas la question kurde, mais celle du Diktat turc *Artı Gerçek, 29 septembre 2021*

La Turquie débat d'une question qui a été mise à l'agenda pré-électoral par les commentaires les plus opportuns par le HDP, le troisième plus grand parti représenté à l'Assemblée, de façon à ne plus pouvoir être ignorée, à la suite d'une déclaration de Kılıçdaroğlu, sur laquelle les partis au pouvoir et dans l'opposition ont émis des avis variés.

Ce n'est pas la première fois que la question fait l'objet d'un débat dans la pays. C'est une question qui a été discutée à différentes reprises au cours du dernier demi-siècle, dans les périodes de parti unique du CHP et de multipartisme du DP, qui ont duré au total 37 ans à partir du début de la République, ainsi que dans la période de 10 ans de démocratisation relative qui a suivi l'entrée en vigueur de la Constitution de 1961, et y compris lors des coups d'État de 1971 et 1980, mais ceux qui osent l'évoquer en paient souvent le prix par la prison, la torture et le meurtre...

On l'appelle la question kurde, mais le problème est en réalité le problème de la dictature turque ! Parce que le problème n'est pas l'existence de la nation kurde dans sa propre patrie ancestrale...

Il y a environ 30 ans, en tant qu'exilés politiques à l'étranger, nous exprimions notre point de vue sur cette question... Le livre "La question kurde – Que disent les intellectuels?", publié par Ortadoğu Verlag en Allemagne et Uluslararası Belge Yayınları en Turquie, présente les points de vue des exilés, dont les noms sont donnés par ordre alphabétique, sur la couverture ci-jointe.

Dans ce livre, j'ai exprimé mon point de vue en ces termes: "La question n'est pas la question kurde, mais celle du diktat turc".

Il faut alléger les souffrances infligées sous la domination turque aux Assyriens, aux Arméniens, aux Grecs et aux Kur-

des, qui étaient les propriétaires de l'Anatolie avant la conquête turque, demander pardon pour les génocides et les déportations, et pour que tous les citoyens puissent obtenir l'égalité des droits et d'expression dans le cadre des garanties constitutionnelles, indépendamment de la nationalité et de la croyance, le problème du diktat turc doit tout d'abord être enterré dans l'histoire afin qu'il ne puisse plus réapparaître.

Je partage à nouveau ce que j'ai écrit il y a 28 ans:

*

Lorsque Kemal Uzun m'a téléphoné pour me demander: "Quelle devrait être la solution au problème kurde?", je discutais avec un ami belge du dernier épisode de la guerre linguistique qui a métamorphosé ce pays depuis le début du siècle. Dans le corps d'armée européen nouvellement formé, qui se compose actuellement de soldats allemands, français et belges, les Flamands s'opposent à l'utilisation exclusive de l'allemand et du français comme langues de commandement. Comme les soldats flamands de Belgique sont également inclus dans le corps, ils réclament l'utilisation de la langue flamande.

Pour un étranger qui ne connaît pas bien l'histoire de la Belgique et la réalité des nations, l'utilisation dans une organisation internationale du flamand en plus du français, qui est une langue universelle, peut sembler dénuée de sens à première vue.

Mais il ne s'agit pas de cela et c'est pourquoi même les francophones (Wallons et Bruxellois francophones) qui s'opposent à cette exigence cherchent une solution au problème dans un débat démocratique sans tomber dans la facilité et la puérité d'accuser les Flamands de "séparatisme" et de "trahison".

Même sous le joug des étrangers pendant des centaines d'années, privées du droit d'utiliser librement leurs propres langues et cultures, les nations ont une "mémoire collective" qui ne pourra jamais être détruite.

L'hégémonie francophone en Belgique, établie en tant qu'État artificiel il y a 163 ans à la suite des négociations de partition des superpuissances européennes, a privé le peuple flamand de la possibilité auprès des institutions étatiques d'utiliser sa propre langue, d'être éduqué dans sa propre langue et de développer sa propre culture pendant plus d'un siècle. À tel point que des milliers de paysans flamands qui étaient sous les drapeaux sont morts pendant la Première Guerre mondiale parce qu'ils ne comprenaient pas les ordres des officiers, le français étant la langue de commandement dans l'armée.

C'est l'accumulation de ces amères expériences qui ont forcé le peuple flamand à se révolter contre l'État central sous l'hégémonie francophone. Ce fait historique est à l'origine de cette exigence d'utilisation du néerlandais dans le Corps d'armée européen aujourd'hui.

Face à la réalité des appartenances nationales, l'État belge artificiel a déjà cessé d'être un État unitaire et s'est aujourd'hui transformé en une fédération avec trois régions et trois communautés. Les communautés française, flamande et germanophone (seulement quelques petites localités à l'Est) ont leurs propres assemblées communautaires et gouvernements indépendants. Chaque communauté a son mot à dire sur ses propres problèmes éducatifs et culturels, complètement indépendamment des autres.

Dans le sud, où les Wallons francophones sont majoritaires, il existe un conseil régional et un gouvernement régional, tandis que dans la région flamande, au nord, il existe une assemblée régionale distincte et un gouvernement régional. Les habitants de chaque région ont leur mot à dire, complètement indépendants des autres en ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux des régions. À tel point que même la capitale belge, Bruxelles, dispose d'une assemblée régionale et d'un gouvernement indépendants des deux autres régions, y compris des représentants des deux

communautés, car sa population est composée de néerlandophones et de francophones.

Les pouvoirs du gouvernement fédéral central, qui a été établi conjointement par les francophones et les Flamands, sont limités à la politique étrangère, à la défense et aux affaires sociales.

Il ne fait aucun doute qu'une structure étatique aussi complexe a ses difficultés dans la pratique, mais chacun des peuples supporte ces difficultés temporaires avec abnégation, car il place sa propre identité et sa dignité au-dessus de tout. À tel point qu'à l'intérieur de chaque communauté, des forces politiques qui ne se contentent pas de cette structure fédérale, mais prônent l'indépendance au prix de la disparition complète de la Belgique, opèrent librement et sont représentés dans les organes législatifs et exécutifs. Elles se battent pour participer à la nouvelle Union européenne non pas par l'intermédiaire de la Belgique, mais directement par le biais de ses propres organes. Et donc aucun politicien n'est arrêté, aucune publication n'est confisquée, aucune organisation n'est fermée sous ce prétexte.

Et pour en revenir à notre propos:

Selon moi, il n'y a pas de "question kurde", il y a le problème du diktat turc...

S'il y a un problème, ce n'est pas celui des Kurdes, qui luttent pour retrouver leur identité nationale et leur dignité sur la terre où ils vivent depuis des milliers d'années, mais il est dû aux administrations turques qui ont ignoré les peuples autochtones des territoires sur lesquels ils ont ensuite établi des dictatures pendant des années. De plus, les Kurdes ne sont pas les seules victimes de ces régimes. Tous les peuples anatoliens sont concernés: Arméniens, Assyriens, Grecs et même les Turcs qui ne se soumettent pas à l'idéologie officielle...

Bien sûr, la violence, quel que soit son camp, n'est pas souhaitable. Mais qui a commencé la violence, qui l'a maintenue malgré les appels unilatéraux à un "cessez-le-feu"? Si

l'on veut mettre fin à la violence, l'initiateur de la violence doit faire le premier pas et être capable de dire "oui" à une solution politique.

Une solution politique au problème des communautés nationales en Turquie doit être recherchée dans un environnement véritablement démocratique, dans un dialogue auquel toutes les parties de la mosaïque participeront avec leurs propres représentants indépendants, sur un pied d'égalité. Dans un tel processus, aucune organisation représentative ne doit être exclue du dialogue et de la recherche d'une solution commune, sous quelque prétexte que ce soit.

Il faut veiller à ce que les nations déterminent leur propre destin par le biais de référendums et d'élections auxquels toutes les organisations politiques pourront participer librement. Rester dans un État unitaire, coexister dans une structure fédérative, être complètement indépendants? Les réponses à ces questions doivent être données librement par les peuples eux-mêmes.

Il est tout simplement hypocrite de considérer dubitativement une telle méthode, en affirmant que les grandes villes sont devenues des métropoles multinationales en raison des migrations internes, et d'esquiver la recherche d'une solution démocratique à l'échelle nationale au problème des nationalités.

Je le répète:

Même à Bruxelles, la capitale de l'Union européenne, où les gens d'Ankara font tout ce qu'ils peuvent pour se faire une place sur le terrain, les Flamands ne représentent que 10 % de la population, mais ils siègent à l'Assemblée régionale de Bruxelles et au gouvernement régional sur la base d'une égalité totale et d'un respect mutuel avec leurs propres partis. Sur les balcons des institutions publiques bruxelloises, le drapeau flamand avec son lion, le drapeau des francophones avec son coq et le drapeau bruxellois avec son iris flottent côte à côte.

Si cela se passe dans la capitale de l'Europe qu'ils convoi-

tent, pourquoi tous les partis kurdes d'Istanbul, d'Izmir, d'Ankara et d'Adana ne participeraient-ils pas aux élections et ne seraient-ils pas librement représentés dans les conseils municipaux et les institutions?

Ou bien les ministres et les députés qui frappent aux portes de Bruxelles matin et soir sont-ils si ignorants qu'ils ne remarquent pas que tous les panneaux de cette ville sont écrits en deux langues, le français et le flamand?

(*Doğan Özgüden, Aydınlar ne diyor? Ortadoğu Verlag, Aralık 1993*)

Le glaive de l'islam: de Mussolini à Tayyip...

Artı Gerçek, 8 octobre 2021

Le fiasco du pouvoir au niveau économique, social, politique et sur le plan des relations internationales allant s'aggravant, l'arme ultime qui reste dans la main de *Recep Tayyip Erdoğan* qui, de la calomnie envers les résistants à toutes les intrigues les plus indignes pour semer la discorde parmi les partis d'opposition qui tentent de former bloc à la veille des élections, est: *le glaive de l'islam...*

Certes, il n'a pas eu l'honneur d'être reçu par *Joe Biden*, à la porte duquel il a frappé avec beaucoup d'espoir lors de sa dernière expédition transatlantique, ce n'est pas un problème... *Siraj Wahhaj*, l'imam de la mosquée Taqwa à Brooklyn, New York, montant sur le podium lors de la conférence "*Un monde plus juste est possible*" organisée par le lobbyiste turc TASC au Manhattan Center le 20 septembre, n'a-t-il pas déclaré Tayyip calife du XXI^{ème} siècle en disant: "Vous êtes le leader d'un pays de 83 millions d'habitants. C'est une tâche considérable. Mais selon moi vous êtes le leader du monde musulman tout entier."

Ce n'est pas nouveau... Il y a deux ans, le 20 mars 2019,

la “Première dame” de la République de Turquie, *Emine Erdoğan*, dans son discours lors d’une réunion dans la salle de conférence de la présidence des affaires religieuses à Ankara n’a-t-elle pas indiqué par ces mots: “Nous avons la charge de porter la responsabilité d’être calife sur terre”, que sa place, et pas seulement celle de son mari, était le califat?

Et qui est donc Joe Biden? Rien que le chef d’un jeune État de 329,5 millions d’habitants, fondé cinq siècles après la naissance de l’*Empire ottoman*, qui a régné sur trois continents pendant six siècles...Tayyip, quant à lui, et selon les dernières données, est le leader de 1,6 milliard de personnes, soit 23 % de la population mondiale... 973 millions de personnes en Asie-Pacifique, 556 millions en Afrique, 39 millions en Europe, 4,6 millions en Amérique du Nord et du Sud sont pendus à ses lèvres...

Ce doit être conformément à sa mission islamique qu’il a défié les Puissants lors de la conférence “*Un monde plus juste est possible*” à New York: “*Nous sommes membres d’une communauté qui croit en la même religion, le même prophète, qui obéit au même livre saint et qui se tourne vers la même qibla. Notre couleur de peau, nos origines, nos langues et nos pays peuvent être différents, notre appel à la prière, qui s’élève vers le ciel cinq fois par jour, est un seul. En tant qu’humanité, nous sommes aux prises avec le virus Covid-19, mais aussi avec un autre virus plus provocateur, plus mortel et plus insidieux. Son nom est ‘l’islamophobie’.*

“*Ce virus se propage très rapidement dans des pays qui ont été montrés en exemple pendant des années comme berceau de la démocratie et de la liberté. L’ismaophobie et la xénophobie ont désormais pris la politique en otage. En tant que Turquie, nous jouons sur les plateformes internationales un rôle prédominant dans la lutte contre l’islamophobie et l’intolérance. Nous conduisons les efforts déployés dans ce sens au sein de l’Organisation de la coopération islamique. Nous soutenons toute initiative destinée à supprimer toutes*

les menaces dirigées contre notre religion et nos frères et sœurs musulmans.”

Tout comme l’armée américaine qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale établissait des bases aux quatre coins du monde pour “lutter contre le communisme”, l’armée turque sous le commandement suprême d’Erdoğan a également établi des bases et des installations militaires dans 15 pays sur trois continents du monde pour s’engager dans des opérations militaires “contre les ennemis de la Turquie et de l’islam” le cas échéant, en l’occurrence en: *Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Syrie, Libye, Somalie, Chypre du Nord, République centrafricaine* et au *Katar, Kosovo, Liban, Mali et Soudan*.

La victoire la plus récente de Tayyip, autoproclamé calife, dans la conquête islamique universelle a eu lieu il y a exactement un an avec son copain Aliyev en Azerbaïdjan, en utilisant des unités de l’armée turque, des drones et desUCAV, ainsi que des terroristes islamistes recrutés en Syrie pour commettre un nouveau massacre d’Arméniens dans le Caucase et le Haut-Karabagh qu’il a occupés.

Laissons de côté les opération de conquête au-délà des frontières. L’une des opérations de la guerre islamique menée par le calife Tayyip contre les autres religions et qui a suscité la plus grande indignation dans le monde est sans aucun doute la conversion en juillet de l’année dernière de *Sainte-Sophie*, un des plus anciens temples du monde chrétien, en une mosquée dans la ville d’Istanbul à l’intérieur des frontières de la Turquie, de même que le prêche du vendredi prononcé par le président des Affaires religieuses *Ali Erbaş* brandissant le glaive de l’Islam sur son mihrab, puis de la récitation de la sourate al-Fatiha et des 5 premiers versets de la sourate al-Baqarah par le président Tayyip portant une calotte d’imam...

J’ai exprimé dans *Artı Gerçek* ma réaction à cette manifestation de “*christianophobie*” d’Erdoğan, qui prononce des discours “d’*islamophobie*” matin et soir, comme suit:

“Nous avons été contraints d’entendre le discours de Tayyip, chef d’un État qui est une république laïque au parfum de prêcheur, plein de phobie et de louange à l’égard de l’occupation, du tribut et du pillage, lors d’une émission télévisée retransmise en direct de l’intérieur de Sainte-Sophie à l’occasion du 567^{ème} anniversaire de la conquête par les Ottomans de la capitale de Byzance... suivie d’une vidéo puant le sang et la poudre... *Islamophobie... islamophobie... vraiment?*”

Que signifie donc, quelle est la phobie sous-jacente à ces manifestations islamistes dans le temple le plus historique et le plus prestigieux de la chrétienté? Que signifie, six siècles plus tard, l’humiliation sadique d’une nation qui a perdu sa capitale dans l’occupation d’une armée musulmane? Et surtout les génocides arménien, assyrien, pontique, le massacre de Dersim, le pogrom des 6 et 7 septembre, les massacres de Kahramanmaraş, Çorum, Sivas, les opérations sanglantes sur les terres du Kurdistan en deçà et au-delà des frontières, en Syrie et enfin en Libye, oui, qu’est-ce donc, de quelles phobies sont-ils le résultat?

“Et que dire de ceux qui ont été assassinés en exil, uniquement parce qu’ils étaient des opposants?”

Comme je l’ai dit au début, le fiasco du pouvoir au niveau économique, social, politique et sur le plan des relations internationales allant s’aggravant, l’arme ultime qui reste dans la main de *Recep Tayyip Erdoğan*, qui recourt à toutes les intrigues les plus indignes, est: *le glaive de l’islam...* C’est pour cette raison que les crédits alloués par le budget de l’État à la présidence des Affaires religieuses d’Ali Erbaş ont été augmentés de 1 milliard 458 millions de livres par rapport à l’année précédente et sont passés à 12 milliards 977 millions de livres. Le budget de la Présidence des Affaires religieuses a ainsi dépassé les budgets de 7 ministères et 12 présidences, dont les ministères des Affaires étrangères, de l’Intérieur, de l’Énergie, de la Culture, du Commerce et de l’Industrie.

Le *Prof. Dr. Hamit Bozarslan* explique fort bien dans le

Evrensel du 23 septembre 2021 ce que signifie le fait que le président des Affaires religieuses *Ali Erbaş*, qui a arboré le glaive de l'islam dans l'église Sainte-Sophie, ait été placé au premier plan dans la hiérarchie de l'État turc et qu'une partie importante du budget de l'État ait été transférée à la *Diyanet*.

“Tout d'abord, nous sommes confrontés au phénomène de militarisation des oulémas. Ce n'est pas nouveau. À l'époque ottomane, les oulémas faisaient partie de la classe militaire. À l'époque ottomane, il y avait une classe militaire, et puis le peuple soumis à l'impôt. Les personnes qui ne sont pas soumises à l'impôt sont les gens au pouvoir, et parmi ceux-ci, les oulémas. Ces oulémas sont une partie de l'État parce que l'État est militaire. C'est ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui: les oulémas sont en train de réintégrer la classe militaire, que l'on peut définir comme le pouvoir dominant, le système de sécurité ou une structure étatique paramilitaire.

“De la même manière, rappelons-nous que la philosophie existentielle de l'islam est une philosophie aristotélicienne, et que sa philosophie politique est une philosophie néoplatonicienne. Dans une philosophie néoplatonicienne, les oulémas jouent un rôle très important. D'une part, ils légitiment le sultan dans tous les cas, et d'autre part, ils contrôlent la société et agissent en tant que garants de la survie de l'islam.

“Aujourd'hui, la Turquie connaît en même temps ces deux phénomènes sur la base de la philosophie néo-platonicienne, à savoir la militarisation des oulémas et la légitimation du pouvoir, qui acquiert à son tour la capacité de contrôler la société.”

Le glaive de l'islam... Aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'islamisation de la République laïque de Turquie dans toutes ses institutions, mais aussi le fait qu'elle puise sa source dans la *christianophobie*... et ce glaive, devenu symbole de la conquête transfrontalière conditionné par la synthèse turco-islamique, suscite un souvenir dans ma vie d'exilé qui n'a rien à voir avec l'islam...

Le glaive de l'islam... 87 ans avant *Ali Erbaş*, porteglaive enturbanné de *Tayyip*, *Benito Mussolini*, le dictateur fasciste de l'Italie, qui n'avait rien à voir avec la foi islamique, a été utilisé pour abuser les populations des pays musulmans qu'il occupait.

Dans la première moitié des années 70, alors que l'Espagne, le Portugal et la Grèce étaient sous des dictatures fascistes en Europe parallèlement à la terreur du 12 mars en Turquie, je l'ai entendu de la bouche de nos amis communistes italiens en Belgique, qui ont toujours apporté un grand soutien à notre résistance antifasciste commune... Lorsque *Mussolini* se rendait en Libye occupée par l'Italie, il avait l'habitude d'exhiber sa force en montant à cheval et en brandissant le glaive de l'islam afin de prouver qu'il était un grand ami de l'islam et de gagner le soutien de la population musulmane...

C'était l'époque où la première génération de travailleurs migrants en provenance de Turquie partageait le même sort que les travailleurs *italiens, grecs, espagnols, portugais* et *marocains* dans les mines souterraines, dans l'industrie lourde et dans la construction, ainsi que les travailleurs belges, où la solidarité de la classe ouvrière était prédominante et où l'État turc n'avait pas encore été en mesure d'établir un contrôle total sur les masses immigrées...

Nous étions bien loin de l'époque où la *junte fasciste d'Evren* équipait tous les coins de la Turquie de mosquées, rendait les cours de religion islamique obligatoires dans les écoles, et surtout où *Tayyip* mettait la Turquie sous le rouleau compresseur islamo-fasciste... C'est pourquoi nous avons écouté l'histoire de *Mussolini* et du glaive islamique en riant comme s'il s'agissait d'une bonne blague.

Après qu'*Ali Erbaş* a ceint le glaive de l'islam et prononcé le prêche du vendredi à Sainte-Sophie transformée en mosquée, ma mémoire m'a soudainement ramené un demi-siècle en arrière... Curieux, je me renseignai de nouveau. Mes amis italiens m'ont précisé qu'un livre de 181 pages sur ce sujet écrit

par le célèbre journaliste avait été publié en Italie il y a quatre ans: *Mussolini e i musulmani* (Mussolini et les musulmans)...

J'ai cherché d'autres sources... En effet, *Mussolini* appelait le peuple de la Libye sous occupation italienne "*italiens musulmans*" et a construit des mosquées et des écoles coraniques afin de s'assurer leur soutien, construisit des installations de service pour les pèlerins se rendant à La Mecque et créa même un *lycée culturel islamique* à Tripoli.

Le véritable but de cette opération islamophile menée par le fascisme, dont l'un des grands principes est le racisme et la xénophobie, n'était bien entendu pas l'amour de l'islam, il s'agissait de se gagner les peuples colonisés en les abusant, et de plus, de faire une différence aux yeux des peuples musulmans par rapport à la France et à l'Angleterre, les États impérialistes ennemis.

Pour couronner cette mystification, *Benito Mussolini* fut gratifié du titre de "*protecteur de l'islam*" (Hâmî al-Islam) lors d'une cérémonie organisée près de Tripoli le 20 mars 1937, et à laquelle assistèrent des milliers de Libyens. Le dictateur fasciste a pris le "glaive de l'islam" qui lui était présenté, comme on peut le voir sur la couverture du livre ci-dessus. Juché sur un cheval et après avoir brandi le glaive en question, il a recueilli des applaudissements nourris à l'annonce de la bonne nouvelle que la charia serait appliquée dans le pays, que les madrassas seraient multipliées et que les traditions et les croyances du peuple seraient garanties.

Mussolini n'a pas négligé de visiter les mosquées et les sanctuaires dans toute la Libye. Au cours de tous ces contacts, les oulémas, les muftis, les cheikhs des sectes et d'autres représentants locaux libyens se tenaient aux côtés du *Duce* fasciste et l'applaudissaient... L'année suivante, une statue équestre en l'honneur de Mussolini a été inauguré sur la place principale de la capitale libyenne.

D'après les informations que j'ai pu trouver, le glaive de l'islam dans les mains du dictateur, décoré dans un style ara-

besque, et à la poignée décorée de motifs en or massif, fabriqué par les célèbres *Picchiani e Barlacchi di Firenze*, n'a évidemment jamais été utilisée par Mussolini...

On ne devait d'ailleurs pas s'attendre à ce qu'un dictateur qui, avec le dictateur nazi allemand, Adolf Hitler, a utilisé des outils de torture hautement sophistiqués et des armes de destruction massive ait besoin d'une telle épée pour infliger la terreur... C'est pourquoi le glaive à poignée d'or de l'islam était conservé dans une vitrine de la *Rocca delle Caminate*, la résidence d'été de Mussolini. On ignore ce qu'il est advenu du glaive de l'islam après que la *Rocca delle Caminate* ait été pillée par des partisans le 25 juillet 1943 vers la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Quant au glaive de l'islam apparu en chaire de Sainte-Sophie mosquéeifiée à Istanbul 77 ans après sa disparition en Italie en 1943, avec un style et une décoration différents entre les mains du commissaire aux affaires religieuses de Tayyip, Ali Erbaş...

Mettons de côté son sort et celui de ceux qui l'utilisent pour défier le monde non musulman. Que les partis de l'Alliance nationale et leurs alliés frais émoulus qui, pendant des années, ont applaudi et soutenu les conquêtes islamiques de Tayyip au "Parlement du Vainqueur" et qui, à la recherche d'un "système parlementaire renforcé", excluent le HDP, le troisième plus grand parti représenté à l'Assemblée, prennent leur décision...

La guerre de Boran en exil contre le fasciste Evren...

Artı Gerçek, 10 octobre 2021

Il y a 34 ans aujourd'hui, le mouvement socialiste turc perdait l'une de ses figures de proue, *Behice Boran*, alors qu'elle était en exil à Bruxelles. Deux jours après avoir annoncé lors d'une conférence de presse conjointe avec le se-

crétaire général du TKP, *Nabi Yağcı*, dans la capitale européenne, que le *Parti ouvrier de Turquie*, dont elle était le chef, avait fusionné avec le TKP, interdit tout au long de l'histoire de la république, sous le nom de *Parti communiste unifié de Turquie* (TBKP). La dépouille mortelle de Boran a été transférée de Belgique, où elle était en exil depuis près de sept ans, vers la Turquie lors d'une cérémonie organisée par les deux partis à l'Association d'amitié belgo-soviétique à Bruxelles.

En 1963-64, j'étais avec *Behice Boran*, que je connaissais de nom et respectais comme l'un des pionniers de la lutte pour la paix et le socialisme dans ma jeunesse, au Conseil des sciences et de la recherche du Parti ouvrier de Turquie. En 1964, nous avons été élus ensemble au Comité exécutif central lors du 1er congrès du TİP... Après le rétablissement du Parti ouvrier de Turquie, fermé après le coup d'État du 12 mars, j'ai assumé la responsabilité de l'organisation du parti à l'étranger et la présidence de l'organisation *Union pour la démocratie*, que nous avons établie en tant qu'organisation de masse parallèle.

Peu de temps avant le coup d'État du 12 septembre 1980, j'étais recherché par le bureau du procureur militaire de la marine pour un livre antimilitariste que j'avais publié en Turquie. Comme je ne pouvais pas aller en Turquie pour cette raison, *Behice Boran* m'a invité à Sofia pour discuter de la représentation de l'organisation européenne et des relations avec les partis communistes européens au grand congrès du Parti ouvrier de Turquie qui allait se tenir à l'automne et nous avons eu une longue conversation à la maison d'hôtes du Parti communiste bulgare à Sofia.

Le coup d'État fasciste du 12 septembre n'a toutefois pas permis la tenue du congrès, et après avoir été détenue à Istanbul pendant un certain temps, *Behice Boran* s'est rendue à Sofia pour être soignée à l'hôpital des dirigeants du parti, où son mari *Nevzat Hatko* était lui-même en traitement. Nous avons annoncé l'exil de Boran dans le numéro de novembre 1980 du

journal *Tek Cephe*, que nous avons publié à l'étranger, sous le titre "Boran est à nouveau à l'avant-garde de la lutte".

Ensuite, en tant qu'*Union pour la démocratie*, nous avons décidé d'organiser une soirée le 14 février 1981 pour célébrer les anniversaires de la fondation du *Parti ouvrier de Turquie* et de la *DİSK*, ainsi que d'organiser une manifestation dans la capitale européenne avec la participation des progressistes et démocrates turcs et européens contre la junte d'Evren.

La phase la plus difficile de la préparation de cette soirée, où de nombreux artistes progressistes, dont *Melike Demirağ* et *Timur Selçuk*, allaient monter sur scène, a été d'assurer la venue en Belgique de *Behice Boran*, qui était en Bulgarie à ce moment-là. Une fois la décision prise, j'ai immédiatement contacté le vice-président du Parlement européen, *Piet Dankert*. J'ai dit à *Dankert*, avec qui nous étions ensemble depuis des années dans la lutte contre la junte du 12 mars, combien il était vital que *Behice Boran*, ancienne parlementaire, vienne à Bruxelles.

Il a accueilli favorablement cette suggestion parce qu'il connaissait *Boran* et lui avait déjà parlé lors de ses précédentes visites en Turquie. "Mais, ai-je ajouté, nous avons un problème: *Boran* est en Bulgarie, sous la protection de l'État bulgare. Pour que la Belgique puisse lui accorder un visa, il faut donner une raison importante. Ne pouvez-vous pas l'inviter au Parlement européen?"

C'était encore la période de la guerre froide. Il hésita un court instant, mais apprenant *Boran*, âgée et cardiaque, était soignée à Sofia aux côtés de son mari paralysé, il répondit: "C'est dur, mais je vous connais personnellement, je vous fais confiance. Je l'invite en tant que vice-président du Parlement européen. Si elle vient, je la ferai parler devant le Parlement."

Dès que j'ai reçu l'invitation officielle, j'ai contacté le ministère belge des Affaires étrangères. *Anne-Marie Lizin* du Parti socialiste, qui deviendrait plus tard ministre du gouvernement belge et présidente du Sénat, était à l'époque une im-

portante bureaucrate du ministère des Affaires étrangères. “Ce ne sera pas simple de lui délivrer un visa pour venir de Bulgarie, mais je respecte votre combat”, dit-elle. Elle rédigea une instruction adressée au Consulat général de Belgique à Sofia pour la délivrance d’un visa à Behice Boran, l’a fait signer par le ministre, me l’a donnée et m’a souhaité plein succès.

Dès que j’ai reçu les instructions relatives au visa, je suis parti pour Sofia avec le premier vol Balkan Airlines au départ d’Amsterdam. Dès que j’ai atterri à l’aéroport de Sofia, j’ai appelé des amis bulgares que je connaissais. Ils sont immédiatement venus me chercher à l’aéroport. Ils m’ont accueilli à la maison d’hôtes du Comité central du Parti communiste bulgare, où j’avais séjourné lorsque j’y étais allé à l’invitation de Boran.

Comme je ne pouvais rendre visite à *Boran* à l’hôpital que le lendemain, nous avons eu ce soir-là une longue conversation avec des amis bulgares sur les développements en Turquie, les causes politiques et les mouvements de résistance. Quand j’ai parlé du projet de la venue de Boran à Bruxelles, ils furent mal à l’aise. Tout d’abord, ils ont dit que l’état de santé de Boran ne la permettait guère. Lorsque j’ai dit que nous étions prêts à prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard, et que nous agirions essentiellement selon les recommandations des médecins bulgares, ils ont expliqué la véritable raison de leur inquiétude.

Quand la junte d’Evren a permis à Boran de quitter la Turquie sans aucun problème et de se rendre en Bulgarie, elle a réclamé l’assurance qu’elle ne serait pas autorisée à se mêler à des actions à l’étranger contre le régime en Turquie.

“Si Boran va à Bruxelles et assiste à la soirée que vous organisez, il y aura un gros problème dans nos relations avec l’État turc.”, me dirent-ils. Sur mon insistance, un contact a été établi avec un responsable du Comité central du PCB. On m’a dit en définitive que *Boran* pouvait partir si les médecins l’y autorisaient.

Le lendemain, on m'a emmené dans une voiture à rideaux à l'hôpital des environs de Sofia où les dirigeants des partis communistes du monde entier étaient soignés.

Boran, informée de mon arrivée, avait fait des préparatifs et préparé du thé. "Vous aimez le thé", ai-je dit en présentant le cadeau que j'avais apporté, "Voici quelques sortes de thé du monde: du thé de Ceylan, du thé de Chine, du thé d'Inde...". Puis j'ai donné les publications que nous avons éditées sur la junte depuis de coup d'État...

Nous avons longuement discuté de la situation en Turquie. Elle suivait déjà constamment les émissions de la TRT à destination de l'étranger et les émissions en turc des pays socialistes.

Dans l'après-midi, j'ai dîné dans la salle où étaient également présents les dirigeants des partis communistes de divers pays qui y étaient soignés, et après avoir bavardé pendant un moment, j'ai abordé le sujet. Je lui ai dit que nous allions organiser une soirée à Bruxelles à l'occasion du 20ème anniversaire de la fondation du TIP et que nous aimerions l'avoir parmi nous lors de cette soirée.

Elle réfléchit un moment. "J'aimerais beaucoup, évidemment, mais ma santé me le permettra-t-elle?"

"C'est cela qui compte, pour nous... Avant de prendre une décision, j'ai besoin d'obtenir un rapport des médecins qui vous soignent ici pour savoir si vous pouvez voyager et séjourner à Bruxelles pendant un certain temps. Si vous le voulez bien, je vais demander ce rapport aux Bulgares."

Je l'ai informé un peu plus sur l'organisation du parti en Europe et les réactions de plus en plus violentes contre la junte dans la communauté internationale: "Non seulement les membres du parti qui vous attendent, mais tous ceux qui s'opposent à la junte, qu'ils soient membres du parti ou non, seront encore plus enhardis par la présence d'une personnalité comme vous à l'avant-garde de ce combat. L'Union pour la démocratie, que nous avons fondée, n'est plus une orga-

nisation de partis, mais est en train de devenir une organisation qui comprend tous les antifascistes de tous les partis et qui n'ont pas d'appartenance à un parti."

Soudain, ses yeux s'illuminèrent. Elle m'indiqua qu'elle était prête à passer à la deuxième étape de son exil et dit: "J'espère que les médecins donneront un rapport positif et que je pourrai être avec vous ce jour-là."

Après avoir discuté un moment de l'évolution de la situation en Turquie, des relations avec les autres partis de gauche et de l'attitude des partis communistes européens sur diverses questions, nous avons rendu visite à son mari, *Nevzat Hatko*, qui était soigné dans un autre service du même hôpital.

Comme *Boran*, je connaissais *Hatko* depuis les premières années de l'organisation du TİP... Quand il m'a vu, il a été très ému et a essayé d'expliquer quelque chose sur les années passées avec beaucoup de difficulté dans la prononciation. Puis il m'a demandé de le prendre en photo avec sa femme. C'était probablement leur dernière photo ensemble. *Hatko* mourra à Sofia quatre mois plus tard.

Dans la soirée, quand je suis rentré à la maison d'hôtes du Comité central, un responsable du Comité central du PCB est arrivé et m'a remis un rapport médical de *Boran* rédigé en bulgare. Il m'a fait noter un résumé en turc. En l'occurrence, elle pouvait voyager en avion de Sofia à Bruxelles et y rester à condition de rester sous surveillance médicale sérieuse.

Je lui ai assuré que le personnel médical de *Boran* à Bruxelles ne serait autre que *Sergio Pablette*, le médecin personnel du président chilien *Allende*, qui, comme nous, était en exil politique en Belgique.

Le lendemain matin, un autre fonctionnaire est venu nous dire que nous allions nous rendre au Consulat général de Belgique pour les procédures de visa. Nous avons été conduits en voiture jusqu'à un certain point. Il neigeait abondamment à Sofia et tout était blanc. "À partir de maintenant, nous irons à

ped. Il n'est pas sûr de continuer en voiture.", dit le fonctionnaire. Peut-être n'y avait-il aucun inconvénient et était-ce une prudence bureaucratique inutile. Je ne sais plus combien de temps nous avons pataugé dans la neige jusqu'au but.

Le ministère belge des Affaires étrangères avait préalablement informé le consulat que nous demanderions un visa pour *Boran*. J'ai montré la lettre que j'avais apportée avec moi, ils ont immédiatement tamponné un visa sur le passeport de *Boran* et lui ont souhaité bon voyage.

Je suis immédiatement allé à l'hôpital et j'ai donné à *Boran* son passeport et son visa. Après l'avoir informée de la manière dont elle serait accueillie et logée lors de son arrivée en Belgique, nous nous sommes quittés en prenant rendez-vous à Bruxelles dans les plus brefs délais.

Boran est arrivée à Bruxelles le 10 janvier 1981 à bord d'un avion de la Balkan Airlines. À l'époque, les journalistes munis d'une carte de presse pouvaient aller jusqu'à l'avion sans attendre au poste de douane, alors je l'ai accueillie dans l'avion. Le secrétaire général du TİP, *Nihat Sargin* et ses collègues du parti, qui étaient venus à Bruxelles plus tôt, attendaient *Boran* à la porte de sortie. Après avoir offert des fleurs et avoir présenté tout le monde, nous nous sommes rendus directement à notre immeuble au Square Wisser, que nous utilisons à la fois comme bureau et comme résidence.

Elle était ravie qu'un nouveau chapitre mouvementé s'ouvre dans sa vie tumultueuse. Après avoir discuté avec les membres du parti pendant un moment et pris des photos ensemble, *Boran* a dit qu'elle tiendrait une réunion tripartite avec *Nihat Sargin* et moi. Les amis du parti sont partis pour revenir plus tard, et *İnci* s'est retirée dans son bureau. Alors que nous informions *Boran* de l'évolution de la situation en Europe, elle nous expliquait son point de vue sur la manière dont le travail du parti devait être mené dans les conditions de l'illégalité.

Ne sachant pas combien de temps elle allait rester, nous

allions accueillir Boran dans notre appartement. Ceux qui étaient venus de Turquie auparavant avaient toujours logé chez nous. Quand *Boran* est arrivée, nous lui avons attribué notre chambre, et *Nihat Sargin*, qui avait déjà séjourné avec nous, et *Yiğit Bener*, un des membres du parti de l'Union pour la démocratie, ont loué un appartement ensemble et s'y sont installés.

Pendant que *Boran* se reposait, j'ai téléphoné au vice-président du Parlement européen, *Piet Dankert*. Je lui ai annoncé que Boran était arrivée à Bruxelles et qu'il serait utile qu'elle informe immédiatement les eurodéputés sur la situation en Turquie. Il a été très heureux de la nouvelle. "Enfin, une voix de l'opposition représentative de Turquie...", dit-il. Ce disant, il invita Boran à la commission des Affaires étrangères du Parlement européen.

Dans l'après-midi du lendemain, *Dankert* accueillit *Boran* avec beaucoup d'enthousiasme à l'entrée du bâtiment du Parlement. Dans une salle où les membres de la commission des affaires étrangères étaient réunis, *Boran* devait s'adresser pour la première fois directement au public européen. Comme elle maîtrisait parfaitement l'anglais, il n'y avait pas de problème de traducteur. Elle a clairement exposé les pressions en Turquie et les sombres projets de la junte, et a répondu aux questions.

Au moment où nous sommes rentrés au Square Wisser, l'afflux de journalistes de journaux et de télévision en provenance de Belgique, de France et des Pays-Bas avec lesquels *İnci* était entrée en contact avait déjà commencé. *Boran* était également très à l'aise devant les caméras et, en qualité que politicienne expérimentée, donnait des réponses magistrales aux questions qui lui étaient posées. Le soir, elle suivit avec grand plaisir ses interviews sur différentes chaînes de télévision. Et le lendemain, les reportages parus dans les journaux belges...

Lors de la soirée de résistance que nous avons organisée dans l'une des plus grandes salles de Bruxelles pour l'anni-

versaire de la fondation du TİP et de la DİSK, Boran, dans son discours, a critiqué la junte et appelé la communauté internationale à se solidariser avec la résistance des forces démocratiques turques.

Nous avons rapporté la lutte de Boran dans le journal *Tek Cephe* avec le titre “La résistance contre la junte se renforce”. En face, le 5 mars 1981, le journal *Hürriyet*, qui faisait partie de la clique de la junte, annonçait dans son titre que *Boran*, déchue de sa nationalité, n’était plus “turque” !

La junte d’Evren, qui avait permis à *Boran* de passer en Bulgarie à condition qu’elle ne mène aucune activité contre le régime du 12 septembre, voyant les interviews dans les médias européens et les publications provocatrices des médias à l’encontre du fascisme, appliqué une nouvelle pratique terroriste: elle a déchu *Behice Boran* et le président de TÖB-DER, *Gültekin Gazioğlu*, de leur nationalité turque. Cette pratique ne se limita pas à ces deux-là, des centaines d’entre nous, dont *Şanar Yurdatapan*, *Melike Demirağ*, *Yılmaz Güney*, *Cem Karaca*, *Mehmet Emin Bozarslan*, *Nihat Behram*, *Mahmut Baksı*, *Şah Turna*, *Fuat Saka*, *Demir Özliü*, *Yücel Top*, *İnci* et moi-même, taxés de “dégénérés” par le chef de la junte, Evren, serions tous rayés de la liste des citoyens de la Turquie.

En dépit de quoi *Behice Boran*, qu’Evren pensait avoir rendue “apatride”, sera accueillie avec beaucoup de respect lorsqu’elle retournera dans son pays natal dans un cercueil sept ans plus tard. Elle devait être inhumée à Istanbul par ses camarades après une cérémonie à Ankara à la Grande Assemblée nationale de Turquie, où elle avait été députée du *Parti ouvrier de Turquie*.

Quant à *Kenan Evren*, le chef de la junte fasciste qui avait déclaré Boran “apatride”, et ancien président de la république, lorsqu’il est mort en 2015, il a eu droit à une cérémonie religieuse boycottée par tous les partis politiques et portant la malédiction de nos peuples opprimés.

Querelle sur “l’abattage des animaux” à Bruxelles!

Artıgerçek, 17 octobre 2021

Alors que les 2 milliards d’euros de destructions et de dégâts causés par les grandes inondations catastrophiques qui ont fait 38 morts en juillet, surtout en Wallonie, ont contraint l’État belge à prendre de nouvelles mesures d’austérité qui rendent la vie quotidienne des citoyens à faibles revenus encore plus difficile, le Covid-19, qui semblait avoir ralenti grâce à la campagne de vaccination intensive, est repassé à l’offensive.

La Belgique, l’un des pays comptant le plus grand nombre de victimes par rapport à sa population, a dû relancer une campagne de vaccination de tous ses citoyens pour la troisième fois en octobre, alors que le nombre de cas quotidiens approchait à nouveau les 4 000 et que le nombre de décès approchait la dizaine.

Comme la nouvelle campagne s’adresse principalement aux personnes âgées, j’ai dû me faire vacciner pour la troisième fois vendredi dernier... Alors que j’essayais d’atténuer le choc temporaire causé par le vaccin en sautant d’un site à l’autre devant l’ordinateur, j’ai été encore plus secoué par les nouvelles en provenance de Turquie et par deux développements en Belgique.

Recep Tayyip Erdoğan, répondant aux questions des journalistes à la sortie d’une mosquée d’Üsküdar, où il avait fait la prière du vendredi, a affirmé que les membres du PKK/YPG/PYD se baladaient dans toute la Syrie et que les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, le soutenait. “Notre lutte contre tout cela se poursuivra d’une manière très différente à l’avenir. Nous mènerons tous les combats nécessaires contre ces organisations terroristes, contre les forces bien connues des États-Unis là-bas, contre les forces du régime. Nous y sommes déterminés.”, a-t-il déclaré.

Qu’*Erdoğan* puisse encore utiliser ces expressions viru-

lantes contre les organisations kurdes qui ont anéanti au prix d'une lutte vaillante d'hommes et de femmes l'organisation terroriste islamiste qui menace non seulement la Syrie mais aussi toute la géographie du Moyen-Orient et les pays occidentaux, il montre que, comme il sait très bien qu'il va perdre du terrain lors des prochaines élections, il envisage d'attirer les éléments nationalistes et islamistes des partis d'opposition à ses côtés en changeant l'ordre du jour et en déclenchant une nouvelle guerre d'anéantissement.

Rappelons-nous: il y a exactement deux ans, le 9 octobre 2019, ce même *Erdoğan* a lancé un massacre contre les Forces démocratiques syriennes en mobilisant les terroristes islamistes qu'il avait rassemblés sous l'étiquette d'"Armée nationale syrienne" avec l'armée turque. Le dirigeant du CHP, *Kemal Kılıçdaroğlu*, a réagi à cette opération, qui a suscité de vives réactions dans le monde entier, en déclarant: "Nos prières vont à nos soldats... Que Dieu accorde la victoire à nos enfants." La dirigeante de l'İYİP, *Meral Akşener*, comme les joueurs de l'équipe nationale qui célébraient cette attaque dans les stades, s'est levée pour faire le salut militaire et a rugi: "La nation et l'armée turques ont écrit et continueront d'écrire de nombreuses épopées héroïques."

Nous verrons comment les partis de l'Alliance nationale et leurs alliés néophytes se comporteront face à la nouvelle folie conquérante d'*Erdoğan* lorsque les motions arriveront au Parlement.

Alors que ces développements inquiétants ont lieu en Turquie, la capitale de l'Europe, Bruxelles, a actuellement du mal à faire face à la rébellion sur le thème de la "suprématie du droit local sur le droit européen" à travers le continent, menée par la *Pologne* et soutenue par la *Hongrie*, la *République tchèque* et la *Slovénie*

Je l'ai déjà expliqué en détail: le transfert de la présidence tournante de l'*Union européenne* à la *Slovénie* pour six mois à compter du 1er juillet 2021 a constitué un développement très

important pour l'avenir proche des relations entre l'UE et la Turquie. Le Premier ministre slovène *Janez Jansa*, qui a succédé au Portugal à la présidence, a clairement indiqué dès le début qu'il n'autoriserait aucune sanction contre le régime d'Erdoğan en déclarant dans son premier discours: "La Turquie est en train de devenir l'un des acteurs les plus importants en Méditerranée."

Avec la Slovaquie assumant la présidence tournante, Erdoğan a un nouveau bélier dans l'*Union européenne* après la Hongrie et la Pologne.

Juste avant le sommet de l'UE du 24 juin 2020, lorsque le parlement hongrois a adopté une loi anti-LGBT, les dirigeants de 17 États membres ont envoyé une lettre ouverte aux dirigeants de l'*Union européenne*, appelant à la fin de la discrimination anti-LGBT. 10 pays d'Europe centrale ont toutefois refusé de se joindre à l'appel, ce qui a encore accentué la polarisation au sein de l'UE.

Dans le même temps, 16 partis de droite de 14 États membres de l'*Union européenne*, se mobilisant pour former le deuxième plus grand groupe politique au Parlement européen, en ont appelé à une "union basée sur des États membres souverains" au lieu d'un "bloc fédéral"... Ce mouvement était initié par le *Fidesz* de Viktor Orbán en Hongrie, le *Rassemblement national* de Marine Le Pen en France, la *Lega* de Matteo Salvini en Italie et le PiS de Mateusz Morawiecki en Pologne...Bientôt rejoints par le *Parti démocratique slovène* (SDS) de Janez Jansa, nouveau président en exercice de l'UE.

Le Premier ministre slovène Janez Jansa, qui bafoue de plus en plus la liberté de la presse dans son pays et faisant fi de la présidence tournante de l'Union européenne, a ouvertement attaqué le Parlement européen la semaine dernière après qu'une délégation du Parlement européen se soit rendue en Slovaquie pour examiner les préoccupations concernant "la liberté de la presse et l'État de droit".

Le Premier ministre *Janez Jansa* a publié sur son compte Twitter une photo de George Soros, d'origine hongroise, qui a été accusé par les théoriciens du complot et de l'extrême droite de "tenter de prendre le contrôle de l'Europe de l'Est" en raison de son soutien aux organisations de défense des droits de l'homme et aux eurodéputés. Sous la photo où figurait également *Sophie in't Veld* du parti du Premier ministre néerlandais Mark Rutte, on pouvait lire: "13 des 226 marionnettes connues de Soros au Parlement européen".

Souvenons-nous: en Turquie, *Tayyip Erdoğan*, comme son homologue slovène *Jansa*, tient en prison depuis des années le défenseur des droits de l'homme *Osman Kavala*, l'accusant d'être "l'homme de Soros".

Jansa affirmant que "la Slovénie n'est pas une colonie", n'a pas tardé à défier le président du Conseil européen, *Charles Michel*, le président du Parlement européen, *David Sassoli*, et le Premier ministre néerlandais, *Mark Rutte*, qui avaient critiqué ses propos.

Un autre fait marquant au sein de l'Union européenne a été la décision de la Cour constitutionnelle polonaise selon laquelle le principe de la "suprématie absolue" des lois de l'UE sur la Constitution nationale est contraire à la Constitution polonaise.

Le président du Parlement européen, *David Sassoli*, a réagi à cette décision de la justice polonaise en déclarant: "La primauté du droit européen ne peut être remise en question. La remettre en question, c'est s'attaquer à l'un des principes fondateurs de notre union."

Cependant, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la *Hongrie* et la *Tchéquie*, qui partagent la même attitude que la *Pologne*, ont salué cette décision. Le président tchèque *Milos Zeman* a déclaré: "Je salue un système judiciaire révolutionnaire prometteur. La Pologne a toujours fait preuve de courage."

La réunion du Conseil européen qui se tiendra mainte-

nant à Bruxelles, les 21 et 22 octobre 2021, avec la participation des chefs d'État et de gouvernement des États membres, sera marquée par la décision de la justice polonaise et l'attitude du Premier ministre slovène *Janez Jansa*.

Un autre incident qui a provoqué de grandes tensions dans la capitale européenne ces derniers jours a été la décision d'interdire l'abattage des animaux sans étourdissement, qui avait déjà été mise en œuvre dans les régions *wallonne* et *flamande*, et qui était également à l'ordre du jour du *gouvernement régional bruxellois*, à laquelle certaines organisations musulmanes avaient durement réagi.

En décembre 2017, certaines organisations musulmanes ont intenté une action en justice contre l'interdiction de l'abattage sans étourdissement dans les régions wallonne et flamande devant la *Cour constitutionnelle belge*. Le *Gouvernement régional bruxellois* a également jugé opportun d'attendre l'arrêt de la Cour constitutionnelle pour se prononcer sur cette question. La Cour constitutionnelle avait également demandé l'avis de la *Cour européenne de justice* à Luxembourg à ce propos.

Le 17 décembre 2020, la *Cour de justice de l'Union européenne* avait statué que la pratique de l'étourdissement des animaux constitue un "équilibre approprié" entre la liberté de religion et la protection des animaux.

Le 1er octobre 2021, la *Cour constitutionnelle belge* a confirmé les décisions des régions *wallonne* et *flamande* interdisant l'abattage d'animaux sans étourdissement, sur la base de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne.

Saluant la décision de la Cour constitutionnelle, le *Groupe d'Action pour l'Intérêt des Animaux* (GAIA) et le *Centre d'action laïque* (CAL) ont appelé le gouvernement régional de Bruxelles à interdire immédiatement l'abattage d'animaux sans étourdissement, comme l'avaient fait les gouvernements wallon et flamand.

Cependant, la Fondation *Diyamet* de Belgique et le *Con-*

seil de coordination des institutions islamiques de Belgique, au sein desquels le lobby turc est actif, ont réagi à la décision de la Cour constitutionnelle comme suit, arguant que la viande d'animaux abattus sans étourdissement ne peut pas être considérée comme 'halal' selon le Coran et ne peut donc pas être consommée par les musulmans:

“Avec cet arrêt, la Cour constitutionnelle fait malheureusement un raisonnement circulaire qui échappe au cœur du débat. En particulier, la Cour constitutionnelle ignore le fait que les décrets flamand et wallon affectent effectivement “le noyau” d’une pratique religieuse séculaire de la foi islamique et juive. On ne peut parler d’abattage rituel à partir du moment où l’animal est étourdi.”

Une grande partie du soutien aux organisations musulmanes à cet égard est venue du *Comité de Coordination des Organisations Juives* de Belgique (CCOJ).

Le CCOJ estime que selon la Torah, le livre saint du judaïsme, les animaux abattus devant être abattus sans étourdissement, la viande des animaux abattus après étourdissement préalable ne peut pas être “casher” et ne peut pas être consommée par les Juifs. Il a dès lors annoncé qu’il intentera une action en justice contre la décision de la Cour constitutionnelle, cette fois devant la *Cour européenne des droits de l’homme* à Strasbourg.

L’annonce de la décision de la Cour constitutionnelle sur l’abattage des animaux a coïncidé avec la fuite d’un rapport de l’agence de sécurité de l’État sur l’activité extrémiste de la *mosquée Sultan Ahmet* à Heusden-Zolder, qui est dirigée par le chef du *Conseil de coordination des organisations islamiques de Belgique* (CCOI).

Dans une autre déclaration faite par les dirigeants de la Fondation Diyanet de Belgique et du CCOI, il est dit ceci: “C’est le genre de choses que l’on ne voit que dans les régimes totalitaires où les minorités religieuses sont persécutées. Ces pratiques se muent de plus en plus à la chasse aux mu-

sulmans, qui nous rappelle malheureusement les périodes sombres de l'histoire européenne.”

À Bruxelles, les animaux de boucherie sont abattus sans étourdissement dans un grand abattoir du quartier d'Anderlecht, avec deux statues de taureaux à l'entrée... Les dirigeants de la Fondation Diyanet de Belgique et du CCOI ont également annoncé que si l'abattage sans étourdissement des animaux est interdit, les immigrants des pays musulmans comme la Turquie et le Maroc, dont le nombre est assez élevé à Bruxelles, n'achèteront plus la viande des animaux abattus dans cet abattoir parce qu'elle serait illicite à la consommation, et qu'ils répondront à leurs besoins avec de la viande 'halal' importée d'autres pays.

Selon les informations fournies, après la mise en place d'une telle interdiction dans la région bruxelloise après les régions wallonne et flamande, des abattoirs de 'viande halal' ont commencé à s'implanter dans les régions de France proches de la frontière belge pour répondre aux besoins en viande des musulmans.

Ces organisations musulmanes avançant que si l'abattage d'animaux sans étourdissement est interdit, la porte de l'abattoir d'Anderlecht sera verrouillée en raison de l'impossibilité de trouver des consommateurs, que des centaines de travailleurs se retrouveront sans emploi, que des centaines de bouchers, restaurants et marchés proposant des produits 'halal' seront fermés, mettent la pression sur les partis au gouvernement belge pour qu'ils ne votent pas cette loi.

C'est pour ces raisons que la proposition d'interdiction du ministre *Clerfayt* n'a pas été discutée lors de la session de cette semaine du gouvernement régional de Bruxelles, et que les débats sur cette question ont été reportés à la semaine prochaine.

Alors que le parti bruxellois DEFIL, dont *Clerfayt* est membre, l'un des partis qui composent le Gouvernement régional bruxellois, et le parti libéral d'opposition MR, les par-

tis chrétiens *CD&V* et *cdH*, le parti nationaliste flamand *N-VA* et le parti d'extrême droite *Vlaams Belang* ont exprimé leur avis en faveur de la mise en œuvre de l'interdiction, on attend avec impatience la position du *Parti socialiste (PS)*, qui compte deux ministres au gouvernement, et des Verts (*ECOLO-GROEN*), qui en compte trois.

Cependant, comme il est bien connu que ces deux partis, qui devraient théoriquement être sur le front laïc, ont fait toutes sortes de concessions aux organisations islamistes à Bruxelles pendant des années afin d'obtenir des votes des électeurs musulmans, il ne serait guère étonnant qu'ils reportent la discussion et la décision sur l'interdiction de l'abattage des animaux sans étourdissement sous prétexte d'attendre l'issue de la nouvelle affaire déposée devant la *Cour européenne des droits de l'homme*.

Les Européens “non grata”...

Artı Gerçek, 24 octobre 2021

Il semble que Tayyip Erdoğan ne tardera pas à mettre en pratique une nouvelle opération d'invasion de la Syrie dont il a donné le signal à sa sortie de la prière du vendredi dans une mosquée d'Üsküdar la semaine dernière... Faisant un nouveau pas cette semaine, il a soumis une motion au Parlement destinée à prolonger de deux ans l'autorisation d'“envoyer des troupes et de faire la guerre dans d'autres pays”, qu'il avait obtenue il y a neuf ans au motif que “des obus d'artillerie ont été tirés de la Syrie vers la Turquie”.

Il ne fait aucun doute que, quoi qu'en dise l'opposition, le mandat sera prolongé de deux ans grâce au nombre de députés de l'AKP et du MHP au Parlement, et une fois prolongé, quand toutes les ressources de l'État, notamment les

médias lèche-bottes seront mobilisées afin de faire oublier aux citoyens les problèmes économiques et sociaux qu'ils subissent et de leur faire partager l'hystérie guerrière.

Pourtant, la couleur du vote que les partis d'opposition utiliseront sur ce nouvel édit d'occupation avant les prochaines élections sera également un indicateur important pour savoir si la Turquie peut vraiment se débarrasser, au 100^{ème} anniversaire de la République, d'un siècle de tyrannie qui change de forme de temps en temps.

Au Parlement, qui compte 583 membres, siègent encore 243 députés des partis d'opposition contre 287 députés de l'AKP au pouvoir et 48 députés du MHP, plus 5 députés indépendants...

D'après les déclarations faites jusqu'à présent, il est certain que 56 députés du HDP, 4 du TİP et 1 du DBP voteront contre la motion, mais aucune déclaration officielle n'a été faite sur la façon dont les 135 députés du CHP, les 36 de l'İYİP, les 3 du MP, les 2 du DP et du ZP, et les députés (un par parti) du BBP, du DEVA, du SP et du YP voteront.

La seule chose que l'on sait jusqu'à présent, c'est que la présidente de l'İYİP, *Meral Akşener*, a annoncé qu'elle dirait "oui" à la motion sur le mode guerrier lors d'une conférence de presse conjointe avec le président du CHP, *Kemal Kılıçdaroğlu*...

Lors du vote de 2019 en faveur de la motion de guerre contre la Syrie et l'Irak, "Nos prières vont à nos soldats... Qu'Allah donne la victoire à nos enfants", avait déclaré Kemal Kılıçdaroğlu qui a dit qu'ils expliqueront leur position sur le nouveau vote au Parlement après la réunion de leur conseil de direction. On attend avec impatience ce qu'ils vont dire...

Cependant, quelle que soit leur décision quant à la prolongation de la motion, *Tayyip Erdoğan* n'est pas le seul responsable de l'effondrement économique, social, politique et international de la Turquie et des souffrances qui en résultent pour ses citoyens. C'est le CHP, qui a voté "Oui" pendant neuf

ans sans aucune objection à toutes les motions de conquête qu'il a imposées, ainsi que l'ÏYÏP et le SP, qui ont voté dans le même sens en rejoignant l'Alliance Nation qu'il a formée.

Dans le numéro d'*Evrensel* du 22 octobre 2021, cette complicité est très clairement exposée:

“Comme on le sait, la Turquie a accueilli le commandement central des forces de l'OTAN qui sont intervenues en Libye en 2011 en raison de l'aspiration du gouvernement AKP-Erdoğan à dominer la région et des ambitions expansionnistes et des rêves néo-ottomanistes qu'il poursuit pour arriver à ses fins. Après le renversement de Kadhafi en Libye, Erdoğan a pris la tête de l'intervention en Syrie, entraînant et armant des gangs djihadistes pour renverser le régime d'Assad.

“La résolution adoptée par le parlement en octobre 2012 a ouvert la voie à l'utilisation de soldats turcs contre le gouvernement syrien et les Kurdes qui ont établi une administration autonome dans le nord de la Syrie (*Rojava*). La motion prolongée tous les 2 ans sert-elle vraiment la sécurité nationale et les intérêts des gens qui vivent dans ce pays? Sans parler de la sécurité nationale, les politiques d'intervention du gouvernement Erdoğan ont entraîné le pays au milieu des conflits dans de nombreuses parties de la région et de la lutte entre impérialistes pour la domination, le laissant face à de nouvelles menaces.

“En raison de l'insistance sur la politique de coopération avec Al-Qaïda et les gangs djihadistes, qui sont fréquemment à l'ordre du jour en raison de leurs pratiques inhumaines et leurs massacres, ces gangs continuent d'être une grande menace pour le pays et la région aujourd'hui. Les politiques violentes mises en œuvre au nom de la solution du problème kurde et les gains des Kurdes au-delà des frontières dans la continuité de cette politique étant considérés comme une menace, les conflits qui se sont étendus à la Syrie et à l'Irak ne font qu'exacerber le problème et aggraver l'impasse, d'une manière qui détruit la coexistence des peuples turc et kurde.”

La réaction internationale contre l'attitude hostile d'Erdoğan à l'égard de la paix, de la démocratie, des droits de l'homme et de la liberté va s'intensifiant... La dernière indication en date en est le rapport de la Commission européenne sur la Turquie pour la période juin 2020-juin 2021, publié il y a trois jours et qui a souligné que "le recul démocratique et les défaillances structurelles du système présidentiel persistent".

Comme je l'ai toutefois souligné à plusieurs reprises dans mes articles précédents, malgré toutes les violations des droits humains dans notre pays, les opérations d'agression sur le territoire de la Syrie, de l'Irak, de la Libye, de Chypre, de l'Arménie et en Méditerranée, il serait illusoire de s'attendre à ce que l'Union européenne, le Conseil de l'Europe ou l'OTAN, dont la Turquie est membre, imposent des sanctions sérieuses au régime d'Ankara.

Lors de la *réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN* et du *sommet des dirigeants de l'Union européenne* à Bruxelles, il n'a pas été fait la moindre mention des pratiques antidémocratiques et des attaques en territoire étranger du régime d'Ankara. Et ce, malgré la menace d'Erdoğan d'expulser les dix ambassadeurs qui avaient appelé à la libération d'Osman Kavala...

Enhardi par cela, Erdoğan a pris hier une autre mesure audacieuse à l'encontre des dix ambassadeurs qui ont appelé à la libération d'Osman Kavala. "J'ai donné instruction à notre ministre des Affaires étrangères que ces dix ambassadeurs soient déclarés *persona non grata* dès que possible. Ils apprendront à connaître la Turquie, ils la comprendront, ils la connaîtront. Le jour où ils ne connaîtront ou ne comprendront plus la Turquie, ils quitteront cet endroit", a-t-il déclaré.

Derrière la passivité de l'UE, il n'y a pas que les pays "grands frères", quel que soit le régime sous lequel ils sont gouvernés, qui peuvent faire abstraction des relations économiques, commerciales, stratégiques et touristiques avec la Turquie, ni les menaces d'Erdoğan sur le thème: "Ne me

contrariez pas, sinon j'ouvrirai les portes de l'UE aux réfugiés" chaque fois qu'il se sent coincé... Il y a aussi le fait que le nombre d'États membres sous la direction de dirigeants de type Tayyip qui contestent ouvertement l'*acquis communautaire* est récemment passé à trois au sein de l'Union européenne elle-même.

Le Premier ministre slovène Janez Jansa, qui bafoue de plus en plus la liberté de la presse dans son pays et fait fi de la présidence tournante de l'Union européenne, a ouvertement attaqué le Parlement européen la semaine dernière après qu'une délégation du Parlement européen se soit rendue en Slovénie pour examiner les préoccupations concernant "la liberté de la presse et l'État de droit".

Le Premier ministre *Janez Jansa* a publié sur son compte Twitter une photo de George Soros, d'origine hongroise, avec des eurodéputés, avec ce commentaire: "13 des 226 marionnettes connues de Soros au Parlement européen". *Jansa* affirmant que "la Slovénie n'est pas une colonie", n'avait pas tardé à défier le président du Conseil européen, *Charles Michel*, le président du Parlement européen, *David Sassoli*, et le Premier ministre néerlandais, *Mark Rutte*, qui avaient critiqué ce propos.

Cette semaine, c'était au tour du Premier ministre polonais *Mateusz Morawiecki* de tenir tête à la direction de l'UE... La décision de la Cour constitutionnelle polonaise selon laquelle le droit de l'UE ne pouvait pas prévaloir sur la constitution polonaise a suscité un tollé à Bruxelles. *David Sassoli*, président du Parlement européen, a réagi à cette décision en déclarant: "La primauté du droit européen ne peut être remise en question. Remettre cela en question, c'est s'attaquer à l'un des principes fondateurs de notre union."

Lors du sommet qui s'est tenu à Bruxelles les 21 et 22 octobre, la Commission européenne a proposé de geler les fonds d'encouragement destinés à la Pologne face à cette décision de la justice polonaise. Mais le Premier ministre po-

lonais, *Mateusz Morawiecki*, a ouvertement défié Bruxelles, affirmant que son parti au pouvoir, Droit et Justice (PiS), ne se plierait jamais au “chantage” de la Commission européenne. Comme les dirigeants présents au sommet n’ont pas pu parvenir à un consensus sur cette question, la présidente de la Commission européenne, *Ursula von der Leyen*, a dû faire marche arrière et suspendre la proposition.

C’est le Premier ministre polonais *Mateusz Morawiecki* qui a défié l’UE à Bruxelles, mais c’est *Jaroslav Kaczynski*, le chef du parti *Droit et Justice (PiS)*, qui a vraiment déterminé les politiques qui ont perturbé l’UE en Pologne...

Jaroslav Kaczynski, qui a rejoint la vie politique avec son frère jumeau *Lech Kaczynski* dans les rangs de *Solidarnosc*, a fondé avec lui le PiS aujourd’hui au pouvoir. *Lech Kaczynski*, décédé dans un accident d’avion en 2010, a été président pendant cinq ans à partir de 2005. *Jaroslav Kaczynski* quant à lui a été Premier ministre de 2006 à 2007 et vice-Premier ministre pendant un an, ainsi que chef du parti *Droit et Justice (PiS)* au pouvoir pendant 18 ans à partir de 2003.

La troisième personnalité de l’Union européenne à diriger son pays avec des méthodes de pression à la Erdoğan au mépris de l’acquis européen est *Viktor Orbán*, le Premier ministre hongrois et chef du parti au pouvoir, le *Fidesz*, tout comme *Jaroslav Kaczynski* en Pologne et *Janez Jansa* en Slovénie...

Outre la répression de l’opposition et des médias, *Viktor Orbán* est proche de Tayyip Erdoğan, comme je l’ai déjà écrit en détail, parce qu’il est activement impliqué non seulement dans l’Union européenne, mais aussi dans la communauté des pays turcophones...

Au motif que les nations turque et hongroise sont les descendants de l’empereur des Huns Atilla, en septembre 2018, Orbán a participé au 6^{ème} Sommet des chefs d’État du Conseil turcique et, le 1^{er} janvier 2019, lancé *l’Institut hongrois de*

recherche à Pest afin de prouver scientifiquement que les Hongrois sont apparentés aux Turcs.

En résumé, l'augmentation de l'immigration en provenance des pays du sud au cours de la dernière décennie, suivie de la pandémie de Corona, a généré divers problèmes sociaux et psychologiques chez les citoyens européens de sorte que l'on assiste à une montée de l'extrême droite dans tous les États membres de l'UE qui ne tient pas compte des principes et obligations fondamentaux de l'*acquis communautaire*.

Le Parlement hongrois ayant adopté une loi anti-LGBT en juin, les dirigeants de 17 États membres ont envoyé une lettre ouverte aux dirigeants de l'Union européenne, appelant à lutter contre la discrimination anti-LGBT. Le fait que 10 pays d'Europe centrale ne se sont pas joints à cet appel a encore accentué la polarisation au sein de l'UE.

Dans ce processus de polarisation, 16 partis de droite de 14 États membres de l'Union européenne ont appelé à "une union basée sur des États membres souverains" au lieu d'un "bloc fédéral" et se sont mobilisés pour former le deuxième plus grand groupe politique au Parlement européen... Ce mouvement a été initié par le *Fidesz* de Viktor Orban en Hongrie, le *Rassemblement national* de Marine Le Pen en France, la *Lega* de Matteo Salvini en Italie, le PiS de Mateusz Morawiecki en Pologne, et le *Parti démocratique slovène (SDS)* de Janez Jansa.

Compte tenu de tous ces développements, nous ne devrions pas attendre grand-chose de l'Union européenne pour ce qui est de libérer la Turquie du diktat AKP-MHP...

Le peuple turc ne peut vaincre son fâcheux destin que grâce à la voix que chacun exprimera aux élections législatives et présidentielles qui se tiendront normalement en 2023, et peut-être à la surprise générale, l'année prochaine.

Et cela n'est possible que si tous les partis d'opposition forment une alliance électorale à laquelle le HDP participera, et qui se battra de concert pour la réalisation des objectifs de

la prise de position annoncée par le HDP.

Savoir si cela sera possible ou non dépendra de la couleur des voix que chaque parti, en particulier le CHP et l'İYİP, utilisera après que la motion Tayyip envisageant de nouvelles opérations militaires en Irak et en Syrie aura été discutée à la Grande Assemblée nationale turque.

Pour renverser la domination du fascisme islamiste et ouvrir la voie à une Turquie démocratique, non et mille fois non à la motion !

Une ingratitude envers les travailleurs migrants...

Artı Gerçek, 30 octobre 2021

Hier, l'aile dirigeante *pro-républicaine* de la Turquie et l'opposition *pro-nationale* ont célébré le 98^{ème} anniversaire de l'établissement du régime républicain le 29 octobre 1923 avec des slogans différents, mais avec le même enthousiasme. J'ai suivi avec intérêt les réseaux sociaux et les médias grand public. Depuis le début des années 40, quand j'ai commencé à comprendre partiellement de quoi il s'agissait, et jusqu'à aujourd'hui, j'ai été témoin à chaque 29 octobre pendant 80 ans, d'une infatuation nationaliste allant jusqu'au racisme...

À l'approche des 100 ans de la République, chaque parti est plus républicain, plus nationaliste et plus atatürkiste que les autres, étant donné que les élections présidentielles et législatives sont également à l'ordre du jour !

Seuls deux des partis politiques représentés au parlement émettent des voix différentes.

Le Parti ouvrier de Turquie, déclarant: «Nous commémorons avec respect Mustafa Kemal Atatürk, qui a fondé la République, ses compagnons de lutte et nos travailleurs», lance l'appel suivant: «Nous établirons absolument un pays

où nous vivrons librement et en paix, une république du travail, la Turquie socialiste».

Le *Parti démocratique des peuples (HDP)*, qui a le troisième plus grand groupe au parlement, soulignant que le nom du régime actuel en Turquie n'est pas la "république" mais bien le fascisme, déclare: «En tant que HDP, nous visons à établir une République démocratique où toutes les identités et différences coexisteront librement, équitablement, en tant qu'associées. Soit la République deviendra démocratique et continuera d'exister en se renforçant, soit elle persistera dans sa conception de nation unique et évoluera vers d'autres systèmes loufoques et fascisants.»

Dans la presse écrite quotidienne, en écho à cet appel du HDP, trois titres: "Une République Démocratique contre le régime du chef unique" (*Bir Gün*), "Pour une république du peuple" (*Evrensel*), "Une République démocratique: la clé de la solution" (*Yeni Yaşam*).

Nous verrons dans quelques mois à quel point cet appel du HDP à une République démocratique adressé à toutes les forces d'opposition sera pris en compte dans les marchandages d'alliance et de candidature à la présidence de la république qui vont s'intensifier dans la prochaine période, et si le HDP sera reconnu ou non comme une des forces fondatrices incontournables d'une telle république.

Cependant, le fait que l'İYİP, l'un des deux principaux partis de l'Alliance nationale, continue d'être ambivalent dans les négociations avec le HDP, les propos de *Meral Akşener* à l'occasion de l'anniversaire de la création du parti manifestant son appartenance par des discours pleins d'éloges pour *Türkeş* et de nostalgie pour *Kızıl Elma*, et, allant encore plus loin, le fait que ce parti ait voté "oui" avec l'AKP et le MHP à la motion de *Tayyip Erdoğan* pour une opération en Syrie, le fait encore que le DEVA, de l'équipe promiseuse de l'alliance, se soit abstenu lors du vote, montrent bien qu'il ne sera pas si facile de mettre sur pied "une République

démocratique où toutes les identités et différences coexisteront librement, équitablement, en tant qu'associées”.

Le 30 octobre de cette année, au lendemain du 29 octobre, date des répétitions préliminaires des célébrations du centenaire de la République, est l'anniversaire de l'un des événements les plus importants de l'histoire récente de la Turquie, non seulement sur le plan socio-économique, mais aussi sur le plan politique.

Il y a exactement 60 ans, le 30 octobre 1961, un “accord de recrutement de travailleurs turcs” a été signé entre la Turquie et l'Allemagne dans le but de pallier la pénurie de main-d'œuvre en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale,

Le premier convoi composé de 55 travailleurs, désormais ‘gastarbeiters’, a atterri à l'aéroport de Düsseldorf le 27 novembre 1961, en vertu de l'accord signé par la république de Turquie où la crise économique s'aggravait en raison des politiques dépendantes de l'impérialisme et où le chômage atteignait des niveaux ingérables, et qui avait vu la solution en vendant ses travailleurs à leurs âges les plus productifs aux pays capitalistes développés.

Après l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la France, les Pays-Bas, la Suisse et l'Angleterre n'allaient pas tarder à signer des accords similaires. Selon les données officielles, le nombre d'immigrants d'origine turque qui travaillent et vivent en dehors de la Turquie depuis 60 ans a atteint 6,5 millions, dont 5,5 millions dans les pays d'Europe occidentale. Si l'on tient compte des 5 millions de personnes qui sont rentrées en Turquie pendant cette période, leur nombre total dépasse les 11,5 millions.

Ce nombre comprend ceux qui ont immigré pour des raisons économiques et leurs proches, ainsi qu'en raison de l'incessant terrorisme d'État en Turquie et, comme ce fut le cas après les coups d'État militaires de 1971 et 1980, les exilés politiques forcés de quitter la Turquie lors de l'établissement d'un régime islamo-fasciste par le gouvernement AKP.

J'ai fait l'expérience de ce processus migratoire douloureux à deux reprises, en tant que "migrant économique" pendant une courte période au début des années 60, et en tant qu'"exilé politique" depuis le coup d'État de 1971.

En 1961, en tant que représentant de l'Union des journalistes d'Izmir, j'ai été condamné au chômage par les patrons des journaux d'Izmir qui m'avaient mis sur "liste noire" parce que j'avais veillé à ce que les salaires minimums des journalistes soient triplés par la Commission du salaire minimum. Pour gagner ma vie, je me suis rendu en Angleterre en tant que travailleur illégal en juin 1962, et là, j'ai signé un accord pour aller en Australie.

Entre-temps, la nouvelle est arrivée que le Parti ouvrier de Turquie, qui avait été fondé en 1961 et n'avait pas beaucoup de présence, avait commencé à s'organiser sous la direction de Mehmet Ali Aybar, j'ai cessé d'être un "travailleur migrant" et je suis immédiatement retourné à Izmir.

À la fois parce que j'étais l'enfant d'une famille de cheminots immigrés des Balkans et parce que j'ai toujours passé mes années d'école primaire hors de ma ville d'origine parce qu'il n'y avait pas d'école dans les gares intermédiaires où mon père était en poste, ma sensibilité au problème de la migration a été encore renforcée par ce que j'ai vécu pendant cette courte période où j'étais "travailleur migrant".

Les problèmes de nos travailleurs migrants soumis à un contrôle de santé humiliant au *bureau de liaison de l'émigration en Allemagne* à Tophane faisaient partie des problèmes que je traitais en priorité, au même titre que l'organisation syndicale et politique de la classe ouvrière en Turquie, en qualité de journaliste et de syndicaliste lorsque j'étais à Istanbul où j'avais déménagé en 1963 pour y prendre des fonctions au siège central du TİP.

Un des principaux thèmes de lutte et au journal *Akşam* dont j'étais devenu le rédacteur en chef en 1964, et dans la revue *Ant*, que nous avons commencé à publier en 1967, était

le problème des travailleurs migrants. Nous présentions au public turc de la manière la plus large possible les activités des associations établies par nos ouvriers progressistes en Allemagne, ainsi que les revues et les déclarations qu'elles publiaient.

Après le coup d'État de 1971, lorsque nous avons quitté illégalement la Turquie et créé l'organisation de la *Résistance démocratique de Turquie* contre la junte, nous avons reçu le plus grand soutien de leur part.

60 ans ont passé depuis 1961, et 50 depuis 1971...

À l'occasion du 60^{ème} anniversaire, les autorités turques et leurs représentants diplomatiques et organisationnels en Allemagne organiseront à nouveau des cérémonies... La première en est le panel organisé par le consulat général de la République de Turquie à Berlin demain dans la capitale allemande sous le nom de "60 ans de success story: l'Allemagne, deuxième patrie".

Cependant, le fait que la statue du travailleur migrant, érigée au 50^{ème} anniversaire de la République en 1973 à Tophane, où se trouvait le bureau de liaison allemand de l'immigration, ait complètement disparu aujourd'hui après avoir été endommagée pendant une longue période en raison de l'indifférence et de la négligence est une bonne indication de la loyauté de l'État turc envers les travailleurs migrants, qui ont atténué le problème du chômage pendant des décennies et insufflé de la vie à l'économie du pays grâce aux économies en devises.

Le créateur de la statue est le sculpteur *Muzaffer Ertoran* de la Faculté des Beaux-Arts Mimar Sinan. Impressionné par la situation des travailleurs migrants qu'il rencontre sur le chemin de son travail au Musée d'archéologie, Ertoran coule en béton une statue de deux mètres représentant un ouvrier tenant une masse avec une roue. Cette statue commence à faire l'objet de vandalisme dès avant la fin de l'année où elle prend place dans le parc de Tophane. Avec le temps, on brise ses doigts, sa masse, son bras, on badigeonne son visage de

goudron, et comme si cela ne suffisait pas, on la décapite et on abime ses jambes. Le sculpteur la répare quelques fois mais ne vient pas à bout du travail. Il décède en 2007 avec le chagrin que cela lui a causé. Et ensuite, avec le temps, la statue disparaît complètement.

Cette ingratitude de l'État turc n'est guère étonnante...

Une initiative positive apparaît en Europe au 60^{ème} anniversaire de l'accord. Le *centre culturel Kaktüs de Munster* édite un livre intitulé *Migration-Travail-Utopie* comprenant l'opinion de 28 scientifiques, artistes, politiques et écrivains.

Dans cet ouvrage de 396 pages préparé à l'édition par l'auteur et poète *Molla Demirel* figurent les signatures suivantes: *Ali Arayıcı, Aydın Çubukçu, Berin Uyar, Cahide Özer, Cansel Kızıltepe, Cem Duman, Claudia Roth, Doğan Akhanlı, Doğan Özgüden, Elif Sofu, Faruk Şen, Fevzi Karadeniz, İbrahim Eroğlu, İsmail Çoban, Kamil Bulut, Kemal Bozay, Kemal Yalçın, Markus Wilhelm Lewe, Michael J. Rainer, Molla Demirel, Murat Tuncel, Onur Güntürkün, Özgür M. Demirel, Paul Leidinger, Safter Çınar, Semra Çelik, Türkan Heinrich, Yücel Feyzioğlu et Yücel Özdemir.*

Dans le livre, ma réponse à une question sur les problèmes rencontrés par nos immigrants à l'étranger est la suivante, en donnant l'exemple de la Belgique:

«Le problème majeur de l'immigration provient du fait que les immigrants et les nouvelles générations originaires de pays dominés par le fanatisme religieux et le nationalisme extrême sont constamment sous le contrôle idéologique et la pression des gouvernements et des médias de ces pays.

«Les politiciens d'origine turque, qui sont nés et ont grandi en Belgique, qui ont été éduqués dans les écoles de ce pays et qui ont été élus aux assemblées fédérales, régionales et locales belges, profitant de l'octroi de droits de double citoyenneté aux citoyens turcs, sont contraints de se comporter comme des agents du lobby turc. La Fondation religieuse turque Diyanet, qui est le produit du régime fasciste du 12

septembre, contrôle et maintien sous sa domination la plupart des mosquées et des associations turques. Les médias turcs, et même les journaux numériques turcs établis en Belgique, soumettent constamment les immigrants turcs à un lavage de cerveau comme s'ils étaient porte-paroles du régime d'Ankara. Tout cela constitue de grands problèmes auxquels sont confrontés les institutions démocratiques belges et les défenseurs des droits de l'homme en provenance de Turquie.

«L'approche de la troisième génération des jeunes d'origine de Turquie vivant dans les pays européens à l'égard de la culture des peuples de Turquie est sous la pression et l'influence de l'État turc. Malheureusement, les nouvelles générations d'immigrés sont les otages d'un nationalisme extrémiste et d'un fanatisme religieux, qui s'apparente parfois au racisme.

«En ce qui concerne la culture des peuples de Turquie, il est un fait que les jeunes, qui ne sont conditionnés que par la grandeur de la race turque et de l'islam, sont distants et même hostiles envers les cultures des autres peuples de Turquie, à savoir les Assyriens, les Arméniens et les Kurdes. Les attaques contre les institutions *kurdes, arméniennes et assyriennes* au cœur de l'Europe comptent parmi les souvenirs les plus douloureux de ma vie en exil.»

Après l'Allemagne, c'est au tour de la Belgique de commémorer les 60 ans de l'immigration en provenance de Turquie... Cela se passera en 2024, alors que la Turquie viendra de sortir d'une période électorale vitale.

Nous attendons tous que les derniers développements politiques en Turquie, au plus tard en 2023, soient couronnés par «une République démocratique où toutes les identités et différences coexisteront librement, équitablement, en tant qu'associées», comme l'a déclaré l'appel du HDP.

Ce n'est que si cela se produit que les jeunes, conditionnés à la grandeur de la race turque et de l'islam, cesseront d'être distants et même hostiles aux cultures des autres peuples de

Turquie, à savoir *les Assyriens, les Arméniens et les Kurdes*. Au cœur de l'Europe, *tous les Assyriens, les Arméniens, les Kurdes et les Turcs* de notre immigration vivront fraternellement sans connaître la douleur des attaques perfides.

De plus, nos immigrants à l'étranger n'auront pas à subir la honte d'apparaître comme des partisans et des flagorneurs d'un régime islamofasciste aux yeux des peuples d'Europe et des immigrants d'autres pays.

La même mentalité, trente ans plus tard!

Artı Gerçek, 7 novembre 2021

L'oubli est dans la nature humaine, dit-on. C'est une phrase célèbre qu'Adnan Menderes a prononcée à l'attention de l'opposition qui commençait à se développer au sein de son propre parti. En effet, peu de temps après son accession au pouvoir en 1950, Menderes avait rapidement entrepris d'établir une administration dictatoriale afin de mieux servir les intérêts de l'impérialisme américain et des classes dirigeantes...

Cette expression, qui signifie que la mémoire humaine est faillible a été utilisée pour la première fois par Muallim Naci, un des poètes de la période du Tanzimat, mais c'est Adnan Menderes qui l'a rendue célèbre et qui sert d'excuse aux politiciens opportunistes.

En particulier, les 19 députés du DP qui avaient pris position contre l'arrestation et la condamnation sans preuve de journalistes, et qui avaient durci leur critique du gouvernement après le pogrom des 6 et 7 septembre 1955 ont été traduits devant le conseil de discipline du parti sur instruction de Menderes. Le conseil de discipline ayant exclu neuf députés du parti, les dix autres ont démissionné. Ces 19 députés ont fondé le Parti de la Liberté (Hürriyet Partisi) le 20 décembre 1955. Des noms éminents du DP tels que ceux de

Fevzi Lütfü Karaosmanoğlu, Ekrem Hayri Üstündağ, Turan Güneş, Ekrem Alican et Kasım Küfrevi faisaient partie des fondateurs de ce nouveau parti.

N'ayant guère obtenu de succès lors des premières élections législatives auxquelles le parti s'est présenté, certains des députés qui avaient collectivement adhéré au CHP et qui avaient décroché des portefeuilles ministériels dans le gouvernement de coalition formé par İsmet İnönü, cédèrent à leur nature humaine en oubliant ce qu'ils avaient dit quand ils se trouvaient dans l'opposition et accordant leur approbation à des actes de terrorisme d'État

L'exemple le plus frappant en a été l'arrestation, sous un faux prétexte, d'intellectuels kurdes de premier plan tels que Musa Anter, Enver Aytakin, Medet Serhat, Edip Karahan, Sait Elçi et Yaşar Kaya après la tentative de coup d'État manquée d'Aydemir le 21 mai 1963. Au moment où cette opération était menée, Ekrem Alican, Raif Aybar et İbrahim Öktem, anciens fondateurs du Hürriyet Partisi, faisaient partie du 27^{ème} gouvernement, dirigé par İnönü.

Le CHP, qui constituait la majorité dans ce gouvernement, avait déjà eu une attitude scandaleuse pendant la période du parti unique. Les preuves irréfutables en sont les diverses opérations de génocide qui ont débuté avec la Loi sur le maintien de l'ordre de 1925 et les massacres de Dersim ainsi que les rapports 'top secret' rédigés par le Premier ministre İsmet İnönü, qui avait inspecté toutes les provinces d'Anatolie orientale et du sud-est, missionné par Atatürk, et découverts 72 ans plus tard.

Il ne faut toutefois pas remonter si loin. Le CHP et tous les partis qui ont partagé son héritage pendant un certain temps après le coup d'État de 1980, en particulier le Parti populaire social-démocrate (SHP) et le Parti de la gauche démocratique (DSP), ont toujours donné des exemples honteux de position anti-kurde.

La chasse à l'homme lancée avec l'appui des services se-

crets américains par Bülent Ecevit, qui a formé un gouvernement de coalition avec le MHP fasciste entre 1999 et 2002 en tant que chef du DSP après avoir été le chef du CHP pendant de nombreuses années, contre le chef du PKK Abdullah Öcalan et les opérations terroristes parallèles comptent parmi les pages les plus sombres de l'histoire de la "social-démocratie" turque.

L'une des pages les plus honteuses de la position anti-kurde du CHP a été écrite il y a exactement 30 ans sous le toit de la Grande Assemblée nationale, de même qu'aujourd'hui, où le duo Kılıçdaroğlu-Akşener ne cesse de répéter «Le lieu de la solution est la Grande Assemblée nationale» afin d'exclure le HDP.

Rappelons-nous: après le coup d'État du 12 septembre 1980, la résistance kurde, qui était la cible de pressions et de persécutions sévères, a commencé à s'organiser pour la première fois au sein du Parti du travail du peuple (HEP) créé le 7 juin 1990. Cependant, en raison du seuil de 10 % appliqué lors des élections législatives de 1991, les candidats du HEP ont participé aux élections sur les listes du Parti populaire social-démocrate (SHP) dirigé par Erdal İnönü, et 18 de ces candidats ont été élus députés avec les voix obtenues dans les provinces kurdes.

Lors de la cérémonie de prestation de serment qui s'est tenue le 6 novembre 1991 à la Grande Assemblée nationale nouvellement formée, Hatip Dicle, qui a été le premier des députés du HEP à monter à la tribune, a déclaré avant de lire le texte du serment: «Mes amis et moi-même lisons ce texte sous la pression de la constitution.»

Leyla Zana, qui le suivit à la tribune commença son serment en turc et le poursuivit en kurde, disant: «Je fais ce serment au nom des peuples turc et kurde.», ce qui provoqua un tollé dans l'assemblée.

Les députés de droite s'en prirent physiquement au député kurde et Erdal İnönü, au lieu de protéger ceux-ci, se

prononça en faveur des partis de droite en déclarant: «Ceux qui posent des actes contraires à la constitution ne peuvent être membres de notre parti. Je les considère comme démissionnaires.»

Leyla Zana rétorqua: «Mon exclusion du parti dépend d'une décision du conseil de discipline.» et Hatip Dicle déclara: «Je ne démissionne pas. Qu'ils m'excluent.»

Les députés kurdes démissionnèrent du SHP au lendemain du Newroz du 21 mars 1992. Une action en interdiction du HEP ayant été intentée, le DEP fut fondé et, à la fermeture de ces deux partis, leurs membres fondèrent le HADEP en 1994.

L'assemblée plénière de la GANT leva le 2 mars 1994 l'immunité parlementaire des parlementaires kurdes Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Doğan, Sırrı Sakık et Mahmut Alınak. Le lendemain, ces députés furent arrêtés en plein parlement au cours d'une scandaleuse opération de police.

Le président du DEP Yaşar Kaya et ses députés Remzi Kartal, Zübeyir Aydar, Nizamettin Toğuç, Ali Yiğit et Mahmut Kılınç choisirent l'exil et lancèrent en Europe une campagne de solidarité internationale avec le DEP, pour fonder ensuite le Congrès national du Kurdistan (KNK).

Comme je viens de l'expliquer, 30 ans ont passé depuis la trahison du SHP envers ses députés kurdes. Et même si le nom du parti a changé, le CHP d'aujourd'hui maintient la ségrégation des Kurdes.

Sachant en outre que lors des dernières élections locales, ils ont pu remporter les mairies des métropoles, dont Istanbul et Ankara, grâce au fait que le HDP n'a pas désigné de candidats séparés et a encouragé ses électeurs à voter pour les candidats du CHP...

Alors que toutes les conditions objectives pour renverser le diktat de Tayyip Erdoğan lors des prochaines élections présidentielles et législatives se trouvent réunies, le CHP et son copain l'İYİP évitent avec insistance de se rapprocher du HDP.

Meral Akşener, leader de l'İYİP provenant du MHP disait encore il y a quelques jours: «Je situe le HDP aux côtés du PKK.» Peu après, elle invoquait un lapsus et expliquait: «Je ne m'en suis pas rendu compte sur le moment: j'ai dit 'monsieur Öcalan'. Je vous présente, à vous et à notre nation, mes excuses. Il ne m'est pas venu un seul instant à l'idée de dire 'monsieur' à un assassin de nourrissons...», confirmant une fois de plus son opposition aux Kurdes.

Tout aussitôt, Kılıçdaroğlu, le leader du CHP, dessinait la position politique de son parti parallèlement à celle du MHP en disant: «Une de nos six flèches est le nationalisme. Le nationalisme, c'est le patriotisme. Nous avons deux lignes rouges, et l'une d'elles est la patrie. La deuxième est le drapeau. Si ce qui fait que notre drapeau l'est est le sang, nous nous devons de le respecter.» Sur ce, il s'en prit à la résistance kurde en utilisant des propos qui auraient convenu à Bahçeli en ajoutant: «Je vous le promets, si je ne réduis pas à néant le nid que l'on appelle Qandil, que l'on ne m'appelle plus Kılıçdaroğlu.»

Face à cette indigence des deux partis d'opposition présents à l'Assemblée, il paraît inévitable de créer, en dehors de l'Alliance nationale, une troisième alliance qui comprenne le HDP et tous les partis de gauche pour sauver la Turquie des griffes du diktat islamo-fasciste et concrétiser une “république démocratique”.

À cet égard, la proposition d'une “Troisième alliance” avancée par le Parti ouvrier de Turquie, représenté par quatre députés au parlement est particulièrement importante.

Dans une interview accordée à l'agence de presse ANKA, le président du TİP Erkan Baş s'exprime en ces termes:

«Je distingue deux problèmes fondamentaux auxquels la Turquie est en prise. L'un d'eux est la nécessité de se défaire du pouvoir de Tayyip, du pouvoir de l'AKP, du régime de palais. Le deuxième est la refondation de la Turquie à partir du moment où le pays a échappé à ce pou-

voir. Nous pensons que les millions d'ouvriers, de paysans, de jeunes, de femmes, de personnes LGBT+, de pauvres, de comptés pour rien, de Kurdes et d'Alévis en Turquie, qui ne s'occupent pas de politique, qui en sont exclus, qui ne trouvent pas de canaux pour entrer en politique, devraient jouer un rôle actif dans la politique.

«En fait, ces millions de personnes, qui ont pris la position la plus déterminée et la plus résistante contre le gouvernement lorsque nous sommes descendus dans la rue, ne peuvent pas trouver leur place entre ces deux alliances aujourd'hui. Ils sont totalement opposés à l'AKP. Ils veulent échapper au plus tôt au régime du palais mais l'Alliance nationale ne représente pas ces forces. Que faut-il donc faire? Il faut trouver une place au centre de la politique à cette énergie considérable, cette énergie qualifiée et expérimentée. Nous pensons que le moyen d'y parvenir est une Troisième alliance. Nous disons fermement qu'une troisième alliance est essentielle pour que la Turquie se débarrasse de l'AKP et pour que la voix des opprimés, des pauvres et des ignorés soit plus forte dans la reconstruction de la Turquie après l'AKP.

Le HDP avait déjà lancé un appel dans le même sens: «La réalité de la République, qui a 98 ans derrière elle, a une fois de plus prouvé l'urgence de l'objectif d'une république démocratique conforme à la structure sociale pluraliste ayant établi la paix sociale. Concrétiser une République démocratique est de notre devoir à tous.»

Selon les données du bureau du procureur général de la Cour de cassation, en plus des trois partis de gauche actuellement représentés à la Grande Assemblée nationale, le HDP, le DBP et le TİP, il y a 21 autres partis de gauche actifs en Turquie.

En plus de ces partis légaux, il est essentiel que les partis politiques qui n'ont pas été légalisés pour différentes raisons, mais qui ont une représentation significative dans les masses,

participent ou soutiennent également la Troisième alliance, qui vise à l'établissement d'une République démocratique.

La défaite décisive de l'Alliance républicaine lors d'une élection qui devrait se tenir le jour du centenaire de la République ou avant cette date, et le fait que des citoyens qui sont dans ou avec les partis de l'Alliance nationale mais qui sont contre le racisme et contre l'hostilité envers les Kurdes remettent ces partis sur les rails ne dépendent que de la formation d'un tel centre de pouvoir.

Sans quoi, même si Tayyip et son parti sont renversés, un gouvernement formé par les partis de l'Alliance nationale ne sera pas différent du gouvernement actuel.

Les comparses des complots contre la nation kurde...

Artı Gerçek, 14 novembre 2021

Alors que le sommet de la COP26 en Écosse qui visait à prévenir les effets néfastes du changement climatique s'achevait sur un résultat qui ne répondait pas adéquatement aux attentes, le sommet de l'Organisation des États turcophones à Yassıada en Turquie défiait le monde entier au nom de l'expansionnisme turco-islamique avec une déclaration commune.

Participaient à cette dernière réunion au sommet de l'organisation, qui était jusqu'à présent connue sous le nom de *Conseil de coopération des États turcophones*, mais a changé son nom en *Organisation des États turcophones*, en plus des États à majorité musulmane tels que *la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan* qui utilisent différents dialectes de la langue turque, mais aussi la Hongrie, qui n'a rien à voir avec la langue turque ou l'islam.

Selon les statistiques fournies par *Wikipédia*, la popula-

tion hongroise de près de 10 millions d'habitants est ethniquement composée à 94 % de Hongrois, à 3 % de Roms, à 2 % d'Allemands, à 0,3 % de Slovaques et à 0,2 % de Croates ; en termes de religion, 54 % sont chrétiens, 19 % sont athées ou agnostiques, 0,1 % sont juifs, 0,1 % sont bouddhistes, tandis que les Turcs ou les musulmans ne constituent qu'une minorité de 0,06 % de la population totale.

Dans ce cas, que fait l'*État hongrois*, l'un des trois membres les plus antidémocratiques, racistes et xénophobes de l'UE, à la réunion au sommet de l'Organisation des États turco-islamiques ?

J'en ai expliqué les raisons dans mon article publié dans *Artı Gerçek* le 15 avril 2021, intitulé "Du fléau de Dieu au fléau de l'Islam..." :

La thèse historique selon laquelle la nation hongroise a des liens de sang et de langue avec la nation turque, et que le hongrois, comme le turc, appartient au groupe des langues ouralo-altaïques fait l'objet de discussions dans les cercles universitaires depuis des décennies. En outre, l'empereur des Huns Attila, qui terrorisait les peuples d'Europe au Vème siècle, est considéré comme l'un des ancêtres les plus importants de leur nation par certains Hongrois, ainsi que par tous les Turcs.

Attila figurait bien sûr dans la liste des plus grands dirigeants turcs qui nous fut enseignée durant nos études primaires, moyennes et secondaires en Turquie, aux côtés de Mete Khan, Alp Arslan, Osman Bey, Mehmet le Conquérant, Soliman le Magnifique et Mustafa Kemal.

À tel titre que dans l'histoire récente, l'invasion du nord de Chypre par l'armée turque en 1974 à l'époque où Bülent Ecevit était Premier ministre, a fièrement reçu le nom de code "*Opération Atilla*".

L'adoption de l'empereur des Huns Attila comme ancêtre commun des deux nations a été officialisée pour la première fois le 18 août 2015, lors de la «*Journée des ancêtres*» orga-

nisée conjointement par la Fondation hongroise Turan et l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) à Bugac, en Hongrie.

Lors de la 6e session du Conseil turc en septembre 2018, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, qui a participé au Sommet des chefs d'État, a souligné qu'il existe un lien entre la langue hongroise et la langue turque et a annoncé qu'il intensifierait la recherche à ce sujet. L'Institut hongrois de recherche a été créé le 1er janvier 2019 à cet effet.

Atila, symbole de la fraternité et de la coopération turco-hongroises, est toujours connu comme le «fléau de Dieu» par les peuples d'Europe en raison des conquêtes sanglantes et de la terreur qu'il a infligées en tant qu'empereur des Huns il y a 17 siècles.

Par un coup du sort, il semble que ce «fléau de Dieu» sera le soutien le plus important au sein de l'Union européenne au régime islamo-fasciste qui cherche au XXIème siècle à conquérir et sème la terreur dans une géographie s'étendant des Balkans à l'Asie centrale et sur trois mers.

Le *Fidezs* d'Orbán, qui a quitté le groupe du *Parti populaire européen (PPE)* au Parlement européen en mars dernier, mobilise tous ses moyens pour que l'extrême droite domine tous les États membres de l'UE... Le *Rassemblement national* de Marine Le Pen en France, la *Lega* de Matteo Salvini en Italie et le parti *Droit et Justice* de Mateus Morawiecki en Pologne tentent de former le deuxième plus grand groupe politique au Parlement européen.

Tout en menant ces opérations au sein de l'UE, Orbán a par ailleurs assisté à la réunion au sommet en ligne du *Conseil de coopération des États turcophones* le 31 mars 2021, et lors de cette réunion, l'opération d'occupation du Haut-Karabagh menée conjointement par les unités militaires azerbaïdjanaises et turques a été saluée.

Cette fois, une déclaration commune signée au nom de l'*Organisation des États turcophones* par *Tayyip Erdoğan*,

le président de l'Azerbaïdjan *Ilham Aliyev*, le premier président du Kazakhstan *Kassym-Jomart Tokaïev* le président du Kirghizistan *Sadyr Japarov*, le président de l'Ouzbékistan *Shavkat Mirziyoyev* et le président du Turkménistan *Serdar Gurbangulyýewiç Berdimuhamedow*, ainsi que *Viktor Orban*, proclame à la face du monde entier que l'Organisation "félicite la République d'Azerbaïdjan pour sa victoire lors de la Guerre patriotique de 44 jours".

En fait, si *Kemal Kılıçdaroğlu* du CHP ou *Meral Akşener* de l'İYİP avait été à la tête de la République de Turquie aujourd'hui, à la place d'*Erdoğan*, et si l'un d'entre eux avait assisté au sommet de l'Organisation des États turcophones, rien n'aurait changé. Les partis d'opposition, dirigés par ces deux-là, n'ont-ils pas voté pour la présence de troupes turques au Karabagh afin de poursuivre la guerre du Caucase au sein du "Parlement des conquérants", comme ils l'ont fait l'année dernière?

Alors que le Premier ministre hongrois *Viktor Orban* était en Turquie pour le sommet, il a également eu un entretien en tête-à-tête avec *Tayyip Erdogan* au palais présidentiel à Ankara avant la réunion.

Le premier résultat de cette réunion a été l'accord de principe selon lequel la Turquie, qui est maintenant un pays "fabricant et exportateur d'armes", pourrait produire certaines armes en Hongrie. Les drones produits par Vestel et les véhicules blindés de type *Ejder* produits par la société Nurol, dont 40 exemplaires ont été livrés à la Hongrie ces derniers mois, seraient désormais également fabriqués en Hongrie.

La question des migrants, qui offre plus d'actualité, a également été traitée lors de cet entretien. *Orban*, qui a défendu avec enthousiasme le chantage d'*Erdogan* à l'égard de l'UE sur cette question, se faisant l'avocat de son copain *Erdoğan*, a déclaré dans son discours après la réunion: «Sans protection autour d'elle, l'Europe s'effondrerait! La Turquie est ce rempart défensif pour l'Europe et la Hongrie pour empêcher

l'immigration illégale.» Allant même plus loin, il a souligné que la Turquie avait mille fois raison de construire des murs à ses frontières orientale et méridionale.

Ces déclarations tombent juste au moment où se produit une forte tension entre la Pologne et la Biélorussie à propos des migrants kurdes.

Des milliers de demandeurs d'asile provenant pour la plupart du Kurdistan méridional arrivés à Minsk par avion se sont massés à la frontière polonaise pour passer vers les pays d'Europe occidentale, à commencer par l'Allemagne, mais, la Pologne ayant fermé ses frontières, se trouvent bloqués dans la forêt, un certain nombre y mourant de faim et de froid.

Exposant les développements dans la géographie du Kurdistan de la manière la plus détaillée le 9 novembre, l'agence de presse ANF explique le sale jeu derrière ce trafic de migrants dans un article intitulé "C'est Erdoğan qui a transporté les migrants kurdes en Biélorussie":

«Bild, l'un des journaux les plus diffusés d'Allemagne, a souligné que le président biélorusse *Alexandre Loukachenko*, le président russe *Vladimir Poutine* et le président turc *Recep Tayyip Erdoğan* sont à l'origine de ce trafic de migrants.

«Le journal a indiqué que les trois dirigeants avaient utilisé les migrants comme une arme contre les sanctions de l'UE, détaillant comment les réfugiés avaient été transportés par avion de Moscou, Istanbul, Antalya, Hewanêr (Erbil) et Damas à Minsk.

Heiko Teggatz, chef du Syndicat de la police fédérale allemande, a déclaré au journal que les migrants avaient été transportés sur des vols de Turkish Airlines (THY), dont 49 % des parts appartiennent à l'État turc, et d'Aeroflot, dont 51 % des parts appartiennent à la Russie.

«Selon le journal, les services de sécurité allemands ont confirmé que les deux compagnies aériennes jouaient un rôle important dans la crise des réfugiés entre les frontières biélorusse et polonaise.

«Le nombre de vols hebdomadaires entre les pays du Moyen-Orient et Minsk au cours de l'hiver 2019/2020 est passé de 17 à 57 cet hiver, en ajoutant Hewlêr (Erbil) au Kurdistan du Sud et Damas, la capitale de la Syrie, comme aéroports de départ.

«Les deux centres de rassemblement les plus importants pour les réfugiés sont Istanbul et Moscou, tandis que Turkish Airlines a porté le nombre de vols entre Istanbul et Minsk à deux fois par jour. Bien que la compagnie aérienne biélorusse Belavia ait annulé le processus d'achat de billets en ligne pour les vols Antalya-Minsk, ces vols ont eu lieu 4 fois par semaine.

«Outre le plan du régime d'Erdogan d'utiliser les réfugiés comme une arme contre l'UE en coopération avec la Russie et la Biélorussie, un autre objectif est d'évacuer le Kurdistan de Bashur et du Rojava. Une partie importante des citoyens irakiens parmi les migrants qui ont atteint le Bélarus viennent en effet des districts autour de Behdinan et de Sulaymaniyah. Il a été précisé que les réfugiés provenant du Kurdistan du Sud, la plupart des jeunes, ont gagné la Biélorussie via Hewlêr ou Istanbul. Il convient de noter que le plan d'évacuation organisée du Kurdistan du Sud a été mis en œuvre immédiatement après les attaques d'invasion lancées par l'État turc le 23 avril.

«Selon les chiffres officiels, près de 40 000 citoyens irakiens ont fui à l'étranger l'année dernière, 10 d'entre eux ont perdu la vie et le sort de 12 autres est inconnu.»

Une autre information publiée hier par l'ANF dit ceci:

«Commentant la tragédie des réfugiés à la frontière polono-biélorusse, Jan Theurich, membre de *Dunya Collective*, a déclaré que Loukachenko, comme Erdoğan, utilisait les réfugiés comme un atout. Ces réfugiés sont exposés au froid et à la faim, ainsi qu'aux attaques de groupes néonazis.

«Des élections présidentielles ont eu lieu en Biélorussie en août 2020. Ces élections qui, comme on le sait, ont été

manipulées, ont reconduit le dictateur Loukachenko au poste de Président. Après cela, pour la première fois dans l'histoire de la Biélorussie, de grandes manifestations de masse ont eu lieu, et le dictateur Loukachenko a réprimé ces actions par des interventions sanglantes. En réponse, l'Union européenne a adopté des sanctions contre Loukachenko et son régime... Au printemps 2021, Loukachenko a commencé à rassembler de nombreuses personnes demandant l'asile à Minsk en provenance de différentes parties du monde sur des vols directs ou en correspondance afin de les utiliser comme moyen de pression contre l'Union européenne. Il s'agit d'un jeu de pouvoir politique entre l'Union européenne et le régime de Loukachenko.»

Rappelons-le tout de suite: le dictateur biélorusse *Loukachenko* est, tout comme *Orban*, un copain d'*Erdoğan*... Le 11 novembre 2016, ils étaient tous deux présents à la cérémonie d'inauguration de la mosquée construite par la Fondation Diyanet à Minsk, la capitale de la Biélorussie. Alors qu'*Erdoğan* baisait le Coran que lui avait offert le mufti de Biélorussie *Shabanovich* et le portait à son front, *Loukachenko* a pris le Coran des mains de son invité, l'a embrassé et l'a porté à son front afin de ne pas demeurer en reste.

Face à ces sales tours de *Tayyip Erdoğan* et de ses acolytes en Europe, l'*Association des droits de l'homme en Turquie* (İHD) a lancé à juste titre l'appel suivant le 12 novembre 2021:

«Des milliers de migrants et de réfugiés sont maintenus dans des conditions très difficiles et ne sont pas autorisés à traverser les frontières entre la Biélorussie et la Pologne, la Biélorussie et la Lituanie, ainsi qu'entre la Biélorussie et la Lettonie. Cette situation perdure depuis juillet 2021. Avec le début de l'hiver, 10 personnes au moins, pour autant que l'on sache, ont perdu la vie en raison de conditions inhumaines. Cette question, qui a atteint le niveau de la tragédie, est suivie de près par les organisations mondiales de défense des droits de l'homme.

«En tant qu'İHD, une demande a été faite à l'ambassade de Pologne à Ankara pour permettre aux migrants et aux réfugiés de traverser la frontière et de leur permettre de vivre dans des conditions humaines. Les organisations de défense des droits de l'homme concernées, dont la FIDH, EuroMed Droits et l'OMCT, dont İHD est membre, ont été contactées.

«Nous indiquons qu'il faut mettre fin aux politiques d'instrumentalisation des migrants et réfugiés, initier des solutions pour mettre fin aux querelles qui ont transformé le Moyen-Orient et d'autres régions en zones de conflits armés et de guerres civiles, mettre en œuvre des politiques pacifistes pour assurer la stabilité de ces régions, ainsi que mettre fin aux conditions qui poussent les gens à quitter leurs pays. Nous appelons l'ONU, le Conseil de l'Europe, l'UE et les pays concernés à agir dans le respect des droits humains des réfugiés et exigeons la fin immédiate de cette tragédie.»

Face aux réactions des organisations de défense des droits de l'homme, le régime d'Erdoğan a eu recours à une nouvelle manœuvre pour dissimuler son sale jeu contre la nation kurde. Il a été annoncé que la vente de billets aller simple pour Minsk avait été suspendue, que les ressortissants d'Irak, de Syrie et du Yémen ne seraient plus acceptés sur les vols vers la Biélorussie et qu'il serait fait obstacle à l'usage des vols de Belavia, les lignes aériennes officielles biélorusses, utilisant le réseau des THY, pour transporter des migrants

Cependant, ces déclarations destinées à donner le change ne nous feront pas oublier l'hostilité d'Erdoğan envers les Kurdes non seulement en Turquie, mais aussi en Irak et au Rojava, et le fait que le Parlement qui est toujours d'accord avec le Président a adopté la motion de prolongation de deux ans des opérations des forces armées turques avec les terroristes islamistes qui leur servent de pions.

Evidemment, le principal leader de l'opposition, Kılıçdaroğlu, qui ne s'est opposé à cette décision que sur la durée, a menacé juste après de "détruire Qandil"...

À l'heure des comptes, n'oublions pas Sabahattin Ali

Artı Gerçek, 21 novembre 2021

À l'heure où le désastre économique s'aggrave, la politique turque en est arrivée, par une nouvelle sortie du principal parti d'opposition, le CHP, à l'établissement d'une "quittance pour solde de tout compte". Les réactions et commentaires sont de tous ordres. Le nombre de ceux qui applaudissent cette opération, y compris ceux qui étaient dérangés par les zigzags effectués en politique intérieure comme étrangère par *Kılıçdaroğlu*, un des acteurs de l'"esprit de *Yenikapı*" et de ceux qui estiment qu'il mérite de devenir *président de la république* et qu'il faut le soutenir, est considérablement élevé.

Il n'y a pas si longtemps, il y a deux semaines encore, il proclamait: «*Si je ne réduis pas à néant le nid que l'on appelle Qandil, que l'on ne m'appelle plus Kılıçdaroğlu.*» Et il y a une semaine seulement, il disait "oui" à la motion qui prolonge le mandat des unités de l'armée turque dans le Caucase, nouvelle étape de la conquête turco-islamique d'Erdoğan.

Kılıçdaroğlu, qui a commencé par désigner le secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) *Ekmeleddin İhsanoğlu* comme candidat à la présidence aux élections de 2014 afin d'attirer les votes des électeurs fidèles de l'AKP, a progressivement augmenté la dose d'accent religieux dans ses discours et a atteint le point de "halalité mutuelle".

Ne soyons pas injuste... Kılıçdaroğlu n'est pas le premier à utiliser la notion de halalité mutuelle, soit 'se tenir quitte l'un l'autre'. Celui qui l'a évoquée le premier est *Recep Tayyip Erdoğan*, président de l'AKP.

Il y a dix ans, les journaux du 22 juin 2011 titraient en manchette qu'Erdoğan et İnan Kıraç, l'un des patrons du groupe Koç, avec lequel il a eu une brève tension, s'étaient tenus mutuellement quitte... Dernièrement, six mois avant la sortie de Kılıçdaroğlu, il avait dit, dans son discours à l'oc-

casation de la fête de fin du Ramadan: «Nous nous efforçons de fournir toutes sortes de soutien à nos artisans... Cependant, si nous avons des commerçants qui sont en difficulté, nous leur demandons de bien vouloir nous tenir quitte.»

Ceux qui se demandent ce que veut bien vouloir dire cette expression récemment entrée dans la littérature politique, peuvent consulter les hadiths 376 et 1090 dans l'ouvrage comprenant les hadiths de Boukhari édités en 7 volumes par la Présidence des Affaires religieuses.

Le hadith n°376 avertit: «Bien que le droit du fidèle soit annulé après l'halalisation, l'acte qui conduit à solliciter l'halalité ne devient pas licite. Il ne s'agit pas du passage de quelque chose d'illicite à quelque chose de licite. Il s'agit seulement de la renonciation d'un individu au droit naissant d'un acte accompli. Par ce procédé, l'opresseur demande à l'oppressé de le tenir quitte du droit qui est né de ses actes. Il n'est possible à quiconque de rendre licite un péché décollant de ce qu'Allah a déclaré illicite.»

Laissons là aux politiques sollicitant la 'quittance' le débat sur la façon dont ces hadiths peuvent être appliqué à la vie politique, et retournons à la promesse de *Kılıçdaroğlu* que le CHP va se confronter à son passé.

Considérons les «péchés» commis sous les gouvernements de coalition dirigés par le CHP après les coups d'État militaires de 1960, 1971 et 1980 comme le résultat inévitable d'un partenariat avec les partis de droite, mais la période de 31 ans de règne du CHP, fondé le 7 septembre 1919 sous le nom de *Société de défense des droits nationaux en Anatolie et Roumélie*, est pleine d'exemples dont il ne doit pas être fier.

Les premiers épisodes qui viennent à l'esprit sont: la nomination aux postes clés de l'État des responsables des génocides *des Arméniens, des Assyriens et des Grecs pontiques* au début du XXème siècle, l'assassinat sauvage en mer Noire de *Mustafa Suphi*, chef du Parti communiste de Turquie (TKP) et de ses camarades rentrant en Turquie en 1921, les

massacres de Kurdes, le pogrom des juifs de Thrace, les persécutions de *l'impôt sur la fortune*, les arrestations individuelles et collectives des membres du TKP, l'enfermement des années durant d'éminents intellectuels de gauche de Turquie, voire leur assassinat.

Étant donné mon âge, je suis témoin de la dernière période de l'ère du parti unique.

Une coïncidence: au moment où *Kılıçdaroğlu* lance sa "campagne d'halalisation", un événement organisé à Hambourg les 19 et 20 novembre 2021 rappelle un des "péchés" passés du CHP: *Journées littérature et théâtre Sabahattin Ali*.

Prenant la parole aux côtés d'*Ahmet Telli, Aydın Ilgaz, Filiz Ali, Harun Çelik, Meinhard Meuche-Mäker, Nalan Çelik, Nebil Özgentürk, Noyan Erözçelik, Dr. Rahime Sarıçelik, Rukiye Cankıran, Stefanie Wolpert, Şehbal Şenyurt-Arınlı, Tevfik Turan, Turgut Çeviker* et *Umut Kağan Özel*, j'ai trouvé à cette occasion l'opportunité d'exprimer mon opinion sur le combat politique de Sabahattin Ali, la persécution dont il a été la cible en raison de ce combat, son assassinat à son âge le plus productif et les efforts déployés ensuite pendant des années pour le faire oublier.

Je reprends mes propos:

Sabahattin Ali est un des noms inoubliables gravés dans ma mémoire dès mon enfance... Parmi les livres que mon père, cheminot, m'a fait lire dans les gares intermédiaires d'Anatolie centrale, figuraient les œuvres de *Sabahattin Ali*, comme celles de *Nazım Hikmet*.

Après être arrivés à Ankara et nous être installés dans l'un des quartiers pauvres de la capitale et avoir commencé à étudier au lycée Atatürk en enseignement moyen, j'ai découvert le côté journalistique de *Sabahattin Ali*.

Alors que je marquais un but dans l'une des ruelles de la place Hergele où nous jouions au foot, le ballon en lambeaux que j'avais tiré s'était échappé dans la cabane du cordonnier au coin de la rue... Le vieil artisan, un des sages de gauche du

quartier, était un peu en colère au début, puis il nous a montré le journal qu'il lisait et nous a conseillé de le lire si nous voulions être des gens utiles à notre peuple.

Le journal dont il nous conseillait la lecture était le *Marko Paşa* dont *Sabahattin Ali* était le rédacteur en chef.

Le lendemain, quand j'ai parlé de *Marko Paşa* à l'école, ce fut un tollé. Un gamin dont le père était un bureaucrate haut placé qui faisait constamment la propagande du touranisme nous déclara que ceux qui lisaient ce journal aurait sûrement des problèmes parce que son dirigeant était un communiste enragé.

La raison tombait sous le sens... Deux ans auparavant, *Nihal Atsız*, un des meneurs du touranisme, avait dénoncé *Sabahattin Ali* au régime du parti unique, en l'occurrence le CHP. Ils avaient donc eu recours à la justice. En outre, après qu'İnönü ait remplacé à l'été 1946 *Hasan Ali Yücel*, ministre de l'Éducation, par le droitiste *Şemsettin Sirer*, les touranistes avaient gagné en audace. Nos enseignants de gauche au lycée avaient été licenciés, les touranistes, à commencer par *Nihal Atsız* pouvaient se produire souvent à l'école. Impossible pour *Marko Paşa* d'y pénétrer...

Deux ans plus tard, en 1948, le nom de *Sabahattin Ali* fut à nouveau évoqué à l'école, mais dans des circonstances dramatiques... *Sabahattin Ali* avait été assassiné alors qu'il tentait de passer en Bulgarie. Les touranistes expliquaient avec fierté comment un citoyen patriote avait éliminé un écrivain qui essayait de passer dans un pays communiste. Ils soulignaient combien *Nihal Atsız* avait raison, et menaçaient ceux qui n'étaient pas d'accord.

Deux ans plus tard, quand *Ali Ertekin*, l'agent terroriste qui avait assassiné *Sabahattin Ali*, a été condamné à quatre ans seulement de prison à l'issue d'un simulacre de procès, je n'étais plus à Ankara, mais à Izmir...

Après la victoire électorale du Parti démocrate, il régnait une atmosphère de liberté relative dans le pays. Grâce à la loi

d'amnistie promulguée le 14 juillet 1950, *Nazım Hikmet*, qui croupissait en prison depuis des années, avait également été libéré.

C'est dans un tel environnement qu'un de mes camarades de classe de gauche a réagi vivement à une sanction aussi ridicule pour le meurtrier de *Sabahattin Ali* et, sortant un vieux journal qu'il avait soigneusement gardé dans sa bibliothèque, a dit: «Ils l'ont assassiné à cause de sa contribution à ce journal.»

C'était le *Zincirli Hürriyet*, publié par Mehmet Ali Aybar, un journal dont je n'avais jamais entendu parler quand j'étais à Ankara... Après la publication des trois premiers numéros à Izmir, le 19 avril 1947, tout comme cela avait été le cas pour le journal *Tan* à Istanbul en 1945, son bureau à Izmir et l'imprimerie où il était imprimé ont été complètement détruits par la jeunesse nationaliste à l'instigation du CHP. Mon ami avait personnellement été témoin de cet événement horrible, il était donc extrêmement en colère...

Après cette attaque à Izmir, Aybar décida de publier *Zincirli Hürriyet* à Istanbul. Le titre du 4^{ème} numéro du journal, publié le 5 février 1948, comprenait un article de *Sabahattin Ali* intitulé "Le vrai danger est la continuation du gouvernement incompetent actuel". Comme mon ami l'a souligné, *Sabahattin Ali* a été brutalement assassiné le 2 avril 1948, deux mois après la publication de ce numéro.

1952, l'année où j'ai commencé à travailler comme journaliste à Izmir, a été l'année où cette période de libéralisation ostensible a pris fin, et la Turquie a été admise dans l'OTAN en échange de l'envoi d'une brigade de 4500 hommes en Corée et du lancement de la célèbre arrestation communiste de 1951. Dans cette nouvelle période, alors que l'hystérie anticommuniste faisait rage, *Nazım Hikmet* a dû quitter la Turquie parce qu'il a été appelé au service militaire à un âge avancé, avant la fin de l'année qui a suivi sa sortie de prison. Il avait par conséquent été déchu de sa nationalité turque par décision du Conseil des ministres.

À cette époque, alors que le maccarthysme était à son apogée, le gouvernement du *Parti démocrate*, qui n'hésitait pas à recourir à toutes sortes de coups bas pour complaire à l'impérialisme américain fera même porter la responsabilité du pogrom des 6 et 7 septembre 1955 aux communistes et fera arrêter de nombreux intellectuels de gauche, dont *Aziz Nesin*, *Kemal Tahir* et *Asım Bezirci*.

S'en est suivie l'arrestation d'*Orhan Rahmi Gökçe*, rédacteur en chef du *Sabah Postası*, le seul journal d'opposition d'Izmir à l'époque, où je travaillais.

En fait, tout cela s'inscrivait dans la suite naturelle des génocides *arménien*, *assyrien* et *pontique* au début du siècle, de l'assassinat brutal du chef du TKP *Mustafa Suphi* et de ses camarades dans la mer Noire, qui rentraient en Turquie en 1921, et des massacres répétés des Kurdes, le *pogrom des juifs en Thrace*, l'assassinat de *Sabahattin Ali*, l'exil forcé des *Sertel* et de *Nazım Hikmet*, les arrestations massives du TKP.

En 1967, lorsqu'İnci et moi-même, avec *Yaşar Kemal* et *Fethi Naci*, avons commencé à publier la revue socialiste *Ant*, nous avons considéré qu'il était de notre devoir de déchirer les ténèbres du passé.

Nous avons d'abord publié un article intitulé "*Le meurtre politique le plus horrible de l'histoire récente: Comment Mustafa Suphi a-t-il été tué?*" dans le numéro du 12 décembre 1967 d'*Ant*.

S'ensuivirent les mémoires de *Sabiha Sertel*, morte en exil le 2 septembre 1968, et de son mari *Zekeriya Sertel*, et leurs écrits sur *Nazım Hikmet*.

Dans ses mémoires, *Sabiha Sertel* accordait beaucoup de place à *Sabahattin Ali*, avec qui elle avait travaillé à *Resimli Ay*. Précisant que *Nazım Hikmet* avait encouragé *Sabahattin Ali* à écrire un roman, elle a indiqué:

«*Le premier roman de Sabahattin, Kuyucaklı Yusuf, a été imprimé dans l'imprimerie de Resimli Ay. Nazım attendait devant les machines pour prendre le premier exemplaire du*

livre. *Quand ce fut fait et qu'il vint en haut, il était encore plus heureux que Sabahattin.*»

Après l'assassinat de Sabahattin Ali, un souvenir de *Sabiha Sertel* nous a extrêmement émus. Elle raconte: «*Quatorze années ont passé. Le jour où Nazım est sorti de prison, nous avons parlé de l'assassinat de Sabahattin. Nazım a baissé la tête et a dit: 'Nous avons encore perdu une victime, qu'y faire, c'est dans le sang que nous atteindrons la victoire'*»

Après avoir lu cela, nous avons estimé qu'il était de notre devoir de présenter *Sabahattin Ali* aux jeunes générations de la gauche turque et de déchirer le voile du mystère qui planait sur son assassinat.

Mon collègue et camarade du Parti ouvrier de Turquie, *Kemal Sülker*, qui possède des archives précieuses sur l'histoire du mouvement de gauche et du syndicalisme, a écrit le premier ouvrage sérieux sur ce sujet, *Sabahattin Ali Dosyası*, en quelques mois de travail. Nous avons publié aux éditions *Ant* ce précieux ouvrage de 174 pages le 12 novembre 1968. C'était le neuvième livre publié par *Ant*.

Quelques mois avant la publication de *Sabahattin Ali Dosyası*, un processus d'élimination avait été lancé contre la jeunesse révolutionnaire de la résistance de 1968. En 1968, *Vedat Demircioğlu* a été assassiné à l'Université technique d'Istanbul au cours des manifestations contre l'arrivée de la 6^{ème} flotte américaine à Istanbul, et *Atalay Savaş* a été assassiné lors d'une résistance étudiante à Ankara le 28 juillet 1968.

Nous nous étions dès lors exprimés ainsi en présentant le livre au public: «*Ce livre révèle une par une les circonstances dans lesquelles Sabahattin Ali a été formé, l'environnement dans lequel il a mené sa lutte politique, comment il a été pris en embuscade et tué, et les faits horribles qui ont émergé au cours du procès. Connaître tous les détails d'un meurtre exemplaire, sera très utile en particulier pour la nouvelle génération, dans l'environnement d'aujourd'hui où il y en a qui aspirent à une nouvelle ère de terreur.*»

Oui... le temps passe vite...73 ans ont passé depuis l'assassinat de Sabahattin Ali et 53 ans depuis les assassinats de *Vedat Demircioğlu* et *Atalay Savaş*.

La machine à tuer de l'État turc n'a pas cessé de travailler. Elle continue de prendre des vies dans les rangs révolutionnaires, dans toutes les géographies de la nation kurde, et même parmi les exilés politiques, et d'utiliser la menace de mort comme un moyen de pression.

Je commémore en particulier avec nostalgie tous nos camarades qui sont morts en exil politique en la personne de mon homonyme et cher ami *Doğan Akhanlı*, personnalité créative et combative de notre exil, qui a émigré vers l'éternité dans sa période la plus productive, alors que nous prévoyions d'être ensemble à la conférence d'aujourd'hui.

Test difficile pour le duo Özdemir-Roth...

Artı Gerçek, 28 novembre 2021

Dans *Info-Türk*, nous avons annoncé que, dans le gouvernement social-démocrate formé en Allemagne par le Chancelier *Olaf Scholz*, *Cem Özdemir*, d'origine turque et du Parti des Verts avait été nommé ministre de l'Agriculture et *Claudia Roth*, du même parti, ministre d'État chargée de la Culture et des médias, sous le titre: "Coup dur pour Tayyip de la part de l'Allemagne à laquelle il se fie tant".

Le ministre des Affaires étrangères, prépondérant dans les relations avec la Turquie, était en plus *Annalena Baerbock*, coprésidente toujours du même parti.

Nous ne connaissons guère *Baerbock*, mais nous connaissons fort bien *Claudia Roth* depuis 32 ans et *Cem Özdemir* en tant que premier député au Bundestag d'origine étrangère en 1994, depuis 27 ans, et personnellement, et parce qu'ils

défendent fermement les droits de l'homme, étant dès lors la cible permanente des missions diplomatiques turques et des médias inféodés.

Lorsque l'eurodéputée allemande *Claudia Roth*, l'eurodéputée britannique *Pauline Green* et l'eurodéputée française *Catherine Lalumière* se sont rendues en Turquie en 1995 pour enquêter sur les violations des droits de l'homme, le ministre d'État du DYP de l'époque, *Ayvaz Gökdemir*, avait utilisé à leur encontre le terme vulgaire de “trois prostituées”.

Quant à *Cem Özdemir*, il a été la cible de menaces de mort il y a cinq ans après une attaque directe de *Tayyip Erdoğan* pour son travail en faveur de la reconnaissance de la résolution sur le génocide arménien au Bundestag.

Nous avons rencontré personnellement *Claudia Roth* il y a 31 ans. Avec *İnci*, nous avons déposé un recours en annulation devant le Conseil d'État contre la décision de la *junte d'Evren* de nous déchoir de la citoyenneté turque en raison de notre lutte en exil, pendant la période dite de “démocratisation” sous l'administration de *Turgut Özal*.

Helsinki Watch avait condamné la décision du Conseil d'État dans un message à *Özal*. La *Fédération internationale des journalistes (FIJ)*, qui représente 175 000 journalistes de 43 pays a protesté contre la décision prise par le Conseil d'État à notre encontre dans un rapport intitulé “*Turquie 1990: le journalisme sous le feu*”, qui a été soumis à la réunion de la commission parlementaire mixte du Parlement européen et de la Turquie à Istanbul le 8 novembre 1990.

Claudia Roth avait pris la parole lors de cette réunion pour appeler au rétablissement immédiat de nos droits à la citoyenneté.

J'ai examiné les bulletins d'*Info-Turk*, où nous présentons des informations et commentaires depuis des années dans différentes langues sur les relations entre la Turquie et l'Europe. On y observe que *Claudia Roth* s'est toujours battue contre les violations des droits de l'homme en Turquie.

À l'occasion de la dissolution du *Parti de la démocratie (DEP)* par le parquet général le 2 décembre 1993, suivie de la levée de l'immunité de 13 députés du DEP, de l'arrestation de *Leyla Zana, Ahmet Türk, Sırrı Sakık, Sedat Citizen, Selim Sadak, Mahmut Alınak, Hatip Dicle* et *Orhan Doğan*, et au cours des années où ceux-ci ont été jugés et condamnés à de lourdes peines de prison, *Claudia Roth* s'est souvent rendue en Turquie en tant qu'eurodéputée, et a constamment manifesté sa solidarité avec eux.

En 1996, le procureur général de la République a saisi la Cour constitutionnelle d'un recours ordonnant la fermeture du Parti du Travail nouvellement créé, au motif que celui-ci contenait une section de son programme proposant une "solution démocratique au problème kurde". La police a brutalement attaqué les membres du parti qui s'étaient rassemblés devant le siège du parti le 24 juin pour protester contre cette situation, et a mis 250 personnes en garde à vue. *Claudia Roth* a assisté à la conférence de presse organisée par le chef du parti, *Levent Tüzel*, pour protester contre ces procédés, et a critiqué le gouvernement en sa qualité d'eurodéputée.

En 1997, lorsque le ministère public a ouvert une procédure en vue de la dissolution du Parti du Bien-être, *Claudia Roth* a également protesté contre cette action. Le procureur prend la parole à la télévision pour dire: «*Laissez donc leur tante Claudia Roth venir les soutenir comme elle a soutenu le DEP, nous ne renoncerons en aucun cas à nos poursuites.*»

Le 6 juillet 1999, *Claudia Roth*, en sa qualité de présidente de la Commission des droits de l'homme du Parlement allemand, s'est rendue à Ankara pour rencontrer le président de l'IHD, *Akın Birdal*, qui était incarcéré à la prison centrale, et *Leyla Zana*, députée du défunt DEP, mais sa demande de rencontre est rejetée par le ministère sous prétexte qu'"aucune réunion n'est autorisée sauf pour les proches et les avocats". *Roth*, qui a critiqué cette attitude dans des interviews avec des journalistes, s'est également opposée à la condam-

nation à mort du chef du PKK, *Abdullah Öcalan*, à l'époque.

Le 23 novembre 2000, *Claudia Roth*, qui s'est rendue à une conférence sur les droits de l'homme à Diyarbakır, y a été sous la surveillance et la pression permanentes de la police. De retour à Ankara, elle a tenu une conférence de presse et a déclaré: «Il n'y a malheureusement, aucun progrès en Turquie en matière de droits de l'homme...». Ces propos ont été sévèrement critiqués par *İsmail Cem*, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Ecevit, qui était au pouvoir à l'époque, et le journal *Sabah* en appelle au gouvernement pour “faire taire cette impudente Allemande qui a l'audace de vouloir nous donner des leçons”.

Claudia Roth a toujours été *persona non grata* pour l'AKP, qui, une fois arrivé au pouvoir, n'a pas tardé à devenir européiste afin de séduire l'Union européenne, qu'il a qualifiée de “cinquième colonne du sionisme” pendant des années.

Le 10 mai 2004, *Claudia Roth* s'est rendue à Ankara en tant que représentante du gouvernement allemand et a voulu rendre visite en prison à *Leyla Zana*, qui avait reçu le prix Sakharov du Parlement européen en 1995, mais cet entretien a également été empêché par le gouvernement Erdoğan.

Un de nos plus souvenirs les plus forts en exil: grâce à un amendement législatif imposé par la Cour européenne des droits de l'homme, quatre députés du DEP, *Leyla Zana*, *Hatip Dicle*, *Orhan Doğan* et *Selim Sadak*, qui avaient été emprisonnés pendant près de 10 ans, ont été libérés le 9 juin 2004. Nous étions ensemble à la réception organisée en son honneur au Parlement européen le 14 octobre 2004, lorsque *Leyla Zana* est venue à Bruxelles pour recevoir le prix Sakharov, qui lui avait été décerné neuf ans plus tôt. *Claudia Roth* a exprimé avec enthousiasme son bonheur d'être enfin réunie avec *Leyla Zana*, qu'elle n'avait pas été autorisée à rencontrer en prison pendant des années.

Le 5 novembre 2004, lors d'une visite en Turquie en tant

que coprésidente du Parti des Verts allemands, elle a réitéré que la reconnaissance de l'identité kurde était vitale pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Le 13 avril 2006, lors d'une autre visite à Ankara-Diyarbakir en tant que coprésidente de son parti, elle a indiqué lors d'une conférence de presse que la dynamique de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne disparaissait progressivement et s'est dit préoccupée par la répression de plus en plus sévère du peuple kurde dans le sud-est du pays.

Claudia Roth a assisté le 1er octobre 2007 en tant qu'eurodéputée au procès des assassins de Hrant Dink, abattu le 19 janvier 2007. Attirant l'attention sur l'article 301 du Code pénal turc qui a conduit à la poursuite de Dink et de nombreux intellectuels pour avoir prétendument "insulté l'identité nationale turque", elle a déclaré: «C'est l'article 301 qui a assassiné Hrant Dink... Il ne suffit pas de changer cet article, il doit être complètement aboli.»

Claudia Roth a également pris position à plusieurs reprises contre l'utilisation d'armes chimiques par l'armée turque contre la guérilla kurde. Dans une déclaration du 13 août 2010, elle a appelé les autorités turques à révéler la vérité, indiquant que les résultats de l'autopsie des militants kurdes assassinés étaient tenus secrets.

De même qu'elle s'est rendue à Istanbul et a participé à des manifestations de soutien à l'opposition face au terrorisme d'État contre la résistance de Gezi en 2013, Claudia Roth, dans une déclaration publiée sur ARD, a appelé le gouvernement allemand et l'Union européenne à prendre position contre la "brutalité et la violence" des forces de sécurité turques.

En tant que vice-présidente du Bundestag, *Claudia Roth* a joué un rôle actif dans l'adoption de la résolution reconnaissant le génocide arménien par le Parlement allemand en 2016 et a pris une position claire contre la campagne d'insultes et de menaces lancée par Ankara contre les parlementaires originaires de Turquie qui avaient voté en faveur de la

résolution. Elle a invité la chancelière *Angela Merkel* à adopter une position ferme contre Erdoğan.

Quant à Cem Özdemir, qui est aujourd'hui ministre de l'Agriculture dans le gouvernement allemand, je l'ai rencontré personnellement, en 1994, peu après son élection au Bundestag, lors d'une table ronde organisée par des amis révolutionnaires à Cologne, à laquelle nous avons tous deux participé en tant qu'orateurs.

En 1996, lorsque l'État turc a tenté de rejeter sur le PKK la responsabilité du massacre de *Güçlükonak* au cours duquel les forces de sécurité ont tué 11 personnes, l'*İHD* et *Mazlum-Der* ont envoyé une mission à Diyarbakır pour découvrir la vérité. *Cem Özdemir* en faisait partie.

Cem Özdemir, élu coprésident des Verts en 2008, a fait preuve de la même solidarité envers la nation arménienne que celle qu'il a manifestée envers la nation kurde. Il n'a pas hésité à signer le manifeste d'excuses à la nation arménienne, qui a été lancée en décembre de la même année et dont nous avons été l'un des premiers signataires.

Le 17 mars 2015, *Özdemir* a visité le mémorial du génocide arménien à Erevan, lui a rendu hommage et a déposé une gerbe, et a appelé la Turquie à reconnaître le génocide arménien, à ouvrir ses points de passage frontaliers et à normaliser ses relations avec l'Arménie.

En 2016, *Özdemir* a veillé à ce que le projet de résolution qualifiant le massacre de 1915 comme génocide, qui avait été préparé sous la direction du parti des Verts qu'il coprésidait, et soutenu par ses partenaires de coalition au sein du gouvernement fédéral allemand, soit présenté au Bundestag. Dans son discours au Bundestag avant le vote, il a noté que le mot "arménien" était toujours utilisé comme insulte en Turquie et que l'Allemagne était également coupable du génocide, en utilisant le terme "meurtriers" pour Enver Pacha et Talat Pacha.

Cem Özdemir, qui a reçu des menaces de mort sur les ré-

seaux sociaux ou par courrier après l'adoption du projet de loi lors du vote du 2 juin 2016, a également été désigné comme cible par le président turc Erdoğan dans un discours prononcé le 5 juin 2016, dans lequel il a dit: «*Il y en a qui disent, soi-disant, qu'il est turc... Quel Turc? Son sang devrait être analysé en laboratoire.*»

Le 18 février 2018, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, les gardes du corps du Premier ministre *Binali Yıldırım*, en signe de provocation, ont traité Özdemir de “terroriste”, et la police allemande a dû le placer sous protection spéciale.

Le 14 août 2020, *Özdemir* et *Roth* ont fait l'objet de propos insultants dans les médias turcs inféodés pour avoir exigé un “carton rouge” en exerçant une pression économique sur le président *Recep Tayyip Erdoğan* avant une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne.

La nouvelle ministre des Affaires étrangères, *Annalena Baerbock*, a déclaré dans une interview accordée à *Gazete Duvar* le 7 septembre 2021:

«Nous sommes aux côtés de tous ceux qui luttent pour la démocratie et l'État de droit, l'égalité et les droits de l'homme en Turquie. En tant que parti au pouvoir, nous ne resterons pas silencieux sur cette question. Nous exigeons la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et le retour au dialogue politique et au processus de paix sur la question kurde. Outre les attaques systématiques contre les droits de l'homme et l'État de droit, nous sommes également choqués par le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que ce retrait soit annulé.»

Compte tenu de leur position commune sur les droits de l'homme à ce jour, en particulier des attaques et des menaces auxquelles *Özdemir* et *Roth* ont été confrontés de la part des dirigeants turcs, il est inconcevable que les trois figures de proue des Verts, une fois ministres, changent leurs déclara-

tions et leurs attitudes et soutiennent le gouvernement islamo-fasciste de Tayyip.

Cependant, le nouveau gouvernement allemand, qui comprend des sociaux-démocrates et des libéraux aux côtés des Verts, est dirigé par un social-démocrate, et s'il suit la politique suivie par Merkel à l'égard de Tayyip, en l'occurrence la politique qui consiste à ménager la chèvre et le chou, combien de temps le trio *Özdemir-Roth-Baerbock* pourra-t-il y résister, et s'ils ne peuvent pas se permettre de résister, resteront-ils au gouvernement?

Nous verrons sous peu...

Les graines de grenade de l'exil politique...

Artı Gerçek, 5 décembre 2021

Par un froid samedi, il y a exactement neuf ans, le 15 décembre 2012, nous, exilés politiques en Europe, nous nous sommes rassemblés à Cologne, en Allemagne, et avons formé une plateforme commune de lutte. C'était à l'époque où le massacre de *Roboski* et les arrestations massives du KCK avaient sérieusement terni le bilan de la Turquie en matière de droits de l'homme.

Dans la déclaration que nous adressions à l'opinion publique, nous disions: «Un des dommages causés par le coup d'État fasciste du 12 septembre a été que des individus ont été forcés à l'exil. Avec le coup d'État, des milliers de révolutionnaires-intellectuels se sont retrouvés en exil à cause de leur opinion, et des dizaines de milliers de *Kurdes, d'Arméniens, d'Alévis, d'Assyriens et de Yézidis* en raison de leurs origines ou de leurs croyances. Les lois du 12 septembre étant toujours en vigueur et des lois et pratiques telles que la 'loi antiterroriste, les tribunaux spéciaux', etc., promulguées par les gouvernements successifs, la porte de l'exil ne s'est

pas refermée. D'autres personnes continuent à s'exiler. Si l'on y ajoute les exilés du 12 mars, cela fait des dizaines de milliers d'exilés en Europe.»

Depuis lors, la terreur d'État du régime islamo-fasciste s'intensifiant, notre plateforme a évolué pour devenir l'*Assemblée européenne des exilés* (ASM) en 2015. D'autant plus que la période de terreur de l'état d'urgence qui a suivi la parodie de coup d'État de 2016 a conduit à de nouveaux exils massifs de différentes tendances, la lutte de l'ASM a pris une dimension différente.

Il ne s'agissait toutefois pas de la première union d'exilés politiques... Il y a 34 ans, nous, les exilés politiques déchus de leur nationalité avec le coup d'État du 12 septembre, nous sommes réunis à Berlin le 24 septembre 1987 pour exposer les mensonges du Premier ministre *Turgut Özal* qui se pavanait sur la scène européenne.

Deux des exilés politiques avec lesquels nous étions ce jour-là, les deux premiers exilés politiques déclarés "apatrides" par le chef de la junte fasciste Kenan Evren au début de 1981, le président du TİP *Behice Boran* et le président de TÖB-DER *Gültekin Gazioğlu*, ne sont plus en vie.

Ces derniers jours, nous avons perdu l'un après l'autre deux de nos amis exilés, avec qui nous étions ensemble lors de la réunion de Cologne en 2012: l'écrivain *Doğan Akhanlı* est décédé le 31 octobre 2021 à Berlin, et *Ali Ertem*, président de l'Association des opposants au génocide (SKD), est décédé le 2 décembre 2021 à Francfort.

Mon homonyme, *Doğan Akhanlı*, avait 21 ans de moins que moi, et *Ali Ertem* 14 ans, et je suis profondément attristé de les avoir perdus dans la période la plus efficiente et la plus productive de leur combat et de leur créativité.

L'Assemblée européenne des exilés tiendra également son 6^{ème} sommet annuel en ligne le dimanche 12 décembre 2021 en raison des restrictions liées à la pandémie. Il a dédié son Congrès "à la mémoire de ceux que nous avons perdus en exil".

L'histoire de notre exil politique est jalonnée de bien des souffrances...

De la génération de l'exil qui nous a précédés, *Nazım Hikmet* repose à Moscou, *Sabiha Sertel* à Bakou, *Zeki Baştımar* (*Yakup Demir*), *Aram Pehlivanyan*, *Jak* et *Anjel Açıkgöz* en Allemagne, et *İsmail Bilen* en Bulgarie

Des exilés d'après le 12 septembre, nous avons perdu *Behice Boran* en Belgique, nous avons enterré *Yılmaz Güney*, *Ahmet Kaya* et *Uğur Hakim* au Père Lachaise à Paris... Les cendres de *Nihat Akseymen* ont été dispersées sur la mer de Marmara au large de la côte de Heybeliada. *Nubar Yalın* a été enterré aux Pays-Bas, *Enver Karagöz* en Allemagne, *Garbis Altinoğlu* en Belgique, *Suphi Nejat Ağırnaslı* à Kobané et *Nubar Ozanyan* à Derik.

Sakine Cansız, *Fidan Doğan* et *Leyla Şaylemez*, militantes de la résistance nationale kurde, ont été brutalement assassinées par un tireur de l'État turc au cœur de Paris le 9 janvier 2013.

Nos amis exilés sont décédés: *Kâzım Mete* en 2017, *Rüçhan Togay*, *Hasan Hüseyin Dinler*, *Mehmet Çelen* (*Birol*) et *Ömer Kral* en 2020, et *Gökhan Harmandalıoğlu* cette année-ci, le mal du pays dans le cœur.

Le 19 novembre 2021, lors des *Journées littérature et théâtre Sabahattin Ali* qui se sont tenues à Hambourg, en Allemagne, nous avons exprimé notre point de vue sur le meurtre infâme de notre grand écrivain en 1948 alors qu'il traversait la frontière vers la Bulgarie pour échapper au terrorisme d'État.

Doğan Akhanlı n'a pas pu assister à cette réunion parce qu'il était décédé. Néanmoins, à l'occasion du 60^{ème} anniversaire du lancement de la vente de travailleurs migrants à l'Allemagne, nous nous retrouvons avec lui dans le livre *Migration-Travail-Utopie*, publié par le *Centre culturel Kaktüs* de Münster.

Dans mon interview dans ce livre, j'ai soutenu que nos

émigrants sont les otages d'un nationalisme extrême allant jusqu'au racisme et d'un fanatisme religieux sous la pression et l'influence de l'État turc. J'ai dit que les jeunes, qui étaient conditionnés à la grandeur de la race turque et de l'islam, étaient distants et même hostiles à l'égard des cultures des autres peuples de Turquie, à savoir *les Assyriens, les Arméniens et les Kurdes*, et j'ai donné des exemples vécus en Belgique.

Dans le même livre, *Doğan Akhanlı*, tout en décrivant les conditions qui l'ont forcé à l'exil et les pressions qu'il a subies en exil, a répondu comme suit à la question «Comment vous sentiez-vous lorsque vous êtes arrivé en Allemagne?»:

«Nous étions une famille de réfugiés lorsque l'avion a atterri à l'aéroport de Cologne. L'Allemagne, où j'immigrerais, et la Turquie, où je suis né, sont amies depuis des siècles. Le *maréchal Helmut Graf von Moltke*, tout en modernisant l'armée ottomane, a joué un rôle majeur dans la répression des révoltes kurdes. Alors que *les Arméniens, les Assyriens, les Chaldéens et les Yézidis* se faisaient massacrer, l'Allemagne ne pipait mot. En 1938, en Allemagne, des synagogues et des commerces appartenant à des Juifs étaient incendiés et détruits, tandis que les Kurdes étaient massacrés à Dersim, et que des enfants, en particulier des filles, arrachées de force à leurs familles ou dont les familles avaient été tuées, étaient adoptés par des familles de militaires de haut rang. Le passé des deux pays était marqué de traumatismes. Mais malgré leur complicité historique, il existe aussi une différence fondamentale entre les deux pays. Alors que faire face à sa propre culpabilité et à sa responsabilité historiques est le deuxième et le plus beau visage de l'Allemagne, la Turquie continue de nier le génocide arménien, dont elle est responsable, l'un des deux génocides les plus scientifiquement étudiés et recherchés dans le monde, et ne parvient pas à se confronter au génocide et avec la violence historique.»

Après être devenu une des figures littéraires notables en Allemagne, ses arrestations, lorsqu'il se rendit en Turquie

pour y rendre visite à son père malade en 2010, et en Espagne en 2017 à la requête de la Turquie, ont été causées par l'esprit de vengeance que le régime islamo-fasciste nourrissait à son égard, en raison du combat qu'il menait en exil contre le négationnisme des génocides et des pogroms exercés contre *les Assyriens, les Arméniens, les Yézidis, les Grecs, les Kurdes et les Juifs*.

Ali Ertem, que nous avons perdu il y a trois jours était, comme *Doğan Akhanlı*, de nos camarades qui luttèrent sans relâche, non seulement pour la démocratisation et la liberté des peuples de Turquie, mais aussi pour la reconnaissance des génocides et des pogroms commis depuis l'Empire ottoman et qui ont été systématiquement perpétrés même pendant les périodes de relative "démocratisation" du régime républicain.

Selon son propre récit, *Ali Ertem*, né en 1950 dans une famille religieuse du village de Göllü dans le district de Şereflikoçhisar et ayant reçu sa première éducation dans des cours de Coran, a terminé ses études secondaires dans les grandes villes et a longtemps travaillé comme apprenti dans diverses entreprises. En 1964, sur une annonce de *l'entreprise minière de la Ruhr*, il vint en Allemagne pour y suivre une formation d'électricien, de tourneur et d'apprenti mineur, et après trois ans et demi de formation, entama la vie de travailleur migrant.

Dans sa biographie adressée aux auteurs du livre *Racines à l'air: génocide et traces de vie*, publié cette année à l'occasion du 30^{ème} anniversaire de l'État arménien, *Ali Ertem* décrit en ces termes son implication dans le mouvement de gauche et la lutte contre le négationnisme:

«J'ai commencé à vivre les plus grands changements de ma vie après avoir emménagé dans la résidence étudiante de Girondelle 78-Bochum. Ma vie de militant de gauche a commencé en écoutant des poètes populaires tels que *Ruhi Su, Aşık İhsani, Aşık Mahsuni Şerif*, et en lisant des auteurs tels

que *Nazım Hikmet, Hasan Hüseyin et Bertold Brecht*. J'ai rompu avec la religion. Il ne me serait jamais venu à l'idée qu'il me faudrait des années pour digérer l'"accusation" de génocide des Turcs contre le peuple arménien que Mihran Dabak m'avait lancée lors d'une dispute dans notre cuisine commune. J'ai compris bien tard que j'ignorais tout de notre histoire récente bien qu'ayant appris pas mal durant toutes ces années de formation de gauche, de lecture des textes fondamentaux du *marxisme*, d'apprentissage, au point de pouvoir les expliquer aux autres des mouvements révolutionnaires *en Russie, en Chine, en Albanie et à Cuba*.

«À partir du moment où j'ai pris conscience de ce fait, je n'avais pas encore une pleine lucidité à l'époque où j'exigeais que le parti de gauche pour lequel je travaillais soit confronté aux crimes de génocide contre l'humanité. Les camarades 'leaders' ont clos la question en disant que la question était réglée et désormais du domaine de l'histoire, que le génocide et la question arménienne ne constituaient plus des obstacles à la lutte de classe, et qu'il nous fallait nous concentrer sur la lutte révolutionnaire, qui était la solution à tous les problèmes. À partir de ce moment, j'ai pensé qu'il était temps de sortir la tête du sable, d'apprendre patiemment et de défendre avec ma propre identité les idées que je défendais. J'étais conscient que je devais me préparer au processus difficile qui m'attendait, même si c'était tout seul.

«J'ai commencé à étudier les travaux sur le génocide arménien. Les essais, articles et biographies de *Johannes Lepsius, Yves Ternon, Fridtjof Nansen, Vahakn Dadrian, Franz Werfel, Tessa Hofmann, Wolfgang Gust*, etc. ont ouvert mes horizons. J'ai obtenu des informations précieuses sur le sujet auprès des révolutionnaires allemands, en particulier sur l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme. J'ai suivi avec attention les réunions de commémoration du 24 avril, les discours prononcés et les revendications concrètes. À chaque fois, j'ai acquis de nouvelles informations qui m'ont motivé.

En 20 ans d'examen de conscience, j'ai appris que je n'ai pas le droit d'attendre quoi que ce soit de qui que ce soit sur une question dont je n'ai pas fait le point en conscience.»

C'est avec cette détermination qu'*Ali Ertem* et ses amis se sont réunis le 26 septembre 1998 et ont créé l'*Association contre le génocide (SKD)*. Depuis 22 ans, la SKD mène sans compromis son combat contre le négationnisme du génocide à travers ses publications, les déclarations qu'elle publie et les réunions qu'elle organise ou auxquelles elle participe.

Au cours de cette période, nous avons rencontré *Ali Ertem* lors de réunions sur le génocide en Allemagne, en France et en Belgique, et nous avons partagé nos expériences et ce que nous avons appris.

Le 3 juillet 2017, *Ali Ertem*, accompagné de son épouse *Selay Ertem* et de l'écrivain *Hovsep Hayreni*, un des dirigeants de l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, a rendu visite à *Info-Türk* et aux *Ateliers du soleil* à Bruxelles où il a été informé sur notre travail et a donné pour sa part des informations détaillées sur les luttes et les perspectives du SKD dans toute l'Europe.

À la mort d'*Ali Ertem*, notre ami commun *Hovsep Hayreni* a donné l'information suivante sur les réseaux sociaux, qui m'a énormément touché:

«Le jour où Doğan Akhanlı est décédé, il a été hospitalisé, contaminé par le Covid-19. Comme pour dire 'Attends, Doğan, où vas-tu donc sans moi?'... Il n'était même pas au courant de la mort de Doğan. Il n'a jamais appris, durant les 31 jours où il resta en soins intensifs, la mort de son cher ami. Ce n'est pas un hasard, si Ali n'a rien écrit là-dessus... Il avait partagé sur sa page un de ses articles à l'occasion du 23^{ème} anniversaire de la fondation de l'*Association contre le génocide*. Il était impossible que Doğan décède et qu'Ali ne dise rien...»

Dans un autre post de *Hayreni*, il y a un article écrit par *Doğan Akhanlı* à l'occasion du 23^e anniversaire de la SKD.

La page Facebook de l'*Association contre le génocide*

(*SDK*), dont il est le fondateur, regorge d'articles et de photographies relatifs au combat d'*Ali Ertem*. Ce qui m'a frappé lorsque j'ai ouvert la page pour la première fois, c'est son logo: une grenade éparpillant les graines.

Ce n'est qu'en exil que j'ai appris ce que la grenade, qui me fascine depuis mon enfance non seulement par son goût mais aussi par la beauté rebelle qu'elle crée en dispersant ses graines le moment venu, signifie pour la nation arménienne.

Pakrat Estukyan, le rédacteur en chef des pages arméniennes d'*Agos*, a indiqué dans une interview: «Le grenadier est l'un des éléments ornementaux largement utilisés dans la mythologie et l'art arméniens. Comme la grenade contient de multiples graines, elle est identifiée à la fertilité et à l'abondance. Le soir du Nouvel An, des grenades sont cassées devant la porte pour que l'année soit fructueuse.»

L'historien français *Raymond Kévorkian*, membre de l'Académie nationale des sciences d'Arménie, a déclaré: «Il ne faut pas oublier que la diaspora arménienne, dont on parle souvent, est le fruit du génocide. C'est une grenade dont les graines se répandent jusqu'aux États-Unis et en Australie lorsqu'elle est brisée...».

Un an après l'ignoble meurtre de *Hrant Dink*, ses amis se sont rassemblés sur le trottoir où il a été abattu et ont cassé des grenades pour faire passer le message qu'il n'était pas mort et qu'il se relèverait plus prolifique encore que là où il était tombé

Oui, 106 ans après le génocide de 1915 et 14 ans après l'assassinat de *Hrant*, nos deux amis, *Doğan Akhanlı* et *Ali Ertem*, à qui nous avons fait nos adieux pour l'éternité depuis l'Allemagne, sont les graines rouges de cette grenade qui a été brisée devant *Agos*, dispersée en exil, élevant la voix de la lutte contre le négationnisme et amenant de nouveaux militants dans cette lutte.

70 ans plus tard, un espoir aux blancs cheveux...

Artı Gerçek, 10 décembre 2021

Aujourd'hui, 10 décembre, c'est la *Journée des droits de l'homme*... La Déclaration universelle des droits de l'homme a été élaborée par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies en juin 1948 et adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale de l'ONU réunie à Paris. C'est pourquoi, depuis 72 ans, le 10 décembre est célébré comme *Journée internationale des droits de l'homme*.

1948 a été l'année où, malgré la transition vers un régime multipartite, les partis de gauche, les syndicats et des publications étaient encore interdits, et où notre célèbre écrivain *Sabahattin Ali* a été assassiné de manière ignoble... En dépit de quoi, le 6 avril 1949, l'État turc a signé cette déclaration qu'il ne respectera jamais.

Depuis 72 ans, tous les gouvernements, avec leurs élus et leurs putschistes, ont toujours foulé aux pieds cette déclaration comme un paillason... Aujourd'hui existe un diktat de la synthèse turco-islamique qui continue de violer de manière flagrante ladite déclaration en emprisonnant des dirigeants de l'opposition, des députés, des maires élus, des journalistes, des scientifiques et des artistes, et versant du sang lors d'opérations transfrontalières...

Les dirigeants de la dictature et leurs flagorneurs dans les médias auront l'audace de célébrer la Journée des droits de l'homme le 10 décembre de cette année, comme ils le font chaque année... L'outrecuidance ne connaît pas de limite!

Ce même État turc a non seulement signé la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais a également été l'un des premiers fondateurs du Conseil de l'Europe, signé la Convention européenne des droits de l'homme le 18 mai 1954, reconnu le 28 janvier 1987, le droit de recours individuel et le 28 janvier 1990, accepté la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme.

Tayyip Erdoğan démontre, dans la réponse qu'il donne à une question qui lui est posée à son retour d'une visite de deux jours au Qatar sur la décision du Comité ministériel du Conseil de l'Europe à propos d'Osman Kavala et Selahattin Demirtaş, à quel point il se moque des conventions qu'il a lui-même signées au nom de l'État: «Nous, nous ne reconnaissons pas les décisions prises par l'Union européenne concernant Kavala, Demirtaş, un tel et un tel. C'est aussi simple que cela. Nous les ignorons purement et simplement. Pour nous, elles n'ont aucune valeur. Nous l'avons déjà dit combien de fois. Qu'ils le comprennent ou non, c'est comme ils veulent. Nous ne reconnaissons pas les décisions prises par l'Union européenne concernant les jugements de notre propre pouvoir judiciaire. Qu'ils en fassent ce qu'ils veulent.»

Alors qu'un lecteur attentif des journaux sait très bien que la Cour européenne des droits de l'homme et le Comité ministériel en question sont des institutions du Conseil de l'Europe, et non de l'Union européenne, les propos inconséquents à l'égard de l'Union européenne par le chef d'un État qui a lancé le conquête sur trois continents et trois mers doivent probablement avoir pour objectif, comme *Ergun Babahan* le souligne dans son article d'hier, de conserver, à l'approche des élections, au moins une partie des électeurs qui se sont éloignés de l'AKP en alimentant leurs réactions nationalistes.

Quel que soit l'effet des sales manœuvres d'Erdoğan sur les électeurs conditionnés par la mentalité turco-islamique, la situation économique et sociale de plus en plus désastreuse a préparé les conditions objectives d'un changement de pouvoir en Turquie.

La grande question est de savoir si les partis d'opposition et les organisations démocratiques de masse seront en mesure d'affronter Erdoğan et ses acolytes en front unique lors des prochaines élections présidentielles et législatives. S'ils y parviennent et renversent le gouvernement AKP-MHP, ils

seront en mesure d'établir une administration démocratique qui reconnaîtra et mettra pleinement en œuvre les droits et libertés fondamentaux énoncés dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et la *Convention européenne des droits de l'homme*.

Il ne fait aucun doute que l'attitude des organisations démocratiques de masse et des organisations de défense des droits de l'homme, ainsi que des partis d'opposition existants, jouera un rôle décisif dans la réalisation de cette unité. À cet égard, une des initiatives les plus efficaces de ce plan est la plateforme *Union pour la démocratie (DİB)*, qui n'est sous l'égide d'aucune opinion politique ou parti, et qui a fêté son 5^{ème} anniversaire il y a deux jours.

Plus d'une centaine d'organisations, plateformes, initiatives, institutions et individus favorables à la démocratie se sont réunis le 28 juin 2016 à l'appel de *Rıza Türmen*, ancien ambassadeur, député et juge de la Cour européenne des droits de l'homme, et se sont mises d'accord sur une déclaration initiale intitulée *Déclaration préalable*. Le 23 octobre 2016, lors du Congrès de la démocratie, auquel ont participé près d'un millier de personnes, quatre principaux domaines de lutte ont été déterminés sous les rubriques suivantes: *État d'urgence et décrets-lois*, *Système présidentiel*, *Liberté de croyance*, et *Paix*.

Suite à la campagne «*Pas de prolongation !*» contre la prolongation de l'état d'urgence, la DİB a lancé une vaste campagne «*Nous sommes #Non*» avec l'arrivée à l'ordre du jour du référendum sur la Constitution. La DİB, tout en continuant à travailler intensivement sur le terrain avec les «*Assemblées du Non*» établies dans de nombreuses provinces, districts et localités, organise également des réunions et des forums d'information dans le domaine du droit et de la politique.

Pendant l'état d'urgence instauré sous le prétexte de la parodie de tentative de coup d'État, des initiatives et des organisations de lutte contre le régime en Turquie ont été lan-

cées à l'étranger, en particulier avec le soutien des diasporas kurde, arménienne, assyrienne et yézidie.

La première d'entre elles a été l'initiation d'une campagne intransigeante du "Non" dans le processus du référendum dont la date s'approchait, par l'organisation en Europe du Congrès démocratique des peuples (HDK), qui a tenu son congrès fondateur à Bruxelles le 4 février 2017, et a approuvé un substantiel programme de lutte.

Dans le premier numéro d'*Artı Gerçek*, qui a commencé à paraître au même moment, j'ai écrit ; «Le HDK-A mènera une lutte formidable contre la campagne du 'Oui' du fascisme islamiste dans les pays d'exil. Il est du devoir de chaque citoyen turc, alévi, assyrien, arménien, kurde, yézidi et turc, qui se disent "démocrates" et "révolutionnaires", d'aider et de contribuer au HDK-A dans cette lutte...»

Un événement analogue s'est produit trois ans plus tard avec la fondation de l'*Alliance pour la démocratie* lors de la conférence "À la recherche d'un contrat social pour une Turquie démocratique", qui s'est tenue à Berlin les 22 et 23 septembre 2019 avec la participation de représentants de partis politiques, d'artistes et d'écrivains de différents segments de la société.

Ceci fut suivi un an plus tard par une campagne destinée à assurer à partir de l'Europe aussi une contribution à l'appel lancé le 11 juillet 2020 par '101 personnes aux cheveux blancs' de différentes allégeances politiques et traditions en Turquie, soulignant la nécessité pour toutes les forces d'opposition de se réunir sans délai dans une alliance démocratique afin de parvenir à une société juste et libre.

Parmi les premiers '*cheveux blancs*' signataires de cet appel figure en priorité *Rıza Türmen*, initiateur de l'*Union pour la démocratie*, ainsi que *Abdullah Nefes*, *Ali Sirmen*, *Altan Öymen*, *Arif Keskiner*, *Atilla Dorsay*, *Aydın Engin*, *Ayşe Erzan*, *Baskın Oran*, *Bülent Ortaçgil*, *Cengiz Çandar*, *Ersin Salman*, *Ertuğrul Günay*, *Eşber Yağmurdereli*, *Fatma Gök*,

Genco Erkal, Gençay Gürsoy, Herkül Milas, Korkut Boratav, Melek Ulagay, Moris Gabbay, Murat Belge, Necmiye Alpay, Orhan Silier, Oya Baydar, Öget Öktem Tanör, Rakel Dink, Şahin Tekgündüz, Şanar Yurdatapan, Şükran Soner, Tarık Ziya Ekinci, Vecdi Sayar, Zülfü Livaneli, que nous connaissons personnellement soit de Turquie, soit dans le combat que nous menons en exil.

Des décennies s'étaient écoulées depuis les années 50 et 60, où nous avons entamé notre lutte ensemble, et ils nous appelaient à rejoindre leur nouvelle lutte en tant que '*cheveux blancs*'.

Nous avons donc signé en tant que '*cheveux blancs*', ainsi que ceux dont le nom figure dans la liste ci-dessous, et qui se trouvent à l'étranger, l'appel qui s'achève sur cette phrase: «Jeunes, écoutez notre voix... La clarté de demain est entre vos mains et nous, les personnes aux cheveux blancs, voulons la voir de notre vivant»:

Taner Akçam, Lale Akgün, Doğan Akhanlı, Fatih Akin, Süleyman Ateş, Mustafa Ayrancı, Celal Başlangıç, Kemal Bozay, Anke Brunn, Angelika Claussen, Hıdır Çelik, Safter Çınar, Burak Çopur, Molla Demirel, Süleyman Demirtaş, Amke Dittert, Can DüNDAR, Kenan Engin, Hüseyin Erdem, Aslı Erdoğan, Çiler Fırtına, Ahmet Kerim Gültekin, Kazım Gündoğan, Nezaht Gündoğan, Ülkü Gürkan-Schneider, Banu Güven, Ahmet İnel, Atilla Keskin, Kader Konuk, Klaus Kost, Dilek Mayatürk-Yücel, Ralf Nestmeyer, Osman Okkan, Mehmet Oturan, Alper Öktem, Nafiz Özbek, Cem Özdemir, Doğan Özgüden, İnci Özgüden-Tuğsavul, Toni Rütten, Alexander Skipis, John Steinmark, Nilüfer Tarıkahya, Kamil Taylan, İlias Uyar, Regula Venske, Felix von Grünberg, Günter Wallraff, Kemal Yalçın.

En septembre de cette année, l'*Union pour la démocratie* a organisé une table ronde en ligne sur les réfugiés et la migration, et a communiqué au public les résultats de la table ronde lors d'une conférence de presse tenue à Istanbul.

Nous avons adressé au citoyens de la Turquie en Europe

et aux organisations de défense des droits de l'homme concernées les traductions en quatre langues de la déclaration qui nous avait été envoyée par *Ayşegül Devecioğlu* de la coordination de l'*Union pour la démocratie*.

Dans la série d'*Artı Gerçek* sur le thème "La gauche débat: l'unité des forces démocratiques est indispensable", l'interview d'*Ayşegül Devecioğlu* publiée hier comporte ce qu'elle a dit au nom de l'Union pour la démocratie, qui contient des suggestions importantes sur l'attitude que toutes les forces de gauche et démocratiques devraient adopter lors des prochaines élections:

«Dans notre pays, le régime autocrate/du Palais, qui régresse, a perdu dans une large mesure sa légitimité, mais continue d'autre part à dominer la pays, s'accrochant bec et ongles au pouvoir avec la peur que ressent un criminel, c'est-à-dire montrant qu'il ne le quittera pas facilement. Il est également clair que de larges segments de la société souhaitent se débarrasser de ce régime autocrate. Cependant, ce souhait ne garantit pas un changement de pouvoir, ni ne réduit les risques pour la sécurité du processus électoral, qui ne sera visiblement pas tout rose. Lorsque nous regardons le paysage, nous voyons que l'environnement politique est marqué par une opposition qui vise à réduire la demande de changement et de transformation de la population à l'horizon du système parlementaire renforcé et à l'y circonscrire.

«Le programme centré sur le capital mis en avant par l'opposition est très loin de répondre aux ardents besoins de la population. Cependant, les exigences de contrôle du capital et du marché dans la société, répondant aux besoins fondamentaux tels que le logement, les communications, la nutrition, les transports, l'éducation et la santé, et les situations énumérées ou non énumérées (ce qui ne signifie pas qu'elles n'existent pas), sont devenues une puissante tendance. Quant à la volonté politique de répondre à ces exigences, elle est inexistante.

«Certaines des soi-disant forces démocratiques ont tendance à expliquer qu'une troisième alliance fait partie d'un pilier qui servira à maintenir le système à flot. En définitive, tous les partis et toutes les structures que l'on peut désigner sous le nom de 'forces de la démocratie' parlent des mêmes choses presque point par point dans leurs déclarations, et il faut que quelqu'un réponde à la question de savoir pourquoi ils ne parviennent pas à s'unir.»

Ces propos de *Devecioğlu* m'ont ramené 40 ans en arrière.

Dans les jours qui ont précédé le coup d'État du 12 septembre, en tant que membres du Parti ouvrier de Turquie en Europe, nous avons fondé l'*Union pour la démocratie* afin d'aider les forces antifascistes présentes à l'étranger à s'unir. En peu de temps, nous l'avons organisé en Belgique, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, en Angleterre, en Suisse et en Suède.

L'*Union pour la démocratie*, qui a publié les premières déclarations en plusieurs langues après le coup d'État, a averti l'opinion publique européenne et a appelé les forces antifascistes à s'unir contre la junte fasciste. Le 14 février 1981, à l'occasion des anniversaires de la fondation du Parti ouvrier de Turquie et de la DİSK, nous avons organisé une grande soirée dans la capitale de l'Europe, à laquelle des organisations démocratiques et des personnalités internationales, en particulier la dirigeante du TİP *Behice Boran* et le représentant européen de la DİSK, *Yücel Top*, ont participé et protesté contre la junte.

Tous les documents relatifs au combat de l'Union pour la démocratie il y a 40 ans peuvent être consultés sur le site d'*İnfo-Türk*: <https://www.info-turk.be/tip-dib5.htm>

En 1980, j'avais 44 ans, İnci 40.

Quarante autres années ont passé depuis... Nous sommes désormais dans le camp des 'vieux' qui soutiennent le combat des jeunes générations pour la démocratie et la liberté.

Nous suivons et apprécions aujourd’hui la lutte de l’*Union pour la démocratie*.

En 2022, je célébrerai le 70^{ème} anniversaire de ma vie de journaliste qui a toujours été dans l’opposition, et la plus longue partie de celle-ci en exil, avec mes amis aux cheveux blancs qui sont toujours en vie et continuent de prendre part à la lutte pour la démocratie et la liberté.

Si des élections anticipées ont lieu et que le gouvernement islamo-fasciste qui sévit dans notre beau pays depuis 20 ans s’effondre, peut-être, en Turquie...

Ces élections doivent mettre fin à l’exil...

Artı Gerçek, 19 décembre 2021

Dans mon article d’il y a quinze jours intitulé ‘Les graines de grenade de l’exil politique...’, j’ai évoqué le chagrin causé par les décès successifs de deux de nos amis les plus précieux, *Doğan Akhanlı* et *Ali Ertem* au moment le plus créatif et le plus combatif de leur vie... L’Assemblée des exilés en Europe allait tenir sa 6^{ème} réunion annuelle le dimanche 12 décembre 2021. Elle dédiait son congrès “à la mémoire de ceux que nous avons perdus en exil”.

Une autre triste nouvelle, apparue sur les écrans aux premières heures de la journée du congrès, a forcé le report de la réunion au 19 décembre, une semaine plus tard. Notre ami révolutionnaire *Mahmut Özkan*, qui assume une grande responsabilité dans la préparation de cette réunion, ainsi que dans toutes les activités de l’Assemblée des exilés en Europe, et qui avait perdu son frère à la suite d’une grève de la fin en 2000, a appris que son père bien-aimé venait de mourir, un an après sa mère.

Dans un message sur WhatsApp, *Mahmut Özkan* a déclaré: «Le sentiment de ne pas pouvoir aller jusqu’à son

proche décédé et de ne pas pouvoir embrasser ses parents dans leurs derniers instants... La douleur de nous tous, qui ne pouvons rentrer dans notre pays... L'effet le plus notable du climat politique, de l'oppression et des persécutions créés par les systèmes réactionnaires, fascistes et dictatoriaux se fait sentir encore plus intensément lorsque nous ne pouvons pas aller voir nos morts et vivre notre douleur en serrant nos proches dans nos bras. Sachant que tout être vivant a une fin, nous vivrons notre douleur et continuerons notre lutte!»

Puis deux autres tristes nouvelles... Après le coup d'État du 12 septembre, nous avons perdu *Faruk Yüksel*, qui a contribué d'exil à la publication des journaux *Devrimci İşçi* et *Demokrat Türkiye*, et notre ami *Haydar Işık*, un auteur précieux et combattant de la liberté formé à Dersim.

Nous avons été témoins du côté organisateur de *Haydar Işık*, dont nous avons admiré le précieux travail en particulier pendant ses années d'exil, dans notre coopération lors de la préparation de la conférence internationale qui s'est tenue au Parlement européen il y a 13 ans, le 13 novembre 2008, à l'occasion du 70^{ème} anniversaire du *massacre de Dersim*.

Haydar Işık, qui a apporté une grande contribution à la réalisation de cette première conférence en tant que président de la *Société pour la reconstruction de Dersim*, a révélé dans son discours de nombreux faits qu'on avait tenté de dissimuler.

Cinq organisations d'exilés à Bruxelles, la Fédération des Arméniens en Europe, l'Association des Assyriens de Belgique, l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, l'Institut kurde de Bruxelles et Info-Türk ont aidé à organiser la conférence, et nous avons également publié en commun une déclaration de soutien. Lorsque le ministère turc des Affaires étrangères et les médias fascistes inféodés nous ont pris pour cible pour cette raison, nous avons reçu une grande solidarité de la part de *Haydar Işık*.

Et en plus de ces pertes en exil, le décès à Istanbul de notre cher ami *Yücel Sayman*, avec qui nous avons combattu

ensemble en Europe après le coup d'État du 12 mars et avec qui nous nous sommes retrouvés en tant qu'orateurs lors de la réunion intitulée "Nous appelons au jugement des putschistes" à Cologne il y a 11 ans...

Le 6^{ème} Congrès de l'Assemblée des exilés en Europe se réunit aujourd'hui dans cette douleur.

L'Assemblée des exilés en Europe (AEE) aura certainement son mot à dire et sa contribution à apporter dans le processus de renversement, à l'occasion des prochaines élections législatives, de l'AKP islamo-fasciste qui a contraint des dizaines de milliers de dissidents à l'exil avec les meurtres qu'il a perpétrés dans toutes les géographies du Kurdistan pendant 18 ans et la terreur qu'il a répandue en Turquie après la parodie de coup d'État de 2016, ne les lâchant pas en publiant des bulletins rouges et en engageant des tueurs à gages en exil, menaçant leur liberté et leur vie.

Le numéro 3 de la revue *Sürgün*, l'organe de presse de l'AEE, a également été publié la veille du 6^{ème} Congrès, le 18 décembre, Journée internationale des migrants, avec un contenu substantiel qui expose les problèmes de l'exil et propose des solutions.

Dans son éditorial "*Bonjour de l'exil...*", le comité de rédaction examine le problème de l'exil d'un point de vue de classe:

«Il est clair que le principal facteur qui constitue l'infrastructure de toutes les questions qui concernent la vie et la société provient du conflit entre les classes dirigeantes et les classes ouvrières exploitées et opprimées. Les conflits entre pays, les guerres civiles incitées sur base ethnique, religieuse, sectaire ou autres entre les peuples à l'intérieur des frontières d'un même pays, provoquées intentionnellement, les heurts, les pressions dans les quartiers et enfin, en conséquence de tout cela, les départs massifs, donc la migration forcée, donc l'exil.

«Aujourd'hui, alors que les classes inférieures ou les classes ouvrières, composées de pauvres et d'affamés, consti-

tuent la grande majorité du monde, ce système d'exploitation a transformé le climat mondial en un désastre en raison d'une production axée sur le profit. Et bien que ce système aboutisse à la catastrophe, il ne peut se détourner de l'ambition du "profit, encore du profit". Nous sommes dans une période où les guerres, les occupations et les migrations volontaires ou forcées pour de meilleures conditions de vie, c'est-à-dire l'exil, en raison du fait que le grand groupe du capital, qui compte un total d'environ 2000 personnes dans le monde, possède près de 90 % de la production industrielle mondiale, augmentent de façon exponentielle.

«L'occupation, la guerre, les conflits, les difficultés économiques, les pressions politiques, les arrestations, la torture, les massacres, les violations des droits de l'homme et l'augmentation géométrique de la faim sont les principales raisons de la migration de millions de personnes. Les problèmes de l'exil, des réfugiés et de la migration ont été placés sur une base plus juridique, surtout après la Seconde Guerre mondiale. Au cours de la période qui a suivi, ces droits ont été définis et développés dans le cadre de la lutte pour les droits de l'homme.

«Quelle que soit le nom qu'on leur donne, les droits des réfugiés, c'est-à-dire des exilés, qui sont légalement protégés par de nombreuses conventions internationales, sont basés sur les quatre premiers articles fondamentaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

«Or, au cours de la présente période, l'usurpation de ce droit se poursuit, en plus par l'application de la violence d'État ; les individus désespérés des peuples pauvres qui sont à la recherche de ces droits sont confrontés à de nombreux décès, abus, harcèlements et viols. Les opprimés qui quittent leurs lieux de vie à cause de la guerre, de l'oppression, de la persécution, de la torture et de raisons économiques et s'embarquent dans un voyage difficile et dangereux, incertain se heurtent à des obstacles lorsqu'ils arrivent aux frontières de

l'Europe pour exercer leur droit d'asile, et ils sont à nouveau confrontés aux pratiques inhumaines qu'ils ont fuies.»

Je partage les parties de mon article consacrées aux élections:

«Peu importe que cela se produise en 2023 ou plus tôt en raison de la pression, de problèmes économiques et sociaux de plus en plus graves...la Turquie est maintenant entrée dans l'arène électorale au sens propre du terme.

«Depuis que le diktat AKP-MHP a rendu le terrorisme d'État de plus en plus brutal et les conditions de vie de la population insupportables, il n'a pas seulement augmenté le soutien de masse en Turquie et dans la migration, il a déjà perdu sa crédibilité sur la scène internationale en raison des agressions qu'il commet sur trois continents et trois mers au nom de la conquête turco-islamique.

«Toutes les conditions objectives sont réunies pour que l'opposition porte le coup final à ce régime islamo-fasciste lors des prochaines élections... C'est pour cette raison, alors que la recherche d'une 'alliance' entre les partis d'opposition s'intensifie, on discute de la question de savoir si le nouveau gouvernement qui sera formé après les élections devrait commencer par le "règlement de comptes" ou la "réconciliation".

«En tant que journaliste qui a personnellement vécu l'excitation de 7 élections législatives sur le sol turc pendant 75 ans depuis 1946, date à laquelle les premières élections multipartites ont eu lieu, et a partagé l'excitation de 13 élections législatives à 3 000 kilomètres de distance, comme j'en serai peut-être témoin pour la dernière fois, cette 21^{ème} élection législative m'émeut plus que jamais. Tout comme l'excitation que j'ai ressentie avant les élections de 1965, lorsque le Parti ouvrier de Turquie, que j'ai pleinement soutenu en tant que directeur du journal *Akşam*, a rejoint pour la première fois la vie politique du pays pour laisser sa marque à gauche.

«Bien que je n'aie pas le droit de vote parce que j'ai été

déchu de ma citoyenneté, je suis attentivement les explorations et propositions des partis d'opposition pour la démocratisation et une vie pacifique. J'estime qu'il est de mon devoir de présenter les plus cohérents d'entre eux à l'électorat à l'étranger et de les expliquer aux organisations internationales et aux médias.

«Sans aucun doute, aujourd'hui, comme lors des élections il y a 56 ans, il n'y a pas un seul parti sur lequel tous les citoyens placent leurs espoirs en faveur de la démocratie, de la paix et de la justice sociale.

«D'une part, l'Alliance nationale, dirigée par le CHP et le Bon Parti (İYİP), avec la participation des tout nouveaux partis résidus de l'AKP, qui essaient de se renforcer en se réconciliant avec les partis convictionnels et les cercles ultranationalistes, d'autre part le HDP, fondé il y a 9 ans, qui a obtenu de bons résultats lors des trois élections législatives auxquelles il a participé jusqu'à présent, qui a réussi à devenir le troisième plus grand parti de la Grande Assemblée nationale de Turquie lors des deux dernières élections, appelle toutes les forces de gauche à se rassembler au sein d'une nouvelle alliance pour remplir sa mission de 'concrétiser la République démocratique'.

«Outre cette initiative du HDP, qui a soutenu les candidats du CHP lors des dernières élections locales et a assuré la défaite de l'AKP dans les métropoles de l'ouest du pays, telles qu'Istanbul, Ankara et Izmir, on apprend que certains partis de gauche négocient également séparément entre eux pour former une 'troisième alliance'.

«Selon les données du bureau du procureur général près la Cour de cassation, il existe encore plus de 20 partis de gauche actifs en Turquie... En plus de ces partis légaux, il est vital que les partis et les organisations de gauche, qui n'ont pas été légalisés pour différentes raisons, mais qui ont une représentation significative dans les masses, prennent également part à des positionnements d'opposition.

«Lorsque cet article sera publié dans le numéro 3 de Sür-gün, on saura peut-être quand les élections auront lieu, et en particulier quel type d’alliance électorale les partis de l’opposition de gauche formeront.

«Même si ce n’est pas le cas, je considère qu’il est de mon devoir, en tant qu’exilé depuis 50 ans, d’adresser un rappel au HDP et à tous les partis de gauche qui participeront aux élections en alliance avec lui ou de différentes manières.

«Parmi les objectifs prioritaires à déterminer pour la démocratisation de la république figure la solution définitive des problèmes de la migration en général et de l’exil politique en particulier.

«Bien, j’en reviens aux élections qui se rapprochent...

«Nous espérons tous que les derniers développements politiques en Turquie soient couronnés en 2023 au plus tard, peut-être en 2022 avec des élections anticipées par une “République démocratique” où toutes les identités et différences coexistent librement, sur un pied d’égalité et en commun”, comme l’a déclaré l’appel du HDP.

«Ce n’est qu’ainsi que ceux qui ont été endoctrinés par les discours sur la grandeur de la race turque et de l’islam dans les pays d’accueil des immigrants ainsi qu’en Turquie cesseront d’être distants et même hostiles à l’égard des cultures des autres peuples de Turquie, *les Assyriens, le Arméniens, les Yézidis, les Grecs et les Kurdes*. Tous les *Assyriens, Arméniens, Yézidis, Grecs, Kurdes et Turcs* de notre immigration vivront et exerceront leur créativité en toute fraternité sans subir la douleur d’attaques perfides dans les pays où ils vivent.

«L’une des principales tâches du gouvernement de la République démocratique devrait être de sauver les 7,6 millions d’immigrants turcs à l’étranger de l’endoctrinement islamofasciste.

«Une autre tâche urgente est de mettre fin à toutes les pressions exercées sur les exilés politiques, aux menaces qui pèsent sur leur vie et aux bulletins de recherche de toutes les cou-

leurs. Tout comme cela a été fait après le renversement de la junte fasciste en Grèce en 1974, il s'agit d'accorder pleinement les droits de citoyenneté à tous les exilés politiques, d'éliminer tous les obstacles à leur libre retour dans leur pays et d'exercer leur profession et leur travail politique en Turquie.

«Pour cette raison, les organisations démocratiques d'immigrés, en particulier l'Assemblée des exilés en Europe, qui se battent sur ces questions depuis des années, de même que les institutions qui représentent les diasporas assyrienne, arménienne, yézidie, grecque et kurde, soient prises dès à présent comme interlocuteurs par les partis candidats à constituer le pouvoir de la République démocratique.»

Si on veut vraiment démocratiser la Turquie, il faut que leur volonté se reflète dans les urnes, et que l'exil soit désormais révolu et disparaisse dans les oubliettes de l'histoire.

Dernière leçon de son instituteur à Tayyip...

Artı Gerçek, 26 décembre 2021

Le 6^{ème} Congrès de l'Assemblée des exilés en Europe (AEE) s'est tenu en visioconférence dimanche dernier. Être, même en distanciel, avec des amis que je n'ai pas pu rencontrer depuis longtemps ou que je n'ai pas eu l'occasion de connaître personnellement, suivre leurs opinions et leurs propositions, partager la même détermination dans le combat, a été une lueur d'espoir dans un environnement assombri par la tyrannie de Tayyip et les menaces du Covid...

Le nouveau comité exécutif composé de 12 exilés est chargé de la responsabilité de rendre l'AEE "dans cette période où des centaines de milliers de migrants et d'exilés qui ont fui les politiques barbares et oppressives du système impérialiste-capitaliste, qui ont dû quitter leur patrie à cause des guerres, des problèmes de subsistance, de l'oppression poli-

tique et de la torture sont aux portes de l'Europe, où ils sont refoulés par les violences policières et les rapines aux frontières de la Grèce, de la Pologne et de la Biélorussie, où le nombre d'exilés dont les libertés ont été restreintes par les recherches d'Interpol a augmenté et où la dictature fasciste qui règne en Turquie a intensifié sa répression et les arrestations de tous les dissidents. “

Il serait sans aucun doute, très injuste d'attendre que cette responsabilité incombe uniquement à des amis qui portent le fardeau de cette lutte depuis dix ans... Les amis qui ont pris la parole au Congrès en ont appelé à ce que tous les citoyens de la république de Turquie conscients de ce que signifie être exilé politique, en particulier nos amis influents dans les médias, dans le monde académique et dans les organisations de défense des droits de l'homme contactent la direction de l'AEE, et contribuent à faire entendre sa voix, renforcer ses activités et contribuent au contenu de son organe de presse *Sürgün* ainsi qu'à sa publicité.

Au congrès de l'AEE, nous nous sommes réunis dans la douleur d'avoir perdu l'un après l'autre deux de nos camarades en lutte en exil, *Doğan Akhanlı* et *Ali Ertem*. Et comme si cela ne suffisait pas, nous avons appris avec une grande tristesse le 17 décembre le décès de notre ami *Haydar Işık*, un écrivain et combattant de la liberté, formé à Dersim.

Comme je l'ai toujours mis l'accent dans tous mes discours et dans mes articles dans *Sürgün* depuis la création de l'AEE: «Si l'exil est un destin sans retour, faire du lieu où vous vous trouvez une deuxième maison, y poursuivre le combat en utilisant toutes les opportunités et en acquérant de nouveaux talents est une autre façon honorable de vous respecter, de servir votre peuple, votre culture et la terre où vous êtes né. Les meilleurs exemples en ont été donnés par des personnes créatives dans le domaine de l'art et de la science telles que *Nazım Hikmet*, *Yılmaz Güney*, *Ahmet Kaya* et *Fahrettin Petek*.»

Dans le dernier numéro de *Sürgün*, *Engin Erkiner* signait un article intitulé “L’exil créatif”, dans lequel il donnait les exemples de *Doğan Akhanlı* et *Gökhan Harmandalioğlu*, qui est décédé le 20 mars dernier à Cologne en disant: «La première condition d’un exil créatif est de ne pas se définir dans le cadre des activités que l’on a menées dans le pays que l’on s’est trouvé forcé de quitter, mais de sortir de ce cadre, si pas tout de suite, avec le temps.»

Harmandalioğlu, qui avait été sévèrement torturé en Turquie après le coup d’État du 12 septembre, s’était renouvelé en Allemagne où il a été en exil pendant 33 ans, préparant des documentaires, écrivant des livres et des articles.

Ganime Gülmez, membre active de l’AEE et l’une des collaboratrices de *Sürgün*, vétérane des grèves de la faim, souligne la nécessité de vivre l’exil de manière créative et combative. Dans son article intitulé “Exil: humilité, patience et défi!”, elle attire l’attention sur nos responsabilités avec une citation importante de l’écrivain révolutionnaire uruguayen *Eduardo Galeano*, mort il y a six ans, et qui a vécu pendant de nombreuses années en exil: «L’exil m’a appris l’humilité et la patience. Je crois que l’exil est un défi permanent. Il faut de l’humilité et de la patience pour transformer ce processus, qui a commencé comme une période d’inadéquation ou de punition résultant d’une défaite, en une période de création, et pour le considérer comme un nouveau front de lutte.»

Il y a six mois, alors qu’elle présentait le dernier livre de notre ami *Ergün Sönmez*, une des figures éminentes de l’exil créatif et combatif, qui poursuit obstinément son combat malgré de graves problèmes de santé, *Ganime Gülmez* a indiqué:

«Les moments historiques, les paysages géographiques, humains, et reflétant les modes de vie qu’*Ergün Sönmez* a insérés dans toute une vie sont très précieux en ce sens qu’ils contiennent une partie importante de l’histoire de la Turquie et de l’histoire de l’Europe où il a vécu par la suite. Comme

il le dit: “On peut dire que l’amour est la relation spéciale de l’individu avec un autre individu, avec quelque chose, la patrie, les gens, la nature, l’art ou une idée, la liberté, l’idéologie et le sentiment qu’il a de lui-même. Heureusement que je suis né à Ergani. C’est sans doute à cela que nous devons notre solidité. [...] Ces oppressions, violences et discriminations que j’ai vécues et vues à Ergani ont été les premiers stimuli dans la formation de ma conscience, qui ont fait de moi plus tard un guerrier du combat social.” Et toute l’histoire de sa vie, qu’il racontera plus tard, se construit sur base de ce sentiment, de ‘l’amour’ et d’une ‘conscience de guerrier du combat social.»

Arrivé en Allemagne en tant que “travailleur migrant”, et y ayant travaillé comme ouvrier à l’usine pendant des années tout en s’améliorant intellectuellement, *Ergün Sönmez* est, tout comme *Ali Ertem*, décédé le mois dernier, un de nos camarades qui a pris une part active aux luttes sociales et politiques à la fois du pays d’où il venait et du pays dans lequel il vivait...

Ergün Sönmez, qui a écrit 16 ouvrages en allemand et en turc sur diverses questions sociales et politiques, en particulier sur la lutte contre le fascisme et l’impérialisme, l’organisation socialiste et la question kurde pendant 40 ans, a raconté sa vie dans son dernier livre intitulé ‘*Travailleur migrant/académicien: exil volontaire*’.

Ragıp Zarakolu, le fondateur des éditions Belge, qui a publié le livre, a présenté *Ergün Sönmez* dans son article paru dans *Artı Gerçek* le 15 janvier 2020:

«Dr. *Ergün Sönmez* est né en 1936 à Ergani, dans la province de Diyarbakır. Il a fréquenté l’école primaire et secondaire à Ergani et le lycée à Diyarbakır. En 1957, il entre à la Faculté d’économie de l’Université d’Istanbul, en même temps qu’il étudie à l’Institut supérieur de journalisme. Entre 1962 et 1964, il a servi comme officier de réserve pendant un an et demi à l’école primaire de Piyalepaşa à Kasımpaşa. C’est là qu’il a enseigné au président Erdoğan en 4^{ème} et 5^{ème}

année. Il a commencé à travailler à İşbank en 1965. Il est allé en Allemagne en 1966, a travaillé comme simple ouvrier pendant quatre ans, puis a enseigné à Berlin pendant vingt-six ans. En 1979, il a obtenu son doctorat en sociologie et en économie à l'Université libre de Berlin. En plus de ses activités syndicales, il a travaillé dans des partis socialistes. Ergün Sönmez, qui est également joueur de ney, vit toujours en Suisse avec sa femme et sa fille. Il a publié de nombreux ouvrages en allemand et en turc. Ses livres, *L'impérialisme collectif* et *L'impérialisme collectif et la position de la Turquie*, interprètent la situation mondiale dans laquelle nous vivons et la position de la Turquie dans celle-ci.»

Dans son article intitulé “Rencontre à Potsdam”, également publié dans *Artı Gerçek* le 13 avril 2021, *Zarakolu* dit ce qui suit à propos d'Ergün:

«Ergün Sönmez a pris la route dans les conditions les plus difficiles pour pouvoir étudier. Il est allé à Diyarbakır pour le lycée et à Istanbul pour l'université. Dès l'enfance, il a été témoin de la ségrégation et de la discrimination. C'est ainsi qu'il a appris sa kurdité, et qu'il était socialiste. Il a repoussé du revers de la main la possibilité de devenir un universitaire turquiste.

«Il a accepté d'être ouvrier en Allemagne, il y a migré. Il a obtenu son doctorat tout en travaillant. Il a toujours fait partie de la lutte de classe, en tant qu'homme de devoir éloigné de tout carriérisme. Il a été enseignant 28 ans durant pour la classe ouvrière, pour les enfants des travailleurs, et a exercé des activités syndicales. Avec ses livres, Ergün Sönmez s'est efforcé d'instaurer un monde plus humain et égalitaire. Dans ses livres, il a expliqué l'impérialisme collectif, la position de la Turquie dans celui-ci, le problème kurde et l'émigration. Certains de ses livres, publiés en allemand, attendent d'être traduits en turc.»

Ergün Sönmez, qui a le même âge que moi, est mon camarade depuis un demi-siècle.

Il explique dans son livre: «En 1965, je suis devenu membre du Parti ouvrier de Turquie, pour la première fois légalement établi et opérant en Turquie. Mes contacts avec les membres du parti étaient le professeur İdris Küçükömer, Doğan Özgüden, İnci Tuğsavul et quelques amis du TİP à Hambourg. İdris et Doğan sont deux personnalités dont la classe ouvrière et les travailleurs de Turquie peuvent être fiers, tant dans le parti que dans leur travail professionnel.»

Nous nous sommes rencontrés personnellement Ergün et nous pour la première fois au cours de la deuxième année de son immigration, lorsqu'il est venu visiter le revue *Ant* pour soutenir la campagne de publication d'un quotidien socialiste que nous allions lancer avec les dirigeants de la DİSK. Dès son arrivée d'Allemagne, il a d'abord rencontré son professeur de la Faculté d'économie, İdris Küçükömer, un auteur de *Ant*, et il l'a mis en contact avec nous.

Malheureusement, cet important projet de quotidien socialiste n'a pas pu être réalisé en raison de la scission qui a commencé au sein de la direction du TİP après les *événements de Tchécoslovaquie*, malgré l'insistance des dirigeants de la DİSK, qui étaient également fondateurs du parti.

Nous allions rencontrer *Ergün* pour la deuxième fois, non pas en Turquie, mais à Berlin, après le coup d'État du 12 mars 1971, alors que nous étions en exil et vivions dans l'illégalité.

Après avoir établi les premiers contacts en Belgique, en France et en Suède pour organiser le *Mouvement de résistance démocratique*, nous nous étions rendus à Berlin-Ouest à l'été 1971. Lorsque nous sommes allés rendre visite à *Hakkı Keskin*, le président de l'*Union des étudiants turcs d'Allemagne* (ATÖB) à l'Université libre de Berlin (FU), avec qui nous avons fait campagne contre sa déchéance de nationalité turque les années précédentes, comme il ne nous connaissait pas personnellement et qu'il y avait des rumeurs

selon lesquelles j'étais en prison en Turquie, il a hésité à nous rencontrer immédiatement. Pour s'en assurer, il a appelé dans sa chambre *Ergün Sönmez*, un doctorant qui vivait dans la même cité d'étudiants et qui nous connaissait personnellement. Quand *Ergün* nous a vus, il nous a embrassés avec émotion, et *Hakkı* nous a accueillis chaleureusement, confiant en notre identité.

Durant notre séjour de quatre mois à Berlin, *Ergün*, sa femme *Monique Sansonnens* et leurs amis de Turquie ont toujours été solidaires de notre lutte. Après avoir déménagé à Paris pour mener une campagne de protestation plus efficace à l'Ouest après la condamnation à mort de *Deniz Gezmiş* et de ses amis, notre relation avec *Ergün* et *Monique* n'a jamais cessé.

En 1974, lorsque nous avons créé une coopérative à Bruxelles pour publier *Info-Türk*, ils ont été parmi ses fondateurs. Nous nous rencontrons à chaque fois que nous allions à Berlin, et ils ont été nos hôtes à de nombreuses reprises, tant à Paris qu'à Bruxelles.

İnci et moi sommes honorés d'avoir écrit une présentation des livres d'*Ergün Sönmez*, *La femme au Proche Orient*, publié en 2012, et *L'impérialisme collectif*, publié en 2015.

Une des pages les plus intéressantes de la vie tumultueuse d'*Ergün* est la présence de *Recep Tayyip Erdoğan*, qui avait 10 ans à l'époque, parmi ses élèves de l'école primaire *Kasımpaşa Piyalepaşa* d'Istanbul, où il a enseigné en tant qu'officier de réserve entre 1962 et 1964...

Dans les dix pages qui terminent ses mémoires, *Ergün* inclut deux longues lettres qu'il a écrites à Erdoğan en 2009 et 2015.

Il clôture ainsi sa deuxième lettre datée de 2015:

«Il n'est possible de créer une Turquie qui assure le bien-être de sa population qu'en utilisant tout le potentiel de la Turquie dans un État de droit démocratique et universel. Une Nouvelle Turquie, comme vous l'appellez souvent, ne peut

être réalisée que dans l'égalité de tous les peuples vivant dans son histoire et sa géographie héritées de l'héritage ottoman, et dans un État de droit démocratique et universel. Malheureusement, ces dures réalités de la Turquie n'ont pas été prises en compte, et la guerre insensée a recommencé après les élections comme d'habitude. Maintenant, que vous reveniez au pouvoir seul avec de nouvelles élections ou que vous fassiez une coalition parce qu'un seul parti est impuissant à assurer le pouvoir, tant que ces problèmes historiques ne seront pas résolus, non seulement vous et le parti que vous avez créé perdrez, mais la Turquie perdra toujours.»

À la fin de ses mémoires, publiées cette année, il dit:

«Je n'ai jamais renoncé à enseigner. À tel point que j'ai essayé d'avertir à deux reprises le président actuel, Recep Tayyip Erdoğan, qui a été mon élève pendant un an et demi à l'école primaire. Je lui ai écrit deux fois, en 2009 et en 2015, pour résoudre les principaux problèmes de la Turquie, en particulier le problème kurde. J'ai joint deux de mes livres à ces lettres.

«Aujourd'hui, dans la crainte de perdre les élections, Erdoğan s'accroche entièrement à l'État profond, et a causé la débandade de son parti. Les problèmes de la Turquie se sont malheureusement accrus et le néofascisme du 12 septembre est monté d'un cran. Cette situation est affligeante, mais je ne désespère pas. Les peuples de Turquie peuvent, par une union et un combat antifasciste, venir à bout de ce néofascisme. L'important, c'est de ne renoncer à aucune étape de notre vie.»

Ne renonce jamais à enseigner, mon cher *Ergün Sönmez*, ami créatif et combatif en exil... Même si ton ancien élève installé aujourd'hui au sommet de l'État ne t'a pas écouté, il y a beaucoup de leçons à tirer de tes écrits dans la lutte pour la liberté, la démocratie et le socialisme...

Un document qui a marqué l'an 2021!

Artı Gerçek, 2 janvier 2022

J'écris cet article à l'aube, alors que Bruxelles, la capitale de l'Europe est, comme toutes les métropoles du monde, plongée dans un profond sommeil après la célébration du Nouvel An.

Il n'y a pas de célébration du Nouvel An qui ait laissé une marque dans ma mémoire de la première décennie de ma vie, qui compte presque 86 ans... Comment d'ailleurs cela aurait-il pu être dans l'environnement anxiogène de la Seconde Guerre mondiale, alors même que la Turquie n'y avait pas réellement participé? Et en particulier dans les villages pauvres de la steppe anatolienne, où j'ai fréquenté l'école primaire en tant que fils de cheminot, personne n'avait le luxe de célébrer le réveillon du Nouvel An.

Le premier réveillon du Nouvel An dont je me souviens, c'était il y a exactement 75 ans... Après avoir obtenu mon diplôme d'école primaire à l'été 1946, j'ai pu retrouver ma famille de cheminots qui, après une gare intermédiaire en Anatolie, avaient été affectés à Ankara, et j'étais élève de première année de la classe moyenne au lycée Atatürk.

Après des années de dictature du parti unique, des élections générales multipartites avaient eu lieu pour la première fois le 21 juillet 1946. Le *Parti démocrate (DP)*, qui avait participé aux élections en tant que seul parti d'opposition parce que les partis de gauche et les syndicats nouvellement établis avaient immédiatement été fermés en vertu de la loi martiale, est entré au Parlement en remportant 64 députés malgré de nombreuses irrégularités dans le vote et des pressions sur les électeurs.

Tant dans notre quartier que dans notre école, toutes les discussions portaient sur les débats post-électorales. Chez nous, la première célébration du Nouvel An, le 31 décembre 1946, a été marquée par des débats de parti qui ne se sont ar-

rêtés qu'à l'annonce des numéros gagnants de la loterie nationale à la radio à minuit, débats qui étaient même devenus blessants à un moment donné.

Ces célébrations annuelles du Nouvel An en famille appartiennent au passé pour moi depuis que j'ai commencé à travailler comme journaliste en 1952... Dans les journaux pour lesquels je travaillais, je me portais volontaire pour publier le numéro du 1^{er} janvier le dernier soir de l'année afin de permettre à mes collègues mariés de célébrer le Nouvel An en famille. Lorsque l'horloge sonnait minuit, nous célébrions le Nouvel An en sirotant un verre de vin avec des amis travaillant dans l'atelier de typographie et à l'imprimerie.

Après avoir rejoint le Parti ouvrier de Turquie, qui a commencé à s'organiser en 1962, les célébrations du Nouvel An sont devenues plus une occasion pour moi et mes amis de partager la détermination dans la lutte en chantant des hymnes révolutionnaires et en récitant des poèmes, plutôt qu'un divertissement.

À une exception près: le réveillon du Nouvel An, qui relie 1964 à 1965... C'était l'époque où je travaillais à transformer le journal *Akşam* en quotidien de gauche. İnci, qui travaillait comme reporter au bureau d'Ankara du journal, était également venue à Istanbul pendant les vacances du Nouvel An. Ce soir-là, alors que nous décidions d'unir nos existences et de lutter ensemble pour la vie, j'ai offert à İnci la *Sonate à Kreutzer* de *Beethoven* interprétée par *David Oistrakh*, le 'violon rouge', tandis qu'elle m'offrait la *Toccatà et Fugue* de *Bach* interprétée par *Albert Schweitzer*...

Dans les années qui ont suivi, alors que nous dirigeons ensemble *Akşam* puis *Ant*, nous avons continué à passer le réveillon du Nouvel An avec nos camarades de lutte à chanter des hymnes révolutionnaires et à réciter des poèmes jusqu'à ce que nous soyons expulsés de Turquie par le coup d'État du 12 mars.

Nos réveillons du Nouvel An en exil ont souvent été dou-

loueux... L'histoire de ceux-ci a été publiée il y a deux ans dans *Artı Gerçek* dans mon article où je les décris en détail: "Les réveillons doux-amers du Nouvel An en exil..."

Il y a 35 ans, nous avons vécu le premier réveillon plein d'espoir en exil, dans la nuit entre 1987 et 1988. La raison principale en était qu'au cours de l'année qui s'était écoulée, nous, en tant qu'exilés politiques, avons réalisé une unité importante, indépendamment des différences d'opinion et d'organisation.

Après le coup d'État du 12 septembre, 13.788 personnes, en particulier celles qui résistaient à l'étranger, ont été déchues de leur nationalité turque. Le 23 septembre 1987, à l'occasion de la visite à Berlin de *Turgut Özal*, qui avait signé toutes ces décisions de déchéance de nationalité, d'abord en tant que Vice-premier ministre puis en tant que Premier ministre, nous, exilés politiques, avons tenu une conférence de presse conjointe au Sénat allemand où nous avons expliqué à l'opinion publique mondiale ce qu'il fallait faire pour une véritable démocratisation de la Turquie. La présidente du TİP, *Behice Boran*, le président du TSİP, *Ahmet Kaçmaz*, le président du TÖS, *Gültekin Gazioğlu*, et les dirigeants en exil de la DİSK soit assistaient à notre déclaration ou l'avaient signée.

Certains des amis en exil, qui se fiaient aux promesses répétées de "démocratisation" d'Özal juste pour obtenir le soutien des pays européens, ont commencé à retourner en Turquie, malgré le fait que la répression, les arrestations et la torture continuaient. Les secrétaires généraux du TKP et du TİP sont rentrés ensemble le 16 novembre 1987 au pays, où ils ont immédiatement été arrêtés.

En 1986, nous étions conscients que nous ne pourrions pas rentrer dans le pays avant peu, car nous avons publié un volumineux livre noir, intitulé *Black Book on the militarist "democracy" in Turkey*, adressé à l'opinion publique mondiale.

Le Premier ministre *Turgut Özal*, qui est venu en Belgique le 4 mars 1988 pour ouvrir la porte de l'Union européenne grâce au séduisant slogan de "démocratisation", a prouvé qu'il ne nous serait pas possible de revenir en Turquie avant longtemps.

Lors d'une conférence de presse au Centre international de presse à Bruxelles, *Turgut Özal*, furieux que nous l'ayons interrogé sur les violations des droits de l'homme en Turquie, quitta la salle. Dès son retour en Turquie, *Turgut Özal* a chargé le Consulat général de la République de Turquie à Bruxelles de nous notifier pour la deuxième fois par lettre recommandée que nous avons été déchus de notre nationalité turque le 26 mai 1988, cinq ans exactement après avoir été privés de notre citoyenneté.

Entre-temps, les arrestations, les condamnations, les actes de torture et les opérations militaires contre la nation kurde se poursuivaient en Turquie.

C'est dans un tel environnement que fut créé les 10 et 11 décembre 1988 à Cologne, en Allemagne, le *Tribunal international contre le régime du 12 septembre...*

Le jury, composé d'avocats, de scientifiques, de défenseurs des droits humains, de politiciens et de syndicalistes de renommée internationale, a condamné le régime du 12 septembre après avoir entendu pendant deux jours des témoins qui avaient été victimes de diverses manières.

Server Tanilli, Şerafettin Kaya, Gültekin Gazioğlu, Nihat Behram, Ömer Polat, Tariff Okkaya, Turgan Arınur, Yücel Top, Arife Kaynar et moi-même avons également témoigné au procès. L'histoire de notre cher ami *Enver Karagöz*, arrêté alors qu'il travaillait comme enseignant à Artvin et torturé en versant de l'eau bouillante dans la gorge, a secoué le jury, les membres et les spectateurs du procès.

Après la condamnation qu'il a prononcée, le Tribunal a également lancé un appel aux institutions internationales en ces termes:

- Les politiques, la justice et le droit du 12 septembre, qui pèsent lourdement sur le peuple, doivent être annulées.

- Une amnistie générale doit être décrétée, tous les prisonniers politiques doivent être libérés immédiatement, la peine de mort doit être abolie, la torture, les mauvais traitements et les conditions de vie inhumaines dans les prisons doivent cesser.

- Le droit des peuples de Turquie à l'autodétermination doit être reconnu, et la pratique de l'exil doit définitivement prendre fin. Les représentants du gouvernement et de l'État, les membres de la police et de l'armée, ainsi que les forces derrière la torture et les massacres doivent être poursuivis et punis.

- Le droit à la liberté d'organisation et d'activité politiques et syndicales doit être respecté dans la pratique.

- L'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne devrait être reportée jusqu'à ce que les droits de l'homme soient garantis en Turquie.

- Il doit être mis fin à l'aide militaire à la Turquie de même qu'au soutien au régime.

Des informations détaillées en turc sur la création du *Tribunal international contre le régime du 12 septembre*, les membres du jury, les témoins qu'il a écoutés et son verdict peuvent être trouvées dans le magazine *Özgürlük Dünyası*.

Le verdict de ce tribunal international nous a plu et nous a donné de l'espoir, ainsi qu'à tous les exilés. C'est pourquoi nous avons célébré le réveillon du Nouvel An entre 1988 et 1989 avec beaucoup d'enthousiasme avec nos amis bruxellois.

Mais 33 ans ont passé depuis. L'obscurité du fascisme du 12 septembre règne aujourd'hui comme celle du fascisme islamiste. En exil comme dans notre pays, le réveillon du Nouvel An ne peut encore être célébré avec bonheur et espoir.

Dans cette obscurité, alors que l'année 2021 se rapprochait de sa fin, un document qui m'est parvenu par la poste est devenu un des meilleurs cadeaux de Nouvel An que j'ai reçus ces dernières années.

Le document de 64 pages contient la décision motivée du Tribunal Turc qui s'est réuni à Genève en septembre, qui condamne le régime d'Ankara.

Le *Prof. Dr. Johan Vande Lanotte*, ancien ministre belge et président du Parti socialiste flamand, qui a lancé l'initiative du Tribunal Turc, a indiqué dans un message privé qu'il m'a adressé en plus de cet important document qu'environ 70.000 personnes de 85 pays ont suivi les audiences sur YouTube chaque jour, soulignant que le tribunal s'occupera des violations des droits de l'homme en Turquie tant qu'elles se poursuivront.

Le message de *Johan Vande Lanotte* m'a non seulement fait très plaisir, mais m'a aussi ramené 22 ans en arrière.

En 2000, la Fondation religieuse turque *Diyanet*, dont l'ambassadeur de Turquie est le président d'honneur, a organisé une campagne dans les mosquées, les associations et les épiceries turques sur le slogan *L'intérieur de la terreur du PKK: les voici!*, distribuant un livre sur ce thème.

Un tableau figurant dans le livre, qui a été écrit par un des correspondants du quotidien *Hürriyet* à Bruxelles et qui porte une fausse signature, désignait, aux côtés de toutes les associations kurdes de Belgique, *l'Institut kurde de Bruxelles*, *Info-Türk*, *l'Association Culturelle Mésopotamie des Assyriens* et *l'Association des Arméniens démocrates de Belgique* comme directement affiliés au Secrétariat régional du PKK.

Dans la section consacrée à *Info-Türk*, il était affirmé que *Doğan Özgüden* avait participé à toutes les activités anti-turques en Belgique, et qu'après les incidents de Saint-Josse en 1994, il avait publié une déclaration commune avec des associations kurdes, arméniennes et assyriennes, révélant clairement sa relation avec le PKK.

Le livre, revenant aussi sur une émission de télévision à laquelle j'avais également participé à l'époque où la télévi-

sion kurde *Med TV* venait de commencer à émettre à Bruxelles, avec la participation téléphonique de *Abdullah Öcalan* qui, en rappelant mes luttes en Turquie avant 1971, m'avait personnellement salué, le mentionnait comme preuve de ma relation avec le PKK.

L'aspect le plus ridicule du livre était l'affirmation selon laquelle 22 politiciens belges de différentes allégeances politiques étaient au service du PKK.

Georges-Henri Beauthier, avocat bien connu et président de la Ligue belge des droits de l'homme, a également été accusé de soutenir les terroristes en Turquie, après avoir suivi le procès de *Göktepe*, reporter du quotidien *Evrensel*, avec plusieurs observateurs européens.

Johan Vande Lanotte était vice-Premier ministre et ministre du Budget au sein du gouvernement fédéral belge en 2000 lorsqu'il a été la cible de cette agression par voie de presse.

Oui, 21 ans ont passé depuis...

Johan Vande Lanotte est resté un des leaders de la lutte internationale contre la violation des droits de l'homme en Turquie, comme il l'était à l'époque.

L'*Opinion du Tribunal de la Turquie* qu'il m'a envoyée est sur mon bureau comme l'un des souvenirs les plus précieux de notre lutte en exil.

L'opposition des masses au diktat de Tayyip en Turquie se renforce de jour en jour...

Si les partis d'opposition parviennent à s'unir sur une plateforme démocratique et à réussir cette année, ou en 2023, qui coïncide avec le centenaire de la République, s'ils peuvent déchirer ces ténèbres et vaincre la dictature fasciste islamiste, s'ils peuvent jeter les premières bases d'une république démocratique, ce sera le plus grand cadeau non seulement pour nous, les exilés, mais aussi pour *Johan Vande Lanotte*, qui soutient notre lutte au niveau international...

Sur le dernier parcours d'une course de 70 ans...

Artı Gerçek, 9 janvier 2022

J'écris cet article avec la tristesse de suivre les cérémonies de commémoration qui ont eu lieu à Istanbul à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de mon jeune collègue *Metin Göktepe* par la police il y a 26 ans. Reporter d'Evrensel, *Metin Göktepe* a été arrêté le 8 janvier 1996 alors qu'il couvrait les funérailles de deux détenus tués en prison. Il a été battu à mort par des policiers qui ont revendiqué un "traitement spécial pour les journalistes".

Ce meurtre ignoble commis à l'époque où le leader du DYP *Tansu Çiller* était Premier ministre et le leader du CHP *Deniz Baykal* vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, m'a beaucoup peiné, me rappelant la mort du célèbre artiste populaire *Victor Jara*, assassiné après le coup d'État fasciste de Pinochet au Chili en 1973, arrêté et enfermé dans un stade avec des milliers d'autres, assassiné après que ses doigts furent écrasés.

Janvier, le début de chaque année plein d'espoir et d'optimisme, est également entaché par d'autres meurtres ignobles dans notre pays...

Le 28 janvier 1921, le chef du Parti communiste de Turquie, *Mustafa Suphi*, et 14 de ses camarades ont été assassinés sur un bateau au large des côtes de Trabzon et jetés dans la mer Noire.

Que dire des autres massacres de journalistes commis au cours d'un siècle, du sultanat ottoman à la République de Turquie?

Un des chapitres les plus sombres de cette série noire, qui a commencé avec l'assassinat de *Hasan Fehmi* du journal *Serbesti* le 6 avril 1909, a sans aucun doute été le massacre de dizaines de journalistes et d'écrivains arméniens célèbres avec le déclenchement du génocide arménien en 1915. L'ouverture de cette page de honte, qui a été constamment dissi-

mulée dans notre histoire de la presse au même titre que le *génocide arménien*, n'a été possible que grâce aux enquêtes initiées en 1998 par *Necati Abay* de la Plateforme de solidarité des journalistes emprisonnés. Certains noms n'ont pu être inclus dans la liste des "journalistes assassinés" qu'après le meurtre de *Hrant Dink*.

Est-il possible de ne pas mentionner *Sabahattin Ali*, responsable des journaux *Marko Paşa* et *Zincirli Hürriyet*, abattu dans le dos par un homme armé par le gouvernement CHP près de la frontière bulgare le 2 avril 1948, pendant la période du soi-disant multipartisme après la Seconde Guerre mondiale en Turquie et dont la tombe a ensuite été détruite?

Abdi İpekçi, avec qui j'ai travaillé un temps au journal *Milliyet* dans les années 50 et 60, avec qui nous avons lutté pour la liberté de la presse et les droits des journalistes en activité a été assassiné le 1er février 1979, et l'éditeur socialiste *İlhan Erdost* le 7 novembre 1980 ; *Turan Dursun*, un chercheur de valeur qui, dans ses articles et ses livres, a déchiré le masque des islamistes, le 4 septembre 1990 ; le collaborateur d'*Özgür Gündem*, *Musa Anter*, le 20 septembre 1992 et l'écrivain de *Cumhuriyet*, *Ahmet Taner Kışlalı*, le 21 octobre 1999.

Encore une chose pénible: *Ahmet Taner Kışlalı*, que j'avais rencontré lorsqu'il était professeur à l'Université de Hacettepe avant le coup d'État de 1971, n'a pas hésité à établir des relations avec nous, même si nous étions en exil quand il était ministre de la Culture dans le *gouvernement Ecevit* formé en 1978.

Et malheureusement, *Kışlalı*, ministre dans le deuxième gouvernement établi par *Bülent Ecevit* avec le leader fasciste du MHP *Alparslan Türkeş*, sera assassiné sous le troisième gouvernement formé par cette coalition.

Le 9 janvier, date à laquelle sera publié le présent article, est un autre douloureux anniversaire: il y a neuf ans, trois femmes exilées de la lutte pour la liberté kurde, *Sakine*

Cansız, Fidan Doğan et Leyla Şaylemez, ont été assassinées au cœur de Paris par un tireur du MIT.

Non seulement Ankara a dissimulé le rôle de l'État turc dans le massacre brutal commis le 9 janvier 2013, mais neuf ans plus tard, la justice française n'a toujours pas fait la lumière sur le mystère qui entoure l'incident.

Comme je connaissais personnellement *Fidan Doğan*, une des trois victimes du massacre de Paris, dans le cadre des relations avec les médias, je considère ce meurtre comme faisant partie des "crimes contre les médias".

Depuis le milieu des années 80, j'ai été témoin des efforts déployés à l'étranger, en particulier à Bruxelles, la capitale de l'Europe, pour promouvoir la juste cause de la nation kurde auprès de l'opinion publique mondiale. J'ai vu avec satisfaction comment *Med TV*, la première chaîne de télévision kurde qui s'adressait au monde entier, a été créée avec succès par des journalistes kurdes malgré diverses difficultés, et comment ils ont défendu cette télévision contre les provocations de l'État turc et les pressions et les descentes des autorités belges. Je me suis fait un devoir de participer à leurs programmes et à leurs campagnes de solidarité.

Depuis 40 ans, de jeunes journalistes et écrivains kurdes expliquent avec audace la juste rébellion d'une nation opprimée à travers des journaux, des magazines et des publications de livres dans divers pays européens, ainsi qu'à travers les panels qu'ils organisent ou auxquels ils participent.

Fidan Doğan, née à Elbistan en 1982, faisait partie de ces jeunes journalistes kurdes. Après avoir travaillé dans des organisations de jeunesse et de femmes, elle est devenue membre du *Congrès national du Kurdistan* en 2002 et a assumé la responsabilité principale de l'établissement de relations diplomatiques avec le mouvement national kurde et de l'information de la presse.

Je l'ai rencontrée pour la première fois lors d'un séminaire sur les médias auquel je participais au siège de KNK à

Bruxelles. Au cours des années qui ont suivi, j'ai été témoin de son savoir-faire dans l'organisation de quelques rencontres internationales à Bruxelles et à Paris, auxquelles j'ai également assisté, et dans ses relations avec la presse.

Les anniversaires de la mort de deux jeunes journalistes en janvier, *Fidan Doğan*, que je connaissais personnellement, et *Metin Göktepe*, que je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer et de côtoyer parce que j'étais en exil, coïncident avec le 70^{ème} anniversaire de mes débuts en tant que journaliste.

J'ai débuté dans cette profession en 1952 en tant que sténographe au journal *Ege Güneşi* à Izmir, non pas pour être journaliste, mais simplement parce que je devais travailler en dehors des heures de cours et gagner ma vie juste pour suivre des études supérieures. En 1953, après mon passage au *Sabah Postası*, le premier quotidien qui a commencé à être publié à Izmir, fief du DP, en opposition au gouvernement Menderes, ma détermination à lutter pour les droits démocratiques et sociaux m'a obligé à choisir le journalisme comme profession principale. J'ai donc endossé tout jeune la responsabilité de ce journal.

Après 1959, après avoir travaillé pendant deux ans comme représentant dans la région égéenne du journal *Milliyet* d'Istanbul, je suis devenu le représentant du journal *Öncü*, qui a commencé à soutenir le Parti ouvrier de Turquie, qui a commencé à s'organiser en 1962. En 1963, je me suis rendu à Istanbul à la demande du président du parti *Mehmet Ali Aybar*, et en plus de mes responsabilités au sein du parti, j'ai travaillé comme rédacteur en chef du journal *Gece Postası*.

En 1964, alors que j'étais rédacteur en chef du plus ancien journal de Turquie, *Akşam*, nous en avons fait avec İnci la voix quotidienne de la gauche, au moment même où le TİP participait pour la première fois aux élections législatives. Après 1967, nous avons publié la revue socialiste *Ant* jusqu'à sa fermeture par le coup d'État du 12 mars 1971.

Au cours des trois premières années de notre exil illégal,

après avoir été forcés de quitter la Turquie en 1971, nous avons organisé le mouvement de *Résistance démocratique* contre la junte. Après avoir acquis une existence légale en exil, 48 ans durant depuis 1974, tout en publiant des bulletins d'information et des livres dans différentes langues pour défendre les droits de l'homme et les libertés au nom d'*Info-Türk*, nous avons organisé et développé les *Ateliers du soleil*, qui fournissent enseignement et services sociaux aux exilés politiques de trois continents, dont la Turquie.

Le temps passe vite... İnci et moi avançons en âge. Cette année, j'aurai 86 ans, İnci 82.

Nous n'avons pas négligé les vaccinations obligatoires contre le Covid, mais les problèmes de santé engendrés par le vieillissement nous ralentissent de temps en temps et provoquent des perturbations dans notre rythme de vie.

C'est dans cet esprit que nous avons entamé l'année 2022 avec la détermination de nous concentrer sur l'archivage de ce que nous avons fait jusqu'à présent, tant en Turquie qu'en exil.

Il y a 10 ans, l'ensemble des études et des publications politiques, sociales et culturelles que nous réalisons en exil depuis 1971 ont été confiés à l'*Institut international d'histoire sociale (IISG)* d'Amsterdam.

Nous avons confié les coupures de journaux, que nous avons méticuleusement recueillies depuis le premier jour de notre exil, à l'*Institut d'histoire sociale (AMSAB)* à Gand, en Belgique.

Nous avons donné une partie des livres de notre bibliothèque privée à la *Maison du Peuple*, association des travailleurs originaires de Turquie à Bruxelles et une autre grande partie à la *Bibliothèque Royale*. Nous continuerons à donner les livres restants à cette bibliothèque au fur et à mesure que nous les classerons.

Nos livres sur la question nationale se trouvent dans la bibliothèque des *Ateliers du soleil*.

Les bulletins mensuels publiés en diverses langues par

Info-Türk depuis 1976 peuvent être consultés sur la page:
<https://www.info-turk.be/bulletins.htm>

Tous mes articles, y compris ceux publiés une fois par semaine dans *Artı Gerçek* au cours des cinq dernières années, sont également accessibles sur le site Web Academia:

<https://deu.academia.edu/DoganOzguden>

Les livres publiés par *Demokratik Direniş* et *Info-Türk* ont également été téléchargés sur notre site depuis deux ans:

<https://www.info-turk.be/documents-pdf.htm>

Depuis un certain temps, nous avons également commencé à numériser les magazines et les livres de *Ant* que nous avons publiés en Turquie entre 1968 et 1971.

Il sera bientôt possible de lire toutes les revues de *Ant* en ligne sur le site web de l'*Institut international d'histoire sociale (IISG)* à Amsterdam.

En guise de cadeau de Nouvel An à nos lecteurs, nous présenterons la semaine prochaine ces trois livres publiés par *Ant* pour une lecture digitale:

Sabiha Sertel: *Roman Gibi*, Zekeriya Sertel: *Mavi Gözlü Dev*, Kemal Sülker: *Sabahattin Ali Dosyası*

Ces ouvrages seront suivis par le téléchargement d'autres livres de *Ant* sur Internet.

Je souhaite à tous mes lecteurs une bonne année en vous souhaitant également une bonne lecture.

Crise de l'imam dans la capitale de l'Europe...

Artı Gerçek, 16 janvier 2022

Les trois événements survenus en Turquie au cours de la semaine qui vient de s'écouler ont probablement été assez choquants pour ceux qui avaient placé de grands espoirs dans l'*Alliance nationale* dirigée par le CHP dans le but de ren-

verser le gouvernement islamo-fasciste lors des prochaines élections générales.

Le premier a été le silence ou la minoration des partis de cette alliance face à la mort d'*Enes Kara*, un étudiant en médecine qui a mis fin à ses jours en son jeune âge en raison des pressions qu'il subissait dans le foyer étudiant d'une confrérie islamique.

De nombreuses organisations de jeunesse, dont *les Assemblée de la Jeunesse unie*, *le Mouvement Nous ne trouvons pas de logement*, *les Sans Foyer* et *l'Assemblée de Boğaziçi*, ont protesté à juste titre dans une action commune à Taksim contre le fait que les étudiants étaient forcés de se loger dans des foyers appartenant à des confréries ou des sectes auxquelles ils ne sont pas affiliés, parce que le problème des foyers étudiants n'est pas résolu par l'État.

Quant au leader du CHP *Kemal Kılıçdaroğlu*, qui est candidat à la présidence de la république avec sa stratégie de 'réconciliation' et qui souhaite attirer les voix des électeurs membres des confréries, donne un exemple d'irresponsabilité lorsqu'il déclare: «Lorsqu'il s'agit des faits qui nous attristent concernant nos jeunes, nous devons tous agir de manière responsable dans les contenus que nous partageons. Je comprends ceux qui sont en colère contre moi, mais je ne posterai rien pour des raisons éthiques.»

Le deuxième événement décourageant a été le soutien du deuxième partenaire de l'*Alliance nationale*, l'İYİP, à l'utilisation de certaines photos de la vie privée de la députée kurde *Semra Güzel* comme preuve d'un "crime terroriste" par le gouvernement et les médias inféodés pour justifier la fermeture du HDP. *Meral Akşener*, la présidente du parti provenant du MHP, n'a pas tardé à annoncer en fanfare qu'ils voteraient pour la levée de l'immunité de la députée HDP *Semra Güzel*.

Le troisième événement est que les deux principaux partenaires de l'*Alliance nationale*, qui ont un groupe au Parle-

ment, au lieu de prendre position du côté de ceux qui luttent pour la liberté au *Kazakhstan*, ont, conformément à l'esprit de *Yenikapı*, signé une déclaration conjointe avec l'AKP et le MHP en soutien au gouvernement actuel.

Tout comme dans les résolutions sur la *Syrie* et le *Haut-Karabagh*, le CHP et l'İYİP, agissant conformément à l'ordre de *Tayyip* concernant le *Kazakhstan*, ont une fois de plus dédouané la terreur des décrets-lois qui ont suivi la parodie de coup d'État de 2016 en utilisant l'expression "notre Assemblée victorieuse" dans leur déclaration conjointe.

Dans mon article du 1er octobre 2020, j'ai décrit l'AKP, le CHP, le MHP et l'İYİP comme les «quatre cavaliers de l'apocalypse» parce qu'ils ont soutenu à l'unanimité l'occupation des terres arméniennes par l'Azerbaïdjan lors d'une attaque à laquelle ont participé l'armée turque et les terroristes islamistes sous son commandement.

Il semble bien que même si le CHP et l'İYİP obtiennent la majorité aux prochaines élections, ils continueront, avec cette mentalité, d'être deux des «quatre cavaliers de l'Apocalypse».

*

La mort dramatique d'*Enes Kara* en Turquie révèle la gravité de l'obscurantisme islamiste dans l'administration de l'État, la vie politique et les plans économiques, sociaux et culturels de notre pays.

N'y a-t-il donc les 20 ans de pouvoir de l'AKP qui sont responsables de cette situation?

Notre génération est témoin de la façon dont la capitulation devant la réaction islamiste s'est intensifiée peu à peu après 1945. *Fikret Başkaya*, un éminent scientifique de notre génération, explique cette grave évolution dans son article intitulé "*La réaction religieuse ne connaît plus de limite*" partagé par *Info-Türk* le 12 janvier:

«La Turquie n'a jamais été laïque. Ne tenez pas compte de la constitution ni des lois. Dans un régime laïc, il n'existe

pas d'institution gigantesque comme la Présidence des Affaires religieuses. Ni bien entendu de cours de religion obligatoires... La laïcité n'a-t-elle donc pas de définition? Il existerait au cœur de l'État une institution telle que la *Diyanet* et on pourrait encore parler de laïcité!... On utilise de temps à autre le slogan 'La Turquie est laïque, laïque elle restera'... S'ils savaient ce que signifie être laïc, scanderaient-ils ce slogan?...

«Après 1945, l'obscurantisme religieux a tout doucement gagné du terrain. Ce processus s'est accéléré avec les coups d'État du 12 mars 1971 et du 12 septembre 1980. Durant les vingt années de pouvoir de l'AKP, il a 'envahi' l'appareil d'État et la société... Les écoles İmam Hatip n'avaient pas été créées exclusivement dans le but de former des imams... Dans la mesure où les femmes ne peuvent pas exercer la fonction d'imam, les filles ne devaient pas être admises dans ces établissements. L'objectif était en fait d'accroître l'hégémonie idéologique religieuse et d'imprimer la religiosité dans la société...

«Les impôts collectés sont dépensés sur une base sectaire, alors qu'ils devraient être dépensés pour les services publics sur une base civique. Dans quelle mesure un régime qui finance la religion par l'impôt peut-il avoir quelque chose à voir avec la laïcité? Le régime établit des relations avec les citoyens non pas par le lien constitutionnel de la citoyenneté, mais par la religion, la secte et le nationalisme ethnique. Il exclut les musulmans non sunnites et en fait des ennemis...

«N'avez-vous jamais vu un ministre arménien, un président juif de la Cour suprême, un chef d'état-major assyrien, un gouverneur communiste, un recteur d'université grec?

«Quelque 90.000 mosquées hanafites, 5.138 écoles İmam Hatip sunnites, 125 facultés de théologie sont financées par le budget de l'État... Par conséquent, les ressources consacrées à la religion ne se limitent pas au budget de la Diyanet. On estime qu'environ 20 à 25 milliards de livres turques sont

utilisés pour financer la religion... La part du ministère de la Santé représente 6,6% du budget... Dans quelle mesure un régime dans lequel une secte est alimentée avec des impôts collectés auprès de la population peut-il avoir quelque chose à voir avec la laïcité?»

Et *Başkaya* lance un appel auquel j'adhère:

«Aujourd'hui existe une campagne soutenue par les institutions faïtières aléviées, les organisations démocratiques de masse, les partis politiques et les syndicats, les politiciens, les artistes, les universitaires, les journalistes et les écrivains, sur le thème '*Nous voulons un enseignement laïc ! L'enseignement religieux obligatoire est contraire au principe de l'intérêt de l'enfant*'. Il est vital d'intensifier cette campagne, de repousser l'attaque méprisable qui nous est imposée... Parents, protégez vos enfants...»

*

Alors que ces graves développements se produisaient en Turquie, *Tayyip Erdoğan* a aligné devant lui les ambassadeurs auprès des États membres de l'UE le 13 janvier. Avancé audacieusement que «Seule la Turquie peut régler les problèmes de l'Union européenne», il ajoute: «L'islamophobie menace non seulement la sécurité de près de 6 millions des nôtres vivant en Europe, mais se transforme également en un grand trou noir en termes de valeurs européennes».

L'avertissement d'Erdogan n'a pas trouvé d'écho dans les médias belges, mais le même jour, deux rapports importants sont apparus dans des quotidiens et des journaux télévisés sur la façon dont l'intégrisme islamiste représente un grand danger dans la capitale de l'Europe.

Le premier reportage portait sur l'interrogatoire devant un tribunal d'exception à Paris de *Mohamed Abrini*, un des principaux planificateurs des attentats terroristes islamistes qui ont tué ou mutilé des centaines de personnes à Paris en novembre 2015 et à Bruxelles en mars 2016.

Une partie de l'interrogatoire se trouva lié à la Turquie... Avant les massacres, *Mohamed Abrini* s'est rendu le 23 juin 2015 de Bruxelles à Istanbul, où il est resté quatre jours et y a établi des liaisons logistiques, avant de passer en Syrie pour rencontrer d'autres terroristes islamistes belges dans les rangs de l'EI. *Abrini*, qui s'est ensuite rendu en Angleterre et y a établi des contacts avec les terroristes sur place, a été activement impliqué dans la planification et l'exécution des massacres de Paris et de Bruxelles.

La deuxième nouvelle importante concernait l'annulation par les autorités belges, pour propos et actions menaçant la sécurité publique, du permis de séjour de *Mohamed Toujgani*, imam de la mosquée Al Khalil à Molenbeek où les terroristes islamistes qui ont perpétré les massacres de Paris et de Bruxelles séjournaient ou se rencontraient fréquemment.

Cette décision d'annulation ayant été prise alors qu'il se trouvait au Maroc, il s'est trouvé dans l'impossibilité de revenir en Belgique.

Rendu célèbre pour sa polygamie, Mohamed Toujgani, en quelque 40 ans de séjour en Belgique, n'a appris aucune des langues officielles du pays et mené toutes ses activités religieuses en arabe. Il donnait des cours en arabe aux imams en formation en qualité de président de la Ligue des imams de Belgique.

Il est intéressant de noter que *Sammy Mahdi*, secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, qui avait pris la décision de révoquer son permis de séjour, est lui-même le fils d'un immigrant musulman irakien. Né en Belgique en 1988 d'une mère flamande, Sammy Mahdi a obtenu son master à la Vrije Universiteit Brussel et a rejoint les rangs du parti flamand CD&V tout en écrivant pour le journal *De Morgen*. Il a été élu député aux élections de 2019 et est secrétaire d'État au sein du gouvernement fédéral depuis le 1er octobre 2020.

La révocation par Sammy Mahdi du permis de séjour de l'imam *Mohamed Toujgani* n'a pas tardé à provoquer une

réaction de la part de certains musulmans marocains et turcs, ainsi que de certains politiciens bruxellois qui font toutes sortes de concessions pour gagner les suffrages des électeurs musulmans.

Le principal d'entre eux est *Ahmed El Khannouss*, membre du parti francophone cdH au Parlement régional de Bruxelles, d'origine marocaine.

Al-Khannouss, qui a accusé *Sammy Mahdi* de s'aligner sur l'islamophobie et les extrémistes de droite, s'est fermement opposé à la décision du Parlement de reconnaître le génocide arménien de 1915 il y a sept ans, le qualifiant de "nouvelle forme d'islamophobie"...

Ahmed El Khannouss venait en tête des personnes qui ont lancé une campagne destinée à exclure du cdH le député *Georges Dallemagne*, qui a sévèrement critiqué les administrations azérie et turque au Parlement belge après avoir examiné sur place l'année dernière les destructions causées par l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan sur le territoire arménien dans le Caucase avec le soutien de la Turquie, et qui, s'étant rendu en Syrie et en Irak et y ayant recueilli les revendications des communautés kurdes et yézidiennes, les avait communiquées au public belge.

Il ne fait aucun doute que cette crise de l'imam qui a éclaté dans la capitale belge donnera lieu à des négociations et des manœuvres intéressantes dans la période à venir, à l'approche des élections législatives, et que tous les partis, y compris les partis de gauche et les verts, seront prêts à toutes les concessions pour attirer les votes des électeurs musulmans

À cette occasion, rappelons que, selon les données de 2018, la population totale de la Belgique est de 11.322.088 d'habitants... 2.318.807 personnes d'origine étrangère représentent 20,48 % de la population. Parmi elles, 311.772 sont d'origine marocaine et 155.488 d'origine turque.

De plus, 229.186 des personnes d'origine marocaine et

119.321 de celles d'origine turque ont également la nationalité belge, de sorte qu'elles ont des voix dans l'élection des dirigeants de ce pays et lors des élections où le vote préférentiel est utilisé de manière intensive, elles peuvent être élues à la fédération, aux conseils régionaux ou municipaux avec les votes préférentiels de leurs propres compatriotes, et même devenir ministres.

Par exemple, *Mahinur Özdemir*, qui est ambassadrice de Turquie en Algérie pour le moment... *Recep Tayyip Erdoğan* a été très touché par le fait qu'*Özdemir*, facilement élue sur la liste cdH en 2009 grâce aux votes préférentiels des électeurs turcs, soit entrée à l'Assemblée régionale de Bruxelles en tant que "première députée portant le hijab" et l'a proclamée sa "fille spirituelle" lorsqu'il assistait en famille à son mariage au Pavillon du Khédive le 30 novembre 2010.

Mahinur Özdemir sera exclue du cdH en 2015 pour négationnisme du génocide arménien, mais en récompense, Erdoğan la nommera ambassadrice de la République de Turquie en Algérie le 12 septembre 2019.

Alors que ces derniers développements avaient lieu, une autre nouvelle est apparue dans les médias belges hier, qui aura un grand impact sur l'environnement politique de Bruxelles, la capitale de l'Europe, où se concentrent les immigrants musulmans.

Selon les données officielles de l'*Institut belge de statistique*, 18.430 des bébés garçons nés à Bruxelles l'année dernière ont été prénommés Mohamed. Les bébés portant des prénoms chrétiens sont loin derrière... Les *Jean* ne peuvent se classer que deuxième avec un nombre de 6.089 et Philippe quatrième avec un nombre de 4.060, la troisième place revenant à Ahmed avec un nombre de 4.166.

L'*agence Anadolu* et les journaux turcs ont rapporté la nouvelle avec une grande fierté.

Que *Tayyip* et ses semblables qui sont hantés par l'islamophobie aient le cœur tranquille!

Mon camarade enchaîné, ses livres détruits par le feu...

Artı Gerçek, 19 janvier 2022

Aujourd'hui, 19 janvier, il y a exactement quinze ans que notre cher *Hrant Dink* a été victime juste devant le journal *Agos* des balles d'un minable tireur d'un régime cauchemardesque, négationniste n'ayant jamais goûté le lait de la tendresse humaine.

Comme je revivais pour la quinzième fois cette même douleur, une brève mais triste information apparue sur mon écran m'a ramené à l'époque de l'éveil, de la résistance et de la lutte, il y a un demi-siècle. Mon collègue *Süleyman Ege*, avec qui nous luttions depuis le début des années 60 pour la promotion de la pensée socialiste, en tant que journaliste et éditeur, ainsi que mon camarade dans les rangs du Parti ouvrier de Turquie, vient de décéder.

J'ai survolé tous les journaux et les sites web... Jusqu'au moment où j'écris cet article, je n'ai pas rencontré d'article de presse qui reflète l'histoire de la vie de Süleyman, ni une photo de lui reflétant son combat...

Alors qu'*İnci* et moi faisons le tour de nos souvenirs, je me suis souvenu de la photo de *Süleyman* enchaîné à un lit en 1973 quand il a été admis à l'hôpital en tant qu'intellectuel condamné à 30 ans de prison. Lorsque nous avons reçu la photo, en tant qu'organisation de la Résistance démocratique, nous l'avons transmise à toutes les organisations de défense des droits de l'homme et aux médias comme l'un des documents honteux du régime en Turquie. Je la partage en illustration de cet article.

Süleyman Ege, fondateur des éditions *Science et Socialisme*, est né cinq ans avant moi.

Né en 1931 dans le village de Gaybi près de Konya Ereğlisi, Süleyman a rejoint la vie journalistique après avoir travaillé comme instituteur de village pendant quatre ans. Dans la seconde moitié des années 60, alors que je dirigeais les édi-

tions *Ant*, il était à la tête des éditions *Science et Socialisme*.

J'ai fait la connaissance de Süleyman à l'été 1962, lorsque le *Parti ouvrier de Turquie (TİP)* a commencé à s'organiser sous la direction d'Aybar. *Fukara Tahir (Tahir Öztürk)*, président du TİP dans la province d'Ankara et chef du Syndicat des travailleurs de la construction, a organisé un grand meeting contre les conditions inhumaines faites aux travailleurs dans la construction d'usines sidérurgiques à Karadeniz Ereğlisi et nous nous étions rendus d'abord à Ankara pour participer à ce meeting au nom de l'organisation provinciale du TİP à Izmir. C'est à cette occasion que j'ai fait la connaissance de Süleyman, mais aussi d'*Hasan Hüseyin Korkmazgil, Teoman Okaygün, Sermet Çağan* et *Uğur Cankoçak*. À cette époque, *Müşerref Hekimoğlu* avait repris le journal *Öncü*. Elle voulait y installer un cadre de gauche et en faire un journal qui ferait entendre la voix de la gauche. Après le grand meeting ouvrier, *Süleyman* et moi avons travaillé ensemble en tant que journalistes à *Öncü*.

Lorsque je suis venu à Istanbul en 1963 à la demande d'Aybar, Süleyman et moi étions de nouveau ensemble au bureau de presse du siège du Parti ouvrier de Turquie.

Face à la position de plus en plus 'autoritariste' de *Yön* et à sa distanciation du TİP, la direction du parti a décidé de publier une revue hebdomadaire de gauche, qui s'appellerait *Sosyal Adalet* (Justice sociale). Süleyman et moi assurions la charge d'assistants de *Turhan Tükel*, qui dirigeait la publication. *Sosyal Adalet* a toutefois été fermée par la loi martiale après la tentative de coup d'État du 21 mai 1963.

En 1964, bien que j'aie été élu au comité exécutif central lors du 2^{ème} Grand Congrès du parti, j'ai été exclu du TİP parce que je faisais partie de ceux qui s'opposaient à la discrimination entre ceux qui exerçaient des métiers intellectuels et ceux qui n'en faisaient pas partie, et au fait que les sections de la jeunesse n'étaient pas représentées au sein du conseil exécutif général.

Süleyman Ege, lui, fut traduit devant le conseil de discipline du parti en même temps qu'*Halit Çelenk* dans le cadre de la seconde vague de purges initiées par le 2^{ème} Grand Congrès. Le 23 décembre 1967, il fut exclu du parti avec 11 autres membres, dont *Sevinç Özgüner*, *Rasih Nuri İleri*, *Ahmet Say*, *Vahap Erdoğan*, *Ümran Baran* et *Naci Ormanlar*.

Malgré les décisions d'exclusion prises à notre rencontre, nous avons tous les deux continué notre lutte pour le succès du mouvement socialiste dans notre vie de journaliste.

Alors que, de 1964 à 1966, je fondais la revue et les éditions *Ant* après avoir fait d'*Akşam* la voix quotidienne de la gauche, *Süleyman* fondait les éditions *Science et Socialisme* et enrichissait la vie intellectuelle du pays grâce à de nombreux livres de base de la pensée de gauche, y compris le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels.

Süleyman était à Ankara, et moi à Istanbul... Au moment où les attaques fascistes s'intensifiaient et où la pression sur les maisons d'édition de gauche se faisait plus prégnante avec des procès et des confiscations de livres, nous avons lancé en 1970 une initiative au nom de la revue *Ant* pour mener notre lutte ensemble de manière organisée. Nous rencontrions tous les éditeurs de gauche un par un et rendions compte de leurs problèmes et de leurs suggestions pour y remédier.

J'ai rencontré *Süleyman Ege*, les éditeurs de gauche d'Ankara de l'époque, tels que *Muzaffer Erdost*, *Ahmet Küflü*, *Bekir Harputlu*, *Remzi İnanç* et *Zülfü Livaneli*, et j'ai publié leurs points de vue dans la revue *Ant*.

Lorsque le coup d'État du 12 mars 1971 a eu lieu, *Süleyman* et moi, comme nos collègues éditeurs de gauche, étions sous la menace de centaines d'années d'emprisonnement, et nos publications se trouvaient interdites. Alors que je m'exilais pour continuer la lutte contre la junte à l'étranger, *Süleyman* était arrêté le 26 juin 1971. Trois mois plus tard, le 14 septembre 1971, il est condamné à 30 ans de prison et 12 ans d'exil par le tribunal militaire de la loi martiale

au motif qu'il avait fait de la "propagande communiste" dans les quatre livres qu'il avait publiés.

La photo de lui enchaîné dans un lit d'hôpital que je partage aujourd'hui date de cette époque...

Libéré avec l'amnistie de 1974, *Süleyman Ege*, qui a poursuivi sa lutte éditoriale à la tête des éditions Science et Socialisme, a continué à être poursuivi comme tous les éditeurs de gauche pour "propagande communiste" selon l'article 142 du Code pénal turc, qui n'a pas été modifié quand Ecevit était au pouvoir.

Mais le plus grand coup porté à *Süleyman Ege* le fut avec le coup d'État fasciste du 12 septembre 1980. Le 6 août 1982, le Commandement de la loi martiale a confisqué les livres suivants des éditions *Science et Socialisme*:

Documents conjoints du Mouvement communiste mondial 1957-1976, *Vive la guerre victorieuse du peuple!* (Lin Piao), *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (Lénine), *Pensées théoriques et politiques* (Mao Zedong), *La guerre de libération nationale au Vietnam* (Giap), *Le fascisme sanglant de Tsankov* (N. Christozov), *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique* (Staline), *Communisme et valeurs humaines* (Maurice Cornforth), *Leçons sur le fascisme* (Palmiro Togliatti), *Esclaves hier, peuple aujourd'hui* (P. Horvath), *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (Lénine), *Ho Chi Minh notre camarade* (Léo Figuères, C. Fourniau), *L'État et la Révolution* (Lénine), *L'armée des ombres* (J. Kessel), *Travailleurs de tous les pays, unissez-vous* (documents), *La doctrine de Marx* (Lénine).

Le 27 août 1982, le Commandement de la loi martiale a émis un deuxième ordre confisquant les 14 livres restants de la maison d'édition.

À la suite de ces saisies, 7 camions remplis de 133.607 livres de la maison d'édition ont été emmenés vers des lieux inconnus par des allées et venues intermittentes pendant 13 jours entre le 28 août et le 9 septembre 1982.

Pendant trois ans à dater du 9 septembre 1982, on ignore ce qu'il était advenu des livres, et aucune réponse officielle n'a été donnée aux demandes de *Süleyman Ege*.

Suite à la plainte introduite en justice, une réponse signée par le *chef adjoint de l'état-major de la loi martiale, le général de brigade Cengiz Çetin Varol*, a signalé que, conformément à l'article 3 de la loi martiale n° 1402, les mesures prises en vertu de ladite loi ne pouvaient faire l'objet d'aucune plainte et qu'aucune action en justice ne pouvait être intentée à leur encontre.

Dans son livre *Le livre à l'épreuve du feu*, Süleyman interprète cette réponse de la manière suivante: «En bref, nous brûlerons, nous anéantirons... Nous y sommes habilités. Pas question de demander des comptes. Nous ne sommes pas non plus obligés de communiquer les documents qui expliquent pourquoi et comment les livres ont été détruits.»

À la levée de l'état de siège à Ankara, *Süleyman Ege* s'est adressé à la Direction de la Sûreté à Ankara le 10 juin 1985 pour apprendre ce qu'étaient devenus les 133.607 ouvrages consignés dans le procès-verbal y relatif.

Réponse de la Sûreté: «Vos 133.607 livres ont été détruits.»

Sur cette réponse, *Süleyman Ege* s'est adressé au Président de la République Kenan Evren et au Premier ministre Turgut Özal pour les interroger sur le sort réservé à ces livres.

Pas de réponse de leur part non plus.

La cruelle vérité fut enfin dévoilée par *Halit Çelenk*, avocat et camarade de *Süleyman Ege*.

Dans son livre *Le livre à l'épreuve du feu*, Süleyman Ege explique que *Halit Çelenk* a protesté contre la confiscation des livres, mais qu'il n'avait pas pu empêcher qu'ils soient détruits: «Çelenk avait autant de chagrin à ce moment-ci qu'au parloir ce jour-là. Après avoir avalé deux ou trois fois sa salive, il a dit: Ils ont brûlé les livres.

Aujourd'hui, 40 ans après l'autodafé de ses livres, nous

disons adieu à *Süleyman Ege* dans une grande douleur, tout comme nous l'avons fait avec nos estimés collègues *İlhan Erdost* et *Muzaffer Erdost*.

Avec la douleur dans le même temps que, malgré la grande lutte à laquelle ils ont tant contribué comme éditeurs de gauche, une obscurité *islamo-fasciste* plane toujours sur notre pays un demi-siècle plus tard...

Le premier grand assassinat politique de l'État turc...

Artı Gerçek, 28 janvier 2022

Les 28 et 29 janvier sont les dates du 101^{ème} anniversaire du premier des assassinats inimaginables commis par l'État turc...

En ces jours de 1921, le fondateur du Parti communiste de Turquie, Mustafa Suphi, et ses camarades ont été brutalement assassinés sur les rives de la mer Noire.

Nous les commémorons avec respect.

Le contexte dans lequel ce meurtre a été commis et la façon dont il a été commis a été l'une des questions les plus importantes de l'histoire de notre pays, et qui fait encore l'objet de débats. Elle est restée tabou pendant des décennies, au point que même le parti qu'il a fondé ne l'a pas examinée.

Le silence de Moscou sur cette question porte encore plus à réflexion. Non seulement le pouvoir soviétique n'a eu aucune réaction face à cet assassinat mais, le 16 mars 1921, le gouvernement de la République socialiste fédérative soviétique de Russie signa un traité d'amitié avec le gouvernement de la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Comme le dit Mete Tunçay: «L'attitude des Soviétiques et du Komintern face au meurtre de Mustafa Suphi et de ses amis a été un tournant dans le développement de la gauche mondiale.»

Quel que soit le régime en Turquie, le pouvoir soviétique n'a jamais mis en épingle les questions dont il craignait qu'elles ne mettent en péril ses relations avec ce régime.

L'une des recherches les plus sérieuses sur ce sujet a été menée par notre estimé ami écrivain Kemal Yalçın qui a fait la déclaration suivante lors de la "Commémoration des Quinze" qui s'est tenue à Gelsenkirchen:

«Le 4 décembre 1920, l'Armée rouge occupa Erevan, la capitale de la République démocratique arménienne, et renversa le gouvernement. Elle est devenue la République d'Arménie, qui faisait partie de l'Union soviétique. De 1920 à 1965, il y était strictement interdit de parler du génocide arménien de 1915, de ce qu'a fait Enver Pacha, ou du 24 avril 1915. Il était strictement impossible de parler de 1915 ou du massacre dans les écoles. 50 ans durant, l'Union soviétique n'a pas accepté la construction d'un mémorial du génocide en Arménie. La construction du mémorial du génocide à Erevan a commencé en 1965 après un soulèvement populaire.»

On sait que c'est Kazım Karabekir Pacha qui a dirigé Mustafa Suphi et ses camarades vers la mer Noire pour les empêcher d'entrer dans Ankara, mais Mustafa Kemal était parfaitement au courant.

Celui qui a perpétré le massacre sur les plages de Trabzon était Yahya, intendant des bateliers, un proche d'Enver Pacha, accompagné de ses hommes. Yahya a été assassiné par le commandant du bataillon de la Garde de Mustafa Kemal, İsmail Hakkı Bey, après avoir été longtemps utilisé par l'administration d'Ankara pour ses sales boulots.

Le massacre de Mustafa Suphi et de ses camarades, tout comme le génocide arménien et les massacres kurdes, a été enseveli dans les ténèbres de l'histoire pendant des décennies sous la pression du gouvernement kémaliste et de ses partisans. Même le Parti communiste de Turquie, qu'ils ont fondé, n'a pas mené de travail sérieux sur cette question et ne l'a pas mise à l'ordre du jour politique de la Turquie.

J'ai entendu le nom de Mustafa Suphi en 1948, alors que je n'avais que 12 ans, d'un voisin tailleur du quartier d'İsmet Paşa à Ankara, qui a ensuite été appréhendé lors des arrestations de communistes. Une courte histoire sur la façon dont Mustafa Suphi et ses camarades ont été brutalement assassinés dans la mer Noire:

Peu de temps après avoir commencé à travailler comme journaliste, ceux qui avaient été emprisonnés en 1951 dans le cadre des arrestations de communistes ont commencé à sortir de prison les uns après les autres. Les conversations et les discussions avec mes amis communistes, beaucoup plus âgés que moi, après avoir ficelé le journal le soir, se prolongeait jusqu'au matin. Et Ruhi Su... Un jour, il vint à Izmir. Dans le petit cercle d'amis, il raconte Mustafa Suphi avec sa belle voix profonde:

Baignées de sel, mes blessures saignent

Les yeux sur le point de s'endormir s'éteignent

D'un côté se meurt Suphi Nejat

De l'autre, je suis ballotté par les flots écarlates

Je connais mieux Mustafa Suphi désormais. C'était un homme de conviction et d'action, Mustafa Suphi... C'est le journaliste qui a publié İfham en 1912 et le premier journal communiste turc Yeni Dünya à Moscou après la révolution d'Octobre avec les révolutionnaires tatars et bachkirs...

Les années 60, le mouvement de gauche commence à s'enraciner et se développer... Mete Tunçay, membre du corps professoral de la Faculté de sciences politiques, s'est engagé dans des recherches universitaires sur l'histoire du mouvement communiste turc. Je publie dans le numéro du 12 décembre 1967 de la revue Ant l'article "Le meurtre politique le plus horrible de l'histoire récente: comment Mustafa Suphi a-t-il été tué?", rédigé par mon ami journaliste Teoman Okaygün sur base de ces recherches.

Les jeunes qui ont été élevés dans l'endoctrinement kémaliste commencent progressivement à s'interroger sur la

position de Mustafa Kemal dans ce désastre et sur son attitude vis-à-vis du mouvement communiste en général. La ‘Sainte révolte’ de Hasan İzzettin Dinamo jette encore plus de lumière sur ces discussions.

Dans le numéro de janvier 1971 du mensuel Ant, je publie deux autres articles sur Mustafa Suphi:

- L'article du leader bolchévique tatar Sultan Galiyev intitulé "Mustafa Suphi et son œuvre", le 16 juillet 1921.

- L'article "Un ardent révolutionnaire" de B. Omerov et R. Sakirbekov, publié à Samarcande en 1963.

Alors que j'étudie la possibilité de publier un livre plus complet sur Mustafa Suphi, le coup d'État du 12 mars entrave ce projet, comme tout notre travail.

L'assassinat de Mustafa Suphi et de ses camarades a été l'un des sujets sur lesquels j'ai enquêté avec une grande soif de savoir pendant mes années d'exil... Dans les publications du TKP qui me sont parvenues en Europe, il n'y avait rien d'autre qu'une brève annonce du Comité central du TKP dans le Yeni Çağ de janvier 1971 au sujet de Mustafa Suphi.

Mon ami, le poète Ataol Behramoğlu, en exil à Paris en 1972, effectue constamment des recherches sur le sujet de Mustafa Suphi et met sur papier les premiers chapitres de l'épopée de celui-ci. Il nous lit avec beaucoup d'enthousiasme, à İnci et à moi, les chapitres qu'il a écrits.

Quand Ataol a décidé d'aller à Moscou en 1973, je lui ai demandé de rapporter tout ce qu'il pourrait trouver sur Mustafa Suphi là-bas.

Ataol est rentré de Moscou au moment où nous commençons à préparer les publications d'Info-Türk à Bruxelles. Il a apporté des photocopies de l'ouvrage *28 Kanunsani (janvier) 1921*, enregistré à la Bibliothèque Lénine sous le numéro de série 3v 15-11-134. Nous décidons immédiatement de le publier en deux parties l'une après l'autre.

Mais le livre a été composé et imprimé en caractères arabes et il n'y a personne parmi nous qui puisse lire l'an-

cienne écriture. Heureusement, le père d'İnci, Burhan Tuğsavul, venu nous rendre visite de Turquie à l'époque, est venu à notre secours. Nous nous sommes immédiatement mis au travail.

Burhan Bey lit lentement, je prends note en sténographie puis j'enregistre mes notes pour les analyser ensuite. Je pense que nous avons terminé la retranscription du livre en caractères latins avec une IBM à boule et rendu l'ouvrage prêt à être imprimé en aussi peu de temps qu'une semaine-dix jours.

Nous ajoutons également un lexique turc ottoman-turc moderne à la fin afin que le texte en grande partie ottoman puisse être compris par les nouvelles générations.

Nous avons publié la première partie du livre à l'été 1974 sous le titre "Mustafa Suphi, son combat et ses pensées" et la deuxième partie au début de 1975 sous le titre "Mustafa Suphi et ses camarades".

Plus tard, les deux chapitres ont été publiés ensemble en un seul livre sous le nom de "Mustafa Suphi et ses camarades" pour la première fois en Turquie en 1977 par les éditions Güncel.

Je l'ai dit et répété à l'occasion de l'anniversaire de cet événement ces dernières années... Cette question n'est pas encore totalement éclaircie...

Les rapports secrets de l'assemblée de la GANT datés du 22 janvier 1921 font clairement apparaître à quel point Mustafa Kemal, en dépit de l'aide en armes et en or venant de la Russie soviétique, était hostile au communisme, et comment il incita les députés contre Mustafa Suphi et ses camarades qui allaient être assassinés en mer Noire la semaine suivante.

J'ai partagé dans mon article du 14 novembre 2019 sur Artı Gerçek sous le titre "Tête de mule...", sans les modifier, certains passages significatifs de ces documents.

Il est du devoir de tous les historiens et chercheurs, quelles que soient leurs tendances, d'éclaircir ces meurtres,

qui défient les romans policiers et les séries récemment diffusées à la télévision turque.

Il est grand temps d'abattre ces tabous!

En cas de changement de pouvoir lors des élections législatives, qui devraient se tenir en 2023 ou avant, une des principales tâches auxquelles le nouveau gouvernement devait s'attaquer devrait être de révéler tous les faits sur le massacre des 28 et 29 janvier 1921.

La lumière du Rojava en ce sombre janvier...

Artı Gerçek, 30 janvier 2022

Je termine le mois de janvier, le premier mois de l'année, avec la fierté de célébrer l'anniversaire d'un événement heureux dans ma vie personnelle, d'une part, et la douleur de commémorer une série de carnages qui ont marqué au sceau de la honte l'histoire de notre pays au cours des cent dernières années.

Aujourd'hui, 30 janvier, c'est l'anniversaire du mariage de deux journalistes, qui ont commencé à travailler dans les médias d'opposition dès leur plus jeune âge et ont pris une part active aux luttes sociales et politiques, il y a exactement 57 ans, en 1965, afin de perpétuer leur unité dans la vie et dans la lutte...

Alors qu'İnci et moi luttions pour faire du plus ancien journal de Turquie, *Akşam*, la voix quotidienne de la gauche, après avoir clôturé la réunion du comité de rédaction du journal le matin, nous nous sommes rendus au bureau des mariages de Beyoğlu et avons signé le registre des mariages sans aucune cérémonie, en présence de seulement deux de nos collègues, *İlhami Soysal* et *Cengiz Tuncer*, qui servirent de témoins.

Les 6 premières années de cette union qui dure depuis 57

ans ont été consacrées à des luttes axées sur les objectifs du socialisme, de la liberté et de la paix à *Akşam* et *Ant* en Turquie, et 51 ans en exil à la Résistance démocratique, à l'Union pour la démocratie, à Info-Turk et aux Ateliers du Soleil. Et il en sera ainsi tant que nous vivrons...

Mais qu'en est-il des chagrins et des douleurs de janvier qui ont laissé une trace sombre dans l'histoire de notre pays au cours des cent dernières années?

Une série noire qui a commencé par l'assassinat ignoble du chef du TKP, Mustafa Suphi, et de ses camarades dans la mer Noire les 28 et 29 janvier 1921, suivi par l'assassinat le 19 janvier 2007, de notre ami journaliste arménien *Hrant Dink*, tué à Istanbul devant le journal *Agos* qu'il avait fondé, et, le 9 janvier 2013, par l'assassinat de trois femmes révolutionnaires kurdes, *Sakine Cansız*, *Fidan Doğan* et *Leyla Şaylemez*, abattues en plein cœur de Paris par un homme de main de l'État turc...

Le massacre des Quinze il y a 101 ans, tout comme le génocide de 1915 pendant la période ottomane, ont été ignorés non seulement par les médias turquistes et islamistes, mais aussi par les organisations de gauche en Turquie pendant des décennies, tant pendant la période du parti unique que pendant la période multipartite de la république.

Pour la première fois après 46 ans, *Mete Tunçay*, membre du corps professoral de la Faculté des Sciences politiques, a brisé ce silence en divulguant des documents sur le meurtre de *Mustafa Suphi*, de sa femme Maria, d'Ethem Nejat et de 13 de leurs amis dans sa thèse de professeur associé intitulée "Courants de gauche en Turquie". Pour notre part, nous avons fait écho à ces révélations dans le numéro du 12 décembre 1967 de la revue *Ant* sous le titre "*Le meurtre politique le plus horrible de l'histoire récente: comment Mustafa Suphi a-t-il été tué?*". Dans le numéro de janvier 1971 de la revue, nous avons de nouveau mis la question à l'ordre du jour avec les articles du leader bolchévique tatar *Sultan Ga-*

liyev et de B. Omerov et R. Shakirbekov sur Mustafa Suphi.

Depuis que nous avons publié deux livres en 1974, l'un contenant des écrits de *Mustafa Suphi* lui-même alors qu'il se trouvait en exil, et l'autre sur *le massacre des 28 et 29 janvier*, imprimés en Turquie par la maison d'édition *Güncel* de ma sœur Çiğdem, des recherches estimables sur le massacre des *Quinze* ont été publiées et continuent d'être publiées.

Quant au meurtre de *Hrant Dink* à Istanbul, suivi des meurtres de *Sakine Cansız*, *Fidan Doğan* et *Leyla Şaylemez* à Paris, ils ont suscité une réaction immédiate du public et ont été commémorés par des événements de masse lors de leurs dates anniversaires, comme cela se passait à un moment où les organisations et les publications contre le chauvinisme et l'endoctrinement raciste étaient renforcées malgré les pressions islamofascistes dans notre pays.

Mais les assassinats de révolutionnaires au mois de janvier ne se sont pas seulement limités aux victimes des massacres de la mer Noire, d'Istanbul et de Paris.

Le 27 janvier 1971, le président du Parti ouvrier de Turquie (TİP) de la province d'Amasya, *Şerafettin Atalay*, est abattu devant chez lui. L'auteur n'a pas été identifié en 51 ans.

Le 5 janvier 1980, notre ami enseignant révolutionnaire, *Celalettin Kesim*, membre du Syndicat des enseignants (GEW) et du Centre des personnes originaires de Turquie de Berlin, a été assassiné par un groupe d'assaillants composé de membres de la *Fédération turque* et de *Milli Görüş* alors qu'il distribuait des tracts sur la place Kotbusser Tor à Berlin.

Le 28 janvier 1983, le militant de l'Asala *Levon Ekmekçiyen*, enfant d'une famille de victimes du génocide arménien, est exécuté à la prison centrale fermée d'Ankara pour une attaque contre le Premier ministre Bülent Ulusu à l'aéroport d'Esenboğa, qui s'était soldé par 9 morts.

Le 29 janvier 1983, les militants du THKP/C *Ramazan Yukarıgöz*, *Ömer Yazgan*, *Erdoğan Yazgan* et *Mehmet Kam-*

bur sont collectivement exécutés à la prison fermée d'İzmit.

Le 24 janvier 1984, *Necmettin Büyükkaya*, un fils distingué du peuple kurde et l'un des fondateurs des Centres culturels révolutionnaires de l'Est, est assassiné dans la prison de Diyarbakir.

Le 28 janvier 2002, notre chère amie *Ayşe Nur Zarakolu*, une des pionnières de l'édition de gauche en Turquie, est décédée il y a exactement 20 ans, victime d'une maladie implacable. Après la mort d'Ayşe, qui a été soumise à une pression et à une menace constantes de la part de l'État tout au long de sa vie difficile et qui a été appelée à témoigner même sur son lit de mort à cause de son livre 'La culture pontique', qui avait été confisqué, *Yaşar Kemal* a déclaré: «Ce n'est pas le cancer qui l'a tuée, mais cet État.»

Ces assassinats de l'État ne se limitent pas à ce que je viens de citer.

Outre l'extermination des dissidents, individuellement ou collectivement, par fusillade, lynchage ou pendaison dans les cours de prison, il y a aussi les opérations de massacre de masse menées par l'État turc depuis 30 ans à l'aide des armes de destruction les plus modernes, y compris les drones et les UCAV, tant au Kurdistan turc que dans les zones géographiques voisines ou plus éloignées.

De plus, non seulement le pouvoir politique, mais aussi les partis d'opposition qui ont un groupe à la Grande Assemblée nationale de Turquie, à l'exception du HDP, partagent la responsabilité de ceux-ci.

L'AKP, le MHP, le CHP et l'İYİP, qui ont agi comme les "quatre cavaliers de l'Apocalypse", ont voté favorablement pour toutes les motions que Tayyip a envoyées au Parlement pour des opérations de conquête en Irak, en Syrie, en Libye et dans le Caucase, sous les applaudissements au nom de l'Assemblée victorieuse".

Voici la liste des opérations contre le Kurdistan du Sud, que ce quatuor a approuvées et soutenues depuis 2008:

21-29 février 2008: *Opération Soleil*
24-25 juillet 2015: *Opération Şehit Yalçın*
24 août 2016-29 mars 2017: *Opération Bouclier de l'Euphrate*
25 avril 2017: *Opération aérienne Syrie-Irak*
20 janvier-24 mars 2018: *Opération Rameau d'olivier*
19 mars 2018 à nos jours: *Opération Bouclier du Tigre*
15 août 2018: *Opération aérienne au Sinjar*
28 mai 2019 à nos jours: *Opération Griffé*
7 octobre 2019 à nos jours: *Opération Source de paix*
15 juin 2020 à nos jours: *Opération Serrure à griffes*

Comme on peut le voir dans ce tableau, les opérations *Bouclier du Tigre*, *Griffé* et *Serrure à griffes* contre le Kurdistan irakien au cours des trois dernières années et les opérations *Source de paix* lancées contre le Kurdistan syrien il y a deux ans se poursuivent dans un bain de sang continu, ciblant également les civils.

Il ne faut pas oublier que c'est la nation kurde qui a mis fin à la domination de l'organisation terroriste islamiste Daech (État islamique) en Syrie, qui a répandu la terreur et la mort dans le monde entier, en particulier en Europe, comme dans les massacres de Paris et de Bruxelles au cours de la dernière décennie. Ce sont les *Forces démocratiques syriennes (FDS)* qu'il a créées avec ses alliés arabes, arméniens, assyriens et turkmènes.

Daech s'était emparé de Mossoul, Sinjar, Raqqa et Ain Issa en 2013 avec le soutien en sous-main de l'État turc, et avait attaqué Kobané en 2014. C'est cependant, grâce à la résistance épique des FDS pendant quatre mois que Daech a été forcé de se retirer de *Kobané*, puis de *Girê Spi*, *Tabqa*, *Reqa* et enfin de *Deir ez-Zor* en 2019, mettant fin à sa domination géographique.

Le gouvernement Tayyip n'ayant pas pu digérer ce succès de la guérilla kurde et de ses alliés a lancé l'opération d'invasion d'Afrin le 20 janvier 2018, avec le soutien du

MHP, du CHP et de l'İYİP. S'ensuivirent les attaques de *Se-rêkaniyê* et de *Girê Spi*. Face à l'aggravation de la crise économique en Turquie et à l'opposition croissante au régime répressif, Tayyip a recommencé, en dernier recours, à menacer le territoire du nord-est de la Syrie l'été dernier. Des drones de l'armée turque ont ensuite frappé un véhicule sur la route *Qamishli-Ali Fero*, le *Conseil militaire de Tel Temir* et un centre à *Qamishli* où se trouvaient les blessés et handicapés dans la lutte contre Daech.

Alors que ces attaques se poursuivaient au début de l'année 2022, enhardi par cela, Daech a attaqué le 20 janvier la *prison de Sinaa*, dans le quartier de *Xiwêran* à *Hassaké*, où plus de 4.000 prisonniers étaient détenus.

Selon l'agence ANF, environ 11.000 membres de bandes ont été arrêtés par les FDS après la fin de la présence militaire de Daech dans le quartier de *Baxoz* à *Deir ez-Zor* en mars 2019. 70.000 personnes, dont des femmes et enfants de membres de Daech, ont été détenues dans des camps dans le nord-est de la Syrie.

En outre, environ 700 enfants de moins de 18 ans, que l'EI appelait *Ashbal al-Xilafe* (lionceaux du califat) et qu'ils entraînaient avec une logique militaire, se trouvaient dans un centre de réhabilitation dans le quartier de *Xiwêran* à *Hassaké*.

Les appels lancés par l'*Administration autonome du Rojava* et les FDS pour que les membres de Daech, qui sont ressortissants de 54 pays différents, soient poursuivis en justice ou qu'ils soient remis par les pays dont ils sont citoyens, sont restés sans réponse.

La dernière attaque de Daech à *Hassaké*, qui a coïncidé avec les attaques simultanées de l'État turc sur *Sinjar*, *Til Temir*, *Ein Issa* et *Kobané*, a été menée dans le but de sauver les terroristes emprisonnés et de les disperser dans la région et dans d'autres parties du monde.

Selon les informations données par les responsables des FDS, l'objectif de Daech n'était pas seulement de libérer les

bandes arrêtées. L'objectif principal était de libérer les bandes de *Hassaké* et de dominer ensuite avec l'aide des bandes irakiennes et celles de *Serêkaniyê* et *Girê Spî*, la région allant de *Hassaké* à *Reqa* et *Deir ez-Zor*.

La *prison de Sinaa*, qui était qualifiée de “bombe dégoupillée” pour le nord-est de la Syrie et la région, était considérée comme un “réservoir de combattants prêts à l'action” par l'État turc et l'Armée nationale syrienne (SNA) affidée.

Malgré les ripostes de la Turquie et le fait que les superpuissances telles que les États-Unis, l'UE et la Russie n'ont pas bougé, les combattants des FDS ont une fois de plus écrasé l'insurrection de Daech le 26 janvier et assuré la sécurité des peuples de la région et en même temps ont montré au monde entier ce que la nation kurde représente en matière de sécurité au Moyen-Orient.

L'*Administration autonome du Rojava* a déclaré dans un communiqué le 26 janvier:

«Ils ont mené leurs attaques le 20 janvier, le jour de la mise en place de l'Administration autonome, démontrant ainsi qu'ils étaient opposés à la volonté populaire de la région. Mais cette agression a été infructueuse, grâce aux enfants de cette terre. Nous félicitons une fois encore notre peuple pour ce succès remarquable. La terreur de Daech avait subi un coup à *Kobané* en 2015. Cette fois-ci, la stratégie menée par l'État turc par la main de Daech a été vaincue à *Hassaké*.»

La nation kurde s'est organisée non seulement dans la géographie du Moyen-Orient, mais aussi depuis les années 60 d'abord dans les rangs du TİP et après les coups d'État, malgré toute l'oppression et l'oppression utilisées par l'État, dans ses propres partis politiques, prouvant de manière irréfutable qu'elle constitue la force la plus fiable en Turquie et la force la plus dévouée dans la lutte pour la démocratie et la liberté.

Je l'ai souligné dans un message sur les réseaux sociaux l'autre jour... Si un changement de gouvernement résulte des

élections législatives qui se tiendront en 2023 ou avant, l'une des questions prioritaires que le nouveau gouvernement devra aborder est de révéler tous les faits sur le massacre des 28 et 29 janvier 1921 et de condamner ses meurtriers et ses instigateurs devant l'histoire, de même que de mettre immédiatement fin aux attaques contre la nation kurde en Turquie et dans les zones voisines, et de reconnaître sans aucune réserve l'*Administration autonome du Rojava* comme un État ami.

Arrêtez de faire la dinde!

Artı Gerçek, 5 février 2022

Avec l'article de cette semaine, j'aurai passé cinq ans à *Artı Gerçek*, où j'écris et partage mes opinions chaque semaine depuis le premier jour de sa publication. Comme la revue *Ant* que nous publions en Turquie, avait été fermé par les putschistes du 12 mars 1971, İnci et moi nous étions retrouvés en exil avant la fin de la cinquième année de sa publication.

Au cours de notre demi-siècle d'exil, nous avons essayé de contribuer à de nombreux journaux, revues ou agences de presse en Turquie et à l'étranger, en plus des bulletins d'information, des livres et des brochures d'*Info-Türk*, nos propres publications dans différentes langues. Tous ont eu une place dans l'histoire de nos combats. Cependant, lorsqu'un grand nombre de journalistes et d'écrivains de renom se sont réunis en exil et ont donné vie à *Artı Gerçek* ce fut une première dans l'histoire de nos médias.

Dans mon premier article publié dans *Artı Gerçek* le 9 février 2017, j'avais dit ceci: «Juste à ce moment où la lutte s'intensifie, c'est un autre tournant historique que les journalistes qui défendent la démocratie et la liberté créent *Artı Gerçek* en exil afin de déchirer les ténèbres formées par un

gouvernement fasciste et ses laquais qui ont pris les médias turcs en otage... Un journaliste qui défend la liberté et la démocratie ne peut, quelles que soient les circonstances, se taire ou être réduit au silence.»

En entrant dans sa sixième année, mon souhait est que le cauchemar islamo-fasciste qui plane sur notre pays disparaisse le plus rapidement possible, et que mes estimés collègues, universitaires et écrivains qui ont créé et soutenu *Artı Gerçek* en exil aient l'occasion de poursuivre leur lutte en Turquie sans avoir besoin de cinq autres années, et qu'avec la contribution des nouvelles générations, ils continuent de maintenir *Artı Gerçek* en vie en tant que voix de la Turquie démocratique à l'étranger.

Dimanche, le jour de la publication de mon article de la semaine dernière, alors que je poursuivais le travail de numérisation pour la présentation numérique sur le site d'*Info-Türk* des livres que nous avons publiés en Turquie chez *Ant* il y a un demi-siècle, j'avais également un œil sur l'émission hebdomadaire de débat politique de RTL, la chaîne de télévision la plus populaire de Belgique...

Soudain, le drapeau turc apparaît à l'écran, à côté de l'ambassadeur de Turquie à Bruxelles, *Hasan Ulusoy*. Y aura-t-il une enquête sur l'intensification des violations des droits de l'homme en Turquie, comme le maintien en détention d'*Osman Kavala* et de *Selahattin Demirtaş* malgré les sanctions imposées par la justice européenne?

Je suis tout ouïe... Non, il ne s'agit pas de violations des droits de l'homme, mais de la campagne *#HelloTürkiye* lancée sur instruction d'Erdoğan pour s'assurer que le mot *Türkiye* soit utilisé au lieu du mot anglais *Turkey* comme nom du pays dans les relations internationales, avec, comme illustrations des images du drapeau turc, des derviches tourneurs, des mosquées et des montgolfières en Cappadoce...

Le mot anglais *Turkey* n'est-il pas changé parce que c'est aussi le nom de la dinde, l'oiseau de basse-cour, dans cette

langue? Comme la photo du volatile n'est pas incluse dans le programme, ils ne veulent évidemment pas contrarier le représentant du régime d'Ankara. Celui-ci, tout content, déploie une affiche où figure le mot *Türkiye* entouré de deux talismans en forme d'œil bleu, et explique avec un grand sourire que désormais le terme *Türkiye* remplacera non seulement l'anglais *Turkey* mais aussi le français *Turquie* et l'allemand *Türkei*, et que ceci est déjà tout à fait courant dans les échanges commerciaux au niveau international.

Fort bien, fait-on remarquer, mais l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies est nécessaire pour que ce nom soit accepté par tous les pays et utilisé dans la correspondance. On lui pose la question.

L'ambassadeur est sûr de lui: «*Nous avons lancé la campagne #HelloTürkiye. Nous sommes persuadés que tous les pays et toutes les nations vont respecter ce choix et que désormais le nom de notre pays sera évoqué comme et écrit Türkiye*», dit-il.

Bien que le nom et l'image d'une 'dinde' n'apparaissent en aucune façon dans l'émission de RTL, tous les médias internationaux glosent depuis des jours sur le fait que ce changement est dû à ce que le mot 'turkey' signifie également 'dinde' en anglais.

Le jour de la diffusion de l'émission, notre ami caricaturiste en Belgique *İsmail Kızıl Doğan* révèle la véritable raison de la campagne *#HelloTürkiye* avec un dessin exquis que nous partageons en illustration de cet article, tout en partageant aussi le commentaire de *Courrier International* sur l'affaire: «Lasse d'être confondue avec la dinde, la Turquie veut changer son nom en anglais... Conformément au souhait du président Erdoğan, le nom du pays en langue anglaise pourrait passer de "Turkey" à "Türkiye" dans les instances officielles, ce qui serait plus conforme à la prononciation d'origine et éviterait toute confusion avec le mot "dinde".»

Le jour où nous avons annoncé la nouvelle de ce changement de nom sur les réseaux sociaux d'Info-Türk, l'un de

nos lecteurs, *Reynald Beaufort*, a demandé à juste titre dans son message: «Était-ce la réforme la plus urgente qui devait être faite en Turquie? Et l'Inde (Hindistan)? Puisque les Turcs nomment ce pays comme celui de l'animal qu'ils appellent 'hindi' (dinde), devraient-ils aussi changer le nom?»

Au-delà de la similitude des noms, la dinde a également une mission diplomatique dans l'histoire récente de la Turquie.

C'est l'un des événements que notre génération, qui se souvient très bien de la seconde moitié des années 40, lorsque l'impérialisme américain a commencé à s'installer en Turquie, n'oubliera jamais: en 1949, le président américain *Truman* a envoyé au président de l'époque, İsmet İnönü, en signe d'amitié une dinde de 20 kilos avec l'inscription "*Turkey to Turkey*" dans sa cage.

En tant que lycéens se situant dans l'opposition de gauche, nous, les jeunes, étions manifestement mal à l'aise avec l'identification du nom de notre pays avec la dinde, mais aucun commentaire n'était venu ni du CHP au pouvoir, ni du DP dans l'opposition. Comment cela aurait-il été possible d'ailleurs, au moment où ceux qui ouvraient les structures économiques et militaires du pays à l'impérialisme américain afin d'obtenir plus d'aide américaine interdisaient les partis, les syndicats et les publications de gauche et procédaient aux "arrestations de communistes"?

Je cite les lignes suivantes non pas d'un livre d'un écrivain de gauche, mais d'un livre co-écrit par *Ümit Özdağ* et *Yelda Ongun*, publié l'année dernière par Destek Publishing and Media Group:

«L'influence croissante des États-Unis dans les domaines diplomatique, politique et économique s'est inévitablement reflétée dans la vie sociale, culturelle et académique. En 1946, lorsque le célèbre cuirassé Missouri de l'US Navy a ramené à Istanbul le corps de l'ambassadeur de Turquie aux États-Unis, *Munir Erteğün*, mort dans l'exercice de ses fonctions en 1944, il régnait une atmosphère festive en Turquie. On ne

s'est pas beaucoup interrogé sur l'aide fournie par les États-Unis, sur les matériels qu'ils envoyaient, sur les prêts que la Turquie avait contractés en échange de quelles obligations, et sur la manière dont sa dépendance vis-à-vis des États-Unis s'était accrue. L'admiration pour les États-Unis, le mode de vie, les habitudes de consommation et de dépenses de ce pays ont été saluées et reflétées dans les chansons. À tel point que la salade russe a été rebaptisée 'salade américaine'. La dinde envoyée par les États-Unis en cadeau au président İsmet İnönü, a été transportée d'Istanbul à Ankara par courrier spécial et de l'aéroport à Çankaya en véhicule privé.»

Il ne fait aucun doute qu'une réaction aussi massive au mot *Turkey* après 70 ans est une étape de la campagne de propagande internationale lancée par Erdoğan en tant que leader de la synthèse turco-islamique et de l'esprit de conquête.

Nous avons assisté à une campagne similaire en 1953, lors du 500^{ème} anniversaire de la conquête d'Istanbul.

Alors que le nom d'Istanbul à l'époque byzantine, Constantinople, n'était utilisé nulle part ailleurs que dans les livres d'histoire, subitement, une chanson swing intitulée *Istanbul Not Constantinople*, interprétée par quatre musiciens américains et distribuée par *Columbia Records* a commencé à passer matin et soir sur les radios turques.

En 2021, 68 ans après cette campagne qui n'a pas guère laissé de traces, l'église historique Sainte-Sophie a été officiellement transformée en mosquée afin d'effacer toute trace de la Constantinople chrétienne et de faire d'Istanbul une ville cent pour cent musulmane.

Recep Tayyip Erdoğan avait franchi le premier pas en ce sens en déposant une plainte devant le Conseil d'État en 2005. Malgré le refus du tribunal, en juillet 2016, pour la première fois en 85 ans, le programme de prières de la Nuit du Destin a eu lieu à Sainte-Sophie, ainsi que l'appel à la prière du lendemain matin. Ensuite, des prières ont commencé à être accomplies dans le Pavillon des sultans dans Sainte-So-

phie, et l'appel à la prière récité cinq fois par jour depuis ses minarets en même temps que de la Mosquée bleue.

Le 29 mai 2020, la sourate Al-Fath (sourate de la victoire éclatante) a été récitée dans Sainte-Sophie à l'occasion du 567^{ème} anniversaire de la conquête. La reconversion de Sainte-Sophie en mosquée, entérinée par la 10^{ème} Chambre du Conseil d'État en date du 10 juillet 2020, fut finalisée par un décret présidentiel ordonnant le transfert de l'église à la Présidence des Affaires religieuses.

Sainte-Sophie, entièrement transformée en mosquée lors d'une cérémonie au cours de laquelle le président des Affaires religieuses a prononcé un sermon en chaire, une épée ceinte à sa taille, et où le président Erdoğan a exercé la fonction d'imam, proclame au monde entier, avec l'appel à la prière qui est récité cinq fois par jour de tous ses minarets, qu'Istanbul n'est pas Constantinople, et de manière plus efficace que la chanson *Istanbul Not Constantinople* de 1953.

Le lendemain du show *#HelloTürkiye* de l'ambassadeur de Turquie sur RTL, le quotidien *Le Soir* du 31 janvier 2022 publie un article alarmant sous le titre "Turquie: un an et demi après, comment se porte Sainte-Sophie?" signé par *Anne Andlauer*, correspondante en Turquie.

Selon les observations de la journaliste, les hommes et les femmes ne peuvent plus se trouver côte à côte à l'intérieur de Sainte-Sophie.

Les trois mosaïques du IX^{ème} siècle sur le dôme, dont l'une représente la Vierge à l'Enfant, sont entièrement recouvertes de rideaux, contrairement aux promesses précédemment faites. Lorsque la journaliste a critiqué cette attitude, l'imam *Ferruh Muştuer* a déclaré que le rideau ne pourrait jamais être enlevé car ces mosaïques se situaient en direction de La Mecque et constituaient un obstacle pour la prière des musulmans.

Les mosaïques de la galerie supérieure de Sainte-Sophie, qui avaient été recouvertes il y a deux ans pour restauration, ne sont pas non plus ouvertes aux visiteurs.

Anne Andlauer se fait également l'écho de la révolte du député HDP Garo Paylan, qu'elle a interviewé sur la question de Sainte-Sophie: «Je ne veux plus aller à Sainte-Sophie. C'est pénible et attristant... Ce qu'on veut dire en convertissant Sainte-Sophie en mosquée, c'est ceci: ces lieux ont été conquis par les Turcs, les musulmans. Les conquérants font ce qu'ils veulent, personne n'a à s'en mêler... C'est la preuve de l'absence de culture démocratique des dirigeants de la Turquie...»

Oui, au moment où on s'efforce d'éviter que le nom du pays et celui d'un oiseau de basse-cour soient confondus, ces paroles sont l'expression illustrée de la situation où se trouve entraîné le pays dirigé par des cerveaux de volatile...

Et vous, pontes du CHP, qui n'avez pas bougé d'un poil alors que Sainte-Sophie était en train d'être transformée en mosquée...

Vous entendez?

Tous nos vœux de Bonne Année à nos chers lecteurs d'*Artı Gerçek*...

Première mission: vider les prisons!

Artı Gerçek, 14 février 2022

J'écris le billet de cette semaine avec un retard d'un jour parce que j'attendais les derniers développements sur deux questions. La première portait sur les résultats du 'dîner' organisé d'opposition dans les locaux de la municipalité de Çankaya à Ahlatlıbel, par les dirigeants de six partis qui avaient exclu de leur alliance le HDP, troisième plus grand parti à la Grande Assemblée nationale de Turquie.

La seconde concernait la feuille de route que le Parti ouvrier de Turquie (TİP) nouvellement formé, qui était en train de former une troisième alliance avec le HDP, annoncerait lors d'une réunion publique au Centre de congrès Haliç à Istanbul à l'oc-

casation du 61^{ème} anniversaire de la fondation du TIP historique, dont notre génération faisait partie ou était sympathisante.

Rien d'autre que la rhétorique habituelle n'est sorti du sommet des chefs des six partis qui assistaient au fameux dîner. À la fin de la réunion de cinq heures et demie de *Kılıçdaroğlu* et de ses commensaux, qui ont consolé pendant des mois les masses en proie à l'effondrement socio-économique et à la terreur d'État de plus en plus intense avec la promesse d'un "*système parlementaire renforcé*", il a été annoncé que les questions sur lesquelles on avait abouti à une unité de vues ne seraient révélées au public que deux semaines plus tard, le 28 février.

Pourquoi deux semaines plus tard, pourquoi le 28 février?

De toute évidence, cette date a été choisie pour plaire à Temel Karamollaoğlu, le leader du Parti de la félicité, qui était à la table, dans la ligne de la stratégie de réconciliation du CHP.

Alors que la différence entre le 28 février et le début du mois de mars n'est que d'un jour et non d'une semaine, la réponse de *Kılıçdaroğlu* aux journalistes sur cette question est d'une indigence crasse: «Non, nous n'avons pas dit que nous tenions absolument au 28 février. Nous voulons nous mettre au travail sans perdre de temps. Il faut que nous procédions aux préparatifs de la prochaine réunion. C'est pour cela que nous avons choisi le moment le plus approprié possible. Sinon nous aurions pu fixer cela à la semaine suivante, au début mars.»

Le communiqué commun fait à l'issue de la réunion ne fait pas mention de l'*Alliance nationale*. *Kılıçdaroğlu* dit: «Nous nous sommes réunis en tant que six partis qui travaillent à construire un Système parlementaire renforcé.», mais fait usage d'une feinte à la question de savoir pourquoi le HDP, le troisième groupe le plus important de la GANT n'a pas été invité:

«Nous n'ignorons pas le HDP. Nous ne pouvons ignorer aucun parti. Si nous le faisons, cela signifierait que nous ne

croions pas en la démocratie. Cette réunion de travail s'est déroulée en présence des six partis qui travaillent à construire un Système parlementaire renforcé... Nous discutons avec le HDP. Si le besoin s'en fait sentir, nous discuterons encore avec lui.»

Le coprésident du HDP, *Mithat Sancar*, a donné à *Kılıçdaroğlu* la réponse qu'il mérite lors du congrès de district du HDP qui s'est tenu dans le district de Nusaybin à Mardin:

«Les présidents de six partis d'opposition se réunissent aujourd'hui. Ils font bien. Le dialogue, les discussion, le débat, c'est louable. Mais il faut expliquer quel genre d'avenir est promis à la Turquie si on ignore le HDP, si on ne prévoit pas d'établir des relations avec le HDP et de mener des négociations avec le HDP dans le cadre de ce dialogue. Parce que ce que ceux qui sont assis à cette table doivent d'abord se concilier, s'accepter et s'entendre, c'est la façon dont nous pouvons apporter une démocratie forte et une paix durable au pays. Quiconque fait du HDP un adversaire n'est pas différent de l'AKP et du MHP. Tout parti hostile au HDP n'a pas le droit de se considérer comme une force d'opposition en Turquie.»

Selon le communiqué qu'ils ont publié, les six partis "*qui travaillent sur le Système parlementaire renforcé*" dévoileront au public le texte de l'accord conclu entre eux le 28 février lors d'une réunion conjointe qui se tiendra avec la participation des organisations professionnelles, des barreaux et des syndicats.

Le passage d'un système présidentiel à un système parlementaire renforcé n'est pas un objectif qu'ils peuvent atteindre immédiatement, même si les six partis de l'alliance de "réconciliation" désignent *Kılıçdaroğlu* président lors des prochaines élections et obtiennent une majorité numérique à la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Cela a été écrit à de nombreuses reprises. Souvenons-nous:

Pour que l'amendement constitutionnel soit approuvé par le Parlement de 600 sièges, il faut l'approbation de 360 députés. En outre, l'amendement constitutionnel qui a été adopté

par le parlement avec 360 voix, doit être soumis à un référendum par le président afin d'être finalisé. Ce n'est que si l'amendement constitutionnel est adopté par les voix d'au moins 400 députés au Parlement, qu'il pourra être approuvé et mis en œuvre par le président sans être soumis à référendum.

Il semble bien que même si l'alliance AKP-MHP perd sa majorité aux prochaines élections, la transition vers un système parlementaire renforcé ne se fera pas immédiatement. Pendant quelques années au moins, la Turquie continuera d'être gouvernée par un système présidentiel jusqu'à ce que la majorité nécessaire soit obtenue par le biais de nouvelles élections.

La question urgente qui se pose à nous est de savoir comment se fera la transition vers un système parlementaire renforcé. Par exemple, dans quelle mesure le CHP et ses alliés, qui porteront *Kılıçdaroğlu* à la présidence et partageront les ministères dans le gouvernement qu'il formera, pourront gouverner démocratiquement la Turquie.

Après avoir obtenu la présidence et la majorité parlementaire, nous verrons à quel point les partis qui aujourd'hui évitent obstinément d'apparaître avec le HDP et qui soutiennent à l'unanimité au Parlement les attaques transfrontalières de Tayyip, de même que la levée de l'immunité des députés kurdes, peuvent être cohérents dans la démocratisation tout en profitant des facilités apportées par le système présidentiel.

Voici la première tâche urgente de la démocratisation, qui ne peut être différée en aucun cas: que ce soit par un décret pris par le président dès son entrée en fonction ou par une loi adoptée par la majorité du parlement lors de l'une des premières sessions de la législature, des dizaines de milliers de prisonniers et de détenus politiques dans les prisons turques doivent être libérés immédiatement. Ils doivent pouvoir prendre librement leur place dans la vie politique, et il doit être mis fin à toutes les opérations militaires à l'intérieur et à l'extérieur des frontières, les chasses à l'homme et les massacres avec des drones et desUCAV...

Selahattin Demirtaş, Figen Yüksekdağ, Abdullah Öcalan, Osman Kavala, les maires kurdes remplacés par des administrateurs affidés et jetés en prison, les centaines de journalistes, d'universitaires, les milliers de membres d'organisations démocratiques et d'utilisateurs des réseaux sociaux doivent être libérés sans perdre un seul jour.

Le président du Parti républicain du peuple (CHP), *Kemal Kılıçdaroğlu*, la présidente du Bon Parti, *Meral Akşener*, le président du Parti de la félicité, *Temel Karamollaoğlu*, le président du Parti démocrate, *Gültekin Uysal*, le président du Parti de l'avenir, *Ahmet Davutoğlu*, et le président du parti DEVA, *Ali Babacan*, doivent s'y engager ouvertement de manière indéniable et irréversible lors de leur réunion du 28 février.

Aucune des personnes nommées n'est peut-être personnellement sensible à la douleur des politiciens qui sont encore en prison, puisque leur front n'a pas touché les barreaux de la prison, mais en tant que dirigeants politiques qui prétendent gouverner la Turquie, ils doivent reconnaître, comprendre et trouver des solutions à la souffrance de ceux qui sont privés de leur liberté parce qu'ils pensent, expriment leurs pensées et veulent les mettre en pratique.

Ils ne doivent pas oublier qu'ils ne représentent pas la seule opposition au diktat AKP-MHP. Il existe dans ce pays des leaders politiques sensibles à la souffrance des personnes emprisonnées...

Le Parti ouvrier de Turquie, le Parti communiste de Turquie, le Parti du travail, le Parti de la liberté sociale, le Parti du mouvement ouvrier, la Fédération des maisons populaires et des assemblées socialistes, qui représentent la gauche, ainsi que le HDP, qui a un soutien de masse plus fort et un nombre de députés plus important que les cinq partis qui se sont rangés aux côtés du CHP, se sont réunis il y a trois semaines et ont jeté les bases d'une véritable *Alliance pour la démocratie*.

Le congrès du Parti ouvrier de Turquie qui s'est tenu hier

à Istanbul à l'occasion du 61^{ème} anniversaire de la fondation du TİP historique a été une nouvelle indication que l'*Alliance pour la démocratie* jouera un rôle décisif dans le proche avenir du pays.

Le congrès, qui a réservé une ovation debout au message envoyé de la prison de type F d'Edirne par *Selahattin Demirtaş*, l'ancien coprésident du HDP, a immédiatement publié la déclaration suivante sous le titre de *Réponse révolutionnaire aux crises*, exprimant sa solidarité avec la lutte de la nation kurde pour la liberté:

«En particulier avec le régime du palais, le peuple kurde, les revendications et la langue kurdes ont été soit désignées comme ennemis, soit ignorés. Une guerre a été déclarée contre la volonté politique des Kurdes. Des milliers de membres et de cadres du HDP ont été arrêtés, leurs élus locaux démis de leurs fonctions et des administrateurs nommés à leur place. Parti politique légitime, le HDP a été identifié au terrorisme, et l'opposition a dans la plupart des cas suivi le mouvement. Le procès de fermeture du HDP, qui est toujours en cours devant la Cour constitutionnelle, continue d'être utilisé comme un bâton par le pouvoir non seulement contre les Kurdes, mais aussi contre tous ceux qui veulent la démocratie et la paix. On a de nouveau tenté de légitimer les opérations lancées au-delà des frontières en stigmatisant le peuple kurde. Alors que de nombreuses langues étaient utilisées dans les services publics, le kurde était ignoré. L'identité historico-culturelle de nombreuses villes habitées en majorité par des Kurdes a été détruite. Aucune enquête approfondie n'a été ouverte sur les agressions, les meurtres et les massacres à caractère raciste commis contre nos compatriotes kurdes. Les violences verbales et les politiques discriminatoires qui les sous-tendent n'ont pas été remises en question. La politique menée à l'égard des Kurdes qui réclament l'égalité de citoyenneté, ainsi que de droits culturels et politiques, reste la menace la plus grave à l'encontre de la fraternité des peuples.»

Fondé il y a 61 ans, le premier Parti ouvrier de Turquie avait été fermé par la Cour constitutionnelle après le coup d'État du 12 mars 1971, parce qu'il avait pris une décision exprimant sa solidarité avec la lutte pour la liberté de la nation kurde lors de son 4^{ème} grand congrès en 1970, et ses dirigeants condamnés à de lourdes peines de prison par le tribunal de la loi martiale.

Une des raisons de la fermeture du deuxième Parti ouvrier de Turquie après le coup d'État du 12 septembre 1980 était encore qu'il était en solidarité avec la lutte de la nation kurde.

Le Parti ouvrier de Turquie récemment fondé a ouvertement proclamé cette même solidarité.

Contrairement aux années 70 et 80, désormais, il n'est plus seul...

L'*Alliance pour la démocratie*, formée par le HDP et d'autres partis et organisations de gauche, sera le principal défenseur non seulement de la nation kurde mais aussi de toutes les classes et couches opprimées de la Turquie, et forcera le CHP et ses alliés à faire de même.

Ça va passer, mais qu'est-ce qui va venir à la place?

Artı Gerçek, 20 février 2022

Hier matin, alors que je partageais sur la page Facebook d'Info-Türk une note commémorative pour le jeune révolutionnaire *Ulaş Bardakçı*, assassiné par les balles du fascisme il y a exactement 50 ans, apparurent sur l'écran de l'ordinateur, les articles de deux de mes amis sur la chanson *Geçcek* (Ça va passer) de *Tarkan*, qui ont ouvert un cran d'espoir dans l'obscurité de la terreur d'État qui règne sans interruption depuis un demi-siècle avec des juntes, des coalitions et des alliances...

Dans son article sur t24, *Hasan Cemal* dit: «Depuis jeudi

soir, nous vivons avec Tarkan. Les gens dansent sur le rythme de sa chanson... Où que nous portions nos regards GEÇÇEK GEÇÇEK ! Aujourd'hui, je laisse la place à Tarkan.»

Ragıp Duran pour sa part partage en français l'immense enthousiasme que les paroles de la chanson ont suscité dans la société: «Cette semaine "Geççek", la nouvelle chanson de Tarkan, megastar de la musique pop, l'Elvis Presley de la Turquie, a fait un tabac pas seulement sur les réseaux sociaux mais également dans la vie courante de la grande majorité des citoyens. Tout le monde en parle dans la rue, dans les usines, dans les bureaux, les écoles et les maisons... La chanson est conçue comme "le nouveau manifeste et la marche officielle de la contestation populaire"».

En effet, il est impossible d'écouter l'extraordinairement beau Geççek de Tarkan et de ne pas être impressionné, et de ne pas reprendre espoir dans cette période d'oppression que nous traversons, surtout lorsque les élections qui pourraient permettre de renverser ce gouvernement se rapprochent...

Ce n'est pas la première fois: au cours des 76 années qui ont suivi l'an 1946, lorsque notre pays est passé au régime dit multipartite, on a produit de la musique qui donne de l'espoir et de l'enthousiasme aux masses avant chaque élection ou après un coup d'État militaire. Certains chants étaient entonnés à l'unisson lors de rassemblements, de marches de l'opposition et sur les places. Tous sont dans nos mémoires avec respect et amour

À cet égard, la critique de *Sinan Kadir Sayan* intitulée "Transformation de la musique contestataire des années soixante-dix à nos jours" fournit des informations extrêmement utiles.

Le nom de *Tarkan* en tant qu'artiste de musique populaire en Turquie apparaît bien après les coups d'État.

L'année où *Tarkan* est né dans la ville d'Alzey dans le Land de Rhénanie-Palatinat dans une famille d'immigrants en Allemagne, le 12 mars a été l'année où le régime de la

junte en Turquie a mené la terreur d'État contre la gauche et la nation kurde de la manière la plus brutale.

Le 17 octobre 1972, le jour de la naissance de *Tarkan* en Allemagne, le tribunal de la loi martiale d'Istanbul en Turquie a condamné 21 dirigeants du Parti ouvrier de Turquie, notamment son chef *Behice Boran*, à de lourdes peines de prison pour une résolution du Congrès du parti défendant les revendications de la nation kurde pour la liberté et l'égalité des droits.

Est-ce tout?

La même année, le 30 mars, après la mort par balle d'*Ulaş Bardakçı* à Istanbul, dix jeunes révolutionnaires, *Mahir Çayan*, *Sinan Kazım Özüdoğru*, *Hüdayi Arıkan*, *Erkan Saruhan*, *Saffet Alp*, *Sabahattin Kurt*, *Nihat Yılmaz*, *Ahmet Atasoy*, *Ömer Ayna* et *Cihan Alptekin*, ont été assassinés à Kızıldere, et le 6 mai, *Deniz Gezmiş*, *Yusuf Arslan* et *Hüseyin İnan* ont été exécutés à Ankara avec l'approbation de la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Sont condamnées à de lourdes peines de prison:

Le 23 février 1972: 53 dirigeants du *Syndicat des enseignants turcs* au Tribunal de la loi martiale d'Ankara,

Le 3 mai 1972: 14 jeunes officiers de marine au Tribunal de la loi martiale d'Istanbul,

Le 16 juillet 1972: 602 étudiants de l'*Université de Hacettepe* au Tribunal de la loi martiale d'Ankara,

Le 23 novembre 1972: 27 membres de *Dev-Genç* au tribunal de la loi martiale de Diyarbakir,

Le 12 décembre 1972: 86 membres des *Centres Culturels Révolutionnaires de l'Est (DDKO)* au Tribunal de la Loi Martiale de Diyarbakir,

Le 15 décembre 1972: 16 personnes accusées d'être membres du *Parti communiste de Turquie* par le tribunal de la loi martiale d'Istanbul.

La même année, la mise en vigueur de la loi martiale a entraîné la fermeture de nombreux journaux et magazines, la confiscation de livres, de disques et de cassettes, et des

centaines de journalistes, d'écrivains, de scientifiques, d'artistes et de musiciens ont été arrêtés, torturés et la plupart d'entre eux condamnés.

Une description détaillée de tout cela et des documents sur la torture peuvent être trouvés dans le document de 154 pages *Turkey On Torture*, publié en 1973 par l'*Organisation de résistance démocratique* en exil.

Quant à *Tarkan*, qui a suivi l'enseignement primaire et moyen dans des écoles allemandes, a poursuivi ses études secondaires en Turquie en raison du retour définitif de sa famille en 1986, et a reçu une éducation musicale d'abord à l'association *İleri Musiki Derneği* dans le district de Karamürsel à Kocaeli, puis à la *Üsküdar Musiki Cemiyeti* à Istanbul. Il sort son premier album en 1992.

Bien qu'il ne se soit pas engagé dans le protest song, *Tarkan* a également eu des problèmes avec l'État turc pour la première fois en 1999 en relation avec le service militaire. Alors qu'il était en Allemagne pour un concert, il a été appelé à servir dans l'armée pendant 18 mois en tant que citoyen turc. Il n'est pas rentré en Turquie, avec le risque d'être déchu de sa nationalité turque, déclarant «Je refuse de tuer mes propres concitoyens» parce qu'il n'approuvait pas le massacre perpétré par l'armée turque dans les provinces kurdes. Il a toutefois ensuite bénéficié d'un service militaire contre paiement de substitution et a servi pendant une courte période de 28 jours dans le régiment d'entraînement de transport de la caserne Altay à Malatya en 2000.

Tarkan, qui n'a pas eu de problèmes majeurs avec l'État turc pendant de nombreuses années après son service militaire, a pris une position claire contre le régime d'oppression en publiant la déclaration suivante pour la première fois pendant la *résistance de Gezi* en 2013:

«Je pense que la nature, la société et l'individu, l'existence, la vie et la conscience sont des aspects et des compléments indissociables l'un de l'autre. Parce que chacun d'eux

a constamment besoin de l'esprit, de l'émotion et de la conscience de l'autre.

«Je pense que c'est exactement le cas pour la place Taksim et le parc Gezi à Istanbul. Dans le parc Gezi, qui est important pour que la ville puisse respirer, les arbres sont maintenant abattus et la nature est détruite ! Le 'vote' des habitants de cette ville aurait dû être sollicité avant de décider du projet à construire à la place de ce parc ; Il s'agit d'une nécessité sociale et démocratique.

«Il n'y a rien de plus naturel que l'individu résiste, appelle à protéger des valeurs supérieures, choisisse la méthode de l'action passive, dresse une tente et fasse de la musique. En réaction, l'administration a incendié les tentes en utilisant la force brute et a aspergées ces personnes de gaz lacrymogène, causant de graves conséquences et violant les droits et libertés de l'individu. En tant qu'amoureux de la nature et quelqu'un qui aime beaucoup Istanbul, je suis aux côtés de ces gens, de ces résistants innocents.»

Avec *Geççek*, Tarkan s'est à présent engagé sur une voie du non-retour et est devenu un porte-parole efficace de la lutte contre la dictature AKP-MHP sur les plans national et international.

Les partis d'opposition ont immédiatement soutenu le chanteur.

Le porte-parole du CHP, Faik Öztrak, a déclaré: «Tarkan a mis en musique les problèmes du monde, de son pays et de lui-même avec la sensibilité d'un artiste. Il a aussi fait une très belle chanson qui donnera de l'espoir aux gens. Que personne n'aille y voir rien de plus.»

La présidente du Bon parti, *Meral Akşener*, a également partagé la chanson *Geççek* sur Twitter en taguant: presque-toutestpassé #cestpourbientôt.

L'enthousiasme suscité par *Geççek* donne désormais plus de chance à l'opposition de renverser le diktat AKP-MHP. Mais si cette éventualité se réalise, qu'est-ce qui se produira par la suite?

Je l'ai indiqué dans mon précédent article: si même l'alliance AKP-MHP perd la majorité aux élections, la transition vers un système parlementaire renforcé ne se fera pas immédiatement. Pendant quelques années au moins, la Turquie continuera d'être gouvernée par un système présidentiel jusqu'à ce que la majorité nécessaire soit obtenue par le biais de nouvelles élections.

La question urgente qui se pose à nous est de savoir comment se fera la transition vers un système parlementaire renforcé. Par exemple, dans quelle mesure le CHP et ses alliés, qui porteront *Kılıçdaroğlu* à la présidence et partageront les ministères dans le gouvernement qu'il établira, pourront gouverner démocratiquement la Turquie.

Voici la première tâche urgente de la démocratisation, qui ne peut être différée en aucun cas: que ce soit par un décret pris par le président dès son entrée en fonction ou par une loi adoptée par la majorité du parlement lors de l'une des premières sessions de la législature, des dizaines de milliers de prisonniers et de détenus politiques dans les prisons turques doivent être libérés immédiatement. Ils doivent pouvoir prendre librement leur place dans la vie politique, et il doit être mis fin à toutes les opérations militaires à l'intérieur et à l'extérieur des frontières, les chasses à l'homme et les massacres avec des drones et desUCAV...

Selahattin Demirtaş, Figen Yüksekdağ, Abdullah Öcalan, Osman Kavala, les maires kurdes remplacés par des administrateurs affidés et jetés en prison, les centaines de journalistes, d'universitaires, les milliers de membres d'organisations démocratiques et d'utilisateurs des réseaux sociaux doivent être libérés sans perdre un seul jour.

On a bien compris que ce n'était pas si facile avec l'adoption en commission parlementaire mixte Constitution et Justice de la GANT il y a trois jours de la levée de l'immunité parlementaire de *Semra Güznel*, députée du HDP, avec les voix des députés du CHP jointes à celles des députés de l'AKP.

Tarkan le dit fort bien, et nous met du baume au cœur:

*C'est le quantième coup dur, ce n'est pas le premier
On est tombé, c'est vrai, mais on ne s'est pas relevés?
On n'a pas bravé la vie à chaque fois?
Ne t'inquiète pas
Par quoi ne sommes-nous pas passés
Ça passera, ça passera, bien sûr
Regarde, un jour l'espoir fera la fête,
Oh oh On fera tinter les castagnettes
Ces jours fleuris sont très proches, crois-moi*

En écoutant Tarkan, je pense aux députés du CHP qui ont voté en faveur de l'exécution *Deniz*, *Yusuf* et *Hüseyin* en 1972, année de sa naissance, et à Ecevit qui, ayant accédé au pouvoir en ayant entraîné toute la gauche à sa suite, a lancé la conquête de Chypre, qui, après être redevenu Premier ministre en 1979, ne s'est pas prononcé contre l'arrestation des membres du TİP descendus sur la place Taksim le 1^{er} mai, qui, Premier ministre pour la troisième fois, a fait arrêter *Abdullah Öcalan* au Kenya en 1999 et qui, en 2000, a autorisé le massacre de trente prisonniers et détenus politiques dans les prisons dans le cadre de l'«*Opération Retour à la Vie*».

Et en plus, je me remémore comment *Kemal Kılıçdaroğlu*, l'actuel chef du Parti républicain du peuple (CHP), et *Meral Akşener*, la dirigeante de l'İYİP, qui se concentrent maintenant sur l'opération de «*réconciliation*», ont soutenu jusqu'à présent à l'unanimité au parlement les attaques transfrontalières de *Tayyip*.

Et en répétant les paroles de la chanson de Tarkan, je souligne notre détermination à ne pas rester en arrière dans la lutte demain, comme nous l'avons fait hier et aujourd'hui:

*C'est le quantième coup dur, ce n'est pas le premier
On est tombé, c'est vrai, mais on ne s'est pas relevés?
On n'a pas bravé la vie à chaque fois?*

Une soirée d'échanges avec nos amis arméniens...

Artı Gerçek, 7 mars 2022

J'écris ces notes après l'un des événements les plus émouvants de mes 86 ans de vie, après une nuit au cours de laquelle nous avons une fois de plus partagé la douleur et l'amour avec nos amis arméniens exilés et renforcé notre détermination à nous battre ensemble.

L'anniversaire du génocide de 1915 approche, après deux ans d'empêchement en raison de la pandémie, les Arméniens du monde commémoreront dans quelques jours les 107 ans du massacre et de la déportation de leurs ancêtres dans l'Empire ottoman. À cette occasion douloureuse, je tiens à partager la confiance que j'ai faite à mes amis arméniens lors d'un des événements les plus émouvants de mes 86 années de vie.

Après presque un demi-siècle de lutte commune dans la capitale de l'Europe, cet événement organisé par *l'Association des Arméniens Démocrates de Belgique*, initialement prévu l'année passée pour l'anniversaire de nos 50 ans d'exil, mais retardé par les mesures liées à la pandémie, a eu lieu le 5 mars à Bruxelles.

La soirée a commencé par la projection du documentaire *Le Patriote Apatriide* sur notre vie et notre combat, réalisé il y a 7 ans par notre ami journaliste *Nazım Alpman*. Ensuite, avec *Bogos Yalım* comme modérateur, j'ai partagé avec la salle mes mémoires sur le négationnisme en Turquie et sur la lutte menée en commun depuis plus de 30 ans en Belgique par les organisations démocratiques originaires de Turquie, tant face à ce négationnisme que contre les régimes fascistes.

Après avoir répondu aux questions du public, Inci et moi-même avons reçu, au nom de *l'Association des Arméniens Démocrates de Belgique*, un tableau réalisé par l'écrivain *Hovsep Hayreni* nous remerciant en plusieurs langues pour notre présence aux côtés de tous les opprimés.

Nos amis arméniens nous ont montré une fois de plus que nous n'étions pas seuls dans cet exil, tant par l'organisation de cette soirée que par le portrait si précieux qu'ils nous ont offert.

Mon intervention à cette soirée fut d'abord une confiance aux membres de la diaspora arménienne, dont la nation fut massacrée et déportée par l'État ottoman sur les terres qui m'ont vu naître et grandir et dont la terrible tragédie fut aussi continuellement niée par le pouvoir sous la République.

Car en se taisant jusqu'à l'assassinat de *Hrant Dink* en 2007 et en ne demandant de comptes ni au pouvoir négationniste de l'Etat ni à ses médias, le mouvement de gauche, dans lequel j'ai milité des décennies en Turquie comme en exil, était aussi responsable devant l'Histoire de cette honteuse négation.

Pour moi, la prise de position face à cette réalité douloureuse dans toute son évidence ne se fit pas en Turquie, mais seulement dans notre vie d'exil qui commença suite au coup d'État du 12 mars 1971.

Oui, en parlant de notre 50e année d'exil, j'ai surtout évoqué cela avec nos amis arméniens... Aujourd'hui, je partage également cette confiance avec vous, mes lecteurs.

Pour la délicatesse dont ils ont fait montre en organisant cette soirée à l'occasion de notre demi-siècle en exil, je remercie les dirigeants de *l'Association des Arméniens Démocrates de Belgique*, ses militants, ainsi que tous nos amis arméniens de Belgique représentés par cette association.

Comme nos vies mouvementées et turbulentes, nos travaux et nos pensées, à Inci et moi-même, ont été évoqués en détail dans le documentaire réalisé il y a 7 ans par notre cher ami *Nazım Alpman*, je ne souhaite pas prendre de votre précieux temps en reparlant de ces sujets.

Que c'est agréable... Il n'y a aucun secret entre nous et nos amis se trouvant dans cette salle avec qui nous partageons une amitié sincère et la fraternité dans la lutte... C'est

dans les rudes épreuves de lutte que nous nous sommes davantage connus, aimés et liés les uns aux autres.

Ces sentiments pour *l'Association des Arméniens Démocrates de Belgique*, nous les éprouvons également pour nos amis de *l'Institut Assyrien de Belgique*, de *l'Institut Kurde de Bruxelles*, de *la Maison du Peuple de Bruxelles* et des *Ateliers du Soleil* qui nous ont honoré du prix "Citoyens de l'Humanité" à l'occasion de la publication de mon livre *Le journaliste "apatride"* il y a huit ans.

Nous n'oublierons jamais non plus le geste de *la Fédération Euro-Arménienne pour la Justice et la Démocratie (EAFJD)* qui m'a honoré il y a six ans pour "mon combat de toute une vie pour les droits de l'homme, la démocratie, la justice et la vérité".

À eux aussi, nous exprimons nos remerciements.

Quel dommage qu'alors que nous nous retrouvons ensemble aujourd'hui, la vieille Europe est à nouveau prise dans l'enfer de la guerre, 83 ans après la 2e guerre mondiale.

J'ai maintenant 86 ans... En 1939, alors que je n'avais que trois ans et découvrais le sens des choses, je commençais à entendre des nouvelles sur le bain de sang mondial provoqué par le fascisme hitlérien. En tant qu'enfant de cheminot, j'ai aussi été témoin direct de l'oppression subie par de pauvres paysans des villages anatoliens, de la terreur infligée par une gendarmerie prétextant alors du contexte de guerre.

Un de ces villages était le village de *Muncusun*, dans la province de Kayseri. *Muncusun* était historiquement un village arménien, mais fut purgé de sa population arménienne lors du génocide et de la déportation de 1915. Des immigrés turcs en provenance des Balkans furent installés à sa place. Comme il n'y avait pas d'école dans la petite gare où travaillait mon père, j'ai vécu en tant qu'élève pensionnaire dans ce village. Mais alors qu'il ne reste aucune trace de son passé, je n'apprendrais qu'en exil des dizaines d'années plus tard que *Muncusun* était à l'origine un village arménien.

En 70 ans de vie de journaliste, j'ai vécu trois coups d'État militaires, dont un nous ciblant expressément Inci et moi-même. Et puis il y a eu aussi la douleur d'être témoins des interminables opérations de destruction au *Kurdistan* par l'armée turque, de l'occupation depuis 48 ans de la *Chypre du nord*, de l'invasion de l'Irak, de la Syrie et enfin des terres du Karabagh...

Comme montré dans le documentaire de *Nazim Alpman*, dans nos vies de journalisme et de militantisme socialiste, nous avons toujours travaillé à refléter les réalités.

Cependant aujourd'hui, avec nos amis arméniens, je souhaite partager une douleur qui dérange encore ma conscience depuis désormais 50 ans d'exil.

Alors que j'étais jeune journaliste en 1955, j'ai été personnellement témoin de la barbarie du pogrom du 6-7 septembre à Izmir, des attaques et pillages subis par les Smyrniotes non-turcs et musulmans. Parce qu'il a pris position sur ce sujet, notre journal fut fermé par la loi martiale et notre rédacteur en chef fut arrêté.

Izmir, ville de ma jeunesse... Fondée à l'époque hellénistique, ville romaine et byzantine durant des siècles. Même après être passée sous la souveraineté ottomane au 15^{ème} siècle, elle est une cité qui doit en grande partie sa vitalité économique aux *Levantins*, aux *Grecs*, aux *Arméniens* et aux *Juifs*...

Mais dans cette Izmir, je ne me rappelle pas avoir entendu un seul mot sur *le Génocide de 1915*, ni à l'association estudiantine, ni dans le journal d'opposition où je travaillais, ni au syndicat, ni dans le milieu des communistes passés par la prison. Pas un mot non plus au sujet du Génocide des Grecs de la mer Noire en 1919, ni de celui des Grecs de la mer Égée en 1922.

Et à Istanbul? Que ce soit dans les journaux où je travaillais, dans le milieu militant, voire au Comité Central du *Parti ouvrier de Turquie* où je fus élu au 1er congrès de 1964, j'ai eu des amis, collègues et camarades arméniens, grecs, juifs, as-

syriens ou kurdes... Mais jusqu'à mon départ de Turquie suite au coup d'État du 12 mars 1971, je ne me rappelle pas que le *Génocide de 1915* fut évoqué lors d'une discussion et sûrement pas en tant que sujet à prendre au sérieux.

En ces années, dans les émissions et publications comme *Bizim Radyo* ou la revue *Yeni Çağ* du *Parti communiste de Turquie* exilé dans des pays socialistes, nous n'avons entendu aucune information ni de critique au sujet du *Génocide de 1915*. Pourtant, des membres d'origine arménienne se trouvaient au sein du comité central de ce parti.

Même lors du Cinquantenaire du *Génocide Arménien de 1915* alors qu'avaient lieu des événements commémoratifs dans différents pays, ce sujet n'était toujours pas à l'ordre du jour en Turquie. Quand les nouvelles de commémoration sont arrivées de l'étranger, on étouffait le sujet en disant "les peuples ont été poussés les uns contre les autres par les machinations impérialistes lors de la première guerre mondiale."

Personne n'a parlé non plus des crimes du *Comité Union et Progrès*, ni de l'installation de la plupart de ses meurtriers en tant que cadres du pouvoir à l'époque républicaine.

Sur ce sujet, il y eut pour moi un point de bascule que je ne peux oublier... Un souvenir de Belgique...

C'était l'époque après le coup d'État de 1971 où nous organisions depuis notre exil une campagne de protestation contre le régime turc. Un soir, nous étions chez notre ami *Marcel Croës*, responsable des programmes d'arts de la RTB, accompagné d'un autre journaliste belge. Après avoir écouté ce que nous avions à dire sur les violations des droits humains en Turquie, il nous demanda: «Que pensez-vous à propos du Génocide Arménien de 1915?»

Quelle douleur de n'avoir rien su répondre alors. J'ai porté cette humiliation pendant des années.

Au sein de la gauche turque en exil, la prise en compte du génocide et de la déportation de 1915 n'a pu se réaliser que grâce à la mobilisation des exilés assyriens, arméniens et

kurdes dans les pays où ils arrivaient nombreux dès la fin des années 70 et où ils construisaient des liens avec les diasporas déjà installées.

Dans la deuxième moitié des années 70, *l'Union pour la Démocratie* que nous avons fondée en Europe pour soutenir le *Parti ouvrier de Turquie* et dont j'ai assumé la présidence, était continuellement en coopération avec l'organisation ouvrière-estudiantine kurde *Tekoşer*, qui prendrait plus tard le nom d'*Institut Kurde de Bruxelles*. Grâce à ces camarades kurdes, nous avons appris pour la première fois beaucoup de choses sur les génocides kurdes, arméniens et assyriens.

Après le coup d'État du 12 septembre, nous éditons un journal nommé *Tek Cephe*, émanant du comité européen de *l'Union pour la Démocratie*.

En mars 1981, l'organisation *Asala* assassina deux diplomates turcs à Paris et publia ensuite un communiqué demandant la reconnaissance du génocide arménien par la Turquie.

À cette occasion, le comité en France de *l'Union pour la Démocratie* nous a envoyé une analyse profonde sur le génocide arménien et sur les actions de *l'Asala*. Dans ce papier, les actions de *l'Asala* étaient critiquées, mais l'emphasis était mise sur la nécessité d'une reconnaissance du génocide arménien par la Turquie.

Lors de la publication de la première partie de cet article en deux volets, les leaders des partis qui étaient réfugiés à Bruxelles réagirent avec véhémence. En dépit de cela, en tant que président européen de *l'Union pour la Démocratie*, j'ai soutenu le texte du Comité Français et ai publié la deuxième partie en avril 1981 sans le modifier ni l'abréger.

Cette position de lutte de *Tek Cephe* face aux pressions nationales, nous l'avons aussi perpétuée les années suivantes dans les bulletins et livres d'*Info-Türk*.

En parallèle, *Ernest Glinne*, président du groupe socialiste au Parlement européen, qui était toujours solidaire avec

notre lutte contre la junte, déposa le 20 septembre 1983 une motion à la présidence du Parlement appelant le gouvernement turc à reconnaître le *Génocide de 1915*.

Le 3 janvier 1985, la chaîne de télévision française *Antenne 2* diffusa le documentaire *La Turquie sous la Botte*. Dans la partie débat suivant le documentaire, Nezan Kendal et moi-même, représentant respectivement *l'Institut Kurde de Paris* et *Info-Türk*, avons raconté de façon détaillée les nouvelles pressions exercées sur les Kurdes, Arméniens, Assyriens, Grecs et Turcs démocrates en Turquie et avons appelé l'Europe à hausser la voix face à ces pressions.

Le jour suivant, le journal *Hürriyet* m'accusait dans ses gros titres d'être traître à la Turquie.

En octobre 1987, nous avons publié via *Info-Türk* un *Livre Noir* en anglais, documentant de façon détaillée l'ensemble des oppressions et exactions commises en Turquie, ainsi que le génocide et l'oppression exercés à l'encontre des Kurdes, Arméniens et Assyriens.

À cette époque, la fondation de l'Association des Arméniens Démocrates de Belgique, de l'Institut Assyrien de Belgique et de la Fédération Euro-Arménienne est venue renforcer le combat que les diasporas arméniennes et assyriennes menaient depuis des décennies pour la reconnaissance du Génocide de 1915.

Le collectif 1971 créé par l'Association des Arméniens Démocrates de Belgique, l'Institut Assyrien de Belgique, l'Institut Kurde de Bruxelles, *Info-Türk* et les Ateliers du Soleil a largement contribué au combat pour la reconnaissance du Génocide de 1915 par les événements qu'il organisa en 2005 à l'occasion des 90 ans du Génocide des Arméniens, en 2006 pour la 35^{ème} année du coup d'État du 12 mars 1971, en 2007 à l'occasion de l'assassinat de Hrant Dink, ainsi que par son soutien aux réunions commémoratives ayant lieu chaque année le 24 avril devant le Monument au Génocide à Bruxelles.

Lors du centenaire en 2015, grâce à la participation des autres associations aléviennes, yézidiennes, kurdes et assyriennes, le nombre d'organisations exigeant la reconnaissance du Génocide de 1915 par un communiqué commun s'élevait à une quinzaine.

Il ne fait aucun doute que la possibilité d'avancer positivement sur ce sujet sera entièrement liée à la réussite du combat à mener pour la démocratisation en Turquie...

Oui, les derniers développements en Turquie sont à la fois douloureux et porteurs d'espoir...

Dans un contexte de pressions islamo-fascistes chaque jour plus malfaisantes, la tenue des élections générales au plus tard en 2023 voire peut-être en 2022 crée une dynamique au sein du front d'opposition.

À côté de l'alliance créée par 6 partis politiques d'opposition promettant le passage à un "système parlementaire renforcé", le HDP avec d'autres partis et organisations de gauche appelle à une *République Démocratique* où toutes les identités et appartenances vivraient librement, côte à côte dans le partage et l'égalité.

Comme en Turquie, beaucoup d'immigrés turcs dans les pays d'accueil ont été conditionnés à la suprématie de la race turque et de l'Islam et à l'hostilité à la présence des autres communautés et religions.

C'est uniquement dans le cas où une telle *République Démocratique* verrait le jour que pourront cesser les comportements distants, voire hostiles à la présence et aux cultures assyriennes, arméniennes, yézidiennes, grecques et kurdes.

L'un des premiers devoirs du pouvoir de la République Démocratique sera de reconnaître *le Génocide de 1915* ainsi que tous les génocides et opérations de déportation qui le suivirent, et de mettre fin à la pression sur les exilés politiques, aux menaces parvenant à s'immiscer dans leurs vies, aux notices de recherche de différentes couleurs destinées à *Interpol*.

Comme cela a été réalisé en 1974 en Grèce après la chute

du régime fasciste des Colonels, il conviendra d'accorder sans exception tous les droits de citoyenneté aux réfugiés politiques en exil, de supprimer tous les obstacles à leur libre retour au pays, à la continuation de leurs activités professionnelles et politiques en Turquie.

Pour cela, les organisations démocratiques d'émigrés poursuivant ces combats depuis des années à l'étranger, les organismes représentant les diasporas assyriennes, arméniennes, yézidiennes, grecques et kurdes doivent d'ores et déjà être pris en tant qu'interlocuteurs par les partis aspirant à construire une *République Démocratique*.

Je l'avais dit à la session plénière de *l'Assemblée des Exilés en Europe*, je le répète:

Si l'on souhaite réellement la démocratisation de la Turquie, la volonté des exilés et des diasporas doit obligatoirement se refléter dans les urnes, l'exil doit rejoindre les oubliettes de l'Histoire.

Mes amis d'exil, je vous salue tous avec affection.

Où en est l'Administration autonome, et la laïcité?

Artı Gerçek, 14 mars 2022

Alors que la Belgique, qui est au cœur de la Communauté européenne, s'efforce de remédier aux dommages massifs causés à la vie sociale et économique par la pandémie de Corona et les inondations de grande ampleur causées par le changement climatique, connaît d'autre part une intense activité politique visant à rendre la structure fédérale tricommunautaire et trizonale du pays plus rationnelle et plus équitable à partir de 2024.

Comme on le sait, il existe en Belgique, le modèle le plus abouti d'administration fédérale, une Communauté flamande dans le nord de la Belgique et à Bruxelles composée de néer-

landophones, une Communauté française composée de francophones dans le sud du pays et à Bruxelles, et une Communauté germanophone de locuteurs allemands à la frontière orientale.

Parallèlement, il existe trois administrations régionales qui ont leur mot à dire et prennent des décisions sur les questions économiques et sociales: la Région flamande au nord, la Région wallonne au sud, la Région bruxelloise au centre...

En résumé, dans ce pays de 10 millions d'habitants, il existe un système de sept parlements et sept gouvernements, dont le parlement et le gouvernement fédéraux, qui sont responsables de la politique étrangère, de la défense et des finances, et trois parlements et gouvernements régionaux.

Étant donné que cette double structure pose de nombreux problèmes dans la pratique, il est considéré que les administrations communautaires et les gouvernements régionaux seront fusionnés à partir de 2024, et que le pays passera à un système avec seulement quatre régions: la Région flamande au nord, la Région wallonne au sud, la Région bruxelloise au centre, la Région germanophone à l'est... Depuis les dernières élections, les Flamands ont fait le premier pas à cet égard, en fusionnant leurs gouvernements communautaires avec leurs gouvernements régionaux, réduisant ainsi le nombre de parlements et de gouvernements à 6.

Bien entendu, les discussions sur l'avenir de la Belgique, où nous vivons depuis près d'un demi-siècle et participons activement à la vie sociale et culturelle, nous intéressent beaucoup. Mais ce que nous observons vraiment avec beaucoup d'intérêt, c'est l'intensification du débat sur la question de savoir si le diktat islamo-fasciste AKP-MHP peut être renversé et remplacé par un ordre véritablement démocratique au 100^{ème} anniversaire de la république en profitant des prochaines élections en Turquie.

À cet égard, le développement le plus important de la semaine a sans nul doute été l'expédition à Diyarbakır de *Kemal Kılıçdaroğlu*, le leader du CHP qui a fait alliance avec

cinq autres partis politiques pour opérer une “transition vers un système parlementaire renforcé”, afin de se garantir le soutien de l’électeur kurde à sa candidature à la future présidence de la république.

J’ai attentivement suivi les nouvelles et les commentaires sur les visites et les discours de *Kılıçdaroğlu*. Dans le protocole d’accord annoncé au public lors de la prestigieuse réunion des six partis le 28 février, la question de l’administration autonome, qui est vitale pour la véritable démocratisation de la Turquie, a été passée sous silence. Peut-être pour ne pas déranger les partenaires, dont l’un porte l’empreinte idéologique et politique du MHP, deux de l’AKP et l’autre du MSP... *Kılıçdaroğlu* allait-il être en mesure de donner une explication satisfaisante aux citoyens kurdes sur cette question lors de l’expédition de Diyarbakir?

Les cadres, les députés, les maires, les penseurs et les militants du HDP n’ont-ils pas été persécutés, privés de leur immunité et emprisonnés des années durant parce qu’ils se battaient pour l’*Administration autonome* depuis des années?

Pour passer au système d’administration autonome, il faudrait tout d’abord modifier les quatre premiers articles de la Constitution, qui l’empêchent fondamentalement. Mais bien avant que *Kılıçdaroğlu* ne parte pour Diyarbakir, il l’avait déjà souligné dans une interview accordée à *Fikret Bila* sur Halk TV le 6 mars: «Les quatre premiers articles de la Constitution sont notre ligne rouge.»

Or, İmam Taşçier, député du HDP, a clairement posé le problème dans son discours à la Grande Assemblée nationale de Turquie le 7 décembre 2021: «Si les quatre premiers articles de la constitution et les articles 40 et 41, ne sont pas amenés et si les réserves de certaines lois ne sont pas levées, la question kurde ne pourra pas être débattue.»

Il ne faut pas oublier que le caractère vital de l’Administration autonome pour la nation kurde a été exprimé dans le programme du HDP comme suit:

«Notre parti lutte pour le développement et la réalisation des modèles d'autonomie dont les peuples ont besoin et des formes démocratiques de gouvernement qui leur permettront de se gouverner eux-mêmes. Notre parti vise à faire en sorte que les gouvernements locaux démocratiques et autonomes, y compris les administrations locales autonomes, répondent à la fois aux demandes du peuple kurde, à la démocratisation de la Turquie et la réalisation de la paix sociale. Il soutient qu'il jouera un rôle important dans l'union librement consentie des peuples. Notre parti qui estime que l'objectif de l'autonomie démocratique développé par le peuple kurde sur la base de ses propres expériences afin de parvenir à une république démocratique où les travailleurs et les peuples vivent dans la liberté sur un pied d'égalité constitue une étape importante dans le règlement de la question kurde, lutte pour la démocratisation de la Turquie et pour que les opportunités offertes par la compréhension de l'autonomie démocratique dans le sens de l'union librement consentie des peuples se concrétise dans tout le pays».

L'attitude et les discours de *Kılıçdaroğlu* lors de son voyage à Diyarbakir sont bien évalués dans son article d'hier par *Nurcan Kaya*, chroniqueuse d'*Artı Gerçek*, qui a personnellement assisté à deux de ses réunions :

«En définitive, les Kurdes ont dit tout ce qui pouvait être dit lors de cette visite. Ils ont émis toutes les critiques qui devaient l'être. Leur interlocuteur était le leader de la principale opposition et peut-être futur président de la République. Je pense donc que ces réunions sont significatives et qu'expliquer les problèmes et les revendications aux acteurs politiques est une forme de lutte pour les droits de l'homme.

«Kılıçdaroğlu, d'autre part, a expliqué ce qui était écrit dans le protocole d'accord et d'autres choses importantes mais n'a pas donné de réponses satisfaisantes sur des questions que l'on peut qualifier de lignes rouges pour les Kurdes, telles que le règlement de la question kurde, l'enseignement

dans la langue maternelle et la confrontation avec le passé. Les Kurdes et les communautés ayant des identités différentes seront des individus égaux et libres en cas de changement de pouvoir et de régime mais en même temps il n'a rien qui fasse penser qu'ils vivraient en tant que peuples ayant collectivement des droits.

Kılıçdaroğlu s'est-il abstenu de dire certaines choses pour conserver la cohésion de l'alliance des six partis ou alors est-il impossible d'espérer davantage du CHP, nous le verrons avec le temps.»

L'académicien *Cuma Çiçek* révèle clairement l'attitude fuyante de *Kılıçdaroğlu* dans *Evrensel* du 12 mars 2022: «Le CHP a une position qui pointe vers une solution, mais ne parle pas de ce qui se passera au-delà de la porte. Nous allons apporter une solution, dit-il, mais comment? Les Kurdes ont des revendications concrètes. L'enseignement dans la langue maternelle, le renforcement des administrations locales, l'auto-gestion, la gestion de leurs ressources financières, être inclus dans l'administration centrale à Ankara. Il y a la question des armes. Comment le CHP va-t-il régler la violence? Quelle est sa position en ce qui concerne la question du Rojava? La question kurde présente des dynamiques géopolitiques, quelle relation envisage-t-il avec l'Administration régionale du Kurdistan irakien (IKBY)? Il y a des prisonniers, et des tas de gens à l'étranger. Dans le cadre de la question kurde, il y a des demandes constructives, politiques et sociales. La région est abandonnée depuis 1932. Il y a une question de partage des ressources. Comment seront-elles redistribuées équitablement. Quelle est la position du CHP pour remédier à la redistribution inéquitable des ressources? Il ne s'agit pas seulement de soutenir l'agriculture. Ce n'est pas seulement un travail qui peut être fait en soutenant l'agriculture. Il s'agit du développement régional, un développement et une redistribution des ressources plus substantiels. La question a des dimensions considérables.»

Kılıçdaroğlu est également en pleine capitulation sur les questions de laïcité et d'affaires religieuses afin d'attirer les électeurs de l'AKP d'une part, et de ne pas déranger ses partenaires de droite d'autre part...

İhsan Çaralan a lancé un avertissement dans le *Evrensel* du 9 septembre 2021:

«Erbaş a fait des déclarations anti-laïques à diverses occasions jusqu'à présent. Lorsque, à la suite de l'ouverture de Sainte-Sophie, il est monté en chaire lors de la prière du vendredi, le 24 juillet 2020, avec un air de Grand Mufti, le côté ceint d'un glaive, le fait a suscité des débats violents. Mais comme cela a été considéré comme des sorties parcellaires, les réactions sont restées limitées.

«Cependant, la position qu'il a adoptée depuis le 30 août a été d'une manière à braver les critiques formulées en matière de laïcité. Erbaş, poussant ses prétentions à faire penser que la religion ne devrait pas être seulement entre Dieu et la personne, mais devrait couvrir tous les domaines de la vie, réclame, sans la nommer, mais d'une manière que tout le monde peut clairement comprendre, l'application de la charia, a considérablement relevé la barre des discussions !

«Les critiques ont dès lors été jusqu'à dire: *'Il prétend être le deuxième homme de l'erdoganisme'*, *'Il joue au leadership après Erdoğan et à la présidence de la république'* *'Il veut être Grand Mufti et pas président des Affaires religieuses'*.

«Dans les pays véritablement laïcs, il n'existe pas d'institution comme la présidence des Affaires religieuses. Dans notre pays, la présidence des affaires religieuses est le résultat d'une compréhension malsaine de la laïcité 'à l'envers' et est une institution qui doit être abolie pour une véritable laïcité.

«Après ce dernier pas franchi par le président des Affaires religieuses Erbaş, il est devenu encore plus important pour les forces de la démocratie, les cercles démocratiques progressistes, d'évaluer correctement tous ces développements et d'agir dans le sens de ce qui est nécessaire d'accomplir.»

Ali Sirmen met en garde dans son article intitulé “Pas de démocratie sans laïcité” dans le *Cumhuriyet* du 4 mars 2022:

«Je n’aurais jamais voulu dire cela. Au début, à l’annonce de l’alliance de six partis qui a pour objectif d’aller à la démocratie avec un système parlementaire renforcé, qui m’a donné de l’espoir comme à beaucoup d’autres j’aurais aimé écrire des choses plus optimistes pour notre avenir. J’attendais ces jours avec impatience. Mais malheureusement, cela n’a pas pu en être le cas.

«Afin de se faire une idée correcte du travail commun des six partis, il est utile d’examiner d’abord le texte très attendu du point de vue de la laïcité, Parce que c’est l’AKP, tout particulièrement en s’en prenant à la laïcité, qui est un incontournable de la démocratie, qui a précipité la Turquie dans le gouffre profond du grand effondrement socio-économique, politique et social qui menace l’avenir et l’existence du pays, et qui a clairement fait comprendre à tout le monde qu’il s’est juré de briser les institutions, les règles et les concepts de la République laïque éclairée par chacune de ses actions et chacun de ses discours.

«Les sectes et les confréries qui se sont infiltrées dans le ministère de l’Éducation nationale et dans d’autres ministères pendant le règne de l’AKP sont également dominantes au sein de la Diyanet, qui est maintenant devenue l’autorité de fatwa de la ‘République laïque !’, et qui n’hésite pas à afficher ouvertement son opposition à la laïcité et son sentiment antirépublicain en le combinant avec de l’hostilité à Atatürk. Avec l’aide du soi-disant pouvoir judiciaire, qui est complètement sous contrôle et n’a plus d’indépendance, le triangle éducation nationale-affaires religieuses-communauté sectaire a commencé à faire des pas de géant vers l’enterrement de la démocratie et de la République laïque qui en est le garant. Il est impossible de passer à la démocratie sans inverser ce processus.»

L’attitude peu prometteuse de *Kılıçdaroğlu* et de ses par-

tenaires à l'égard de l'administration autonome et de la laïcité est devenue évidente.

En ce domaine, l'espoir réside dans l'alliance de la République démocratique formée par le HDP et les partis de gauche.

Le double visage de Janus de l'Europe

Artı Gerçek, 21 mars 2022

Il est difficile de prédire quelles conséquences l'attaque du président de la Fédération de Russie *Poutine* contre l'Ukraine entrainera pour lui-même et pour ce pays, à la superficie la plus étendue du monde, qu'il gouverne en exerçant toutes sortes de pressions et d'intrigues. Il ne fait en revanche aucun doute que cela représente une opportunité en or pour *Erdoğan* qui, depuis 20 ans, dirige la Turquie, voisine méridionale de la Russie, avec les mêmes pressions et intrigues.

Comment pourrait-il en être autrement. Erdoğan, constamment critiqué par les alliances et institutions internationales dont la Turquie est membre, pour avoir transformé ce pays, qui constitue à tous égards un pont entre l'Europe et l'Asie, en fief d'un régime islamo-fasciste organisant des *razias* islamiques dans les pays voisins, et pour cette raison, inscrit dans les premiers rangs de la liste noire des dictateurs" s'est, avec la crise ukrainienne, tout à coup vu comme absous de tous ses péchés et transformé en héros au pied duquel on accourt et à qui on dresse le tapis rouge partout où il se rend pour le recevoir. On en viendrait presque à proposer sa candidature au prix Nobel de la Paix!

Rien que la semaine dernière, le chancelier allemand *Scholz*, le premier ministre grec *Mitsotakis*, le président israélien *Herzog*, le président du Kosovo *Osmani* et le prési-

dent de la Pologne *Duda* se sont rendus en Turquie. Et le premier ministre néerlandais *Rutte* qui, jusqu'à hier, disait pis que pendre d'Erdoğan, a déclaré «La Turquie est très importante pour la défense du flanc oriental... Bien qu'il y ait eu des tensions entre la Turquie et les Pays-Bas ces dernières années, nos relations personnelles sont toujours restées bonnes» et annoncé qu'il se rendrait au pied d'Erdoğan le lendemain.

Plus important encore, Erdoğan, en tant que leader du seul pays qui continue d'entretenir des relations bilatérales à la fois avec la Russie et avec l'Ukraine, participera au *Sommet des dirigeants de l'OTAN*, qui se tiendra jeudi prochain à Bruxelles avec des airs d'"homme clef"...

En parallèle au Sommet de l'OTAN, le *Sommet des dirigeants de l'Union européenne* se tiendra aussi à Bruxelles les 24 et 25 mars... Bien qu'il n'ait pas été convié à ce sommet auquel le président américain Biden assistera lors de la session du premier jour, il ne fait aucun doute qu'Erdoğan, qui sera à Bruxelles le mercredi et le jeudi s'entretiendra avec les dirigeants de l'Union européenne et leur demander une amélioration des relations UE-Turquie, largement détériorées ces dernières années.

Alors que la demande d'adhésion expresse de l'Ukraine à l'*Union européenne* était en discussion dans la capitale européenne, Erdoğan n'a pas manqué l'occasion, et durant la visite que le président du Kosovo *Osmani* lui a rendu ce 1er mars, en faisant cette première sortie: «Je dis à ces membres de l'UE: pourquoi êtes-vous encore inquiet à l'idée d'admettre la Turquie dans l'UE? Ou mettez-vous la Turquie à l'ordre du jour lorsque quelqu'un l'attaquera?»

La réponse du représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité *Josep Borrell*, ne s'est pas fait attendre. Ce 12 mars, il a lancé cet appel: «L'UE pense que la Turquie peut être un pont entre la Russie et l'Ukraine. Elle a déjà joué ce rôle et peut continuer à

le jouer. L'importance stratégique de la Turquie est devenue bien plus importante qu'avant la guerre. La Turquie devrait de nouveau assumer ce rôle.»

Tout de suite après, malgré les critiques formulées par le rapporteur permanent sur la Turquie Nacho Sanchez Amor, notamment après avoir assisté à une audience du procès de Gezi lors de sa dernière visite, le Parlement européen est subitement tombé sous le charme et a reconvoqué la *Commission parlementaire mixte Turquie-Union européenne*, tombée dans l'oubli depuis le 19 décembre 2018, à une réunion le 17 mars.

Et en plus, avec un accueil en musique... Un service de propagande du régime de Tayyip dans la capitale européenne a organisé, la veille de la réunion, un concert à la représentation permanente de Turquie auprès de l'Union européenne à l'occasion de la 79e réunion de la *Commission parlementaire mixte*. Le vice-ministre des Affaires étrangères *Faruk Kaymakçi*, les trois ambassadeurs de Turquie à Bruxelles et les membres turcs et européens de la CPM ont répondu présents au concert de l'Orchestre international de l'Amitié de Bruxelles, formé de musiciens vivant en Belgique, et écouter des mélodies turques au son d'instruments occidentaux.

D'après un site d'information en langue turque qui a présenté la réunion du CPM sous le titre «*L'UE est coincée, elle cherche maintenant à se rapprocher de la Turquie*», le premier discours prononcé par le coprésident européen *Sergey Lagodinsky* a rappelé que l'UE et la Turquie avaient connu des divergences politiques au cours des dernières années avant de donner des assurances: «À présent, il est temps de combler ce fossé en reconstruisant des ponts et nous rapprocher à nouveau. La Turquie est un partenaire important de l'UE et cette situation perdure. La Turquie est un pays candidat à l'UE et le reste également.»

Le coprésident turc du CPM *İsmail Enrah Karayel* a pour sa part déclaré «Maintenir un pays clé comme la Tur-

quie à l'écart de la politique étrangère et de sécurité de l'UE revient à limiter la capacité de l'UE à agir dans cette crise et dans des crises similaires. La Turquie est un pays important pour la résolution de toutes sortes de problèmes régionaux et mondiaux. Il ne faut pas oublier que la Turquie est un pays capable d'apporter une contribution majeure à l'autonomie stratégique de l'UE. Les négociations d'adhésion constituent l'épine dorsale des relations Turquie-UE. Il est inconcevable d'attendre que nos relations atteignent leur véritable potentiel sans perspective d'adhésion», en appelant la partie européenne à ses responsabilités.

Le vice-ministre des Affaires étrangères *Faruk Kaymakçı*, un proche de Tayyip, à qui la parole fut donnée lors de cette réunion bien qu'il ne soit pas parlementaire, a critiqué la non-invitation de la Turquie aux réunions de l'UE avec les pays candidats: «Pourquoi faites-vous une discrimination entre la Turquie, candidate de longue date, et les Balkans occidentaux?», avant de tenter à nouveau de conditionner le développement des relations avec l'UE à l'approbation de la terreur d'État appliquée aux Kurdes et aux opposants: «Certains députés européens sont contrariés même lorsque je mentionne le PKK qui est sur la liste des organisations terroristes de l'UE... Qu'attendez-vous que fasse la nation turque lorsqu'elle voit des sympathisants du PKK et des sympathisants de FETÖ dans les couloirs du parlement en train de faire de la désinformation? Nous attendons de vous de la sincérité dans la lutte contre le terrorisme. Je suis convaincu que cela contribuera à rétablir la confiance perdue dans les dernières années.»

Il ne fait aucun doute qu'*Erdoğan*, qui sera à Bruxelles ces mercredi et jeudi en raison du Sommet de l'OTAN, usera de toutes les pressions et menaces possibles pour que les dirigeants européens et les chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de l'UE avec lesquels il établira des relations de «haut niveau», accepteront la Turquie telle qu'elle

est, à savoir un pays situé au 146e rang sur 195 en matière de respect des droits humains.

Un autre indicateur majeur de l'attitude constamment conciliante des superpuissances européennes soutenues par les États-Unis à l'égard de la Turquie en matière de droits humains est sans aucun doute que la Turquie, condamnée à de multiples reprises par la *Cour européenne des droits de l'homme*, continue à conserver son siège au Comité des ministres et à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Par contre, la *Fédération de Russie*, le plus grand pays d'Europe tant en termes de superficie qu'en termes de population, a été exclue ce 15 mars du *Conseil de l'Europe* par l'Assemblée parlementaire à l'unanimité en raison de la crise ukrainienne, et tous les députés représentant le Parlement turc ont également voté en faveur de cette décision.

Il existe de nombreuses similitudes et convergences entre *Vladimir Poutine* et *Recep Tayyip Erdoğan*... Tout d'abord, *Poutine*, né en 1952, et *Erdoğan*, en 1954, sont de la même génération...

Poutine, qui a servi comme agent du KGB pendant 16 ans à partir de 1975, a débuté sa carrière politique après l'effondrement de l'Union soviétique en mai 1990 en tant que conseiller en relations internationales du maire de Leningrad. En 1994, il devint vice-président de la municipalité de Saint-Pétersbourg, en 1997, membre du Conseil de la présidence de *Boris Eltsine* en 1999, vice-premier ministre de la Fédération de Russie, et tout de suite après premier ministre. Depuis l'an 2000, il est le seul homme à avoir dirigé ce grand pays sans discontinuité depuis 22 ans, parfois en tant que premier ministre et le plus souvent en qualité de président.

Quant à *Recep Tayyip Erdoğan*, qui a fait ses études secondaires dans un lycée d'imam-prédicateur, sa carrière politique a commencé bien avant celle de *Poutine*, d'abord en tant que président de la branche des jeunes du *Parti du salut national* en 1975. En 1983, il adhéra au *Parti de la Prospé-*

rité nouvellement créé, et lors des élections de 1994, fut élu comme *président de la municipalité d'Istanbul* en profitant de la division de la gauche se présentant avec trois candidats. Dans les années où *Poutine* dirigeait Saint-Pétersbourg, il gouverna lui aussi la plus grande métropole de Turquie.

Alors que *Poutine* dirige la Fédération de Russie depuis 2000 avec le soutien parlementaire du parti Russie unie qu'il contrôle et dont le symbole est un ours polaire, Erdoğan continue de diriger la République de Turquie depuis 2002 avec le soutien du *Parti de la Justice et du Développement*, symbolisé par une ampoule, dont il assure lui-même la présidence.

Un autre point commun entre les deux dictateurs est qu'ils se voient comme porteurs de la mission de faire revivre deux grands empires, désormais entrés dans l'histoire, dans de nouveaux formats adaptés à nos jours. La référence historique de *Poutine* est le *Tsarisme russe*, celle d'Erdoğan l'*Empire ottoman*.

Si *Poutine* tente aujourd'hui, en utilisant ses propres références historiques, de maintenir sous son contrôle les pays d'Europe orientale voisines des frontières occidentales de la *Fédération de Russie* et les petits États du Caucase, en recourant à des opérations militaires lorsqu'il le juge nécessaire, Erdoğan aussi, en usant à la fois de la référence islamiste ottomane et de la référence turquiste de la *Pomme rouge*, continue à occuper la moitié de Chypre, et mène des campagnes militaires de la Syrie à l'Irak, au Caucase et à la Libye avec ses drones, ses UCAV et ses mercenaires terroristes islamistes, la plupart de ces opérations de conquête étant en plus opérées avec le soutien, au sein de la Victorieuse Assemblée, du MHP mais aussi du CHP et de l'İYİP.

Et je reviens à mon point de départ...

Alors que la *Fédération de Russie* a été exclue du *Conseil de l'Europe* en une seule séance par une coalition de l'Assemblée parlementaire en raison de la crise ukrainienne, la Turquie, qui, en raison de ses crimes, n'arrive à se classer

qu'au 146e rang sur 195 pays en matière de respect des droits humains, continue d'être maintenue dans ce conseil...

Et ce n'est pas la première fois qu'on fait preuve de tolérance envers les gouvernements fascistes en Turquie...

Le Conseil de l'Europe fut créé en 1949, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, par 10 pays d'Europe occidentale en tant qu'institution chargée de garantir le respect des droits humains dans les pays du continent, et les candidatures de la Grèce et de la Turquie, chargées de défendre les intérêts américains en Méditerranée orientale et au Proche-Orient furent également acceptées.

Après le coup d'État de la junte des colonels fascistes en 1967, l'expulsion de la Grèce du Conseil de l'Europe fut portée à l'ordre du jour, mais la junte fasciste s'était retirée d'elle-même du Conseil de l'Europe pour éviter qu'une telle mesure soit prise.

Quatre ans plus tard, alors que les arrestations de masse, les tortures, les limogeages de masse et les condamnations à mort se succédaient après le coup d'État militaire du 12 mars 1971 chez nous, nous lançâmes en tant qu'*Organisation de Résistance démocratique*, et avec le soutien des résistants grecs en exil, une grande campagne en vue de l'exclusion de la Turquie du Conseil de l'Europe, et nous publiâmes à cet effet trois documents volumineux en anglais révélant dans le détail les violations des droits humains qui y sévissaient.

Lorsque l'affaire fut mise à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire sur base de ces documents, le leader du CHP *Bülent Ecevit* intervint en personne en mobilisant les députés du CHP au sein du Conseil, pour empêcher l'exclusion de la Turquie du *Conseil de l'Europe*.

Malgré cela, les violations des droits humains en Turquie se sont poursuivies sans discontinuité... Après le coup d'État fasciste du 12 septembre 1980, alors même que la Grande Assemblée nationale de Turquie fut fermée par la junte militaire, les députés de l'AP et du CHP continuaient de défen-

dre le régime militaire fasciste au sein de *l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe*... Face aux réactions manifestées par l'opposition en exil, *l'Assemblée parlementaire* interdit aux parlementaires turcs d'assister à la réunion du 15 mai 1981.

Après cela, le 1er juillet 1982, cinq États membres du Conseil de l'Europe, la *France*, les *Pays-Bas*, la *Suède*, la *Norvège* et le *Danemark*, décidèrent d'intenter une action contre la Turquie devant la *Cour européenne des droits de l'homme* (CEDH) pour violations des droits humains. Seulement, après les élections de 1983, les députés turcs nouvellement élus furent autorisés à intégrer l'Assemblée parlementaire, et les cinq pays retirèrent leur requête auprès de la CEDH.

Après la chute du *Mur de Berlin*, l'effondrement de *l'Union soviétique* et la dissolution du *système socialiste* et du *Pacte de Varsovie*, tous les pays d'Europe orientale, en ce compris la *Fédération de Russie*, et du Caucase, rejoignirent le *Conseil de l'Europe*, portant le nombre de membres à 47.

Avec l'exclusion de la *Fédération de Russie*, ce nombre est désormais tombé à 46.

Des milliers de plaintes ont été déposées devant la CEDH contre la Turquie, en particulier en ce qui concerne les dénis de droit et les injustices commises contre les citoyens opposants, en ce compris le cas notable du leader du HDP *Selahattin Demirtaş*...

La procédure d'infraction initiée par le *Comité des Ministres du Conseil de l'Europe* en raison de l'injustice commise contre le défenseur des droits humains *Osman Kavala* est parvenue à la *Cour européenne des droits de l'homme* le 21 février 2022... La Grande Chambre, composée de 17 juges et chargée d'examiner l'affaire, a donné au Comité des Ministres et aux parties jusqu'au 19 avril pour présenter leurs observations.

Nous attendons avec intérêt... Quelle décision prendront ceux qui ont expulsé d'un coup la *Fédération de Russie* du

Conseil de l'Europe au sujet du régime d'Ankara qui est au moins aussi coupable que la *Fédération de Russie* tant dans sa répression intérieure que dans ses attaques armées contre d'autres pays?

Une question encore au sujet de l'hypocrisie de l'Europe...

L'Europe qui a construit des murs infranchissables contre les réfugiés fuyant les guerres et les massacres dans les pays du Sud et du Sud-Est, a rendu difficile l'obtention d'un statut de séjour et de travail pour ceux qui parviennent à entrer illégalement et les force à errer dans les rues, met immédiatement en place des services d'accueil spéciaux pour ceux qui viennent d'Ukraine et délivre tout de suite des permis de séjour et de travail...

À quelle page des déclarations des droits humains est-il écrit que les victimes de la guerre et du terrorisme en provenance de différentes zones géographiques de notre planète bleue devraient être traitées différemment selon leur origine et leur couleur?

Oui, nous attendons... Combien de temps l'Europe va-t-elle continuer à maintenir son double visage de *Janus*?

Du règne de Süleyman à celui de Tayyip...

Artı Gerçek, 28 mars 2022

La semaine dernière, nous avons fait nos adieux à notre ami écrivain-journaliste *Aydın Engin*, comme nous l'avons déjà fait à beaucoup de nos amis avec qui nous avons lutté ensemble... Notre génération, qui est entrée dans la vie politique en prenant position contre les pressions de la période du Parti démocrate (DP), a connu le règne de Süleyman (Demirel) dans les années 60. Après avoir traversé deux coups d'État militaires fascistes entre-temps, elle continue de vivre le règne de Tayyip dans les années 2000... Il est bien dom-

mage que le cher Aydın soit décédé avant de pouvoir voir la fin de cette sombre période.

J'ai rencontré *Aydın*, qui est né cinq ans après moi, pour la première fois en tant qu'artiste de théâtre lorsque je publiais la revue *Ant* dans la seconde moitié des années 60. À l'époque où la résistance de la jeunesse révolutionnaire était en plein essor, *Aydın* et ses amis, *Tuncel Kurtiz*, *Tuncer Necmioğlu*, *Umur Bugay* et *Müjdat Gezen*, avaient créé une compagnie de théâtre sous le nom de *Halk Oyuncuları* (*Acteurs du Peuple*) et avaient mis en scène une pièce intitulée *Devri Süleyman* (*Le règne de Süleyman*), qui était une satire du pouvoir de l'époque.

Evidemment, la réaction du gouvernement et les attaques de la droite qu'il poussait à agir n'ont pas tardé. À l'automne 1968, un groupe d'assaillants, dont des étudiants de l'école İmam Hatip, a pris d'assaut le *Küçük Opera Tiyatrosu* où la pièce était jouée.

Les brutes, qui se sont précipitées sur la scène avec des bâtons et des barres de fer sorties de sous leurs manteaux, ont détruit les décors à l'aide d'explosifs, et ont déchiré la banderole sur laquelle étaient écrits l'article 20 de la Constitution et un slogan contre l'arrivée de la 6^{ème} flotte US, en hurlant: «On voit bien de quel genre sont ces chiens... Mensonge!... Nos amis ne sont pas des envahisseurs. Chiens de vendus, à Moscou!» Deux retraités qui ont tenté d'intervenir dans l'attaque au cours de laquelle les fenêtres de la façade du bâtiment ont également été brisées avec des pierres, ont été blessés à la tête avec des barres de fer.

J'ai rendu compte en détail de cette attaque dans la revue *Ant* et j'ai participé en tant qu'orateur à la réunion de solidarité mise sur pied par les organisations de jeunesse révolutionnaire au *Küçük Opera Tiyatrosu* immédiatement après l'incident.

Cependant, l'attaque contre les *Halk Oyuncuları* ne s'arrêtera pas là, et le théâtre sera incendié par les mêmes atta-

quants le 28 janvier 1969, empêchant d'autres représentations de *Devr-i Süleyman*.

Suite à cette agression, nous avons publié l'interview de notre écrivain *Osman Saffet Arolat* avec *Aydın Engin*, directeur des Acteurs du Peuple, et les acteurs, illustrée par deux photographies montrant l'incendie du bâtiment du théâtre et mettant en vedette tous les artistes ensemble, sur deux pages complètes dans le 110^{ème} numéro de *Ant* daté du 4 février 1969.

Le même numéro publiait également une déclaration commune de toutes les organisations étudiantes révolutionnaires d'Istanbul protestant contre l'attaque et exprimant leur solidarité avec les Acteurs du Peuple.

Une coïncidence curieuse: dans ce même numéro de *Ant* figurait une photo de *Deniz Gezmiş* et de ses amis, arrêtés pour avoir occupé le rectorat de l'Université d'Istanbul, et attendant l'audience à la porte du tribunal ainsi qu'un article sur les mémoires de *Sabiha Sertel*, rédactrice en chef du journal *Tan*, attaqué et endommagé en 1945 par des jeunes nationalistes incités par le CHP.

Dans les années qui ont suivi, *Aydın*, qui a commencé à travailler comme journaliste et a publié le journal du *Syndicat des mineurs* avec *Osman Saffet Arolat*, a été parmi les accusés dans l'affaire du Parti communiste de Turquie ouverte après le coup d'État du 12 mars 1971.

Un mandat de perquisition avait été émis contre moi parce que j'étais en exil. *Aydın Engin*, qui avait été arrêté, a été condamné à six mois de prison pour avoir caché à son domicile *Osman Saffet Arolat* et *Harun Karadeniz*, deux des accusés dans la même affaire.

Des années plus tard, après le coup d'État du 12 septembre 1980, nos chemins se sont de nouveau croisés en exil. Entre-temps, j'avais suivi avec intérêt les articles d'*Aydın* dans les journaux *Yeni Ortam*, *İlke*, *Politika* et *Cumhuriyet* après sa libération.

Alors que nous continuions la lutte à Bruxelles avec *Info-*

Türk et l'Union pour la démocratie, Aydın et sa femme Oya Baydar ont endossé la responsabilité du journal Türkiye Postası en Allemagne. Nous nous retrouvions en Allemagne lors de réunions d'exilés contre la junte.

Après avoir quitté le journal en 1985, *Aydın* a gagné sa vie comme chauffeur de taxi à Francfort pendant six ans jusqu'à son retour en Turquie.

La dernière fois que nous nous sommes rencontré, c'était il y a quatre ou cinq ans, lorsqu'il est venu à Bruxelles pour participer à une émission sur *Roj TV*, par l'intermédiaire de notre ami journaliste kurde *Erdal Er*. Dans un restaurant de poisson du centre de Bruxelles, nous nous sommes remémoré le bon vieux temps et avons partagé nos espoirs pour l'avenir et notre détermination à poursuivre notre lutte sans interruption, indépendamment de l'environnement et des conditions, tant que notre santé et notre vie le permettraient.

Nous avons découvert un de nos autres points communs à l'occasion de son anniversaire l'année dernière. Je lui avais envoyé ce message le 12 février 2021:

Je te souhaite cordialement un bon anniversaire, dont la date symbolise ton arrivée parmi les octogénaires.

İnci a eu 80 ans il y a quatre mois.

J'ai lu avec grand plaisir l'article que Gençay t'a consacré.

Une belle coïncidence:

Comme mon père était en poste dans une petite gare, il n'a pu aller déclarer ma naissance que quinze jours plus tard, et elle a été consignée comme le 27 février. Or, en vrai, je suis né à la gare d'Irmak, non loin de Kalecik, le 12 février 1936.

Un autre point commun en plus de notre métier et de notre camaraderie dans la lutte...

Bon anniversaire, amitiés...

Il avait confirmé cela dans le message suivant:

Jusqu'à ce que je fuie en Allemagne, le 12 février 1941

était signalé sur ma carte d'identité. Les registres de la population d'Ödemiş ont subi un dégât des eaux quand j'étais en Allemagne. Une solution alla turca a été trouvée au problème: tous les natifs de février se sont retrouvés nés le 28 du mois: 28 février 1941, 28 février 1942 etc.

À partir de là, ma date de naissance officielle a été fixée au 28 février 1941.

Non seulement nous sommes nés un 12 février, mais nous avons été victimes de la même ineptie bureaucratique...

Embrasse ma sœur octogénaire İnci de ma part...

Meilleures salutations, amitiés

Fort malheureusement, cette fois-ci, le cher Aydın n'a pas été victime de la bureaucratie, mais de sa vésicule biliaire et des complications survenues dans son traitement.

Je commémore Aydın avec les paroles qu'il a chantées avec ses camarades de scène après l'incendie du *Küçük Opera Tiyatrosu* en 1969 et publiées dans *Ant*:

«Nous avons un dernier mot à dire. Ce qui a disparu, ce ne sont que nos biens matériels. Les Acteurs du Peuple sont en service encore plus conscients, encore plus aiguisés, encore plus convaincus. Notre mission se poursuivra sans relâche jusqu'à la révolution. Et nous croyons que, comme l'a dit l'un de nos grands maîtres, les jours à venir seront meilleurs que les jours du passé, tôt ou tard...»

*

La nouvelle de la mort d'Aydın la semaine dernière est survenue au milieu d'un débat sur les implications des sommets de l'Union européenne et de l'OTAN, en particulier sur l'avenir du *règne de Tayyip*.

Dans mon dernier article, j'ai dit: «Mercredi et jeudi, quand Erdoğan sera à Bruxelles pour le sommet de l'OTAN, il établira des relations de 'haut niveau' avec les exécutifs de l'UE et les chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'UE. Il ne fait aucun doute qu'il utilisera toutes sortes

de pressions et de menaces pour faire accepter telle qu'elle est la Turquie, qui ne peut se classer qu'au 146^{ème} rang sur 195 pays en termes de respect des droits de l'homme.»

Je vous ai également rappelé que le *Comité des Ministres du Conseil de l'Europe* avait engagé une procédure d'infraction en raison de l'injustice infligée au défenseur des droits de l'homme *Osman Kavala*, et j'avais posé cette question: «Que feront ceux qui ont expulsé en un clin d'œil la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe, à l'égard du régime d'Ankara, qui est tout aussi coupable que la Fédération de Russie en matière de répression intérieure et d'attaques armées contre d'autres pays?»

Le scénario auquel nous sommes habitués et contre lequel nous sommes vaccinés depuis des années n'a pas changé... Avant que le majestueux avion présidentiel d'Erdoğan ne décolle pour Bruxelles avec lui et son épouse, Mme Emine, transportant une troupe de ministres, de conseillers et de journalistes flagorneurs, la justice de *Tayyip* a une fois de plus rejeté la libération d'*Osman Kavala*, comme un geste de défi.

Malgré cette humiliation, à son arrivée au siège de l'OTAN à Bruxelles, Erdoğan a été accueilli par le président français *Emmanuel Macron*, avec lequel il avait été en conflit constant jusqu'à présent, et a eu un tête-à-tête de 50 minutes avec lui, fermé à la presse. Macron, qui est également président en exercice de l'Union européenne, a déclaré dans un communiqué après la réunion qu'il partageait le même point de vue qu'Erdoğan sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ajoutant «que la situation actuelle est l'occasion d'éliminer et de clarifier les incertitudes existantes avec la Turquie, et que des progrès peuvent être réalisés sur les dossiers qui ont fait l'objet de désaccords au cours des dernières années.»

La seule chose qui a dérangé Erdoğan, qui s'est réjoui d'entendre les promesses de coopération future du Premier ministre italien *Mario Draghi*, de la Première ministre estonienne *Kaja Kallas* et du Premier ministre britannique *Boris*

Johnson, qu'il a rencontrés après le sommet de l'OTAN, c'est qu'il n'a pas pu rencontrer en personne *Biden*, rencontre qui avait été annoncée dans les médias partisans, comme si elle allait certainement avoir lieu, et en laquelle il plaçait de grands espoirs. Il avait dû se contenter d'un "Good Morning... How are you?" lorsque tous les dirigeants se sont réunis pour prendre une photo souvenir collective avant le sommet.

En dépit de quoi, comme il l'a indiqué lors de la conférence de presse qu'il a tenue dans l'avion qui le ramenait de Bruxelles en Turquie, Erdoğan est extrêmement content que les USA et l'UE, les deux superpuissances avec lesquelles il a connu des dissensions dans le passé, sont de nouveau sur la même longueur d'onde sous le toit de l'OTAN à l'occasion de la crise ukrainienne, et qu'ils unissent avec eux sous le parapluie atlantique les autres pays européens non-membres de l'Union.

Il sait parfaitement que, comme à l'époque de la guerre froide menée pendant des décennies avec des menaces armées et des complots provenant de la CIA contre l'Union soviétique et le système socialiste qu'elle chapeautait, les gouvernements turcs ont été choyés malgré toutes les violations des droits de l'homme, aucune sanction ne sera imposée à la dictature islamo-fasciste AKP-MHP, peu importe à quel point elle bafoue les droits et libertés fondamentaux dans cette deuxième période de guerre froide lancée contre la Russie et ses alliés, à l'exception de quelques critiques et condamnations symboliques.

En outre, tout en jouant l'"incontournable" dans la communauté atlantique, il récoltera les tributs de cette nouvelle guerre froide en maintenant des relations cordiales avec et la Russie et l'Ukraine, et en ouvrant ses portes d'une part aux multinationales obligées de quitter la Russie à cause des sanctions économiques imposées par l'Occident, et d'autre part aux oligarques russes chassés d'Occident.

C'est d'ailleurs grâce à cela qu'il y aura de fortes chances qu'il recoure à des élections anticipées, son prestige se trou-

vant dopé alors qu'il était chamboulé dans les dernières enquêtes d'opinion.

Tant que se poursuivra la campagne de "réconciliation" de *Kılıçdaroğlu*, qui ignore l'appel du HDP pour une "République démocratique" et essaie de former une alliance conjoncturelle avec cinq partis de droite, il ne sera probablement pas possible pour notre génération de voir se clôturer le *règne de Tayyip*, qui a commencé un demi-siècle après le *règne de Süleyman*....

Et même si ce n'est pas le cas, comme nous nous le sommes promis avec *Aydın* lors de notre rencontre à Bruxelles, nous poursuivrons la lutte avec la même détermination tant que notre santé et notre vie nous le permettront.

L'ascension de la gauche dans la capitale de l'OTAN!

Artıgerçek, 4 avril 2022

L'OTAN et l'Union européenne, dont les capitales se trouvent toutes deux à Bruxelles sont en train de mobiliser toutes leurs ressources et armes pour répéter à nouveau, durant la période de Seconde Guerre froide contre la *Russie de Poutine* en raison de la crise ukrainienne, les performances d'unité, de solidarité, d'armement et de renseignement qu'elles avaient mises en œuvre contre *l'Union soviétique* pendant la Première Guerre froide il y a des années de cela. Les sommets de l'OTAN et de l'UE qui se sont tenus la semaine dernière avec la participation et le soutien moral du président américain *Biden* ont considérablement accru l'hystérie en matière d'armement, de lavage de cerveau antirusse et de chasse aux espions dans tous les pays occidentaux.

Le dernier jour du mois de mars, la séance du Parlement fédéral belge a été ouverte par l'hymne national ukrainien,

puis le président ukrainien *Zelenski*, intervenant par vidéoconférence, a évoqué la destruction de la ville de *Marioupol* dans son pays par les bombardements russes, en la comparant à la destruction d'*Ypres* sous les bombardements allemands durant la Première Guerre mondiale, l'une des pages les plus dramatiques de l'histoire de la Belgique. Réitérant sa demande de déclarer zone interdite l'espace aérien ukrainien, il a frappé les dirigeants de la Belgique sur l'un de leurs points les plus faibles: «Les diamants des négociants russes sont toujours en vente dans la ville d'Anvers. Alors que la paix vaut plus que les diamants!»

Bien que le discours de *Zelenski* ait été applaudi par tous les parlementaires, le Premier ministre belge *Alexander De Croo* a déclaré qu'une déclaration par l'OTAN d'une zone d'exclusion aérienne en Ukraine reviendrait à abattre des avions russes, ce qui pourrait entraîner une guerre généralisée sur l'ensemble de l'Europe. Cependant, la Belgique a promis d'apporter une aide accrue à l'Ukraine en imposant davantage de sanctions économiques contre la Russie et en isolant ce pays sur le plan diplomatique, tout en augmentant son aide militaire et en accueillant de la meilleure des manières ceux qui fuient la guerre.

Conformément à ces promesses, il a été décidé d'augmenter le budget de la défense de la Belgique, s'élevant actuellement à 4,3 milliards d'euros, à 6,9 milliards d'euros d'ici 2030, et conformément aux rituels de la Première Guerre froide, a été annoncé l'expulsion prochaine de 21 responsables travaillant pour l'ambassade et les consulats de Russie à Bruxelles au motif qu'ils seraient des «*espions russes*».

Alors que des obstacles sont imposés aux réfugiés en provenance des pays d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique et que de nombreuses difficultés sont imposées à ceux qui ont pu entrer dans le pays en matière d'obtention de permis de séjour et de travail, une mobilisation totale a été lancée aux échelons fédéral, régionaux et locaux pour accueillir les réfugiés

en provenance d'Ukraine de la meilleure des manières, pour leur fournir un logement et favoriser les conditions pour leur mise au travail et la scolarisation de leurs enfants.

Alors que cette mobilisation émotive se poursuit, jeudi dernier, des réfugiés du sud et du sud-est qui vivaient les uns sur les autres dans un immeuble appartenant à une grande banque qui n'en avait plus l'usage, ont été jetés à la rue par la police. Les organisations de la société civile organisaient une manifestation de protestation dans les rues de Bruxelles en brandissant des pancartes «Non aux expulsions! Cessez ce double standard... Nous sommes aussi des Ukrainiens... Un toit pour tout le monde!»

De plus, l'hystérie de guerre froide que l'on souhaite créer en Belgique comme dans tous les pays membres de l'OTAN et de l'UE ne suscite pas d'adhésion dans les masses laborieuses du pays en raison des difficultés économiques et du renchérissement du coût de la vie provoquée par la crise ukrainienne, après deux ans de crise Covid et les inondations qui, l'année passée, ont entraîné de grandes destructions et pertes en région Wallonne.

Au contraire, les derniers sondages d'opinion montrent que les votes de la gauche radicale du *Parti du Travail de Belgique (PTB)*, critique à l'égard de l'OTAN, autant responsable dans le déclenchement de cette crise que l'administration *Poutine* ayant recours à la force en Ukraine, sont en forte progression, et qu'il est en voie de devenir le premier parti, notamment en Wallonie et en Région bruxelloise.

Rappelons-le... Immédiatement après le déclenchement de la crise, alors que tous les porte-paroles des partis appelaient, au sein du Parlement fédéral belge réuni le 24 février, l'OTAN et l'Union européenne à une riposte contre la Russie, le porte-parole du PTB *Nabil Boukili* déclarait que, bien que la Guerre froide ait pris fin avec la dissolution de l'Union soviétique et la disparition du Pacte de Varsovie, les États-Unis et leurs alliés continuent à maintenir sur pied cette organisation

belliciste qu'est l'OTAN, et qu'en intégrant l'un après l'autre dans l'alliance les pays d'Europe orientale anciennement intégrées dans le système socialiste, ils alimentaient la tension entre la Russie et le monde occidental et favorisaient ainsi les conditions d'une intervention de la Russie.

La première réaction à ce discours est venue du Premier ministre belge *Alexander De Croo*, qualifiant le discours du porte-parole du PTB de «révoltante» et déclarant: «On dirait que, dans ce Parlement, Poutine a des alliés... L'OTAN n'a jamais été une menace à l'égard de la Russie».

La ministre des Affaires étrangères *Sophie Wilmès*, présente pour être nommée au poste de secrétaire général de l'OTAN à l'expiration du mandat de son actuel titulaire, est allée encore plus loin, très probablement pour prouver qu'elle méritait le poste: «Savez-vous quel pays en dehors de la Russie a tenté de justifier ces actes? Ici, on le sait, c'est le PTB. Là-bas, c'était la Syrie. Vous participez ainsi, monsieur, à la propagande russe. Peut-être que dans votre parti, cela vous fait plaisir mais moi, j'ai honte!»

Le *Parti socialiste* n'a pas tardé à se joindre aux attaques contre le PTB et son porte-parole, *Christophe Lacroix*, de déclarer: «Quand j'entends, aujourd'hui, manquant de la plus élémentaire dignité, un parti dire, dans cette Assemblée, que ce sont les États-Unis d'Amérique qui sont les agresseurs ou que ce sont les coupables de l'agression ignoble de la Russie sur l'Ukraine, j'en frémis... C'est une honte!»

Le parti vert *ECOLO*, en lice sur la voie de gauche, n'a pas non plus tardé à passer à l'attaque et le porte-parole du parti, *Samuel Cogolati*, en mettant le PTB dans le même panier que le candidat d'extrême droite à la présidentielle française *Zemmour* et le parti d'extrême droite *Vlaams Belang* dans la région flamande de la Belgique, de s'écrier: «Honte à vous!»

En réalité, la principale raison d'une telle indignation contre le PTB, attaqué par tous les partis, y compris le Parti so-

cialiste et ECOLO, en raison de ses critiques sur le sujet ukrainien, était le soutien croissant que ce parti reçoit jour après jour des masses laborieuses en raison des conditions de vie de plus en plus dures et des pratiques répressives en Belgique.

Un mois après ces attaques dans l'hémicycle parlementaire, relayés aux téléspectateurs par tous les médias audiovisuels, un sondage d'opinion réalisé conjointement par le plus grand journal francophone de Belgique, *Le Soir*, et la chaîne de télévision francophone la plus regardée *RTL*, a montré que le PTB pourrait être l'un des trois partis à obtenir le plus grand nombre de suffrages lors des prochaines élections dans les régions de *Wallonie* et de *Bruxelles*, parvenant même à dépasser le *Parti socialiste*, et à jouer un rôle décisif dans la mise en place des gouvernements de coalition, tant au niveau fédéral que dans les régions.

Alors que le *Parti socialiste*, qui est toujours le premier parti en Région wallonne, était à 26,1 pourcents lors des élections de 2019, il est tombé à présent à 22,4 pourcents, tandis que le *Parti du Travail de Belgique*, qui était à 13,6 pourcents en 2019, a atteint aujourd'hui les 19,7 pourcents.

En Région bruxelloise, le *Parti socialiste*, qui était à 20 pourcents lors des élections de 2019, est tombé aujourd'hui à 15,1 pourcents, alors que le *Parti du Travail de Belgique*, qui était à 12,3 pourcents en 2019, est monté actuellement à 16,4 pourcents.

Les prochaines élections auront lieu en Belgique en 2024, soit un an après celles en Turquie.

Lors des élections qui auront lieu en Turquie en 2023, ou peut-être avant avec une nouvelle manœuvre de Tayyip, nous espérons que l'alliance de la *République démocratique* emmenée par le HDP réalisera une performance qui apportera lumière et liberté aux personnes en Turquie, et que durant les élections de 2024 en Belgique, la gauche radicale ouvrira une brèche sur le front de la Guerre froide, ou au moins dans la capitale où se trouve le quartier général de l'OTAN.

Ce samedi 2 avril 2022, nous étions à nouveau réunis avec les amis arméniens, assyriens, kurdes, turcs et belges dans le local de l'Association des Arméniens démocrates de Belgique, situé près de l'aéroport de Bruxelles, en accueillant chaleureusement cette fois trois invités de marque: l'écrivain *Kadir Akin*, producteur et réalisateur du documentaire *Red*, le député HDP *Garo Paylan* et le journaliste *Hayko Bağdat*.

Nous avons assisté à la projection du documentaire puis à un entretien avec nos trois invités sous la direction du *Dr. Bogos Yalim* en compagnie du président de l'Institut kurde de Bruxelles *Derwich Ferho* et du président de l'Institut assyrien de Belgique *Nahro Beth-Kinne* avec lesquels nous avons lutté depuis près de quarante ans en Belgique contre le néo-gauchisme et les administrations dictatoriales en Turquie, ainsi que *Bahar Kimyongür*, auteur il y a quelque temps d'un livre sur la rébellion de Cheikh Bedreddin, Börklüce Mustafa et Torlak Kemal contre les Ottomans au XVe siècle, publié en français sous le titre *Perçlîgia*.

Le documentaire *Red*, basé sur la vie du révolutionnaire *Paramaz*, exécuté en juin 1915 avec ses 19 amis sur la place Beyazit fournit non seulement des informations sur les causes et la mise en œuvre du génocide de 1915, mais révèle également avec audace l'ignorance, voire le déni, des origines et de l'évolution du mouvement socialiste en Turquie. Il raconte comment le génocide n'a pas seulement tué des centaines de milliers d'Arméniens mais a aussi liquidé tout un héritage intellectuel et culturel, en endommageant les racines des idées socialistes.

Tant dans le documentaire que dans l'intervention de *Kadir Akin* à la suite de la projection, il a été clairement établi que l'histoire du mouvement socialiste de Turquie a commencé avec le *Parti social-démocrate Hentchak*, fondé par les révolutionnaires arméniens en 1887, et non avec les socialistes turcs comme cela a été écrit et dit jusqu'à présent.

En outre, il fut documenté comment les révolutionnaires arméniens, qui se sont battus après la guerre de 93 [guerre

russo-ottomane de 1877-78] pour leurs droits nés du Traité de Berlin, ont défendu la volonté d'un vivre ensemble après la proclamation de la monarchie constitutionnelle en 1908, et comment les députés arméniens ont tant lutté pour les droits sociaux au sein de l'Assemblée parlementaire réouverte.

Établir ces faits de manière documentée était pour moi, qui suis membre d'une génération qui a été activement impliqué dans le mouvement de gauche de Turquie depuis 60 ans à partir de la fondation du *Parti ouvrier de Turquie* et, à travers ses activités éditoriales, a contribué à la diffusion des idées de gauche, particulièrement d'une grande importance.

Comme je l'ai expliqué il y a un mois dans mon discours lors d'une réunion organisée à l'*Association des Arméniens démocrates en Belgique* à l'occasion des 50 ans de notre exil, le mouvement de gauche pour lequel j'ai milité durant des décennies est responsable devant l'histoire pour s'être tu face au négationnisme du génocide de 1915 jusqu'à l'assassinat de *Hrant Dink* en 2007 et de n'avoir pas réclamé des comptes aux administrations et médias d'État négationnistes...

Il ne m'a été possible d'apprendre cette douloureuse vérité dans toute sa nudité et de prendre position, non au temps où j'étais en Turquie, mais seulement durant notre vie d'exil qui a commencé après le coup d'État du 12 mars 1971.

Et seulement le génocide de 1915?

Le massacre ignoble du leader du TKP *Mustafa Suphi* et de ses camarades dans la mer Noire les 28-29 janvier 1921 a été ignoré durant des décennies par les médias turquistes et islamistes, tant pendant les périodes de parti unique et multipartite de la république, que par le *Parti ouvrier de Turquie*, fondé en 1961, qui n'a jamais fait la moindre déclaration ni organisé le moindre évènement pour perpétuer leur mémoire.

Ce silence fut brisé pour la première fois, après 49 ans, par le chargé de cours de la Faculté des Sciences politiques (SBF), Mete Tuncay, en publiant dans sa thèse d'habilitation intitulée «Les courants de gauche en Turquie» des documents sur le

meurtre de Mustapha Suphi, de son épouse Maria, d'Ethem Nejat et de leurs 13 amis. Nous avons reproduit cette révélation dans le numéro de la revue Ant du 12 décembre 1967 sous le titre «L'assassinat politique le plus terrible de l'histoire récente: comment Mustapha Suphi a été assassiné?». Dans le numéro de janvier 1971, nous avons remis cette question à l'ordre du jour avec les écrits du leader bolchévique Sultan Galiev et de B. Ömerov et R. Chakirbekov sur Mustapha Suphi.

Mais nous n'apprenons la place importante du *Parti social-démocrate Hentchak* dans l'histoire du combat de gauche en Turquie que 48 ans plus tard, avec le livre de *Kadir Akin* intitulé *Le révolutionnaire arménien Paramaz*, paru en 2015.

Kadir Akin, qui a été incarcéré dans les cachots de la junte pendant six ans après le coup d'État du 12 septembre, et qui a par la suite contribué à diverses revues et journaux de gauche et été l'un des fondateurs du HDP et du SYKP, contribue grandement tant avec ce livre qu'avec son œuvre publiée l'année passée et intitulée *Sur les traces de l'histoire cachée* à faire tomber le rideau de censure imposé par la terreur d'État et à débarrasser l'histoire de notre mouvement de gauche du silence, de l'oubli et du déni.

Oui, certains partis de gauche avaient été créés avant le TKP, comme le *Parti socialiste ottoman* en 1910, le *Parti social-démocrate* en 1918, le *Parti socialiste de Turquie* et le *Parti socialiste ouvrier et paysan de Turquie* en 1919, mais avant, comme le documentaire Red le souligne, le *Parti social-démocrate Hentchak* fondé en 1887 par les révolutionnaires arméniens.

La gauche de Turquie, tout comme elle est respectueusement redevable du massacre infâme du leader du TKP *Mustafa Suphi* et de ses 14 camarades sur la mer Noire les 28-29 janvier 1921, doit de la même manière être respectueusement redevable de l'assassinat par pendaison, six ans auparavant, de *Paramaz (Madteos Sarkisyan)* et de ses 19 camarades le 15 juin 1915 sur la place Beyazit.

Les petits-fils d’Atilla à la conquête de l’Europe...

Artı Gerçek, 10 avril 2022

Les rangs de la polarisation, devenus de plus en plus évidents alors que l’on s’engage dans une deuxième guerre froide induite par la crise ukrainienne, se sont révélés relativement nettement dans le vote à l’Assemblée générale des Nations Unies pour “exclure la Russie du Conseil des droits de l’homme”. D’un côté, 93 pays menés par l’axe Washington-Bruxelles, et de l’autre, 24 pays qui ont dit “non” à cette décision contre la Russie, et puis 58 pays qui ont préféré s’abstenir plutôt que de prendre parti. 18 pays, pour leur part, ont préféré “ménager la chèvre et le chou” et n’ont pas participé au vote.

Parmi les pays qui ont dit “non” figurent *la Chine, l’Iran, l’Algérie, Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord, le Congo, le Kazakhstan, le Tadjikistan, l’Ouzbékistan et le Kirghizistan* ; parmi les pays qui se sont “abstenus” : *l’Inde, le Pakistan, le Brésil, l’Égypte, l’Indonésie, l’Irak, le Mexique, le Nigéria, le Qatar, l’Arabie saoudite et l’Afrique du Sud*. Il est intéressant de constater que se trouvent parmi ces pays un certain nombre de pays d’Asie, d’Afrique et d’Amérique latine.

Un autre point important est que la Turquie, qui a endossé après le sommet de l’OTAN à Bruxelles le rôle d’intermédiaire pour le règlement de la crise et qui accueille à Istanbul des délégations russe et ukrainienne pour obtenir au minimum un accord de ‘cessez-le-feu’, a, lors du vote à l’ONU, fait fi de son étiquette d’”impartialité” en se prononçant contre la Russie, dans le camp de l’axe *Washington-Bruxelles*.

Ce n’est pas étonnant, en fait... Erdoğan a joué double jeu autant que faire se peut au moment où les USA et l’UE, les deux superpuissances avec lesquelles il a connu des dissensions dans le passé, sont de nouveau sur la même longueur d’onde sous le toit de l’OTAN à l’occasion de la crise ukrainienne, et qu’ils unissent avec eux sous le parapluie atlantique les autres pays européens non membres de l’Union.

Comme je l'ai déjà écrit, Erdoğan est tout à fait sûr que, comme à l'époque de la première guerre froide menée pendant des décennies avec des menaces armées et des complots provenant de la CIA contre l'Union soviétique et le système socialiste qu'elle chapeautait, les gouvernements turcs ont été choyés malgré toutes les violations des droits de l'homme, aucune sanction ne sera imposée à la dictature islamofasciste AKP-MHP, peu importe à quel point elle bafoue les droits et libertés fondamentaux dans cette deuxième période de guerre froide lancée contre la Russie et ses alliés, à l'exception de quelques critiques et condamnations symboliques.

En outre, tout en jouant l'"incontournable" dans la communauté atlantique, il récoltera les tributs de cette nouvelle guerre froide en maintenant des relations cordiales avec la Russie et l'Ukraine, et en ouvrant ses portes d'une part aux multinationales obligées de quitter la Russie à cause des sanctions économiques imposées par l'Occident, et d'autre part aux oligarques russes chassés d'Occident.

Erdoğan est devenu si habile à jouer double jeu, en appelant aujourd'hui blanc ce qu'il appelait noir hier encore, qu'il est redevenu cul et chemise avec l'Arabie saoudite, avec laquelle il avait coupé les liens pendant des années en raison de la position de celle-ci contre les *Frères musulmans*. Il a fait clore le dossier de l'affaire relative au meurtre du journaliste dissident *Jamal Khashoggi* au consulat saoudien à Istanbul par les agents du régime sur ordre d'en haut, et fait acquitter les instigateurs de l'assassinat.

Grâce à cette duplicité, Erdoğan, se servant du fait que son nom soit mis en épingle dans le cadre des relations internationales, se présentera aux élections présidentielle et législative qui s'approchent avec un prestige renforcé, alors que les sondages ne lui étaient guère favorables. Et alors qu'il n'y a encore rien de concret, le ministre des Affaires étrangères *Çavuşoğlu* a suggéré que «Obama a reçu le prix Nobel

de la paix pour ses efforts sur la Palestine avant même d'avoir fait quoi que ce soit... Notre président mérite déjà le prix Nobel pour ses efforts sur la crise ukrainienne.»

Je ne sais pas si Erdoğan recevra le prix Nobel mais ceux qui ont exclu à l'unanimité la Russie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et du Conseil des droits de l'homme par un vote majoritaire à l'Assemblée générale des Nations Unies ont encore un test important à passer.

La procédure d'infraction engagée par le *Comité des Ministres du Conseil de l'Europe* en raison de l'injustice subie par le défenseur des droits de l'homme *Osman Kavala* est devant la Cour européenne des droits de l'homme depuis un mois et demi... Les parties ont été invitées à soumettre d'ici le 19 avril leur avis sur l'affaire, qui sera entendue par la Grande Chambre, composée de 17 juges. Le jour même où Erdoğan devait arriver à Bruxelles pour le sommet, la justice turque a une fois de plus rejeté comme par défi à l'Europe, la libération d'*Osman Kavala*.

Il n'en reste pas moins que la captivité de Kavala n'est pas le seul exemple de violation des droits de l'homme en Turquie sous Erdoğan... La Turquie se classe toujours au 146ème rang sur 195 pays en termes de respect des droits de l'homme... Si la Russie peut être exclue du Conseil de l'Europe et du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en raison de ses pratiques actuelles, la Turquie n'aurait-elle pas dû être exclue du Conseil de l'Europe il y a bien des années?

Elle aurait dû être punie non seulement pour ses violations des droits de l'homme, mais aussi pour les opérations armées menées par le gouvernement islamo-fasciste d'Ankara au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans le Caucase, et pour la poursuite de l'occupation militaire de l'île de Chypre.

Derrière l'indifférence de l'Europe, seuls les pays 'grands frères', quel que soit le régime sous lequel ils sont gouvernés, ne parviennent pas à sacrifier les relations économiques,

commerciales, stratégiques et touristiques avec la Turquie, et Erdoğan peut toujours menacer de dire: «N'exercez pas de pression sur moi, ou j'ouvrirai les portes de l'UE aux réfugiés» chaque fois qu'il se sentira coincé...

Il y a aussi le fait qu'il y a trois États membres au sein de l'Union européenne qui sont dirigés par des leaders du même acabit que Tayyip, qui contestent ouvertement l'acquis de l'UE, à commencer par la Hongrie de *Viktor Orbán*, puis la Pologne dirigée par le duo *Mateusz Morawiecki-Jarosław Kaczyński*, et enfin la Slovénie de *Janez Jansa*.

Parmi ces trois-là, en Hongrie, lors des dernières élections auxquelles le parti *Fidesz* de Viktor Orbán a participé avec le KDNP, qui est dans la même ligne, le *Fidesz*, contrairement à toutes les prévisions, a infligé une lourde défaite à six partis d'opposition, qui s'étaient présentés en formant une alliance entre eux, tout comme les six partis en Turquie.

Ce qui est inquiétant dans la victoire de *Viktor Orbán*, ce n'est pas seulement qu'il a formé un front majeur avec les partis d'extrême droite d'autres États membres de l'Union européenne en s'opposant à certains critères démocratiques de l'acquis communautaire, c'est qu'en même temps, en adhérent officiellement au *Conseil turc* qu'Erdoğan a formé, il a aidé ce dernier à accroître son influence dans les États turques, de l'Asie centrale à l'Europe, ainsi que dans la région, et a ouvert la porte de l'Europe à la conquête qu'il a lancée au nom de la *synthèse turco-islamique*.

La Hongrie était présente à la réunion au sommet de l'*Organisation des États turcs*, qui est formée d'États dominés par l'islam et utilisant différents dialectes de la langue turque tels que *la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan* et *le Turkménistan*, qui s'est tenue à Yassiada en novembre dernier.

Du point de vue ethnique, la Hongrie, qui compte près de dix millions d'habitants, est peuplée à 94 % de Hongrois, 3 % de Roms, 2 % d'Allemands, 0,3 % de Slovaques, 0,2 % de

Croates ; du point de vue de la religion, la population se divise en 54 % de chrétiens, 19 % d'athées, 0,1 % de juifs, 0,1 % de bouddhistes alors que les turco-musulmans constituent une minorité de 0,06 % de la population.

J'ai expliqué les raisons de l'inclusion de la Hongrie, un des trois membres les plus antidémocratiques, racistes et xénophobes de l'UE, dans l'Organisation des États turco-islamiques, dans mon article dans l'*Artı Gerçek* du 15 avril 2021 intitulé: "Du fléau de Dieu au fléau de l'Islam..." "

La thèse historique selon laquelle la nation hongroise a des liens de sang et de langue avec la nation turque, et que le hongrois, comme le turc, appartient au groupe des langues ouralo-altaïques fait l'objet de discussions dans les cercles universitaires depuis des décennies. En outre, l'empereur des Huns Attila, qui terrorisait les peuples d'Europe au Vème siècle, est considéré comme l'un des ancêtres les plus importants de leur nation par certains Hongrois, ainsi que par tous les Turcs.

Dans la liste des plus grands dirigeants turcs que l'on nous a enseignés à l'école primaire et secondaire en Turquie, *Atilla* figure aux côtés de *Mete Han*, *Alp Arslan*, *Osman Bey*, *Mehmet le Conquérant*, *Soliman le Magnifique* et *Mustafa Kemal*.

Dans l'histoire récente, l'invasion du nord de Chypre par l'armée turque en 1974 a fièrement reçu le nom de code «*Opération Atilla*».

L'adoption de l'empereur des Huns Attila comme ancêtre commun des deux nations a été officialisée pour la première fois le 18 août 2015, lors de la «*Journée des ancêtres*» organisée conjointement par la Fondation hongroise Turan et l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) à Bugac, en Hongrie.

Lors de la 6ème session du Conseil turc en septembre 2018, le Premier ministre hongrois *Viktor Orban*, qui a participé au *Sommet des chefs d'État*, a souligné qu'il existe un

lien entre la langue hongroise et la langue turque et a annoncé qu'il intensifierait la recherche à ce sujet. L'*Institut hongrois de recherche* a été créé le 1er janvier 2019 à cet effet.

Atila, symbole de la fraternité et de la coopération turco-hongroises, est encore connu comme le "*fléau de Dieu*" par les peuples d'Europe en raison des conquêtes sanglantes et de la terreur qu'il a infligées en tant qu'empereur des Huns il y a dix-sept siècles.

Ironie du sort, ce "*fléau de Dieu*" représente le soutien le plus important au sein de l'Union européenne à un régime islamo-fasciste qui s'est lancé dans la conquête et souffle la terreur dans une géographie s'étendant des Balkans à l'Asie centrale et sur trois mers.

Le parti *Fidezs* de Viktor Orban, qui a quitté avec fracas le groupe du *Parti populaire européen (PPE)* en mars dernier, a mobilisé toutes les possibilités pour assurer la domination de l'extrême droite au Parlement européen. Ensemble avec le parti d'extrême droite polonais *PIS* et le parti d'extrême droite italien *Lega*, le *RN* de Marine Le Pen, il s'efforce de former le deuxième plus grand groupe politique au PE.

Après la victoire électorale de son pote *Viktor Orban* face à six partis d'opposition dimanche dernier, il ne fait aucun doute qu'Erdoğan, grâce au rôle de "médiateur" qu'il joue en profitant de la crise ukrainienne, est prêt à tout pour remporter non seulement le *prix Nobel de la paix*, mais aussi les prochaines élections présidentielles et législatives.

Le premier pas dans cette direction a été franchi avec le dernier amendement à la loi électorale.

Les partis d'opposition en Turquie ont une grande responsabilité pour s'assurer que les trucs auxquels Tayyip recourt ne donnent pas un résultat qui prolongerait la dictature d'un seul homme comme en Hongrie.

Rappelons-nous:

Outre les relations amicales d'Erdoğan et d'Orban soutenues par la référence à Atila, il y a eu une relation d'exp-

loitant et d'exploiteur vieille de deux siècles entre la Turquie et la Hongrie découlant de la conquête ottomane.

Cette période, qui a commencé avec la prise de la *forteresse d'Esztergon* par les janissaires de Soliman le Magnifique en 1543, s'est clôturée exactement 140 ans plus tard, après l'échec du deuxième siège de Vienne, lorsque la forteresse est tombée en 1683 entre les mains des propriétaires d'origine, les Hongrois. Ce qui reste de cet épisode est une plainte sur la reprise du château par les Hongrois au cours de cette période d'occupation:

Au bord de l'eau, la forteresse d'Esztergon

Mon âme est rongée par la séparation

J'espère qu'avec le renversement du diktat de Tayyip, les partis qui assureront le pouvoir mettront fin à la folie de l'esprit de conquête qui va jusqu'à la Pomme Rouge et à Atilla que le pouvoir actuel essaie de ranimer en utilisant les médias, les séries télévisées, les cours et les prêches de la Diyanet, et qu'ils prennent les premières initiatives concrètes pour faire au plus tôt de la Turquie un pays de paix, de démocratie et de liberté.

Et que de nos écoles s'élèvent non plus des chants de conquête, mais des chansons populaires de paix et de liberté.

Le courageux combat des amis journalistes arméniens...

Artı Gerçek, 17 avril 2022

Il y a trois semaines, dans les locaux de nos amis arméniens de Bruxelles, nous avons regardé le documentaire "Red" sur le développement des mouvements de gauche arméniens, réalisé par *Kadir Akın*. Ensuite, nous avons écouté ses précieuses explications ainsi que celles du député HDP Garo Paylan et du journaliste arménien *Hayko Bağdat*.

Ce documentaire sur le récit du révolutionnaire arménien *Paramaz*, exécuté avec ses 19 camarades sur la place Beyazit en juin 1915, mettait en évidence que l'histoire du mouvement socialiste en Turquie a commencé, non pas avec les socialistes turcs comme il est dit ou écrit jusqu'à présent, mais bien avec le Parti social-démocrate *Hentchak*, fondé à Genève en 1887 par des révolutionnaires arméniens.

Dans le processus de turquisation et d'islamisation de l'Anatolie puis de la Roumélie entamé par la victoire de *Manzikert* en 1071, les réussites sur tous les plans des peuples non turcs et non musulmans sont soit entièrement ignorées dans les livres d'histoire officiels, soit évacuées en quelques lignes avec dédain.

Par exemple, on enseigne que l'imprimerie, instrument le plus important de la vie scientifique et culturelle, fut employée pour la première fois en Turquie en 1719 par *Ibrahim Müteferrika*, presque trois siècles après son invention par Gutenberg. Pourtant l'imprimerie fut employée bien avant les Turcs dans l'Empire ottoman, par les Juifs en 1493, les Arméniens en 1567 et les Grecs en 1627.

Si en Turquie le premier journal en turc fut le *Takvim-i Vekayi* publié en 1831 par l'État ottoman, il est précédé par le premier journal *Bulletin de nouvelles*, publié en français en 1794.

En Turquie, le premier journal en langue arménienne publié le 13 janvier 1832 fut *Lirakir* qui était l'édition en arménien du *Takvimi-i Vekayi*. Quant aux premiers journaux en arménien publiés par les intellectuels arméniens eux-mêmes, ils étaient "*İsdemaran Bidani Kidelyats*", "*Arşaluy Araradyan*" et "*Hayrenasar*", publiés à Izmir à partir de 1839.

Selon les informations offertes par *Parseğ Tuğlacıyan* (connu sous le nom de Pars Tuğlacı), précieux expert en langue et histoire arménienne, entre 1567 et 1923 on compte 598 journaux et revues en arménien ou en turc écrit en alphabet arménien, imprimés par 131 imprimeries arméniennes à Istanbul, et 61 dans les provinces.

La réalité historique étant celle-ci, le fait qu'aujourd'hui en Turquie le nombre total de journaux publiés en grec, arménien ou en hébreu se compte sur les dix doigts de la main est un indicateur de la destruction des populations non turques et non musulmanes par le génocide et la déportation, dans un processus de 107 ans s'étendant de 1915 à nos jours.

Résistant à cette destruction et à la tempête négationniste, *Agos*, premier journal en turc et en arménien et dont la publication commença il y a 26 ans le 5 avril 1996, continue avec détermination le combat pour les libertés et la démocratie, contre la négation du génocide et ce malgré l'assassinat de son fondateur *Hrant Dink*, qui succomba aux balles fascistes le 19 janvier 2007.

À l'extérieur de la Turquie en revanche, un nombre incalculable de journaux, revues et livres en arménien est publié dans la République d'Arménie et dans tous les continents où se trouve la diaspora arménienne.

Une des plus importantes publications est la revue mensuelle *France Arménie*, publiée à Lyon depuis 1982 par le *Comité de Défense de la Cause Arménienne (CDCA)*.

Pour *Info-Türk* que nous publions en plusieurs langues à Bruxelles depuis 1974 et pour *l'Union pour la Démocratie* que nous avons fondée pour la lutte contre la junte du 12 septembre 1980, les informations données par le CDCA furent une source précieuse pour apprendre en détail le génocide de 1915, comme pour mieux connaître la vie sociale et culturelle de la diaspora arménienne arrachée à l'Anatolie.

Grâce à la revue *France Arménie*, nous avons pu suivre en détail les combats et revendications du CDCA et d'autres associations arméniennes à partir de 1982.

C'est grâce au combat du CDCA qu'*Ernest Glinne*, président du groupe socialiste au Parlement Européen, déposait à la présidence du parlement, le 20 septembre 1983, une motion appelant le gouvernement turc à reconnaître le génocide de 1915.

Quatre ans plus tard le 18 juin 1987, le *Parlement Euro-*

péen a adopté une résolution expliquant qu'il considérait que les "événements arméniens" des années 1915-1917 entraient dans la définition de génocide telle qu'exprimée par les Nations Unies par une décision en date du 9 décembre 1948. La résolution soulignait également que la négation de ce fait par la Turquie empêcherait certainement son adhésion à la Communauté économique européenne.

Notre relation avec le CDCA gagna une nouvelle dimension après la fondation de la *Fédération Euro-Arménienne pour la Justice et la Démocratie (FEAJD)* à Bruxelles en 2002.

Jusqu'alors à Bruxelles, nous menions la lutte contre l'oppression fasciste en Turquie et les politiques xénophobes en Belgique au sein d'un collectif, constitué par cinq organisations d'exilés politiques de Turquie: *l'Institut Assyrien de Belgique, l'Association des Arméniens Démocrates de Belgique, l'Institut Kurde de Bruxelles, Info-Türk et les Ateliers du Soleil*.

À l'occasion des 90 ans du génocide, à l'appel de la FEAJD et avec sa participation, nous avons organisé en 2005 une série d'événements pour une meilleure connaissance du *Génocide de 1915* en Belgique. Suite à cela, nous avons organisé à nouveau ensemble des événements à l'occasion des 35 ans du coup d'État du 12 mars 1971 et en raison de l'assassinat de *Hrant Dink* à Istanbul en 2007.

Fin 2008, une campagne de lynchage fut lancée à mon encontre par les médias laquais du pouvoir en Turquie comme en Belgique parce que j'avais critiqué les louanges de la déportation des Grecs et Arméniens exprimées par le ministre de la Défense *Vecdi Gönül* lors d'une cérémonie à l'Ambassade de Turquie, ainsi que la lecture d'un poème raciste par l'Ambassadeur *Fuat Tanlay*. Suite à cela, le gouvernement belge fut obligé d'assurer ma protection.

Alors qu'ils participaient activement à la campagne de solidarité lancée à mon égard suite à cet événement, le CDCA et la FEAJD m'invitèrent en tant qu'orateur à la cé-

réunion de commémoration du Génocide de 1915 qu'ils organisaient à Lyon le 24 avril 2009.

Le numéro de *France Arménie* du 31 mai 2009 annonçait sur sa couverture ma participation à la cérémonie de Lyon et consacra aussi deux pages à mon interview.

France Arménie célèbre son 40^{ème} anniversaire, avec un 495^{ème} numéro publié ce mois-ci.

En tant que journalistes contraints depuis un demi-siècle à poursuivre la lutte en exil, *Inci* et moi-même souhaitons du fond du cœur un joyeux 40^{ème} anniversaire à *France Arménie*. Nous exprimons nos sincères amitiés et vœux de réussite à nos amis journalistes arméniens qui l'ont fondé et le font vivre au sein de la diaspora.

Non seulement *France Arménie*... Nous félicitons également de tout cœur notre ami *Demir Sönmez*, contraint comme nous de fuir l'oppression et la torture en Turquie. Depuis 1990, il continue son combat en tant qu'écrivain, journaliste et défenseur des droits humains à Genève, pour *L'aiglon blessé-The Wounded Eagle* (français-anglais), son dernier travail sublimant l'ensemble de son œuvre.

Dans *L'aiglon blessé*, livre historique, *Demir Sönmez* a recueilli ses photos de la guerre des 40 jours en *Artsakh* et des événements d'Arménie qu'il a pu suivre de près en 2020.

Demir Sönmez se trouve en ce moment à Erevan pour assurer la publication en arménien et anglais de son livre (paru d'abord à Sofia) à l'occasion du 24 avril, jour de commémoration du génocide de 1915.

Avant de rédiger cet écrit, j'ai établi un lien via Internet, afin de mieux connaître l'histoire de sa vie et son combat.

Je partage ici ces informations qu'il m'a envoyées sous forme de courtes notes.

«Entre 1978 et 1982, j'ai été de nombreuses fois jeté en garde à vue et ai subi de lourds actes de torture, et ce en raison de mes activités politiques. Arrêté cinq fois durant cette période, j'ai été emprisonné dans les geôles d'Ulucanlar puis

de Mamak. D'abord au centre de torture "DAL" à Ankara puis dans les geôles de Mamak. J'ai été soumis à la torture durant trois semaines au café du Bloc A, sur ordre de Raci Tetik.

«Entre 1982 et 1990, j'ai étudié l'économie à l'Université Hacettepe puis à l'Université Anadolu. À l'époque où les disparitions en garde à vue et les meurtres non identifiés s'intensifiaient, j'ai quitté le pays et introduit une demande d'asile en Suisse. Elle ne fut acceptée que 10 ans plus tard en 2000.

«En attendant l'acceptation de ma demande d'asile, j'ai fondé en 1994 *la Maison du Peuple de Genève* avec un groupe d'amis. J'ai assuré activement la présidence de cette association jusqu'en 2006.

«En raison des activités de *la Maison du Peuple*, j'ai été de nombreuses fois menacé par les missions turques et par des fascistes.

«Plus de 1600 articles et reportages que j'ai réalisés ont été publiés dans les journaux et sites internet de *Özgür Politika*, *Evrensel*, *Artı Gerçek*, *Ermeni Haber*, *Le Courrier* et de *la Tribune de Genève*, ainsi que sur mon blog personnel.

«De 2006 à nos jours, je me suis lancé dans le journalisme en tant que professionnel. Entre 2016 et 2019, j'ai réalisé des reportages au *Kurdistan du Sud* et au *Rojava*.

«Mon premier livre fut publié en 2016 sous le nom de *Place des Nations/Place des Peuples*. L'exposition photographique que j'ai organisée sur la place des Nations Unies avec les photos issues de ce livre a donné lieu à une crise diplomatique entre la Turquie et la Suisse. Le gouvernement turc a par deux fois émis à mon encontre une demande d'extradition à l'État suisse.

«Mon deuxième livre s'intitulait *Genève Confinée*, publié en 2021. Il documentait la période de pandémie du Corona à l'aide de photos... Organisée au bord du lac Léman et devant le Palais Wilson du Centre des Droits Humains des Nations Unies, mon exposition où étaient affichées les photos présentes dans ce livre a été attaquée à six reprises.»

Cette ville de *Genève* où *Demir Sönmez* mène un combat depuis plus de trente ans, est aussi la ville où les révolutionnaires arméniens fondèrent en 1887 le *Parti social-démocrate Hentchak*, premier parti socialiste de l'Empire ottoman. La ville où *Demir Sönmez* continue à lutter en tant que journaliste arménien...

Il y a encore une note dans les messages qu'il m'a envoyés. Elle explique bien pourquoi il a mis sa vie en danger dans la *guerre d'Artsakh* pour pouvoir prendre les photos exposées dans son livre *L'Aiglon Blessé*, qui sera publié la semaine prochaine à Erevan en arménien et en français.

«Je n'ai su que j'étais arménien qu'à l'âge de 50 ans, en Suisse. Mon père était venu me rendre visite. Je lui ai demandé pourquoi ma mère nous traitait-elle de 'petits-enfants de prêtre' en criant lorsqu'elle s'énervait contre nous. Il m'a dit que nous étions d'origine arménienne et que son propre grand-père était un prêtre de village dans la sous-préfecture de Kiğı, du département de Bingöl. Lorsque je lui ai demandé pourquoi il avait caché cela jusqu'alors, il me répondit en disant 'Et s'ils avaient su en plus que tu étais arménien, t'auraient-ils laissé la vie sauve?'»

Pour mieux connaître *Demir Sönmez*, il est capital de lire les articles intitulés *Kartal yavrusu yaşayacak!* et *Kamera devam ediyor tanıklığa*, écrits par notre ami *Ragıp Zarakolu*, qui connaît *Demir Sönmez* depuis l'époque de leur combat commun en Turquie. Articles publiés respectivement les 13 mars et 20 novembre 2021 dans *Artı Gerçek*.

Oui, *Demir Sönmez* lutte désormais avec tous ses talents et à chaque opportunité pour mieux connaître la réalité qui lui fut cachée durant un demi-siècle, pour mieux faire connaître la cause légitime d'une nation que le Génocide de 1915 a terrassée et déracinée.

Outre pour son dernier livre, nous félicitons de tout cœur *Demir Sönmez* pour le combat sans concession et déterminé qu'il mène avec son identité arménienne.

Le vrai visage des Loups gris

Info-Türk, 28 avril 2022

Au lendemain de la commémoration du génocide arménien qui en est à son 107^{ème} anniversaire, la stèle du génocide de 1915 au square Henri Michaux à Ixelles a été profanée par les Loups Gris. L'extrême droite turque a signé son obscène profanation: trois croissants de lune rouge.

En grosses lettres peintes en rouge sur la stèle, les mots "FUCK PAYLAN" font référence à Garo Paylan, le député d'origine arménienne qui demande depuis des années au parlement turc de reconnaître le génocide.

Cet acte d'hostilité coïncide avec les attaques contre notre ami Garo Paylan non seulement par le président de la République Recep Tayyip Erdoğan et les dirigeants politiques actuels, mais également par les dirigeants de certains partis politiques d'opposition en Turquie.

Un des députés qui luttent toujours contre la tyrannie et pour la démocratisation à la Grande Assemblée Nationale de Turquie, Garo Paylan se rend souvent dans les pays européens, plus particulièrement en Belgique afin de faire entendre la voix des forces démocratiques de son pays.

Cette profanation de la stèle du génocide avec insulte à Garo Paylan démontre qu'il est la cible des Loups gris dans la capitale européenne.

Il ne s'agit pas du premier vandalisme des Loups gris en Belgique.

Je reprends une grande partie de mon article du 19 février 2020 en réponse au ministre de la Justice belge Koen Geens qui avait donné une réponse tout à fait rassurante à la question "Si les Loups gris, organisation armée ultranationaliste turque reliée au Parti d'action nationaliste (MHP), ou des organisations connexes essayaient d'infiltrer la Belgique."

Tout d'abord, il faut préciser que les Loups gris sont des activistes du Parti d'action nationaliste (MHP) qui est ac-

tuellement le seul partenaire de l'AKP à la Grande Assemblée nationale de Turquie et porte la responsabilité de toute la terreur d'État et les invasions des territoires des pays voisins comme la Syrie, l'Irak et le Haut-Karabagh.

Le MHP est une organisation qui a déclenché le terrorisme armé déjà dans les années 60 et qui s'est rendue coupable depuis lors de plusieurs massacres: *le dimanche sanglant à Istanbul (1969)*, *les massacres à Ankara (1978)*, *Kahramanmaras (1978)*, *Corum (1980)* et à *Sivas (1993)*. En 1981, un Loup gris du nom de Mehmet Ali Ağca a tenté d'assassiner le pape Jean-Paul II sur la place Saint-Pierre à Rome. Les Loups gris ont également des liens dans des pays et des régions turcophones, surtout en Azerbaïdjan, dans les pays d'Asie centrale, et aussi avec les Turcs des Balkans et du Caucase.

Ceci afin de faire la propagande de l'idéologie panturquiste et de montrer leur solidarité avec les mouvements nationalistes d'autres peuples qu'ils considèrent comme frères. Pendant la récente guerre en Syrie, les Loups gris ont pris part aux combats au côté de milices islamistes contre les forces armées syriennes et kurdes.

Dans les pays européens dont la Belgique, l'infiltration des Loups gris a commencé en 1978. En Belgique, notre bulletin d'information Info-Türk donne depuis 1978 toutes les informations en quatre langues concernant les actes de violence des Loups gris aussi bien en Europe qu'en Belgique. Déjà dans le numéro de mai 1978, nous avons donné les premières nouvelles alarmantes pour la Belgique:

«Après avoir multiplié les provocations pour déclencher une guerre civile en Turquie, le Parti d'Action Nationaliste (MHP) a récemment lancé une vaste campagne parmi les travailleurs turcs à l'étranger. À Bruxelles, les partisans fascistes du MHP ont établi leur organisation à la rue Verte 30 - 1030 Bruxelles, sous l'appellation de 'Association Culturelle Turque: Club des Idéalistes'. Immédiatement après la

fondation de leur organisation terroriste, ses membres commencèrent à attaquer des ouvriers et étudiants turcs qui ne partageaient pas leur ‘idéal’.

«Le 20 avril 1978, alors que deux travailleurs progressistes étaient dans le café Emirdağ à la Chaussée de Haecht, les membres du ‘Club des Idéalistes’ tentèrent de les provoquer en les insultant.

«Le 22 avril, des fascistes armés de barres de fer et de hachettes attaquèrent un groupe qui distribuait des tracts pour la manifestation du 1^{er} mai et blessèrent un des participants.

«Le 25 avril, alors qu’une dizaine de progressistes se trouvaient dans le café Emirdağ, ils furent encerclés par des agresseurs fascistes armés de revolvers, de poignards et de barres de fer. Quand le propriétaire fit appel à la police, ils cachèrent leurs armes que la police ne put trouver.

«Des organisations progressistes turques à Bruxelles ont demandé aux autorités belges d’interdire ce centre fasciste et d’expulser de Belgique les responsables.»

Depuis lors, les actes agressifs et violents commis par les Loups gris n’ont jamais cessé dans ce pays. Le 31 décembre 1993, lorsqu’un groupe d’intellectuels kurdes et d’activistes, participant à une longue marche pour la liberté depuis Bonn, sont arrivés à Bruxelles, les Loups gris ont provoqué une centaine de jeunes turcs et organisé une violente manifestation anti-kurde à Saint-Josse. Ils scandaient des slogans tels que “Saint-Josse est un quartier turc !”, “Il n’y a pas de place ici pour les Kurdes !”.

Un des premiers grands congrès européens de la Türk-Federasyon a été tenu le 12 mai 1996 à Genk avec la participation des principaux dirigeants des Loups gris. L’attaché culturel de l’Ambassade de Turquie était l’un des invités d’honneur à côté du leader historique du mouvement néofasciste turc, l’ancien colonel Alparslan Türkeş.

L’organisation de la soirée de Newroz du 20 mars 1998 au Cirque royal a été confiée au président de la Türk-Fede-

rasyon en tant que porte-parole de toutes les fédérations pro-gouvernementales.

Le 7 novembre 1998, les Loups gris arborant les drapeaux du MHP ont attaqué sous les yeux de la police les locaux de l'Institut kurde de Bruxelles et d'une association culturelle kurde situés Rue Bonneels à Saint-Josse. Ils ont incendié les deux bâtiments en scandant des slogans anti-kurdes

Le 17 novembre 2016, l'Institut kurde de Bruxelles à Saint-Josse a de nouveau été attaqué par des Loups gris qui scandaient des slogans anti-kurdes.

Quant à l'infiltration des Loups gris dans la politique belge, voici un article intitulé "Le vrai discours des Loups gris turcs" paru dans Le Vif du 8 novembre 2012:

La venue au Palais des Congrès de Liège du leader politique des Loups gris, Devlet Bahçeli, président du MHP turc, le 20 mai dernier, avait suscité beaucoup d'émotion dans la Cité ardente. Le Comité des Arméniens de Belgique avait pourtant prévenu par fax, le 18 mai, toutes les autorités: fédérales, régionales, communautaires, provinciales, communales et judiciaires. En raison de son radicalisme, le mouvement des Loups gris est classé comme groupe "à suivre". Même sans être visées particulièrement, à la différence des Arméniens qui revendiquent la reconnaissance par l'État turc du génocide dont leur peuple fut victime entre 1915 et 1917, les autorités avaient des raisons de s'inquiéter. Ce mouvement ne fait rien pour accroître le sentiment d'appartenance des Belgo-Turcs à leur patrie d'accueil (24 % seulement se disent 'fiers d'être Belges' selon une enquête Eurislam commandée par la Commission européenne et publiée en juin dernier).

Le discours qu'a prononcé à Liège, le 20 mai dernier, Devlet Bahçeli, président général du Parti Mouvement National (MHP), n'était pas de la guimauve. Le Vif/L'Express a pu prendre connaissance de la traduction française de ce discours-fleuve dont l'original se trouve sur le site du MHP, bras politique des Loups gris et maison-mère de la Fédéra-

tion des nationalistes turcs démocrates turcs de Belgique, active dans l'animation culturelle de l'immigration turque. Bahçeli était en tournée européenne pour galvaniser les troupes et fédérer les énergies panturques. Après les envolées lyriques vinrent l'exhortation des migrants à préserver leur identité turco-musulmane, également des propos très hostiles à l'égard des Arméniens et des Kurdes, ainsi que l'impatience de voir des élus turcs s'élever dans la sphère politique pour veiller, dans l'ordre, aux intérêts de la Turquie et du "pays où ils vivent". Voici quelques extraits significatifs de ce discours prononcé en turc, sans détours.

«Turcs d'Europe, vous représentez la gloire et la splendeur de l'identité turque». Devlet Bahçeli s'incline devant le courage qu'il a fallu aux migrants pour s'expatrier. 'Certes, nous savons que, dans ce pays, vous êtes perçus comme étrangers et vous avez rencontré beaucoup de difficultés en tant que porteurs d'une identité et d'une culture étrangère. Mais vous ne leur avez jamais cédé.» Il poursuit: «Vous avez fait de la Belgique votre Emirdağ, vous avez ramené l'Anatolie en Belgique, vous n'avez pas rompu avec vos traditions et vos habitudes, vous n'avez pas abandonné vos racines, vos ressources et votre minaret.»

Un petit coup de langue à l'égard de la Turquie: «Les dirigeants de notre patrie n'ont pas pu assurer, ni à vous ni à la génération précédente, les besoins fondamentaux de la vie que sont l'éducation, l'emploi, une alimentation quotidienne ; vous les avez obtenus dans des pays étrangers.» Et un autre coup de griffe pour l'un de ces 'pays étrangers' pourtant accueillant: «Au début de cette deuxième décennie du siècle, vous luttez pour la vie dans un monde qui s'éloigne des valeurs de l'humanité. Dans la capitale de l'Union européenne, centre politique des valeurs occidentales, vous enseignez la civilisation et vous montrez ainsi qui est la nation turque.»

Le grand patron du MHP s'en prend ensuite aux "lobbies de la diaspora" qui, en France, tentent d'obtenir la pénalisa-

tion du ‘soit-disant génocide arménien’ et qui, en Belgique, ont tenté de les priver d’une salle de congrès. «Comme des fascistes et des racistes, ils ont proféré à notre égard des bassesses qu’un esprit sain ne saurait imaginer (...). Ils doivent savoir que leurs mentalités et leurs intentions sont pires que celles des nazis.» Pour les Kurdes (dont il ne prononce pas le nom), Devlet Bahçeli prévient: «Nous n’allons pas rester silencieux concernant le souhait de certains de voir la Turquie se diviser, de poser des exigences d’enseignement dans leur langue maternelle...»

Si sourcilieux de l’unité de son propre pays, l’orateur voit la Belgique comme un simple ‘édifice démocratique’ dont la communauté turque est devenue une “composante” ayant gardé intactes ses traditions. «Les Turcs vivant ici sont arrivés à une position qui leur a permis d’apporter une contribution importante à la vie commerciale, politique, économique et socio-culturelle de la Belgique.

Mais il faut certainement arriver à un stade encore supérieur», exhorte Bahçeli. Comment? «Pour bénéficier de tous les types de droits sociaux, politiques et économiques, et être pris en compte comme une force sociologique, vous devez lutter et afficher vos intentions. Représentez la nation turque dans les élections locales et nationales, et veillez aux intérêts de la Turquie et du pays dans lequel vous vivez.” Un programme clair et net.»

Le 2 février 2020, les dirigeants des fédérations des Loups gris (Türk-Federasyon) d’Allemagne, France, Pays-Bas, Autriche, Suisse, Grande Bretagne, Scandinavie et Belgique se sont réunis au siège du MHP à Ankara. Le président du MHP Devlet Bahçeli, dans un long discours adressé aux représentants des Loups gris en Europe a dit: «En tant que représentants de la turcité européenne, de la grande nation turque de la géographie de l’Europe occidentale, vous assumez également des responsabilités importantes. Ne vous sentez pas seuls dans cette tâche. Sachez que nous vous accompagn-

rons dans tous vos travaux. Dans le même temps, je crois sincèrement que vous ne donnerez pas la possibilité aux fauteurs de troubles, ennemis de la nation turque et de l'État turc.»

Le 14 février 2020, la déclaration de Devlet Bahçeli au Parlement turc: «Le président Bashar Assad est un meurtrier et un criminel. Si nécessaire, la nation turque devrait envisager d'entrer dans Damas. Si nécessaire, brûlons la Syrie, détruisons Idlib!»

Si ces documents ne sont pas suffisamment clairs et nets, nous proposons au ministre de la Justice et aux autres dirigeants de ce pays, deux sources riches d'informations sur les Loups gris, réalisées grâce au travail minutieux et objectif du chercheur Pierre-Yves Lambert.

On peut y trouver également beaucoup d'informations sur la participation des élu(e)s belges à des happenings loups gris et les visites réciproques entre la Turquie et la Belgique.

24 avril: Routes de la déportation...

Artı Gerçek, 24 avril 2022

Les trois semaines qui commencent le 24 avril sont l'une des périodes les plus douloureuses de notre vie privée et professionnelle et de la lutte pour la liberté et l'égalité dont nous sommes parties... Il y a exactement 51 ans, dans la nuit du 26 avril, la loi martiale a été décrétée par la dictature fasciste du 12 mars, puis la revue *Ant* a été fermée et des avis de recherche ont été émis à notre encontre avec des centaines d'années d'emprisonnement à la clé, de sorte que nous avons dû nous exiler le 11 mai pour continuer notre lutte à l'étranger.

Le 26 avril 1972, lors de la deuxième année de notre exil, les condamnations à mort de *Deniz Gezmiş*, *Yusuf Arslan* et *Hüseyin İnan* ont été approuvées par la Grande Assemblée nationale de Turquie pour la deuxième fois, et les trois jeunes

révolutionnaires ont été exécutés le 6 mai en dépit de toutes les protestations.

C'est en exil que nous avons pris connaissance du fait que le premier grand génocide du XX^{ème} siècle avait été lancé contre la nation arménienne sur les terres où nous sommes nés et avons grandi... Ce n'est qu'après cela que les commémorations douloureuses et pleines d'indignation du 24 avril, date à laquelle le génocide et la déportation des Arméniens ont été initiés, ont pris place dans notre calendrier, au même titre que les 28 et 29 janvier, date du massacre en mer Noire du chef du TKP Mustafa Suphi et ses camarade, et le 6 mai, date de l'exécution de Deniz et ses deux amis.

Aujourd'hui, c'est le 24 avril... J'ai partagé dans deux articles parus le mois dernier dans *Artı Gerçek* ce dont je me souvenais en relation avec l'ignorance qui entourait le génocide de 1915 en Turquie non seulement dans tous les gouvernements, les partis d'opposition et les grands médias, mais aussi dans notre mouvement de gauche, dont j'étais militant depuis des années, avec l'institutionnalisation au centenaire du génocide arménien de notre lutte contre ce négationnisme, que nous avons entamée en exil dans les années 80 en tant que révolutionnaires assyriens, arméniens, kurdes et turcs, ainsi qu'avec l'intégration dans la lutte menée en Turquie après l'ignoble assassinat de *Hrant Dink* en 2007.

Avant d'entamer la rédaction de cet article, en parcourant les articles sur le génocide de 1915 publiés dans les médias belges ces dernières années et aujourd'hui, j'ai été empli de douleur lorsque je suis tombé sur une carte géographique illustrant l'article publié par le journal *Le Soir* il y a sept ans, le 23 avril 2015, sous le titre 'Il y a cent ans, Le premier génocide du XX^e siècle'.

Sur la carte qui illustre le présent article, les régions où la nation arménienne se trouvait en grand nombre dans l'Empire ottoman en 1915 sont indiquées en marron ; on voit bien dans quelles provinces se situent les camps où les Arméniens

survivants des massacres ont été concentrés pour être soumis à la déportation; on voit nettement aussi qu'ils ont été déportés vers *Halep* et *Deir ez-Zor* en Syrie. La carte montre qu'une toute petite partie de la population arménienne a pu se sauver en fuyant en Arménie et en Russie.

L'article du Soir se terminait comme ceci: «Pour qu'elle puisse se démocratiser, la Turquie doit tout d'abord connaître son propre passé...En 1915, le nombre d'Arméniens en Turquie n'était pas de 10.000 comme aujourd'hui. Dans l'Empire ottoman de 13 millions d'habitants, les Arméniens étaient 2 millions, soit 15% de la population. La population chrétienne, comprenant également les Grecs et les Assyriens, représentaient 40% de la population totale.»

Je venais de terminer l'article quand est apparu sur mon écran l'interview de notre ami écrivain arménien *Murad Mhçi* publiée dans *Artı Gerçek* sous le titre “*Avec la confrontation, des dates incorrectes vont apparaître... On en a peur...*”. «*Considérant qu'en 1914, il y avait entre 1,5 et 2 millions d'Arméniens, quel devrait en être le nombre en 2022? Rien que de penser à cela, nous pouvons comprendre à quel point la douleur est grande...*», dit-il.

Je me suis plongé dans les statistiques officielles de l'Empire ottoman et de la République de Turquie pour trouver la réponse à la question.

Oui... Étant donné que la population de la Turquie, qui était de 13 millions en 1915, a été multipliée par 6,5 en 107 ans et a atteint 85 millions en 2022, la population arménienne, qui était de 1,5 million en 1915, aurait augmenté au même rythme et aurait atteint 9 millions s'il n'y avait pas eu de génocide et de déportations.

C'est une réalité numérique qui fait que chaque individu qui a une part d'amour humain, de paix et de fraternité devrait être empli de révolte...

Je le pense sérieusement.

Comme *Le Soir* l'a dit il y a 7 ans, pour qu'elle puisse

vraiment se démocratiser, la Turquie doit tout d'abord connaître son propre passé. Un développement positif est-il intervenu en sept ans à cet égard?

Le gouvernement actuel AKP-MHP, ou le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), candidat à la présidence l'année prochaine, et les cinq partis de droite qu'il a choisis comme futurs partenaires au pouvoir reconnaîtront-ils le génocide de 1915 et présenteront-ils des excuses aux Arméniens et aux Assyriens?

On ne peut guère s'attendre à une telle chose de la part d'Erdoğan qui, à l'appel de son pote azerbaïdjanais *İlham Aliyev*, a mobilisé les terroristes islamistes recrutés en Syrie par l'armée turque avec ses forces terrestres et aériennes et les a lancés contre les Arméniens du Haut-Karabagh.

N'est-ce pas son ministre des Communications, *Fahrettin Altun*, qui disait il y a deux jours à peine: «Il n'y a absolument pas eu de génocide. Les décisions concernant les événements de 1915 prises par les parlements de nombreux pays contre la Turquie, sont nulles et non avenues à la lumière des données scientifiques et aux yeux du droit international. Une perception faussée de l'histoire est une trahison à la fois de l'histoire et de l'humanité dans son ensemble»?

À l'Assemblée, il y a un parti qui mène un combat cohérent à cet égard, le HDP... Le député de Diyarbakır Garo Paylan a présenté au Parlement un projet de loi pour la "reconnaissance du génocide arménien", et le "retrait du domaine public des noms des auteurs du génocide".

Alors que j'écrivais cet article, j'ai appris que le président du Parlement, Mustafa Şentop, avait renvoyé la proposition au motif qu'elle était "contraire aux dispositions du règlement intérieur".

Que vont faire le CHP et ses associés face à ce scandale?

La future Première ministre du gouvernement de l'Alliance nationale, Meral Akşener, a émis la première réaction: «Je condamne fermement le geste arrogant qui a tenté de

faire courber la tête à notre nation avec la proposition de soi-disant ‘génocide’ à la Grande Assemblée nationale de Turquie. La Grande Nation turque a une histoire dont elle peut être fière. Tant que nous serons ici, aucun sordide projet ne pourra changer ce fait.»

N’était-ce pas le CHP de *Kemal Kılıçdaroğlu*, candidat à la présidence de la république, et l’İYİP de *Meral Akşener*, candidate au poste de Premier ministre, qui, le 17 novembre 2020, votaient «oui» au mandat d’occupation du Haut-Karabagh et signaient un communiqué commun dans lequel ils disaient: «En tant que partis politiques qui ont un groupe à la Grande Assemblée nationale de Turquie, nous appelons la communauté internationale à se tenir aux côtés de l’Azerbaïdjan, qui a souffert jusqu’à présent de l’occupation et des attaques irresponsables de l’Arménie. À cette occasion, en tant que partis politiques de notre Assemblée victorieuse, nous appelons la miséricorde de Dieu sur nos frères azerbaïdjanais martyrs, un prompt rétablissement aux anciens combattants et des condoléances à l’Azerbaïdjan, et nous soulignons une fois de plus avec force la volonté de solidarité de notre nation avec ce pays.»?

De plus, l’année dernière, lorsque le nouveau président des États-Unis, Biden, a utilisé le mot *génocide* à l’occasion du 106^{ème} anniversaire du génocide de 1915, le porte-parole du CHP, *Faik Öztrak*, n’a-t-il pas critiqué le gouvernement pour ne pas avoir empêché cela en disant: «L’histoire de notre pays a été ternie»?

Ekrem Imamoglu, qui occupe le siège de maire de la métropole d’Istanbul grâce au soutien des électeurs du HDP n’a-t-il pas éructé: «Ces décisions et d’autres similaires visant à menacer la République de Turquie sont nulles et non avenues pour notre part», et le maire d’Ankara, *Mansur Yavaş*: «Je condamne fermement ces déclarations.»?

Kılıçdaroğlu n’est pas demeuré en reste. N’a-t-il pas dé-

claré à la face du monde qu'il était plus déterminé et résolu qu'Erdoğan dans le déni, accusant le gouvernement de ne pas avoir réagi assez durement à Biden en déclarant: «On a cru qu'ils allaient rugir, on a perçu un miaulement»?

Se produira-t-il un changement dans ces attitudes négationnistes jusqu'aux élections législatives prévues en 2023?

Il ne fait aucun doute que tous les partis politiques, à l'exception du HDP, adopteront un discours plus négationniste et capitulationniste sur la question du génocide dans le but de s'assurer le suffrage des électeurs qui ont été soumis des années durant à un lavage de cerveau raciste, islamiste et conquérant par les grands médias affidés en majorité au palais, en particulier par les séries télévisées très appréciées,

N'est-ce pas *Kılıçdaroğlu* qui, tout en prononçant des discours sur la réconciliation, clamait: «Si je ne réduis pas à néant le nid que l'on appelle Qandil, que l'on ne m'appelle plus *Kılıçdaroğlu!*» et qui appuyait les opérations sanglantes lancées par Tayyip le 18 avril 2022 contre les localités kurdes dans le nord de l'Irak, en disant «Nos prières vont à notre armée héroïque qui mène l'opération Serrure à griffes dans le nord de l'Irak... Qu'Allah protège nos enfants en ce mois sacré.»?

La carte de la déportation arménienne de 1915, que j'évoquais au début de cet article, m'a inévitablement rappelé la carte des 'routes migratoires turques', dont le CHP a équipé tous les murs des écoles primaires à l'époque du parti unique.

C'était la célèbre carte qui me regardait à côté du grand portrait d'Atatürk sur le mur lorsque je suis entré pour la première fois dans la seule salle de classe où cinq classes étaient enseignées ensemble par un seul instituteur dans l'école primaire du village construite en pisé où j'ai étudié pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cette carte, produite en conformité avec la *Thèse de l'histoire turque* élaborée par une équipe d'historiens présidée par *Afet İnan* sur directive d'Atatürk pour prouver que la race turque avait migré d'Asie centrale aux quatre coins du

monde pour y porter la civilisation, et que les peuples anciens d'Anatolie étaient en fait turcs, était obligatoirement accrochée aux murs des classes des écoles primaires pour former des nouvelles générations de turcs racistes.

Elles représentaient l'aspect graphique du serment prêté chaque matin au garde à vous "*Je suis turc, je suis droit, je suis travailleur*", et de la Marche du 10^{ème} anniversaire de la république que nous chantions en chœur: "*Nous existions avant l'histoire, nous existerons après elle...*"

Allait-il être facile pour une génération qui a étudié des classes entières d'école primaire sous le lavage de cerveau imposé par cette carte, de briser les chaînes du racisme et de l'esprit de conquête?

Ceux qui ont réussi à briser ces chaînes en ont payé le prix pour la première fois lors du coup d'État du 12 mars et la deuxième fois plus lourdement lors du coup d'État du 12 septembre. Une des raisons pour lesquelles nous avons été privés de notre citoyenneté turque par le dictateur fasciste *Kenan Evren* qui nous accusait d'être "*dégénérés*" est sans nul doute le fait que nous avons rejeté le lavage de cerveau relatif à ces 'routes migratoires' et que nous nous sommes rangés du côté des enfants des nations qui ont été soumises à des génocides, des tortures et des enfermements dans des cachots au nom de la race turque.

Ces derniers temps, en regardant des séries télévisées historiques à la télévision turque, j'ai l'impression de voir la carte des routes migratoires qui a assombri mes années d'école primaire comme un cauchemar.

Effectivement, le point commun des séries télévisées *Alparslan Büyük Selçuklu*, *Kuruluş Osman* et *Barbaroslar Akdeniz Kılıcı*, qui ont les meilleures audiences du moment, est qu'elles se concentrent toujours sur cet esprit de conquête raciste et islamiste.

Elles sont pleines d'attaques constantes, de danses à l'épée, de tortures et de décapitations d'un seul coup au nom

de la conquête turco-islamique, contre les peuples qui existaient sur ces terres d'Anatolie et de Méditerranée depuis des milliers d'années avant l'arrivée des Turcs et y avaient fondé des civilisations...

Après chaque victoire, épées brandies en l'air, cris de «Al-lahu Akbar» ... «Plus à l'ouest... à la Pomme Rouge...»

Dans un environnement où les masses sont conditionnées de cette manière, pourquoi faut-il s'étonner que ceux qui sont au pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition flattent les foules en leur donnant ce qu'elles veulent?

Oui, aujourd'hui, 24 avril... 107^{ème} anniversaire du Génocide de 1915.

Nous commémorons avec respect les peuples arménien et assyrien d'Anatolie qui ont perdu la vie dans le génocide et lors de la déportation. Nous réaffirmons notre solidarité et notre unité de lutte avec leurs descendants, qui restent en très peu grand nombre en Turquie et dans la diaspora, qui poursuivent résolument sans compromis leur quête de droit et de justice.

Y aura-t-il une voix dans le monde politique turc qui reconnaisse le génocide de 1915 et présente des excuses aux peuples qui ont été victimes de ce génocide, en dehors du HDP, des partis de gauche et des organisations démocratiques de masse qui partagent le même combat avec lui?

Nous attendons la suite...

Après chaque 1^{er} mai vient un 6 mai...

Artı Gerçek, 1^{er} mai 2022

Aujourd'hui, 1^{er} mai, la Turquie se prépare à célébrer la fête de la classe ouvrière, malgré divers obstacles qui ont été dressés... La célébration de masse du 1^{er} mai comme fête de la classe ouvrière dans notre pays bien-aimé n'a jamais été

possible pendant quarante ans de république, parce qu'elle était officiellement interdite. Or, même à l'époque ottomane, on observe sur documents que le 1^{er} mai était célébré massivement comme une fête des travailleurs... Depuis la fin des années 60, elle a été célébrée à l'initiative de la DİSK, mais les célébrations ont toujours tenté d'être évitées par différentes méthodes allant jusqu'à des massacres et des arrestations massives à chaque période.

Bien qu'il ait été dit que le 1^{er} mai était "fête des travailleurs" lors du Congrès économique tenu à Izmir en 1923 pour s'assurer que la Turquie devienne un pays dominé par les capitalistes et les nationalistes, cette fête sur papier fut abandonnée avec la loi sur la maintien de l'ordre de 1925.

Des années plus tard, en 1936, année de ma naissance, le pouvoir kémaliste allait proclamer le 1^{er} mai "jour de congé officiel"... Mais pas comme fête des travailleurs, comme *Fête du printemps*... Après cette date, on chantera "*Nisan Mayıs ayları-Gevşer gönül ayları*" à cette occasion...

Difficile à croire, en 1960, j'allais être témoin d'une célébration du 1^{er} mai comme fête des travailleurs à un moment et de la part d'une personne tout à fait inattendus.

C'était l'époque où le diktat de Menderes devenait de plus en plus impitoyable et où la Turquie dérivait rapidement vers le coup d'État du 27 mai... Lors de la résistance des 28 et 29 avril, *Turan Emeksiz* est abattu, les arrestations et les interdictions se poursuivent sans répit.

Dans la soirée du 1^{er} mai, j'avais assisté à une conférence de presse au siège du CHP à Izmir, et j'étais sur le point de partir. La radio qui était allumée, commença à retransmettre un discours de Menderes à l'heure du journal radiodiffusé du soir... Nous ne pouvions en croire nos oreilles, Menderes disait: «Aujourd'hui, 1^{er} mai, c'est la fête des travailleurs/ Nous souhaitons à nos frères et sœurs travailleurs de célébrer encore beaucoup de fêtes sans souci et sans chagrin.»

La raison pour laquelle un dirigeant de droite qui avait

été anticommuniste pendant des années devait prononcer ces mots était évidente. Il essayait, dans un dernier effort, d'attirer à ses côtés les masses ouvrières qu'il avait opprimées pendant des années, afin de maintenir son pouvoir de plus en plus affaibli. Il tentait de se rapprocher de l'Union soviétique, surtout après avoir perdu la confiance des États-Unis et de l'OTAN. Il prévoyait même un voyage à Moscou avec le ministre des Affaires étrangères *Fatin Rushtu Zorlu* pour rencontrer le dirigeant soviétique *Khrouchtchev*.

Après le coup d'État du 27 mai, certains droits et libertés fondamentaux ont été reconnus par la Constitution de 1961, mais il n'a jamais traversé l'esprit de personne de restituer le 1er mai "fête des fleurs" à son véritable titulaire, la classe ouvrière. Ni des officiers putschistes, ni du CHP d'*İnönü* qui a accédé au pouvoir avec les élections qui ont suivi... On ne pouvait d'ailleurs pas s'attendre à une telle chose de la part de l'AP de *Demirel*, qui avait adopté la lutte contre le communisme comme objectif principal.

La confédération syndicale *Türk-İş* collaboratrice et américaniste, avait fait proclamer le 23 juillet "fête des travailleurs", par la loi n°275 adoptée par l'Assemblée, pour faire oublier totalement le 1er mai, restreindre les droits de grève et accorder le droit de lock-out aux employeurs, cela alors qu'*Ecevit* était ministre du Travail.

La première initiative prise pour briser le silence en ce qui concerne le 1er mai est venue, même tardivement, de la DİSK nouvellement créée... Alors que le conseil exécutif de la DİSK congratulait tous les travailleurs pour leur fête dans une déclaration publiée le 1er mai 1968, nous publions dans la revue *Ant* du 7 mai 1968 un long article de *Kemal Sülker*, secrétaire général de la DİSK et collaborateur permanent de notre revue, intitulé "La fête des travailleurs, c'est le 1er mai".

La jeunesse révolutionnaire, qui a entamé la résistance de 1968 avec l'occupation des universités d'Ankara et d'Istanbul en juin de la même année, célébrera le 1er mai 1969

avec la DISK un an plus tard. Dans la résistance historique des 15 et 16 juin, qui a suivi le 1^{er} mai 1970, elle a jeté le slogan “Armée-Jeunesse main dans la main” dans les poubelles de l’histoire et a pris le parti de la classe ouvrière avec le slogan “Travailleur-Jeunesse main dans la main”.

Et *quid* du 1^{er} mai de l’an 1971, il y a exactement 51 ans?

Comme la revue *Ant* de mai 1971 contenait trois dossiers détaillés sur “Les organisations et la propagande contre-révolutionnaires” en Turquie de même que sur “Le Plan de réforme et de sérénité” que l’administration du 12 mars avait mis en œuvre au bénéfice des intérêts de l’impérialisme et du capitalisme collaborateur et que la terreur de la police et de la justice ne faisait que s’accroître, nous nous étions préparés à fuir. Notre éditorial soulignait que le gouvernement établi était le pouvoir du “complexe industriel-officier” et appelait les forces révolutionnaires de Turquie à lutter contre ce pouvoir en utilisant tous leurs moyens.

Sur la couverture du magazine, il était annoncé que le montant de la punition requise dans le cadre des poursuites intentées contre les auteurs et les responsables de *Ant* avait atteint 770 ans, tandis que sur la couverture arrière se trouvait le message “*Joyeux 1er mai à la classe ouvrière !*”

Lorsque nous avons mis le magazine à l’impression dans la nuit du 26 avril, la loi martiale a été décrétée dans 11 provinces, dont Istanbul, Ankara et Izmir, et l’*Opération massue* a été lancée. Malgré les descentes de police, les ouvriers de l’imprimerie et de la maison d’édition, avec lesquels nous travaillions ensemble depuis des années et avec lesquels nous entretenions une relation de camaraderie au-delà de l’amitié, ont pris les précautions nécessaires et ont imprimé la revue, l’ont reliée et l’ont mise en diffusion.

Le lendemain matin, *Ant* était la seule publication de gauche à atteindre les lecteurs dans tous les kiosques à journaux après la loi martiale. Cependant, les nouvelles représailles des putschistes ne se sont pas fait attendre...

Dans la matinée du 1er mai 1971, le commandement de la loi martiale d'Istanbul publiait fréquemment une déclaration à la radio et dans les journaux turcs, annonçant que la revue Ant, qui avait constamment violé les articles 142, 158, 159 et 312 du Code pénal, avait été fermée pour une durée indéterminée et que de nouvelles poursuites avaient été engagées à notre rencontre.

Désormais, nous étions dans l'illégalité la plus totale, et à partir de cette date, nous ne célébrerions plus le 1^{er} mai en Turquie, mais en exil, *en Allemagne, en France, en Suède et en Belgique* pendant 51 ans.

Le 1er mai 1977 a été l'une des célébrations les plus douloureuses qui ont eu lieu en Turquie pendant cette période de plus d'un demi-siècle, et qui a transpercé nos cœurs en exil... L'horrible massacre de la place Taksim dans lequel 37 personnes ont perdu la vie... En 1979, lorsque le chef du CHP, *Ecevit*, est redevenu Premier ministre, après une interruption d'un an, l'interdiction de célébrer le 1^{er} mai s'est abattue sur Istanbul comme un cauchemar... Les dirigeants de la DİSK sont arrêtés, mais les dirigeants et les militants du Parti des travailleurs de Turquie et du Mouvement de libération descendent dans la rue pour défier l'interdiction... Ils sont immédiatement interceptés par l'armée et tous les manifestants, y compris la présidente du TİP, *Behice Boran*, sont arrêtés.

Nous organisons des campagnes de protestation à l'étranger contre ces arrestations. Grande coïncidence: selon un calendrier prédéterminé, le Premier ministre *Bülent Ecevit* vient à Strasbourg le 10 mai 1979 pour y prononcer un discours lors de la réunion de *l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe*... Au cours de la session, nous nous mobilisons pour protester contre l'arrestation des dirigeants du TİP. Nous nous rendons à Strasbourg avec des tracts en différentes langues, avec y compris nos amis en charge de la section des travailleurs originaires de Turquie des deux syndicats nationaux de Belgique, FGTB et CSC et nous protes-

tons contre *Ecevit*, qui dans son discours, dénonce les manifestants du 1^{er} mai et défend la loi martiale.

Un an plus tard, en 1980, les célébrations du 1^{er} mai sont toujours interdites... Les assassinats politiques, les arrestations massives, les interdictions de grève, les fermetures d'organisations s'intensifient... Et *Kemal Türkler*, un des fondateurs de la DİSK et du TİP, qui a eu l'honneur de signer la première déclaration du 1^{er} mai en Turquie en 1968, et président du Syndicat des mineurs, est assassiné le 22 juillet.

Le coup d'État du 12 septembre et ses suites... Après la dictature des généraux, les régimes répressifs de la "démocratie" militariste sous Özal, Demirel, Çiller, Erbakan, Ecevit, et enfin Erdoğan... Et dans chacun de ces gouvernements, les interdictions interminables du 1er mai... Interdictions de manifester à Taksim... Arrestations massives...

Avant de mettre le point final à mon article, je jette un œil sur les dernières informations sur *Artı Gerçek*: rapport d'*Esra Çiftçi*: «Le 1^{er} mai à l'ombre de la grande pauvreté: Taksim encore interdite aux travailleurs en 2022 !»

Le 6 mai, moins d'une semaine après l'interdiction de Taksim le 1^{er} mai, nous vivons la douleur du 50^{ème} anniversaire du meurtre le plus ignoble de l'histoire de la République. Je me souviens de nos dernières rencontres avec *Deniz Gezmiş*, que j'ai connu en 1965 comme jeune membre du district d'Üsküdar du Parti ouvrier de Turquie, et qui a toujours été à l'avant-garde de la résistance de la jeunesse révolutionnaire dans la seconde moitié des années 60.

En septembre 1969, *Ho Chi Minh*, le leader de la révolution vietnamienne, meurt à l'âge de 79 ans. *L'Oncle Ho* était un symbole important pour nous à l'époque où les tensions soviéto-chinoises atteignaient leur apogée et où le mouvement de gauche turc était à la recherche de références internationales. En ces jours troublés, nous avons dédié la couverture et les pages centrales de *Ant* à *L'Oncle Ho* en titrant: «Le monde a perdu un grand révolutionnaire.

À l'époque, *Deniz Gezmiş* était recherché parce qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt par défaut. Lorsque le numéro sur *Ho Chi Minh* a été publié, il a téléphoné pour dire à quel point il était ému, puis il a évoqué sa propre situation et confié: «La lutte devient de plus en plus dure. Je ne pense pas qu'ils me laisseront tranquille un jour...»

Fin septembre 1969, je comparaissais sous le coup d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six ans, devant la 4^{ème} Chambre de la Cour pénale d'Istanbul pour mon article intitulé "Il est temps de se battre", publié dans *Ant*. Alors que j'attendais mon tour comme d'habitude pour l'audience, et que je faisais les cent pas dans les corridors du Palais de Justice, un grand bruit se fit entendre à la porte d'entrée, vers laquelle je me dirigeai. Devant arrivait *Deniz Gezmiş* menotté, derrière lui, des jeunes révolutionnaires... Ce jour-là, la police amenait *Deniz* au palais de justice pour commuer la mandat d'arrêt établi à son nom en détention immédiate après la dénonciation faite par le Doyen de la faculté de Droit Orhan Aldıkaçtı avec lequel il avait rendez-vous. Deniz fut immédiatement introduit dans une salle de l'étage en-dessous.

Après que mon audience a eu pris fin, je suis descendu et j'ai trouvé *Deniz* à l'étage inférieur. Il était encore menotté et il était inquiet. «Des amis m'ont dit que tu avais été acquitté... mais ces procès contre la presse et la jeunesse révolutionnaires n'ont pas de fin. Nous allons être confrontés à pis que cela... *Mehmet Cantekin* a été tué... qui le sera encore? S'ils me libèrent demain, me laisseront-ils en vie ensuite? Mais nous allons résister...», dit-il.

Il avait raison. Le jour où il avait été arrêté à Istanbul, *Mustafa Taylan Özgür* avait été abattu. La machine à tuer avait été enclenchée.

Après sa libération, *Deniz* pris place avec *Yusuf Arslan*, *Hüseyin İnan Sinan Cemgil* et *Cihan Alptekin* parmi les fondateurs de l'Armée de Libération du peuple de Turquie (THKO). Bien que n'ayant causé aucune mort dans leurs actions, ils

ont fait l'objet d'accusations sévères dans les médias grand public. Pour notre part, nous les avons défendus dans *Ant*: «Deniz et ses amis sont les enfants du peuple qui luttent contre le système de rapine !»

Le fascisme du 12 mars a assassiné *Sinan Cemgil* à Nuhak, *Cihan Alptekin* à Kızıldere, *Yusuf* et *Hüseyin* sur l'échafaud. *Ragıp Zarakolu* a clairement expliqué dans son article intitulé "*Deniz, et le 24 avril*" publié hier dans *Artı Gerçek* comment la majorité de la Grande Assemblée nationale de Turquie a soutenu les condamnations à mort et comment elle a assumé la complicité de cet assassinat politique.

Un demi-siècle plus tard, une première fut vécue à Istanbul au 50^{ème} anniversaire du départ pour l'éternité des *Trois Jeunes Plantes*: ... La *municipalité métropolitaine d'Istanbul* et la *Fondation Deniz Gezmiş pour l'indépendance et la liberté* organisent un grand événement dans la soirée du 6 mai à la salle de concert CRR.

De plus, à l'occasion du 50^{ème} anniversaire des exécutions, la *municipalité métropolitaine d'Istanbul* a publié un livre de 748 pages intitulé "*L'année 68 de la Turquie – Les rues qui mènent à la mer*" [Jeu de mot: en turc, *deniz* signifie 'mer' (NDT)]. Ce livre, où les leaders de la jeunesse, les historiens et les chercheurs qui ont connu cette époque mettent en lumière cette période dans toutes ses dimensions comprend également ma contribution intitulée "*Témoignage sur la presse de l'époque et de sa lutte, et la revue Ant*". Et il n'y a pas que cela: dans le numéro 341 de mai 2022 de la revue mensuelle *Toplumsal Tarih* (Histoire sociale) de la Fondation pour l'Histoire, 27 pages sont consacrées à la narration de cette période sous le titre "*Mondialiser le 68 de la Turquie*". Cette même revue présente également une longue interview avec moi sous le titre "*La lutte anti-impérialiste est une base de référence que nous avons appliquée sans compromis*".

Résumé de ce que j'ai dit dans ces articles: ceux qui por-

tent dans leur cœur la douleur des meurtres ignobles de *Deniz Gezmiş*, *Yusuf Arslan* et *Hüseyin İnan* il y a 50 ans, célèbreront le 1^{er} mai avec enthousiasme chaque année aussi longtemps que leur vie le leur permettra, et se souviendront du 6 mai comme d'un jour qui renforce encore leur détermination à se battre.

Joyeux 1er mai à la classe ouvrière et à tous mes amis qui partagent sa lutte!

En signe de respect envers deux juristes combattants..

Artı Gerçek, 5 mai 2022

Nous avons perdu le grand avocat *Halit Çelenk* il y a 11 ans, le 5 mai 2011. *Halit Çelenk* avait assuré la défense de *Deniz Gezmiş*, *Yusuf Arslan* et *Hüseyin İnan* dans le procès de l'Armée de libération du peuple de Turquie (THKO), et qui avait eu la douleur de recueillir leur dernier souffle lors de leur exécution le 6 mai 1972.

Nous avons ensuite perdu neuf ans plus tard "la grande soeur de Deniz et de ses amis", l'avocate *Şekibe Çelenk*, camarade de combat et épouse de *Halit Çelenk*, le 21 février 2020.

J'ai fait la connaissance des *Çelenk*, qui occupent une place exceptionnelle dans l'histoire de la lutte révolutionnaire turque, lorsque nous combattions ensemble dans les premières années d'organisation du Parti ouvrier de Turquie.

1962 a été l'année où des milliers de personnes, qui avaient pris une position de gauche pendant des années dans leur vie privée et dans divers domaines de lutte, et qui avaient résisté sans compromis dans cette attitude malgré toutes les pressions, et se disant "le moment est venu", ont commencé à affluer vers un parti socialiste né des spécificités de la Turquie,

Ces gens, les premiers militants et organisateurs du Parti ouvrier de Turquie, rejoignaient en masse les rangs de cette armée de libération dans presque tous les coins du pays, brisant les chaînes de la captivité subies des années durant. À l'exception de ceux dont les noms avaient été entendus dans les médias comme étant des syndicalistes, des scientifiques, des écrivains ou des artistes, chacun ignorait l'existence des autres.

J'ai participé d'Izmir à cette grande réunion de 1962. À l'époque, j'étais représentant de la région égéenne du journal *Öncü* et membre du conseil d'administration de la *Fédération des syndicats de journalistes de Turquie*.

J'ai entendu le nom de *Halit Çelenk* pour la première fois de la part d'amis avocats membres du parti à Izmir, qui se réjouissaient de lui-même, excellent avocat, et son épouse *Şekibe Çelenk* aient rejoint les rangs du parti.

Plus tard, lors de mes fréquentes visites à Ankara en tant que journaliste, syndicaliste et membre du parti, j'ai eu l'occasion de connaître personnellement les *Çelenk*, ainsi que des membres très précieux du parti tels que le légendaire syndicaliste *Fukara Tahir (Öztiirk)* et *Uğur Cankoçak*. Ils occupaient une place particulière dans l'organisation d'Ankara de par leurs relations humaines chaleureuses, leur maîtrise de leurs sujets et leurs personnalités qui suscitaient un profond respect et une profonde confiance chez leurs interlocuteurs dès la première rencontre.

En 1963, à la demande du président *Mehmet Ali Aybar*, j'ai quitté Izmir et je me suis installé à Istanbul pour travailler dans les bureaux de recherche et de presse du siège du TİP. Je me souviens très bien que pendant les jours nous travaillions ensemble, *Aybar* parlait toujours de *Halit Çelenk* et de *Şekibe Çelenk* avec reconnaissance et affection. Lorsqu'il s'agissait de questions juridiques, il contactait Ankara et demandait l'avis de *Halit Çelenk*.

Lorsqu'il a été décidé de participer aux élections locales

du 17 novembre 1963, le parti a dû finaliser le plus rapidement possible son organisation dans de nombreuses provinces. Le sénateur *Niyazi Ağırnaslı*, qui avait quitté le CKMP pour rejoindre les rangs du TİP, a joué le rôle le plus important dans la réalisation de ce travail. Un autre nom important que l'on pensait capable de surmonter cette tâche difficile était *Halit Çelenk*. De fait, il réussit à organiser le parti à Samsun et dans ses environs en un rien de temps.

Bien qu'aucun grand succès numérique n'ait été obtenu lors des élections de 1963, la voix du *Parti ouvrier de Turquie*, le mouvement socialiste, a retenti aux oreilles de la population de Turquie pour la première fois sur les radios d'État, posant les bases du succès aux élections générales qui devaient se tenir deux ans plus tard, en 1965. Un des 15 membres du parti qui a fait entendre sa voix à la radio était *Şekibe Çelenk*.

Quant à notre sort commun avec les *Çelenk*...

De même que nous avons partagé l'honneur d'être des militants qui ont contribué à l'organisation initiale et au renforcement du parti, nous avons également connu l'amertume d'être écartés du parti parce que nous nous sommes opposés aux attitudes erronées de la direction du parti.

Halit Çelenk a accompli une tâche historique en documentant en détail les pratiques antidémocratiques dans son livre *Démocratie interne au Parti ouvrier de Turquie*, qui décrit la vie du parti. Selon le résumé de *Çelenk* dans le livre, les principales étapes de liquidation ont été:

-En 1964, l'expulsion ou la mise en situation de devoir s'écarter de 22 personnes, dont le professeur *İsmet Sungurbey*, l'écrivain *Fethi Naci*, le journaliste *Doğan Özgüden*, les écrivains *Demir Özlü et Edip Cansever*, et le secrétaire général *Orhan Arsal*, à la suite des discussions sur les bulletins de vote et les urnes séparant les travailleurs et les intellectuels lors des élections du 1er Grand Congrès,

-Le retrait du sénateur *Esat Çağa* du parti en raison du

fait que le président a fait une déclaration personnelle sans attendre les pourparlers, alors que la déclaration faite au nom du parti sur le problème chypriote avait été reportée par le Comité exécutif central,

-L'envoi devant le conseil de discipline du parti de 17 personnes membres du district de Şişli lors du congrès provincial d'Istanbul, parmi lesquelles les *Dr Sevinç Özgüner et Kemal İşler*, ainsi que *Cemil Ormanlar et Kumru Gözügeçgil* pour "Former une faction, préparer une liste électorale commune, mener des négociations inter-districts, et faire émerger une image qui ne peut être conciliée avec l'indépendance du parti face aux organisations socialistes précédentes."

- Suite au rejet de cette demande par le conseil de discipline, le district de Şişli a été dissous et le seul sénateur du parti, *Niyazi Ağırnaslı*, a été contraint de démissionner sous la pression morale sans avoir eu le droit de se défendre,

-L'exclusion du parti le 23 décembre 1967 de 13 personnes, dont *Vahap Erdoğan, Rasih Nuri İleri, Süleyman Ege, Necati Aykaş, Naci Ormanlar, Ahmet Say, Ümran Baran, Kumru Gözügeçgil, le Dr. Sevinç Özgüner, Necip Devocioğlu et Tuncer Yanar*,

- *Halit Çelenk* et *Şekibe Çelenk* ont d'abord été punis d'une pénalité d'"avertissement" pour s'être opposés à cette décision, et ils ont été définitivement exclus du parti le 14 septembre 1968 pour avoir continué à critiquer la pratique.

Halit Çelenk explique en détail dans son livre quel genre de méthodes *Behice Boran* et *Nihat Sargın* ont utilisées pour l'écarter du parti, et comment *Aybar* a agi de concert avec eux.

Cependant, huit ans plus tard, en 1975, *Mehmet Ali Aybar* exprimera la douleur d'avoir écarté les *Çelenk* du parti dans une interview avec *Uğur Mumcu* sur le socialisme, le marxisme et l'indépendance: «... Une enquête a été ouverte contre *Halit Çelenk* et sa femme et ils ont reçu un avertissement après le congrès de Malatya. Ce fut un événement doulou-

reux et pathétique pour moi. Des décisions sévères avaient été prises contre les factions au Congrès de Malatya au sein du Conseil général d'administration. Le bois vert a été brûlé en même temps que le bois mort. On m'a confié la tâche de parler à Halit Çelenk et Şekibe Hanım. Je les connaissais tous les deux depuis mes années d'études à la faculté. Des gens que j'aime et que je respecte. La tristesse et la douleur de cette rencontre vit encore dans mon cœur après toutes ces années.» (Aybar ile Söyleşi. 6ème éd., p. 59)

Bien entendu, la grande majorité de ceux qui ont été exclus du TİP, même s'ils sont restés sans parti, ne sont jamais restés passifs, ils ne se sont pas retirés du combat. Ils ont poursuivi avec la même détermination leur lutte révolutionnaire et démocratique dans leurs propres professions et organisations démocratiques de masse.

Halit Çelenk et Şekibe Çelenk étaient de ceux-là.

Non seulement ils ont poursuivi avec la même détermination la lutte socialiste et pour la défense des droits de l'homme bien qu'exclus du parti, mais ils ont assumé avec une grande dévotion la défense de tous les révolutionnaires, quelle qu'ait été leur tendance, arrêtés pour cette lutte et jugés en cour d'assises ou par les tribunaux de la loi martiale.

Halit Çelenk résume comme suit cette attitude dans son livre *La démocratie interne dans le Parti ouvrier de Turquie*: «J'ai raconté des parties de mes souvenirs de ces nombreuses personnes que j'ai défendues et dont j'ai suivi les cas dans mes livres publiés précédemment. Afin de donner des informations au lecteur à ce sujet, je voudrais donner quelques exemples:

«1. Les poursuites intentées contre *Kemal Türkler* et ses amis travailleurs et jeunes dans les événements des 15 et 16 juin devant les tribunaux militaires de la loi martiale d'Istanbul.

«2. L'affaire de l'incendie de la voiture de l'ambassadeur américain à Ankara, connu sous le nom de Boucher du Viet-

nam, à l'Université technique du Moyen-Orient, dite 'affaire Commer'. (*Taylan Özgür, İbrahim Seven, Yusuf Aslan, Hüseyin İnan* et leurs amis)

«3. Le procès THKO (Armée de libération du peuple de Turquie). Le cas de *Deniz Gezmiş, Hüseyin İnan, Yusuf Aslan* et leurs amis.

«4. Le procès intenté contre le président du syndicat des enseignants turcs (TÖS), *Fakir Baykurt*, et ses amis.

«5. Le procès contre DEV GENÇ.

«6. L'action en justice intentée contre TÖB-DER et ses dirigeants, en particulier son président *Gültekin Gazioğlu*.

«7. Le procès du TKP, affaire DİSK, affaire Barış (Dans ce cas, j'ai d'abord été avocat de la défense, puis accusé), le procès du TSİP (Parti socialiste ouvrier de Turquie) (*Çağatay Anadol* et ses amis), le procès des 66 officiers, le procès du TBKP (Parti de l'union communiste de Turquie) (*Nihat Sargın, Nabi Yağcı*, c'est-à-dire *Haydar Kutlu* et ses amis).

«8. Le procès principal contre DEV-YOL (*Oğuzhan Müftüoğlu* et ses amis).

«Par ailleurs, les procès contre le *Parti ouvrier de Turquie*, la coopérative *KÖYKOP*, *Les Maisons du peuple*, le *Syndicat des écrivains de Turquie* (*Aziz Nesin, Vedat Türkali, Adnan Özyalçın, Asım Bezirci, Kemal Sülker* et leurs amis), les procès en diffamation et dommages-intérêts que nous avons intentés au nom de l'*infirmière de Nâzım Hikmet, Samiye Yalıtım*, avec mes amis avocats *Metin Şekercioğlu, Atilla Coşkun, Bilgin İnanç*, contre le député *Mustafa Taşar* qui avait insulté le grand poète turc *Nâzım Hikmet*, les procès intentés contre l'*Association des droits de l'homme (İHD)*, le procès que nous avons suivi en tant qu'intervenant avec beaucoup de mes amis de la défense dans l'affaire intentée contre le major qui a torturé le chef et les villageois du village de *Yeşilyurt* et leur a fait manger des excréments, en tant qu'intervenant dans le procès contre *Alpaslan Türkeş* et ses amis, la défense des familles des personnes tuées sur instruction de l'accusé.

«Toujours en tant que défenseur: les procès intentés contre *Muzaffer İlhan Erdost, Süleyman Ege, Vahap Erdoğan, Akın Birdal, Mümtaz Soysal, İlhami Soysal, Sadun Aren, Hüsnü Öndül, M. Emin Değer, Erbil Tuşalp, Talip Apaydın* et *Remzi İnanç* ; dans l'affaire de l'enlèvement du Consul général d'Israël à l'époque du 12 mars, notre mise en garde à vue durant un mois à Yıldırım, un quartier d'Ankara, en même temps que de nombreux scientifiques, artistes, écrivains, syndicalistes et étudiants ; notre transfert de notre domicile, d'où un commissaire principal nous a pris en plein milieu de la nuit pour nous emmener au DAL (centre de torture bien connu) et l'ouverture d'une poursuite pour infraction aux articles 141 et 142 du Code pénal dans certains de nos écrits ; dans l'affaire de *Deniz Gezmiş* et de ses amis, le procès intenté contre moi et onze de mes amis avocats pour insulte au procureur militaire et la décision de condamnation. (*Niyazi Ağırnaslı, Orhan İzzet Kök, Erşen Şansal, Refik Ergün, Mükkerrem Erdoğan, Zeki Oruç Erel, Halit Çelenk, etc.*)

«Je trouve utile de rappeler ici le procès intenté devant le tribunal militaire de la loi martiale contre quarante-sept personnes, dont moi-même, concernant la Pétition des intellectuels, élaborée à l'initiative d'*Aziz Nesin* et dont j'ai fait partie du comité de rédaction ainsi que la *Pétition sur le travail et les droits*, le *Congrès constitutionnel* toujours préparés à l'initiative d'*Aziz Nesin* et auxquels nous avons participé.»

Lorsque le coup d'État du 12 mars 1971 nous a forcés à émigrer pour des raisons politiques, nous avons fondé le *Mouvement de résistance démocratique* à l'étranger afin de révéler l'oppression fasciste en Turquie à l'opinion publique mondiale. Nous traduisions en diverses langues des documents sur la torture, des transcriptions d'audiences des tribunaux et des témoignages envoyés secrètement depuis la Turquie et les transmettions au Conseil de l'Europe, au Parlement européen, aux organisations de défense des droits de

l'homme et à la presse. Le nom de référence de la grande lutte juridique en Turquie a toujours été *Halit Çelenk*...

Lui seul a connu la douleur des exécutions de *Deniz Gezmiş*, *Yusuf Arslan* et *Hüseyin İnan* au nom de tous les révolutionnaires.

Je me souviens de la dernière rencontre que nous avons eue avec *Deniz Gezmiş* au palais de justice d'Istanbul. Ses compagnons de combat étaient massacrés un par un... J'attendais mon tour pour être poursuivi pour un billet que j'avais écrit dans *Ant* contre la visite de la 6ème flotte. Ils avaient amené Deniz, qui avait été pris sur une dénonciation. Nous avons pu parler brièvement. «Ils ne vont pas me laisser en vie», a-t-il dit. De la tristesse dans les yeux, un sourire ironique sur les lèvres, mais debout...

Ils ne l'ont pas laissé en vie. *Halit Çelenk* a mené la plus grande lutte pour la survie de Deniz et de ses camarades. Et il les accompagne faire le dernier voyage marqué au coin de l'honneur avec la même force de caractère.

Le dossier judiciaire du premier procès THKO, publié par ma sœur *Çiğdem Özgüden* à Istanbul en 1974 après le coup d'État du 12 mars, est une épopée de la lutte juridique de *Halit Çelenk* et d'autres avocats honorables contre le fascisme au nom de *Deniz Gezmiş* et de ses amis. Ce livre peut être consulté, comme toutes les publications d'*Ant* et de *Yöntem* que nous avons rendues accessibles à la lecture numérique d'Info-Türk:

Au cours de notre combat pour la "citoyenneté" dans les années 90, İnci et moi avons été personnellement témoins de la façon dont *Halit Çelenk*, qui a entrepris la défense de milliers de révolutionnaires et de démocrates, a suivi ces procès avec dévouement, sérieux et sens des responsabilités.

La junte du 12 septembre, en modifiant la loi sur la citoyenneté et en promulguant des décrets spéciaux, a privé de leur citoyenneté des centaines de dissidents qui, comme nous, étaient en exil politique. Le recours que nous avons in-

tenté devant le Conseil d'État pour l'annulation de cette décision a été rejeté en 1990 au motif qu'il ne pouvait être intenté un procès contre les décisions du *Conseil national de sécurité* et de son gouvernement. Nous avons contacté *Halit Çelenk*, tout en craignant de lui imposer un nouveau fardeau dans son travail acharné et sa lutte.

En raison de nos articles et publications dans *Ant* et de nos activités en dehors de la Turquie, il y a eu plus de 30 dossiers devant les tribunaux judiciaires et militaires d'Istanbul, d'Ankara et de Diyarbakır, ainsi que de nombreuses ordonnances restrictives émises contre nous par les commandements de la loi martiale. *Halit Çelenk* a accepté notre demande sans hésitation. Pendant des mois, il a fait la navette entre Ankara, Istanbul et Diyarbakır, mettant en lumière tous ces dossiers un à un.

Pour illustrer la façon dont il a travaillé avec acharnement, je cite les lignes suivantes de sa lettre du 23 mai 1992: «Les restrictions imposées par la Première Armée d'Istanbul, le Commandement de la loi martiale de Diyarbakır, le Tribunal militaire n° 3 de la loi martiale d'Istanbul et les bureaux des procureurs militaires de la loi martiale d'Istanbul ont été levées après de nombreuses demandes, visites et suivis. Je suis retourné à Istanbul pour lever la restriction du bureau du procureur d'Istanbul... Nous sommes descendus aux archives de Sultan Ahmed... Alors que je faisais cette recherche à Istanbul, une nouvelle restriction est apparue. Il s'agit de la lettre de restriction datée du 26.11.1988 du ministère de l'Intérieur et maintenant je m'adresse au ministère de l'Intérieur en la matière.»

Après l'abolition de la loi qui a conduit à notre privation de citoyenneté, nous avons demandé au ministère des Affaires étrangères de nous garantir par écrit que si nous retournions en Turquie, nous n'aurions pas d'ennuis à cause de tous ces dossiers.

Halit Çelenk s'est battu pendant des mois pour obtenir

une réponse à cette question. Par exemple, dans une lettre datée du 17 mai 1994, il déclarait: «J'ai sollicité un rendez-vous de la part du ministre des Affaires étrangères Hikmet Çetin. J'ai fait prendre note et j'attends... Les procédures sont archaïques, ici. Ça traîne, mais qu'y faire? Tant que vous vivez ici, vous êtes bien obligé de vous coltiner tout ça...»

Des années ont passé. *Hikmet Çetin* a dû quitter son poste avant de nous répondre, puis sont passés *Mümtaz Soysal* et *İsmail Cem*, mais aucune réponse n'a été donnée à notre requête. *İnci* et moi sommes toujours en exil politique...

Comme l'a dit *Halit Çelenk*, les conditions de travail sont toujours aussi archaïques. C'est pourquoi je n'ai pas pu embrasser *Halit Çelenk* en Turquie et le remercier personnellement pour ses efforts surhumains pour nous et pour tous les révolutionnaires et démocrates.

Le 5 mai 2016, j'ai essayé de remplir mon devoir de gratitude en envoyant un message à la cérémonie des *Prix de droit Halit Çelenk* qui s'est tenue à Ankara, par l'intermédiaire de sa fille, notre estimée amie *Serpil Çelenk Güvenç*... En répétant l'expression que j'ai utilisée dans ce message, je rends hommage à *Halit Çelenk* et à *Şekibe Çelenk*:

Juristes d'exception, éternels militants qui n'abandonnèrent pas et ne transigèrent jamais dans la lutte pour la justice et la démocratie malgré les conditions de travail archaïques... Nous vous adressons l'expression de notre respect et de notre affection.

INDEXE

| | |
|--|-----|
| Prologue | 3 |
| Au 60ème anniversaire d'une lutte historique..... | 11 |
| Une sixième question, cette fois à Kılıçdaroğlu..... | 17 |
| Agression contre l'intellectuel kurde Medeni..... | 24 |
| Yaşar Kemal, mon collègue et camarade du parti..... | 30 |
| Danses macabres des puissants..... | 41 |
| Accusés, civils et militaires, levez-vous!..... | 48 |
| Décès d'Erol Toy, auteur de la pièce de théâtre Pir Sultan | 56 |
| Les communes kurdes 150 ans après la Commune! | 58 |
| Mihri Belli, jeune communiste pour l'éternité | 66 |
| Vous devez aux combattants de la guérilla kurde | 73 |
| L'islamisation de l'armée capitaliste..... | 78 |
| La même mentalité putschiste, 40 ans après!..... | 85 |
| Du fléau de Dieu au fléau de l'Islam..... | 93 |
| Le billard Tayyip-Poutine! | 100 |
| La pépinière de génocidaires des négationnistes..... | 107 |
| Les ambassadeurs, janissaires de Tayyip! | 116 |
| Test pour Tayyip à Bruxelles le 19 mai | 128 |
| Le sort commun des peuples kurde et palestinien | 135 |
| Quatre dictateurs en Europe, dont un en Turquie..... | 144 |
| Tayyip provoque la brouille dans la politique belge! | 152 |
| Non à l'OTAN... Oui à Lumumba..... | 160 |
| L'itinéraire de Tayyip en quatre ans | 167 |
| La cause commune des nations kurde et catalane | 175 |
| L'impérialisme collectif de nouveau à l'ouvrage! | 183 |
| Les béliers de Tayyip dans l'Union européenne..... | 190 |
| La conquête islamique de la Belgique par Tayyip..... | 196 |
| Kemal Türkler, inoubliable victime du fascisme..... | 204 |
| Nouvelle effronterie des hypocrites! | 210 |
| Histoire de ne fâcher personne..... | 218 |
| Les deux Deniz révolutionnaires des années 60..... | 223 |
| Notre combat sous la plume de Gençay Gürsoy..... | 231 |
| À la saison des cornouilles, le test électoral de la gauche..... | 238 |
| Le Mikis Theodorakis des années d'exil..... | 245 |

| | |
|--|-----|
| La lampe de Tayyip est éteinte au Maroc... | 253 |
| Ô oppression, oppression qui m'anéantit..... | 260 |
| Ils sont interlocuteurs dans le processus de résolution... | 268 |
| Elle n'est pas la question kurde, mais celle du Diktat turc..... | 276 |
| Le glaive de l'islam: de Mussolini à Tayyip..... | 281 |
| La guerre de Boran en exil contre le fasciste Evren..... | 288 |
| Querelle sur "l'abattage des animaux" à Bruxelles!..... | 297 |
| Les Européens "non grata"..... | 304 |
| Une ingratitude envers les travailleurs migrants..... | 311 |
| La même mentalité, trente ans plus tard..... | 318 |
| Les comparses des complots contre la nation kurde..... | 324 |
| À l'heure des comptes, n'oublions pas Sabahattin Ali..... | 332 |
| Test difficile pour le duo Özdemir-Roth..... | 339 |
| Les graines de grenade de l'exil politique..... | 346 |
| 70 ans plus tard, un espoir aux blancs cheveux..... | 354 |
| Ces élections doivent mettre fin à l'exil..... | 361 |
| Dernière leçon de son instituteur à Tayyip..... | 368 |
| Un document qui a marqué l'an 2021!..... | 376 |
| Sur le dernier parcours d'une course de 70 ans..... | 383 |
| Crise de l'imam dans la capitale de l'Europe..... | 388 |
| Mon camarade enchaîné, ses livres détruits par le feu..... | 396 |
| Le premier grand assassinat politique de l'État turc..... | 401 |
| La lumière du Rojava en ce sombre janvier..... | 406 |
| Arrêtez de faire la dinde !..... | 413 |
| Première mission: vider les prisons..... | 419 |
| Ça va passer, mais qu'est-ce qui va venir à la place?..... | 425 |
| Une soirée d'échanges avec nos amis arméniens..... | 432 |
| Où en est l'Administration autonome, et la laïcité?..... | 440 |
| Le double visage de Janus de l'Europe..... | 447 |
| Du règne de Süleyman à celui de Tayyip..... | 455 |
| L'ascension de la gauche dans la capitale de l'OTAN!..... | 462 |
| Les petits-fils d'Atilla à la conquête de l'Europe..... | 470 |
| Le courageux combat des amis journalistes arméniens..... | 476 |
| Le vrai visage des Loups gris..... | 483 |
| 24 avril: Routes de la déportation..... | 488 |
| Après chaque 1er mai vient un 6 mai..... | 496 |
| En signe de respect envers deux juristes combattants..... | 504 |

61 ANS DE PUBLICATIONS

- Ecrits d'exil II, Doğan Özgüden, Info-Türk, 2025
Resistance Documents (1971-73), Info-Türk, 2024
Une rebelle dans l'encre de l'exil, Doğan Özgüden, Info-Türk, 2024
Inci Tuğsavul'un Çok Boyutlu Kavgası, Doğan Özgüden, Belge, 2023
Sürgün Yazıları, Cilt VII, Doğan Özgüden, Info-Türk, 2024
Sürgün Yazıları, Cilt VI, Doğan Özgüden, Info-Türk, 2023
Sürgün Yazıları, Cilt V, Doğan Özgüden, Info-Türk, 2022
Ecrits d'exil, Doğan Özgüden, Info-Türk, 2021
Sürgün Yazıları, Cilt IV, Doğan Özgüden, Info-Türk, 2021
Sürgün Yazıları, Cilt III, Doğan Özgüden, Info-Türk, 2020
Sürgün Yazıları, Cilt II, Doğan Özgüden, Info-Türk, 2019
Sürgün Yazıları, Cilt I, Doğan Özgüden, Info-Türk, 2019
Carrefour des Citoyens: Ateliers du Soleil, 2019
Journaliste "Apatride", Doğan Özgüden, ASP Publications, 2014
"Vatansız" Gazeteci, Cilt II, Doğan Özgüden, Belge, 2011
"Vatansız" Gazeteci, Cilt I, Doğan Özgüden, Belge, 2010
Le Livre Noir sur la "démocratie" militariste, Özgüden, Info-Türk, 2010
Militarisme et liberté d'expression en Turquie, Info-Türk, 2007
L'impact de la Répression sur l'exode massif, Info-Türk, 2006
Turcs de Belgique, Altay et Ural Manço, Info-Türk, 1992
La Femme turque, Inci Tuğsavul, Info-Türk, 1991
Real Face of Democratisation, Info-Türk, 1989
Extreme-Right in Turkey, Doğan Özgüden, Info-Türk, 1988
La poésie turque, Info-Türk, 1988
Black Book on militarist "democracy", Özgüden, Info-Türk, 1987
Une initiative pluriculturelle: Ateliers du Soleil, Info-Türk, 1987
Oppression of Kurds and Christians in Turkey, Info-Türk, 1987
Intégrisme islamique en Turquie, Doğan Özgüden, Info-Türk, 1987
Portrait de l'immigration de Turquie, Doğan Özgüden, Info-Türk, 1984
Türk Dili ve Kültürü Eğitimi, Inci Tuğsavul, Info-Türk, 1984
Immigration turque et mass media, Doğan Özgüden, Info-Türk, 1983
"Démocratie" militariste en Turquie, Info-Türk, 1983
MHP Davası ve Faşist Hareket, Info-Türk, 1982
TİP'in Birinci Onyılı (1961-1971), Info-Türk, 1982
US Interests in Turkey, Info-Türk, 1982
La Liberté de pensée à la militaire, Info-Türk, 1981
Türkiye'de NATO Darbesi, Info-Türk, 1980
Uluslararası Sendikacılık Hareketi, Info-Türk, 1979
Göçmen İşçi Sorunu, Doğan Özgüden, Info-Türk, 1978

Massacre à Ankara, Pourquoi?, Info-Türk, 1978
Calendrier de résistance, Info-Türk, 1976
Bulletins d'informations Info-Türk, 1976 - 2024
Direnis-Resistance, Info-Türk, 1974
Turkey on Torture, Democratic Resistance of Turkey, 1973
Turquie, fascisme et résistance, Doğan Özgüden, Van Gennep, 1973
Man Hunts in Turkey, Democratic Resistance of Turkey, 1972
File on Turkey, Democratic Resistance of Turkey, 1972
La revue socialiste ANT, 1967 - 1971
Kapitalizm, Doğan Özgüden, Akşam Kitap Kulübü, 1967
Faşizm, Doğan Özgüden, Akşam Kitap Kulübü, 1967
Müzik Rehberi, İnci Tuğsavul. Akşam Kitap Kulübü, 1966
Le quotidien Akşam, 1964-1966



Le premier volume des Ecrits d'exil comprenant des articles que Dogan Özgüden, journaliste et défenseur des droits humains, a écrits aux années de lutte en Turquie et aux 40 premières années de son exil avait été publié par Info-Türk en 2021.

Ce livre constituait un ensemble avec les mémoires de Dogan Özgüden publiées en 2014 sous le titre Journaliste "apatride" et "Une rebelle dans l'encre d'exil" racontant le combat pluriel de son épouse Inci Tugsavul, publié en 2024.

Les Ecrits d'exil II comprennent les articles rédigés par Dogan Özgüden dans les années 2021 et 2022.

Dans la préface du présent ouvrage, Özgüden déclare: "Les problèmes de santé qui se multiplient et les effets prolongés du sérieux accident que j'ai subi en 2023, alors que je me rapproche de mes 90 ans, ont certes ralenti mon rythme, mais je suis déterminé à continuer à partager les réalités dans mes articles publiés dans les médias et les volumes suivants d'Ecrits d'exil."

La publication de ces écrits d'exil II sera suivie à la fin de cette année par le volume III comprenant les articles rédigés par l'auteur en 2022 et 2023, et, début 2026, par le volume IV qui comprendra les articles écrits dans les années 2024-2025.

